S FRA 1 (1984) bis

INSEE-BIBC

90e VOLUME

institut national
de la
statistique
et des
études économiques

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

RÉSULTATS DE 1984

1985

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère de l'économie,
des finances et du budget

Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 PARIS CEDEX 14 - Tél. : (1) 45 40 12 12

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
25. NOV. 1985
BIBLIOTHEQUE

90e VOLUME

RÉSULTATS DE 1984

Nouvelle série n° 32

ISBN 2-11-064896-I

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

INSEE
00 002 044 113

SFRA 1(1984) bis

Directeur de la publication : Edmond MALINVAUD

Rédacteur en chef : Jacqueline SABOURET

Assistants de rédaction : Pierre BACHELIER, Marguerite ROLLAND

Secrétaire de fabrication : Josiane BRAQUEHAIS

L'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion possibles des informations et des analyses qu'il publie. Toute reproduction est donc autorisée, sans aucune restriction. Mais, dans l'intérêt même des lecteurs, l'INSEE demande que la mention précise de la source et la référence exacte de la publication (année d'édition) soient explicitement indiquées.

Avant-propos

Le développement de l'appareil d'observation statistique a entraîné, au cours des vingt dernières années, un accroissement important du volume de l'information statistique disponible; celle-ci est désormais diffusée par de multiples publications spécialisées, ainsi que sur de nouveaux supports tels que les microformes ou les bandes magnétiques.

*La conception de l'*Annuaire statistique de la France *s'est progressivement adaptée à cette situation tout en s'efforçant de maintenir une très grande continuité dans le choix et la présentation des séries statistiques.*

*Fournir à l'utilisateur l'essentiel de l'information disponible ainsi que les moyens d'accéder à une information plus détaillée est le but recherché par l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque chapitre se compose donc :

— d'un commentaire technique nécessaire à la compréhension des données chiffrées;

— des résultats essentiels (séries annuelles, données d'enquêtes, comparaisons internationales,...);

— de références documentaires permettant l'accès aux publications spécialisées, voire aux services statistiques eux-mêmes lorsqu'il s'agit de questions complexes.

De plus, le lecteur trouvera une liste d'organismes utiles à connaître :

— les observatoires économiques régionaux de l'INSEE, *auxquels il peut s'adresser pour consulter ou se procurer la totalité des résultats élaborés par l'INSEE, mais également les principaux résultats élaborés par les autres services statistiques;*

— les services statistiques spécialisés, *qui possèdent généralement un service d'information du public.*

*L'édition 1985 de l'*Annuaire statistique de la France *présente les données les plus récentes au moment de la constitution du manuscrit (troisième trimestre 1985). Les résultats portant sur l'année 1984 représentent un bon tiers des résultats les plus récents. Une grande partie des tableaux (plus des deux tiers) présentent des séries sur six ans ou plus.*

D'une façon générale, l'annuaire fait état de résultats au niveau de la nation dans son ensemble et pour l'année dans son entier. Il est rappelé au lecteur que les résultats régionaux et départementaux se trouvent dans Statistiques et indicateurs des régions françaises *(Les collections de l'INSEE, série R) d'une part, et dans les* Publications régionales de l'INSEE *d'autre part, et que les résultats infra-annuels sont régulièrement publiés dans le* Bulletin mensuel de statistique *et dans* Tendances de la conjoncture.

***

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Bien qu'il s'efforce constamment d'en accroître la qualité, cet ouvrage comporte encore certainement des lacunes et des imperfections; aussi accueillera-t-il bien volontiers les observations ou les suggestions dont pourraient tirer profit les prochaines éditions.

SOMMAIRE

Chapitre — Page

A. GÉOGRAPHIE ET ENVIRONNEMENT

A.01 Territoire 5
A.02 Climatologie 17
A.03 Environnement 23

B. DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE

B.01 État de la population 43
B.02 Mouvement naturel 61
B.03 Mouvements migratoires 83
B.04 Nationalité 89

C. EMPLOI, SALAIRES ET REVENUS

C.01 Population active, emploi 95
C.02 Conditions de travail 121
C.03 Salaires et revenus 131
C.04 Prestations sociales 143

D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE

D.01 Consommation et modes de vie des ménages 169
D.02 Logement 189
D.03 Santé, aide sociale 195

E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS

E.01 Communication 217
E.02 Culture 229
E.03 Tourisme 249
E.04 Jeunesse et sports 261
E.05 Loisirs divers 271

F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE

F.01 Enseignement et formation 279
F.02 Recherche et développement technologique 299
F.03 Propriété industrielle 307

Chapitre — Page

G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES

G.01 Comptabilité nationale 315
G.02 L'appareil productif 327
G.03 Production industrielle 353
G.04 Mouvement économique 367

H. PRIX

H.01 Indices de prix à la consommation 377
H.02 Prix de détail 391
H.03 Indices de prix de gros et à la production 399

I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

I.01 Agriculture 415
I.02 Forêts 443
I.03 Pêche maritime 453
I.04 Industries agricoles et alimentaires 459

J. ÉNERGIE

J.01 Bilan de l'énergie 475
J.02 Charbon 483
J.03 Pétrole 489
J.04 Électricité 497
J.05 Gaz 505

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

K.01 Minerai de fer et sidérurgie 513
K.02 Minerais, métaux et demi-produits non ferreux 521
K.03 Minéraux divers et matériaux de construction 529
K.04 Verre et chimie 535
K.05 Fonderie et travail des métaux 547
K.06 Construction mécanique, électrique et électronique 553
K.07 Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique 565
K.08 Textiles et cuirs 575
K.09 Bois, papiers, imprimerie 591

Chapitre		Page
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION (*suite*)	
K.10	**Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses**	601
K.11	**Bâtiment et génie civil et agricole**	609
	L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	
L.01	**Transports ferroviaires**	625
L.02	**Transports routiers**	633
L.03	**Transports de navigation intérieure**	647
L.04	**Transports maritimes**	655
L.05	**Transports aériens**	665
L.06	**Postes et télécommunications**	675
	M. COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS	
M.01	**Commerce intérieur**	685
M.02	**Services marchands rendus principalement aux entreprises**	703
M.03	**Services marchands à destination des ménages**	715
M.04	**Assurances**	719
	N. FINANCES	
N.01	**Monnaie, crédit, épargne**	729
N.02	**Marché financier, bourse**	751
	O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS	
O.01	**Commerce extérieur**	761
O.02.	**Balance des paiements**	781
	P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE	
P.01	**Élections**	797
P.02	**Justice**	801
P.03	**Finances publiques**	813

ANNEXES

	Page
• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
Avant-propos	III
Sommaire	IV
Précisions d'ordre général	VI
Signes conventionnels	VI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	VIII
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer.	IX
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire	XIV
• *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Liste des tableaux	1*
Index alphabétique	14*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	21*
Principales publications statistiques internationales	32*
Publications de l'INSEE	38*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, à moins de mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

Signe	Signification
●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

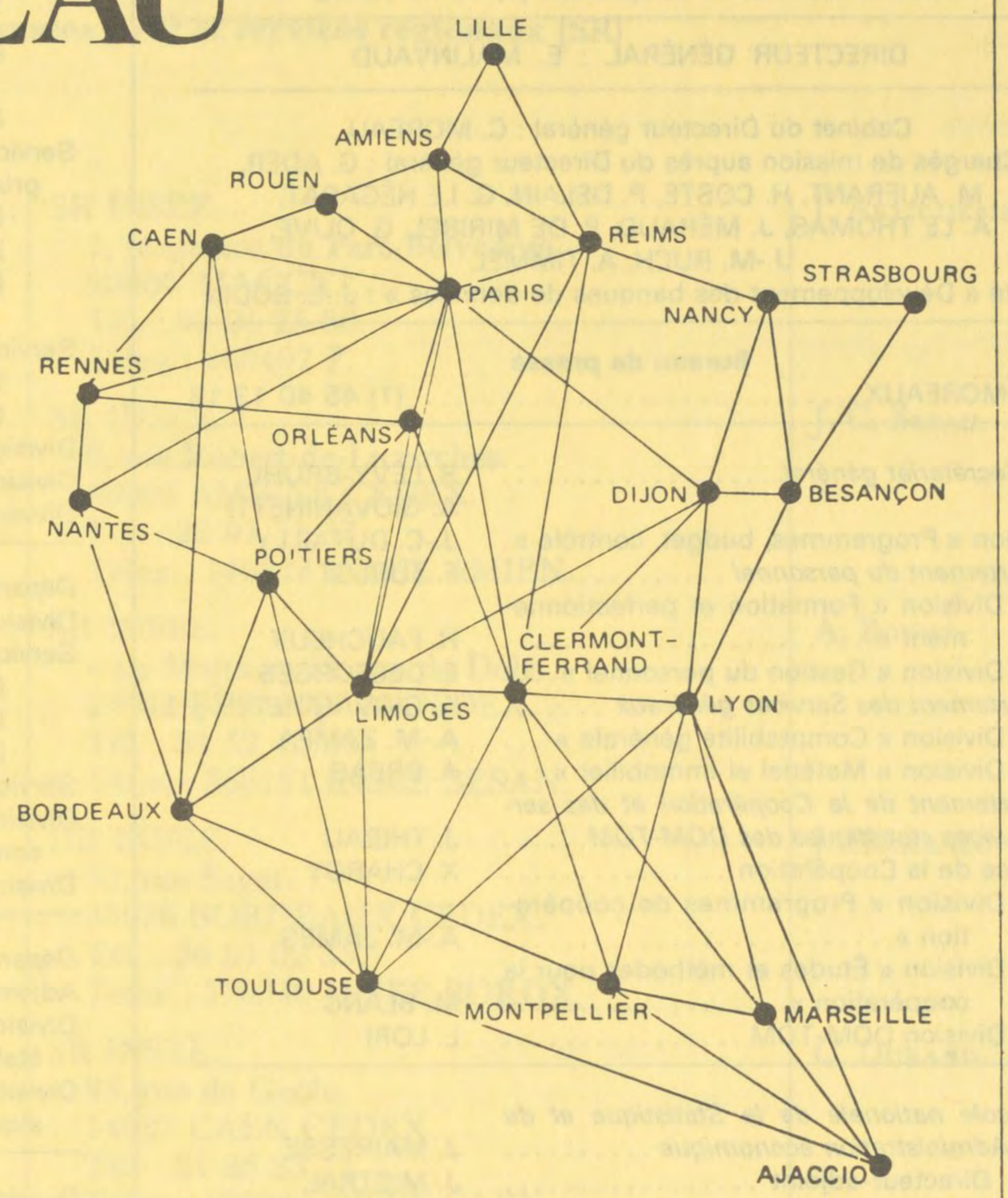
RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire*;
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en annexe);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Un service public d'information économique et sociale

LE RESEAU des Observatoires Economiques Régionaux de L'INSEE



Vous êtes à la recherche d'informations économiques et sociales: un **Observatoire Economique, centre public de documentation et d'information,** est à votre disposition dans votre région.

L'Observatoire Economique rassemble et sélectionne pour vous, auprès des principaux détenteurs d'informations locales, régionales, nationales et internationales, les chiffres, les études, les articles, les mémoires et notes diverses qui vont effectivement vous aider.

Parmi les nombreux services rendus :

— consultation gratuite de tous les documents en salle de lecture ;
— reproduction et expédition des documents à la demande ;
— ventes de toutes les publications nationales et régionales de l'INSEE ;
— exploitations informatiques sur mesure des fichiers statistiques de l'INSEE.

Vous pouvez téléphoner, écrire, vous rendre à l'Observatoire Economique. **Une équipe attentive et compétente vous attend.** Elle a pour métier d'informer, elle vous écoute, analyse avec vous **VOTRE PROBLEME,** vous conseille dans l'utilisation de l'information.

Quelle que soit la région sur laquelle porte votre question, votre Observatoire y répondra : les OER travaillent ensemble.

La liste et les adresses des Observatoires Économiques Régionaux figurent page XI de cette publication.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

SP 620

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 45 40 12 12 – (1) 45 40 01 12
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 Malakoff – Téléphone : (1) 45 40 12 12

DIRECTEUR GÉNÉRAL : E. MALINVAUD

Cabinet du Directeur général : C. MOREAU
Chargés de mission auprès du Directeur général : G. ADER, M. AUFRANT, H. COSTE, P. DELAIN, G. LE HÉGARAT, A. LE THOMAS, J. MÉRAUD, P. DE MIRIBEL, G. OLIVE, J.-M. RUCH, A. TIMMEL
Unité « Développement des banques de données » : J.-L. BODIN

Bureau de presse

J.-F. MOREAUX ..... (1) 45 40 13 18

- *Secrétariat général* ..... R. LÉVY-BRUHL
  A. GIOVANINETTI
  Division « Programmes, budget, contrôle » . J.-C. DUTAILLY
  Département du personnel ..... F. TURLOT
  Division « Formation et perfectionnement » ..... H. FAUCHEUX
  Division « Gestion du personnel » .... E. DESFORGES
  Département des Services généraux ..... A. GIOVANINETTI
  Division « Comptabilité générale » ... A.-M. ZAMPA
  Division « Matériel et immobilier » ... A. BREAS
  Département de la Coopération et des services statistiques des DOM-TOM ..... J. THIBAU
  Service de la Coopération ..... X. CHAROY
  Division « Programmes de coopération » ..... A.-M. JAMES
  Division « Études et méthodes pour la coopération » ..... M. BLANC
  Division DOM-TOM ..... L. LORI

- *École nationale de la Statistique et de l'Administration économique* ..... J. MAIRESSE
  Directeur-adjoint ..... J. MISTRAL

- *Département de la Coordination statistique et comptable* ..... A. VANOLI
  Adjoint au chef de Département, chef de la division « Relations avec les services statistiques » ..... J. BÉGUÉ
  Division « Concepts et définitions statistiques et comptables » ..... P. TEILLET
  Division « Synthèse des comptes nationaux » ..... G. HONORÉ
  Division « Nomenclatures » ..... P. LESTANG
  Division « Systèmes d'informations des administrations » ..... A. BENEDETTI
  Secrétariat des questions internationales ..... J.-M. NIVLET
  Secrétariat du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) ..... C. CHIARAMONTI

- *Direction de la Production* ..... J. VACHER

Service « Organisation et méthodes de la production » ..... H. REDON
  Division « Études et méthodes de la production » ..... J.-L. BELLIER
  Division « Organisation de la production » ..... M. ALAMBRET
Département des Travaux régionaux ..... J.-M. REMPP
  Division « Collecte » ..... H. HÉBRARD
  Division « Plan de charge et suivi des travaux » ..... F. PASCAUD

Département « Informatique » ..... G. VALENTIN
  Division « Ordinateurs et systèmes » . M. CHARBONNIER
  Division « Coordination des moyens informatiques » ..... C. BAUDROIT
  Division « Logiciels » ..... J.-P. GRANDJEAN

- *Direction de la Statistique générale* ..... J. DESABIE

Département « Population - ménages » ..... C. SEIBEL
Service de la Démographie ..... J. BOUDOUL
  Division « Mouvement de la population et études démographiques » .. J.-C. LABAT
  Division « Recensements de la population » ..... A. LERY
  Division « Statistiques locales » ..... J. ANFRÉ
Service « Conditions de vie des ménages, prix de détail » ..... H. PICARD
  Division « Prix de détail » ..... A. MARRET
  Division « Études sur le logement » .. R. POHL
  Division « Conditions de vie des ménages » ..... Y. LEMEL
Service « Emploi-Revenus » ..... B. GRAIS
  Division « Revenus » ..... J.-F. PONSOT
  Division « Emploi » ..... C. THÉLOT
Division « Synthèses relatives aux ménages ». P. L'HARDY
Division « Études sociales » ..... A. DESROSIÈRES
Division « Méthodes des sondages » ..... J.-C. DEVILLE

Département « Entreprises » ..... A. MOTHE
Division « Agriculture » ..... J. ALLAIN
Service des Activités tertiaires ..... J. ALBERT
  Division « Commerce » ..... C. HESSE
  Division « Services » ..... J.-P. TROGAN
  Division « Échanges extérieurs » ..... A. GAILLAUD
Service « Statistiques des entreprises » .... M. QUELENNEC
Division « Synthèse des biens et services, comptes des entreprises » ..... J.-L. MARIÉ
Division « Études des entreprises » ..... M. DEVILLIERS

Département « Répertoires » ..... J.-M. CALLIES
Adjoint au chef de Département ..... P. POMMIER
Division « Répertoires des entreprises et des établissements » ..... J. GARAGNON
Division « Répertoires des personnes physiques » ..... J. MORIN

Division « Statistiques financières » ..... P. LE FILLATRE

- *Direction des Synthèses économiques* ... P. DUBOIS
Service des Programmes ..... J.-P. PUIG
Service de la Conjoncture ..... P. MAZODIER
  Division « Conjoncture générale » .... M. DEBONNEUIL
  Division « Comptes trimestriels » ..... G. LAROQUE
Division « Études régionales » ..... N...
Unité de recherche ..... R. SALAIS
Unité « Banque de données macroéconomiques » ..... M. DAPPE

- *Département de la Diffusion* ..... P. SOUBIE
Adjoint au chef de Département ..... C. ROYNEAU
Rédaction d'« Économie et statistique » ... D. TEMAM
Service « Plans et produits de diffusion » .. B. GENTIL
  Division « Coordination des programmes de diffusion » ..... P. GHIGLIAZZA
  Division « Publications » ..... M. BOËDA
  Division « Systèmes informatiques de diffusion » ..... J. VISEUR
Service « Promotion de l'information » .... P. BUFFET
  Division « Animation de la circulation de l'information » ..... H. THÉRON
  Division « Distribution et politique de commercialisation » ..... G. POUGETOUX
  Division « Documentation » ..... B. CHEVALIER
Observatoire économique de Paris ..... J.-F. ROYER

- *Centre d'études statistiques du développement régional (CESDR)* ..... R. PADIEU

ÉTABLISSEMENTS RÉGIONAUX DE L'INSEE ET SERVICES STATISTIQUES D'OUTRE-MER

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE			
A. Directions régionales (DR) et services régionaux (SR)			
Corse	AJACCIO	SR INSEE. 1, résidence du Parc-Belvédère. 20000 AJACCIO. Tél. : 95 21 25 80. Télex : 460497 F.	J. ARTIGUEBIEILLE.
Picardie	AMIENS	SR INSEE. 2, rue Robert-de-Luzarches. 80026 AMIENS CEDEX. Tél. : 22 91 31 87. Télex : 140818 INSEE AMIEN.	J.-C. SEBAG.
Franche-Comté	BESANÇON	SR INSEE. « Le Major », 83, rue de Dole. 25042 BESANÇON CEDEX. Tél. : 81 52 42 20. Télex : 360161 INSEE BESAN.	A. BOUVY.
Aquitaine	BORDEAUX	DR INSEE. 33, rue Saget. 33076 BORDEAUX CEDEX. Tél. : 56 91 02 35. Télex : 570540 INSEE BORDX.	J. HOSSENLOPP.
Basse-Normandie	CAEN	SR INSEE. 93, rue de Geôle. 14037 CAEN CEDEX. Tél. : 31 85 33 11. Télex : 170332 INSEE CAEN.	C. DURAND.
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	DR INSEE. 3, place Charles-de-Gaulle. 63403 CHAMALIERES CEDEX. Tél. : 73 36 03 50. Télex : 392785 INSEE CHAML.	P. DELORME.
Bourgogne	DIJON	DR INSEE. Cité administrative Delaborde. avenue Albert-1er. BP 1509. 21035 DIJON CEDEX. Tél. : 80 43 31 45. Télex : 350781 INSEE DIJON.	F. MADINIER.
Nord	LILLE	DR INSEE. 12, rue du Bas-Jardin. BP 769. 59034 LILLE CEDEX. Tél. : 20 52 65 02. Télex : 820562 INSEE LILLE.	R. NISTRI.
Limousin	LIMOGES	DR INSEE. 29, rue Beyrand. BP 1553. 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : 55 79 26 25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.	A. GODINOT.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
Rhône - Alpes	LYON.....	DR INSEE. 165, rue Garibaldi. BP 3184. 69401 LYON CEDEX 03. Tel. : 78 63 25 07. Télex : 340835 INSEE LYON.	J. ROCHAS.
Provence - Alpes - Côte d'Azur.	MARSEILLE.....	DR INSEE. 17, rue Menpenti (10e). 13387 MARSEILLE CEDEX 10. Tél. : 91 83 00 22. Télex : 420618 INSEE MARSL.	E. CADIOU.
Languedoc - Roussillon.	MONTPELLIER	DR INSEE. « Le Polygone ». 274, allée Henri-II-de-Montmorency. 34064 MONTPELLIER CEDEX. Tél. : 67 65 58 00. Télex : 490739 ORMONT-MONPL.	P. GOUNOT.
Lorraine	NANCY.....	DR INSEE. 15, rue du Général-Hulot. Case officielle n° 3846. 54029 NANCY CEDEX. Tél. : 83 27 03 27. Télex : 850834 INSEE NANCY.	M. PÉTRY.
Pays de la Loire	NANTES.....	DR INSEE. 76, rue Desaix. 44035 NANTES CEDEX. Tél. : 40 29 44 00. Télex : 711150 INSEE NANTE.	P. JOULIA.
Centre	ORLÉANS	DR INSEE. 8, rue Édouard-Branly. 45046 ORLÉANS CEDEX. Tél. : 38 63 01 64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.	J. BRÉAS.
Île-de-France	PARIS.....	DR INSEE. 7, rue Stephenson. Montigny-le-Bretonneux. 78188 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX. Tél. : (1) 30 64 51 52. Télex : 696392 F INSEE SQ.	M. LÉCOLLE.
Poitou - Charentes.....	POITIERS.....	DR INSEE. 5, rue Sainte-Catherine. 86020 POITIERS CEDEX. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR.	P. DEBREU.
Champagne - Ardenne.	REIMS	DR INSEE. 1, rue de l'Arbalète. 51079 REIMS CEDEX. Tél. : 26 88 24 12. Télex : 830896 INSEE REIMS.	L. MARCINIAK.
Bretagne	RENNES.....	DR INSEE. « Le Colbert », 35-36, place du Colombier. BP 17. 35031 RENNES CEDEX. Tél. : 99 30 91 90. Télex : 740756 INSEE RENNE.	L. LAURENT.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
Haute-Normandie	ROUEN	DR INSEE. 8, quai de la Bourse. 76037 ROUEN CEDEX. Tél. : 35 98 43 50. Tél. : 180487 INSEE ROUEN.	F. LIMET.
Alsace	STRASBOURG	DR INSEE. Cité administrative. Rue de l'Hôpital-Militaire. 67084 STRASBOURG CEDEX. Tél. : 88 84 22 62. Télex : 870756 INSEE STRBG.	J. AUBOUIN.
Midi - Pyrénées	TOULOUSE	DR INSEE. 36, rue des Trente-Six-Ponts. 31054 TOULOUSE CEDEX. Tél. : 61 25 21 36. Télex : 530151 INSEE TLSE.	L. AMIEL.

Ressort territorial (région)	Localisation	
	Localité	Adresse, téléphone et télex

B. Observatoires économiques régionaux

Corse	AJACCIO	1, résidence du Parc-Belvédère - 20000 AJACCIO. Tél. : 95 21 25 80. Télex : 460497 F.
Picardie	AMIENS	2, rue Robert-de-Luzarches - 80026 AMIENS CEDEX. Tél. : 22 91 91 91 (indices courants) et 22 91 39 39 (autres informations). Télex : 140818 INSEE AMIEN.
Franche-Comté	BESANÇON	« Le Major », 83, rue de Dole - 25042 BESANÇON CEDEX. Tél. : 81 52 03 33 (indices courants) et 81 52 42 20 (autres informations). Télex : 360161 INSEE BESAN.
Aquitaine	BORDEAUX	33, rue Saget - 33076 BORDEAUX CEDEX. Tél. : 56 91 84 90 (indices courants) et 56 91 89 90 (autres informations). Télex : 570540 INSEE BORDX.
Basse-Normandie	CAEN	93, rue de Geole - 14037 CAEN CEDEX. Tél. : 31 85 35 70 - Télex : 170332 INSEE CAEN.
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	3, place Charles-de-Gaulle - 63403 CHAMALIERES CEDEX. Tél. : 73 36 03 50 et 73 36 79 90 (indices courants). Télex : 392785 INSEE CHAML.
Bourgogne	DIJON	Immeuble « Mercure », avenue Albert-I[er], BP 1509. 21035 DIJON CEDEX. Tél. : 80 43 31 45 et 80 45 28 34 (indices courants). Télex : 350781 INSEE DIJON.
Nord - Pas-de-Calais	LILLE	10-12, boulevard Vauban - 59800 LILLE. Tél. : 20 30 86 86. Télex : 120160 OER LILL.
Limousin	LIMOGES	50, avenue Garibaldi, BP 1553 - 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : 55 79 26 25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.

Ressort territorial (région)	Localisation	
	Localité	Adresse, téléphone et télex
Rhône - Alpes	LYON.....	165, rue Garibaldi, BP 3196 - 69401 LYON CEDEX 03. Tél. : 78 63 23 33 et 78 63 22 01 (indices courants), 78 63 22 02 et 78 63 22 03 (autres informations). Télex : 380832 INSEE LYON.
Provence - Alpes - Côte d'Azur.	MARSEILLE.....	17, rue Menpenti (10e). 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale). Tél. : 91 83 00 22. Télex : 420618 INSEE MARSL. 37-39, boulevard Vincent-Delpuech. 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs). Tél. : 91 78 01 95 et 91 83 00 22.
Languedoc - Roussillon.	MONTPELLIER	« Le Polygone », 274, allée Henri-II-de-Montmorency. 34064 MONTPELLIER CEDEX. Tél. : 67 64 31 95 (indices courants) et 67 65 58 00 (autres informations). Télex : 490739 ORMONT-MONPL.
Lorraine	NANCY.....	15, rue du Général-Hulot, case officielle n° 3846. 54029 NANCY CEDEX. Tél. : 83 27 03 27. Télex : 850834 INSEE NANCY.
Pays de la Loire	NANTES.....	5 et 6, boulevard Louis-Barthou - 44037 NANTES CEDEX. Tél. : 40 89 36 20 (indices courants) et 40 89 36 02 (autres informations). Télex : 711125 INSEEOR NANTE.
Centre	ORLÉANS	43, avenue de Paris - 45046 ORLEANS CEDEX. Tél. : 38 68 18 28 (indices courants) et 38 53 71 08 (autres informations). Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Île-de-France	PARIS.....	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy (12e). 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 43 41 71 41 et 43 45 70 75 (répondeurs-indices), (1) 43 45 73 74 (autres informations statistiques) et (1) 43 45 72 31 (contrats indexations). Télex : 230541 INSEE OEP.
Poitou - Charentes.....	POITIERS.....	3, rue du Puygareau - 86020 POITIERS CEDEX. Tél. : 49 88 38 70 (indices courants), 49 88 38 71 et 49 88 38 72 (autres informations). Télex : 790588 INSEE POITR.
Champagne - Ardenne.	REIMS	1, rue de l'Arbalète - 51079 REIMS CEDEX. Tél. : 26 88 24 12. Télex : 830896 INSEE REIMS.
Bretagne	RENNES.....	« Le Colbert », 35-36, place du Colombier. BP 17, 35031 RENNES CEDEX. Tél. : 99 30 91 90. Télex : 740756 INSEE RENNE.
Haute-Normandie	ROUEN.....	8, quai de la Bourse - 76037 ROUEN CEDEX. Tél. : 35 98 43 50 et 35 98 41 10 (autres informations). Télex : 180487 INSEE ROUEN.
Alsace.....	STRASBOURG	14, rue Adolphe-Seyboth - 67084 STRASBOURG CEDEX. Tél. : 88 22 43 53 (indices courants) et 88 32 03 18 (autres informations). Télex : 870756 INSEE STRBG.
Midi - Pyrénées.....	TOULOUSE	36, rue des Trente-Six-Ponts - 31054 TOULOUSE CEDEX. Tél. : 61 25 42 67 (indices courants) et 61 25 21 36 (autres informations). Télex : 530151 INSEE TLSE.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER			
Antilles-Guyane	POINTE-A-PITRE ..... *(Guadeloupe).*	*Service interrégional* Antilles-Guyane : « SIRAG » *(INSEE).* BP 863. 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. Tél. : (19 590) 83 42 20. Télex : 919912 GL.	O. MELTZ.
Guadeloupe.....	BASSE-TERRE..... *(Guadeloupe)*	*Service régional (INSEE) :* Avenue Paul-Lacavé. BP 96, 97102 BASSE-TERRE. Tél. : (19 590) 81 17 86. Télex : 919915 GL-SDGUAP.	J.-C. ROUDIL.
Martinique.....	FORT-DE-FRANCE.... *(Martinique)*	*Service régional (INSEE) :* Lotissement Pointe de Jaham Schoelcher. BP 605. 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. Tél. : (19 596) 71 71 79. Télex : 912394 MR-SDMART.	V. MORALES.
Guyane	CAYENNE..... *(Guyane)*	*Service régional (INSEE) :* 81, rue Christophe-Colomb. 97306 CAYENNE CEDEX. Tél. : (19 594) 31 45 87. Télex : INSEGY 910344 FG.	N. LEVESQUES.
Réunion.....	SAINT-DENIS ..... *(Réunion)*	*Service régional (INSEE) :* 4, rue de l'École. 97490 SAINTE-CLOTILDE. Tél. : (19 262) 28 02 60. Télex : 916405 RE. *Observatoire économique régional (INSEE) :* 4, rue de l'École. 97490 SAINTE-CLOTILDE. Tél. : (19 262) 28 10 98.	P. MOMAL.
III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER			
Nouvelle-Calédonie	NOUMÉA..... *(Nouvelle-Calédonie)*	*Direction territoriale de la statistique et des études économiques :* BP 823. NOUMÉA CEDEX.	J.-C. RENAUD.
Polynésie française	PAPEETE-TAHITI ..... *(Polynésie française)*	*Institut territorial de la statistique de Polynésie française :* BP 395. PAPEETE-TAHITI.	G. BAUDCHON.

Principales nomenclatures utilisées dans l'annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'Annuaire statistique de la France, quelques informations sommaires sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

En effet, l'élaboration d'une nomenclature destinée à structurer des informations économiques ou sociales représente, au-delà de la formulation explicite des principes de base retenus, un double compromis :

— compromis entre l'adaptation parfaite à un objectif déterminé et la nécessité de pouvoir utiliser le même outil pour d'autres usages (nature différente des unités statistiques prises en compte ou des informations quantifiées recueillies, influence des réseaux de collecte des données, etc.);
— compromis entre la finesse et la précision de la description qui conduirait à une multiplication de classes contenant chacune peu d'unités et la nécessité de disposer d'une information synthétique, ce qui pousse souvent à réunir des objets dissemblables dans une même classe parce que leur nombre est relativement faible.

L'INSEE a entrepris depuis quelques années une réorganisation complète des différentes familles de nomenclatures statistiques. Le but recherché est de réduire au maximum le nombre de nomenclatures différentes qui décrivent des domaines voisins et de mieux préciser les relations qui existent entre ces nomenclatures. Actuellement, les nomenclatures d'activités et de produits, ainsi que les nomenclatures des professions, ont été ainsi révisées.

A. Nomenclatures d'activités

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal.

1. *Nomenclature d'activités,* INSEE, 1973. — Version « activités » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (NAP) qui remplace, depuis le 1er janvier 1974, la Nomenclature des activités économiques, ainsi que les diverses nomenclatures utilisées en comptabilité nationale. Un index alphabétique la complète :
— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, Paris (15e) et dans les observatoires économiques régionaux.

Cette nomenclature est complétée par deux documents : « Niveaux 15 et 40 », présentant deux versions agrégées des nomenclatures d'activités et de produits, utilisés entre autres pour les comptes nationaux; « Table de correspondance NAE-NAP », présentant une correspondance détaillée entre ces deux nomenclatures;
— ces deux documents sont édités dans la collection « Nomenclatures et codes » de l'INSEE et sont disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

2. *Nomenclature des activités économiques* (NAE), INSEE, 1959. — Comprend un index analytique et un index alphabétique :
— disponible dans les observatoires économiques régionaux;
— n'est plus en vigueur depuis le 1er janvier 1974.

3. *Nomenclature de branches* (pour les comptes nationaux), INSEE, 1966. — Est utilisée pour l'élaboration du tableau d'échanges interindustriels. Elle est définie par référence à la « Nomenclature générale des produits », pour les biens, et à la NAE, pour les services.

4. *Nomenclature de secteurs* (pour les comptes nationaux), INSEE, 1966. — Est utilisée pour la présentation des résultats d'exploitation des entreprises. Elle est définie par référence à la NAE.

Ces deux dernières nomenclatures sont publiées dans le volume « Méthodes de la comptabilité nationale » (bases 1959 et 1962);
— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

B. Nomenclatures de produits

Ces nomenclatures regroupent les biens meubles mis sur le marché en un nombre de groupes variable selon le niveau de détail retenu par chaque nomenclature :

1. *Nomenclature de produits,* INSEE, 1973. — Version « produits » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (voir plus haut, A 1).

2. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP).*

Subdivision des classes 00 à 54 et 56 de la Nomenclature de produits. Sert de cadre pour la présentation de l'ensemble des données concernant les produits : production, commerce extérieur (1) :
— en vente au *Journal officiel,* 26 rue Desaix, 75727 Paris.

1. Le texte complet, avec notes explicatives, sortira au cours de l'année 1985.

3. *Nomenclature du Conseil de coopération douanière* (NCCD) [anciennement Nomenclature de Bruxelles (NDB)] :

— élaborée et tenue à jour par le « Conseil de coopération douanière », sert de base commune aux diverses nomenclatures présentées ci-après; comporte des notes explicatives très détaillées et un index alphabétique :

— en vente à l'« Encyclopédie douanière », 43, rue du Colisée, Paris (8e).

4. *Nomenclature générale des produits.* — Élaborée et tenue à jour par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au « Service de vente des publications officielles », 182, rue Saint-Honoré, Paris (1er).

5. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (2e révision) :

— en vente au « Centre d'informations des Nations-Unies », 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

6. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au « Service d'information des Communautés européennes », 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

7. *Nomenclatures de la consommation des ménages.* — Elles servent à décrire la consommation des ménages :

— *« Fonctions de consommation »,* INSEE, 1969. — Comprend une correspondance avec la nomenclature de branches;

- brochure interne consultable dans les observatoires économiques régionaux.

— *« Nomenclature de la consommation des ménages »,* INSEE, 1975. — Adaptation, pour la France, des « fonctions de consommations » établies par l'ONU. Comprend une table de correspondance avec la « Nomenclature de produits »;

- brochure éditée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

8. *Tables de correspondance.*

Les diverses nomenclatures de produits peuvent être définies par référence à la nomenclature générale des produits (cf. § 4 ci-dessus).

Les documents présentant ces correspondances peuvent être consultés au siège des Directions régionales des douanes et, à Paris, au Centre de renseignements des douanes, 182, rue Saint-Honoré.

C. Nomenclatures des métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Nomenclature des métiers et activités individuelles,* INSEE, 1954. — Constitue la base des nomenclatures citées ci-après (épuisé).

2. *Code des métiers.* — Utilisé pour l'exploitation des recensements de la population. Comprend un index analytique et un index alphabétique :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux;

— code n° 2 : Recensement de 1968;

— code n° 64 : Recensement de 1975, collection « Nomenclatures et codes ».

3. *Nomenclature des emplois,* ministère du Travail, INSEE, 1970. — Utilisée pour les diverses statistiques sur les emplois;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

4. *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE, 1975 (6e édition). — Publié dans la collection « Nomenclatures et codes » :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

5. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS), INSEE 1982. — Appliquée dès le Recensement de la population de 1982, elle remplace les diverses nomenclatures utilisées pour la description de la population *(Code des métiers, Code des catégories socioprofessionnelles, etc.);* elle comprend un index alphabétique;

— deux brochures éditées dans la collection « Nomenclatures et codes »; disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

D. Découpages géographiques

— *Code officiel géographique* [édition 1982 + rectificatif n° 1 (1983) + rectificatif n° 2 (1984)]. — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements;

Il comprend :

- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers »;

— en vente dans les observatoires économiques régionaux.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

F. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du Ministère des finances et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

G. Méthodes d'élaboration des comptes nationaux

Ces documents regroupent l'ensemble des méthodes d'élaboration et cadres de présentation des comptes nationaux :

— *Méthodes de la comptabilité nationale* (cadres et définition de la base 1959), INSEE, 1966;

— *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1971), INSEE, 1976;

— en vente dans les observatoires économiques régionaux.

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Géographie et environnement

Chapitre A.01

Territoire

1. Métropole et départements d'outre-mer

2. Territoires d'outre-mer

1. Métropole et départements d'outre-mer

11. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; en longitude, elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Ces données essentielles sont complétées par les tableaux du présent chapitre et les indications données :

— au chapitre *climatologie,* en ce qui concerne la situation géographique et l'altitude de certaines stations météorologiques;

— au chapitre *agriculture,* en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation;

— au chapitre *état de la population,* en ce qui concerne la population des principales communes et des unités urbaines des départements d'outre-mer.

12. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'*Institut géographique national* mais ne descendant pas, actuellement, au-dessous de l'arrondissement; la superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des impôts (*services du cadastre*) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont été retenus dans le présent annuaire avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

13. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats officiels du recensement général de la population de 1982. Ces résultats ont été authentifiés par les décrets n° 82-1219 du 31 décembre 1982 et n° 83-70 du 2 février 1983.

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population *municipale* et en population *comptée à part* (celle qui vit dans certaines collectivités).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 81-415 du 28 avril 1981 prescrivant l'exécution du recensement de 1982, en métropole et dans les départements d'outre-mer) résidant dans des établissements situés dans la commune :

· *Catégorie I*

Militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernements, camps ou assimilés; élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, grandes écoles, écoles spéciales, séminaires et tous établissements publics ou privés avec internat;

Personnes en traitement dans les sanatoriums, les préventoriums et les aériums; personnels logés sur des chantiers temporaires.

· *Catégorie II*

Personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques.

· *Catégorie III*

Détenus dans les maisons d'arrêt et de correction, les maisons centrales et centres pénitentiaires; mineurs confiés à un établissement public ou privé d'éducation surveillée; personnes recueillies dans les centres d'hébergement et centres d'accueil.

Le décret précité du 28 avril 1981 spécifie que les personnes de la catégorie I ci-dessus qui ont une *résidence personnelle* doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue

par sommation des populations communales, on introduit des *doubles comptes* (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur établissement). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);
b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :
— *la population légale* des communes, qui comprend les deux parties *a.* et *b.*; c'est cette population qui figure dans le tableau 3 pour les chefs-lieux de département, ainsi que dans les tableaux 4 et 6;
— *la population sans doubles comptes,* qui comprend seulement la partie *b.* et qui, par addition, donne notamment la population des régions (tableau 1), des départements (tableau 3), des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain (tableaux 5 et 7).

14. Détermination de zones géographiques particulières

En vue de la publication des résultats des recensements de la population et de diverses enquêtes, l'INSEE procède à la délimitation de zones géographiques particulières, constituées d'ensembles de communes.

141. Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :
— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;
— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982.

142. Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :
— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;
— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;
— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975 et 1982.

2. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1978 pour Mayotte, 1983 pour les autres.

*
* *

LA FRANCE ADMINISTRATIVE

TABLEAU A.01-1

Subdivisions, superficie et population des régions

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); INSEE (recensement de la population de 1982)

Région	Nombre de :			Superficie (en km²)		Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes	Totale	Moyenne par commune		
Ile-de-France (1)	22	284	1.281	12.012,27	9,38	10.073,1	839
Champagne - Ardenne	15	143	1.903	25.605,75	13,46	1.345,9	53
Picardie	13	127	2.293	19.399,46	8,46	1.740,3	90
Haute-Normandie	6	110	1.421	12.317,42	8,67	1.655,4	134
Centre	19	192	1.841	39.150,94	21,27	2.264,2	58
Basse-Normandie	11	140	1.808	17.589,32	9,73	1.351,0	77
Bourgogne	15	169	2.040	31.581,96	15,48	1.596,1	51
Nord - Pas-de-Calais	13	137	1.550	12.414,09	8,01	3.932,9	317
Lorraine	19	148	2.303	23.547,40	10,22	2.319,9	99
Alsace	13	75	896	8.280,20	9,24	1.566,0	189
Franche-Comté	9	112	1.780	16.202,34	9,10	1.084,0	67
Pays de la Loire	17	198	1.502	32.081,77	21,36	2.930,4	91
Bretagne	15	194	1.265	27.207,91	21,51	2.707,9	100
Poitou - Charentes	14	151	1.461	25.809,53	17,67	1.568,2	61
Aquitaine	18	234	2.281	41.308,42	18,11	2.656,5	64
Midi - Pyrénées	22	281	3.019	45.347,94	15,02	2.325,3	51
Limousin	8	103	747	16.942,34	22,68	737,2	44
Rhône - Alpes	25	312	2.874	43.698,23	15,20	5.015,9	115
Auvergne	14	154	1.308	26.012,89	19,89	1.332,7	51
Languedoc - Roussillon	14	178	1.539	27.375,79	17,79	1.926,5	70
Provence - Alpes - Côte d'Azur (2)	18	220	961	31.399,64	32,67	3.965,2	126
Corse	5	52	360	8.679,79	24,11	240,2	28
Ensemble métropole	*325*	*3.714*	*36.433*	*543.965,40*	*14,93*	*54.334,9*	*100*
Ensemble départements d'outre-mer	*12*	*124*	*114*	*96.632,00*	*847,7*	*1.251,8*	*13*
France (métropole et départements d'outre-mer)	**337**	**3.838**	**36.547**	**640.597,40**	**17,53**	**55.586,7**	**87**

(1) La région d'Ile-de-France, qui correspond à la circonscription précédemment dénommée « région parisienne », a été créée par la loi n° 76-394 du 6 mai 1976. — (2) Par décret n° 76-722 du 2 août 1976, la région Provence - Côte d'Azur a pris le nom de Provence - Alpes - Côte d'Azur.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays

Sources : Annuaire démographique des Nations Unies 1982
Volume « Population de la France » et bilan démographique

Pays	Population				Superficie totale (km²)	Densité au km²
	Au dernier recensement		Estimée au milieu de 1983 (milliers)	Type d'estimation (1)	1983	1983
	(Date)	(Unités)				
Allemagne (RFA)	27-V-70	60.650.599	61.421	A13*b*1	248.577	247
Belgique	1-III-81	9.848.647	9.856	A2*b*1	30.513	323
Danemark	9-XI-70	4.937.579	5.114	A13*a*1	43.069	119
France	4-III-82	54.334.871	54.652	A8*b*1	547.026	100
Grèce	5-IV-81	9.740.151	9.840	A2*b*2	131.944	75
Irlande	5-IV-81	3.443.405	3.508	A2*b*2	70.283	50
Italie	25-X-81	56.556.911	56.579	A2*b*2	301.225	188
Luxembourg	31-III-81	364.602	365	A2*b*2	2.586	141
Pays-Bas	28-II-71	13.061.115	14.362	A12*b*1	40.844	352
Royaume-Uni	5-IV-81	55.671.000			244.046	228
Brésil	1-IX-80	118.674.604	129.660	A3*c*1	8.511.965	15
Canada	3-VI-81	24.343.180	24.907	A1*b*2	9.976.139	3
Chine	1-VII-82	1.031.882.511	1.039.677	A1*c*3	9.596.961	108
Espagne	28-II-81	37.746.260	38.228	A13*c*1	504.782	76
États-Unis d'Amérique	1-IV-80	226.545.805	233.700	A3*b*1	9.372.614	25
Inde	1-III-81	685.184.692	732.156	A12*c*1	3.287.590	223
Indonésie	31-X-80	147.490.298	159.434	A3*c*1	1.904.569	84
Japon	1-X-80	117.060.396	119.259	A3*b*1	372.313	316
Portugal	16-III-81	9.794.100	10.099	A13*b*1	92.082	110
URSS	17-I-79	262.436.227	272.500	A4*b*1	22.402.200	12

(1) Le type d'estimation est ainsi codifié : A : estimation basée sur un recensement exhaustif; le chiffre qui suit indique l'âge de ce recensement; la lettre minuscule indique la méthode d'estimation, soit : *a.* ajustement d'après un registre de population permanent; *b.* ajustement d'après l'équation de concordance (solde des naissances-décès plus migration nette; *c.* ajustement d'après un taux d'accroissement présumé de la population; le dernier chiffre montre, pour les lettres *a* et *b*, la qualité de l'ajustement, soit : 1. Balance démographique sûre; 2. Balance démographique de qualité inconnue, mais supposée sûre. Pour la lettre *c*, le chiffre 1 signifie que le taux d'accroissement utilisé est basé sur au moins deux recensements à intervalle de dix ans au moins. Ainsi, le type A8*b*1 pour la France signifie : estimation basée sur un recensement exhaustif datant de 8 ans (recensement de 1975); ajustement d'après l'équation de concordance et, enfin, balance démographique sûre.

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1982)

Département		Département					Chef-lieu		
		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
		Arrondissements	Cantons	Communes						
01	Ain	4	41	419	5.762,44	418,5	73	Bourg-en-Bresse	43.675	227
02	Aisne	5	42	817	7.369,12	534,0	72	Laon	29.074	181
03	Allier	3	34	320	7.340,11	369,6	50	Moulins	25.548	227
04	Alpes-de-Haute-Provence	4	32	200	6.925,22	119,1	17	Digne	16.391	618
05	Alpes (Hautes-)	2	30	175	5.548,68	105,1	19	Gap	32.097	782
06	Alpes-Maritimes	2	46	163	4.298,58	881,2	205	Nice	338.486	46
07	Ardèche	3	33	338	5.528,64	268,0	48	Privas	10.638	322
08	Ardennes	4	37	460	5.229,41	302,3	58	Charleville-Mézières	61.588	217
09	Ariège	3	20	332	4.889,92	135,7	28	Foix	10.064	455
10	Aube	3	32	430	6.004,16	289,3	48	Troyes	64.769	110
11	Aude	3	34	437	6.138,98	280,7	46	Carcassonne	42.450	104
12	Aveyron	3	46	304	8.735,12	278,7	32	Rodez	26.346	633
13	Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.724,2	339	Marseille	878.689	162
14	Calvados	4	48	704	5.547,92	589,6	106	Caen	117.119	26
15	Cantal	3	26	258	5.725,98	162,8	28	Aurillac	33.197	622
16	Charente	3	35	405	5.955,99	340,8	57	Angoulême	50.151	96
17	Charente-Maritime	5	45	472	6.863,75	513,2	75	La Rochelle	78.231	8
18	Cher	2	35	290	7.234,99	320,2	44	Bourges	79.408	156
19	Corrèze	3	36	286	5.856,83	241,4	41	Tulle	20.642	214
2A	Corse-du-Sud (1)	2	22	124	4.014,22	108,6	27	Ajaccio	55.279	38
2B	Corse (Haute) (1)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	45.081	15
21	Côte-d'Or	3	43	705	8.763,21	473,5	54	Dijon	145.569	338
22	Côtes-du-Nord	4	52	369	6.877,55	538,9	78	Saint-Brieuc	51.399	89
23	Creuse	2	27	260	5.565,38	140,0	25	Guéret	16.621	445
24	Dordogne	4	50	555	9.060,01	377,4	42	Périgueux	35.392	99
25	Doubs	3	35	592	5.233,64	477,2	91	Besançon	119.687	368
26	Drôme	3	35	371	6.529,95	389,8	60	Valence	68.157	128
27	Eure	3	40	676	6.039,74	462,3	77	Évreux	48.653	139
28	Eure-et-Loir	4	29	402	5.879,95	362,8	62	Chartres	39.243	158
29	Finistère	4	49	283	6.733,00	828,4	123	Quimper	60.162	6
30	Gard	3	45	353	5.852,90	530,5	91	Nîmes	129.924	114
31	Garonne (Haute-)	3	50	587	6.309,34	824,5	131	Toulouse	354.289	139
32	Gers	3	31	462	6.256,82	174,2	28	Auch	25.543	166
33	Gironde	5	63	543	10.000,14	1.127,5	113	Bordeaux	211.197	7
34	Hérault	3	45	343	6.101,01	706,5	116	Montpellier	201.067	44
35	Ille-et-Vilaine	4	51	352	6.774,72	749,7	111	Rennes	200.390	54
36	Indre	4	26	247	6.790,63	243,2	36	Châteauroux	53.967	158
37	Indre-et-Loire	3	33	277	6.126,70	506,1	83	Tours	136.483	55
38	Isère	3	50	532	7.431,44	936,8	126	Grenoble	159.503	247
39	Jura	3	34	543	4.999,18	242,9	49	Lons-le-Saunier	21.886	258
40	Landes	2	30	331	9.242,60	297,4	32	Mont-de-Marsan	30.894	43
41	Loir-et-Cher	3	28	291	6.343,44	296,2	47	Blois	49.422	102
42	Loire	3	39	327	4.780,59	739,5	155	Saint-Étienne	206.688	540
43	Loire (Haute-)	3	33	260	4.977,14	205,9	41	Le Puy	25.968	686
44	Loire-Atlantique	4	56	221	6.815,38	995,5	146	Nantes	247.227	19
45	Loiret	3	41	334	6.775,23	535,7	79	Orléans	105.589	116
46	Lot	3	30	340	5.216,53	154,5	30	Cahors	20.774	124
47	Lot-et-Garonne	4	39	313	5.360,91	298,5	56	Agen	32.893	43
48	Lozère	2	25	185	5.166,88	74,3	14	Mende	12.113	739
49	Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	675,3	94	Angers	141.143	47
50	Manche	4	52	597	5.938,02	465,9	78	Saint-Lô	24.792	33
51	Marne	5	42	618	8.161,58	543,6	67	Châlons-sur-Marne	54.359	151
52	Marne (Haute-)	3	32	395	6.210,60	210,7	34	Chaumont	29.552	324
53	Mayenne	3	30	259	5.175,21	271,8	53	Laval	53.766	75
54	Meurthe-et-Moselle	4	40	587	5.240,95	716,8	137	Nancy	93.307	279
55	Meuse	3	31	482	6.216,40	200,1	32	Bar-le-Duc	20.029	271
56	Morbihan	3	42	261	6.822,64	590,9	87	Vannes	45.397	18
57	Moselle	9	46	718	6.216,27	1.007,2	162	Metz	118.502	262
58	Nièvre	4	30	312	6.816,71	239,6	35	Nevers	44.777	201
59	Nord	6	76	652	5.742,74	2.520,5	439	Lille	174.039	24
60	Oise	4	41	693	5.860,22	661,8	113	Beauvais	54.147	71
61	Orne	3	40	507	6.103,38	295,5	48	Alençon	32.526	136

TABLEAU A.01-3 (*suite et fin*)

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1982)

Département		Département						Chef-lieu		
		Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
		Arrondissements	Cantons	Communes						
62	Pas-de-Calais	7	61	898	6.671,35	1.412,4	212	Arras	45.364	67
63	Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	594,4	75	Clermont-Ferrand	151.092	407
64	Pyrénées-Atlantiques	3	52	539	7.644,76	555,7	73	Pau	85.766	207
65	Pyrénées (Hautes-)	3	34	475	464,04	227,9	51	Tarbes	54.055	312
66	Pyrénées-Orientales	3	29	221	4.116,02	334,6	81	Perpignan	113.646	60
67	Rhin (Bas-)	7	44	519	4.755,03	915,7	193	Strasbourg	252.264	284
68	Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	650,4	184	Colmar	63.764	261
69	Rhône	2	47	293	3.249,12	1.445,2	445	Lyon	418.476	225
70	Saône (Haute-)	2	29	545	5.360,08	232,0	43	Vesoul	20.269	235
71	Saône-et-Loire	5	56	573	8.574,69	571,9	67	Mâcon	39.866	184
72	Sarthe	3	40	376	6.205,99	504,8	81	Le Mans	150.331	77
73	Savoie	3	34	304	6.028,25	323,7	54	Chambéry	54.896	269
74	Savoie (Haute-)	4	33	290	4.387,80	494,5	113	Annecy	51.593	454
75	Ville de Paris	1	20	1	105,40	2.176,2	20.647	Paris	2.188.918	60
76	Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.193,0	190	Rouen	105.083	22
77	Seine-et-Marne	3	37	514	5.915,29	887,1	150	Melun	36.218	70
78	Yvelines	4	38	262	2.284,43	1.196,1	524	Versailles	95.240	184
79	Sèvres (Deux-)	3	33	303	5.999,35	342,8	57	Niort	60.230	29
80	Somme	4	44	783	6.170,12	544,6	88	Amiens	136.358	36
81	Tarn	2	42	324	5.757,89	339,3	59	Albi	48.341	169
82	Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	190,5	51	Montauban	53.147	96
83	Var	3	41	153	5.972,54	708,3	119	Toulon (2)	181.405	10
84	Vaucluse	3	24	151	3.567,13	427,3	120	Avignon	91.474	55
85	Vendée	3	31	282	6.719,59	483,0	72	La Roche-sur-Yon	48.156	73
86	Vienne	3	38	281	6.990,44	371,4	53	Poitiers	82.884	118
87	Vienne (Haute-)	3	40	201	5.520,13	355,7	64	Limoges	144.082	287
88	Vosges	3	31	516	5.873,78	395,8	67	Épinal	40.954	365
89	Yonne	3	40	450	7.427,35	311,0	42	Auxerre	41.164	122
90	Belfort (Territoire de)	1	14	100	609,44	132,0	217	Belfort	52.739	429
91	Essonne	3	35	196	1.804,40	988,0	548	Évry	29.578	65
92	Hauts-de-Seine	3	40	36	175,61	1.387,0	7.898	Nanterre	90.371	40
93	Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.324,3	5.607	Bobigny	42.727	48
94	Val-de-Marne	3	39	47	245,03	1.193,7	4.871	Créteil	71.705	45
95	Val-d'Oise	3	35	185	1.245,91	920,6	739	Pontoise	29.411	52
97-1	Guadeloupe	3	36	34	1.780,00	328,4	184	Basse-Terre	13.796	50
97-2	Martinique	3	36	34	1.100,00	328,6	299	Fort-de-France	100.663	144
97-3	Guyane	2	16	20	91.000,00	73,0	1	Cayenne	38.135	8
97-4	Réunion	4	36	24	2.510,00	515,8	206	Saint-Denis	109.588	10
97-5	Saint-Pierre-et-Miquelon	—	—	2	242,00	6,0	25	Saint-Pierre	5.415	3

(1) La loi n° 75-356 du 15 mai 1975 a remplacé le département de la Corse par deux départements : Corse-du-Sud et Haute-Corse. — (2) Par décret n° 74-1028 du 4 décembre 1974, le chef-lieu du département du Var a été transféré de Draguignan à Toulon.

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU A.01-4

Communes de plus de 50.000 habitants. Métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1982)

Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)	Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.188.918	20.647	53	62	Calais	76.935	2.284
2	13	Marseille	878.689	3.634	54	94	Champigny-sur-Marne	76.260	6.741
3	69	Lyon	418.476	8.630	55	93	Aulnay-sous-Bois	76.032	4.691
4	31	Toulouse	354.289	2.942	56	59	Dunkerque	73.618	1.958
5	06	Nice	338.486	4.687	57	06	Cannes	72.787	3.683
6	67	Strasbourg	252.264	3.178	58	94	Créteil	71.705	6.272
7	44	Nantes	247.227	3.690	59	92	Asnières-sur-Seine	71.220	14.746
8	33	Bordeaux	211.197	4.217	60	44	Saint-Nazaire	68.947	1.461
9	42	Saint-Étienne	206.688	2.563	61	26	Valence	68.157	1.809
10	34	Montpellier	201.067	3.467	62	93	Aubervilliers	67.775	11.757
11	76	Le Havre	200.411	4.247	63	02	Saint-Quentin	65.067	2.818
12	35	Rennes	200.390	3.863	64	69	Vénissieux	64.982	4.227
13	51	Reims	181.985	3.779	65	10	Troyes	64.769	4.817
14	83	Toulon	181.405	4.188	66	56	Lorient	64.675	3.579
15	59	Lille	174.039	6.636	67	92	Rueil-Malmaison	64.545	4.314
16	29	Brest	160.355	3.152	68	92	Neuilly-sur-Seine	64.450	17.204
17	38	Grenoble	159.503	8.640	69	68	Colmar	63.764	939
18	63	Clermont-Ferrand	151.092	3.454	70	06	Antibes	63.248	2.374
19	72	Le Mans	150.331	2.797	71	08	Charleville-Mézières	61.588	1.866
20	21	Dijon	145.569	3.488	72	79	Niort	60.230	853
21	87	Limoges	144.082	1.813	73	93	Drancy	60.224	7.756
22	49	Angers	141.143	3.186	74	29	Quimper	60.162	674
23	37	Tours	136.483	3.848	75	92	Courbevoie	59.931	14.348
24	80	Amiens	136.358	2.655	76	59	Villeneuve-d'Ascq	59.868	2.168
25	30	Nîmes	129.924	768	77	83	La Seyne-sur-Mer	58.146	2.601
26	13	Aix-en-Provence	124.550	652	78	71	Chalon-sur-Saône	57.967	3.692
27	25	Besançon	119.687	1.741	79	49	Cholet	56.528	635
28	57	Metz	118.502	2.724	80	94	Ivry-sur-Seine	55.948	9.131
29	69	Villeurbanne	118.330	7.986	81	2 A	Ajaccio	55.279	659
30	14	Caen	117.119	4.438	82	73	Chambéry	54.896	2.545
31	68	Mulhouse	113.794	5.057	83	92	Antony	54.668	5.712
32	66	Perpignan	113.646	1.641	84	51	Châlons-sur-Marne	54.359	1.963
33	45	Orléans	105.589	3.738	85	60	Beauvais	54.147	1.570
34	76	Rouen	105.083	4.768	86	65	Tarbes	54.055	3.354
35	92	Boulogne-Billancourt	102.595	16.626	87	19	Brive-la-Gaillarde	54.032	1.060
36	59	Roubaix	101.886	7.680	88	36	Châteauroux	53.967	2.034
37	54	Nancy	99.307	6.417	89	92	Levallois-Perret	53.777	22.199
38	59	Tourcoing	97.121	6.380	90	53	Laval	53.766	1.472
39	95	Argenteuil	96.045	5.537	91	95	Sarcelles	53.732	6.347
40	78	Versailles	95.240	3.495	92	82	Montauban	53.147	375
41	93	Montreuil	93.394	10.467	93	94	Fontenay-sous-Bois	53.019	9.431
42	84	Avignon	91.474	1.376	94	33	Mérignac	52.785	1.065
43	93	Saint-Denis	91.275	7.349	95	90	Belfort	52.739	3.007
44	92	Nanterre	90.371	7.266	96	94	Villejuif	52.488	9.822
45	94	Vitry-sur-Seine	85.820	7.306	97	03	Montluçon	51.765	2.415
46	64	Pau	85.766	2.659	98	74	Annecy	51.593	3.660
47	86	Poitiers	82.884	1.884	99	94	Maisons-Alfort	51.591	9.492
48	94	Saint-Maur-des-Fossés	80.954	7.183	100	22	Saint-Brieuc	51.399	2.200
49	18	Bourges	79.408	1.112	101	13	Arles	50.772	67
50	92	Colombes	78.783	10.087	102	33	Pessac	50.543	1.295
51	34	Béziers	78.477	803	103	93	Épinay-sur-Seine	50.314	11.010
52	17	La Rochelle	78.231	2.668	104	16	Angoulême	50.151	2.114

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants. Métropole

Délimitations et populations de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

N° d'ordre	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1982 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	335	Paris	8.706.963	3.766
2	*	753	84	Lyon	1.220.844	1.494
3	13	701	28	Marseille	1.110.511	1.337
4	59	702	55	Lille-partie française	936.295	2.420
5	33	701	40	Bordeaux	640.012	792
6	31	701	47	Tculouse	541.271	936
7	44	701	19	Nantes	464.857	1.022
8	06	702	17	Nice	449.496	2.011
9	83	701	18	Toulon	410.393	884
10	38	701	32	Grenoble	392.021	1.304
11	76	702	29	Rouen	379.879	1.538
12	67	701	16	Strasbourg-partie française	373.470	2.184
13	59	701	57	Valenciennes-partie française	349.505	784
14	62	701	36	Lens	327.383	1.220
15	42	701	15	Saint-Étienne	317.228	1.497
16	54	701	29	Nancy	306.982	1.215
17	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	295.525	866
18	37	701	20	Tours	262.786	714
19	*	752	61	Béthune	258.383	678
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	256.189	1.417
21	76	701	13	Le Havre	254.595	1.758
22	35	701	8	Rennes	234.418	1.367
23	34	701	6	Montpellier	221.307	2.182
24	68	701	17	Mulhouse	220.613	1.139
25	45	701	19	Orléans	220.478	762
26	21	701	12	Dijon	215.865	1.480
27	*	751	31	Douai	202.366	1.001
28	29	701	7	Brest	201.145	1.009
29	51	601	5	Reims	199.388	2.501
30	49	601	10	Angers	195.859	1.014
31	*	655	12	Dunkerque	195.705	1.053
32	72	601	10	Le Mans	191.080	1.022
33	57	602	18	Metz	186.437	1.269
34	14	601	16	Caen	183.526	1.539
35	*	654	13	Avignon	174.264	610
36	87	601	7	Limoges	171.689	861
37	78	601	23	Mantes-la-Jolie	170.265	1.094
38	80	601	10	Amiens	154.498	1.381
39	57	601	12	Thionville	138.034	935
40	66	601	6	Perpignan	137.915	1.178
41	30	601	4	Nîmes	132.343	656
42	64	601	14	Pau	131.265	822
43	44	601	10	Saint-Nazaire	130.271	464
44	25	602	21	Montbéliard	128.194	914
45	*	653	12	Bayonne	127.477	727
46	13	601	2	Aix-en-Provence	126.552	612
47	10	601	14	Troyes	125.240	1.190
48	25	601	7	Besançon	120.772	1.244
49	*	652	23	Hagondange-Briey	119.669	688
50	74	601	12	Annecy	112.632	828
51	*	651	6	Valence	106.041	961
52	59	601	15	Maubeuge-partie française	105.714	897
53	56	601	4	Lorient	104.025	1.256
54	16	601	15	Angoulême	103.552	644
55	86	601	7	Poitiers	103.204	705
56	17	601	7	La Rochelle	102.143	1.249
57	62	601	7	Calais	100.823	739
58	57	501	14	Forbach-partie française	99.606	1.113
59	62	503	9	Boulogne-sur-Mer	98.566	1.159
60	73	501	15	Chambéry	96.163	720
61	18	501	4	Bourges	92.202	670
62	50	501	6	Cherbourg	85.485	1.247
63	22	501	6	Saint-Brieuc	83.900	712
64	60	503	11	Creil	82.505	1.000
65	77	502	8	Melun	82.479	1.601
66	68	501	6	Colmar	82.468	646
67	42	502	10	Saint-Chamond	82.059	612
68	42	501	9	Roanne	81.786	666
69	34	502	3	Béziers	81.347	650
70	62	502	12	Arras	80.477	995
71	71	502	10	Chalon-sur-Saône	78.064	886
72	65	501	8	Tarbes	78.056	1.062
73	28	501	8	Chartres	77.795	1.201
74	*	556	14	Belfort	76.221	939
75	13	501	3	Martigues	72.316	631
76	*	555	14	Genève (Suisse) — Annemasse-partie française	72.242	730
77	02	501	4	Saint-Quentin	71.887	1.761
78	30	501	11	Alès	70.180	378
79	03	502	6	Montluçon	67.963	576
80	08	501	7	Charleville-Mézières	67.694	952
81	36	501	4	Châteauroux	66.851	387
82	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.301	523
83	03	501	9	Vichy	63.501	557
84	51	501	5	Châlons-sur-Marne	63.061	843
85	60	502	11	Compiègne	62.778	514
86	79	501	2	Niort	61.959	660
87	41	501	6	Blois	61.049	552
88	83	501	3	Fréjus	60.289	276
89	81	501	6	Albi	60.181	629
90	24	501	7	Périgueux	59.716	464
91	58	501	5	Nevers	59.274	560
92	06	501	9	Menton - Monaco-partie française	59.198	803
93	34	501	3	Sète	58.865	911
94	47	501	10	Agen	58.288	370
95	29	501	1	Quimper	56.907	674
96	53	501	2	Laval	55.984	844
97	59	501	7	Armentières-partie française	55.913	602
98	60	501	4	Beauvais	55.817	796
99	77	501	7	Meaux	55.797	991
100	49	501	1	Cholet	55.524	635
101	27	501	4	Évreux	54.654	932
102	2 A	501	1	Ajaccio	54.089	659
103	62	501	10	Saint-Omer	53.748	594
104	01	501	5	Bourg-en-Bresse	53.463	522
105	*	553	2	Arles	52.547	66
106	45	501	7	Montargis	51.954	461
107	88	501	6	Épinal	51.495	534
108	71	501	6	Montceau-les-Mines	51.290	275
109	*	552	8	Elbeuf	51.083	852
110	82	501	1	Montauban	50.682	375
111	2 B	501	4	Bastia	50.596	1.019
112	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	50.143	632

(1) Un astérisque (*) dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

TABLEAU A.01-6

Les communes par tranche de population. Métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1982)

Tranche de population (population totale avec doubles comptes)	Nombre de communes	%	Population correspondante (avec doubles comptes)	%
1.000.000 d'habitants et plus	1	0,1	2.188.918	4,0
500.000 à moins de 1.000.000 habitants	1		878.689	1,6
200.000 — 500.000 —	10		2.630.495	4,8
100.000 — 200.000 —	24		3.233.050	5,8
50.000 — 100.000 —	68	0,2	4.503.062	8,1
30.000 — 50.000 —	123	0,3	4.750.661	8,6
20.000 — 30.000 —	162	0,4	3.952.251	7,2
10.000 — 20.000 —	412	1,2	5.693.608	10,3
9.000 — 10.000 —	84	0,2	792.663	1,4
6.000 — 9.000 —	426	1,2	3.126.571	5,7
5.000 — 6.000 —	307	0,9	1.669.461	3,0
4.000 — 5.000 —	398	1,1	1.776.537	3,2
3.500 — 4.000 —	270	0,7	1.005.750	1,8
3.000 — 3.500 —	399	1,1	1.287.909	2,3
2.500 — 3.000 —	549	1,5	1.497.164	2,7
2.000 — 2.500 —	786	2,2	1.741.156	3,1
1.500 — 2.000 —	1.291	3,5	2.221.605	4,0
1.000 — 1.500 —	2.480	6,8	3.005.953	5,4
700 — 1.000 —	2.850	7,8	2.356.533	4,3
500 — 700 —	3.602	9,9	2.112.230	3,8
400 — 500 —	2.390	6,6	1.061.027	1,9
300 — 400 —	3.656	10,0	1.265.801	2,3
200 — 300 —	5.077	13,9	1.249.917	2,3
100 — 200 —	6.989	19,2	1.032.085	1,9
50 — 100 —	3.025	8,3	227.331	0,4
Moins de 50 habitants	(1) 1.053	2,9	36.212	0,1
dont : *moins de 10 habitants*	(1) *25*	*0,07*	*128*	ε
Ensemble	**36.433**	**100**	**55.296.639**	**100**

(1) Dont 4 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-7

Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	1.244	10.210.059
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	271	1.533.305
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	57	1.227.901
4	Lille	Nord	122	1.117.347
5	Côte d'Azur	Alpes-Maritimes, Var	107	865.492
6	Bordeaux	Gironde	166	843.411
7	Toulouse	Haute-Garonne	153	648.267
8	Bassin houiller Ouest	Pas-de-Calais, Nord	144	629.507
9	Strasbourg	Bas-Rhin	187	614.907
10	Rouen	Seine-Maritime, Eure	251	596.504
11	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	58	558.814
12	Saint-Étienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	102	547.729
13	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	331	517.382
14	Bassin sidérurgique de Lorraine du Nord	Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse	263	507.797
15	Grenoble	Isère, Savoie	157	500.341
16	Toulon	Var	33	446.501
17	Bas-Escaut	Nord	128	442.092
18	Mulhouse	Haut-Rhin	229	414.499
19	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	115	376.915
20	Rennes	Ille-et-Vilaine	79	373.902
21	Bassin houiller lorrain	Moselle, Bas-Rhin	211	329.794
22	Montpellier	Hérault, Gard	64	321.798

TABLEAU A.01-7 (*suite et fin*)

Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
23	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	50	321.128
24	Tours	Indre-et-Loire	61	320.001
25	Caen	Calvados	200	317.333
26	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	252	304.182
27	Brest	Finistère	46	298.419
28	Le Havre	Seine-Maritime	62	292.253
29	Dijon	Côte-d'Or	160	290.543
30	Orléans	Loiret	64	273.232
31	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	112	270.005
32	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	55	269.124
33	Le Mans	Sarthe	64	264.921
34	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	74	247.822
35	Angers	Maine-et-Loire	47	246.919
36	Metz	Moselle	134	243.541
37	Reims	Marne, Aisne	86	237.979
38	Montbéliard - Héricourt - Delle	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	191	230.416
39	Limoges	Haute-Vienne	41	226.441
40	Bayonne - Côte basque	Pyrénées-Atlantiques, Landes	52	224.659
41	Valence	Drôme, Ardèche	60	210.236
42	Lorient	Morbihan	34	207.468
43	Étang-de-Berre	Bouches-du-Rhône	18	205.448
44	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	41	203.962
45	Perpignan	Pyrénées-Orientales	32	199.704
46	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	179	199.427
47	Sambre	Nord	105	188.277
48	Nîmes	Gard	33	183.899
49	Haute vallée de la Moselle	Vosges, Meurthe-et-Moselle	117	182.794
50	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	71	182.775
51	Troyes	Aube	120	174.597
52	Charleville-Mézières	Ardennes	107	169.425
53	Colmar	Haut-Rhin	96	169.266
54	Compiègne - Noyon	Oise, Aisne	156	161.443
55	Poitiers	Vienne	47	156.396
56	Bourges	Cher	72	156.361
57	Cambrésis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	98	154.181
58	Angoulême - La Rochefoucauld	Charente	67	151.607
59	Roanne	Loire, Rhône	64	149.119
60	Chambéry	Savoie	51	148.343
61	Genève (Suisse) - Annemasse-partie française	Haute-Savoie, Ain	86	147.515
62	La Rochelle	Charente-Maritime	43	145.074
63	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	11	142.729
64	Annecy	Haute-Savoie	53	141.610
65	Belfort - Lure	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	115	139.773
66	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	44	137.300
67	Saint-Quentin	Aisne	101	132.431
68	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	32	130.172
69	Le Creusot	Saône-et-Loire	38	127.156
70	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	74	126.642
71	Chalon-sur-Saône - Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	68	125.466
72	Arras	Pas-de-Calais	95	124.601
73	Nevers	Nièvre, Cher	68	124.473
74	Auxerre - Joigny	Yonne	95	122.569
75	Béziers	Hérault	24	121.978
76	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	79	116.450
77	Castres - Mazamet	Tarn, Hérault, Aude	49	114.427
78	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	104	114.344
79	Calais	Pas-de-Calais	22	113.771
80	Arles	Bouches-du-Rhône, Gard	22	113.678
81	La Côte varoise	Var	20	112.214
82	Bourgoin - Pont-de-Beauvoisin	Isère, Savoie, Ain	83	106.379
83	Chartres	Eure-et-Loir	53	105.409
84	Évreux	Eure	123	104.525
85	Quimper	Finistère	19	100.588
86	La vallée du Loing	Loiret, Seine-et-Marne	52	100.386

TABLEAU A.01-8

Superficie des principales îles et des principaux lacs

Métropole

Sources : Direction générale des Impôts (service du Cadastre) ou bureau des Longitudes

Unité : km²

Ile	Superficie	Lac	Superficie
Corse	8.720	Le Bourget (Savoie)	45
Oléron	175	Grand-Lieu (Loire-Atlantique)	37
Belle-Ile	90		
Ré	85	Annecy (Haute-Savoie)	27
Noirmoutier	48	Aiguebelette (Savoie)	5,4
Yeu	23	Saint-Point (Doubs)	4,0
Ouessant	15	Gérardmer (Vosges)	1,2
Groix	14		

TABLEAU A.01-9

Altitude des principaux sommets de plus de 2.500 mètres. Métropole (1).

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Mètre

Massif et sommet	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Sommet du Mont Blanc	4.807
Dôme du Goûter (signal)	4.331
Aiguille des Grandes-Jorasses	4.208
Barre des Écrins (Pelvoux)	4.102
Aiguille du Géant	4.013
Grande Meije (Pelvoux)	3.983
Pelvoux (signal)	3.955
Mont Dolent	3.823
Crête des Grandes Rousses	3.468
Aiguille d'Olan (Pelvoux)	3.383
Pic de Rochebrune	3.324
Le Vieux Chaillol (Champsaur)	3.163
Les Grands Mulets (hôtellerie)	3.051
Mont Clapier	3.045
Tinibras	3.031
Le Roignais	3.001
Grand Pic de Belledonne	2.981
Brévent	2.525
Alpes (suite)	
Régions intra-alpines :	
Pointe de la Grande-Casse (Vanoise)	3.850
Mont Pourri ou Thuria (Vanoise)	3.779
Aiguille de la Grande Sassière	3.747
Les Trois Becs (Levanna)	3.640
Grandes Pareis ou la Bessanese	3.615
Aiguille d'Arves	3.510
Aiguille de Chambeyron	3.411
Grand Mont Cenis	3.320
Mont Thabor (pic)	3.204
Chaberton	3.130
Mont Pelat	3.051
Visoulet	3.030
Euchastrayes	2.956
Perron des Encombres	2.828
Préalpes :	
Mont Buet	3.099
Mont Mounier	2.817
Tête de l'Obiou	2.793
Pointe Percée	2.752
Corse	
Mont Cinto	2.706
Mont Rotondo	2.622
Pyrénées	
Pic de Vignemale	3.298
Pic de Marboré	3.253
Pic Long	3.132
Pic d'Aubert (Néouvielle)	3.091
Pic de Montcalm	3.080
Pic Carlitte	2.921
Puigmal	2.910
Pic du Midi d'Ossau	2.884
Pic du Midi (de Bagnères ou de Bigorre)	2.872
Pic de Montvallier	2.839
Mont Canigou	2.784
Pic de Ger	2.612
Pic d'Anie	2.504

(1) Le Massif central culmine au Puy de Sancy à 1.886 mètres.

TABLEAU A.01-10

Altitude des principaux cols. Métropole

Source : Bureau des longitudes — *Unité :* Mètre

Massif et col	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Col du Géant (cabane)	3.369
Col du Galibier	2.645
Col de la Seigne	2.513
Col du Bonhomme	2.483
Col de Balme	2.205
Col de Tende (route)	1.870
Régions intra-alpines :	
Tunnel de la Traversette (chemin)	2.950
Col de l'Iseran	2.762
Col d'Agnel	2.699
Col de la Vanoise	2.527
Régions intra-alpines (suite) :	
Col de Fréjus	2.450
Col du Mont-Cenis	2.083
Col du Lautaret	2.058
Col de Larche	1.991
Col de la Madeleine	1.984
Col du Mont-Genèvre	1.849
Col de l'Échelle	1.790
Sillon alpin :	
Col Bayard	1.248
Préalpes :	
Col des Aravis	1.498
Col de la Croix-Haute	1.177
Pyrénées	
Brèche de Roland	2.804
Col du Tourmalet	2.115
Col de Puymorens	1.915
Col de la Perche	1.577
Col de Roncevaux	1.090
Jura	
Col de la Faucille	1.320
Col de Saint-Cergue	1.232
Col de Jougne	1.010
Vosges	
Col du Ballon	1.178
Col de la Schlucht	1.139

TABLEAU A.01-11

Longueur des principaux cours d'eau (1). Métropole

Source : Bureau des longitudes

Unité : Km

Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin de l'Escaut		*Bassin de la Loire*				*Bassin du Rhône* (suite)	
Escaut	430	Loire	1.020	*Bassin du Rhin*		Argens	115
Lys	214	Allier	410			Var	120
Scarpe	100	Cher	350	Rhin (frontière)	190	Hérault	160
Bassin de la Garonne		Indre	265	Ill	208	Aude	220
		Vienne	350	Moselle	550	Têt	120
Garonne	575	Creuse	255	Meurthe	170	*Bassin de la Seine*	
Ariège	170	Mayenne (avec Maine)	195	*Bassin du Rhône*			
Tarn	375	Sarthe	285			Seine	776
Aveyron	250	Vilaine	225	Rhône	812	Aube	248
Lot	480	Blavet	140	Ain	200	Marne	525
Dordogne	472	Rance	110	Saône	480	Oise	302
Adour	335	Vire	120	Doubs	430	Aisne	280
Charente	360	Orne	152	Ardèche	120	Yonne	293
Sèvre Niortaise	150	*Bassin de la Meuse*		Isère	290	Loing	166
				Drôme	110	Eure	225
		Meuse	950	Durance	305	Rille (ou Risle)	140
		Sambre	190			Somme	245

(1) A l'exception du Rhin (fleuve frontière), c'est la longueur totale du cours d'eau qui est indiquée, même dans le cas où il ne coule pas entièrement sur le territoire français.

TABLEAU A.01-12

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

Territoire	Superficie en km²	Population			Chef-lieu	Population	
		Année de recensement	Effectifs (milliers)	Densité au km²		Année de recensement	Effectifs (milliers)
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE ET TERRITOIRES							
Mayotte	374	1978	47,2	126,2	Dzaoudzi	1978	4,1
Nouvelle-Calédonie	19.058	1983	145,4	7,6	Nouméa	1983	60,1
Polynésie française (1)	4.000	1983	*r* 166,8	*r* 41,7	Papeete	1983	23,5
Wallis et Futuna	255	1983	12,4	48,6	Mata-Utu	1983	0,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 51,1.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Recensement général de la population de 1982 (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*
— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*
— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;
— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*
— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Réunion;
— Saint-Pierre et Miquelon;
— Martinique;
— Guadeloupe;
— Guyane.

- Recensement de la population de 1983 dans les territoires d'outre-mer :

— Nouvelle-Calédonie et dépendances;
— Wallis et Futuna;
— Polynésie française.

Chapitre A.02

Climatologie

Définitions

· *Température*

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol. La *température minimum quotidienne* est la plus basse qui ait été observée entre 18 heures TU (1) la veille et 18 heures le jour. La *température maximum quotidienne* est la plus haute température entre 6 heures TU le jour et 6 heures le lendemain.

· *Gelée*

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0° C sous abri.

· *Durée d'insolation*

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

· *Jour de précipitations*

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

· *Précipitations*

Les précipitations sont mesurées de 6 heures TU le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

· *Humidité relative*

Rapport entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé (brouillard). L'humidité relative moyenne quotidienne est la moyenne des huit rapports ainsi observés toutes les 3 heures.

1. On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.
Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
AUXERRE (Aérodrome) Lat. 47° 48′ N — Long. 3° 33′ E — Alt. 207 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,8	10,5	11,2	10,8	11,4	11,1	10,4	10,5	10,2	10,8	12,0	11,4
Minimum absolu	///	— 11,1	— 3,5	— 7,8	— 8,9	— 7,0	— 6,9	— 11,8	— 9,9	— 6,8	— 6,2	— 6,3
Maximum absolu	///	34,3	38,8	36,8	36,8	29,5	33,4	32,6	34,0	35,0	34,9	37,3
Gelée (nombre de jours)	67	81	28	62	65	43	54	65	67	63	38	68
Précipitations :												
Hauteur	643	645	716	607	480	874	696	847	677	847	703	697
Nombre de jours	159	158	204	171	142	202	179	193	187	206	186	172
Insolation (durée totale)	1.842	1.836	1.632	1.801	2.047	1.586	1.623	1.524	1.561	1.472	1.818	1.826
BORDEAUX (Mérignac) Lat. 44° 50′ N — Long. 0° 42′ W — Alt. 47 m												
Température :												
Moyenne (2)	12,5	12,2	12,6	12,7	13,1	12,8	12,6	12,6	12,2	13,3	13,6	13,4
Minimum absolu	///	— 6,8	— 3,6	— 8,9	— 5,2	— 5,2	— 6,4	— 5,0	— 6,3	— 4,4	— 3,1	— 5,7
Maximum absolu	///	34,9	35,3	38,3	36,8	30,0	33,3	32,9	32,4	36,1	38,2	36,2
Gelée (nombre de jours)	44	65	24	38	50	27	27	31	43	35	12	42
Précipitations :												
Hauteur	900	788	922	780	1.018	960	892	1.185	916	990	1.158	867
Nombre de jours	162	171	206	148	165	173	176	191	174	188	186	167
Insolation (durée totale)	2.076	2.235	1.952	2.119	2.261	2.048	2.133	1.926	2.032	2.044	2.038	2.053
CLERMONT-FERRAND (Aulnat) Lat. 45° 48′ N — Long. 3° 09′ E — Alt. 329 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,0	10,7	10,9	10,4	10,8	10,8	10,3	10,7	10,0	10,8	11,8	11,2
Minimum absolu	///	— 10,1	— 6,2	— 13,5	— 10,1	— 9,6	— 13,2	— 14,1	— 14,2	— 11,4	— 8,2	— 12,0
Maximum absolu	///	34,6	39,5	35,7	34,4	29,4	34,1	32,4	36,3	35,1	36,1	40,7
Gelée (nombre de jours)	74	92	50	86	84	59	77	72	77	74	56	81
Précipitations :												
Hauteur	563	507	618	545	705	782	473	765	583	750	526	675
Nombre de jours	132	145	175	151	141	167	164	172	164	171	159	142
Insolation (durée totale)	1.899	2.085	1.818	1.919	2.202	1.682	1.818	1.859	1.845	1.748	1.930	1.980
DIJON (Longvic) Lat. 47° 16′ N — Long. 5° 05′ E — Alt. 222 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,6	10,6	11,1	10,7	11,4	11,1	10,2	10,7	10,0	10,7	11,2	10,9
Minimum absolu	///	— 12,7	— 5,0	— 8,9	— 10,0	— 8,3	— 7,1	— 11,3	— 9,3	— 7,4	— 6,4	— 8,3
Maximum absolu	///	33,0	34,7	34,0	34,9	29,3	32,2	33,2	32,0	32,1	33,6	38,1
Gelée (nombre de jours)	69	92	34	63	63	39	61	55	69	62	52	78
Précipitations :												
Hauteur	739	528	703	782	610	1.041	663	868	639	1.002	857	774
Nombre de jours	147	144	198	168	139	197	162	184	172	184	164	172
Insolation (durée totale)	1.934	1.956	1.729	1.841	2.152	1.632	1.759	1.746	1.709	1.664	1.884	1.889
LILLE (Lesquin) Lat. 50° 34′ N — Long. 3° 06′ E — Alt. 44 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,9	9,8	10,3	10,2	10,5	10,0	9,5	9,2	9,6	10,0	10,4	10,6
Minimum absolu	///	— 9,2	— 3,5	— 6,6	— 9,8	— 4,5	— 12,4	— 16,4	— 8,8	— 7,0	— 19,5	— 9,1
Maximun absolu	///	31,9	30,7	35,0	35,8	30,2	29,6	29,8	30,8	30,2	32,5	31,8
Gelée (nombre de jours)	61	61	21	49	63	45	59	74	52	55	43	52
Précipitations :												
Hauteur	637	534	899	774	481	754	643	784	789	884	736	650
Nombre de jours	171	167	217	188	151	207	191	203	188	212	183	174
Insolation (durée totale)	1.641	1.794	1.645	1.641	1.940	1.604	1.468	1.488	●	1.364	1.637	1.642
LYON (Bron) Lat. 45° 43′ N — Long. 4° 57′ E — Alt. 200 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	10,8	11,8	11,5	11,8	11,5	11,0	11,5	10,9	11,5	12,6	12,4
Minimum absolu	///	— 10,0	— 3,5	— 7,9	— 10,0	— 7,5	— 9,0	— 9,6	— 10,1	— 7,7	— 6,0	— 7,8
Maximum absolu	///	33,2	37,1	35,6	35,8	29,9	33,8	35,8	34,1	33,9	36,3	39,8
Gelée (nombre de jours)	63	79	25	53	63	36	59	60	64	61	35	57
Précipitations :												
Hauteur	813	679	799	941	754	1.170	681	914	562	916	903	896
Nombre de jours	145	141	179	158	137	194	160	196	158	168	154	147
Insolation (durée totale)	2.036	2.109	1.866	1.886	2.264	1.831	1.899	1.943	1.850	1.831	1.933	1.902
MONTPELLIER (Fréjorgues) Lat. 43° 35′ N — Long. 3° 58′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	13,8	14,0	14,0	14,0	14,1	14,2	14,0	14,5	13,8	14,2	15,1	14,7
Minimum absolu	///	— 8,0	— 2,0	— 5,4	— 6,5	— 3,6	— 4,9	— 4,8	— 6,2	— 6,4	— 3,2	— 6,0
Maximum absolu	///	34,8	34,0	33,7	34,1	31,6	33,5	33,7	35,6	36,2	37,0	36,5
Gelée (nombre de jours)	38	52	18	30	28	17	18	30	29	42	14	32
Précipitations :												
Hauteur	709	531	707	610	1.001	681	733	914	520	587	575	452
Nombre de jours	88	69	103	92	106	109	108	90	89	89	99	82
Insolation (durée totale)	2.079	2.964	2.575	2.675	2.722	2.442	2.692	2.768	2.669	2.673	2.629	2.597

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU A.02-1 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
NANCY (Tomblaine) Lat. 48° 42′ N — Long. 6° 13′ E — Alt. 212 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,6	9,4	10,2	9,9	10,1	10,1	9,1	9,4	9,0	9,7	10,2	10,3
Minimum absolu	///	— 19,0	— 4,1	— 8,7	— 19,0	— 8,8	— 11,6	— 14,7	— 12,3	— 13,6	— 12,7	— 8,4
Maximum absolu	///	32,2	33,5	32,4	35,2	29,5	31,9	31,5	31,0	31,1	32,1	37,6
Gelée (nombre de jours)	82	104	34	71	85	54	77	74	79	82	74	80
Précipitations :												
Hauteur	712	624	781	643	536	953	703	954	773	911	913	878
Nombre de jours	161	175	214	180	145	203	182	181	182	208	180	180
Insolation (durée totale)	1.633	1.811	1.502	1.659	1.953	1.423	1.496	1.495	1.429	1.542	1.843	1.728
NANTES (Aérodrome) Lat. 47° 10′ N — Long. 1° 37′ W — Alt. 26 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,8	11,8	11,9	11,9	12,5	11,8	11,6	11,3	11,0	12,3	12,9	12,5
Minimum absolu	///	— 4,5	— 3,2	— 4,8	— 5,6	— 5,3	— 7,8	— 7,1	— 8,2	— 4,1	— 2,3	— 4,0
Maximum absolu	///	33,4	34,1	36,5	36,7	30,4	28,4	32,2	31,0	32,6	36,2	35,2
Gelée (nombre de jours)	44	43	22	36	37	31	36	51	43	34	15	36
Précipitations :												
Hauteur	782	553	815	660	669	879	763	941	769	961	970	780
Nombre de jours	168	142	192	160	150	191	163	189	175	180	188	170
Insolation (durée totale)	1.901	2.026	2.017	1.979	2.142	1.806	1.999	1.864	1.832	1.748	1.982	1.977
NICE (Aérodrome) Lat. 43° 39′ N — Long. 7° 12′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	15,0	14,4	14,9	15,1	15,0	15,2	15,1	15,4	14,8	15,4	16,1	16,1
Minimum absolu	///	— 2,7	2,4	1,2	— 0,1	2,1	0,0	— 0,3	— 0,2	— 1,2	1,7	— 1,5
Maximum absolu	///	31,1	31,3	31,1	29,9	28,0	32,5	30,8	30,5	31,3	32,0	34,3
Gelée (nombre de jours)	3	1	—	—	2	—	1	1	—	3	—	1
Précipitations :												
Hauteur	862	710	761	1.024	939	968	795	1.204	538	551	533	619
Nombre de jours	86	73	93	110	117	104	85	99	77	88	86	75
Insolation (durée totale)	2.779	2.982	2.804	2.691	2.562	2.592	2.631	2.682	2.619	2.640	2.660	2.684
PARIS (Montsouris) Lat. 48° 49′ N — Long. 2° 20′ E — Alt. 75 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	11,7	12,0	11,8	12,5	11,8	11,1	11,1	11,2	11,8	12,4	12,4
Minimum absolu	///	— 4,2	— 0,4	— 4,5	— 6,2	— 3,7	— 8,0	— 12,7	— 5,1	— 3,1	— 6,6	— 4,2
Maximum absolu	///	32,7	34,0	35,7	35,4	29,0	30,1	32,1	31,3	31,9	32,8	33,4
Gelée (nombre de jours)	41	23	5	18	27	23	34	39	30	25	18	30
Précipitations :												
Hauteur	619	579	668	659	417	717	743	729	690	746	700	623
Nombre de jours	162	155	195	159	144	184	178	182	170	197	173	177
Insolation (durée totale)	1.814	1.961	1.762	1.832	2.043	1.755	1.629	1.621	1.639	1.485	1.708	1.804
RENNES (Aérodrome) Lat. 48° 04′ N — Long. 1° 43′ W — Alt. 35 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,3	11,2	11,5	11,5	12,0	11,5	11,2	10,9	10,7	11,5	12,1	11,8
Minimum absolu	///	— 4,7	— 3,9	— 4,1	— 5,0	— 4,8	— 7,7	— 7,9	— 7,1	— 5,6	— 4,6	— 5,1
Maximum absolu	///	33,8	31,2	36,1	36,3	30,5	29,6	31,1	30,8	31,5	33,4	34,7
Gelée (nombre de jours)	42	57	17	32	37	32	39	57	44	36	22	49
Précipitations :												
Hauteur	669	568	704	556	550	634	700	711	622	870	821	742
Nombre de jours	168	166	195	160	153	197	182	196	183	200	192	165
Insolation (durée totale)	1.835	1.960	1.808	1.972	2.129	1.903	1.838	1.809	1.785	1.607	1.895	1.857
ROUEN (Rouvray) Lat. 49° 23′ N — Long. 1°11′ E — Alt. 68 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,3	9,7	9,9	9,9	10,5	9,8	9,3	9,2	9,3	9,9	10,4	10,3
Minimum absolu	///	— 7,3	— 4,7	— 8,0	— 8,9	— 5,8	— 10,1	— 12,2	— 9,1	— 5,5	— 11,2	— 6,0
Maximum absolu	///	31,6	30,9	33,3	34,4	28,2	26,3	30,5	28,7	29,5	30,5	32,6
Gelée (nombre de jours)	61	76	29	50	59	43	58	71	63	58	45	55
Précipitations :												
Hauteur	680	610	988	732	480	807	772	926	930	1.024	914	840
Nombre de jours	167	209	230	176	154	147	199	207	190	227	201	185
Insolation (durée totale)	1.694	1.783	1.637	1.761	1.979	1.583	1.526	1.497	1.563	1.430	1.787	1.777
TOURS (Aérodrome) Lat. 47° 27′ N — Long. 0° 43′ E — Alt. 108 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,2	10,8	11,2	11,1	11,8	11,2	10,9	11,1	10,9	12,2	12,1	11,5
Minimum absolu	///	— 7,2	— 3,7	— 4,8	— 5,0	— 4,7	— 5,0	— 6,7	— 7,2	— 3,1	— 3,0	— 5,4
Maximum absolu	///	33,9	35,8	37,6	36,7	29,1	30,8	32,1	32,5	33,9	33,3	33,8
Gelée (nombre de jours)	52	75	25	46	49	39	47	45	45	30	21	52
Précipitations :												
Hauteur	670	528	606	636	550	776	725	808	757	723	774	780
Nombre de jours	157	149	197	162	134	186	164	183	179	189	181	181
Insolation (durée totale)	1.859	2.003	1.961	1.863	2.150	1.728	1.755	1.712	1.701	1.592	1.811	1.819

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU A.02-2

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

		(1)	(2)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Départements d'outre-mer														
GUADELOUPE (Raizet) Lat. 16° 16′ N — Long. 61° 31′ W — Alt. 7 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		13,0	16,0	16,7	15,8	14,8	16,8	16,0	15,8	15,9	18,3	16,2	15,6
Maximum absolu	*h*		32,8	33,0	32,9	33,0	33,0	33,0	33,6	32,8	33,3	33,8	32,9	33,1
Précipitations :														
Hauteur	*f*		1.874	995	1.806	1.614	1.656	1.626	1.735	2.236	1.559	2.490	1.662	1.194
Nombre de jours	*f*		242	245	263	251	258	261	251	234	247	257	249	228
Humidité relative moyenne	*h*		81	77	78	80	80	77	82	83	81	84	81	80
Insolation (3)	*h*		2 721	2.769	2.784	2.756	2.733	2.771	2.825	2.641	2.865	2.694	2.666	2.741
GUYANE (Cayenne-Rochambeau) Lat. 4° 50′ N — Long. 52° 22′ W — Alt. 8 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		17,2	20,0	20,0	19,2	18,3	19,6	18,5	20,0	19,5	19,8	19,8	19,7
Maximum absolu	*h*		34,6	32,7	33,1	32,6	33,7	32,8	32,6	33,0	33,5	32,9	32,7	33,2
Précipitations :														
Hauteur	*f*		3.583	4.060	4.011	3.576	5.429	3.731	3.500	3.615	3.618	3.620	3.483	3.210
Nombre de jours	*f*		251	289	277	286	271	286	271	262	271	267	259	257
Humidité relative moyenne	*h*		86	87	87	87	87	82	87	87	87	87	85	85
Insolation (3)	*k*		2.277	2.071	2.100	2.134	2.114	2.162	2.144	2.229	2.185	2.303	2.105	2.365
MARTINIQUE (Fort-de-France-Desaix) Lat. 14° 37′ N — Long. 61° 04′ W — Alt. 144 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		17,3	19,0	19,1	18,4	17,9	20,0	20,0	19,0	19,0	19,5	19,2	19,4
Maximum absolu	*h*		32,8	32,6	32,2	32,5	31,8	31,7	32,6	32,6	32,0	32,2	32,3	31,5
Précipitations :														
Hauteur	*d*		1.950	976	1.553	1.794	1.691	1.630	1.807	2.075	1.911	2.380	2.333	1.769
Nombre de jours	*d*		262	239	264	280	291	281	281	258	257	251	262	234
Humidité relative moyenne	*h*		81	78	81	80	83	79	84	84	81	83	77	83
Insolation (3)	*h*		2.905	2.970	3.025	3.050	2.988	3.012	3.115	2.857	2.970	2.871	2.738	2.845
RÉUNION (Saint-Denis-Gillot) Lat. 20° 54′ S — Long. 55° 31′ E — Alt. 10 m														
Température :														
Minimum absolu	*i*		12,8	14,6	14,5	14,6	15,3	15,0	15,0	14,0	14,8	14,0	14,2	14,4
Maximum absolu	*i*		33,8	32,8	31,0	31,9	31,7	33,5	32,3	32,7	32,7	32,7	31,8	31,5
Précipitations :														
Hauteur	*i*		1.541	1.418	2.153	1.308	1.964	1.824	1.452	1.749	2.541	1.550	2.365	1.267
Nombre de jours	*i*		183	180	216	167	170	185	172	154	175	185	201	183
Humidité relative moyenne	*i*		73	75	75	74	75	72	72	73	75	77	79	76
Insolation (3)	*i*		2.652	2.688	2.504	2.673	2.734	2.695	2.800	2.646	2.755	2.670	2.508	2.545
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Saint-Pierre) Lat. 46° 46′ N — Long. 56° 10′ W — Alt. 3 m														
Température :														
Minimum absolu	*b*		- 18,4	- 12,2	- 15,6	- 18,7	- 13,3	- 12,2	- 11,8	- 15,1	- 13,6	- 11,1	- 17,0	— 11,0
Maximum absolu	*b*		28,4	22,0	22,3	21,9	22,0	23,1	22,7	21,4	23,0	23,4	21,1	20,6
Précipitations :														
Hauteur	*b*		1.394	1.309	1.181	1.003	1.207	1.036	1.131	1.261	1.430	1.353	1.094	1.538
Nombre de jours	*b*		195	190	185	184	197	199	197	206	224	209	212	217
Humidité relative moyenne	*h*		83	85	82	83	83	82	83	85	82	84	85	87
Insolation (3)	*f*		1.470	1.411	1.404	1.484	1.380	1.535	1.512	1.346	1.363	1.307	1.497	1.126
Collectivités territoriales et territoires d'outre-mer														
MAYOTTE (Dzaoudzi-Pamanzi) Lat. 12° 49′ S — Long. 45° 17′ E — Alt. 5 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		15,6	15,8	16,6	17,0	18,0	18,8	17,4	16,7	18,5	17,9	18,6	18,7
Maximum absolu	*h*		35,0	32,2	32,2	32,4	32,0	33,0	32,0	32,9	32,0	32,0	32,2	32,5
Précipitations :														
Hauteur	*h*		1.235	1.480	1.434	1.016	1.269	1.235	1.472	1.113	1.487	1.480	1.029	1.614
Nombre de jours	*h*		114	128	140	112	115	122	140	125	140	105	111	125
Humidité relative moyenne	*h*		83	81	83	81	80	82	81	76	82	78	80	80
Insolation (3)	*k*		2.886	2.957	2.879	3.025	3.037	3.078	2.837	2.972	2.895	2.939	3.048	3.045
NOUVELLE-CALÉDONIE (Nouméa) Lat. 22° 17′ S — Long. 166° 27′ E — Alt. 70 m														
Température :														
Minimum absolu	*e*		13,2	15,6	15,0	15,3	14,6	14,5	13,8	14,0	14,1	13,7	13,9	14,0
Maximum absolu	*e*		35,3	35,3	33,7	33,2	34,1	32,2	35,7	33,8	35,2	34,2	34,4	35,3
Précipitations :														
Hauteur	*a*		1.056	729	1.108	1.295	1.022	765	937	972	894	1.070	1.039	997
Nombre de jours	*c*		135	139	153	171	165	172	169	157	173	165	181	166
Humidité relative moyenne	*g*		75	74	75	78	76	76	76	76	75	76	76	75
Insolation (3)	*h*		2.562	2.913	2.596	2.391	2.491	2.515	2.627	2.542	2.656	2.696	2.619	2.777

(1) Période de référence des observations, soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Durée annuelle de l'insolation en heures.

TABLEAU A.02-2 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

Source : Météorologie nationale

	(1)	(2)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
POLYNÉSIE (Papeete-Faa) Lat. 17° 33′ S — Long. 149° 37′ W — Alt. 1,4 m													
Température :													
Minimum absolu	*j*		14,9	17,5	16,0	16,3	16,1	16,4	17,5	17,2	17,9	17,2	15,9	16,3
Maximum absolu	*j*		33,3	32,8	31,8	32,6	31,8	33,4	32,4	34,0	32,3	32,7	33,0	33,2
Précipitations :														
Hauteur	*j*		1.795	1.321	1.774	1.271	1.134	1.110	1.688	2.052	1.726	2.249	2.267	1.637
Nombre de jours	*j*		135	141	166	148	123	115	143	142	155	159	163	122
Humidité relative moyenne	*j*		78	78	77	76	75	76	77	80	80	79	77	77
Insolation (3)	*j*		2.627	2.727	2.594	2.730	2.922	2.745	2.661	2.583	2.773	2.560	2.761	2.761
WALLIS ET FUTUNA (4) (Hihifo) Lat. 13° 14′ S — Long. 176° 10′ W — Alt. 26 m														
Température :														
Minimum absolu	●	●		20,5	18,5	20,4	19,8	19,0	18,4	18,8	20,3	19,9	19,5	19,6
Maximum absolu	●	●		32,0	31,5	32,0	31,5	32,0	31,8	31,7	32,1	32,1	32,0	32,4
Précipitations :														
Hauteur	●	●		3.506	2.751	3.490	3.381	2.905	3.520	3.558	3.464	4.225	3.918	3.149
Nombre de jours	●	●		286	247	271	241	225	264	262	260	275	250	252
Humidité relative moyenne	●	●		85	84	84	84	83	84	84	85	86	84	84
Insolation (3)	●	●		2.525	2.863	2.700	2.567	2.394	2.288	2.596	2.377	2.246	2.316	2.435

(1) Période de référence des observations soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Durée annuelle de l'insolation en heures. — (4) Précédemment Aka-Aka (lat. 13° 16′ S — long. 176° 08′ W — alt. 11 m); la station a été transférée à Hihifo, depuis 1971.

*
* *

SOURCES DE DOCUMENTATION

Secrétariat d'État chargé des Transports; Direction de la météorologie; Service météorologique métropolitain; Division documentation, 2, avenue Rapp, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 45 55 95 02, poste 2062.

Publications :

— *Bulletin quotidien de renseignements;*
— *Bibliographie signalétique hebdomadaire sélectionnée;*
— *Résumé mensuel du temps en France*
comprenant :
  — 36 bulletins décadaires d'observations quotidiennes pour 100 stations françaises;
  — 12 bulletins mensuels fournissant les caractéristiques météorologiques du mois;
  — 1 bulletin annuel;
— *Bulletin pluviométrique mensuel;*
— *Mét. Mar. (études de météorologie marine) trimestriel;*
— *Bibliographie météorologique (annuel).*

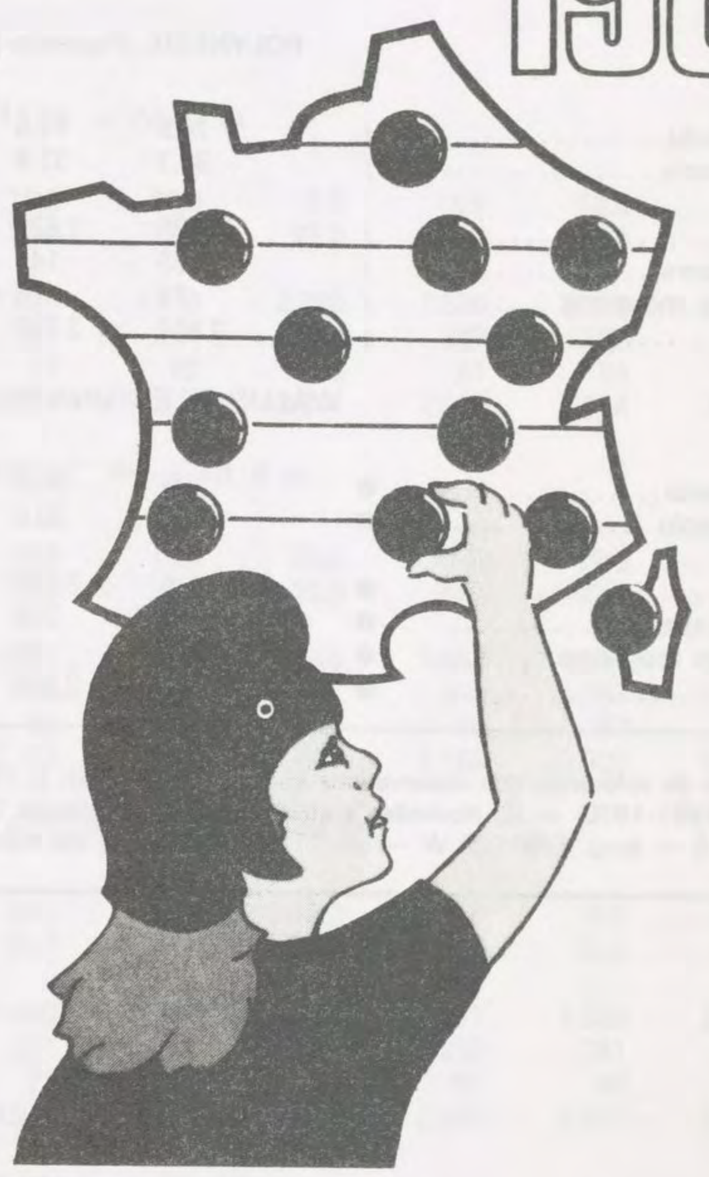
Divers :

— *Annales météorologiques de la France d'outre-mer* (période 1961-1970) :
  Tome 1. — Départements et territoires français de l'Amérique,
  Tome 2. — Départements et territoires français de l'océan Indien et de l'Antarctique,
  Tome 3. — Territoires français de l'océan Pacifique;
— *Mémorial;*
— *Monographies;*
— *Atlas climatiques de la France;*
— *Le climat de la France, par. R. Arlery.*

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982

les résultats sont arrivés...

à vous de jouer !



Chef d'entreprise, décideur, commerçant, élu local...

Vous avez besoin de résultats du Recensement plus détaillés que ceux déjà publiés, de réaliser des études socio-économiques, de rapprocher ces chiffres de vos propres données...

Vous voulez établir une stratégie de vente, choisir une nouvelle implantation, mieux connaître les caractéristiques des logements d'une zone...

L'INSEE, grâce aux FICHIERS DU RECENSEMENT, vous offre la possibilité de combiner plusieurs variables, réparties en cinq domaines (immeubles, logements, ménages, familles, individus) et disponibles à de nombreux niveaux géographiques.

Pour atteindre votre objectif,

jouez la bonne carte !

utilisez les fichiers du Recensement.

Pour des informations complémentaires, veuillez retourner le bulletin ci-joint.

P 671

Bulletin à retourner à l'INSEE - Bureau 204
18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 Paris Cedex 14

Je désire recevoir des informations complémentaires sur les fichiers du Recensement de la Population de 1982

NOM ou RAISON SOCIALE .....

ACTIVITÉ .....

ADRESSE .....

.....

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre A.03

Environnement

1. Le territoire

2. La faune et la flore

3. L'air

4. Les eaux continentales

5. La mer

6. Les déchets

7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du « Rapport annuel sur l'état de l'environnement » publié par le ministère de l'Environnement.

1. Le territoire

11. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du *ministère de l'Agriculture,* à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points photos aériennes. Le tableau 1 ci-après fournit la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

12. Protection de l'espace

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Enfin le degré de protection est variable selon les procédures. Ainsi le tableau 2 distingue les protections fortes (zones totalement inconstructibles) des protections légères ou spécifiques.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Environnement (division des statistiques).

Parmi les différents types d'instrument de protection de l'espace, on retiendra en particulier :

121. Les documents d'urbanisme

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme* (SDAU) qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes;

— le *Plan d'occupation des sols* (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal. Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante (tableau 3) :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;
— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposent, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers.

En l'absence de POS opposable aux tiers, les dispositions relatives à la constructibilité limitée aux zones actuellement urbanisées des communes (art. 38 de la loi du 7 janvier 1983) sont applicables à compter du 1er octobre 1984. Dès lors que les communes ont, à la fois, prescrit un POS et défini les conditions d'application du règlement national d'urbanisme sur leur territoire, conjointement avec le commissaire de la République, la règle de constructibilité limitée est suspendue pour un délai de deux ans non renouvelable.

122. Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;
— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);
— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

123. Les parcs naturels régionaux
(tableau 4)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les parcs naturels régionaux ont pour objectif :

— de préserver et de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel de qualité particulière;
— de favoriser l'activité économique et sociale compatible avec la protection de l'environnement en encourageant les divers modes de développement qui préservent les valeurs naturelles essentielles, en particulier l'autodéveloppement;
— de promouvoir l'accueil, les activités de détente et d'initiation à la nature, ainsi que les activités de terrain.

Le parc est créé à l'initiative de la région qui élabore la Charte constitutive du parc et la soumet ensuite à l'agrément du ministère de l'Environnement. La Charte doit définir : l'organisme de gestion et de réalisation, le plan du parc et ses limites, les dispositions juridiques à mettre en œuvre, le programme des équipements à réaliser, le plan de financement des équipements et de la gestion.

124. Les sites
(tableau 5)

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue artistique, historique ou autre, un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée par la loi du 28 décembre 1967.

On distingue deux niveaux de protection :

— le *classement* est une procédure de protection stricte qui soumet toute intervention (construction, modification ou destruction) sur le site à l'autorisation préalable expresse du ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports. Le classement est institué par arrêté ministériel (1), ou, en cas de litige avec les personnes concernées, par décret en Conseil d'État;
— *l'inscription sur l'inventaire des sites* est un mode de protection atténué des sites, qui intervient à l'initiative de la Commission départementale des sites après avis du Conseil municipal. L'inscription comporte essentiellement obligation pour les propriétaires de faire la déclaration préalable de leurs travaux autres qu'agricoles auprès du commissaire de la République, quatre mois à l'avance.

125. Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

126. Les Parcs nationaux
(tableau 6)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigou-

1. Ministère de l'Environnement pour les sites naturels.

reuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément de générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la *zone centrale* dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc ». Aucune n'a été actuellement instituée;

— les *réserves intégrales :* protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;

— la *zone périphérique* où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

127. Les réserves naturelles
(tableau 7)

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

2. La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore dont la plupart sont encore inachevés. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par sources géographiques; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est en cours au Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée. D'ores et déjà sont disponibles des résultats pour un grand nombre d'espèces. Des éléments plus synthétiques ont déjà été élaborés en ce qui concerne les vertébrés supérieurs et les espèces végétales.

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces (tableau 8), la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés publiés entre 1978 et 1982. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

3. L'air

La *pollution atmosphérique* est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années sucessives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Le tableau 10 concerne une des pollutions les plus importantes : l'*acidité forte,* indicateur de la pollution par le SO^2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le *monoxyde de carbone* produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement. A la suite des résultats de mesure sont présentées des données concernant les émissions de polluants (tableaux 11 et 12). Il convient de souligner que ces résultats ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA *(centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).*

4. Les eaux continentales

41. La qualité des eaux superficielles

La connaissance de l'état de la qualité des eaux en France résulte de nombreux travaux effectués localement par les services de l'État et les Agences financières de bassin. En outre, en application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, des campagnes ont lieu tous les 5 ans sur l'ensemble du pays pour caractériser les niveaux de qualité des eaux des rivières et des canaux. Ces campagnes se sont déroulées en 1971 et 1976. Une nouvelle campagne a eu lieu en 1981. Entre ces périodes quinquennales, la qualité des eaux est suivie d'une manière permanente sur un nombre de points qui a augmenté chaque année : de 95 en 1971, il est de 205 en 1982. Les points constituent un réseau de surveillance de lieux caractéristiques d'une dégradation de la qualité.

Ce sont les résultats de ces points de mesure qui sont présentés (tableau 13). Ils ont fait l'objet d'un traitement statistique, par application de la circulaire du 29 juillet 1971 relative à la préparation des décrets d'objectifs de qualité des cours d'eau qui distingue cinq classes de qualité selon les usages que doivent satisfaire les rivières.

· *Classe 1 A*

Elle caractérise les *eaux exemptes de pollution.*

· *Classe 1 B*

D'une *qualité légèrement moindre,* ces eaux peuvent néanmoins satisfaire tous les usages.

· *Classe 2*

La qualité est *passable* : suffisante pour l'irrigation, les usages industriels, la production d'eau potable après un traitement poussé. L'abreuvage des animaux est généralement toléré. Le poisson y vit normalement mais sa reproduction peut être aléatoire. Les loisirs liés à l'eau y sont possibles lorsqu'ils ne nécessitent que des contacts exceptionnels avec elle.

· *Classe 3*

La qualité est *médiocre* : juste apte à l'irrigation, au refroidissement et à la navigation. La vie piscicole peut subsister dans ces eaux, mais cela est aléatoire en période de faibles débits ou de fortes températures.

· *Hors classe*

Eaux dépassant la valeur maximale tolérée en classe 3 pour un ou plusieurs paramètres. Elles sont considérées comme *inaptes à la plupart des usages* et peuvent constituer une menace pour la santé publique et l'environnement.

En conséquence, pour chacune des classes, des valeurs maximales sont fixées à chacun des paramètres. On admet qu'on attribue à une eau la classe qui est donnée par le (ou les) paramètre(s) le (les) plus défavorable(s). Cette classe est celle qui, d'après les valeurs, est atteinte par au moins 10 % des plus mauvaises mesures de ce paramètre.

Le tableau 13 qui distingue d'une part, la qualité des eaux du point de vue des matières oxydables et d'autre part, la qualité des eaux du point de vue de la minéralisation et des toxiques, donne l'évolution du nombre de points de mesure dans chacune des classes de qualité indiquées ci-dessus.

42. Les prélèvements d'eau

Le tableau 14 donne la statistique des prélèvements d'eau par bassin en 1975 et en 1982.

Les grands barrages français (tableau 15), d'abord réalisés à des fins purement hydroélectriques, sont conçus aujourd'hui dans le cadre plus général de l'aménagement des ressources en eau.

43. La lutte contre la pollution

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Trois paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. *Poids de matières en suspension* (MES) en kilogrammes;

2. *Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables* (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\ DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants :
Un *équivalent habitant* correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

3. Quantités de substances inhibitrices ou toxiques, mesurées par des tests de *toxicité sur la daphnie* ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox/jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.

Le tableau 16 indique la pollution nette rejetée et la pollution retirée par les industries pour chacun de ces paramètres. Les données sont établies chaque année par le Service de l'environnement industriel (ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions), à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

Le tableau 17 indique le poids relatif des émissions nettes des différentes branches d'activité par rapport à la pollution industrielle des eaux.

Le tableau 18 rend compte de la pollution des collectivités locales, des capacités des stations d'épuration et de la pollution éliminée.

5. La mer

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

51. La qualité des eaux marines

La mesure de la qualité des eaux s'effectue à partir de deux types d'opérations continues de surveillance :

— une surveillance générale des différents composants du milieu (eau, sédiments, matière vivante) dans le cadre du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (RNO);
— une surveillance particulière de la qualité des eaux de baignade sur l'ensemble des plages françaises.

511. Le Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin
(tableau 19)

Mis en place en 1974 par le ministère chargé de l'Environnement, avec l'appui scientifique et technique du CNEXO, le Réseau national d'observation s'articule autour de 18 zones de surveillance comportant chacune plusieurs stations hydrographiques sur lesquelles sont effectués des prélèvements selon des fréquences variables en fonction des paramètres étudiés. Ils donnent lieu à la réalisation, par des laboratoires spécialisés et sous la direction scientifique du CNEXO, d'analyses sur l'eau, la matière vivante et les sédiments.

L'hétérogénéité du milieu marin et la diversité des usages actuels ou potentiels conduisent à faire porter les efforts sur trois types de zones :

— les zones manifestement soumises à des apports importants d'agents exogènes (grands estuaires, zones industrialo-portuaires);

— les zones représentant un intérêt biologique ou hydrographique particulier (zones conchylicoles, baies, rades);

— des zones *a priori* indemnes de toute pollution servant de zones témoins.

Parmi les nombreux paramètres mesurés (50 environ) le tableau 19 indique les moyennes (enregistrées à partir de 1981) des résultats de mesure pour les hydrocarbures, les diphényls polychlorés (PCB), le mercure et le cadmium, ainsi que les concentrations admissibles correspondantes.

512. La salubrité des plages
(tableau 20)

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère chargé de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-tests.

52. Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les *déversements* volontaires ou accidentels *de navires* (en particulier hydrocarbures);

— les *pollutions transportées par les fleuves*, très importantes, mais difficilement quantifiables;

— les *pollutions en provenance du littoral* : pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires.

521. La pollution des communes littorales
(tableaux 21, 22)

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de la prévention des pollutions (ministère de l'Environnement).

La *pollution brute* est calculée à partir de la population des communes littorales : en hiver, population sédentaire; en été, population de pointe.

La *pollution nette* est la pollution rejetée par une population équivalente après épuration.

Le tableau 22 donne l'évolution des capacités des stations d'épuration et du nombre d'habitants raccordés.

522. La pollution industrielle
(tableau 23)

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales (voir définitions dans le paragraphe consacré à la pollution de l'eau). Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

6. Les déchets

61. Les déchets des ménages
(tableaux 24 et 25)

14 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 270 kg/habitant/an).

Elles sont constituées par 50 % d'emballages environ (cartons, bouteilles, boîtes de conserves,...). A ce tonnage viennent s'ajouter environ 1.500.000 tonnes de déchets encombrants.

Le tableau 24 donne l'évolution en pourcentage de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés (tableau 25) :

— la *décharge contrôlée,* dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le *compostage* a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'*incinération sans récupération d'énergie* consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'*incinération avec récupération d'énergie* permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;

— le *traitement mixte* combine le procédé de *compostage* et celui de l'*incinération* des produits non compostables.

62. Les déchets industriels
(tableau 26)

Les déchets industriels peuvent être schématiquement classés en deux groupes :

— les déchets industriels « banals » assimilables aux ordures ménagères;

— les déchets industriels « spéciaux » qui peuvent être à l'origine d'atteintes particulières à l'environnement en cas de mauvaise élimination. Au sein de cette catégorie, il convient de distinguer :

· les déchets ne nécessitant pas un traitement spécifique et dont la mise en décharge, moyennant certaines conditions, constitue pour certains d'entre eux une solution acceptable;

· les déchets toxiques et dangereux dont l'élimination doit être assurée grâce à la mise en œuvre de moyens adaptés.

Les principales filières d'élimination des déchets industriels spéciaux toxiques sont actuellement : l'incinération, les traitements physico-chimiques et la mise en décharge contrôlée. Des installations collectives de traitement ont été créées pour les établissements industriels ne disposant pas de capacité interne de traitement. On distingue (tableau 26) :

— les centres collectifs polyvalents pour l'incinération ou les traitements physico-chimiques;

— les centres collectifs spécialisés adaptés au traitement et à la revalorisation de déchets industriels spécifiques (huiles, fluides d'usinage, solvants, acides, bains métalliques, etc.).

63. La récupération des déchets
(tableau 27)

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres, et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :

— le *recyclage* proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;

— la *réutilisation*, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;

— le *réemploi*, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie (tableau 27).

7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Le tableau 28, tiré du Rapport sur l'état de l'environnement, a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :

· Eau :

— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau,...), défense contre les eaux et la mer,...;

— lutte contre les pollutions :

· Air : bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation;

· Protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes;

· Amélioration du cadre de vie : parcs naturels régionaux, parcs et jardins péri-urbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

*
* *

TABLEAU A.03-1

Répartition du territoire métropolitain

Sources : Ministère de l'Agriculture. SCEES (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire)
Ministère de l'Environnement. État de l'environnement 1985

Catégories	1948		*p* 1983		*p* 1984	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.663	32,1	17.805	32,4
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	12.565	22,9	12.385	22,6
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,8	1.360	2,5	1.344	2,4
Peupleraies et bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.594	26,6	14.603	26,6
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.746	5,0	2.732	5,0
Territoire non agricole	4.586	8,3	(3) 5.991	10,9	6.050	11,0
Total (4)	**55.104**	**100**	**54.919**	**100**	**54.919**	**100**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs. — (2) Progression en partie apparente. — (3) Dont sols artificialisés : 2.968 milliers d'hectares. — (4) Cadastre en 1948, planimétrage IGN en 1983 et 1984.

TABLEAU A.03-2

Evolution de la superficie des espaces protégés entre 1978 et 1984 (France métropolitaine)

Sources : Ministère de l'Environnement. État de l'environnement 1985
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports

	1978		1984	
	Superficie en km^2	% du total des espaces non aménagés	Superficie en km^2	% du total des espaces non aménagés
Total France métropolitaine (Planimétrage IGN)	549.192	100	549.192	100
dont : Espaces protégés :				
Réserves naturelles	369	0,1	643	0,1
Forêts publiques	17.531	3,2	17.500	3,2
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	51	ε	261	ε
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	0,5	3.433	0,6
Zones ND des POS (1)	18.420	3,4	45.393	8,3
Sites classés (2)	1.856	0,3	2.100	0,4
Acquisitions dans les périmètres sensibles	—	ε	66	ε
Total brut des protections fortes	*40.994*	*7,5*	*69.396*	*12,6*
Zone NC des POS (1)	26.327	4,8	72.891	13,3
Forêts communales, sectionnales, affectées et soumises à l'article L. 224.6	24.600	4,5	25.340	4,6
Total brut des zones agricoles ou forestières protégées	*50.927*	*9,3*	*98.231*	*17,9*
Sites inscrits (2) [données 1980]	10.186	1,8	10.816	2,0
Périmètres de protection des monuments historiques	5.204	1,0	(3) 4.929	0,9
Total brut des autres protections	*15.390*	*2,8*	*15.745*	*2,9*
Total brut toutes protections	*107.311*	*19,5*	*183.372*	*33,4*
Recouvrement entre protections	8.334	1,5	13.753	2,5
Total net des surfaces protégées	**98.977**	**18,0**	**169.619**	**30,9**

(1) POS : plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés; ND : zones naturelles protégées; NC : zones naturelles agricoles. — (2) Les surfaces données pour les sites inscrits et classés sont sous-estimées; en effet, une partie seulement de ces sites a pu être planimétrée, faute de documents cartographiques (sites très anciens). — (3) Les surfaces des périmètres de protection des monuments historiques comptabilisés dans ce tableau ne concernent que les zones non urbanisées, déduction faite des doubles comptes avec les autres mesures de protection, les POS notamment, ce qui explique une légère diminution par rapport à une précédente estimation faite en 1978.

TABLEAU A.03-3

Superficies des zones naturelles protégées (ND) et des zones naturelles agricoles (NC) (France métropolitaine et DOM)

Situation au 1er octobre

Source : Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)
État de l'environnement 1985

Unité : Km²

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Zones naturelles protégées (ND)	7.706	12.755	18.575	23.710	29.130	34.382	38.905	43.809	46.273
Zones naturelles agricoles (NC)	10.747	18.256	26.769	33.840	42.870	52.165	61.721	69.820	74.095

TABLEAU A.03-4

Parcs naturels régionaux

Situation au 31 décembre 1984

Source : Ministère de l'Environnement
Étude : « Les espaces, parcs », analyse socio-économique SEGESA
État de l'environnement 1985

Nom du parc (année de création)	Départements	Nombre de communes	Superficie km² (1)	Nombre d'habitants (2)		Capacité d'accueil (estimation)
				1975	1982	
Armorique (1969)	Finistère	*r* 30	650	33.771	32.605	25.200
Brière (1970)	Loire-Atlantique	11	414	26.276	33.877	7.500
Brotonne (1974)	Eure - Seine-Maritime	39	446	32.591	34.451	3.800
Camargue (1970)	Bouches-du-Rhône	2	820	2.120	2.045	14.100
Corse (1972)	Corse du Sud, Haute-Corse	*r* 79	2.200	46.803	...	58.000
Forêt d'Orient (1970)	Aube	44	669	17.293	18.349	5.200
Haut-Languedoc (1973)	Hérault - Tarn	*r* 68	1.450	58.672	58.592	37.900
Haute-Vallée de Chevreuse (1983-1984)	Yvelines	19	256	///	37.500	...
Landes de Gascogne (1970)	Gironde - Landes	22	2.087	26.792	30.138	11.000
Livradois-Forez (1983-1984)	Haute-Loire - Puy-de-Dôme	140	2.530	///	99.000	...
Lorraine (1974)	Meuse - Moselle - Meurthe-et-Moselle	176	2.059	73.784	74.138	12.900
Lubéron (1977)	Alpes-de-Haute-Provence - Vaucluse	60	1.523	102.757	112.634	43.700
Marais Poitevin (1979)	Vendée - Charente-Maritime - Deux-Sèvres	107	2.167	83.188	87.926	54.700
Martinique (1976)	Martinique	33	701	80.000	...	...
Montagne de Reims (1976)	Marne	69	554	35.192	33.737	3.900
Morvan (1970)	Côte-d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire - Yonne	64	1.717	30.176	28.667	39.500
Nord - Palais-de-Calais (1983-1984)	Nord - Pas-de-Calais	172	1.656	...	...	...
Normandie - Maine (1975)	Manche - Orne - Mayenne - Sarthe	159	2.520	99.080	99.349	44.200
Pilat (1974)	Loire - Rhône	42	641	29.838	33.400	21.200
Queyras (1977)	Hautes-Alpes	11	707	4.549	5.438	46.600
Vercors (1970)	Drôme - Isère	54	1.570	24.216	25.455	69.200
Volcans d'Auvergne (1977)	Cantal - Puy-de-Dôme	124	3.355	85.413	86.937	130.800
Vosges du Nord (1975)	Bas-Rhin - Moselle	94	1.167	73.915	73.730	20.800

(1) Il s'agit de la superficie entière des communes, même si dans certains cas, la totalité de cette superficie ne se trouve pas dans le périmètre du parc (excepté pour les parcs de l'Armorique, la Corse, le Haut-Languedoc pour lesquels un réajustement a été fait). — (2) A été prise en compte la population totale des communes rurales intégrées dans le périmètre du parc.

TABLEAU A.03-5

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

Source : Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports. Direction de l'Urbanisme et des Paysages
État de l'environnement 1985

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de sites inscrits	4.413	4.508	4.546	4.616	4.675	4.733	4.795	4.840	4.876
Nombre de sites classés	2.168	2.195	2.221	2.233	2.260	2.280	2.309	2.328	2.337

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.03-6

Parcs nationaux

Situation au 31 décembre 1983

Source : Ministère de l'Environnement
Étude « Les parcs nationaux et leurs zones périphériques » SEGESA
État de l'environnement 1984

Superficie en km²

Nom du parc et date de création	Départements	Superficie (1)		Population totale	
		Totale	Dont zone centrale	1975	1982
Cévennes (décret du 2 septembre 1970)	Lozère, Gard, Ardèche	3.209	844,1	40.280	41.272
Les Écrins (décret du 27 mars 1973)	Hautes-Alpes, Isère	2.288	918,0	24.935	27.639
Mercantour (décret du 18 août 1979)	Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence	*r* 2.150	685,0	15.525	16.445
Port-Cros (décret du 14 décembre 1963)	Var	(2) 6,9	...	30	30
Pyrénées-Occidentales (décret du 23 mars 1967)	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques	2.632	457,1	41.631	40.223
Vanoise (décret du 7 juillet 1963)	Savoie	1.993	528,4	25.192	27.973
Total		***r* 12.278,9**	**3.432,6**	**147.593**	**153.582**

(1) A été prise en compte la superficie totale des communes situées dans certains cas en partie seulement dans le périmètre du parc. — (2) Non compris 18 km² en zone maritime.

TABLEAU A.03-7

Réserves naturelles officiellement créées

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Protection de la nature)
État de l'environnement 1985

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de réserves	21	27	31	36	36	40	50	58	63	67	73
Superficies [en km²] (1)	122,6	273,2	308,7	401,4	401,4	459,9	532,0	543,2	547,3	564,8	643,5

(1) Non compris la réserve de Banc d'Arguin dont la superficie varie de 1,5 à 5 km², et y compris à partir de 1976 la réserve de la presqu'île de la Caravelle (Martinique) de 5,2 km².

TABLEAU A.03-8

La protection des espèces animales et végétales sur le territoire français

Sources : Ministère de l'Environnement. Direction de la Protection de la nature. État de l'environnement 1984
Journal officiel

Espèces protégées	Date de l'arrêté	Nature et étendue de la protection
Mollusques	Arrêtés du 24 avril 1979 (*JO* du 12 mai 1979)	9 espèces, dont 8 espèces de gastéropodes, sont totalement protégées (1) sur l'ensemble du territoire; pour les 3 espèces d'escargots consommés (bourgognes, petits-gris, pesons), le ramassage est réglementé (les mesures nationales peuvent être complétées par des arrêtés préfectoraux).
Amphibiens	Arrêté du 24 avril 1979 (*JO* du 12 mai 1979)	Tous les amphibiens (salamandre, triton, crapaud, rainette, grenouille...) sont protégés, soit intégralement (1) [23 espèces], soit partiellement (2 espèces).
Reptiles	Arrêté du 6 mai 1980 (*JO* du 4 juin 1980)	Tous les reptiles (tortue, couleuvre, vipère, lézard, orvet...) sont protégés soit intégralement (1) [30 espèces], soit partiellement (2 espèces).
Insectes	Arrêté du 3 août 1979 (*JO* du 28 août 1979)	26 espèces rares de papillons, 5 espèces de coléoptères et 2 espèces de criquets sont totalement protégées (1).
Mammifères marins	Arrêté du 29 février 1980 (*JO* du 14 mars 1980)	Le phoque veau-marin, le phoque gris et le phoque moine sont totalement protégés (1) dans les eaux territoriales françaises ainsi que dans le territoire des terres Australes et Antarctiques françaises.
	Arrêté du 20 octobre 1970 (*JO* du 4 novembre 1970)	Il est interdit de détruire, de poursuivre ou de capturer par quelque procédé que ce soit, même sans l'intention de les tuer, les mammifères marins de la famille des delphinés (dauphins et marsouins).

TABLEAU A.03-8 *(suite et fin)*

La protection des espèces animales et végétales sur le territoire français

Sources : Ministère de l'Environnement. Direction de la Protection de la nature. État de l'environnement 1984
Journal officiel

Espèces protégées	Date de l'arrêté	Nature et étendue de la protection
Mammifères	Arrêté du 17 avril 1981 (*JO* du 19 mai 1981)	Les espèces rares suivantes sont totalement protégées (1) : toutes les chauves-souris (31 espèces), le desman, les hérissons (2 espèces), la musaraigne aquatique, l'écureuil, le castor, la genette, le vison, la loutre, l'ours, le chat sauvage, le lynx, le bouquetin. Par ailleurs, la martre, la fouine, la belette, l'hermine, le putois sont partiellement protégés.
Oiseaux.....	Arrêté du 29 septembre 1981	240 espèces d'oiseaux nicheurs et/ou migrateurs sont totalement protégées (1), parmi lesquelles on trouve les oiseaux marins (cormoran, fou de Bassan, macareux moine, pingouin, etc.), les échassiers (hérons, flamants roses, grues, etc.), les cigognes, toutes les espèces de rapaces diurnes ou nocturnes, les hirondelles, pics, coucous, martins-pêcheurs, mésanges, grands corbeaux, etc. Pour toutes les espèces d'oiseaux, à l'exclusion de 7 espèces, le commerce est interdit.
Poissons et cyclostomes	Arrêté du 25 janvier 1982 (*JO* du 14 février 1982) Arrêté du 12 février 1982 (*JO* du 24 février 1982)	Protection intégrale de l'espèce *Acipenser sturio* (Esturgeon) Interdiction de détruire ou d'enlever sciemment les œufs des espèces suivantes sur leurs zones de frai et protection des zones particulières à ces espèces : lamproie marine, lamproie fluviatile, grande alose, alose feinte, saumon atlantique, truite de mer.
Champignons	Arrêté du 24 avril 1979 (*JO* du 12 mai 1979)	Le ramassage et la cession de toutes les espèces de champignons peuvent être soumis à autorisation ou interdits dans chaque département par arrêté préfectoral.
Airelles	Arrêté du 21 août 1981 (*JO* du 16 septembre 1981)	Le ramassage et la cession de toutes les espèces d'airelles peuvent être soumis à autorisation ou interdits dans chaque département par arrêté préfectoral.
Espèces de flore.....	Arrêté du 20 janvier 1982 (*JO* du 13 mai 1982)	390 espèces environ de plantes menacées sont totalement protégées et 40 environ partiellement protégées (récolte, ramassage, utilisation...) soumis à autorisation du ministre chargé de la protection de la nature.

(1) Espèces dont la destruction, la mutilation, la capture, l'enlèvement ou, que les animaux soient vivants ou morts, le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat sont interdits sur tout le territoire national et en tous temps dans les conditions déterminées par le décret du 25 novembre 1977.

TABLEAU A.03-9

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse. Conseil supérieur de la pêche

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
CHASSE											
Permis délivrés [en milliers] (1).....	2.418,1	2.225,0	2.222,3	2.165,7	2.125,9	2.064,0	2.016,5	1.983,1	1.989,7	1.993,9	1.917,8
Réserves particulières approuvées (surface en milliers d'ha).....	298,3	(2) 247,2	249,6	261,8	261,2	261,2	261,2	257,7	260,8	●	351,3
PÊCHE FLUVIALE											
1. *Pêcheurs professionnels* (pêcheurs aux filets et aux engins) :											
Permis délivrés	19.806	20.285	19.988	15.686	15.252	15.199	15.045	14.560	12.583	13.540	11.871
dont : *Permissionnaires de petites pêches et compagnons*	*15.613*	*15.625*	*15.521*	*12.577*	*12.533*	*12.505*	*12.762*	*12.403*	*11.069*	*11.008*	*10.747*
2. *Pêcheurs à la ligne :*											
Associations agréées	4.062	4.074	4.078	4.080	4.084	4.095	4.110	4.134	4.152	4.151	4.178
Permis délivrés (en milliers) (3)	2.565,8	2.585,8	2.485,9	2.580,6	2.530,3	2.434,6	2.359,4	2.349,1	2.321,5	2.326,1	2.266,9
dont : *pêcheurs au lancer* (en milliers).	*1.880,7*	*1.906,0*	*1.844,6*	*1.935,1*	*1.951,4*	*1.903,8*	*1.877,5*	*1.890,0*	*1.884,7*	*1.915,6*	*1.907,3*

(1) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires; période de juillet de l'année *n* — 1 à juin de l'année *n*. — (2) Au 1er novembre 1975. — (3) Timbres piscicoles ordinaires délivrés.

TABLEAU A.03-10

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte

(Principalement dioxyde de soufre [SO_2] produit par les chauffages domestiques et industriels)

Source : Ministère de l'Environnement
Direction de la Prévention des pollutions. État de l'environnement 1984

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

Ville ou agglomération	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Ville de Paris	110	115	116	97	109	104	89	71	68	61	57
Agglomération lyonnaise	82	74	76	61	67	70	66	52	46	51	55
Ville de Marseille	86	91	105	101	●	77	72	64	56	(1) 45	38
Agglomération lilloise	77	72	69	61	58	69	57	54	50	(1) 48	32
Agglomération de Rouen	84	63	53	72	85	83	70	49	48	41	39
Ville de Strasbourg	84	65	65	47	59	63	58	44	55	64	61
Ville de Nantes	35	34	41	37	39	38	30	21	26	22	...
Ville de Caen	49	74	77	39	31	20	27	20	24	25	20
Zone du Havre	●	66	65	70	70	72	76	63	59	47	44
Zone de Fos-Berre	56	55	51	45	59	55	54	34	30	29	...
Ville de Dunkerque	●	42	45	58	41	46	32	30	35	(1) 26	22

(1) Nouveau réseau : mesure du dioxyde de soufre par fluorescence UV ou photométrie de flamme; pas de résultat disponible pour l'acidité forte sur l'ensemble de l'agglomération.

TABLEAU A.03-11

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement (État de l'environnement 1985)
Sous-direction de la pollution de l'air
d'après le Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique (CITEPA)

Unité : Millier de tonnes/an

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Électricité et Gaz de France	1.029	1.021	948	1.324	993	1.175	1.266	1.241	950	935	686
Transformation d'énergie (1)	568	573	466	477	470	476	432	427	337	339	286
Industrie et agriculture	1.410	1.466	1.281	1.307	1.336	1.351	1.398	1.302	1.000	925	879
Transport	123	126	108	117	115	122	129	131	95	96	97
Résidentiel et tertiaire	613	538	412	425	387	396	390	359	251	245	237
Ensemble	**3.743**	**3.724**	**3.215**	**3.650**	**3.301**	**3.520**	**3.615**	**3.460**	**2.633**	**2.540**	**2.185**

(1) Raffineries et traitement de gaz.

TABLEAU A.03-12

Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité (1)

Source : Ministère de l'Environnement
État de l'environnement 1985. Sous-direction de la pollution de l'air d'après CITEPA

Unité : Millier de tonnes

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Électricité et gaz de France	245	241	228	309	269	288	326	297	240	249	200
Industrie (2) et agriculture	367	380	323	331	331	334	347	325	295	264	241
Transport	859	844	879	934	960	1.007	1.031	1.042	1.067	1.073	1.085
Résidentiel et tertiaire	228	197	182	191	184	197	190	183	164	153	148
Ensemble	**1.699**	**1.662**	**1.612**	**1.765**	**1.744**	**1.826**	**1.893**	**1.847**	**1.766**	**1.739**	**1.674**

(1) Non compris les émissions à caractère agricole : engrais, lisiers. — (2) Y compris raffineries.

TABLEAU A.03-13

Qualité des eaux superficielles

[répartition par classe de qualité en % des points de mesure] (1)

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions)
État de l'environnement 1985

Unité : %

Qualité	1971	1973	1975	1977	1979	1981	1982	1983
Du point de vue des matières oxydables								
1A Eaux exemptes de pollution	7	3	2	5	7	17	4	25
1B Qualité légèrement moindre	18	20	27	21	25	44	21	30
2 Qualité passable	45	51	50	45	48	28	49	28
3 Qualité médiocre	24	20	14	20	16	8	21	10
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	6	6	7	9	4	3	5	7
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Du point de vue de la minéralisation et des toxiques								
1A Eaux exemptes de pollution	7	5	2	2	4	7	6	14
1B Qualité légèrement moindre	9	8	8	7	9	11	30	18
2 Qualité passable	29	26	24	11	25	33	14	27
3 Qualité médiocre	32	24	33	50	55	48	46	34
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	23	37	33	30	7	1	4	7
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) En raison de l'augmentation des points de surveillance permanents particulièrement en 1982, l'évolution chronologique ne doit pas être déduite de ce tableau.

TABLEAU A.03-14

Prélèvements d'eau souterraine (1) et d'eau de surface soumis à redevance en 1975 et 1982

Source : Agences financières de bassin

Unité : Million de m³

Bassin hydrographique	1975	1982
Adour-Garonne	2.335	(2) 3.300
Artois-Picardie	910	770
Loire-Bretagne	3.926	●
Rhin-Meuse	4.180	6.565
Rhône-Méditerranée-Corse	2.488	11.440
Seine-Normandie	6.759	6.057

(1) Les volumes d'eau de source captée sont comptés avec les prélèvements d'eau souterraine. — (2) Estimation.

TABLEAU A.03-15

Barrages de plus de 100 millions de mètres cubes de capacité totale de réserve

Au 1er septembre 1984

Sources : Électricité de France
Ministère de l'Environnement

Nom des barrages	Capacité totale (millions de m³)	Année d'achèvement
Sarrans (Aveyron)	296	1933
Le Sautet (Isère)	107,7	1935
Saint-Étienne-Cantalès (Cantal)	133,5	1945
L'Aigle (Cantal)	230	1946
Castillon (Alpes-de-Haute-Provence)	149	1948
Le Chastang (Corrèze)	180	1951
Parreloup (Corrèze)	169	1951
Vassivières (Creuse et Haute-Vienne)	107	1951
Bort-les-Orgues (Corrèze)	477	1952
Tignes (Haute-Savoie)	235	1953
Grandval (Cantal)	232	1960
Serre-Ponçon (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence)	1.270	1960
Monteynard (Isère)	270	1962
Roselend (Savoie)	188	1962
La Rance (Ille-et-Vilaine)	184	1966
Seine	205	1966
Mont-Cenis (Savoie)	322,5	1968
Vouglans (Jura)	605	1968
Salagou (Hérault)	125	1972
Du Der de Chantecoq (Haute-Marne)	350	1974
Sainte-Croix (Alpes-de-Haute-Provence)	167	1974
Naussac (Haute-Loire)	128	1981
Orédon (Hautes-Pyrénées)	127	1982
Villerest (Loire)	238	1982
Total	**7.382,7**	
Barrage en cours de réalisation		
Aube	175	

TABLEAU A.03-16

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1985

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : kilo équitox/jour

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Pollution nette (1) rejetée par les industries :									
— matières en suspension	2.754	2.525	2.637	2.577	2.481	2.424	2.397	2.190	2.128
— matières oxydables	3.621	3.409	3.278	3.215	3.068	2.847	2.774	2.558	2.515
— matières toxiques	●	86.016	85.443	71.561	70.987	65.567	56.185	50.332	51.969
Pollution retirée par les industries :									
— matières en suspension	2.890	3.796	4.762	6.982	6.065	8.498	8.797	9.231	12.774
— matières oxydables	1.038	1.196	1.418	1.739	1.905	2.523	2.719	2.677	3.042
— matières toxiques	27.248	33.624	37.071	51.031	56.365	69.783	76.651	76.343	72.276

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.03-17

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981	1982
Industrie chimique	31,8	32,2	32,3	29,8	22,8	21,7	19,5	17,9	47,7	47,8	51,5	54,7
Industrie agro-alimentaire	19,8	20,1	21,0	22,1	37,2	38,9	42,7	45,1	0,1	—	0,4	0,4
Industries des métaux	15,9	15,6	15,0	14,9	9,9	10,0	9,8	9,6	42,8	41,6	38,1	36,0
Bois, papiers, cartons	10,6	10,0	8,6	10,3	14,3	13,3	12,1	12,6	1,4	1,7	2,0	1,4
Industries textiles	5,5	5,8	5,5	4,4	8,4	8,9	8,7	7,7	4,0	4,2	4,5	4,8
Commerces et services	5,5	5,5	5,9	6,2	3,1	3,1	3,4	3,5	—	—	—	—
Industries extractives	3,8	4,0	3,8	4,9	0,9	0,9	0,8	0,8	1,3	1,6	0,7	0,6
Cuirs et peaux	1,3	1,2	1,4		1,3	1,3	1,5		1,1	1,3	1,4	
Production d'énergie	1,0	1,1	1,1		1,5	1,3	0,9		0,9	1,0	0,7	
Industries minérales	1,6	1,8	1,9	7,4	0,3	0,3	0,3	2,8	0,6	0,8	0,7	2,1
Indéterminés + divers. Imprimerie, plastiques, tabacs	3,2	2,7	3,5		0,3	0,3	0,3		0,1	—	—	
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.03-18

Pollution et capacités de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement (Statistiques des agences financières de bassin); État de l'environnement 1985

Unité : Million d'équivalents/habitants

	1973	1976	1978	1979	1980	1981	1982
Pollution brute	●	●	64,9	64,3	65,3	66,9	67,3
Pollution nette	●	●	43,8	41,0	40,5	41,0	41,8
Pollution éliminée	11,2	20,3	21,1	23,3	24,8	25,9	25,5
Capacité de traitement	21,4	37,3	44,7	46,6	48,5	51,9	53,5

TABLEAU A.03-19

Micropolluants dans les eaux littorales

Moyennes des mesures supérieures au seuil

Sources : Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin
État de l'environnement 1985

Unités : Hydrocarbures : microgramme/litre et milligramme/litre
Diphényls polychlorés : nanogramme/litre
Mercure et cadmium : microgramme/litre

	Hydrocarbures (1)			Diphényls polychlorés			Mercure			Cadmium		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
Dunkerque		*Seuil : 0,05 mg/l*				*Seuil : 10*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,10*
Côte	0,07	—	—	●	●	24	0,12	0,06	0,05	0,12	0,11	0,12
Large	0,06	—	—	●	●	16	—	—	0,05	—	0,15	0,10
Baie de Seine		*Seuil : 0,02 mg/l*				*Seuil : 20*			*Seuil : 0,02*			*Seuil : 0,10*
Côte	0,04	0,09	0,14	25	50	40	0,08	0,09	0,06	0,33	0,31	0,39
Large	—	0,03	0,22	26	20	—	0,03	0,05	0,25	0,15	0,20	0,14
Rade de Brest		*Seuil : 0,02 mg/l*				*Seuil : 2*			*Seuil : 0,01*			*Seuil : 0,02*
Côte	0,07	0,57	—	2	6	3	0,02	0,04	0,02	0,30	0,61	0,13
Large	—	—	—	2	—	3	0,02	—	0,03	0,26	—	0,21
Golfe du Morbihan		*Seuil : 0,05 µg/l*				*Seuil : 8*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,01*
Côte	—	—	0,25	15	20	16	0,24	0,21	—	0,24	0,26	—
Large	—	—	0,73	23	18	14	0,31	0,16	0,16	0,18	0,12	0,23
Estuaire de la Loire		*Seuil : 0,05 µg/l*				*Seuil : 8*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,01*
Côte	0,20	1,22	1,09	23	26	19	0,23	0,17	0,13	0,83	0,93	1,24
Large	0,10	0,55	0,12	15	17	—	0,12	0,14	0,13	0,42	0,11	0,70
Estuaire de la Gironde			*Seuil* (2)			*Seuil : 30*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,10*
Côte	●	●	●	80	40	55	0,17	0,08	0,06	1,03	0,56	0,37
Large	●	●	●	—	40	—	0,11	0,05	0,05	0,75	0,60	0,14
Golfe de Fos		*Seuil : 0,05 mg/l*				*Seuil : 50*			*Seuil : 0,05*			*Seuil : 0,20*
Côte	0,24	0,16	0,10	101	70	81	0,21	0,11	0,07	0,80	—	—
Large	0,11	0,16	0,08	145	66	74	0,18	0,13	0,09	—	—	—
Villefranche-sur-Mer		*Seuil : 0,02 µg/l*				*Seuil : 10*			*Seuil : 0,01*			*Seuil : 0,05*
Côte	0,66	1,51	1,97	4	—	—	0,02	0,01	—	0,02	0,02	—
Large	0,66	0,43	7,00	—	—	—	—	—	—	0,01	0,02	—

(1) Hydrocarbures aromatiques en microgrammes par litre (µg/l) pour : golfe du Morbihan, estuaire de la Loire; hydrocarbures totaux (infra-rouge) en milligrammes par litre (mg/l) pour : Dunkerque, baie de Seine, rade de Brest, golfe de Fos. — (2) Seuil de détection insuffisant.

TABLEAU A.03-20

Qualité des eaux de baignade en mer (2)

Sources : Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale et cellules de lutte contre les pollutions marines
Ministère de l'Environnement

Année	Nombre de points de mesure	Catégories (1) A		AB		B		C		CD		D	
		Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%
1976	750	288	38,4	92	12,3	192	25,6	127	16,9	15	2,0	36	4,8
1977	860	193	22,4	190	22,1	191	22,2	172	20,0	63	7,3	51	5,9
1978	1075	95	8,8	320	29,8	267	24,8	244	22,7	84	7,8	65	6,0
1979	1186	189	15,9	357	30,1	296	25,0	245	20,7	43	3,6	56	4,7
1980	1316	279	21,2	334	25,4	295	22,4	298	22,6	45	3,4	65	4,9
1981	1381	327	23,7	316	22,9	376	27,2	293	21,2	16	1,2	53	3,8
1982	1654	408	24,7	508	30,7	329	19,9	328	19,8	25	1,5	56	3,4

(1) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité. — (2) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années.

TABLEAU A.03-21

Pollution brute et nette des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1985

Unité : Millier d'équivalents/habitants

Année	Hiver			Été		
	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée [en %] (3)	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée [en %] (3)
1979	5.968	3.576	40	10.100	7.092	36
1980	6.852	2.946	57	12.375	6.311	49
1981	6.427	3.653	43	12.542	7.944	37
1982	6.660	3.611	46	12.914	7.805	40

(1) Pollution rejetée par une population équivalente avant toute épuration. — (2) Pollution rejetée par une population équivalente après épuration. — (3) Part de la pollution effectivement retirée par les stations d'épuration avant rejet.

TABLEAU A.03-22

Capacité d'épuration des communes littorales et nombre d'habitants raccordés

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1984

Unité : Million d'équivalents/habitants

	1978 (1er juin)	1979 (1er juin)	1980 (1er janvier)	1981 (1er janvier)	1982 (1er janvier)	1983 (1er janvier)
Capacité d'épuration	6,09	7,01	7,54	8,09	8,85	9,45
Habitants raccordés (été)	3,95	4,35	4,88	5,26	5,75	6,28
Taux de raccordement (%)	39,0	39,7	44,4	45,6	45,8	48,6
Habitants raccordés (hiver)	2,79	2,87	2,99	3,04	3,42	3,74
Taux de raccordement (%)	46,1	47,6	50,1	50,5	53,2	56,2

TABLEAU A.03-23

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1985

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : million d'équitox/jour

	Matières en suspension	Matières oxydables	Matières toxiques
1979	259,3	201,6	9,5
1980	256,2	210,8	7,5
1981	352,8	250,9	11,2
1982	313,1	234,0	12,3

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

TABLEAU A.03-24

Part de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères

Source : Ministère de l'Environnement
État de l'environnement 1985

Unité : %

Taux de population desservie	1975	1980	1981	1982	1983	1984
Par un système de collecte	80	95	95	98	98	98
Par un système de traitement	35	69	80	82	87	87

TABLEAU A.03-25

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1985

Unités : Capacité : tonne/jour
Population : millier d'habitants

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie			Part de la population desservie (%)		
	1975	1982	1975	1982	1975	1982	1984	1975	1982	1984
Incinération sans récupération d'énergie.....	126	184	5.796	7.337	6.247	6.905	7.105	12	13	13
Incinération avec récupération d'énergie.....	20	34	8.149	11.337	9.381	11.695	*r* 12.635	18	22	24
Compostage	86	94	4.154	4.671	4.585	4.260	4.760	9	8	9
Broyage.....	52	139	1.629	4.735	1.565	4.785	5.145	3	9	10
Décharges contrôlées	10	264	5.938	17.634	5.273	15.950	16.480	8	30	31
Total	**294**	**715**	**25.666**	**45.714**	**27.051**	**43.595**	**46.125**	**50**	**82**	**87**

TABLEAU A.03-26

Capacité des installations de traitement des déchets industriels spéciaux

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la prévention des pollutions).
État de l'environnement 1985

Unité : Millier de tonnes/an

Centres de traitement	Nombre de centres			Capacité		
	1980	1983	1984	1980	1983	1984
Centres collectifs polyvalents :						
— incinération	15	18	21	309	380	380
— traitements physico-chimiques.....				173	220	240
Centres collectifs spécialisés :						
— huiles solubles.....	7	10	10	70	80	100

TABLEAU A.03-27

Quelques données sur la récupération

Situation en 1984

Sources : Ministère de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions. — Service des déchets).
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). État de l'environnement 1985

Matières	Quantités récupérées par le négoce (millier de tonnes)	Quantités réutilisées en France (millier de tonnes)		Taux d'utilisation %
Ferrailles (y compris vieilles fontes)	7.750	8.300	.....	38,12
		dont :		
		3.500	ferrailles achetées au négoce	
		3.000	chutes propres	
		1.200	fontes achetées	
		600	autres déchets de fonte	
Métaux non ferreux :				
Aluminium	290	200	.....	35
Plomb	160	150	.....	50
Cuivre (1) en poids brut	216	207		
Zinc (1)	56	100		
Papiers cartons	2.200	2.000	.....	39
Verre	530	498	à l'état de calcin.....	15
dont : Verre ménager	380	(2)		
Plastiques.....	74	17		●
Textiles.....	90	●		●

(1) Chiffre 1982. — (2) 100 millions de bouteilles réemployées.

TABLEAU A.03-28

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement en 1982

Source : Ministère de l'Environnement
Données économiques de l'environnement 1985

Unité : Million de francs au prix de 1982

Programmes	Investissement	Fonctionnement	Total	Administration publique	Industries	Ménages
Eau (assainissement et épuration)	8.510	9.550	18.060	13.070	3.920	1.070
Air	1.370	1.730	3.100	—	3.100	(1)
Bruit	1.740	—	1.740	400	610	730
Déchets	1.260	8.290	9.550	6.040	2.740	770
Patrimoine écologique	230	170	400	400	—	—
Cadre de vie	3.500	5.440	8.940	4.580	(2)	4.360
Total	**16.610**	**25.180**	**41.790**	**24.490**	**10.370**	**6.930**

(1) L'abaissement de la teneur en soufre du fuel domestique et du gas oil entraîne un surcoût pour les ménages de plusieurs centaines de millions de francs, non comptabilisé ici. — (2) Les dépenses des industries dans le domaine du Cadre de Vie (espaces verts; écrans végétaux, ...), difficilement chiffrables, ne sont pas comptabilisées ici.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'Environnement

- Direction de la prévention des pollutions. Mission des études économiques, de la statistique et du plan, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : (1) 47 58 12 12.
- Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (même adresse).
- Direction de la protection de la nature (même adresse).
- Service de l'information (même adresse).
- Conseil supérieur de la pêche, 10, rue Péclet, 75015 Paris.
- Office national de la chasse, 85, *bis,* rue de Wagram, 75017 Paris.

Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports

- Service technique de l'Urbanisme, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris.

Muséum national d'histoire naturelle

Secrétariat de la faune et de la flore, 57, rue Cuvier, 75321 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 43 36 54 32.

Principales publications

- *L'État de l'environnement,* rapports annuels (1980, 1981, 1982, 1983, 1984 et 1985) et *Données économiques de l'environnement,* 1980, 1981, 1982, 1983, 1984 et 1985. Ministère de l'Environnement, Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement. Mission des études économiques, des statistiques et du plan.
- *Dossier statistique de l'environnement 1982,* Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études, des statistiques et du plan.
- *Processor* (Procédures et institutions d'aménagement et d'urbanisme), ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, DUP, service technique de l'urbanisme (1979).
- *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (RISU, publication annuelle), ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports DUP.
- *Annuaire de la qualité des eaux* (publication annuelle) et *inventaire du degré de pollution des eaux superficielles 1976* (1981 à paraître), Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'eau.
- *Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979 et résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales.* Ministère de l'Environnement, CNEXO.
- *Bilan 75-82 de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets. Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service des déchets.*
- *Composantes industrielles de la pollution des eaux.* Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'environnement industriel.

LE GUIDE ECONOMIQUE ET SOCIAL

80 domaines traités
qui résument la vie économique,
démographique et sociale
de la France.
Une présentation claire,
des utilisations
multiples font des **TEF 85**
un ouvrage de recherche
et de référence nécessaire à la
culture générale de chacun.

Prix : 34 F

En vente dans les observatoires
économiques régionaux de l'INSEE
(adresses en fin de publication) et
chez les libraires spécialisés

insee Institut National de la Statistique
et des Études Économiques

P 725

bon de commande

à retourner à l'observatoire économique de votre région

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) des **TEF 85**

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Ci-joint en règlement la somme de _____ F

☐ Mandat ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal à l'ordre de l'INSEE.

B

Données de démographie

LE GUIDE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

80 domaines traités
qui résument la vie économique,
démographique et sociale
de la France.
Une présentation claire,
des utilisations
multiples font des TEF 85
un ouvrage de recherche
et de référence nécessaire à la
culture générale de chacun.

Prix : 34 F

En vente dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE
(adresses en fin de publication) et
chez les libraires spécialisés.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Bon de commande

à l'observatoire économique de votre région

Veuillez m'adresser ... exemplaire(s) des TEF 85

Ci-joint la somme de ... F

☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal à l'ordre de l'INSEE.

Nom ... Prénom ...

Adresse ...

Code postal ... Ville ...

Chapitre B.01

État de la population

1. Recensements

2. Évaluations annuelles

3. Population des États de la Communauté économique européenne

4. Ménages - Familles

5. Départements et territoires d'outre-mer

1. Recensements

Les principales statistiques concernant l'état de la population (répartition géographique et structure démographique) sont fournies par les *recensements généraux de la population* (1).

Le dernier recensement de population effectué est celui du 4 mars 1982 dans la métropole et du 9 mars 1982 dans les départements d'outre-mer (DOM).

Les résultats officiels de ce dénombrement, fixant la *population légale* (2) des communes, cantons, arrondissements, départements et régions ont été authentifiés par décret et publiés en une série de fascicules (bleus) :

— population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes (un volume, 101 fascicules départementaux);
— tableaux statistiques de population légale (métropole), communes de plus de 2.000 habitants.

Les résultats de la comparaison des dénombrements de 1968, 1975 et 1982, combinés aux statistiques de naissances et de décès, font l'objet d'une deuxième série de fascicules départementaux (fasc. orange) intitulée :

— population légale et statistiques communales (métropole) complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975) : 22 fascicules régionaux, 96 fascicules départementaux;
— villes et agglomérations urbaines;
— zones de peuplement industriel ou urbain.

La description des caractéristiques de la population (sexe, âge, activité professionnelle, etc.) et des logements qu'elle occupe provient de l'exploitation des réponses fournies par les habitants. Cette exploitation statistique a commencé par le *dépouillement d'un échantillon au 1/20* (un questionnaire sur vingt a été tiré puis traité). La documentation ainsi rassemblée a donné lieu à la publication de volumes spécialisés par thème (volumes bordeaux). Les principales statistiques sur l'état de la population de la France ont été publiées dans le volume « Structure de la population totale ».

Certaines statistiques démographiques, notamment celles relatives à des sous-populations (étrangers, cf. tableaux 3 et 4; répartition par catégorie socio-professionnelle, cf. tableau 5; répartition par département, cf. tableau 6 de l'édition 1984) ne sont disponibles qu'au moment des recensements. Cependant, pour certaines données importantes, et lorsque cela est possible, on procède entre les recensements à des évaluations périodiques, de façon à mettre à jour les résultats du dernier recensement; c'est le cas, en particulier, de la population totale du pays et de sa répartition par sexe, âge et état matrimonial, ainsi que de sa répartition géographique. Dès que sont connus les résultats du recensement suivant, on procède à certaines réévaluations (voir § 212 ci-après).

---

1. Les résultats annotés des recensements de 1851 à 1962 sur la population par sexe, âge et état matrimonial de la France (territoire du moment) ont été publiés dans le volume *Études et documents démographiques,* n° 10 (INSEE, Paris 1968).
2. *Population légale.* La *population légale* de la France comprend toutes les personnes (françaises et étrangères) *résidant habituellement* en France métropolitaine au moment du recensement, y compris les militaires français de carrière ou du contingent stationnés hors métropole ayant une résidence personnelle en France.

2. Évaluations annuelles

21. Résultats d'ensemble

211. Évaluation de la population totale au 4 mars et 1er janvier 1982

La population recensée le 4 mars 1982 (population légale) dans les 95 départements métropolitains était de 54.334.871 habitants, y compris les militaires (de carrière ou du contingent) stationnés hors métropole qui avaient une résidence personnelle en France. A cette population, il convient d'ajouter 40.000 militaires stationnés hors métropole qui, n'ayant pas de résidence personnelle en France, n'ont pu être rattachés à aucun département. D'autre part, diverses corrections doivent être apportées pour tenir compte de certaines imperfections du recensement.

Le bilan de ces corrections fait retenir pour la population totale de la France métropolitaine au 4 mars 1982 le chiffre de 54.375.000 habitants.

La population totale au 1er janvier 1982 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 4 mars et par ajout d'un solde estimé des migrations extérieures.

Elle s'établit à 54.335.000 habitants.

212. Réévaluation de la population totale au 1er janvier des années 1975 à 1982.

Le tableau 1 ci-après révise les chiffres de population au 1er janvier de chacune des années 1975 à 1982 et les bilans démographiques annuels. Ces chiffres révisés appellent les commentaires suivants :

— le mouvement naturel n'a évidemment pas lieu d'être révisé. C'est seulement le solde des migrations extérieures qui est affecté par la révision;
— l'évaluation au 1er janvier 1975 n'a pas été modifiée.

La répartition détaillée par sexe et âge des populations révisées au 1er janvier des années 1975 à 1982 figure dans le tableau 3A.

22. Évaluation par sexe, âge et état matrimonial

Le sondage au 1/20 du recensement de 1982 a fourni une répartition de la population par sexe, âge et état matrimonial (cf. édition 1984, tableau 1) qu'il a fallu corriger pour prendre en compte d'une part, les diverses rectifications affectant l'effectif global de la population (voir § 211), d'autre part, certaines imperfections propres à l'âge et à l'état matrimonial déclarés. A partir de cette répartition, on évalue l'état à chaque 1er janvier au moyen des éléments suivants :

— statistiques des naissances, décès, mariages provenant du dépouillement des bulletins d'état civil;
— statistiques des divorces provenant du dépouillement du Répertoire général civil;
— estimation par sexe, âge et état matrimonial des migrations extérieures.

L'évaluation de la population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1983 ainsi élaborée est présentée dans le tableau 3B.

3. Population des États de la Communauté économique européenne

Le tableau 4 reproduit une évaluation de la population totale des dix états de la Communauté économique européenne par sexe et âge calculée par les instituts de statistiques nationaux et publiée par l'Office statistique des communautés européennes (statistiques démographiques, 1985, EUROSTAT, Luxembourg).

Les définitions et les bases d'évaluation de la population ne sont pas strictement comparables d'État à État; le lecteur est invité à consulter cet ouvrage pour une utilisation pertinente de ce tableau.

4. Ménages — Familles

41. Définitions

· *Ménages ordinaires*

Un *ménage ordinaire* est constitué par l'ensemble des occupants d'un logement d'habitation utilisé comme résidence principale, quel qu'en soit le nombre et quels que soient les liens qui les unissent (une personne vivant seule constitue un ménage d'une seule personne). Les membres du ménage qui séjournent à l'époque du recensement dans un établissement de *population comptée à part* et qui y ont été recensés (militaires du contingent, élèves internes, personnes en traitement dans un sanatorium, ouvriers logés dans un baraquement de chantier temporaire) font également partie du ménage : en effet, les bulletins de recensement recueillis dans les établissements de population comptée à part où séjournent de telles personnes ont été « réintégrés » dans la feuille de logement du ménage.

· *Familles*

L'analyse de la composition des ménages a été réalisée en tenant compte de la présence éventuelle de familles à l'intérieur du ménage.

La famille est un groupe comprenant au moins deux personnes et constitué soit d'un couple et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale). Dans cette définition, le terme d'« enfant » s'applique à des enfants célibataires, âgés de moins de 25 ans, n'ayant pas eux-mêmes de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les *isolés* du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle *famille principale* la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

· *Personne de référence du ménage*

Jusqu'au recensement de 1975, le *chef de ménage* était la personne qui s'était déclarée comme telle à l'agent recenseur; en 1982, on a défini une *personne de référence* qui est déterminée à partir de la structure familiale du ménage de la façon suivante (3) :

— s'il n'y a *aucune famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage la plus âgée des personnes actives du ménage ou, s'il n'y a aucun actif dans le ménage, la personne la plus âgée du ménage;

— s'il y a *une famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage l'homme (l'adulte de sexe masculin) dans le cas d'un couple, ou la personne adulte sans conjoint dans le cas d'une famille monoparentale;

— s'il y a dans le ménage *deux familles,* trois cas sont possibles :

a. Dans le cas où il y a *deux familles* monoparentales, on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux adultes sans conjoint de ces familles :
· l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
· le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs;

b. Dans le cas où il y a *une famille* monoparentale et *un couple,* on retient comme personne de référence du ménage l'homme du couple;

c. Dans le cas où il y a *deux couples,* on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux hommes de ces couples :
· l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
· le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs.

42. Évaluation annuelle du nombre de ménages

En dehors des années de recensement, on évalue le nombre de ménages ordinaires à chaque 1er janvier en appliquant à la population totale — classée par sexe, âge et état matrimonial — le taux de ménage correspondant (rapport nombre de personnes de référence/population). Le tableau 5 reproduit l'évolution du nombre de ménages ordinaires ainsi évalué de 1946 à 1985. Les taux de ménage retenus sont fonction de la période considérée :

— sur une période intercensitaire écoulée, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe, âge et état matrimonial sont interpolés entre les taux correspondants déduits des recensements encadrants [périodes 1946-1954, 1954-1962, 1962-1968 et 1968-1975] (4);

— pour les années postérieures au recensement de 1975 (1976 à 1984), ils résultent de l'extrapolation de ceux connus dans le passé.

5. Départements et territoires d'outre-mer

Les trois derniers recensements effectués dans les départements d'outre-mer ont eu lieu en octobre 1967, octobre 1974 et mars 1982. Les définitions retenus alors pour la population totale municipale et comptée à part des communes ont été celles retenues pour la population des communes de France métropolitaine lors des trois derniers recensements.

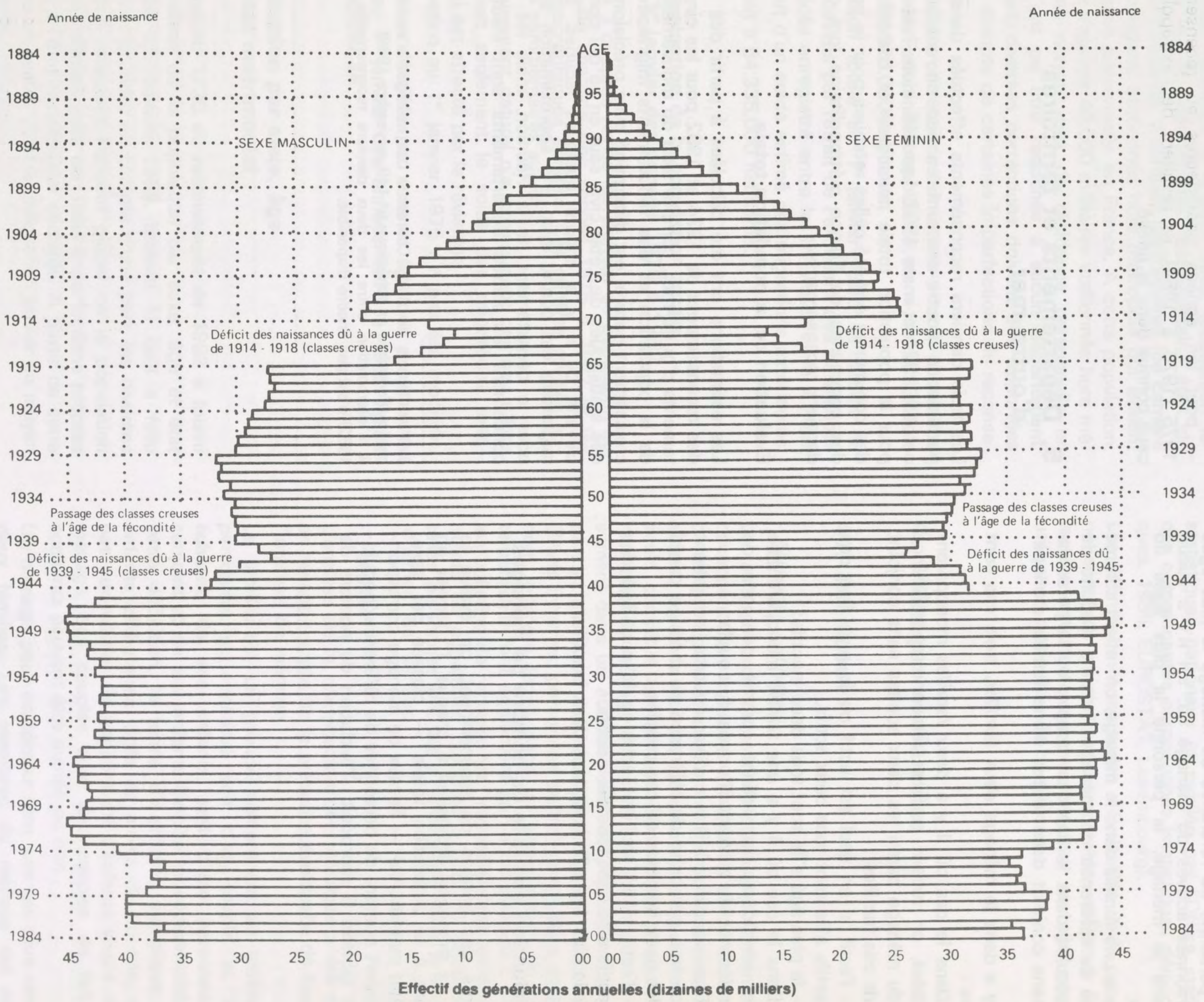
Évaluation de la population totale

Les estimations ont été calculées à partir des résultats des recensements de 1974 et 1982 pour les cinq départements d'outre-mer, compte tenu du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires. L'accroissement naturel est déterminé avec précision à partir des statistiques de l'état civil, sauf en ce qui concerne la Guyane où il y a encore quelques lacunes. Le solde migratoire est connu avec une approximation suffisante pour le département de la Réunion, mais les données concernant les autres départements sont insuffisantes.

---

3. Voir l'article de J. P. Courson « Les ménages n'auront plus de chef » (*Économie et statistique* n° 149, novembre 1982).
4. L'interpolation entre les deux derniers recensements (1975 et 1982) n'est pas encore disponible.

Pyramide des âges de la population au 1er janvier 1985 (évaluation provisoire)



Source : INSEE

TABLEAU B.01-1

Évaluations annuelles de la population totale

(*Évaluations fondées sur les recensements de 1968, 1975 et 1982*)

Source : INSEE — *Unité :* Nombre

Année	Population au 1er janvier	Mouvement naturel			Solde des mouvements migratoires	Variation totale	Population moyenne (*a*)
		Naissances	Décès	Excédent naturel			
1968	49.723.072	832.847	550.492	+ 282.355	+ 102.308	+ 384.663	49.915.404
1969	50.107.735	839.511	570.601	+ 268.910	+ 151.574	+ 420.484	50.317.977
1970	50.528.219	847.783	539.679	+ 308.104	+ 179.911	+ 488.015	50.772.227
1971	51.016.234	878.647	551.514	+ 327.133	+ 142.586	+ 469.719	51.251.094
1972	51.485.953	875.093	547.487	+ 327.606	+ 102.314	+ 429.920	51.700.913
1973	51.915.873	854.880	556.476	+ 298.404	+ 106.448	+ 404.852	52.118.299
1974	52.320.725	799.217	550.550	+ 248.667	+ 30.608	+ 279.275	52.460.363
1975	52.600.000	745.065	560.353	+ 184.712	+ 13.626	+ 198.338	52.699.169
1976	52.798.338	720.395	557.114	+ 163.281	+ 57.386	+ 220.667	52.908.672
1977	53.019.005	744.744	536.221	+ 208.523	+ 44.038	+ 252.561	53.145.286
1978	53.271.566	737.062	546.916	+ 190.146	+ 19.361	+ 209.507	53.376.320
1979	53.481.073	757.354	541.805	+ 215.549	+ 34.765	+ 250.314	53.606.230
1980	53.731.387	800.376	547.107	+ 253.269	+ 43.974	+ 297.243	53.880.009
1981	54.028.630	805.483	554.823	+ 250.660	+ 55.710	+ 306.370	54.181.815
1982	54.335.000	797.223	543.104	+ 254.119	+ 36.610	+ 290.729	54.480.365
1983	54.625.729	748.525	559.657	+ 188.868	+ 16.200	+ 205.068	54.728.263
1984	54.830.797	...	...	...	...	...	...

(*a*) Moyenne des populations aux deux 1er janvier consécutifs.

TABLEAU B.01-2

Population par groupe d'âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)						Proportions pour 100				
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	*dont* Moins de 15 ans	*dont* 60 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	*dont* Moins de 15 ans	*dont* 60 ans ou plus
1901 (1)	38.486	13.168	22.064	3.254	9.889	4.906	34,2	57,3	8,5	25,7	12,7
1931	41.257	12.398	24.915	3.944	9.340	5.871	30,0	60,4	9,6	22,6	14,2
1936	41.194	12.336	24.728	4.130	10.067	6.144	30,0	60,0	10,0	24,4	14,9
1946	40.125	11.838	23.847	4.440	8.592	6.438	29,5	59,4	11,1	21,4	16,0
1954	42.885	13.165	24.792	4.928	10.251	6.963	30,7	57,8	11,5	23,9	16,2
1962	46.422	15.382	25.571	5.469	12.238	7.932	33,1	55,1	11,8	26,4	17,1
1968	49.723	16.789	26.680	6.254	12.524	8.877	33,8	53,6	12,6	25,2	17,9
1975	52.600	16.888	28.663	7.049	12.656	9.672	32,1	54,5	13,4	24,1	18,4
1976	52.798	16.809	28.838	7.151	12.568	9.584	31,8	54,7	13,5	23,8	18,2
1977	53.019	16.704	29.087	7.228	12.441	9.424	31,5	54,9	13,6	23,5	17,8
1978	53.272	16.613	29.313	7.346	12.346	9.300	31,2	55,0	13,8	23,2	17,5
1979	53.481	16.511	29.524	7.446	12.209	9.204	30,9	55,2	13,9	22,8	17,2
1980	53.731	16.419	29.771	7.541	12.088	9.158	30,6	55,4	14,0	22,5	17,0
1981	54.029	16.380	30.183	7.466	12.024	9.350	30,3	55,9	13,8	22,3	17,3
1982	54.335	16.327	30.692	7.316	11.966	9.521	30,0	56,5	13,5	22,0	17,5
1983	54.626	16.278	31.151	7.197	11.924	9.681	29,8	57,0	13,2	21,8	17,7
1984 (*p*)	54.831	16.147	31.586	7.098	11.832	9.822	29,4	57,7	12,9	21,6	17,9

(1) 87 départements. — (*p*) Évaluation provisoire.

TABLEAU B.01-3 A

Population totale par sexe et âge au 1er janvier : évaluations 1975 à 1982

(Réévaluation fondée sur les résultats des recensements de 1975 et de 1982)

Source : INSEE

Age en années révolues	1er janvier 1975			1er janvier 1976			1er janvier 1977			1er janvier 1978		
	Les deux Sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
0	781.166	400.273	380.893	721.204	368.844	352.360	698.167	357.358	340.809	722.557	370.284	352.273
1	833.251	426.702	406.549	769.858	394.268	375.590	716.456	366.192	350.264	693.192	354.605	338.587
2	855.221	437.871	417.350	834.362	427.384	406.978	777.306	398.202	379.104	723.519	369.954	353.565
3	863.831	441.549	422.282	858.102	439.293	418.809	838.691	429.611	409.080	781.488	400.347	381.141
4	836.815	428.356	408.459	866.091	442.417	423.674	862.819	441.504	421.315	842.825	431.448	411.377
0-4	4.170.284	2.134.751	2.035.533	4.049.617	2.072.206	1.977.411	3.893.439	1.992.867	1.900.572	3.763.581	1.926.638	1.836.943
5	831.974	424.875	407.099	841.177	430.267	410.910	869.756	444.206	425.550	866.237	443.119	423.118
6	831.710	424.158	407.552	835.930	426.519	409.411	844.244	431.859	412.385	872.526	445.615	426.911
7	825.397	422.070	403.327	831.310	424.219	407.091	838.412	428.092	410.320	846.428	433.169	413.259
8	845.664	432.476	413.188	835.706	427.889	407.817	833.462	425.850	407.612	840.012	429.435	410.577
9	855.418	438.175	417.243	856.664	438.879	417.785	837.511	429.427	408.084	834.781	427.248	407.533
5-9	4.190.163	2.141.754	2.048.409	4.200.787	2.147.773	2.053.014	4.223.385	2.159.434	2.063.951	4.259.984	2.178.586	2.081.398
10	875.217	447.534	427.683	861.272	442.599	418.673	858.323	440.254	418.069	838.671	430.679	407.992
11	868.470	443.100	425.370	877.023	449.305	427.718	863.155	443.885	419.270	859.789	441.351	418.438
12	846.239	431.734	414.505	871.331	444.556	426.775	879.313	450.479	428.834	865.247	444.927	420.320
13	857.107	437.592	419.515	845.772	431.147	414.625	874.154	445.730	428.424	881.949	451.432	430.517
14	848.220	432.977	415.243	861.995	439.083	422.912	848.780	432.234	416.546	876.876	446.578	430.298
10-14	4.295.253	2.192.937	2.102.316	4.317.393	2.206.690	2.110.703	4.323.725	2.212.582	2.111.143	4.322.532	2.214.967	2.107.565
15	856.985	437.615	419.370	847.759	432.239	415.520	864.238	439.658	424.580	850.995	432.874	418.121
16	843.117	429.480	413.637	859.110	438.571	420.539	849.122	432.358	416.764	865.525	439.933	425.592
17	847.696	431.461	416.235	843.084	430.281	412.803	859.751	438.526	421.225	849.735	432.381	417.354
18	843.538	428.990	414.548	848.116	431.736	416.380	842.646	429.474	413.172	858.912	437.417	421.495
19	841.029	426.247	414.782	843.345	428.043	415.302	847.281	430.111	417.170	841.470	427.612	413.858
15-19	4.232.365	2.153.793	2.078.572	4.241.414	2.160.870	2.080.544	4.263.038	2.170.127	2.092.911	4.266.637	2.170.217	2.096.420
20	844.492	428.775	415.717	843.468	425.929	417.539	842.595	426.015	416.580	846.277	427.990	418.287
21	832.655	422.219	410.436	845.335	427.980	417.355	842.858	423.899	418.959	841.690	423.998	417.692
22	854.678	434.346	420.332	834.500	422.793	411.707	844.828	426.413	418.415	841.750	422.207	419.543
23	846.159	431.195	414.964	848.489	431.204	417.285	834.188	421.960	412.228	843.809	425.338	418.471
24	882.180	451.035	431.145	845.851	432.101	413.750	849.127	431.458	417.669	834.285	422.075	412.210
20-24	4.260.164	2.167.570	2.092.594	4.217.643	2.140.007	2.077.636	4.213.596	2.129.745	2.083.851	4.207.811	2.121.608	2.086.203
25	884.093	454.541	429.552	877.899	450.036	427.863	846.794	432.547	414.247	849.757	431.801	417.956
26	892.068	460.049	432.019	884.445	454.940	429.505	879.835	450.719	429.116	848.620	433.252	415.368
27	888.293	460.576	427.717	889.289	459.197	430.092	886.782	455.238	431.544	882.109	451.078	431.031
28	847.202	439.029	408.173	885.430	458.296	427.134	891.412	459.150	432.262	888.784	455.241	433.543
29	644.743	334.593	310.150	848.262	438.910	409.352	886.948	458.095	428.853	892.907	459.084	433.823
25-29	4.156.399	2.148.788	2.007.611	4.385.325	2.261.379	2.123.946	4.391.771	2.255.749	2.136.022	4.362.177	2.230.456	2.131.721
30	640.609	333.179	307.430	650.903	337.881	313.022	848.627	438.360	410.267	887.040	457.479	429.561
31	634.894	330.926	303.968	641.988	332.749	309.239	650.718	337.141	313.577	847.793	437.249	410.544
32	594.780	311.460	283.320	634.117	329.434	304.683	641.577	331.777	309.800	649.822	335.950	313.872
33	539.037	282.224	256.813	590.420	307.714	282.706	633.573	328.182	305.391	640.663	330.400	310.263
34	569.859	297.100	272.759	538.856	280.011	258.845	589.663	306.226	283.437	632.695	326.665	306.030
30-34	2.979.179	1.554.889	1.424.290	3.056.284	1.587.789	1.468.495	3.364.158	1.741.686	1.622.472	3.658.013	1.887.743	1.770.270
35	609.668	314.469	295.199	562.681	290.863	271.818	538.059	278.695	259.364	588.743	304.798	283.945
36	610.880	314.727	296.153	609.700	312.746	296.954	562.167	289.815	272.352	537.509	277.607	259.902
37	614.716	315.686	299.030	609.224	312.352	296.872	609.133	311.753	297.380	561.581	288.807	272.774
38	628.454	322.064	306.390	615.078	314.785	300.293	608.681	311.511	297.170	608.403	310.815	297.588
39	627.414	320.148	307.266	622.452	317.995	304.457	614.298	313.831	300.467	607.767	310.540	297.227
35-39	3.091.132	1.587.094	1.504.038	3.019.135	1.548.741	1.470.394	2.932.338	1.505.605	1.426.733	2.904.003	1.492.567	1.411.436
40	652.557	332.625	319.932	625.906	318.483	307.423	621.401	316.936	304.465	613.034	312.709	300.325
41	645.885	328.234	317.651	649.891	330.152	319.739	624.311	317.099	307.212	619.960	315.716	304.244
42	674.956	342.018	332.938	642.936	325.748	317.188	647.975	328.658	319.317	622.592	315.594	306.998
43	673.994	341.070	332.924	668.998	337.984	331.014	640.695	324.100	316.595	645.801	326.974	318.827
44	689.449	349.235	340.214	673.067	339.865	333.202	666.337	336.139	330.198	638.057	322.220	315.837
40-44	3.336.841	1.693.182	1.643.659	3.260.798	1.652.232	1.608.566	3.200.719	1.622.932	1.577.787	3.139.444	1.593.213	1.546.231
45	656.675	331.099	325.576	680.681	343.877	336.804	670.022	337.735	332.287	663.305	334.046	329.259
46	663.304	333.587	329.717	654.374	329.522	324.852	677.336	341.493	335.843	666.673	335.470	331.203
47	651.625	326.336	325.289	658.947	330.417	328.530	650.874	326.996	323.878	673.687	338.833	334.854
48	655.355	326.000	329.355	647.408	323.285	324.123	655.086	327.689	327.397	647.107	324.301	322.806
49	653.747	323.630	330.117	648.664	321.346	327.318	643.225	320.315	322.910	651.006	324.737	326.269
45-49	3.280.706	1.640.652	1.640.054	3.290.074	1.648.447	1.641.627	3.296.543	1.654.228	1.642.315	3.301.778	1.657.387	1.644.391
50	634.271	310.883	323.388	647.450	318.989	328.461	644.348	318.338	326.010	638.997	317.337	321.660
51	634.141	310.821	323.320	628.543	307.040	321.503	643.079	315.907	327.172	639.875	315.166	324.709
52	636.467	310.555	325.912	630.162	307.648	322.514	624.220	303.948	320.272	638.767	312.779	325.988
53	650.280	316.426	333.854	627.729	305.478	322.251	625.479	304.234	321.245	619.878	300.831	319.047
54	664.332	324.490	339.842	647.920	313.861	334.059	622.867	301.898	320.969	620.728	300.746	319.982
50-54	3.219.491	1.573.175	1.646.316	3.181.804	1.553.016	1.628.788	3.159.993	1.544.325	1.615.668	3.158.245	1.546.859	1.611.386

Age en années révolues	1er janvier 1979			1er janvier 1980			1er janvier 1981			1er janvier 1982		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
0	715.195	366.490	348.705	735.846	377.051	358.795	778.436	398.632	379.804	780.938	400.222	380.716
1	716.932	367.243	349.689	709.823	363.553	346.270	730.441	374.084	356.357	772.858	395.575	377.283
2	699.652	358.021	341.631	723.683	370.868	352.815	716.607	367.215	349.392	737.254	377.782	359.472
3	727.123	371.819	355.304	703.564	360.055	343.509	727.633	372.952	354.681	720.592	369.312	351.280
4	785.311	402.017	383.294	731.290	373.697	357.593	707.763	361.975	345.788	731.780	374.867	356.913
0-4	3.644.213	1.865.590	1.778.623	3.604.206	1.845.224	1.758.982	3.660.880	1.874.858	1.786.022	3.743.422	1.917.758	1.825.664
5	845.479	432.612	412.867	788.494	403.444	385.050	734.550	375.224	359.326	711.072	363.510	347.562
6	868.617	444.303	424.314	847.955	433.787	414.168	791.282	404.769	386.513	737.353	376.600	360.753
7	874.228	446.664	427.564	870.755	445.539	425.216	849.943	434.885	415.058	793.531	406.014	387.517
8	847.565	434.161	413.404	875.707	447.844	427.863	872.401	446.748	425.653	851.434	435.956	415.478
9	840.614	430.439	410.175	848.464	435.235	413.229	876.733	448.940	427.793	873.566	447.902	425.664
5-9	4.276.503	2.188.179	2.088.324	4.231.375	2.165.849	2.065.526	4.124.909	2.110.566	2.014.343	3.966.956	2.029.982	1.936.974
10	835.324	428.260	407.064	841.204	431.476	409.728	849.108	436.203	412.905	877.476	449.953	427.523
11	839.560	431.624	407.936	836.232	429.301	406.931	841.901	432.400	409.501	849.879	437.078	412.801
12	861.340	442.151	419.189	841.133	432.559	408.574	837.643	430.262	407.381	843.118	433.247	409.871
13	867.581	445.687	421.894	863.736	442.961	420.775	843.378	433.457	409.921	839.677	431.144	408.533
14	884.407	452.011	432.396	870.305	446.393	423.912	866.301	443.596	422.705	845.728	434.122	411.606
10-14	4.288.212	2.199.733	2.088.479	4.252.610	2.182.690	2.069.920	4.238.331	2.175.918	2.062.413	4.255.878	2.185.544	2.070.334
15	878.713	446.951	431.762	886.481	452.371	434.110	872.445	446.775	425.670	868.297	443.930	424.367
16	852.035	433.102	418.933	879.879	447.159	432.720	887.694	452.495	435.199	873.729	446.939	426.790
17	865.710	439.925	425.785	852.534	433.351	419.183	880.394	447.327	433.067	888.336	452.680	435.656
18	848.514	431.177	417.337	864.693	439.027	425.666	851.804	432.692	419.112	879.676	446.665	433.011
19	857.023	435.177	421.846	846.845	429.134	417.711	863.261	437.288	425.973	850.710	431.283	419.427
15-19	4.301.995	2.186.332	2.115.663	4.330.432	2.201.042	2.129.390	4.355.598	2.216.577	2.139.021	4.360.748	2.221.497	2.139.251
20	839.666	425.059	414.607	855.247	432.546	422.701	845.495	426.818	418.677	862.210	435.397	426.813
21	844.614	425.628	418.986	838.115	422.642	415.473	853.823	430.046	423.777	844.729	424.877	419.852
22	839.728	421.998	417.730	842.981	423.746	419.235	836.816	420.808	416.008	852.902	428.466	424.436
23	839.711	420.813	418.898	838.022	420.836	417.186	841.695	422.763	418.932	836.082	420.096	415.986
24	842.676	424.936	417.740	838.715	420.599	418.116	837.432	420.898	416.534	841.914	423.359	418.555
20-24	4.206.395	2.118.434	2.087.961	4.213.080	2.120.369	2.092.711	4.215.261	2.121.333	2.093.928	4.237.837	2.132.195	2.105.642
25	833.933	422.000	411.933	842.372	424.981	417.391	838.538	420.823	417.715	838.011	421.734	416.277
26	850.799	432.101	418.698	835.261	422.537	412.724	843.727	425.638	418.089	840.366	421.999	418.367
27	850.422	433.430	416.992	853.109	432.591	420.518	837.813	423.226	414.587	846.646	426.782	419.864
28	883.727	450.961	432.766	852.820	433.760	419.060	855.929	433.220	422.709	841.243	424.394	416.849
29	889.963	455.057	434.906	885.696	451.327	434.369	855.404	434.498	420.906	859.279	434.593	424.686
25-29	4.308.844	2.193.549	2.115.295	4.269.258	2.165.196	2.104.062	4.231.411	2.137.405	2.094.006	4.225.545	2.129.502	2.096.043
30	892.727	458.406	434.321	890.443	454.834	435.609	886.885	451.622	435.263	857.549	435.495	422.054
31	885.636	456.150	429.486	892.059	457.608	434.451	890.493	454.531	435.962	887.922	452.090	435.832
32	845.992	435.521	410.471	884.317	454.788	429.529	891.348	456.745	434.603	890.629	454.307	436.322
33	648.243	334.246	313.997	844.425	433.830	410.595	883.044	453.345	429.699	890.902	455.998	434.904
34	639.208	328.639	310.569	647.006	332.711	314.295	843.023	432.210	410.813	882.177	452.202	429.975
30-34	3.911.806	2.012.962	1.898.844	4.158.250	2.133.771	2.024.479	4.394.793	2.248.453	2.146.340	4.409.179	2.250.092	2.159.087
35	631.526	325.131	306.395	638.280	327.395	310.885	646.088	331.535	314.553	842.217	431.185	411.032
36	587.941	303.550	284.391	631.190	324.253	306.937	638.013	326.664	311.349	645.974	331.073	314.901
37	536.762	276.461	260.301	587.576	302.652	284.924	631.069	323.588	307.481	638.228	326.399	311.829
38	560.839	287.819	273.020	536.392	275.725	260.667	587.532	302.091	285.441	631.475	323.455	308.020
39	607.147	309.639	297.508	560.072	286.943	273.129	536.053	275.142	260.911	587.541	301.727	285.814
35-39	2.924.215	1.502.600	1.421.615	2.953.510	1.516.968	1.436.542	3.038.755	1.559.020	1.479.735	3.345.435	1.713.839	1.631.596
40	606.130	309.240	296.890	605.781	308.494	297.287	559.005	286.009	272.996	535.559	274.621	260.938
41	611.265	311.283	299.982	604.438	308.004	296.434	604.329	307.440	296.889	558.027	285.239	272.788
42	618.153	314.206	303.947	609.527	309.920	299.607	602.790	306.796	295.994	602.939	306.466	296.473
43	620.447	313.850	306.597	616.447	312.807	303.640	607.801	308.561	299.240	601.302	305.761	295.541
44	643.286	325.183	318.103	618.333	312.252	306.081	614.562	311.402	303.160	606.175	307.423	298.752
40-44	3.099.281	1.573.762	1.525.519	3.054.526	1.551.477	1.503.049	2.988.487	1.520.208	1.468.279	2.904.002	1.479.510	1.424.492
45	634.933	320.069	314.864	640.673	323.342	317.331	616.057	310.584	305.473	612.710	310.101	302.609
46	659.922	331.798	328.124	631.925	318.120	313.805	637.914	321.506	316.408	613.852	309.094	304.758
47	662.805	332.815	329.990	656.435	329.452	326.983	628.698	315.954	312.744	635.088	319.599	315.489
48	669.787	336.030	333.757	659.036	330.212	328.824	652.879	327.132	325.747	625.553	313.926	311.627
49	642.981	321.328	321.653	665.791	333.122	332.669	655.018	327.418	327.600	649.162	324.589	324.573
45-49	3.270.428	1.642.040	1.628.388	3.253.860	1.634.248	1.619.612	3.190.566	1.602.594	1.587.972	3.136.365	1.577.309	1.559.056
50	646.613	321.542	325.071	638.964	318.399	320.565	661.770	330.194	331.576	651.017	324.602	326.415
51	634.465	314.131	320.334	642.177	318.299	323.878	634.786	315.334	319.452	657.633	327.160	330.473
52	635.324	311.923	323.401	629.846	310.838	319.008	637.715	315.033	322.682	630.671	312.297	318.374
53	634.104	309.470	324.634	630.399	308.410	321.989	625.226	307.513	317.713	633.141	311.657	321.484
54	615.347	297.562	317.785	629.378	306.094	323.284	625.323	304.821	320.502	620.495	304.078	316.417
50-54	3.165.853	1.554.628	1.611.225	3.170.764	1.562.040	1.608.724	3.184.820	1.572.895	1.611.925	3.192.957	1.579.794	1.613.163

TABLEAU B.01-3 A *(suite et fin)*

Population totale par sexe et âge au 1er janvier : évaluations 1975 à 1982

(Réévaluation fondée sur les résultats des recensements de 1975 et de 1982)

Source : INSEE

Age en années révolues	1er janvier 1975			1er janvier 1976			1er janvier 1977			1er janvier 1978		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
55	398.792	194.111	204.681	653.722	317.691	336.031	642.312	309.837	332.475	617.792	298.178	319.614
56	352.586	170.288	182.298	396.713	191.848	204.865	647.899	313.386	334.513	636.802	305.789	331.013
57	310.874	148.753	162.121	348.997	167.272	181.725	392.936	189.064	203.872	641.973	309.015	332.958
58	291.397	138.915	152.482	307.298	145.976	161.322	345.443	164.710	180.733	388.932	186.136	202.796
59	362.067	171.200	190.867	287.217	135.620	151.597	303.987	143.635	160.352	341.737	162.088	179.649
55-59	1.715.716	823.267	892.449	1.993.947	958.407	1.035.540	2.332.577	1.120.632	1.211.945	2.627.236	1.261.206	1.366.030
60	533.847	248.495	285.352	357.616	167.892	189.724	283.921	133.323	150.598	300.721	141.345	159.376
61	536.971	251.243	285.728	527.476	243.944	283.532	352.965	164.636	188.329	280.487	130.939	149.548
62	537.826	250.005	287.821	530.043	246.191	283.852	519.901	238.727	281.174	348.065	161.213	186.852
63	498.303	229.070	269.233	526.763	243.078	283.685	521.444	240.315	281.129	511.928	233.337	278.591
64	516.007	235.727	280.280	491.047	223.938	267.109	517.508	236.719	280.789	512.666	234.323	278.343
60-64	2.622.954	1.214.540	1.408.414	2.432.945	1.125.043	1.307.902	2.195.739	1.013.720	1.182.019	1.953.867	901.157	1.052.710
65	501.645	226.610	275.035	503.738	227.705	276.033	481.694	217.665	264.029	508.077	230.310	277.767
66	497.076	222.811	274.265	494.114	220.945	273.169	493.203	220.707	272.496	472.319	211.309	261.010
67	471.697	209.799	261.898	486.840	215.552	271.288	483.101	213.549	269.552	483.004	213.842	269.162
68	465.817	204.741	261.076	460.838	202.372	258.466	475.152	207.681	267.471	471.938	206.085	265.853
69	451.477	196.676	254.801	452.985	196.619	256.366	448.806	194.321	254.485	463.255	199.801	263.454
65-69	2.387.712	1.060.637	1.327.075	2.398.515	1.063.193	1.335.322	2.381.956	1.053.923	1.328.033	2.398.593	1.061.347	1.337.246
70	435.498	185.967	249.531	438.483	188.168	250.315	439.930	188.060	251.870	436.648	186.391	250.257
71	419.039	176.918	242.121	421.524	177.016	244.508	424.324	179.418	244.906	426.449	179.626	246.823
72	410.971	170.764	240.207	404.372	167.756	236.616	406.602	168.101	238.501	410.050	170.627	239.423
73	388.609	158.085	230.524	392.912	160.379	232.533	388.594	158.508	230.086	391.413	159.110	232.303
74	351.102	139.899	211.203	372.832	148.859	223.973	376.081	150.741	225.340	372.558	149.431	223.127
70-74	2.005.219	831.633	1.173.586	2.030.123	842.178	1.187.945	2.035.531	844.828	1.190.703	2.037.118	845.185	1.191.933
75	327.255	127.383	199.872	333.387	130.115	203.272	355.149	138.990	216.159	359.229	141.300	217.929
76	298.454	110.834	187.620	310.576	118.246	192.330	315.885	120.788	195.097	337.629	129.563	208.066
77	276.415	98.682	177.733	279.427	101.958	177.469	292.472	108.953	183.519	298.768	111.827	186.941
78	254.222	86.032	168.190	258.806	90.182	168.624	261.650	93.307	168.343	274.746	99.961	174.785
79	214.822	66.874	147.948	236.808	77.724	159.084	239.871	81.357	158.514	243.880	84.805	159.075
75-79	1.371.168	489.805	881.363	1.419.004	518.225	900.779	1.465.027	543.395	921.632	1.514.252	567.456	946.796
80	199.044	60.088	138.956	198.639	60.482	138.157	218.479	69.743	148.736	221.920	73.349	148.571
81	180.653	53.686	126.967	182.306	53.629	128.677	181.845	53.726	128.119	200.866	62.332	138.534
82	154.495	44.572	109.923	163.867	47.030	116.837	165.255	47.183	118.072	165.761	47.542	118.219
83	137.603	40.197	97.406	137.113	38.524	98.589	147.030	40.907	106.123	149.220	41.359	107.861
84	115.732	32.760	82.972	121.743	34.150	87.593	121.156	32.974	88.182	131.412	35.432	95.980
80-84	787.527	231.303	556.224	803.668	233.815	569.853	833.765	244.533	589.232	869.179	260.014	609.165
85	104.110	28.864	75.246	100.776	27.487	73.289	106.291	28.912	77.379	106.673	28.191	78.482
86	89.181	23.961	65.220	89.906	23.934	65.972	86.574	22.812	63.762	92.257	24.229	68.028
87	71.497	18.959	52.538	74.270	19.379	54.891	75.918	19.398	56.520	73.965	18.752	55.213
88	56.616	14.511	42.105	58.776	15.073	43.703	61.754	15.589	46.165	63.945	15.781	48.164
89	46.714	11.446	35.268	46.270	11.324	34.946	47.668	11.748	35.920	50.889	12.352	38.537
85-89	368.118	97.741	270.377	369.998	97.197	272.801	378.205	98.459	279.746	387.729	99.305	288.424
90	36.651	8.929	27.722	36.854	8.801	28.053	37.063	8.656	28.407	38.432	9.042	29.390
91	26.703	6.377	20.326	28.133	6.499	21.634	28.838	6.592	22.246	29.513	6.508	23.005
92	20.631	4.582	16.049	20.206	4.496	15.710	21.292	4.708	16.584	22.402	4.954	17.448
93	15.206	3.473	11.733	15.310	3.275	12.035	15.123	3.298	11.825	16.070	3.432	12.638
94	10.777	2.364	8.413	10.702	2.247	8.455	11.158	2.305	8.853	11.317	2.353	8.964
90-94	109.968	25.725	84.243	111.205	25.318	85.887	113.474	25.559	87.915	117.734	26.289	91.445
95 et plus	19.641	4.369	15.272	18.659	4.038	14.621	20.026	4.248	15.778	21.653	4.525	17.128
Population totale	**52.600.000**	**25.767.605**	**26.832.395**	**52.798.338**	**25.846.564**	**26.951.774**	**53.019.005**	**25.938.577**	**27.080.428**	**53.271.566**	**26.046.725**	**27.224.841**
0-19 ans	16.888.065	8.623.235	8.264.830	16.809.211	8.587.539	8.221.672	16.703.587	8.535.010	8.168.577	16.612.734	8.490.408	8.122.326
20-64 ans	28.662.582	14.403.157	14.259.425	28.837.955	14.475.061	14.362.894	29.087.434	14.588.622	14.498.812	29.312.574	14.692.196	14.620.378
65 ans et plus	7.049.353	2.741.213	4.308.140	7.151.172	2.783.964	4.367.208	7.227.984	2.814.945	4.413.039	7.346.258	2.864.121	4.482.137

Age en années révolues	1er janvier 1979			1er janvier 1980			1er janvier 1981			1er janvier 1982		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
55	615.737	297.040	318.697	610.721	294.198	316.523	624.480	302.568	321.912	620.382	301.279	319.103
56	612.567	294.294	318.273	610.572	293.171	317.401	605.860	290.684	315.176	619.475	298.904	320.571
57	630.876	301.389	329.487	607.104	290.210	316.894	605.310	289.251	316.059	600.826	286.990	313.836
58	635.557	304.394	331.163	624.713	296.934	327.779	601.339	285.887	315.452	599.705	285.168	314.537
59	384.669	183.181	201.488	628.759	299.536	329.223	618.251	292.309	325.942	595.475	281.592	313.883
55-59	2.879.406	1.380.298	1.499.108	3.081.869	1.474.049	1.607.820	3.055.240	1.460.699	1.594.541	3.035.863	1.453.933	1.581.930
60	337.757	159.294	178.463	380.216	180.083	200.133	621.811	294.587	327.224	611.361	287.503	323.858
61	296.940	138.721	158.219	333.705	156.461	177.244	375.617	176.848	198.769	614.351	289.264	325.087
62	276.511	128.208	148.303	292.932	136.007	156.925	329.310	153.406	175.904	370.566	173.374	197.192
63	342.722	157.521	185.201	272.476	125.443	147.033	288.660	133.056	155.604	324.615	150.148	174.467
64	503.524	227.530	275.994	337.280	153.756	183.524	268.305	122.603	145.702	284.245	130.049	154.196
60-64	1.757.454	811.274	946.180	1.616.609	751.750	864.859	1.883.703	880.500	1.003.203	2.205.138	1.030.338	1.174.800
65	503.265	227.900	275.365	494.687	221.600	273.087	331.515	149.837	181.678	263.896	119.627	144.269
66	498.063	223.483	274.580	493.743	221.449	272.294	485.718	215.535	270.183	325.404	145.709	179.695
67	462.298	204.554	257.744	487.913	216.635	271.278	483.728	214.678	269.050	476.133	209.085	267.048
68	472.111	206.593	265.518	451.993	197.631	254.362	477.307	209.413	267.894	473.335	207.824	265.511
69	460.557	198.537	262.020	460.689	198.951	261.738	441.280	190.600	250.680	466.231	202.110	264.121
65-69	2.396.294	1.061.067	1.335.227	2.389.025	1.056.266	1.332.759	2.219.548	980.063	1.239.485	2.004.999	884.355	1.120.644
70	450.427	191.541	258.886	448.240	190.525	257.715	448.740	191.266	257.474	430.080	183.356	246.724
71	423.803	178.180	245.623	437.484	183.248	254.236	435.675	182.506	253.169	436.064	183.235	252.829
72	412.264	170.888	241.376	410.608	169.936	240.672	423.730	174.709	249.021	422.180	174.018	248.162
73	395.021	161.648	233.373	397.659	162.072	235.587	396.488	161.227	235.261	409.422	166.053	243.369
74	375.269	149.856	225.413	379.408	152.664	226.744	382.022	152.853	229.169	381.461	152.338	229.123
70-74	2.056.784	852.113	1.204.671	2.073.399	858.445	1.214.954	2.086.655	862.561	1.224.094	2.079.207	859.000	1.220.207
75	355.672	140.134	215.538	358.753	140.644	218.109	363.239	143.486	219.753	365.810	143.591	222.219
76	341.513	131.698	209.815	338.336	130.682	207.654	341.531	131.341	210.190	346.086	134.159	211.927
77	319.261	119.698	199.563	323.407	122.129	201.278	320.345	121.176	199.169	323.468	121.842	201.626
78	280.551	102.436	178.115	300.627	110.133	190.494	304.604	112.552	192.052	301.606	111.618	189.988
79	256.023	90.747	165.276	262.533	93.461	169.072	281.490	100.636	180.854	285.059	102.804	182.255
75-79	1.553.020	584.713	968.307	1.583.656	597.049	986.607	1.611.209	609.191	1.002.018	1.622.029	614.014	1.008.015
80	225.759	76.411	149.348	237.414	81.830	155.584	243.961	84.630	159.331	261.444	91.042	170.402
81	203.286	65.205	138.081	207.663	68.237	139.426	218.213	72.994	145.219	224.493	75.618	148.875
82	182.188	54.710	127.478	184.987	57.539	127.448	189.398	60.380	129.018	198.663	64.442	134.221
83	149.241	41.407	107.834	164.217	47.731	116.486	166.595	50.059	116.536	170.516	52.537	117.979
84	132.781	35.611	97.170	133.311	35.854	97.457	146.231	41.025	105.206	148.040	43.070	104.970
80-84	893.255	273.344	619.911	927.592	291.191	636.401	964.398	309.088	655.310	1.003.156	326.709	676.447
85	115.778	30.133	85.645	117.111	30.356	86.755	117.660	30.557	87.103	128.516	34.802	93.714
86	92.551	23.526	69.025	100.936	25.399	75.537	102.293	25.580	76.713	102.167	25.547	76.620
87	78.393	19.851	58.542	79.369	19.458	59.911	86.882	21.245	65.637	87.445	21.026	66.419
88	61.805	15.076	46.729	65.883	16.124	49.759	66.836	15.816	51.020	73.311	17.330	55.981
89	52.693	12.434	40.259	51.053	11.933	39.120	54.359	12.778	41.581	55.261	12.601	42.660
85-89	401.220	101.020	300.200	414.352	103.270	311.082	428.030	105.976	322.054	446.700	111.306	335.394
90	41.060	9.563	31.497	42.485	9.647	32.838	41.320	9.307	32.013	43.670	9.845	33.825
91	30.332	6.807	23.525	32.544	7.181	25.363	33.427	7.225	26.202	32.554	6.974	25.580
92	22.896	4.812	18.084	23.644	5.070	18.574	25.000	5.308	19.692	25.582	5.308	20.274
93	16.806	3.537	13.269	17.376	3.541	13.835	17.930	3.655	14.275	18.608	3.781	14.827
94	11.888	2.430	9.458	12.618	2.541	10.077	12.865	2.517	10.348	13.020	2.515	10.505
90-94	122.982	27.149	95.833	128.667	27.980	100.687	130.542	28.012	102.530	133.434	28.423	105.011
95 et plus	22.913	4.738	18.175	24.347	4.915	19.432	25.494	5.059	20.435	26.150	5.100	21.050
Population totale	**53.481.073**	**26.133.525**	**27.347.548**	**53.731.387**	**26.243.789**	**27.487.598**	**54.028.630**	**26.380.976**	**27.647.654**	**54.335.000**	**26.530.200**	**27.804.800**
0-19 ans	16.510.923	8.439.834	8.071.089	16.418.623	8.394.805	8.023.818	16.379.718	8.377.919	8.001.799	16.327.004	8.354.781	7.972.223
20-64 ans	29.523.682	14.789.547	14.734.135	29.771.726	14.909.868	14.861.858	30.183.036	15.103.107	15.079.929	30.692.321	15.346.512	15.345.809
65 ans et plus	7.446.468	2.904.144	4.542.324	7.541.038	2.939.116	4.601.922	7.465.876	2.899.950	4.565.926	7.315.675	2.828.907	4.486.768

TABLEAU B.01-3 B

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1983

(Évaluation définitive fondée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1982	0	774.736	397.130	397.130	—	—	—	377.606	377.606	—	—	—
1981	1	775.458	397.267	397.267	—	—	—	378.191	378.191	—	—	—
1980	2	779.356	399.047	399.047	—	—	—	380.309	380.309	—	—	—
1979	3	741.378	379.891	379.891	—	—	—	361.487	361.487	—	—	—
1978	4	724.947	371.396	371.396	—	—	—	353.551	353.551	—	—	—
1982-1978	0-4	3.795.875	1.944.731	1.944.731	—	—	—	1.851.144	1.851.144	—	—	—
1977	5	735.164	376.513	376.513	—	—	—	358.651	358.651	—	—	—
1976	6	713.930	364.993	364.993	—	—	—	348.937	348.937	—	—	—
1975	7	739.590	377.908	377.908	—	—	—	361.682	361.682	—	—	—
1974	8	795.161	407.205	407.205	—	—	—	387.956	387.956	—	—	—
1973	9	852.577	437.046	437.046	—	—	—	415.531	415.531	—	—	—
1977-1973	5-9	3.836.422	1.963.665	1.963.665	—	—	—	1.872.757	1.872.757	—	—	—
1972	10	874.472	448.911	448.911	—	—	—	425.561	425.561	—	—	—
1971	11	878.528	450.822	450.882	—	—	—	427.646	427.646	—	—	—
1970	12	851.514	437.970	437.970	—	—	—	413.544	413.544	—	—	—
1969	13	845.330	434.062	434.062	—	—	—	411.268	411.268	—	—	—
1968	14	841.952	431.711	431.711	—	—	—	410.241	410.214	27	—	—
1972-1968	10-14	4.291.796	2.203.536	2.203.536	—	—	—	2.088.260	2.088.233	27	—	—
1967	15	847.384	434.360	434.360	—	—	—	413.024	412.850	160	14	—
1966	16	869.073	443.900	443.900	—	—	—	425.173	423.633	1.518	21	1
1965	17	873.619	446.689	446.625	64	—	—	426.930	422.189	4.685	30	26
1964	18	886.839	451.397	450.271	1.115	9	2	435.442	418.296	17.033	46	67
1963	19	877.447	444.402	439.248	5.142	12	—	433.045	387.942	44.741	87	275
1967-1963	15-19	4.354.362	2.220.748	2.214.404	6.321	21	2	2.133.614	2.064.910	68.137	198	369
1962	20	848.566	428.589	412.564	15.948	16	61	419.977	335.627	83.471	125	754
1961	21	860.052	432.567	390.217	42.014	47	289	427.485	294.248	131.120	281	1.836
1960	22	842.722	422.555	343.780	77.986	69	720	420.167	237.657	178.598	413	3.499
1959	23	851.043	426.828	303.623	121.365	86	1.754	424.215	198.517	219.151	612	5.935
1958	24	835.099	419.507	256.498	159.626	137	3.246	415.592	160.476	245.705	930	8.481
1962-1958	20-24	4.237.482	2.130.046	1.706.682	416.939	355	6.070	2.107.436	1.226.525	858.045	2.361	20.505
1957	25	841.475	423.070	212.008	205.514	213	5.335	418.405	133.843	270.931	1.189	12.442
1956	26	838.758	421.787	178.466	235.432	229	7.660	416 971	111 563	288 585	1 467	15 356
1955	27	842 058	422 078	148 334	262.874	373	10.497	419.980	95.827	304.996	1.503	17.654
1954	28	848 575	426.857	129.115	284.998	489	12.255	421.718	84.815	315.108	1.840	19.955
1953	29	842.983	424.539	109.297	300.583	519	14.140	418.444	73.547	321.614	2.320	20.963
1957-1953	25-29	4.213.849	2.118.331	777.220	1.289.401	1.823	49.887	2.095.518	499.595	1.501.234	8.319	86.370
1952	30	859.953	434.449	96.721	320.889	516	16.323	425.504	66.477	332.340	2.565	24.122
1951	31	857.375	434.977	86.969	329.196	658	18.154	422.398	59.451	335.234	2.900	24.813
1950	32	887.312	451.221	79.650	350.697	782	20.092	436.091	54.769	350.041	3.357	27.924
1949	33	889.854	453.215	70.759	361.579	860	20.017	436.639	49.878	354.187	3.710	28.864
1948	34	890.052	454.794	65.085	368.254	1.012	20.443	435.258	45.224	356.708	4.177	29.149
1952-1948	30-34	4.384.546	2.228.656	399.184	1.730.615	3.828	95.029	2.155.890	275.799	1.728.510	16.709	134.872
1947	35	881.235	450.992	57.640	369.443	1.076	22.833	430.243	41.867	353.836	4.424	30.116
1946	36	841.516	430.195	51.190	355.913	1.326	21.766	411.321	36.843	341.047	4.839	28.592
1945	37	645.609	330.340	37.590	274.143	987	17.620	315.269	27.198	261.196	4.449	22.426
1944	38	637.802	325.704	34.619	272.527	1.112	17.446	312.098	25.848	259.837	4.911	21.502
1943	39	630.768	322.637	32.936	271.285	1.287	17.129	308.131	23.906	256.501	5.889	21.835
1947-1943	35-39	3.636.930	1.859.868	213.975	1.543.311	5.788	96.794	1.777.062	155.662	1.472.417	24.512	124.471
1942	40	586.574	300.818	29.719	253.341	1.360	16.398	285.756	21.881	237.740	6.092	20.043
1941	41	534.521	273.737	27.751	230.772	1.419	13.795	260.784	19.839	217.032	6.026	17.887
1940	42	556.740	284.180	28.514	239.568	1.757	14.341	272.560	19.762	227.683	7.190	17.925
1939	43	601.414	305.249	30.896	258.384	1.960	14.009	296.165	20.608	248.346	8.899	18.312
1938	44	599.675	304.539	29.959	257.729	2.359	14.492	295.136	19.667	246.749	10.316	18.404
1942-1938	40-44	2.878.924	1.468.523	146.839	1.239.794	8.855	73.035	1.410.401	101.757	1.177.550	38.523	92.571
1937	45	604.136	305.931	31.082	257.718	2.893	14.238	298.205	20.262	248.914	11.733	17.296
1936	46	610.372	308.467	32.164	259.486	2.833	13.984	301.905	20.760	250.416	13.000	17.729
1935	47	611.116	307.172	31.713	258.124	3.390	13.945	303.944	20.504	250.748	15.328	17.364
1934	48	632.092	317.443	33.322	266.908	3.684	13.529	314.649	21.539	257.866	17.235	18.009
1933	49	622.154	311.489	32.517	261.531	4.184	13.257	310.665	21.751	252.155	19.229	17.530
1929-1933	45-49	3.079.870	1.550.502	160.798	1.303.767	16.984	68.953	1.529.368	104.816	1.260.099	76.525	87.928

N.B. — La population totale par sexe et âge au 1er janvier 1984 et 1985 (évaluation provisoire fondée sur les résultats du recensement de 1982) est donnée dans le *Bulletin mensuel de statistique,* n° 1 de janvier 1985.

TABLEAU B.01-3 B (*suite et fin*)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1983

(Evaluation définitive fondée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1932	50	645.331	321.794	32.708	270.978	4.990	13.118	323.537	23.063	260.082	22.305	18.087
1931	51	647.022	321.702	33.169	270.359	5.408	12.766	325.320	23.580	259.022	25.397	17.321
1930	52	653.295	324.034	33.471	270.954	6.182	13.427	329.261	23.865	259.283	28.865	17.248
1929	53	626.351	309.144	31.832	258.305	6.833	12.174	317.207	23.679	247.724	30.713	15.091
1928	54	628.484	308.191	31.142	258.834	6.889	11.326	320.293	23.771	245.999	34.805	15.718
1932-1928	50-54	3.200.483	1.584.865	162.322	1.329.430	30.302	62.811	1.615.618	117.958	1.272.110	142.085	83.465
1927	55	615.483	300.412	29.120	252.390	7.520	11.382	315.071	23.983	238.859	37.616	14.613
1926	56	615.206	297.441	28.895	250.113	8.021	10.412	317.765	25.183	236.798	41.259	14.525
1925	57	614.060	294.886	29.579	246.063	8.933	10.311	319.174	26.059	232.846	45.794	14.475
1924	58	595.366	283.006	27.315	236.830	9.285	9.576	312.360	25.255	225.020	48.327	13.758
1923	59	593.842	280.928	25.705	235.992	9.963	9.268	312.914	25.296	220.685	53.406	13.527
1927-1923	55-59	3.033.957	1.456.673	140.614	1.221.388	43.722	50.949	1.577.284	125.776	1.154.208	226.402	70.898
1922	60	588.965	276.955	24.115	233.499	10.615	8.726	312.010	25.235	214.738	58.615	13.422
1921	61	604.228	282.469	23.072	238.225	12.088	9.084	321.759	25.361	216.850	65.838	13.710
1920	62	606.325	283.669	22.645	237.991	13.932	9.101	322.656	24.407	210.628	73.961	13.660
1919	63	365.417	169.793	13.409	141.818	9.263	5.303	195.624	15.279	122.822	48.726	8.797
1918	64	319.745	146.767	11.035	122.976	8.410	4.346	172.978	13.107	105.099	47.389	7.383
1922-1918	60-64	2.484.680	1.159.653	94.276	974.509	54.308	36.560	1.325.027	103.389	870.137	294.529	56.972
1917	65	279.670	126.939	9.845	105.126	7.933	4.035	152.731	11.825	89.136	45.144	6.626
1916	66	259.323	116.451	9.456	95.574	8.027	3.394	142.872	11.055	80.639	45.238	5.940
1915	67	319.150	141.518	11.849	114.985	10.648	4.036	177.632	14.286	96.518	59.439	7.389
1914	68	466.497	202.718	16.596	163.609	17.179	5.334	263.779	21.593	138.703	92.855	10.628
1913	69	462.757	200.840	16.124	160.443	18.882	5.391	261.917	21.056	133.734	97.286	9.841
1917-1913	65-69	1.787.397	788.466	63.870	639.737	62.669	22.190	998.931	79.815	538.730	339.962	40.424
1912	70	454.820	194.623	16.265	153.390	20.026	4.942	260.197	21.617	123.769	104.961	9.850
1911	71	418.547	176.108	14.527	137.415	19.860	4.306	242.439	19.748	109.684	104.141	8.866
1910	72	423.108	175,283	14.066	134.704	22.326	4.187	247.825	20.713	106.025	112.545	8.542
1909	73	408.341	165.732	13.704	125.137	22.664	4.227	242.609	21.149	96.714	116.552	8.194
1908	74	394.278	157.167	12.597	117.202	23.729	3.639	237.111	21.506	87.523	120.150	7.932
1912-1908	70-74	2.099.094	868.913	71.159	667.848	108.605	21.301	1.230.181	104.733	523.715	558.349	43.384
1907	75	366.078	143.625	11.276	105.472	23.361	3.516	222.453	19.985	76.338	119.222	6.908
1906	76	349.338	134.422	10.002	96.780	24.788	2.852	214.916	19.437	67.973	121.084	6.422
1905	77	328.806	124.919	8.722	88.443	25.113	2.641	203.887	19.479	58.098	120.671	5.639
1904	78	305.365	112.507	8.448	76.810	24.902	2.347	192.858	18.484	50.480	118.681	5.213
1903	79	282.602	102.172	6.995	67.991	25.417	1.769	180.430	17.149	43.627	115.005	4.649
1907-1903	75-79	1.632.189	617.645	45.443	435.496	123.581	13.125	1.014.544	94.534	296.516	594.663	28.831
1902	80	265.318	93.297	6.577	59.863	25.623	1.234	172.021	16.872	35.686	114.916	4.547
1901	81	241.516	81.904	5.545	51.026	23.960	1.373	159.612	15.923	29.104	110.504	4.081
1900	82	205.501	67.282	4.650	39.948	21.743	941	138.219	13.555	21.827	99.439	3.398
1899	83	180.020	56.632	3.539	32.518	19.806	769	123.388	12.266	17.024	91.372	2.726
1898	84	152.688	45.560	2.831	24.514	17.580	635	107.128	11.210	12.971	80.598	2.349
1902-1898	80-84	1.045.043	344.675	23.142	207.869	108.712	4.952	700.368	69.826	116.612	496.829	17.101
1897	85	130.897	36.753	2.137	18.237	15.852	527	94.144	10.398	9.261	72.494	1.991
1896	86	112.140	29.252	1.607	13.796	13.417	432	82.888	9.543	6.752	64.955	1.638
1895	87	88.213	21.213	1.132	9.319	10.507	255	67.000	7.840	4.523	53.425	1.212
1894	88	74.230	17.162	975	7.129	8.870	188	57.068	6.438	3.242	46.409	979
1893	89	61.337	13.962	719	5.389	7.719	135	47.375	5.111	2.392	39.061	811
1897-1893	85-89	466.817	118.342	6.570	53.870	56.365	1.537	348.475	39.330	26.170	276.344	6.631
1892	90	45.445	9.854	530	3.692	5.530	102	35.591	3.864	1.472	29.690	565
1891	91	34.727	7.563	403	2.686	4.415	59	27.164	3.033	877	22.798	456
1890	92	25.278	5.164	285	1.754	3.086	39	20.114	2.313	527	16.945	329
1889	93	19.509	3.864	226	1.144	2.472	22	15.645	1.750	396	13.266	233
1888	94	13.736	2.666	152	707	1.787	20	11.070	1.285	246	9.365	174
1892-1888	90-94	138.695	29.111	1.596	9.983	17.290	242	109.584	12.245	3.518	92.064	1.757
1887 et avant	95 ou plus	27.318	5.188	265	1.029	3.865	29	22.130	2.450	326	19.099	255
Population totale		**54.625.729**	**26.662.137**	**12.340.291**	**13.071.307**	**647.073**	**603.466**	**27.963.592**	**10.991.254**	**12.868.061**	**3.207.473**	**896.804**
Moins de 20 ans		16.278.455	8.332.680	8.326.336	6.321	21	2	7.945.775	7.877.044	68.164	198	369
20 à 64 ans		31.150.721	15.557.117	3.801.910	11.049.154	165.965	540.088	15.593.604	2.711.277	11.294.310	829.965	758.052
65 ans ou plus		7.196.553	2.772.340	212.045	2.015.832	481.087	63.376	4.424.213	402.933	1.505.587	2.377.310	138.383

TABLEAU B.01-4

Population des États de la Communauté économique européenne

(Moyenne 1983)

Source : EUROSTAT — *Unité :* Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
République fédérale d'Allemagne	61.423	29.365	7.801	18.398	3.166	32.058	7.413	18.735	5.910
France	54.729	26.709	8.300	15.656	2.753	28.020	7.913	15.712	4.395
Italie	56.836	27.754	...	...	...	29.082	...	...	...
Pays-Bas	14.367	7.113	2.153	4.273	687	7.254	2.057	4.186	1.011
Belgique	9.855	4.811	...	...	...	5.044	...	...	...
Luxembourg	366	...	...	...	...	...	...	...	...
Royaume-Uni	56.377	27.430	8.164	15.966	3.300	28.947	7.735	16.095	5.117
Irlande	3.508	1.761	706	889	166	1.747	673	868	206
Danemark	5.114	2.520	713	1.490	317	2.594	680	1.473	441
Grèce	9.847	4.842	1.498	2.766	578	5.005	1.401	2.875	729
EUROPE DES DIX	*272.422*	*132.482*	...	...	...	*139.940*	...	...	...
Espagne	*p* 38.173	18.743	6.492	10.434	1.817	19.430	6.117	10.675	2.638
Portugal	9.946	...	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.01-5

Ménages ordinaires

Situation au 1er janvier

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Nombre de ménages ordinaires	Année	Nombre de ménages ordinaires
1946 (*)	12.656	1966	15.382
1947	12.748	1967	15.555
1948	12.861	1968 (*)	15.732
1949	12.965	1969	15.957
1950	13.037	1970	16.245
1951	13.142	1971	16.553
1952	13.225	1972	16.853
1953	13.319	1973	17.154
1954 (*)	13.392	1974	17.453
1955	13.489	1975 (*)	17.720
1956	13.610	1976	17.997
1957	13.749	1977	18.274
1958	13.916	1978	18.553
1959	14.085	1979	18.826
1960	14.245	1980	19.103
1961	14.371	1981	19.343
1962 (*)	14.562	1982 (*)	19.576
1963	14.933	1983	19.806
1964	15.081	1984	20.039
1965	15.249	1985	20.277

(*) Année de recensement.

TABLEAU B.01-6

Ménages par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et celle de son conjoint éventuel selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans du ménage

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE — *Unité :* Ménage

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Nombre d'enfants de 0 à 16 ans du ménage								Nombre d'enfants de 0 à 16 ans
	Ensemble	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants et plus	
Agriculteurs exploitants	*816.880*	*479.740*	*146.120*	*119.360*	*52.000*	*13.920*	*4.460*	*1.280*	*627.260*
Conjoint agriculteur exploitant	400.640	220.320	77.640	62.620	29.200	7.640	2.620	600	338.080
Conjoint autre activité professionnelle	73.160	27.300	22.860	17.680	4.440	660	160	60	75.380
Conjoint sans activité professionnelle	198.640	96.280	40.280	36.780	17.620	5.440	1.620	620	200.660
Pas de conjoint	144.440	135.840	5.340	2.280	740	180	60	—	13.140
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	*1.242.900*	*634.100*	*284.520*	*231.540*	*72.300*	*14.600*	*3.740*	*2.100*	*1.055.620*
Conjoint artisan, commerçant, chef d'entreprise	335.400	168.760	82.060	64.060	17.020	2.840	400	260	276.360
Conjoint autre activité professionnelle	304.080	120.580	94.520	71.580	14.720	2.120	320	240	293.460
Conjoint sans activité professionnelle	414.160	176.920	93.320	90.640	39.240	9.500	2.940	1.600	455.740
Pas de conjoint	189.260	167.840	14.620	5.260	1.320	140	80	—	30.060
Cadres, professions intellectuelles supérieures	*1.512.980*	*737.020*	*329.960*	*323.100*	*101.560*	*17.880*	*2.720*	*740*	*1.370.560*
Conjoint cadre ou profession intermédiaire	405.320	142.160	112.820	115.540	30.500	3.660	460	180	453.440
Conjoint autre activité professionnelle	242.380	99.840	73.480	57.280	10.400	1.220	100	60	224.980
Conjoint sans activité professionnelle	572.040	229.360	124.940	142.900	59.360	12.880	2.120	480	653.940
Pas de conjoint	293.240	265.660	18.720	7.380	1.300	120	40	20	38.200
Professions intermédiaires	*2.533.980*	*1.259.060*	*608.440*	*503.900*	*136.140*	*21.300*	*3.660*	*1.480*	*2.137.620*
Conjoint cadre ou profession intermédiaire	457.580	162.460	140.540	125.740	25.940	2.540	280	80	481.900
Conjoint autre activité professionnelle	775.820	305.180	256.020	182.800	28.180	3.040	420	180	721.540
Conjoint sans activité professionnelle	689.100	258.140	159.660	173.880	78.300	15.020	2.900	1.200	824.620
Pas de conjoint	611.480	533.280	52.220	21.480	3.720	700	60	20	109.560
Employés (y compris personnels des services)	*2.219.580*	*1.306.520*	*467.640*	*315.140*	*99.280*	*22.020*	*5.740*	*3.240*	*1.534.260*
Conjoint employé	478.740	202.120	152.280	102.740	18.660	2.480	300	160	426.140
Conjoint ouvrier	87.240	37.480	27.800	16.960	3.540	1.140	220	100	78.680
Conjoint autre activité professionnelle	137.500	54.960	43.940	31.320	6.340	740	120	80	129.700
Conjoint sans activité professionnelle	424.300	145.900	99.620	103.600	54.540	13.560	4.500	2.580	564.640
Pas de conjoint	1.091.800	866.060	144.000	60.520	16.200	4.100	600	320	335.100
Ouvriers (y compris ouvriers agricoles)	*4.921.300*	*2.155.560*	*1.184.280*	*930.040*	*423.180*	*137.380*	*54.400*	*36.460*	*5.376.720*
Conjoint employé	1.236.720	486.840	408.100	264.700	63.500	10.820	2.180	580	1.185.860
Conjoint ouvrier	737.900	292.280	242.920	153.820	38.000	7.860	2.220	800	712.140
Conjoint autre activité professionnelle	262.580	102.980	81.980	61.120	13.480	2.420	380	220	257.600
Conjoint sans activité professionnelle	1.806.420	500.720	387.600	423.200	298.840	112.960	48.680	34.420	3.054.120
Pas de conjoint	877.680	772.740	63.680	27.200	9.360	3.320	940	440	167.000
Retraités	*4.925.420*	*4.821.820*	*77.300*	*17.740*	*5.280*	*1.860*	*780*	*640*	*144.600*
Conjoint ayant une activité professionnelle	287.080	267.380	15.060	3.600	900	60	60	20	25.620
Conjoint sans activité professionnelle	2.419.640	2.346.180	53.920	12.520	4.120	1.660	660	580	105.500
Pas de conjoint	2.218.700	2.208.260	8.320	1.620	260	140	60	40	13.480
Autres personnes sans activité professionnelle	*1.417.360*	*1.176.980*	*119.160*	*64.840*	*31.960*	*13.880*	*6.220*	*4.320*	*460.600*
Conjoint ayant une activité professionnelle	138.520	90.960	28.260	13.300	4.280	1.080	440	200	75.420
Conjoint sans activité professionnelle	234.660	150.780	37.820	23.700	11.800	5.460	2.720	2.380	172.400
Pas de conjoint	1.044.180	935.240	53.080	27.840	15.880	7.340	3.060	1.740	212.780
Ensemble	**19.590.400**	**12.570.800**	**3.217.420**	**2.505.660**	**921.700**	**242.840**	**81.720**	**50.260**	**12.707.240**

TABLEAU B.01-7

Population totale des départements d'outre-mer (1)

(Estimation en milieu d'année) (2)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
1974	327,7	55,9	328,7	475,0	5,8
1975	328,5	57,7	328,5	481,1	5,9
1976	328,5	59,5	327,9	486,9	5,9
1977	327,9	61,7	327,1	492,4	5,9
1978	327,2	63,9	326,5	497,5	5,9
1979	326,7	66,2	326,1	502,6	6,0
1980	326,9	68,8	326,1	507,8	6,0
1981	327,7	71,3	326,3	512,6	6,0
1982	328,7	74,1	326,5	517,4	6,0
1983	329,9	76,9	326,8	527,1	●
1984	*p* 331,3	79,8	327,4	537,0	●

(1) La population *légale sans doubles comptes* établie d'après le recensement de mars 1982 est donnée au chapitre A.01 (tableau 3) pour chaque département. — (2) Population en milieu d'année, estimée à partir des recensements de 1974 et de 1982.

TABLEAU B.01-8

Population légale (1) des principales communes des départements d'outre-mer

(*Recensements*)

Source : INSEE

	1967	1974	1982		1967	1974	1982
Guadeloupe				*Martinique*			
Basse-Terre	15.690	15.457	13.656	Fort-de-France	96.943	98.807	99.844
Abymes (Les)	39.911	53.605	56.165	Lamentin (Le)	18.553	23.145	26.367
Pointe-à-Pitre	29.522	23.889	25.310	*Réunion*			
				Saint-Denis	85.444	103.512	109.072
				Saint-Paul	43.129	52.554	58.412
Guyane				*Saint-Pierre-et-Miquelon*			
Cayenne	24.518	30.461	38.091	Saint-Pierre	4.565	5.232	5.415
Kourou	3.117	4.720	7.061	Miquelon-Langlade	621	608	626

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU B.01-9

Population légale (sans doubles comptes) des agglomérations urbaines multicommunales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982) (1)

Source : INSEE

	Population		Population
Guadeloupe		*Martinique*	
Abymes (Les)	121.157	Fort-de-France	117.938
Basse-Terre	50.149	*Réunion*	
		Saint-Denis	126.323
		Saint-Pierre	90.627
Guyane		Saint-Joseph	31.141
Cayenne	44.864	Étang-Salé (L.)	12.629

(1) Total des populations légales des communes composant l'agglomération. Celle-ci est désignée par le nom de la commune la plus peuplée.

TABLEAU B.01-10

Population légale (sans doubles comptes) des communes urbaines et rurales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population			Proportions pour 100	
	Totale	Communes urbaines	Communes rurales	Communes urbaines	Communes rurales
Guadeloupe	328.400	295.182	33.218	90	10
Guyane	73.022	58.896	14.126	81	19
Martinique	328.566	268.782	59.784	82	18
Réunion	515.814	503.851	11.963	98	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	6.041	5.415	626	90	10

TABLEAU B.01-11

Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population (en milliers) (1)				Proportions pour 100		
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Guadeloupe	327	144	159	24	44	49	7
Guyane	73	32	38	3	44	52	4
Martinique	327	136	164	27	42	50	8
Réunion	516	243	248	25	47	48	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,0	2,2	3,3	0,5	37	54	9

(1) Après répartition des âges non déclarés.

TABLEAU B.01-12

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUADELOUPE			
Non déclarés	1.391	5.205	1.712
Agriculteurs exploitants	6.143	30.340	9.920
Salariés agricoles	2.630	11.827	4.187
Patrons, industriels, commerçants	9.174	36.849	12.407
Professions libérales, cadres supérieurs	3.256	10.845	3.385
Cadres moyens	4.985	17.163	5.917
Employés	7.584	29.476	9.986
Ouvriers	10.056	45.977	17.253
Personnels de service	5.196	21.262	7.650
Autres catégories	1.679	6.556	2.345
Personnes sans emploi	33.535	107.900	26.422
Total	**85.629**	**323.400**	**101.184**

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.01-12 *(suite et fin)*

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUYANE			
Non déclarés	317	1.085	406
Agriculteurs exploitants	1.610	*r* 6.509	2.751
Salariés agricoles	272	891	306
Patrons, industriels, commerçants	1.751	*r* 6.358	2.053
Professions libérales, cadres supérieurs	1.126	3.452	1.010
Cadres moyens	1.603	5.126	1.667
Employés	1.887	*r* 6.790	2.531
Ouvriers	4.483	16.143	5.630
Personnels de service	1.619	5.311	1.869
Autres catégories	896	2.997	1.039
Personnes sans emploi	5.499	15.579	4.288
Total	**21.063**	**70.241**	**23.550**
MARTINIQUE			
Non déclarés	868	2.970	812
Agriculteurs exploitants	2.353	11.073	2.927
Salariés agricoles	3.261	15.956	5.229
Patrons, industriels, commerçants	7.305	30.428	9.139
Professions libérales, cadres supérieurs	3.274	11.050	3.402
Cadres moyens	5.555	18.750	5.996
Employés	7.914	29.246	9.082
Ouvriers	11.876	55.074	18.376
Personnels de service	5.319	22.277	7.291
Autres catégories	1.591	6.012	2.020
Personnes sans emploi	35.949	118.975	27.777
Total	**85.265**	**321.811**	**92.051**
RÉUNION			
Non déclarés	454	1.193	328
Agriculteurs exploitants	7.689	40.528	14.907
Salariés agricoles	4.436	22.879	9.352
Patrons, industriels, commerçants	5.680	24.761	7.839
Professions libérales, cadres supérieurs	4.805	16.366	5.138
Cadres moyens	6.911	24.062	7.941
Employés	10.524	43.495	15.079
Ouvriers	22.078	109.142	43.463
Personnels de service	5.682	23.769	8.212
Autres catégories	2.389	8.930	3.205
Personnes sans emploi	50.213	194.107	55.992
Total	**120.861**	**509.232**	**171.456**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Non déclarés	1	1	—
Agriculteurs exploitants	3	12	7
Salariés agricoles	2	15	6
Patrons, industriels, commerçants	211	829	245
Professions libérales, cadres supérieurs	129	450	145
Cadres moyens	166	577	199
Employés	206	729	209
Ouvriers	433	1.710	558
Personnels de service	39	134	31
Autres catégories	52	172	58
Personnes sans emploi	518	1.239	165
Total	**1.760**	**5.958**	**1.623**

(1) Pour la définition des ménages voir texte relatif à la métropole. — (2) Dans les départements d'outre-mer, le concept « chef de ménage », soit la personne se déclarant comme telle a été maintenu.

TABLEAU B.01-13

Population totale (1) des territoires d'outre-mer selon l'origine

(Recensements)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Territoire	Année	Population		
		Originaire	Non originaire	Totale
Mayotte (collectivité territoriale)	1978	41,6	5,4	47,0
Nouvelle-Calédonie	1983	61,9	83,5	145,4
Polynésie française	1983	(2) 137,9	(2) 28,9	166,8
Wallis et Futuna	1983	12,1	0,3	12,4

(1) La population légale est donnée dans le Tableau A.01-12. — (2) Population originaire : maoris et demis; non originaires : asiatiques, européens et autres.

TABLEAU B.01-14

Population des chefs-lieux des territoires d'outre-mer

(Rencensements)

Source : INSEE

Territoire et chef-lieu	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Mayotte :				
Dzaoudzi	1966	2.968	1978	4.147
Nouvelle-Calédonie :				
Nouméa	1976	56.078	1983	60.112
Polynésie française :				
Papeete	1977	22.967	1983	23.496
Wallis et Futuna :				
Mata Utu	1976	558	1983	815

TABLEAU B.01-15

Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensements)

Source : INSEE

Territoire	Année de recensement	Population				Proportion en %		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Mayotte	1978	46.965	27.514	17.553	1.898	58,6	37,4	4,0
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	68.373	71.045	5.950	47,0	48,9	4,1
Polynésie française	1983	166.753	82.941	78.832	4.980	49,8	47,3	2,9
Wallis et Futuna	1983	12.408	7.006	4.890	512	56,5	39,4	4,1

- **Généralités et méthodologie sur le recensement :**

Guide d'utilisation :

— Tome 1 : *Présentation générale;*

— Tome 2 : *Dictionnaire des codes.*

- **Publications relatives au recensement de la population de 1982** (métropole) :

Série « bleue » :

— *Population de la France. Départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Tableaux statistiques de population légale. Communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Population légale et statistiques communales complémentaires* (fascicules départementaux et régionaux);

— *Villes et agglomérations urbaines* (un volume);

— *Les zones de peuplement industriel ou urbain* (un volume).

Série « boulier » :

— RP 82.1. *Premières estimations;*

— RP 82.2. *Population légale,* évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain;

— RP 82.4. *Principaux résultats du recensement de la population de 1982* (France métropolitaine);

— RP 82.5. *Les étrangers;*

— RP 82.7. *Principaux résultats de l'enquête sur les familles.*

— RP 82.8. *Les populations des DOM-TOM résidant en France métropolitaine.*

Série « verte » :

— Résultats du sondage au 1/4.

Population, emploi, ménages, familles, logements. Fascicules départementaux, régionaux, France par catégorie de commune (parution entre septembre 1984 et mars 1985, plusieurs fascicules par mois).

Série « bordeaux » :

— Sondage au 1/20.

Structure de la population totale;
Ménages, familles;
Population active (voir chapitre C. 01);
Formation;
Nationalité.

Archives et documents :

— N° 99. Tableaux normalisés par région;

— N° 100. Tableaux normalisés simplifiés par région et département;

— N° 104. Principaux résultats par catégorie de commune.

Premiers résultats :

— N° 7. L'âge des français;
— N° 10. La population de la France en 1982;
— N° 11. La pyramide des âges;
— N° 12. La population étrangère;
— N° 14. Les ménages et les familles;
— N° 22. Le développement de l'union libre;
— N° 23. La taille des familles et le milieu social.

- **Départements et territoires d'outre-mer :**

— Résultats du recensement général de la population des départements d'outre-mer 1982;

— Résultats des recensements de la population de Mayotte (1978) et des TOM (1983).

Chapitre B.02

Mouvement naturel de la population

1. Généralités
2. France métropolitaine
3. Données internationales
4. Départements et territoires d'outre-mer

1. Généralités

11. Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des *bulletins statistiques de l'état civil,* établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— *résultats trimestriels provisoires* par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le *Bulletin mensuel de statistique* (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le 4e trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— *ensemble des résultats annuels,* accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume *La situation démographique en 19.. - Mouvement de la population.* Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1982.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui des Affaires sociales et de la Solidarité nationale pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Les statistiques portent en principe sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. A l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

12. Définitions

Un certain nombre de caractéristiques démographiques intervenant dans plusieurs tableaux sont définies ci-après. On trouvera, par contre, en cours de chapitre, les explications nécessaires à la compréhension de tableaux particuliers.

Nés vivants et mort-nés. — D'après les règles de l'état civil, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil, qui doit avoir lieu dans les trois jours suivant la naissance, sont enregistrés comme *enfants déclarés sans vie* (mort-nés et enfants décédés avant la déclaration à l'état civil).

Jusqu'en 1974, la statistique des naissances portait en fait sur les enfants déclarés vivants et celle des mort-nés sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie.

Pour permettre d'évaluer les nombres réels d'enfants nés vivants et d'enfants mort-nés, on a reclassé, à partir de 1975, dans les statistiques de naissances et de décès, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de naissance (faux mort-nés). La rubrique des « mort-nés » ne couvre plus désormais que les enfants effectivement morts à la naissance.

Certaines caractéristiques des naissances qui font intervenir celles du mariage, comme le rang de naissance (tableau 4) ou la nationalité des parents (tableau 5) ne sont connues que pour les enfants légitimes.

Le rang de naissance est déterminé en fonction du nombre des seuls enfants nés du mariage actuel.

Taux de mortalité infantile. — Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

2. France métropolitaine

21. Résultats bruts et résultats élaborés

Les résultats bruts — nombre de mariages, de naissances et de décès — ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, car ils dépendent non seulement du comportement de la population et des conditions sanitaires existantes, mais aussi, d'une façon très étroite, de la structure démographique de la population, tout particulièrement de sa composition par âge.

Pour étudier les caractéristiques démographiques réelles de la population en éliminant l'influence de la structure par âge, divers indicateurs sont proposés :

Les taux par âge :

Les taux par âge ou par groupe d'âges sont des rapports des événements survenus pendant l'année aux personnes appartenant à une classe d'âge donnée (naissances : tableau 3, mariages : tableau 8, décès : tableau 10) à l'effectif moyen de la classe d'âge au cours de l'année (tableau B 01-5). Les taux de fécondité, de nuptialité et de mortalité reproduits dans les tableaux 6, 9 et 12 ont été ainsi calculés.

L'ensemble des taux de fécondité par âge relatifs à une même année peut être résumé par un indicateur unique : leur somme, appelée pour cette raison somme des naissances réduites ou indicateur conjoncturel de fécondité (tableau 7). C'est le nombre moyen d'enfant que mettra au monde chaque femme d'une génération fictive parcourant hors mortalité sa vie féconde (15-49 ans) avec les taux par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur précédent par l'application du taux de féminité à la naissance (0,488) constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction (tableau 7).

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération serait remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter — s'il est inférieur à 100, la génération serait remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer. *Exemple :* une génération de 100 femmes suivant les lois de mortalité et de fécondité par âge de l'année 1982 serait remplacée par 91 filles, ce qui correspond à une diminution de 9 % d'une génération à la suivante.

Remarque :

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés *au cours d'une année donnée* dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et *ne représentent donc pas le taux d'une génération réelle de femmes;* il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

En outre, dans les périodes perturbées comme celles qui suivent les guerres, les taux de fécondité par âge ont des valeurs anormales, de sorte que les taux de reproduction qui en sont déduits ne donnent pas une description correcte de la tendance réelle de l'évolution à long terme.

Le taux de Lotka est le taux annuel d'accroissement de la population de structure stable vers laquelle tendrait la population française si les conditions actuelles de fécondité et de mortalité restaient constantes; exemple : avec les caractéristiques de 1982, cette population diminuerait annuellement de 0,35 %.

22. Tables de mortalité
(tableaux 13, 14)

Une table de mortalité relative à une période donnée, 1980-1982 par exemple, est destinée à caractériser le *régime de mortalité au cours de cette période; elle ne représente pas l'incidence réelle de la mortalité pour une génération particulière* qui, au cours de sa vie, aura été en fait soumise aux régimes de mortalité des différentes périodes qu'elle aura traversées.

Une table de mortalité est calculée à partir des données de base suivantes :

— d'une part, la répartition, au cours de la période considérée, des décédés suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge;

— d'autre part, la répartition de la population totale au cours de la période, suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge.

Au moyen des données précédentes, on calcule d'abord les *quotients de mortalité à chaque âge :* le quotient de mortalité à l'âge *n* est la proportion des personnes ayant atteint l'âge *n* qui décèdent avant d'avoir atteint l'âge *n* + 1: *autrement dit* c'est, d'après le régime de mortalité de l'époque, la probabilité de décès dans un délai d'un an d'une personne d'un âge donné.

On calcule ensuite le nombre de survivants à chaque âge d'un ensemble initial de 10.000 ou 100.000 personnes, par exemple, soumises depuis leur naissance et à tous les âges de la vie aux probabilités de décès exprimées par les quotients de mortalité calculés précédemment.

Enfin, on détermine *l'espérance de vie à chaque âge,* qui est le nombre d'années qu'aurait à vivre chacun des individus de cet âge si la somme des années que tous les individus de cet âge ont encore à vivre était également répartie entre eux. L'espérance de vie à la naissance (âge 0) s'appelle aussi la *vie moyenne.*

On définit aussi la *vie probable*, âge auquel l'effectif initial est réduit de moitié; autrement dit, c'est l'âge atteint par un individu sur deux.

L'INSEE publie dans l'*Annuaire statistique de la France* trois séries de tables de mortalité :

1° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour une période quinquennale centrée sur une année de recensement. Ces tables sont définitives. La dernière table de ce type, celle relative à la période 1973-1977 (centrée sur le recensement de 1975), a été publiée dans les éditions 1981 à 1983 de l'Annuaire;
2° Tables annuelles abrégées par sexe et âge quinquennal (tableau 13);
3° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour la dernière période triennale écoulée. La table présentée au tableau 14 est relative à la période 1980-1982.

Contrairement aux tables quinquennales centrées sur une année de recensement, les tables triennales et les tables annuelles abrégées sont révisées chaque fois qu'à la faveur d'un nouveau recensement on dispose des réévaluations de population par sexe et âge fondées sur les deux recensements encadrant la période ou l'année considérée.

23. Indicateurs de la mortalité infantile
(tableau 11)

Une série d'indicateurs selon la durée de vie permettent de cerner l'évolution de la mortalité infantile de plus près.

Le taux de mortalité infantile est, rappelons-le, le rapport des enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants, y compris les « faux mort-nés ». En allant de la mort la plus précoce à la plus tardive, on observe :

— le taux de mortinatalité qui rapporte le nombre de (vrais) mort-nés à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;
— le taux de mortalité périnatale, qui renseigne sur la mortalité autour de la naissance, est le rapport des mort-nés et décès d'enfants de moins de sept jours à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;
— le taux de mortalité néo-natale précoce, décrit la mortalité immédiatement après une naissance vivante, en rapportant les décès de moins de sept jours aux nés vivants;
— le taux de mortalité néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de 0 à 28 jours aux nés vivants. Son évolution est proche de celle du taux précédent à cause du poids relatif très important des décès de la première semaine dans ceux du 1er mois;
— le taux de mortalité fœto-infantile regroupe dans un même indicateur la mortinatalité et la mortalité infantile;
— le taux de mortalité post-néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de plus de 28 jours (et moins d'un an) aux enfants nés vivants.

3. Données internationales

Dans la période récente, certains phénomènes démographiques comme la baisse de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité, la propagation des interruptions volontaires de grossesse, se dégagent des contextes nationaux et s'inscrivent dans un mouvement international ou continental.

Pour situer l'évolution démographique de la France par rapport à celle de ses principaux partenaires, on a donné dans le tableau 15 les principaux indicateurs démographiques des dix pays de la Communauté économique européenne, ainsi que ceux des États-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Japon.

4. Départements et territoires d'outre-mer

Les statistiques du mouvement de la population dans les départements d'outre-mer sont établies régulièrement par l'INSEE depuis 1951 à partir des bulletins statistiques de l'état civil identiques à ceux utilisés en métropole et remplis en principe dans les mêmes conditions. La qualité des renseignements s'est améliorée récemment, sauf en Guyane, où la collecte reste incomplète.

Les définitions relatives aux faits démographiques (mariages, divorces, nés vivants et mort-nés, décédés) et aux taux (taux de mortalité infantile, taux bruts et rectifiés) sont les mêmes que celles retenues pour les statistiques métropolitaines.

Dans l'appréciation des taux, en particulier des taux de mortalité, et dans leur comparaison avec les taux métropolitains, il ne faut pas perdre de vue que les répartitions par âge des populations des départements d'outre-mer et de la population métropolitaine sont très différentes.

Le tableau 16, en particulier, donne l'évolution du mouvement naturel de la population dans chaque département d'outre-mer. Les populations en milieu d'année ont été estimées à partir du recensement de 1982.

*
**

TABLEAU B.02-1 A

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE; Ministère de la Justice

Nombre (en milliers)

Année (ou moyenne annuelle)	Population au milieu de la période	Mariages	Divorces prononcés (3)	Nés vivants (1)		Mort-nés (1)		Décédés au total (1)	Décédés de moins d'un an (1)	Excédent des naissances sur les décès
				Total	Légitimes	Total	Ayant respiré (1)			
1935-1937	41.200	279,8	25,3	629,8	587,8	21,6	3,4	643,4	42,3	— 13,6
1946-1950	41.100	397,4	48,3	860,1	795,7	21,9	3,9	537,2	49,8	+ 322,9
1951-1955	42.800	313,8	31,8	810,4	756,6	18,6	3,7	534,9	31,7	+ 275,5
1956-1960	44.800	311,4	30,7	813,2	763,1	17,8	3,7	518,0	22,1	+ 295,2
1961-1965	47.700	333,0	32,4	853,2	802,8	17,2	3,5	529,1	17,4	+ 324,1
1966-1970	49.900	363,3	37,5	843,6	790,0	15,1	2,9	545,2	14,1	+ 298,4
1971-1975	52.100	401,1	48,5	832,5	764,9	12,9	2,4	555,2	11,2	+ 277,3
1976-1980	53.380	354,3	73,2	752,0	679,0	7,2	///	545,8	8,2	+ 206,2
1972	51.701	416,5	*r* 44,7	875,1	809,3	13,4	2,4	547,5	11,7	+ 327,6
1973	52.118	400,7	*r* 47,3	854,9	784,9	12,8	2,3	556,5	10,9	+ 298,4
1974	52.460	394,8	*r* 53,1	799,2	731,7	11,4	2,0	550,5	9,8	+ 248,7
1975	(2) 52.699	387,4	*r* 55,6	745,1	681,6	8,3	///	560,4	10,3	+ 184,7
1976	(2) 52.909	374,0	*r* 60,5	720,4	658,9	7,5	///	557,1	9,0	+ 163,3
1977	(2) 53.145	368,2	*r* 71,3	744,7	679,3	7,4	///	536,2	8,5	+ 208,5
1978	(2) 53.376	354,6	*r* 74,4	737,1	667,8	7,1	///	546,9	7,9	+ 190,2
1979	(2) 53.606	340,4	*r* 78,6	757,4	679,5	7,0	///	541,8	7,6	+ 215,6
1980	(2) 53.880	334,4	*r* 81,1	800,4	709,3	6,9	///	547,1	8,0	+ 253,3
1981	(2) 54.182	315,1	*r* 87,6	805,5	703,3	6,6	///	554,8	7,8	+ 250,7
1982	(2) 54.480	312,4	*r* 93,9	797,2	683,8	6,3	///	543,1	7,5	+ 254,1
1983	54.728	300,5	98,7	748,5	629,7	5,7	///	559,6	6,8	+ 188,9

(1) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux-mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975, ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés. — (2) Évaluations fondées sur les résultats des recensements de 1975 et de 1982. — (3) Divorces directs prononcés plus divorces prononcés par conversion de séparation de corps.

TABLEAU B.02-1 B

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité
(proportion pour 1.000 habitants)

Source : INSEE

Taux pour 1.000

Année (ou moyenne annuelle)	Nuptialité (nombre de mariages pour 1.000 habitants)	Natalité (nés vivants pour 1.000 habitants)	Mortalité (décédés pour 1.000 habitants)	Accroissement naturel (excédent de naissances pour 1.000 habitants)	Mortalité infantile (1) [décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants]		
					Totale	dont	
						Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néonatale (3)
1935-1937	6,8	15,3	15,6	— 0,3	71,4	26,0	45,4
1946-1950	9,7	20,9	13,1	+ 7,8	63,4	26,0	37,4
1951-1955	7,3	18,9	12,5	+ 6,4	43,3	19,8	23,5
1956-1960	9,0	18,2	11,6	+ 6,6	31,7	18,9	12,6
1961-1965	7,0	17,9	11,1	+ 6,8	24,5	16,2	8,2
1966-1970	7,3	16,9	10,9	+ 6,0	20,1	14,0	6,1
1971-1975	7,7	16,0	10,7	+ 5,3	15,4	10,6	4,9
1976-1980	6,6	14,1	10,2	+ 3,9	10,9	6,8	4,1
1972	8,1	16,9	10,6	+ 6,4	16,0	11,2	4,8
1973	7,7	16,4	10,7	+ 5,7	15,4	10,6	4,9
1974	7,5	15,3	10,5	+ 4,8	14,6	9,9	4,8
1975	7,3	14,1	10,6	+ 3,5	13,6	9,2	4,7
1976	7,1	13,6	10,5	+ 3,1	12,5	8,1	4,4
1977	6,9	14,0	10,1	+ 3,9	11,5	7,4	4,1
1978	6,7	13,8	10,3	+ 3,6	10,6	6,7	4,0
1979	6,4	14,1	10,1	+ 4,0	10,1	6,0	4,0
1980	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	10,1	5,8	4,3
1981	5,8	14,9	10,3	+ 4,6	9,7	5,5	4,2
1982	5,7	14,6	10,0	+ 4,7	9,5	5,3	4,2
1983	5,5	13,7	10,2	+ 3,5	9,0	5,0	4,1

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil. — (2) Décédés âgés de 0 à 28 jours. — (3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-2

Nés vivants et mort-nés par sexe ou légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants					Mort-nés				
	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels
1972	875.093	449.283	425.810	809.258	65.835	13.365	7.213	6.152	11.771	1.594
1973	854.880	438.854	416.026	784.948	69.932	12.776	6.892	5.884	11.253	1.523
1974	799.217	410.276	388.941	731.737	67.480	11.359	6.075	5.284	9.889	1.470
1975 (1)	745.065	381.804	363.261	681.636	63.429	8.225	4.406	3.819	7.217	1.008
1976 (1)	720.395	369.439	350.956	658.926	61.469	7.522	3.892	3.630	6.551	971
1977 (1)	744.744	382.337	362.407	679.346	65.398	7.445	3.890	3.555	6.437	1.008
1978 (1)	737.062	378.281	358.781	667.841	69.221	7.120	3.764	3.356	6.127	993
1979 (1)	757.354	388.604	368.750	679.521	77.833	6.994	3.647	3.347	5.960	1.034
1980 (1)	800.376	410.547	389.829	709.261	91.115	6.942	3.645	3.297	5.906	1.036
1981 (1)	805.483	413.480	392.003	703.337	102.146	6.644	3.399	3.245	5.503	1.141
1982 (1)	797.223	409.205	388.018	683.825	113.398	6.334	3.347	2.987	5.152	1.182
1983 (1)	748.525	383.659	364.866	629.674	118.851	5.723	2.974	2.749	4.538	1.185

(1) Jusqu'en 1974 inclus, la statistique des naissances ou des « nés-vivants » porte en fait sur les seuls enfants déclarés vivants, les enfants nés vivants mais décédés avant leur déclaration à l'état civil étant comptés parmi l'ensemble des enfants mort-nés. A partir de 1975, la statistique des naissances inclut les enfants nés vivants décédés avant leur déclaration, celle des mort-nés les exclut.

TABLEAU B.02-3

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1981			1982			1983		
	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels
Moins de 20 ans	35.019	20.307	14.712	33.192	17.933	15.219	29.412	14.834	14.578
20 à 24 ans	246.916	209.020	37.896	239.396	197.703	41.693	222.120	179.330	42.790
25 à 29 ans	303.705	276.203	27.502	301.109	270.353	30.756	284.221	250.771	33.450
30 à 34 ans	166.001	150.581	15.420	165.310	147.648	17.662	154.594	135.585	19.009
35 à 39 ans	45.310	39.981	5.329	49.469	42.850	6.619	49.825	42.224	7.601
40 à 44 ans	7.826	6.641	1.185	8.071	6.784	1.287	7.738	6.394	1.344
45 ans ou plus	706	604	102	676	554	122	615	536	79
Total	**805.483**	**703.337**	**102.146**	**797.223**	**683.825**	**113.398**	**748.525**	**629.674**	**118.851**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1981, 1982 ou 1983 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-4

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Ensemble	Rang de la naissance									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et plus
1972	809.258	363.339	231.067	106.759	48.469	24.328	13.741	8.423	5.327	3.282	4.523
1973	784.948	358.525	229.103	100.557	44.153	21.496	12.211	7.307	4.566	2.908	4.122
1974	731.737	342.764	219.655	88.326	37.019	17.843	10.066	6.103	3.903	2.522	3.536
1975	681.636	328.838	211.137	76.755	30.348	14.139	7.855	4.756	3.060	1.933	2.815
1976	658.926	322.358	213.454	70.950	25.219	11.266	6.019	3.681	2.369	1.490	2.120
1977	679.346	327.011	228.435	74.887	24.218	10.661	5.575	3.289	2.093	1.358	1.819
1978	667.841	319.000	227.052	76.305	23.294	9.833	4.997	2.917	1.813	1.115	1.515
1979	679.521	310.722	236.233	87.726	23.690	9.746	4.834	2.669	1.612	981	1.308
1980	709.261	313.401	245.376	103.410	25.976	9.973	4.905	2.646	1.647	864	1.063
1981	703.337	300.579	240.178	110.241	29.375	11.037	5.460	2.904	1.609	916	1.038
1982	683.825	293.135	236.800	100.764	29.615	11.417	5.616	3.049	1.595	854	980
1983	629.674	275.814	222.153	83.106	26.491	10.763	5.298	2.870	1.525	832	822

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-5

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1972	809.258	725.218	2.477	16.289	65.274	3.936	89,6	2,3	8,1
1973	784.948	700.794	2.416	16.034	65.704	4.339	89,3	2,4	8,4
1974	731.737	646.317	2.843	15.196	67.381	4.265	88,3	2,5	9,2
1975	681.636	599.485	3.058	14.187	64.906	4.063	87,9	2,5	9,5
1976	658.926	577.397	3.386	13.444	64.699	3.968	87,6	2,6	9,8
1977	679.346	593.911	3.708	14.379	67.348	4.453	87,4	2,7	9,9
1978	667.841	582.057	4.177	14.413	67.194	4.598	87,2	2,8	10,1
1979	679.521	592.144	4.659	14.993	67.725	5.241	87,1	2,9	10,0
1980	709.261	618.945	4.852	15.248	70.216	6.223	87,3	2,8	9,9
1981	703.337	609.853	5.113	15.475	72.896	6.890	86,7	2,9	10,4
1982	683.825	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	3,1	10,7
1983	629.674	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	3,2	11,3

Nota : jusqu'en 1962, les musulmans nés en Algérie étaient considérés juridiquement comme français; à partir de 1963, seuls le sont ceux qui ont opté pour la nationalité française.

TABLEAU B.02-6

Taux de fécondité des femmes par âge

(Nombre annuel d'enfants nés vivants pour 100 femmes de chaque groupe d'âge)

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Ensemble des femmes de 15 à 49 ans	Moins de 20 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
Nombre d'enfants nés vivants légitimes pour 100 femmes mariées de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	12,6	36,8	32,6	25,0	16,0	9,26	3,12	0,286
1953-1955	11,6	43,7	32,4	20,9	12,6	7,18	2,36	0,215
1956-1960	11,6	43,7	33,5	21,8	12,2	6,54	2,13	0,177
1961-1965	11,7	44,3	33,7	22,2	12,3	6,01	2,03	0,165
1966-1970	10,5	45,6	31,0	19,7	11,1	5,29	1,62	0,149
1971-1975	9,67	44,1	27,6	17,3	8,90	4,07	1,21	0,102
1976-1980	8,39	36,7	23,8	16,5	7,58	2,59	0,59	0,049
1972	10,3	48,3	29,5	18,5	9,62	4,51	1,38	0,110
1973	9,88	45,5	28,2	17,8	9,03	4,13	1,24	0,099
1974	9,14	41,0	25,9	16,4	8,21	3,62	1,06	0,087
1975 (1) (2) ■	8,46	37,1	23,9	15,3	7,4	3,08	0,85	0,074
1976 (1)	8,15	35,9	23,0	15,2	7,1	2,64	0,68	0,057
1977 (1)	8,38	37,5	23,8	16,0	7,4	2,53	0,62	0,053
1978 (1)	8,23	36,2	23,4	16,1	7,4	2,48	0,56	0,049
1979 (1)	8,39	35,8	23,8	16,9	7,7	2,58	0,54	0,044
1980 (1)	8,79	38,2	24,9	18,1	8,3	2,73	0,55	0,043
1981 (1)	8,77	37,6	25,0	18,3	8,6	2,92	0,55	0,044
1982 (1)	8,58	37,5	25,3	18,3	8,5	2,90	0,57	0,041
Nombre d'enfants nés vivants naturels pour 100 femmes célibataires, veuves ou divorcées de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	1,67	0,615	2,87	3,98	3,24	2,01	0,726	0,060
1953-1955	1,44	0,534	2,30	3,08	2,92	2,06	0,642	0,052
1956-1960	1,45	0,528	2,17	3,33	3,04	1,99	0,706	0,049
1961-1965	1,36	0,558	2,24	3,37	3,12	2,05	0,785	0,064
1966-1970	1,28	0,576	2,18	3,20	2,87	1,98	0,708	0,058
1971-1975	1,51	0,701	2,50	3,43	3,07	2,01	0,707	0,054
1976-1980	1,55	0,627	2,44	3,52	3,03	1,65	0,505	0,036
1972	1,52	0,708	2,56	3,47	3,06	2,04	0,719	0,055
1973	1,61	0,715	2,68	3,67	3,33	2,23	0,766	0,059
1974	1,54	0,704	2,49	3,51	3,15	2,04	0,722	0,050
1975 (1) (2) ■	1,43	0,672	2,29	3,15	2,95	1,78	0,629	0,040
1976 (1)	1,37	0,620	2,20	3,03	2,73	1,58	0,531	0,045
1977 (1)	1,43	0,608	2,30	3,22	2,81	1,58	0,507	0,039
1978 (1)	1,48	0,595	2,36	3,34	2,95	1,56	0,497	0,034
1979 (1)	1,62	0,619	2,53	3,74	3,17	1,69	0,491	0,034
1980 (1)	1,84	0,693	2,83	4,28	3,50	1,86	0,501	0,030
1981 (1)	2,01	0,703	2,99	4,73	3,82	2,03	0,535	0,036
1982 (1)	2,16	0,728	3,15	5,02	4,15	2,21	0,563	0,045
Nombre d'enfants nés vivants légitimes ou naturels pour 100 femmes de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	8,23	2,19	14,9	18,6	13,3	7,87	2,63	0,230
1953-1955	7,97	2,18	15,6	16,8	11,0	6,28	2,03	0,180
1956-1960	8,13	2,20	15,9	17,4	10,7	5,80	1,86	0,151
1961-1965	8,08	2,46	17,4	18,2	11,0	5,46	1,83	0,145
1966-1970	7,23	2,67	16,2	16,5	9,96	4,84	1,48	0,132
1971-1975	6,78	2,80	14,8	14,4	8,09	3,80	1,13	0,094
1976-1980	5,88	2,01	12,1	13,3	6,86	2,46	0,58	0,047
1972	7,18	2,92	15,8	15,4	8,71	4,20	1,28	0,100
1973	6,96	2,92	15,2	14,8	8,24	3,89	1,17	0,092
1974	6,45	2,76	13,9	13,7	7,50	3,41	1,01	0,080
1975 (1) (2) ■	5,97	2,53	12,8	12,7	6,8	2,91	0,82	0,068
1976 (1)	5,73	2,29	12,2	12,5	6,5	2,50	0,66	0,055
1977 (1)	5,87	2,20	12,4	13,0	6,7	2,40	0,60	0,051
1978 (1)	5,76	1,97	12,0	13,0	6,7	2,35	0,56	0,047
1979 (1)	5,87	1,80	11,9	13,6	7,0	2,44	0,53	0,042
1980 (1)	6,15	1,78	12,2	14,4	7,4	2,60	0,54	0,041
1981 (1)	6,14	1,64	11,7	14,5	7,7	2,78	0,55	0,043
1982 (1)	6,14	1,55	11,4	14,4	7,7	2,78	0,57	0,042

(1) Taux révisés à la suite de la réévaluation des effectifs par âge et par état matrimonial des années 1975 à 1982 consécutive au recensement de 1982. — (2) A partir de 1975, les taux tiennent compte du reclassement des faux mort-nés dans la statistique des naissances.

TABLEAU B.02-7

Indicateurs de fécondité et de reproduction

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Indicateur conjoncturel de fécondité (p. 1 femme)	Taux de reproduction pour 100 femmes		Taux d'accroissement de Lotka pour 100 habitants
		Taux brut	Taux net	
1935-1937	2,08	100,0	87,0	— 0,500
1946-1950	2,98	145,2	132,0	+ 0,985
1951-1955	2,72	132,9	125,2	+ 0,809
1956-1960	2,69	131,5	127,0	+ 0,865
1961-1965	2,84	139,0	134,5	+ 1,088
1966-1970	2,60	127,0	123,5	+ 0,777
1971-1975	2,25	109,6	106,7	+ 0,242
1976-1980	1,86	90,9	89,0	— 0,461
1972	2,41	117,3	114,3	+ 0,516
1973	2,30	112,0	109,2	+ 0,341
1974	2,11	102,5	100,1	+ 0,002
1975	1,93	93,9	91,8	— 0,333
1976	1,83	89,1	87,2	— 0,537
1977	1,86	90,6	88,7	— 0,468
1978	1,82	88,6	86,9	— 0,546
1979	1,85	90,3	88,6	— 0,471
1980	1,94	94,7	92,9	— 0,283
1981	1,94	94,7	92,9	— 0,283
1982	1,91	93,1	91,4	— 0,345

TABLEAU B.02-8

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1983

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	3.946	3.940	—	6	32.646	32.621	3	22
20-24 ans	123.894	123.389	35	470	151.731	149.601	135	1.995
25-29 ans	97.118	91.814	160	5.144	63.686	55.400	466	7.820
30-34 ans	35.631	25.974	334	9.323	24.842	15.312	615	8.915
35-39 ans	16.295	7.418	403	8.474	11.792	4.619	553	6.620
40-44 ans	7.675	2.498	406	4.771	5.332	1.471	504	3.357
45-49 ans	5.213	1.457	500	3.256	3.771	831	642	2.298
50-54 ans	3.881	961	737	2.183	2.774	626	653	1.495
55-59 ans	2.777	510	802	1.465	1.853	401	505	947
60 ans et plus	4.083	597	2.048	1.438	2.086	470	910	706
Total	**300.513**	**258.558**	**5.425**	**36.530**	**300.513**	**261.352**	**4.986**	**34.175**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-9

Taux de nuptialité par âge et état matrimonial antérieur

(Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) *de chaque groupe d'âge)*

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Sexe masculin								
	Ensemble	*18 à 59 ans*	18 et 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veufs et des divorcés (2) :									
1946-1947	9,84	*11,4*	1,13	12,0	25,0	17,2	6,50	3,43	0,795
1953-1955	6,71	*7,93*	0,983	10,1	16,7	8,85	3,62	2,26	0,683
1961-1965	6,93	*8,29*	1,55	12,8	17,0	6,90	3,26	1,91	0,722
1966-1970	6,96	*8,17*	1,51	13,9	15,8	5,80	2,79	1,81	0,667
1971-1975	7,41	*8,89*	1,66	14,4	16,2	6,36	2,65	1,88	0,609
1976-1980	6,20	*7,31*	1,21	10,9	13,6	7,04	2,19	1,64	0,30
1972	7,73	*9,29*	1,72	15,3	17,1	6,26	2,72	1,97	0,640
1973	7,41	*8,91*	1,65	14,6	16,2	6,28	2,61	1,87	0,596
1974	7,25	*8,73*	1,60	14,0	15,9	6,48	2,58	1,79	0,573
1975	7,07	*8,47*	1,50	13,3	15,3	6,81	2,68	1,85	0,585
1976	6,76	*8,05*	1,34	12,5	14,5	6,98	2,63	1,73	0,554
1977	6,56	*7,76*	1,14	11,8	14,2	7,28	2,72	1,80	0,580
1978	6,21	*7,32*	0,95	10,8	13,7	7,21	2,73	1,67	0,548
1979	5,85	*6,85*	0,83	10,0	12,9	6,94	2,66	1,53	0,504
1980	5,62	*6,58*	0,78	9,30	12,5	6,79	2,62	1,48	0,466
1981	5,16	*6,02*	0,65	8,20	11,5	6,33	2,60	1,39	0,470
1982	4,97	*5,78*	0,54	7,60	11,2	6,20	2,62	1,34	0,437
Célibataires (2) :									
1946-1947	10,9	*11,4*	1,10	11,9	24,5	15,7	4,30	1,45	0,800
1953-1955	7,64	*8,03*	0,984	10,1	16,6	7,99	2,24	0,908	0,355
1961-1965	7,97	*8,46*	1,55	12,7	16,8	6,08	1,94	0,805	0,353
1966-1970	7,83	*8,32*	1,51	13,9	15,6	5,06	1,58	0,783	0,318
1971-1975	8,35	*8,97*	1,66	14,4	16,0	5,25	1,42	0,686	0,260
1976-1980	6,79	*7,25*	1,01	10,8	13,4	5,72	1,35	0,557	0,218
1972	8,76	*9,40*	1,72	15,3	16,9	5,21	1,46	0,749	0,286
1973	8,37	*9,00*	1,65	14,6	16,0	5,19	1,41	0,696	0,254
1974	8,15	*8,78*	1,60	14,0	15,7	5,32	1,40	0,608	0,234
1975	7,87	*8,46*	1,50	13,3	15,1	5,46	1,40	0,619	0,237
1976	7,50	*8,04*	1,34	12,5	14,3	5,62	1,36	0,641	0,248
1977	7,19	*7,70*	1,14	11,7	14,0	5,88	1,40	0,614	0,263
1978	6,79	*7,24*	0,95	10,8	13,5	5,88	1,39	0,552	0,226
1979	6,35	*6,77*	0,83	9,90	12,7	5,64	1,32	0,488	0,188
1980	6,10	*6,50*	0,78	9,30	12,3	5,57	1,28	0,492	0,165
1981	5,56	*5,92*	0,65	8,20	11,3	5,22	1,25	0,451	0,184
1982	5,34	*5,68*	0,54	7,60	11,1	5,15	1,27	0,440	0,172

(1) Sont considérés comme mariables les célibataires de 18 ans ou plus pour les hommes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées. — (2) Les taux relatifs aux années 1975 à 1982 ont été révisés (recensement de 1982).

TABLEAU B.02-9 (*suite et fin*)

Taux de nuptialité par âge matrimonial antérieur

(*Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables* (1) *de chaque groupe d'âge)*

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Sexe féminin								
	Ensemble	*15 à 49 ans*	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veuves et des divorcées (2) :									
1946-1947	6,22	*11,1*	3,98	23,2	24,0	10,3	3,19	0,897	0,101
1953-1955	4,29	*8,29*	3,30	18,4	15,1	6,42	2,18	0,829	0,096
1961-1965	4,40	*8,72*	3,74	23,0	16,9	6,37	2,34	0,883	0,112
1966-1970	4,50	*8,50*	3,89	21,0	14,8	5,63	2,22	0,853	0,110
1971-1975	4,89	*9,01*	4,09	20,6	14,7	5,67	2,11	0,931	0,103
1976-1980	4,05	*7,36*	3,12	16,1	11,9	5,66	1,98	0,806	0,079
1972	5,03	*9,42*	4,19	21,8	15,7	5,72	2,19	0,966	0,104
1973	4,82	*9,02*	4,13	20,7	14,7	5,60	2,09	0,926	0,100
1974	4,72	*8,82*	4,12	19,9	14,2	5,65	2,02	0,907	0,093
1975	4,60	*8,56*	4,02	19,0	13,5	5,75	2,09	0,917	0,095
1976	4,39	*8,13*	3,71	18,0	12,9	5,75	2,03	0,867	0,087
1977	4,27	*7,85*	3,47	17,1	12,6	5,94	2,10	0,892	0,086
1978	4,06	*7,39*	3,08	16,1	12,0	5,78	2,03	0,831	0,080
1979	3,83	*6,91*	2,79	15,0	11,4	5,49	1,88	0,745	0,074
1980	3,69	*6,61*	2,53	14,2	10,7	5,35	1,85	0,695	0,067
1981	3,42	*6,05*	2,14	12,7	10,3	5,95	1,80	0,680	0,067
1982	3,32	*5,83*	1,91	12,0	10,2	4,85	1,77	0,630	0,064
Célibataires (2) :									
1946-1947	9,65	*11,6*	4,00	23,3	24,3	9,80	2,55	0,695	0,115
1953-1955	7,07	*8,74*	3,30	18,4	14,9	5,85	1,49	0,523	0,105
1961-1965	7,34	*9,05*	3,74	23,0	16,7	5,77	1,74	0,575	0,120
1966-1970	7,40	*8,85*	3,89	21,0	14,7	4,96	1,64	0,605	0,122
1971-1975	7,90	*9,42*	4,09	20,7	14,8	5,03	1,42	0,646	0,109
1976-1980	6,45	*7,62*	3,11	16,1	12,1	5,06	1,27	0,562	0,100
1972	8,27	*9,85*	4,19	21,9	15,8	5,01	1,49	0,677	0,113
1973	7,92	*9,44*	4,13	20,8	15,0	5,00	1,39	0,656	0,103
1974	7,73	*9,22*	4,11	20,0	14,4	5,05	1,33	0,638	0,099
1975	7,48	*8,91*	4,02	19,1	13,6	5,09	1,36	0,603	0,103
1976	7,11	*8,45*	3,70	18,1	12,9	5,15	1,33	0,609	0,103
1977	6,85	*8,11*	3,47	17,2	12,7	5,25	1,36	0,627	0,116
1978	6,45	*7,61*	3,08	16,1	12,1	5,14	1,31	0,575	0,096
1979	6,05	*7,12*	2,79	15,0	11,5	4,88	1,20	0,520	0,100
1980	5,80	*6,79*	2,53	14,2	11,1	4,79	1,15	0,477	0,087
1981	5,31	*6,19*	2,14	12,7	10,4	4,43	1,11	0,480	0,088
1982	5,15	*5,97*	1,91	12,0	10,3	4,42	1,11	0,440	0,092

(1) Sont considérées comme mariables les célibataires de 15 ans ou plus pour les femmes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées. — (2) Les taux relatifs aux années 1975 à 1982 ont été révisés (recensement de 1982).

TABLEAU B.02-10

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial

Année 1983. Résultats provisoires

Source : INSEE

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe masculin				
			Ensemble	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1983-1982	Moins d'un an	6.834	3.950	3.950	—	—	—
1982-1979	1-4	1.678	947	947	—	—	—
1978-1974	5-9	987	593	593	—	—	—
1973-1969	10-14	1.136	694	694	—	—	—
1968-1964	15-19	3.043	2.137	2.133	3	1	—
1963-1959	20-24	5.016	3.802	3.482	308	2	10
1958-1954	25-29	4.692	3.370	2.030	1.209	17	114
1953-1949	30-34	5.358	3.746	1.490	1.912	36	308
1948-1944	35-39	6.501	4.475	1.251	2.645	44	535
1943-1939	40-44	7.294	5.076	1.189	3.241	85	561
1938-1934	45-49	12.456	8.843	2.002	5.763	226	852
1933-1929	50-54	20.758	14.839	2.996	10.033	624	1.186
1928-1924	55-59	28.388	20.223	3.169	14.595	1.184	1.275
1923-1919	60-64	35.781	24.678	2.986	18.491	1.881	1.320
1918-1914	65-69	32.386	21.412	2.357	15.927	2.331	797
1913-1909	70-74	65.775	39.969	4.043	28.595	6.146	1.185
1908-1904	75-79	89.144	47.515	4.272	31.278	10.914	1.051
1903-1899	80-84	101.000	44.451	3.246	25.202	15.338	665
1898-1894	85-89	77.910	25.471	1.438	11.183	12.584	266
1893-1889	90-94	40.347	10.047	541	3.298	6.114	94
1888 et avant	95 et plus	13.173	2.651	129	602	1.899	21
Ensemble		**559.657**	**288.889**	**44.938**	**174.285**	**59.426**	**10.240**

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU B.02-10 *(suite et fin)*

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial

Année 1983. Résultats provisoires

Source : INSEE

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe féminin				
			Ensemble	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1983-1982	Moins d'un an	6.834	2.884	2.884	—	—	—
1982-1979	1-4	1.678	731	731	—	—	—
1978-1974	5-9	987	394	394	—	—	—
1973-1969	10-14	1.136	442	442	—	—	—
1968-1964	15-19	3.043	906	879	24	3	—
1963-1959	20-24	5.016	1.214	929	258	16	11
1958-1954	25-29	4.692	1.322	587	638	20	77
1953-1949	30-34	5.358	1.612	417	1.004	28	163
1948-1944	35-39	6.501	2.026	353	1.432	55	186
1943-1939	40-44	7.294	2.218	291	1.598	112	217
1938-1934	45-49	12.456	3.613	378	2.657	297	281
1933-1929	50-54	20.758	5.919	635	4.197	706	381
1928-1924	55-59	28.388	8.165	853	5.334	1.506	472
1923-1919	60-64	35.781	11.103	1.188	6.515	2.839	561
1918-1914	65-69	32.386	10.974	1.057	5.295	4.105	517
1913-1909	70-74	65.775	25.806	2.397	10.086	12.341	982
1908-1904	75-79	89.144	41.629	4.085	11.396	24.846	1.302
1903-1899	80-84	101.000	56.549	5.861	9.001	40.278	1.409
1898-1894	85-89	77.910	52.439	5.925	4.132	41.331	1.051
1893-1889	90-94	40.347	30.300	3.307	1.141	25.264	588
1888 et avant	95 et plus	13.173	10.522	1.156	199	8.984	183
Ensemble		**559.657**	**270.768**	**34.749**	**64.907**	**162.731**	**8.381**

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. A partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance : l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU B.02-11

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (*b*)
	Néo-natale précoce (*a*)	Néo-natale (*a*)	Post néo-natale (*a*)	Infantile (*a*)	Péri-natale (*b*)	Foeto-infantile (*b*)	
1972	9,1	11,2	4,8	16,0	21,3	28,2	12,3
1973	8,3	10,6	4,9	15,4	20,3	27,3	12,1
1974	7,8	9,9	4,8	14,6	19,3	26,1	11,5
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1976	6,4	8,1	4,5	12,5	16,7	22,7	10,3
1977	5,8	7,4	4,1	11,4	15,6	21,2	9,9
1978	5,2	6,6	4,0	10,7	14,7	20,1	9,6
1979	4,7	6,0	4,0	10,0	13,8	19,1	9,2
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1981	4,2	5,5	4,2	9,7	12,3	17,8	8,2
1982	4,0	5,3	4,2	9,5	11,9	17,3	7,9
1983	3,8	5,0	4,1	9,0	11,4	16,6	7,6

(*a*) Pour 1000 nés vivants. — (*b*) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-12

Taux de mortalité par âge et sexe

[Nombre annuel de décédés pour 1 000 personnes de chaque groupe d'âge] (1)

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Tous âges	Moins d'un an (1)	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans
Les deux sexes :							
1935-1937	15,6	71,5	5,90	1,74	1,39	2,57	4,25
1946-1947	13,3	74,4	4,42	1,24	0,93	1,64	2,55
1953-1955	12,3	40,4	1,86	0,481	0,409	0,779	1,20
1961-1965	11,1	24,4	1,06	0,406	0,334	0,710	1,05
1966-1970	11,0	20,1	0,847	0,401	0,345	0,804	1,13
1971-1975	10,7	15,4	0,749	0,389	0,337	0,896	1,21
1976-1980	10,2	10,9	0,602	0,338	0,296	0,693	1,20
1972	10,6	13,3	0,754	0,400	0,347	0,918	1,27
1973	10,7	12,8	0,765	0,399	0,336	0,928	1,26
1974	10,5	12,2	0,756	0,374	0,329	0,890	1,17
1975	10,6	13,8	0,674	0,340	0,312	0,847	1,16
1976	10,5	12,5	0,620	0,343	0,300	0,877	1,22
1977	10,1	11,4	0,624	0,345	0,308	0,852	1,20
1978	10,2	10,7	0,617	0,343	0,289	0,831	1,14
1979	10,1	10,0	0,560	0,327	0,291	0,856	1,19
1980	10,2	10,0	0,590	0,331	0,291	0,840	1,23
1981	10,2	9,70	0,580	0,310	0,286	0,780	1,16
1982	10,0	9,50	0,520	0,290	0,270	0,760	1,16
Sexe masculin :							
1935-1937	17,0	80,4	6,24	1,83	1,38	2,59	4,55
1946-1947	14,0	82,8	4,75	1,36	1,04	1,82	2,86
1953-1955	13,0	45,6	1,99	0,542	0,489	1,01	1,55
1961-1965	11,7	27,6	1,15	0,478	0,407	0,961	1,43
1966-1970	11,6	22,7	0,934	0,468	0,419	1,10	1,59
1971-1975	11,3	17,4	0,837	0,454	0,412	1,25	1,77
1976-1980	10,9	12,4	0,676	0,391	0,356	1,19	1,79
1972	11,2	15,0	0,861	0,455	0,415	1,27	1,86
1973	11,2	14,3	0,855	0,457	0,409	1,30	1,83
1974	11,1	13,8	0,868	0,434	0,411	1,24	1,72
1975	11,3	15,8	0,748	0,438	0,388	1,18	1,70
1976	11,2	14,2	0,678	0,391	0,363	1,22	1,84
1977	10,8	13,1	0,683	0,406	0,374	1,19	1,77
1978	11,0	12,0	0,719	0,397	0,354	1,16	1,71
1979	10,8	11,3	0,650	0,370	0,350	1,19	1,79
1980	10,8	11,5	0,650	0,390	0,340	1,18	1,85
1981	10,9	11,2	0,650	0,350	0,340	1,05	1,76
1982	10,6	10,7	0,570	0,330	0,320	1,07	1,76
Sexe féminin :							
1935-1937	14,3	62,2	5,56	1,65	1,40	2,54	3,95
1946-1947	12,6	65,5	4,09	1,12	0,830	1,46	2,25
1953-1955	11,7	34,9	1,72	0,422	0,326	0,541	0,836
1961-1965	10,5	21,1	0,966	0,331	0,258	0,447	0,649
1966-1970	10,3	17,4	0,756	0,330	0,268	0,494	0,654
1971-1975	10,1	13,4	0,656	0,322	0,258	0,529	0,638
1976-1980	9,36	9,34	0,524	0,281	0,226	0,494	0,591
1972	10,0	11,6	0,642	0,343	0,276	0,553	0,666
1973	10,1	11,2	0,671	0,338	0,259	0,543	0,678
1974	9,94	10,5	0,639	0,312	0,243	0,526	0,592
1975	10,0	12,0	0,596	0,282	0,233	0,496	0,604
1976	9,89	10,7	0,560	0,294	0,234	0,517	0,594
1977	9,43	9,7	0,562	0,282	0,238	0,499	0,629
1978	9,59	9,2	0,510	0,286	0,221	0,482	0,570
1979	9,40	8,7	0,458	0,282	0,219	0,490	0,570
1980	9,50	8,4	0,530	0,263	0,220	0,480	0,593
1981	9,60	8,2	0,520	0,260	0,220	0,490	0,550
1982	9,30	8,1	0,460	0,250	0,210	0,450	0,560

(1) Taux révisés pour prendre en compte l'intégration des « faux » mort-nés dans les statistiques de décès d'une part, la réévaluation des effectifs

25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
4,45	5,11	6,14	7,62	9,85	13,4	18,2	26,6	39,3	75,8	185
2,92	3,11	3,53	4,52	6,38	8,76	13,0	19,7	30,7	72,2	162
1,51	1,91	2,64	3,82	6,00	9,20	13,2	19,0	29,3	61,3	164
1,23	1,56	2,19	3,16	4,98	7,68	11,8	18,0	26,4	52,9	149
1,18	1,44	2,11	3,19	4,84	7,44	11,2	17,3	26,5	50,3	141
1,09	1,35	1,95	3,14	4,81	7,05	10,5	15,7	24,4	47,7	137
1,06	1,20	1,75	2,81	4,63	6,89	9,74	14,4	21,4	43,8	128
1,16	1,45	2,05	3,20	4,85	7,04	10,8	15,9	24,9	47,7	135
1,09	1,35	1,93	3,16	4,78	6,94	10,5	15,6	24,3	47,8	139
1,05	1,32	1,86	3,07	4,79	7,05	10,4	15,3	23,7	47,1	135
1,04	1,24	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	136
1,07	1,23	1,86	2,98	4,84	7,13	10,1	15,2	22,9	46,4	134
1,07	1,20	1,79	2,85	4,71	6,84	9,71	14,6	21,6	44,0	126
1,03	1,17	1,71	2,78	4,69	6,80	9,70	14,7	21,3	44,1	129
1,06	1,20	1,72	2,74	4,49	6,89	9,70	14,0	20,7	42,6	125
1,08	1,19	1,69	2,71	4,44	6,78	9,47	13,4	20,4	42,1	126
1,06	1,21	1,66	2,60	4,26	6,67	9,34	13,3	20,5	41,8	128
1,09	1,19	1,67	2,57	4,17	6,53	9,30	13,0	20,0	40,1	121
4,83	6,05	7,57	9,80	12,6	17,1	23,3	33,2	48,2	88,4	208
3,26	3,45	4,02	5,46	8,00	11,5	16,8	25,1	38,2	73,7	182
1,89	2,33	3,19	4,74	7,74	12,1	17,9	26,2	39,0	76,6	187
1,67	2,05	2,86	4,14	6,57	10,5	16,7	25,5	37,5	69,6	174
1,61	1,92	2,79	4,26	6,52	10,1	15,9	25,0	38,2	67,5	168
1,51	1,78	2,60	4,26	6,60	9,81	15,0	22,8	35,3	64,7	163
1,50	1,62	2,33	3,86	6,54	9,85	14,1	21,2	31,7	61,2	153
1,60	1,94	2,71	4,30	6,60	9,70	15,4	23,0	36,1	64,6	160
1,51	1,81	2,53	4,29	6,56	9,66	15,0	22,4	35,1	64,5	166
1,45	1,69	2,54	4,18	6,62	9,82	14,7	22,5	34,4	64,1	160
1,43	1,62	2,51	4,22	6,75	10,1	14,3	22,5	34,7	64,8	164
1,49	1,67	2,49	4,09	6,78	10,1	14,5	22,4	33,7	63,9	160
1,48	1,63	2,37	3,95	6,66	9,81	14,0	21,5	31,9	61,2	150
1,45	1,55	2,26	3,82	6,63	9,71	14,0	21,8	31,6	61,7	155
1,53	1,63	2,27	3,76	6,38	9,86	14,1	20,5	30,8	59,8	149
1,56	1,61	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	149
1,52	1,65	2,20	3,53	6,02	9,71	13,7	19,6	30,3	58,7	151
1,57	1,63	2,23	3,51	5,91	9,46	13,8	19,3	29,5	56,3	144
4,06	4,15	4,71	5,83	7,59	10,4	13,9	20,9	32,1	66,5	172
2,59	2,78	3,04	3,58	4,80	6,97	10,1	15,7	25,2	54,2	151
1,12	1,48	2,10	2,90	4,30	6,39	9,25	14,0	22,7	51,6	152
0,757	1,05	1,50	2,20	3,44	5,00	7,32	11,4	18,6	43,3	137
0,715	0,927	1,40	2,11	3,20	4,89	6,87	10,6	17,3	40,2	130
0,645	0,881	1,27	1,98	3,02	4,40	6,47	9,52	15,6	36,8	126
0,608	0,755	1,15	1,73	2,70	4,00	5,70	8,42	13,1	32,3	118
0,678	0,920	1,35	2,07	3,10	4,47	6,64	9,84	15,9	37,1	124
0,636	0,859	1,30	1,99	3,01	4,32	6,42	9,54	15,7	37,2	128
0,621	0,904	1,14	1,92	2,94	4,40	6,34	9,14	15,0	36,0	125
0,628	0,830	1,18	1,89	2,92	4,32	6,15	9,14	15,0	35,7	126
0,630	0,759	1,21	1,84	2,88	4,25	5,96	8,95	14,3	34,7	124
0,648	0,751	1,18	1,71	2,74	3,98	5,71	8,65	13,3	32,6	116
0,589	0,760	1,12	1,70	2,73	3,97	5,72	8,55	13,0	32,3	118
0,581	0,740	1,13	1,69	2,57	3,96	5,64	8,24	12,6	31,1	116
0,590	0,764	1,10	1,70	2,59	3,87	5,46	7,70	12,4	30,7	116
0,580	0,740	1,10	1,63	2,48	3,68	5,31	7,80	12,7	30,4	118
0,600	0,740	1,08	1,58	2,41	3,64	5,20	7,50	12,4	29,2	112

par sexe et âge des années 1975 à 1982, d'autre part.

TABLEAU B.02-13

Tables de mortalité annuelles abrégées

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25
										Survivants aux âges indiqués
										Sexe
1933-1938	10.000	9.180	9.049	9.000	8.967	8.942	8.860	8.796	8.665	8.466
1946-1949	10.000	9.266	9.199	9.173	9.154	9.140	9.093	9.052	8.977	8.865
1952-1956	10.000	9.543	9.500	9.484	9.474	9.466	9.441	9.416	9.365	9.288
1960-1964	10.000	9.711	9.689	9.678	9.671	9.665	9.643	9.622	9.575	9.504
1966-1970	10.000	9.769	9.754	9.745	9.739	9.733	9.711	9.689	9.632	9.557
1973-1977	10.000	9.847	9.836	9.828	9.822	9.817	9.796	9.776	9.711	9.627
1975	10.000	9.845	9.833	9.827	9.821	9.815	9.794	9.774	9.711	9.631
1976	10.000	9.857	9.845	9.839	9.834	9.829	9.811	9.792	9.726	9.638
1977	10.000	9.867	9.856	9.850	9.844	9.839	9.820	9.801	9.737	9.652
1978	10.000	9.878	9.867	9.860	9.855	9.850	9.831	9.813	9.750	9.669
1979	10.000	9.886	9.876	9.870	9.865	9.860	9.842	9.824	9.759	9.673
1980	10.000	9.883	9.872	9.866	9.861	9.856	9.838	9.820	9.756	9.666
1981	10.000	9.887	9.877	9.872	9.866	9.861	9.844	9.827	9.769	9.684
1982	10.000	9.893	9.883	9.877	9.873	9.869	9.853	9.836	9.778	9.693
										Sexe
1933-1938	10.000	9.366	9.248	9.203	9.173	9.150	9.072	9.004	8.875	8.696
1946-1949	10.000	9.427	9.366	9.342	9.327	9.315	9.276	9.243	9.184	9.097
1952-1956	10.000	9.650	9.611	9.597	9.588	9.581	9.562	9.545	9.518	9.478
1960-1964	10.000	9.780	9.760	9.751	9.745	9.740	9.725	9.712	9.689	9.656
1966-1970	10.000	9.823	9.809	9.802	9.797	9.793	9.777	9.764	9.738	9.706
1973-1977	10.000	9.883	9.874	9.868	9.863	9.859	9.845	9.832	9.806	9.776
1975	10.000	9.880	9.869	9.864	9.859	9.856	9.842	9.830	9.804	9.775
1976	10.000	9.892	9.882	9.877	9.873	9.869	9.855	9.843	9.816	9.787
1977	10.000	9.902	9.893	9.887	9.883	9.879	9.865	9.853	9.827	9.797
1978	10.000	9.907	9.898	9.894	9.890	9.886	9.873	9.861	9.836	9.808
1979	10.000	9.912	9.904	9.899	9.896	9.893	9.880	9.869	9.843	9.815
1980	10.000	9.915	9.906	9.901	9.897	9.893	9.881	9.869	9.844	9.815
1981	10.000	9.918	9.909	9.904	9.900	9.897	9.884	9.873	9.847	9.820
1982	10.000	9.918	9.910	9.906	9.903	9.900	9.888	9.877	9.853	9.826
										Espérance de vie
										Nombre moyen d'années restant à vivre
										Sexe
1933-1938	55,6	59,5	59,4	58,7	57,9	57,1	52,6	47,9	43,6	39,6
1946-1949	61,6	65,4	64,9	64,1	63,2	62,3	57,6	52,9	48,3	43,9
1952-1956	64,7	66,8	66,1	65,2	64,3	63,3	58,5	53,6	48,9	44,3
1960-1964	67,2	68,2	67,3	66,4	65,5	64,5	59,6	54,7	50,0	45,4
1966-1970	67,7	68,3	67,4	66,4	65,5	64,5	59,7	54,8	50,1	45,5
1973-1977	69,1	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	51,0	46,4
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3
1976	69,2	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	50,9	46,4
1977	69,7	69,6	68,7	67,8	66,8	65,8	61,0	56,1	51,4	46,9
1978	69,8	69,7	68,8	67,8	66,8	65,9	61,0	56,1	51,5	46,9
1979	70,1	69,9	68,9	68,0	67,0	66,1	61,2	56,3	51,6	47,1
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2
1981	70,4	70,2	69,3	68,3	67,3	66,4	61,5	56,6	51,9	47,3
1982	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,2	47,6
										Sexe
1933-1938	61,4	64,5	64,3	63,6	62,8	62,0	57,5	52,9	48,6	44,6
1946-1949	67,2	70,3	69,7	68,9	68,0	67,1	62,4	57,6	52,9	48,4
1952-1956	70,9	72,4	71,7	70,8	69,9	69,0	64,1	59,2	54,4	49,6
1960-1964	74,2	74,8	74,0	73,0	72,1	71,1	66,2	61,3	56,5	51,6
1966-1970	75,2	75,6	74,7	73,7	72,8	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3
1973-1977	77,0	76,9	76,0	75,0	74,1	73,1	68,2	63,3	58,4	53,6
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5
1976	77,2	77,0	76,1	75,2	74,2	73,2	68,3	63,4	58,6	53,7
1977	77,8	77,6	76,7	75,7	74,8	73,8	68,9	64,0	59,1	54,3
1978	77,9	77,7	76,7	75,8	74,8	73,8	68,9	64,0	59,2	54,3
1979	78,3	78,0	77,0	76,1	75,1	74,1	69,2	64,3	59,4	54,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7
1981	78,5	78,1	77,2	76,2	75,3	74,3	69,4	64,5	59,6	54,8
1982	78,9	78,5	77,6	76,6	75,6	74,6	69,7	64,8	60,0	55,1

Âge en années											
30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
pour 10.000 nés vivants											
masculin											
8.258	8.007	7.699	7.326	6.865	6.288	5.573	4.692	3.642	2.471	1.340	516
8.741	8.601	8.432	8.196	7.855	7.385	6.757	5.909	4.817	3.467	2.037	867
9.199	9.089	8.940	8.722	8.375	7.860	7.151	6.238	5.081	3.669	2.150	902
9.425	9.325	9.191	8.996	8.697	8.233	7.543	6.602	5.421	4.020	2.491	1.159
9.478	9.383	9.247	9.043	8.734	8.283	7.616	6.675	5.452	4.028	2.536	1.222
9.556	9.476	9.352	9.150	8.838	8.391	7.777	6.930	5.798	4.387	2.836	1.440
9.562	9.481	9.358	9.153	8.836	8.382	7.770	6.913	5.763	4.348	2.788	1.393
9.567	9.485	9.363	9.164	8.845	8.388	7.765	6.927	5.800	4.398	2.842	1.443
9.581	9.500	9.385	9.190	8.878	8.435	7.832	7.021	5.937	4.556	3.008	1.590
9.599	9.521	9.410	9.221	8.908	8.468	7.870	7.037	5.959	4.580	3.004	1.547
9.599	9.520	9.407	9.223	8.921	8.473	7.879	7.074	6.014	4.660	3.099	1.630
9.592	9.513	9.402	9.222	8.926	8.482	7.898	7.100	6.062	4.706	3.152	1.646
9.611	9.531	9.421	9.249	8.960	8.517	7.936	7.140	6.114	4.767	3.196	1.661
9.618	9.538	9.427	9.255	8.972	8.538	7.953	7.179	6.175	4.868	3.312	1.780
féminin											
8.520	8.342	8.143	7.903	7.596	7.207	6.699	6.009	5.062	3.819	2.395	1.118
8.996	8.884	8.758	8.605	8.397	8.104	7.695	7.097	6.220	4.953	3.356	1.738
9.424	9.351	9.250	9.112	8.908	8.616	8.208	7.625	6.759	5.480	3.761	1.973
9.617	9.565	9.491	9.380	9.218	8.984	8.645	8.140	7.368	6.188	4.507	2.570
9.670	9.623	9.553	9.448	9.289	9.059	8.736	8.258	7.525	6.388	4.777	2.862
9.744	9.702	9.643	9.548	9.403	9.195	8.899	8.486	7.838	6.817	5.254	3.258
9.756	9.717	9.657	9.565	9.422	9.215	8.932	8.532	7.914	6.917	5.358	3.368
9.765	9.726	9.667	9.582	9.446	9.252	8.980	8.597	8.013	7.055	5.565	3.609
9.780	9.740	9.683	9.598	9.462	9.269	8.995	8.611	8.036	7.085	5.605	3.606
9.786	9.748	9.692	9.607	9.478	9.285	9.018	8.640	8.082	7.163	5.722	3.732
9.785	9.747	9.691	9.606	9.478	9.289	9.032	8.663	8.117	7.215	5.776	3.779
9.791	9.754	9.698	9.616	9.493	9.313	9.060	8.688	8.141	7.251	5.809	3.780
9.796	9.759	9.703	9.624	9.504	9.324	9.078	8.718	8.186	7.321	5.917	3.948
aux âges indiqués											
aux personnes qui atteignent l'âge indiqué											
masculin											
35,5	31,6	27,7	24,0	20,4	17,1	13,9	11,1	8,5	6,3	4,6	3,3
39,4	35,0	30,7	26,5	22,5	18,8	15,3	12,1	9,3	6,9	5,0	3,6
39,7	35,1	30,7	26,4	22,4	18,7	15,2	12,1	9,3	6,8	4,9	3,4
40,7	36,1	31,6	27,3	23,1	19,3	15,8	12,7	9,9	7,5	5,4	3,9
40,8	36,2	31,7	27,4	23,3	19,4	15,8	12,7	10,0	7,6	5,6	4,0
41,7	37,1	32,5	28,2	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
41,6	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
41,7	37,0	32,5	28,1	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
42,2	37,5	33,0	28,6	24,5	20,7	17,0	13,7	10,7	8,2	6,1	4,4
42,2	37,5	32,9	28,5	24,4	20,6	16,9	13,6	10,6	8,1	6,0	4,3
42,4	37,7	33,2	28,8	24,7	20,8	17,2	13,9	10,8	8,2	6,1	4,5
42,6	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
42,7	38,0	33,4	29,0	24,8	21,0	17,3	14,0	10,9	8,2	6,0	4,4
43,0	38,3	33,7	29,3	25,1	21,3	17,6	14,3	11,2	8,5	6,2	4,5
féminin											
40,5	36,3	32,1	28,0	24,0	20,2	16,5	13,1	10,1	7,5	5,5	4,0
43,9	39,4	35,0	30,6	26,2	22,1	18,1	14,4	11,1	8,3	6,0	4,2
44,8	40,2	35,6	31,1	26,7	22,6	18,5	14,8	11,3	8,3	6,0	4,1
46,8	42,1	37,4	32,8	28,3	24,0	19,8	15,9	12,3	9,1	6,5	4,6
47,5	42,7	38,0	33,4	28,9	24,6	20,4	16,4	12,8	9,6	6,9	4,9
48,8	44,0	39,2	34,6	30,1	25,7	21,4	17,3	13,5	10,1	7,3	5,2
48,6	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
48,9	44,1	39,3	34,7	30,2	25,8	21,5	17,4	13,6	10,1	7,3	5,1
49,5	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,6	5,4
49,5	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,5	5,3
49,8	44,9	40,2	35,5	31,0	26,6	22,3	18,1	14,2	10,7	7,7	5,4
49,9	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
49,9	45,1	40,4	35,7	31,1	26,7	22,3	18,2	14,2	10,6	7,6	5,3
50,3	45,5	40,7	36,0	31,4	27,0	22,7	18,5	14,5	10,9	7,9	5,5

TABLEAU B.02-14

Table de mortalité : années 1980-1982

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Age X	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)
0	100.000	1.127	70,42	100.000	831	78,58	100.000	983	74,40
1	98.873	100	70,22	99.169	87	78,23	99.017	93	74,14
2	98.774	58	69,29	99.083	47	77,30	98.925	53	73,20
3	98.717	51	68,33	99.036	39	76,34	98.873	45	72,24
4	98.666	45	67,36	98.998	32	75,36	98.828	39	71,27
5	98.621	39	66,39	98.966	28	74,39	98.789	34	70,30
6	98.582	35	65,42	98.938	27	73,41	98.756	31	69,33
7	98.548	35	64,44	98.911	26	72,43	98.725	31	68,35
8	98.513	34	63,47	98.886	23	71,45	98.695	29	67,37
9	98.480	31	62,49	98.863	21	70,46	98.667	26	66,39
10	98.450	30	61,51	98.842	21	69,48	98.641	25	65,40
11	98.421	31	60,52	98.822	21	68,49	98.617	26	64,42
12	98.391	31	59,54	98.801	21	67,51	98.591	26	63,44
13	98.360	36	58,56	98.780	24	66,52	98.565	30	62,45
14	98.324	47	57,58	98.757	29	65,54	98.535	38	61,47
15	98.278	58	56,61	98.728	38	64,56	98.498	48	60,50
16	98.221	83	55,64	98.691	45	63,58	98.450	64	59,52
17	98.139	123	54,69	98.647	50	62,61	98.387	87	58,56
18	98.018	164	53,75	98.598	58	61,64	98.301	112	57,61
19	97.857	184	52,84	98.541	62	60,67	98.191	124	56,68
20	97.677	188	51,94	98.480	58	59,71	98.069	124	55,75
21	97.493	188	51,03	98.423	55	58,75	97.947	123	54,82
22	97.309	178	50,13	98.369	57	57,78	97.826	119	53,88
23	97.136	169	49,22	98.313	55	56,81	97.710	113	52,95
24	96.972	164	48,30	98.259	57	55,84	97.600	111	52,01
25	96.813	162	47,38	98.203	60	54,87	97.491	112	51,06
26	96.656	154	46,46	98.144	60	53,91	97.382	108	50,12
27	96.507	150	45,53	98.086	58	52,94	97.277	105	49,17
28	96.362	151	44,59	98.029	58	51,97	97.175	105	48,22
29	96.216	153	43,66	97.971	63	51,00	97.073	108	47,27
30	96.069	153	42,73	97.910	67	50,03	96.967	111	46,33
31	95.922	155	41,79	97.844	70	49,06	96.860	113	45,38
32	95.773	166	40,86	97.776	76	48,10	96.750	121	44,43
33	95.614	171	39,92	97.702	83	47,13	96.633	128	43,48
34	95.450	183	38,99	97.621	88	46,17	96.510	136	42,54
35	95.276	201	38,06	97.535	97	45,21	96.378	150	41,59
36	95.084	214	37,14	97.440	112	44,26	96.234	163	40,65
37	94.881	230	36,22	97.331	118	43,30	96.077	175	39,72
38	94.662	249	35,30	97.216	120	42,36	95.909	185	38,79
39	94.427	274	34,39	97.100	130	41,41	95.731	203	37,86
40	94.168	299	33,48	96.974	144	40,46	95.537	222	36,94
41	93.886	330	32,58	96.835	156	39,52	95.325	244	36,02
42	93.577	372	31,68	96.683	169	38,58	95.093	272	35,10
43	93.228	413	30,80	96.520	181	37,64	94.834	298	34,20
44	92.844	455	29,93	96.344	195	36,71	94.552	326	33,30
45	92.421	503	29,06	96.156	215	35,78	94.244	359	32,41
46	91.956	563	28,20	95.950	235	34,86	93.905	400	31,52
47	91.438	626	27,36	95.724	256	33,94	93.530	441	30,65
48	90.866	699	26,53	95.478	282	33,02	93.117	490	29,78
49	90.231	783	25,71	95.209	305	32,11	92.660	543	28,92

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU B.02-14 (*suite et fin*)

Table de mortalité : années 1980-1982

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Age X (1)	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)
50	89.525	849	24,91	94.918	331	31,21	92.157	588	28,08
51	88.765	918	24,12	94.604	360	30,31	91.615	637	27,24
52	87.951	992	23,34	94.263	387	29,42	91.031	686	26,41
53	87.078	1.084	22,57	93.899	416	28,53	90.407	746	25,59
54	86.134	1.176	21,81	93.509	452	27,65	89.733	808	24,78
55	85.121	1.242	21,06	93.086	481	26,77	89.008	854	23,98
56	84.064	1.311	20,32	92.638	508	25,90	88.248	900	23,18
57	82.962	1.396	19,59	92.168	540	25,03	87.454	956	22,39
58	81.804	1.489	18,86	91.670	578	24,16	86.618	1.019	21,60
59	80.586	1.609	18,13	91.140	631	23,30	85.736	1.102	20,81
60	79.289	1.759	17,42	90.565	688	22,45	84.792	1.201	20,04
61	77.894	1.914	16,73	89.942	748	21,60	83.773	1.303	19,28
62	76.403	2.081	16,04	89.269	821	20,76	82.682	1.417	18,53
63	74.813	2.240	15,37	88.536	890	19,93	81.510	1.524	17,79
64	73.138	2.378	14,71	87.748	967	19,10	80.268	1.625	17,05
65	71.398	2.566	14,06	86.900	1.048	18,28	78.963	1.751	16,33
66	69.566	2.792	13,42	85.989	1.143	17,47	77.580	1.900	15,61
67	67.623	3.013	12,79	85.007	1.261	16,67	76.106	2.058	14,90
68	65.586	3.266	12,17	83.934	1.390	15,87	74.540	2.235	14,20
69	63.444	3.584	11,56	82.768	1.555	15,09	72.874	2.460	13,52
70	61.170	3.941	10,97	81.481	1.753	14,32	71.081	2.717	12,85
71	58.759	4.337	10,40	80.052	1.982	13,57	69.150	3.007	12,19
72	56.211	4.764	9,85	78.465	2.226	12,83	67.071	3.315	11,55
73	53.533	5.253	9,32	76.719	2.530	12,11	64.848	3.681	10,93
74	50.721	5.762	8,81	74.777	2.886	11,41	62.460	4.082	10,33
75	47.798	6.271	8,32	72.619	3.268	10,74	59.911	4.495	9,75
76	44.801	6.878	7,84	70.246	3.711	10,08	57.218	4.981	9,18
77	41.719	7.532	7,38	67.639	4.214	9,45	54.368	5.517	8,64
78	38.577	8.249	6,94	64.789	4.793	8,85	51.369	6.122	8,11
79	35.395	9.043	6,52	61.684	5.427	8,27	48.224	6.786	7,61
80	32.194	9.972	6,12	58.336	6.170	7,71	44.952	7.564	7,13
81	28.984	10.928	5,75	54.737	6.998	7,19	41.551	8.402	6,67
82	25.816	11.982	5,39	50.906	7.922	6,69	38.060	9.332	6,24
83	22.723	13.107	5,05	46.874	8.988	6,22	34.509	10.377	5,83
84	19.745	14.177	4,74	42.661	10.105	5,79	30.928	11.436	5,44
85	16.946	15.375	4,44	38.350	11.187	5,38	27.391	12.513	5,08
86	14.340	16.594	4,16	34.060	12.426	4,99	23.963	13.703	4,74
87	11.961	17.966	3,89	29.828	13.808	4,63	20.680	15.040	4,41
88	9.812	19.471	3,63	25.709	15.333	4,29	17.570	16.516	4,10
89	7.901	21.223	3,39	21.767	16.856	3,98	14.668	18.060	3,82
90	6.224	23.181	3,16	18.098	18.667	3,69	12.019	19.864	3,55
91	4.782	24.932	2,97	14.720	20.607	3,42	9.631	21.707	3,30
92	3.589	26.641	2,79	11.686	22.413	3,18	7.541	23.444	3,08
93	2.633	28.711	2,62	9.067	24.533	2,95	5.773	25.508	2,87
94	1.877	30.717	2,47	6.843	26.542	2,74	4.300	27.475	2,68
95	1.301	32.765	2,34	5.026	28.491	2,56	3.119	29.404	2,51
96	874	34.966	2,24	3.594	30.194	2,38	2.202	31.164	2,35
97	569	34.730	2,17	2.509	31.346	2,19	1.516	31.996	2,18
98	371	28.484	2,06	1.723	27.111	1,96	1.031	27.364	1,97
99	265	23.463	1,68	1.256	22.877	1,50	749	22.984	1,53

(1) Survivants S (X) à l'âge X. — Quotient de mortalité Q (X, X + 1) pour 100.000 survivants à l'âge X. — Espérance de vie E (X) à l'âge X.

TABLEAU B.02-15

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1982 (sauf indication contraire)

Source : EUROSTAT

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000 naissances)	Espérances de vie à la naissance (1)	
	Accroissement total	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette		Hommes	Femmes
République fédérale d'Allemagne	— 2,7	10,1	11,6	5,9	1,9	0,70	0,68	10,9	70,2	(3) 76,9
France	+ 4,7	14,6	10,0	5,7	1,7	0,93	0,91	9,5	70,7	(4) 78,9
Italie	+ 1,9	10,9	9,4	5,5	0,2	0,73	...	13,0	69,7	(5) 75,9
Pays-Bas	+ 3,8	12,0	8,2	5,8	2,2	0,73	0,72	8,3	72,7	(6) 79,3
Belgique	+ 0,3	12,2	11,1	6,3	1,6	0,81	(6) 0,79	11,7	68,6	(7) 75,1
Luxembourg	— 0,5	11,8	11,3	5,7	1,7	0,73	0,71	12,1	66,8	(8) 72,8
Royaume-Uni	+ 1,2	12,8	11,8	6,9	2,8	0,85	0,84	11,0	70,0	(6) 76,2
Irlande	+ 8,3	*p* 20,4	9,4	5,9	...	1,50	(6) 1,45	10,5	68,8	(9) 73,5
Danemark	— 0,6	10,3	10,8	4,8	2,9	0,69	0,68	8,2	71,4	(10) 77,4
Grèce	+ 6,6	14,2	8,8	7,4	(6) 0,6	1,01	(6) 0,96	14,7	70,1	(11) 73,6
Europe des Dix	+ 2,1	12,2	10,5	6,1	1,6	...	...	10,9	...	...
Espagne	(6) + 7,4	14,1	7,6	...	...	*p* 0,91	...	9,5	70,4	(12) 76,2
Portugal	+ 6,4	16,3	9,9	...	...	*p* 1,00	...	...	65,1	(12) 72,9
URSS	+ 9,0	19,0	10,1	...	...	(14) 1,15	...	28,8	64,0	(13) 74,0
USA	+ 9,0	16,0	8,6	10,8	5,1	0,88	...	11,2	(2) 70,8	(2) 78,2
Japon	+ 7,0	12,9	6,6	...	...	0,85	...	6,6	74,2	79,7

(1) Source ONU : *Annuaire démographique 1983 (dernière année disponible).* — (2) Population totale. Race blanche : 71,4 et 78,7. — (3) 1980-1982. — (4) 1982. — (5) 1974-1977. — (6) 1981. — (7) 1972-1976. — (8) 1979. — (9) 1970-1972. — (10) 1981-1982. — (11) 1970. — (12) 1975. — (13) 1971-1972. — (14) 1982-1983.

TABLEAU B.02-16

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Nombre

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces transcrits	Nés vivants (2)	Enfants sans vie		Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
					Total	dont : ayant respiré			
				GUADELOUPE					
1973	326,5	1.739	157	9.398	357	45	2.548	375	6.850
1974	327,7	1.677	132	8.846	348	58	2.459	342	6.387
1975	328,5	1.668	199	8.257	272	35	2.351	296	5.906
1976	328,5	1.524	237	6.926	232	32	2.395	202	4.531
1977	327,9	1.426	285	6.321	199	23	2.297	186	4.024
1978	327,2	1.417	375	5.640	136	10	2.163	125	3.477
1979	326,7	1.409	399	5.818	146	7	2.154	89	3.664
1980	326,9	1.603	450	6.425	141	18	2.143	118	4.282
1981	327,7	1.597	413	6.514	115	12	2.170	126	4.344
1982	328,7	1.576	426	6.652	116	9	2.135	103	4.517
1983	329,9	1.573	446	*r* 6.766	78	5	*r* 2.236	110	4.530
1984	331,3	1.653	488	6.676	71	2	2.239	118	4.437
				GUYANE					
1973	54,3	241	25	1.473	44	13	418	91	1.055
1974	55,9	220	21	1.529	46	11	435	65	1.094
1975	57,7	219	26	1.476	43	5	408	59	1.068
1976	59,5	176	39	1.439	36	7	415	44	1.024
1977	61,7	200	55	1.476	25	9	463	57	1.013
1978	63,9	218	53	1.568	49	3	470	53	1.098
1979	66,2	234	56	1.704	43	16	454	64	1.250
1980	68,2	205	27	1.933	67	11	468	64	1.465
1981	71,3	195	67	2.056	56	14	430	73	1.626
1982	74,1	269	39	2.379	70	12	492	85	1.887
1983	76,9	240	41	2.315	53	15	*r* 489	59	1.826
1984	79,8	309	28	2.317	61	6	491	61	1.826

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1982. — (2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré, sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon avant 1979 et sauf en Martinique et à la Réunion pour 1984.

TABLEAU B.02-16 *(suite)*

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Nombre

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces transcrits	Nés vivants (2)	Enfants sans vie		Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
					Total	dont : ayant respiré			
				MARTINIQUE					
1973	328,8	1604	257	7.683	265	47	2.382	290	5.301
1974	328,7	1.440	410	7.317	277	36	2.427	264	4.890
1975	328,5	1.453	349	6.741	179	24	2.305	190	4.436
1976	327,9	1.261	380	5.873	175	19	2.344	165	3.529
1977	327,1	1.235	387	5.409	146	17	2.173	119	3.236
1978	326,5	1.283	397	5.065	110	18	2.188	93	2.877
1979	326,1	1.253	418	5.439	123	16	2.120	83	3.319
1980	326,1	1.190	396	5.363	118	25	2.164	107	3.199
1981	326,3	1.199	386	5.406	105	21	2.062	89	3.344
1982	326,5	1.303	380	5.384	90	8	2.121	78	3.263
1983	326,8	*r* 1.354	327	*r* 5.678	31	6	*r* 2.196	77	3.482
1984	327,4	1.297	330	5.707	71	7	2.063	50	3.644
				RÉUNION					
1973	469,8	3.150	204	13.287	592	46	3.423	527	9.864
1974	475,0	3.230	254	13.423	541	29	3.119	439	10.304
1975	481,1	3.346	352	13.301	523	30	3.212	348	10.089
1976	486,9	3.272	272	12.828	464	37	3.113	328	9.715
1977	492,4	3.136	355	12.517	366	27	3.119	256	9.398
1978	497,5	3.191	379	11.978	330	18	3.129	218	8.830
1979	502,6	3.275	483	12.444	319	19	3.021	213	9.410
1980	507,8	3.057	369	12.302	286	14	3.258	193	9.036
1981	512,4	2.814	466	11.838	242	9	3.161	154	8.656
1982	518,3	3.035	439	11.964	242	13	3.048	156	8.196
1983	527,1	3.230	430	12.496	232	12	3.313	159	9.183
1984	536,9	3.331	510	13.082	216	13	3.039	137	10.043
				SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					
1973	5,8	47	...	131	1	●	55	1	76
1974	5,8	36	...	97	2	●	53	—	44
1975	5,9	50	...	99	3	●	32	1	67
1976	5,9	50	...	107	1	●	50	1	57
1977	5,9	44	...	106	3	●	35	—	71
1978	5,9	46	...	108	2	●	45	—	63
1979	6,0	39	6	85	—	—	38	—	47
1980	6,0	32	6	90	—	—	39	—	51
1981	6,0	39	7	109	1	—	50	1	59
1982	6,0	32	10	127	—	—	34	—	93
1983	6,1	37	11	81	1	—	25	—	56
1984	...	33	5	128	...	...	58	...	70

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1982. — (2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré, sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon avant 1979 et sauf en Martinique et à la Réunion pour 1984.

TABLEAU B.02-16 (*suite et fin*)

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Taux pour 1.000 habitants (2)

Source : INSEE

Année	Pour 1.000 habitants				Taux	
	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Accroissement naturel (excédent de naissances)	Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants) (3)	Taux rectifié (1)
GUADELOUPE						
1973	10,7	28,8	7,8	21,0	40	
1974	10,2	27,0	7,5	19,5	39	
1975	10,2	25,1	7,2	17,9	36	
1976	9,3	21,1	7,3	13,8	29	
1977	8,7	19,3	7,0	12,3	29	
1978	8,7	17,2	6,6	10,6	22	
1979	8,6	17,8	6,6	11,2	15	
1980	9,8	19,7	6,6	13,1	18	
1981	9,7	19,9	6,6	13,3	19	
1982	9,6	20,2	6,5	13,7	15	
1983	9,5	20,5	6,8	13,7	16	
1984	10,0	20,2	6,8	13,4	18	
GUYANE						
1973	8,9	27,1	7,7	19,4	62	
1974	7,9	27,4	7,8	19,6	43	
1975	7,6	25,6	7,1	18,5	40	
1976	5,9	24,2	7,0	17,2	31	
1977	6,5	23,9	7,5	16,4	39	
1978	6,8	24,5	7,4	17,1	34	
1979	7,1	25,7	6,9	18,8	38	
1980	6,0	28,1	6,8	21,3	33	
1981	5,5	28,8	6,0	22,8	36	
1982	7,3	32,1	6,6	25,5	36	
1983	6,2	29,9	6,2	23,7	25	
1984	7,7	29,0	6,2	22,8	26	
MARTINIQUE						
1973	9,8	23,4	7,2	16,2	38	
1974	8,8	22,3	7,4	14,9	36	
1975	8,8	20,5	7,0	13,5	28	
1976	7,7	17,9	7,1	10,8	28	
1977	7,6	16,5	6,6	9,9	22	
1978	7,9	15,5	6,7	8,8	18	
1979	7,7	16,7	6,5	10,2	15	
1980	7,3	16,4	6,6	9,8	20	
1981	7,3	16,6	6,3	10,3	16	
1982	8,0	16,5	6,5	10,0	14	
1983	8,2	17,4	6,7	10,7	14	
1984	7,9	17,4	6,3	11,1	8,8	
RÉUNION						
1973	13,4	28,3	7,3	21,0	40	
1974	13,6	28,3	6,6	21,7	33	
1975	13,9	27,6	6,7	20,9	26	
1976	13,4	26,3	6,4	19,9	26	
1977	12,7	25,4	6,3	19,1	20	
1978	12,8	24,1	6,3	17,8	18	
1979	13,0	24,8	6,0	18,8	17	
1980	12,0	24,2	6,4	17,8	16	
1981	11,0	23,1	6,2	16,9	13	
1982	11,7	23,1	5,9	17,2	13	
1983	12,3	23,7	6,3	17,4	13	
1984	12,4	24,4	5,7	18,7	10	
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (3)						
1973	16,2	22,6	9,5	13,1	///	
1974	12,3	16,6	9,0	7,6	///	
1975	17,0	16,9	5,4	11,5	///	
1976	17,0	18,1	8,5	9,6	///	
1977	14,6	17,9	5,9	12,0	///	
1978	15,5	17,4	7,6	9,8	///	
1979	13,1	14,2	6,4	7,8	///	
1980	10,1	15,0	6,5	8,5	///	
1981	13,0	18,1	8,3	9,8	///	
1982	10,7	21,2	5,7	15,5	///	
1983	12,1	13,3	4,1	9,2	///	
1984	...	...	...	...	...	

(1) Le taux rectifié inclut les enfants sans vie ayant respiré. — (2) Les populations moyennes (donc les taux) 1974 à 1980 ont été rectifiées au vu des résultats du recensement de 1982. — (3) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU B.02-17

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE et direction territoriale de la Statistique et des Études économiques

Année	Population en milieu de période	Nombre			Taux pour 1.000 (1)		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile (non rectifié)
1974	131.000	4.202	1.045	176	32,1	8,0	41,9
1975	133.000	4.115	923	142	30,9	6,9	34,5
1976	134.500	3.902	1.052	135	29,0	7,8	34,6
1977	136.000	3.928	923	112	28,9	6,8	28,5
1978	137.500	3.698	916	110	26,9	6,7	30,2
1979	138.800	3.754	1.026	93	27,0	7,4	24,8
1980	139.400	3.668	1.008	99	26,3	7,2	27,0
1981	142.500	3.843	866	70	27,0	6,1	18,2
1982	145.000	3.553	844	82	24,5	5,8	23,1
1983	146.000	3.807	843	64	26,2	5,8	16,8
1984	...	3.360	775	...	...	...	...

(1) Chiffres et taux non rectifiés des enfants sans vie ayant respiré jusqu'en 1982 compris.

TABLEAU B.02-18

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : INSEE et Institut territorial de la Statistique

Année (ou moyenne annuelle)	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000 (1)			
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile (non rectifié)
1949-1953	63,5	2.607	1.126	●	1.481	41.1	17,7	23,3	●
1954-1958	74,2	3.233	867	●	2.366	43,2	11,7	31,5	●
1959-1963	82,8	3.664	896	316	2.768	44,2	10,8	33,4	86
1964-1968	95,2	4.380	995	223	3.385	46,0	10,5	35,5	51
1969	112,0	4.597	977	235	3.620	41,0	8,7	32,3	51
1970	110,0	4.390	1.065	207	3.325	37,8	9,2	28,6	47
1971	120,5	4.368	1.023	196	3.345	36,2	8,5	27,7	45
1972	124,0	4.334	958	●	3.376	35,0	7,7	27,3	●
1973	127,5	4.202	940	●	3.262	33,0	7,4	25,6	●
1974	131,5	4.307	897	●	3.410	32,8	6,8	25,9	●
1975	●	●	●	●	●	●	●	●	●
1976	134,6	4.252	1.047	288	3.205	31,6	7,8	23,8	68
1977	137,9	4.393	985	250	3.408	31,9	7,1	24,8	57
1978	141,2	4.272	1.120	275	3.152	30,3	7,9	22,4	64
1979	144,4	4.331	1.020	212	3.111	30,0	7,1	22,9	49
1980	147,8	4.544	1.005	185	3.539	30,7	6,8	23,9	41
1981	151,5	4.771	966	195	3.805	31,5	6,4	25,1	41
1982	160,3	4.818	969	159	3.849	30,1	6,0	24,1	33,0
1983	165,3	5.013	945	132	4.068	30,3	5,7	24,6	26,3
1984	170,0	5.133	881	105	4.252	30,2	5,2	25,0	20,5

(1) Chiffres et taux non rectitifés des enfants sans vie ayant respiré jusqu'en 1982 compris.

1. PUBLICATIONS DE L'INSEE

Les collections de l'INSEE, série D :

— N° 23 : « Données de démographie régionale vers 1968 »;

— N° 31 : « Données de démographie générale. Population. Mortalité. 1931-1971 »;

— N° 41 : « Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 »;

— N° 49 : « Tables de mortalité de la population de la France pour la période 1966-1970 »;

— « La situation démographique. Années 1975-1976 » : n° 65; années 1977-1978 : n° 77; en 1979 : n° 88; en 1980 : n° 90; en 1981 : n° 94; en 1982 : n° 106;

— N° 75 : « Mortalité infantile des générations 1961-1970 »;

— N° 82 : « Données de démographie régionale vers 1975 ».

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier : « Bilan démographique de 19.. » — Numéros de mars, juin, septembre et décembre : statistiques trimestrielles de l'état civil);

— Annuaire statistique de la Martinique 1977-1980;

— Annuaire statistique de la Guadeloupe 1971-1976;

— Annuaire statistique de la Guyane 1977-1981;

— Annuaire statistique de la Nouvelle-Calédonie 1982;

— Publication relative au recensement de la population de 1982 (métropole) : *Premiers résultats.* — N° 21 : La fécondité par région et par nationalité en 1981-1982.

2. AUTRES PUBLICATIONS

— Publications de l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris 14e :
Population et société (mensuel);
Population (bimestriel);
Travaux et documents;

— « Le divorce en France », La documentation française, Paris 1973;

— « Statistiques démographiques 19.. » *Eurostat*;

— « *Annuaire démographique* » ONU;

— « Données statistiques sur la mortalité infantile à la Réunion », Service régional de l'INSEE, Saint-Denis, 1981;

— « Schéma de l'économie calédonienne 85 », volume 1 : démographie. Direction Territoriale de la statistique et des études économiques, Nouméa, 1982.

Chapitre B.03

Mouvements migratoires

1. Migrations intérieures

2. Migrations extérieures

1. Migrations intérieures

Les migrations intérieures sont difficiles à appréhender et, bien qu'on ait beaucoup plus d'informations depuis 1962, on ne possède pas de statistiques complètes sur ce sujet.

Lors du recensement de la population de 1962, on a posé une question sur la résidence au 1er janvier 1954.

Aux recensements de 1975 et de 1982, la même question a été posée concernant respectivement la résidence au 1er janvier 1968 et au 1er janvier 1975.

On peut donc, par comparaison des résidences à chacune de ces dates, étudier les résultats des migrations intérieures pour les trois périodes intercensitaires. Les enfants nés entre deux recensements ont reçu comme résidence antérieure fictive celle de leur mère.

On trouvera dans les diverses éditions de l'annuaire les principaux résultats des périodes intercensitaires précédentes : l'annuaire de 1967 pour la période 1954-1962, l'annuaire de 1970-1971 pour la période 1962-1968, l'annuaire de 1978 pour la période 1968-1975, l'annuaire de 1984 et le tableau 1 du présent annuaire pour la période 1975-1982. La bibliographie indiquée à la fin de ce chapitre contient quelques titres d'ouvrages spécialisés consacrés aux migrations intercensitaires.

D'autres informations relatives aux migrations sont disponibles dans les services de documentation des observatoires économiques régionaux.

Dans le système statistique français actuel, il n'existe aucune source de données permettant l'établissement des statistiques de migrations intérieures à l'horizon annuel.

2. Migrations extérieures

Les données proviennent essentiellement de deux sources :

— le recensement de la population, par dépouillement des réponses à la question sur la résidence au 1er janvier de l'année du précédent recensement;

— les statistiques obtenues par enregistrement des entrées d'étrangers et, pour ce qui est des Algériens et des ressortissants d'Afrique noire francophone, des entrées et des sorties.

21. Migrations extérieures d'après le recensement

La question sur la résidence au 1er janvier 1975 a permis de déterminer le nombre de personnes qui, recensées le 4 mars 1982 sur le territoire métropolitain, y sont arrivées depuis le 1er janvier 1975, soit 1.320.160 dont 760.020 étrangers. Le détail par sexe et nationalité de ces immigrants est fourni dans le tableau 3 du chapitre B. 01 « État de la population » de l'édition 1984. D'autres renseignements sont disponibles. On se reportera aux publications spécialisées signalées dans la bibliographie.

22. Migrations entre la France et l'Algérie
(tableau 2)

La *direction des Renseignements généraux* du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation effectue un comp-

tage des arrivées et départs de passagers civils algériens dans les ports et aéroports de la France continentale et de la Corse (1).

23. Migrations entre la France et l'Afrique noire francophone
(tableau 3)

Les entrées et les sorties du territoire national des ressortissants des pays d'Afrique noire francophone donnent lieu également à un comptage aux principaux points de débarquement aérien et maritime assurant les liaisons directes avec l'Afrique. Le solde annuel de ces mouvements est indiqué dans le tableau 3.

24. Autres migrations étrangères
(tableaux 4 à 6).

Pour celles-ci, il n'existe pas de statistiques complètes étant donné, notamment, l'impossibilité de connaître les sorties de France. On ne dispose donc que de statistiques partielles.

L'Office national d'immigration (ONI) est chargé d'introduire et de placer les travailleurs salariés étrangers autres qu'algériens.

En principe, tous les étrangers venant chercher un emploi en France, sauf les commerçants, doivent passer par l'intermédiaire de l'ONI; mais y échappent, notamment, les personnes non actives, les étudiants, les touristes.

En outre, un certain nombre d'étrangers entrent clandestinement en France, mais leur situation est régularisée par la suite, toujours par l'intermédiaire de l'ONI et, pour cette raison, les tableaux 4 à 6 concernent l'ensemble des travailleurs introduits ou contrôlés (réguliers ou régularisés) et les membres de leurs familles.

Depuis le 9 novembre 1968, date de la mise en application du règlement n° 1612/68 du 15 octobre 1968 de la Communauté économique européenne relatif à la libre circulation, les employeurs français et les salariés italiens sont libres de recourir, ou non, à l'intervention de l'ONI. Pour les pays du Marché commun autres que l'Italie, l'ONI n'intervient pas. Toutefois, la délivrance d'une carte de séjour étant soumise à une visite médicale préalable, l'ONI peut, par ce biais, établir des statistiques d'entrées de travailleurs salariés en provenance des pays du Marché commun.

Depuis le 1er janvier 1975, la statistique de l'immigration familiale de l'ONI ne couvre plus les ressortissants des pays membres de la CEE.

---

1. Le décret n° 69-243 du 18 mars 1969 porte publication de l'accord du 27 décembre 1968, complété par un protocole d'accord signé à Alger entre les gouvernements français et algérien, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens.

*
* *

TABLEAU B.03-1

Migrations interrégionales de population totale entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Population totale au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975								
			France métropolitaine							
		Ensemble des régions	Ile-de-France	Champagne-Ardenne	Picardie	Haute-Normandie	Centre	Basse-Normandie	Bourgogne	Nord-Pas-de-Calais
11 Ile-de-France	10.064.840	9.548.560	8.800.440	28.400	51.900	37.640	59.960	34.720	33.380	62.840
21 Champagne-Ardenne	1.344.820	1.321.780	26.500	1.223.280	12.780	1.760	3.180	1.240	6.000	8.340
22 Picardie	1.740.460	1.715.020	92.740	10.980	1.538.920	10.620	3.220	1.820	1.720	31.180
23 Haute-Normandie	1.659.520	1.636.420	49.900	2.780	11.260	1.505.400	7.420	13.920	2.240	9.940
24 Centre	2.265.340	2.221.140	133.480	4.680	5.120	8.720	1.948.780	6.740	10.260	8.600
25 Basse-Normandie	1.350.480	1.336.820	44.500	1.760	2.820	12.360	5.700	1.225.400	1.040	4.300
26 Bourgogne	1.592.300	1.568.600	61.940	8.320	2.920	2.080	9.060	1.740	1.408.540	4.440
31 Nord-Pas-de-Calais	3.919.240	3.874.040	30.360	6.700	23.720	7.000	3.040	1.580	2.340	3.760.220
41 Lorraine	2.334.740	2.287.620	18.900	15.620	3.680	1.920	2.680	1.600	4.860	8.540
42 Alsace	1.553.740	1.512.600	15.740	2.920	1.240	1.240	2.240	1.220	2.240	3.780
43 Franche-Comté	1.078.700	1.055.860	14.320	4.320	1.620	440	940	520	11.160	3.520
52 Pays de la Loire	2.937.980	2.911.260	75.120	3.660	4.320	7.660	20.820	17.960	3.340	7.100
53 Bretagne	2.703.440	2.677.780	83.140	3.240	4.540	8.660	9.820	15.700	2.940	6.240
54 Poitou-Charentes	1.567.600	1.550.440	45.540	2.500	2.620	2.980	15.160	2.220	1.900	4.340
72 Aquitaine	2.655.800	2.607.540	80.900	5.280	7.000	6.520	10.660	3.640	4.680	9.160
73 Midi-Pyrénées	2.308.740	2.269.000	63.020	3.520	3.940	4.080	7.600	2.300	2.840	7.020
74 Limousin	736.340	727.820	27.260	800	1.800	920	5.880	800	1.300	1.600
82 Rhône-Alpes	5.022.800	4.893.520	81.500	9.400	9.260	7.340	8.920	5.160	29.300	19.180
83 Auvergne	1.329.180	1.312.560	29.460	2.260	1.820	980	6.940	1.080	7.320	3.580
91 Languedoc-Roussillon	1.929.520	1.880.840	64.760	4.440	5.620	4.320	8.640	2.540	4.900	10.780
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	3.942.980	3.818.860	144.380	10.440	10.300	9.880	14.620	5.860	13.620	27.900
94 Corse	234.640	224.960	8.100	380	640	360	480	100	560	580
France métropolitaine	**54.273.200**	**52.953.040**	**9.992.000**	**1.355.680**	**1.707.840**	**1.642.880**	**2.155.760**	**1.347.860**	**1.556.480**	**4.003.180**

TABLEAU B.03-1 *(suite et fin)*

Migrations interrégionales de population totale entre le 1er janvier 1975 et le 4 mars 1982 et personnes en provenance de hors métropole

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Région de résidence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975 — France métropolitaine									
	Lorraine	Alsace	Franche-Comté	Pays de la Loire	Bretagne	Poitou-Charente	Aquitaine	Midi-Pyrénées	Limousin	Rhône-Alpes
11 Ile-de-France	34.860	11.180	14.740	47.160	54.860	28.940	40.680	34.240	13.140	50.740
21 Champagne-Ardenne	15.780	2.500	2.960	2.220	1.140	1.220	1.980	1.500	340	3.380
22 Picardie	3.980	800	1.100	2.620	1.500	1.120	1.960	1.640	200	2.700
23 Haute-Normandie	2.740	1.760	820	5.520	5.620	1.640	2.600	1.760	420	4.500
24 Centre	5.720	2.420	3.260	21.280	6.860	12.860	7.420	4.100	5.140	7.100
25 Basse-Normandie	1.760	1.040	760	11.240	11.120	1.740	1.740	1.000	580	3.040
26 Bourgogne	7.100	2.240	12.340	2.480	1.580	1.860	2.460	1.480	640	22.460
31 Nord-Pas-de-Calais	6.940	2.620	1.420	3.300	3.440	1.540	2.200	2.920	780	5.200
41 Lorraine	2.177.060	15.380	7.040	2.620	2.560	2.060	3.460	1.860	420	6.540
42 Alsace	21.940	1.431.480	8.580	1.920	1.400	1.160	2.060	1.740	200	4.620
43 Franche-Comté	9.580	7.020	982.400	1.020	680	700	1.560	1.020	300	8.620
52 Pays de la Loire	5.040	2.200	1.360	2.682.440	32.300	20.280	5.220	3.260	1.580	7.400
53 Bretagne	4.860	1.960	1.260	38.060	2.462.620	6.200	4.420	2.980	1.300	6.720
54 Poitou-Charentes	5.040	1.900	1.200	17.240	4.140	1.404.820	17.360	4.140	5.320	3.980
72 Aquitaine	9.800	5.220	2.200	7.300	5.520	24.060	2.349.760	31.960	7.520	10.720
73 Midi-Pyrénées	6.820	2.500	1.520	4.860	2.820	5.440	31.340	2.059.040	5.800	11.020
74 Limousin	1.660	580	620	1.360	1.120	5.320	8.180	4.700	652.020	3.240
82 Rhône-Alpes	17.320	7.120	15.040	9.420	6.780	4.220	9.320	8.980	2.600	4.560.660
83 Auvergne	2.420	800	1.020	2.040	1.060	1.720	2.440	3.700	5.460	23.980
91 Languedoc-Roussillon	8.620	3.320	3.260	4.880	3.780	3.620	8.840	28.420	2.300	31.860
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	26.980	8.640	8.740	8.920	11.140	6.520	15.180	16.800	1.900	67.400
94 Corse	760	560	280	180	500	680	460	1.000	400	2.520
France métropolitaine	**2.376.780**	**1.513.240**	**1.071.920**	**2.878.080**	**2.622.540**	**1.537.720**	**2.520.640**	**2.218.240**	**708.360**	**4.848.400**

Région de résidence au 4 mars 1982	Résidence au 1er janvier 1975 — France métropolitaine				Hors de France métropolitaine					
	Auvergne	Languedoc-Roussillon	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Corse	Ensemble	DOM-TOM	CEE	Algérie, Maroc, Tunisie	Pays africains au sud du Sahara	Autres pays
11 Ile-de-France	21.500	25.960	58.540	2.740	516.280	87.580	50.000	104.080	56.100	218.520
21 Champagne-Ardenne	840	1.540	2.980	320	23.040	2.400	4.980	6.860	2.160	6.640
22 Picardie	1.020	1.060	4.040	80	25.440	2.340	3.800	7.780	2.740	8.780
23 Haute-Normandie	840	1.380	3.840	120	23.100	3.180	2.760	6.900	3.820	6.440
24 Centre	7.980	3.200	7.040	380	44.200	6.480	4.960	11.820	3.300	17.640
25 Basse-Normandie	1.000	1.040	2.620	260	13.660	1.540	1.740	3.380	2.040	4.960
26 Bourgogne	5.860	3.420	5.280	360	23.700	2.380	2.760	8.640	1.600	8.320
31 Nord - Pas-de-Calais	1.300	1.800	5.420	200	45.200	2.100	11.040	18.440	2.680	10.940
41 Lorraine	1.800	2.380	6.500	140	47.120	2.860	13.300	13.240	2.360	15.360
42 Alsace	780	1.700	4.260	140	41.140	2.680	10.780	8.440	3.320	15.920
43 Franche-Comté	1.300	1.160	3.500	160	22.840	1.540	2.080	7.900	1.200	10.120
52 Pays de la Loire	3.160	1.760	5.020	260	26.720	4.000	4.120	6.340	3.100	9.160
53 Bretagne	1.700	2.580	8.760	80	25.660	5.920	5.020	2.760	5.240	6.720
54 Poitou-Charentes	2.320	1.380	4.080	260	17.160	3.200	2.840	3.380	2.640	5.100
72 Aquitaine	3.500	7.280	14.020	840	48.260	5.180	6.420	11.520	7.360	17.780
73 Midi-Pyrénées	5.820	21.540	15.280	880	39.740	5.300	6.820	10.320	4.700	12.600
74 Limousin	5.800	1.280	1.520	60	8.520	820	1.000	1.880	640	4.180
82 Rhône-Alpes	20.720	17.060	43.600	620	129.280	12.820	14.620	41.720	8.380	51.740
83 Auvergne	1.205.320	3.680	5.200	280	16.620	1.360	1.720	4.560	2.020	6.960
91 Languedoc-Roussillon	4.920	1.622.000	47.400	1.620	48.680	4.280	7.940	16.220	4.860	15.380
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	9.560	34.420	3.357.820	7.840	124.120	11.640	21.560	39.900	15.300	35.720
94 Corse	460	980	9.560	195.420	9.680	240	1.280	4.900	440	2.820
France métropolitaine	**1.307.500**	**1.758.600**	**3.616.280**	**213.060**	**1.320.160**	**169.840**	**181.540**	**340.980**	**136.000**	**491.800**

TABLEAU B.03-2

Mouvements de passagers civils algériens entre la France et l'Algérie

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (direction des Renseignements généraux)

Années	Arrivées en France				Départs vers l'Algérie			
		dont :				*dont :*		
	Total	Hommes de plus de 16 ans	Titulaires de la carte de résidence	Porteurs de la carte ONAMO	Total	Hommes de plus de 16 ans	Titulaires de la carte de résidence
1972	409.146	343.810	307.053	21.599	385.372	327.618	280.606
1973	476.016	396.498	349.125	21.392	434.814	367.717	346.711
1974	549.890	446.934	428.442	///	541.767	446.572	421.541
1975	592.458	473.498	453.756	///	595.986	480.192	457.731
1976	609.811	472.958	462.922	///	646.857	496.578	493.192
1977	775.907	596.817	533.921	///	774.430	570.541	549.607
1978	821.478	602.854	552.137	///	819.845	577.752	563.747
1979	970.244	696.378	546.239	///	913.373	641.341	551.862
1980	1.185.280	835.057	581.967	///	1.098.879	749.942	596.768
1981	1.338.674	931.513	439.892	///	1.239.550	829.173	642.088
1982 (1)	1.316.926	///	685.037	///	1.311.989	///	690.850
1983 (1)	1.381.287	///	583.994	///	1.380.249	///	629.852
1984	1.564.460	///	592.716	///	1.573.090	///	643.712

(1) Depuis janvier 1982, les hommes de plus de 16 ans ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-3

Mouvements migratoires entre la France et l'Afrique noire francophone

(Soldes des entrées et des sorties)

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Solde global	+ 29.285	— 6.167	+ 26.109	+ 48.053	+ 45.225	+ 4.059	+ 19.641	+ 13.923
Répartition par catégorie :								
Africains résidant en France	+ 5.355	— 15.449	— 8.396	— 2.074	+ 3.386	— 2.888	+ 3.893	— 782
Nouveaux immigrants (1)	+ 1.376	+ 1.000	+ 602	+ 622	+ 1.529	(3)	(3)	(3)
Touristes	+ 3.705	+ 2.604	+ 17.921	+ 30.513	+ 18.500	(3)	(3)	(3)
Catégories diverses (2)	+ 18.849	+ 5.678	+ 15.982	+ 18.992	+ 21.810	+ 6.947 (3)	+ 15.748 (3)	+ 14.705

(1) Travailleurs et membres de famille entrant pour la première fois en France, en possession des documents requis par les accords de circulation ou d'établissement pour exercer une activité salariée et accompagner ou rejoindre un chef de famille. — (2) Diplomates, fonctionnaires et assimilés, étudiants et leurs familles. — (3) Depuis janvier 1982 les nouveaux migrants, les touristes et catégories diverses ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-4

Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'ONI, par nationalité

Source : ONI

Nationalité	Travailleurs permanents et membres de leurs familles						Travailleurs saisonniers
	Nombre de familles (1)	Nombre total de personnes (1)	Travailleurs	Membres des familles (1)			
				Total (2)	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande	—	1.018	1.018	—	—	—	—
Belge	—	904	904	—	—	—	102
Espagnole	547	971	122	849	398	350	76.843
Italienne	1	1.463	1.460	3	1	2	14
Marocaine	5.263	11.439	623	10.816	4.752	5.767	4.126
Portugaise	3.245	4.612	106	4.506	2.673	1.647	11.119
Tunisienne	1.906	3.387	232	3.155	1.797	1.336	581
Turque	2.360	5.437	19	5.418	2.191	3.176	—
Yougoslave	340	485	31	454	283	165	139
Autres	8.016	21.709	7.289	14.420	7.241	6.906	296
Total année 1984	**21.678**	**51.425**	**11.804**	**39.621**	**19.336**	**19.349**	**93.220**
Année 1983	...	...	*18.483*	...	...	...	*101.857*
Année 1982	...	...	*96.962*	...	...	...	*107.084*
Année 1981	*19.836*	*75.022*	*33.433*	*41.589*	*17.444*	*23.136*	*117.542*
Année 1980	*20.029*	*59.390*	*17.370*	*42.020*	*17.775*	*23.223*	*120.436*
Année 1979	*19.865*	*56.695*	*17.395*	*39.300*	*17.547*	*20.730*	*124.715*
Année 1978	*21.099*	*58.479*	*18.356*	*40.123*	*18.458*	*20.525*	*122.658*
Année 1977	*26.958*	*75.074*	*22.756*	*52.318*	*23.843*	*26.997*	*112.116*
Année 1976	*29.071*	*84.326*	*26.949*	*57.377*	*25.071*	*30.628*	*121.474*
Année 1975	*27.911*	*77.415*	*25.591*	*51.824*	*22.862*	*27.097*	*124.126*
Année 1974	*35.284*	*132.499*	*64.461*	*68.038*	*28.082*	*36.947*	*131.783*
Année 1973	*37.748*	*204.702*	*132.055*	*72.647*	*30.068*	*38.881*	*142.458*
Année 1972	*37.660*	*173.029*	*98.074*	*74.955*	*30.882*	*30.412*	*144.492*

(1) A partir du 1er janvier 1975, les familles des travailleurs CEE ne figurent plus dans la statistique. — (2) Y compris les ascendants et collatéraux.

TABLEAU B.03-5

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'ONI, par âge, sexe et état matrimonial

Source : ONI

Âge	Ensemble des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	*dont :* mariés	Total	*dont :* mariées
Moins de 20 ans	367	226	12	141	4
20 à 24 ans	2.831	1.426	106	1.405	90
25 à 29 ans	3.784	2.530	743	1.254	210
30 à 34 ans	1.924	1.436	796	488	168
35 à 39 ans	1.179	938	698	241	94
40 à 44 ans	811	666	536	145	77
45 ans et plus	908	728	599	180	88
Total année 1984	**11.804**	**7.950**	**3.490**	**3.854**	**731**
Année 1983	*18.483*	*13.583*	*5.427*	*4.900*	*983*
Année 1982	*96.962*	*79.401*	*31.241*	*17.556*	*4.132*
Année 1981	*33.433*	*26.613*	*11.491*	*6.820*	*1.599*
Année 1980	*17.370*	*12.558*	*5.902*	*4.812*	*1.278*
Année 1979	*17.395*	*12.197*	*5.713*	*5.198*	*1.392*
Année 1978	*18.356*	*13.158*	*5.825*	*5.198*	*1.452*
Année 1977	*22.756*	*16.389*	*7.098*	*6.367*	*1.706*
Année 1976	*26.949*	*19.802*	*8.429*	*7.147*	*1.917*
Année 1975	*25.591*	*18.116*	*7.725*	*7.475*	*1.817*
Année 1974	*64.461*	*52.653*	*27.179*	*11.808*	*3.779*

TABLEAU B.03-6

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'ONI, par activité économique, profession et nationalité

Source : ONI

Situation professionnelle	1979	1980	1981	1982	1983	1984								
						Total	Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougoslaves	Autres
Activité économique (1)															
Forêts	49	36	330	1.259	25	14	—	—	2	3	1	—	1	—	7
Agriculture, pêche	297	255	2.050	7.054	213	155	7	2	18	9	5	4	—	—	110
Combustibles minéraux solides	11	6	23	80	32	8	—	—	1	—	—	—	—	—	7
Autres industries extractives	19	11	14	41	17	6	2	—	—	—	—	—	—	—	4
Production et transformation des métaux (2)	2.343	1.855	1.290	2.002	1.015	812	69	24	105	18	3	8	—	—	585
Verre et matériaux de construction	117	98	141	233	45	54	2	2	20	—	1	—	—	—	29
Bâtiment et travaux publics	1.345	1.306	7.498	19.591	1.001	615	22	2	241	17	19	9	1	—	304
Autres industries	3.144	4.868	6.172	10.492	1.313	1.582	125	8	129	74	6	13	5	4	1.218
Commerce	4.377	3.827	7.837	16.673	3.406	3.121	284	12	512	227	9	90	5	6	1.976
Services	955	697	3.280	9.148	878	610	39	6	93	28	17	7	—	2	418
Autres activités (3)	4.738	4.411	4.798	9.835	5.289	4.733	468	66	339	233	40	85	7	16	3.479
Non déclaré	—	—	—	20.554	5.249	94	—	—	—	14	5	16	—	3	56
Total	**17.395**	**17.370**	**33.433**	**96.962**	**18.483**	**11.804**	**1.018**	**122**	**1.460**	**623**	**106**	**232**	**19**	**31**	**8.193**
Profession															
Manœuvres	1.686	1.095	6.178	15.801	637	382	14	3	57	20	3	4	—	1	280
Ouvriers spécialisés	8.097	9.750	17.068	44.054	4.481	4.502	339	15	698	308	43	118	10	9	2.962
Ouvriers professionnels	4.476	3.524	7.033	12.736	4.466	3.573	420	29	476	198	31	49	4	6	2.360
Cadres et techniciens	3.136	3.001	3.154	3.813	3.650	3.253	245	75	229	83	24	45	5	12	2.535
Non déclaré	—	—	—	20.558	5.249	94	—	—	—	14	5	16	—	3	56
Total	**17.395**	**17.370**	**33.433**	**96.962**	**18.483**	**11.804**	**1.018**	**122**	**1.460**	**623**	**106**	**232**	**19**	**31**	**8.193**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'ONI. — (2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement. — (3) Transports, banques, assurances, professions libérales et administrations, santé, enseignement et recherche.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- *Recensement de 1962. Migrations 1954-1962*, INSEE, Paris 1973.
- « Les migrations entre régions et au niveau catégories de communes de 1954 à 1962 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 4.
- « Les migrations intercensitaires de 1962 à 1968 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 39.
- « L'immigration en France en 19.. », supplément annuel au *Bulletin mensuel des statistiques du travail*, publié par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (direction de la Population et de l'Emigration).
- « La politique de l'immigration », Conseil économique et social. *Avis et rapports*, n° 6 du 23 mai 1975.
- « L'immigration étrangère en France de 1945 à 1973 », INED, *Travaux et documents*, cahier n° 71.
- *Statistiques de l'immigration*, publication annuelle de l'ONI.
- *Les étrangers en France*, publication annuelle du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (direction de la Réglementation et du Contentieux).
- Principaux résultats du recensement de 1975, *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 52.
- Les étrangers au recensement de 1975, *La documentation française*, Paris 1977.
- *Le dossier de l'immigration*, ministère du Travail et de la Participation, secrétariat d'État à la Condition des travailleurs immigrés, Paris, novembre 1978.
- « Les migrations intérieures entre 1968 et 1975 », *Économie et statistique*, n° 107, janvier 1979.
- « Démographie, immigration, naturalisation », *La documentation française*, Paris, juin 1980.
- Recensement général de la population de 1975 : nationalité, *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 83.
- L'immigration en France en 19.. (annuel), Rapport du SOPEMI, OCDE Paris, juillet 1981.
- « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » *Économie et statistique*, n° 149, novembre 1982. Article reprenant les « premières estimations » publiées en juillet 1982 sur le recensement de population du 4 mars 1982.
- Structure de la population totale, volume « Bordeaux », Recensement de 1982, INSEE.
- R.P. 1982, sondage au 1/20. « Les étrangers », INSEE, *La documentation française.*

Chapitre B.04

Nationalité

1. Actes juridiques recensés
2. Acquisitions de la nationalité française
3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Le dénombrement des étrangers au recensement de mars 1982 et les caractéristiques de cette population (sexe, âge, nationalité) sont repris dans le chapitre « État de la population », de l'édition 1984 de cet annuaire.

1. Actes juridiques recensés

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les acquisitions et pertes contrôlées par le *ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale* (direction de la Population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié *le Code de la nationalité française* tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 et la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité, la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, règlent actuellement les question d'acquisition et de la perte de la nationalité française.

2. Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions de la nationalité française volontaires comprennent les acquisitions par décret et les déclarations de nationalité, à l'exclusion des acquisitions accordées de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de la majorité, incorporation dans l'armée, adoption plénière).

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, *ni les attributions de la nationalité française de plein droit* pour certains enfants de parents étrangers, soit à leur naissance (s'il s'agit d'enfants d'un parent français et d'un parent étranger ou d'enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France de parents algériens depuis 1963), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

· *Les acquisitions par décret*

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser cette faveur. Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;

— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;

— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

· *Les déclarations de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français; personne ayant joui de la possession d'état de Français pendant les dix dernières années;

Ce chapitre a été élaboré avec le concours du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;
— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;
— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française : certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit.

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Les pertes et refus d'acquisition de la nationalité française contrôlés se divisent en trois catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), options suisses, décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française prononcées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances;

— les refus d'acquisition de la nationalité française : déclarations pour décliner la nationalité française, décrets d'opposition à l'acquisition.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mars 1963.

*
* *

TABLEAU B.04-1

Pertes, refus et acquisitions de la nationalité française par nature juridique

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Année	Ensemble des résidences (1)							dont France métropolitaine					
	Ensemble des pertes et refus	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration
			Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)			Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)	
1973	●	33.616	26.651	17.434	761	8.456	6.965	32.990	26.216	17.140	753	8.323	6.774
1974	1.679	35.983	24.028	16.241	711	7.076	11.955	34.671	23.652	15.994	701	6.957	11.019
1975	2.418	41.400	26.674	18.006	1.021	7.647	14.726	39.666	26.120	17.644	1.007	7.469	13.546
1976	1.680	(3) 45.203	30.667	20.140	1.538	8.989	(3) 14.536	43.078	29.915	19.691	1.508	8.716	13.163
1977	1.777	(4) 48.082	32.906	21.610	1.676	9.620	(4) 15.176	45.631	32.056	21.069	1.654	9.333	13.575
1978	1.240	(4) 50.938	34.105	22.439	1.670	9.996	(4) 16.833	48.656	33.407	22.064	1.552	9.791	15.249
1979	1.430	(3) 46.896	30.982	20.164	1.562	9.256	(3) 15.914	44.486	30.194	19.651	1.553	8.990	14.292
1980	1.909	(3) 52.123	31.504	20.203	1.977	9.324	(3) 20.619	49.168	30.750	19.714	1.968	9.068	18.418
1981	2.149	(3) 54.015	34.400	21.541	2.811	10.048	(3) 19.615	53.159	33.561	20.997	2.800	9.764	19.598
1982	1.966	(3) 48.828	28.459	18.073	2.349	8.037	(3) 20.369	●	27.637	17.603	2.329	7.705	●
1983	(5) 1.815	39.695	19.990	13.213	1.557	5.220	19.705	●	16.237	10.742	1.276	4.219	●

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Compris aux décrets des parents. — (3) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française. — (4) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française et les déclarations de reconnaissance de la nationalité française. — (5) Non compris les pertes pour option au titre de la Convention franco-suisse (art. 1er de la Convention franco-suisse).

TABLEAU B.04-2

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

[*Ensemble des résidences*] (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Nationalité antérieure	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	(2) 1983
Algériens	557	701	824	921	987	1.198	1.688	2.499	2.004	1.140
Allemands	258	296	240	355	281	217	171	233	174	103
Américains des USA	17	17	24	41	30	22	22	19	26	16
Arméniens	88	86	121	96	157	118	110	127	42	—
Autrichiens	21	31	42	16	41	30	20	25	22	9
Belges	226	250	325	353	344	276	271	255	265	173
Britanniques	128	140	218	230	255	240	230	323	222	110
Bulgares	37	24	49	36	35	38	23	47	14	21
Chinois	101	155	152	230	228	224	206	191	194	156
Égyptiens	55	36	51	64	45	48	61	46	64	37
Espagnols	6.760	6.423	7.122	6.826	6.269	5.465	5.191	5.672	4.286	2.011
Grecs	130	163	182	155	180	181	156	126	103	58
Hongrois	232	340	192	212	180	164	111	93	92	57
Italiens	5.196	5.827	6.322	6.513	6.916	5.200	4.479	3.866	3.342	1.609
Libanais	137	200	301	605	311	521	679	653	651	358
Luxembourgeois	7	7	4	8	12	20	4	10	5	2
Marocains	1.054	1.451	1.445	1.478	1.080	1.249	1.446	1.889	1.693	764
Néerlandais	63	50	50	52	75	46	30	16	40	6
Polonais	1.102	1.168	1.276	1.351	1.469	1.125	946	1.025	798	441
Portugais	3.641	3.803	4.197	4.615	6.762	6.064	6.315	6.135	4.703	1.832
Roumains	101	166	213	185	154	155	122	109	171	46
Russes	86	86	89	128	135	85	80	116	92	100
Suisses	76	101	148	155	110	102	89	106	105	66
Syriens	121	146	176	220	159	134	174	245	187	102
Tchécoslovaques	79	100	125	151	106	120	88	70	57	37
Tunisiens	1.673	1.599	1.404	1.620	1.432	1.368	1.395	1.340	1.044	456
Turcs	123	120	135	185	172	210	250	340	331	152
Vietnamiens	627	1.183	2.493	2.394	2.050	1.621	1.560	2.007	1.564	786
Yougoslaves	661	853	978	1.098	977	960	983	1.020	1.000	391
Divers	671	1.142	1.769	2.613	3.153	3.781	4.604	5.797	5.168	3.731
Ensemble	**24.028**	**26.674**	**30.667**	**32.906**	**34.105**	**30.982**	**31.504**	**34.400**	**28.459**	**14.770**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Pour l'année 1983, les enfants mineurs pris en effet collectif (dont le total s'élève à 5.220) ne sont pas compris, la ventilation par nationalité n'ayant pu être effectuée.

*
* *

SOURCES DE DOCUMENTATION

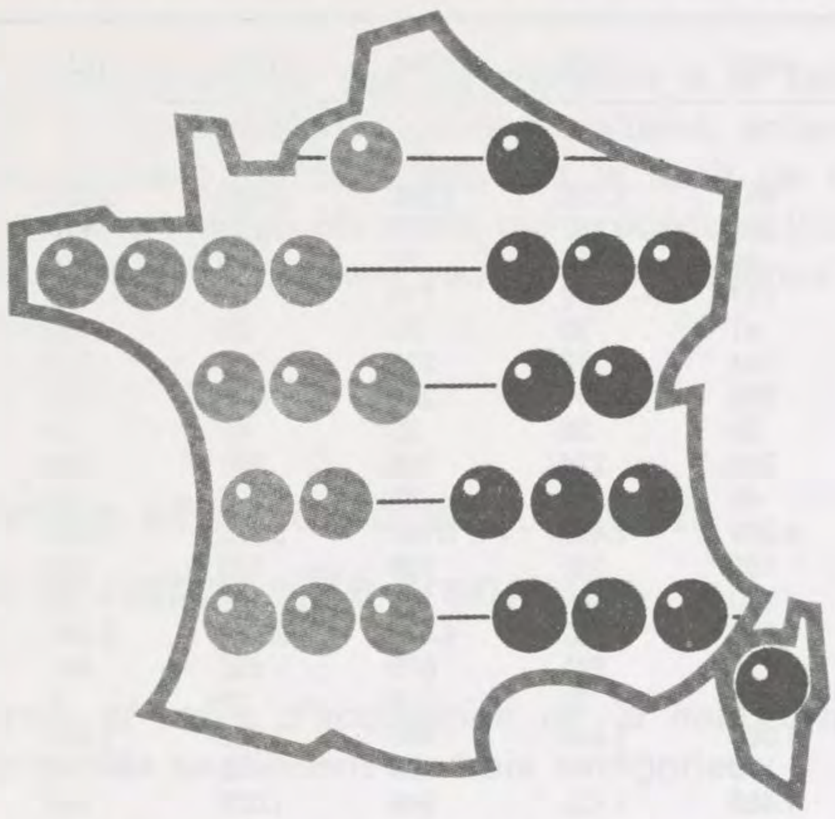
Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, service des Études et de la Statistique, direction de la Population et des Migrations, sous-direction des Naturalisations, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : (1) 45 67 55 44.

Publications diverses :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 », *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 septembre 1974, édité par la Documentation française.

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982

dans la « série boulier »



Composition communale des unités urbaines - Délimitation et population

Une information de base sur l'urbanisation utile à tous ceux qui s'intéressent à l'aménagement du territoire et aux sciences humaines. Le volume, 106 pages, 35 F.

Principaux résultats de l'exploitation du sondage au 1/20

Une analyse des premiers résultats de l'exploitation du Recensement.
Trois séries de tableaux :
- sur l'évolution des principales données relatives à la population, l'emploi, les ménages et familles ainsi qu'au parc de logements d'après les recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982 ;
- sur les résultats détaillés du recensement de 1982
- sur les migrations interrégionales de population totale et de population active pour les périodes intercensitaires 1962-1968, 1968-1975 et 1975-1982. Le volume, 106 pages, 50 F.

Les étrangers - résultats du sondage au 1/20 - France métropolitaine

Un rappel sur l'évolution de la population étrangère depuis 1851.
Une série de tableaux sur la population, l'emploi, les ménages, les familles et les logements qui mettent en évidence la diversité des origines de la population et l'importance de l'immigration familiale. Le volume, 112 pages, 70 F.

Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain

Délimitation et population.
Quatre cartes grand format (75 × 80), réalisées en collaboration avec l'Institut Géographique National, présentant la délimitation des ZPIU avec l'indication des communes, chaque commune étant repérée par son numéro de code.

à paraître, Le volume, 110 F.

P 667

BON DE COMMANDE

à adresser à l'observatoire économique de votre région (adresses en fin de publication)

Veuillez m'adresser les ouvrages suivants :

☐ Composition communale des unités urbaines (106 pages, 35 F)
☐ Principaux résultats de l'exploitation du sondage au 1/20 (106 pages, 50 F)
☐ Les étrangers (112 pages, 70 F).
☐ Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain (à paraître).

NOM OU RAISON SOCIALE .....
ACTIVITÉ .....
ADRESSE .....
.....

Ci-joint en règlement la somme de F, par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'INSEE.

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

C

Èmploi, salaires et revenus

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982

dans la série bleue

Principaux résultats de l'exploitation du sondage au 1/20

Une analyse des premiers résultats de l'exploitation du Recensement.
Trois séries de tableaux :
- sur l'évolution des principales données relatives à la population, l'emploi, les ménages et familles ainsi qu'au parc de logements d'après les recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982 ;
- sur les résultats détaillés du recensement de 1982 ;
- sur les migrations interrégionales de population totale et de population active pour les périodes intercensitaires 1962-1968, 1968-1975 et 1975-1982.

Le volume, 106 pages, 60 F.

Les étrangers - résultats du sondage au 1/20 - France métropolitaine

Un rappel sur l'évolution de la population étrangère depuis 1851.
Une série de tableaux sur la population, l'emploi, les ménages, les familles et les logements qui habitent en étrangers, la diversité des origines de la population et l'importance de l'immigration familiale.

Le volume, 112 pages, 70 F.

Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain

Délimitation et population.
Quatre cartes grand format (75 × 60), réalisées en collaboration avec l'Institut Géographique National, présentant la délimitation des ZPIU avec l'indication des communes, chaque commune étant repérée par son numéro de code.

à paraître, Le volume, 160 F.

BON DE COMMANDE

A adresser à l'observatoire économique de votre région (adresse en fin de publication)

Veuillez m'adresser les ouvrages suivants :

☐ Composition communale des unités urbaines

☐ Principaux résultats de l'exploitation du sondage au 1/20

☐ Les étrangers (112 pages, 70 F)

☐ Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain (à paraître)

Emploi
Salaires et revenus

INSEE — Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre C. 01

Population active
Emploi

1. Évaluation annuelle de la population active
2. Agents de l'État et des collectivités locales
3. Intérim et contrats à durée déterminée
4. Marché du travail
5. Départements d'outre-mer
6. Dépenses pour l'emploi

1. Évaluation annuelle de la population active

(tableaux 1 à 6)

La *population active résidente,* incluant ou non les militaires du contingent, peut être appréhendée de deux façons différentes : dans une première approche, celle implicitement retenue dans le tableau 1, on applique à la population totale résidente par sexe et âge des taux d'activité estimés d'après l'enquête emploi. Le tableau 1 fournit les taux d'activité au sens du *Bureau international du travail,* c'est-à-dire les rapports de la population active au sens du BIT à la population totale par sexe et âge. Ces taux sont ceux observés à l'enquête emploi de mars (ou avril-mai) de chaque année.

Dans une deuxième approche, celle suivie pour le tableau 2, on recense les personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique (cf. § 11 ci-après) et d'autre part les personnes au chômage, selon les recommandations du BIT (cf. § 12 ci-après).

Les estimations obtenues selon chacune de ces deux approches sont présentées dans le *Rapport annuel sur les comptes de la Nation.*

11. La population employée

(tableaux 4 à 6)

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

La prise en compte du recensement de la population de mars 1982 (résultats du sondage au 1/20) a entraîné une procédure de révision des séries publiées auparavant sur la période 1967-1983. Cette procédure sera reprise au vu des résultats du sondage au 1/4 du recensement de la population de 1982.

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'UNEDIC [Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce].

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC [Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce], classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;

— statistiques fournies par le *ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,* en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime ASSEDIC, d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;

— statistiques de source INSEE provenant principalement des recensements de la population et des enquêtes annuelles sur l'emploi.

Les recensements de la population fournissent, notamment, une répartition de la population employée (par conséquent, chômeurs et militaires du contingent exclus) suivant le sexe et l'activité économique principale des établissements employeurs, dont le regroupement constitue dans ce paragraphe les *secteurs d'établissement.*

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, dont la définition a été donnée dans « Présentation de la Comptabilité nationale française » (*Collections de l'INSEE,* 1976, n° 51, série C); alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale, la branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. D'autre part, c'est l'*emploi intérieur* et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population employéè par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissements au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques ASSEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement : cette information brute portant sur le seul champ d'application du régime est fournie au tableau 6.

12. Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la *population disponible à la recherche d'un emploi,* ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le *Bureau international du travail.* Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête. Le principe de cette mesure est décrit dans le n° 160 d'*Économie et Statistique :* « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » par M. Cézard.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du *Bureau international du travail* présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'*Agence nationale pour l'emploi* et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

2. Agents de l'État et des collectivités locales
(tableaux 7 à 12)

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. A partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les *fichiers automatisés de paie* a été mis en place pour les *personnels de l'État, des établissements publics nationaux* et des *établissements d'enseignement privé sous contrat.*

Les données sont collectées tous les deux ans, de façon exhaustive, en métropole et hors métropole, et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la *catégorie statutaire* (A, B, C, D) et la catégorie socioprofessionnelle, le grade et la profession. Les derniers résultats complets disponibles portent sur l'année 1980; les résultats provisoires sur les effectifs au 31 décembre 1982 par ministère, département et statut sont également disponibles.

A partir de 1983, la collecte de l'information est devenue annuelle mais, les années impaires, seul est effectué le

dénombrement des effectifs employés au 31 décembre par ministère, département, statut et sexe.

Depuis 1983 également, une enquête légère auprès de l'ensemble des *collectivités territoriales,* en métropole et dans les départements d'outre-mer, est organisée chaque année par l'INSEE afin de suivre l'évolution des effectifs employés au 31 décembre par statut, sexe et condition d'emploi. Cette enquête ne concerne pas les personnels des établissements publics autonomes relevant du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (hôpitaux généraux ou spécialisés, hospices et maisons de retraite) : en effet, les enquêtes annuelles effectuées par ce ministère auprès des établissements sanitaires et sociaux, publics et privés, couvrent tous les aspects liés à leur activité et ont donc un volet « effectifs ». Le tableau 11 fait la synthèse des deux sources d'information.

Entre 1969 et 1983, les agents des collectivités territoriales *stricto sensu* (hôpitaux publics exclus) ont été étudiés à travers diverses enquêtes, de contenu et de champ variables, réalisées par l'INSEE et le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation : 1976 et 1979 pour les personnels départementaux, 1973, 1977 et 1980 pour les personnels communaux, hors Paris (tableau 12). Ces enquêtes, dont certaines avaient la forme de recensements individuels, étaient limitées à la connaissance de l'emploi (grades, diplômes, formation, ...) : en dehors de l'indice hiérarchique de rémunération, elles n'ont apporté aucune information sur les salaires.

3. Intérim et contrats de travail à durée déterminée

(tableaux 13 à 18)

L'opération de *travail intérimaire* consiste à mettre à la disposition provisoire d'entreprises clientes des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet.

Le travail intérimaire est temporaire à deux *titres :*

— la *durée du travail* chez l'utilisateur est convenue à l'avance, *limitée dans le temps* et, selon la loi, la « mission » doit avoir une durée inférieure à six mois;

— le *contrat de travail* liant le salarié intérimaire à l'entreprise de travail intérimaire est également *temporaire* et *d'une durée égale à celle de la « mission ».*

L'entreprise de travail temporaire s'engage vis-à-vis de l'entreprise cliente sur une durée du travail et une qualification du personnel intérimaire et non sur la fourniture d'une prestation précise de biens ou services. Le personnel intérimaire effectue le travail sous la direction et la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

Ces caractéristiques, jointes à la durée temporaire du contrat de travail, permettent de distinguer le travail intérimaire des autres formes de mise à disposition de personnel : travail en régie (par exemple pour l'entretien, le nettoyage, le gardiennage...), délégation de personnel (une entreprise met un de ses salariés « permanents » à la disposition, temporaire ou permanente, d'une autre entreprise appartenant en général au même groupe, ...).

Le travail intérimaire n'a pris un développement important en France qu'à la fin des années soixante. La progression de ce type d'emplois a été depuis très forte. Devant ce développement, les pouvoirs publics ont été amenés à réglementer la profession par la loi du 3 janvier 1972 (complétée par le décret de janvier 1973) et la loi du 2 janvier 1979, puis par l'ordonnance n° 82-131 du 5 février 1982 (complétée par les décrets n° 82-197 et n° 82-198 du 26 février 1982 relatifs aux formalités administratives et au taux de l'indemnité de précarité d'emploi). Ces mesures ont pour but de limiter le recours abusif aux emplois temporaires, de protéger les salariés intérimaires, de moraliser la profession. Elles ont été pérennisées par suppression de l'article 16 de l'ordonnance n° 82-131 qui limitait l'application de celle-ci à trois ans (loi de ratification n° 85-10 du 3 janvier 1985).

La loi spécifie que l'activité de travail temporaire est exclusive, « toute activité de travail temporaire s'exerçant en dehors d'une telle entreprise est interdite ».

L'ordonnance limite les cas de recours au travail temporaire aux cas suivants :

— absence temporaire ou suspension du contrat de travail d'un salarié (maternité, formation, ...);

— survenance de la fin d'un contrat de travail à durée indéterminée, dans l'attente de l'entrée en service effectif du salarié appelé à remplacer celui dont le contrat a pris fin;

— travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents;

— surcroît exceptionnel et temporaire d'activité, excluant les travaux saisonniers amenés à se répéter chaque année (tourisme, industries agricoles et alimentaires) et les augmentations cycliques d'activité sur de courtes périodes (réparation navale par exemple).

L'activité du travail temporaire est le fait, d'une part d'un grand nombre de petites entreprises, souvent à durée d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, d'autre part d'un nombre restreint de grosses entreprises; elle tend à se concentrer autour de ces dernières, qui possèdent un rayonnement important, de par la multiplicité croissance de leurs agences.

Les exploitations statistiques réalisées par l'UNEDIC permettent de suivre la démographie des établissements de travail temporaire et les effectifs salariés correspondants. On notera que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Service des études et de la statistique) gère également un fichier de ces établissements et observe un certain nombre de données sur le travail intérimaire.

Dans les tableaux 15 à 17 issus de l'*Enquête-emploi,* on a rapproché les caractéristiques des travailleurs intérimaires de celles des personnes titulaires de contrats à durée déterminée.

Le *contrat de travail à durée déterminée* — particulièrement utilisé dans certains secteurs d'activité : réparation navale, forestage, déménagement, hôtellerie, enseignement, etc. — est un contrat écrit. Lorsqu'il comporte un terme fixé avec précision, il peut être renouvelé une fois s'il comporte une clause le prévoyant, pour une durée au plus égale à la période initiale.

L'ordonnance n° 82-130 du 5 février 1982, modifiant les dispositions du Code du travail relatives au contrat à durée déterminée, ratifiée par la loi n° 85-10 du 3 janvier 1985 portant diverses dispositions d'ordre social, affirme le principe selon lequel le contrat de travail de droit commun est à durée indéterminée, le recours au contrat à durée déterminée étant limité à des cas où l'emploi à pourvoir ne présente manifestement pas un caractère

permanent. Les contrats à durée déterminée sont, en principe, limités dans le temps. De plus, l'ordonnance garantit aux salariés titulaires de contrat à durée déterminée le bénéfice des dispositions légales et conventionnelles applicables aux salariés permanents, ainsi qu'une indemnité de fin de contrat.

4. Marché du travail
(tableaux 19 à 22)

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir les tableaux ci-après sont recueillies auprès des *directions départementales du Travail et de l'emploi* ou des différentes agences locales pour l'emploi; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le *Service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.*

Le tableau 19 présente, pour les dernières années, les principaux résultats sur le chômage à travers un certain nombre d'indicateurs. D'autres données significatives de l'évolution du marché du travail sont fournies dans les tableaux 20 à 22.

Les *demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)* concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM), ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Les *offres d'emploi en fin de mois (OEFM)* sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les *offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM)* sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Des *statistiques de flux* sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre (tableau 21).

Ces statistiques sont publiées, en données corrigées des variations saisonnières, dans le *Bulletin mensuel des statistiques du travail* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle) et le *Bulletin mensuel de statistiques* (INSEE).

Les statistiques du chômage indemnisé données dans le tableau 19 correspondent au système d'indemnisation du chômage mis en place à partir du 1er juillet 1979 et réformé à partir du 1er avril 1984.

Le système est présenté au chapitre C. 04 « Prestations sociales ».

Les bénéficiaires des différents régimes de préretraite ne sont pas comptabilisés avec les demandeurs d'emploi en fin de mois. Aussi sont-ils exclus de la statistique des demandeurs d'emploi en fin de mois, ainsi que de celle du chômage indemnisé.

Le tableau 20 contient des informations concernant le chômage partiel et les licenciements économiques. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail et de l'Emploi lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de *chômage partiel,* ou du recueil des *demandes d'autorisations de licenciement.*

5. Départements d'outre-mer
(tableaux 23 et 24)

Les taux d'activité sont calculés en rapportant dans chaque groupe d'âges les actifs (employés ou non) à l'effectif total du groupe d'âges. Les personnes n'ayant pas répondu, si elles sont actives ou non (activité non déclarée) sont donc exclues du calcul des taux d'activité. Les effectifs d'activité non déclarée ont cependant été fournis comme test de qualité des réponses.

Ont été considérées comme actives, les personnes qui, la *semaine précédant leur recensement :*

— ont exercé une activité rémunérée (même si la personne était en congé annuel payé ou en congé maladie);
— ont cherché du travail.

6. Dépenses pour l'emploi
(tableau 25)

Le tableau 25 vise à présenter un bilan des dépenses pour l'emploi. Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture, du Commerce et de l'Artisanat et du Tourisme, de l'Économie, des Finances et du Budget, du Plan et de l'Aménagement du territoire, du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur, de la Recherche et de la Technologie, etc.). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

La typologie des « Comptes de l'emploi » (1) comporte sept rubriques :

— *l'indemnisation du chômage total* comprend les prestations de chômage;
— *l'incitation au retrait d'activité* englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité ainsi que le système d'aides du ministère de l'Agriculture visant à favoriser les départs d'agriculteurs âgés;

— *le maintien de l'emploi* recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du CIASI, du FSAI et le plan textile;
— *la promotion de l'emploi et création d'emploi* comprend l'ensemble du système d'aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les emplois d'utilité collective et d'initiative locale;
— *l'incitation à l'activité* regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;
— *la formation professionnelle* reprend les opérations de formation professionnelle réalisées au profit soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les entreprises, les ASSEDIC ou les fonds d'assurance formation;
— *le perfectionnement du fonctionnement du marché du Travail,* enfin, comptabilise les dépenses de l'Agence nationale pour l'emploi, celles liées à l'orientation des handicapés et les aides à la recherche d'emploi.

1. Cf. sources de documentation.

*
* *

TABLEAU C.01-1

Taux d'activité au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (en années révolues) au 1er janvier de l'année n + 1		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		■ 1982		1983		1984	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
De 15 à 19 ans	*(a)*	30,0	23,4	27,8	22,1	27,3	21,6	25,4	19,4	26,2	19,8	25,7	18,3	24,1	17,1	25,1	*r* 16,8	22,5	15,0	20,0	13,6
	(b)	28,8	23,4	26,2	22,1	25,7	21,6	23,9	19,4	24,6	19,8	23,7	18,3	22,4	17,1	*r* 22,5	*r* 16,8	*r* 20,6	15,0	17,9	13,6
De 20 à 24 ans	*(a)*	81,4	67,4	82,1	68,8	81,2	68,6	80,5	68,1	80,1	68,5	80,2	67,5	78,1	66,9	78,9	*r* 67,3	79,8	*r* 66,8	78,1	66,9
	(b)	71,6	67,4	72,0	68,8	71,5	68,6	70,1	68,1	71,0	68,5	71,2	67,5	68,8	66,9	*r* 69,5	*r* 67,3	*r* 69,9	*r* 66,8	69,0	66,9
De 25 à 29 ans	*(a)*	95,5	64,1	95,7	65,6	95,7	68,1	95,7	68,1	95,4	69,5	95,4	69,9	94,9	69,7	95,4	71,1	95,4	*r* 73,0	94,8	73,5
	(b)	94,7	64,1	94,8	65,6	95,0	68,1	95,1	68,1	94,9	69,5	95,1	69,9	94,6	69,7	95,0	71,1	*r* 95,0	*r* 73,0	94,2	73,5
De 30 à 34 ans		98,2	59,0	98,2	60,3	98,0	61,8	98,2	63,2	98,2	65,8	98,0	66,2	97,8	67,2	97,9	69,5	*r* 97,6	*r* 70,1	97,2	70,9
De 35 à 39 ans		98,1	56,4	98,0	57,7	97,8	59,6	97,8	60,7	97,9	62,8	98,2	63,8	97,8	66,0	98,1	67,3	98,0	*r* 67,9	97,8	69,8
De 40 à 44 ans		97,6	55,4	97,4	57,0	97,0	57,7	97,6	58,8	97,6	60,1	97,4	62,0	97,6	66,0	97,1	65,4	97,5	*r* 67,6	97,1	68,6
De 45 à 49 ans		96,0	54,7	96,2	56,1	96,0	57,3	95,5	57,1	95,6	58,5	96,5	58,4	96,2	58,6	96,0	62,6	95,9	64,1	96,1	65,3
De 50 à 54 ans		93,5	52,2	93,6	51,8	93,4	52,5	92,9	52,0	92,9	53,1	92,9	54,7	92,4	56,8	91,4	57,6	91,6	56,7	91,4	58,1
De 55 à 59 ans		83,3	43,5	82,7	44,9	83,9	46,4	82,6	45,7	82,3	45,9	80,9	47,3	79,5	46,6	75,6	46,1	71,0	43,7	68,1	42,9
De 60 à 64 ans		56,7	29,8	51,5	27,7	48,8	27,2	45,0	24,1	45,1	24,0	47,6	27,3	42,5	25,3	40,0	23,3	33,6	20,6	31,1	19,0
De 65 à 69 ans		22,7	11,7	21,5	11,2	19,7	9,7	18,3	9,4	15,8	8,7	14,3	6,8	13,0	6,0	11,1	4,9	10,1	4,6	11,0	5,9
De 70 à 74 ans		11,8	4,5	10,6	4,3	9,0	3,8	8,5	3,6	7,6	3,9	7,5	2,7	6,8	2,7	5,5	2,4	5,4	2,7	5,7	2,6
De 75 ans et plus		5,3	2,3	4,8	1,8	4,8	2,1	4,4	1,6	3,3	1,6	3,5	1,5	3,1	1,4	2,7	1,2	2,3	1,0	2,2	1,0
Ensemble	*(a)*	**72,5**	**41,9**	**71,9**	**42,3**	**71,7**	**43,0**	**71,1**	**42,8**	**71,1**	**43,7**	**71,0**	**44,0**	**70,2**	**44,2**	***r* 69,7**	***r* 45,1**	***r* 68,7**	***r* 45,0**	**68,0**	**45,4**
	(b)	**71,2**	**41,9**	**70,6**	**42,3**	**70,4**	**43,0**	**69,8**	**42,8**	**69,9**	**43,7**	**69,9**	**44,0**	**69,1**	**44,2**	***r* 68,4**	***r* 45,1**	***r* 67,5**	***r* 45,0**	**66,8**	**45,4**

(a) Y compris le contingent. — *(b)* Non compris le contingent.

TABLEAU C.01-2

Population active : actifs occupés et chômeurs. Moyennes annuelles

Source : INSEE

Unités : Millier
Taux en %

		1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Salariés :											
Hommes		10.875,1	10.924,2	10.959,1	10.942,2	10.914,0	10.907,3	10.796,9	10.764,0	10.646,0	10.460,4
Femmes		6.507,5	6.668,0	6.851,5	6.986,0	7.076,5	7.149,5	7.184,5	7.305,6	7.390,5	7.428,3
Ensemble		*17.382,6*	*17.592,2*	*17.810,6*	*17.928.2*	*17.990,5*	*18.056,8*	*17.981,4*	*18.069,6*	*18.036,5*	*17.888,7*
Non salariés :											
Hommes		2.439,5	2.400,2	2.375,8	2.357,5	2.340,7	2.320,6	2.296,5	2.260,4	2.216,9	2.175,8
Femmes		1.363,1	1.339,6	1.321,1	1.305,0	1.290,3	1.274,1	1.257,5	1.238,4	1.214,7	1.190,5
Ensemble		*3.802,6*	*3.739,8*	*3.696,9*	*3.662,5*	*3.631,0*	*3.594,7*	*3.554,0*	*3.498,8*	*3.431,6*	*3.366,3*
Chômeurs :											
Hommes		396,2	406,0	469,0	514,6	581,5	596,6	737,2	843,7	884,0	1.071,4
Femmes		515,7	585,5	652,8	691,2	790,2	873,9	992,2	1.075,9	1.076,8	1.247,3
Ensemble		*911,9*	*991,5*	*1.121,8*	*1.205,8*	*1.371,7*	*1.470,5*	*1.729,4*	*1.919,6*	*1.960,8*	*2.318,7*
Population active totale :											
Hommes	*(a)*	13.999,4	14.017,2	14.086,5	14.108,0	14.109,0	14.089,1	14.098,3	14.133,8	14.007,9	13.963,8
	(b)	13.710,8	13.730,4	13.803,9	13.814,3	13.836,2	13.824,5	13.830,6	13.868,1	13.746,9	13.707,6
Femmes		8.386,3	8.593,1	8.825,4	8.982,2	9.157,0	9.297,5	9.434,2	9.619,9	9.682,0	9.866,1
Ensemble	*(a)*	**22.385,7**	**22.610,3**	**22.911,9**	**23.090,2**	**23.266,0**	**23.386,6**	**23.532,5**	**23.753,7**	**23.689,9**	**23.829,9**
	(b)	**22.097,1**	**22.323,5**	**22.629,3**	**22.796,5**	**22.993,2**	**23.122,0**	**23.264,8**	**23.488,0**	**23.428,9**	**23.573,7**
Taux de chômage :											
Hommes	*(a)*	2,8	2,9	3,3	3,6	4,1	4,2	5,2	6,0	6,3	7,7
	(b)	2,9	3,0	3,4	3,7	4,2	4,3	5,3	6,1	6,4	7,8
Femmes		6,1	6,8	7,4	7,7	8,6	9,4	10,5	11,2	11,1	12,6
Ensemble	*(a)*	**4,1**	**4,4**	**4,9**	**5,2**	**5,9**	**6,3**	**7,3**	**8,1**	**8,3**	**9,7**
	(b)	**4,1**	**4,4**	**5,0**	**5,3**	**6,0**	**6,4**	**7,4**	**8,2**	**8,4**	**9,8**

(a) Y compris contingent. — *(b)* Non compris contingent.

TABLEAU C.01-3

Taux de chômage harmonisés dans sept pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Canada	5,3	6,9	7,1	8,0	8,3	7,4	7,4	7,5	10,9	11,8	11,2
États-Unis	5,5	8,3	7,6	6,9	6,0	5,8	7,0	7,5	9,5	9,5	7,4
Japon	1,4	1,9	2,0	2,0	2,2	2,1	2,0	2,2	2,4	2,6	2,7
France	2,8	4,1	4,4	*r* 4,9	*r* 5,3	*r* 6,0	*r* 6,4	*r* 7,4	*r* 8,2	*r* 8,4	9,8
Allemagne (1)	1,6	3,6	3,7	3,6	3,5	3,2	3,0	4,4	6,1	*r* 8,0	8,0
Italie	5,3	5,8	6,6	7,0	7,1	7,5	*r* 7,5	8,3	*r* 9,0	*r* 9,8	10,1
Royaume-Uni (1)	3,1	4,6	6,0	6,4	6,3	5,6	6,9	10,5	12,3	13,1	13,2
OCDE (1)	3,5	5,2	5,3	5,3	*r* 5,1	5,1	*r* 5,7	6,7	*r* 8,1	8,7	8,2
CEE (1)	3,1	4,5	5,2	5,5	*r* 5,6	5,6	6,0	7,8	*r* 9,2	*r* 10,2	10,7

(1) Estimations du secrétariat de l'OCDE.

TABLEAU C.01-4

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	S (1)	412,1	384,7	359,8	343,8	332,4	316,6	301,8	297,1	288,4	280,0
		NS	1.708,1	1.661,3	1.620,6	1.584,5	1.552,9	1.504,6	1.458,2	1.417,3	1.390,3	1.360,0
		T	*2.120,2*	*2.046,0*	*1.980,4*	*1.928,3*	*1.885,3*	*1.821,2*	*1.760,0*	*1.714,4*	*1.678,7*	*1.640,0*
T 02	Industrie de la viande et du lait	S	160,8	163,6	169,7	173,3	178,1	180,2	183,5	185,5	185,5	183,9
		NS	5,9	5,7	5,5	5,2	5,0	4,7	4,5	4,3	4,3	4,3
		T	*166,7*	*169,3*	*175,2*	*178,5*	*183,1*	*184,9*	*188,0*	*189,8*	*189,8*	*188,2*
T 03	Industries des autres produits alimentaires ...	S	353,2	353,2	360,0	358,8	359,7	358,0	356,9	357,6	356,2	354,6
		NS	98,0	93,5	93,1	88,5	82,7	82,2	82,2	82,4	83,9	84,9
		T	*451,2*	*446,7*	*453,1*	*447,3*	*442,4*	*440,2*	*439,1*	*440,0*	*440,1*	*439,5*
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.....	S	84,6	80,0	74,6	69,4	64,2	61,2	58,9	58,8	56,7	51,8
		NS	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		T	*84,8*	*80,2*	*74,8*	*69,5*	*64,3*	*61,3*	*59,0*	*58,9*	*56,8*	*51,9*
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	S	43,8	43,1	42,5	41,7	41,0	40,9	41,0	39,8	38,7	37,9
		NS	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		T	*44,0*	*43,3*	*42,7*	*41,8*	*41,1*	*41,0*	*41,1*	*39,9*	*38,8*	*38,0*
T 06	Électricité, gaz et eau.....	S	172,7	176,1	179,3	184,2	189,0	193,3	198,9	211,7	216,4	217,4
		NS	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	*173,3*	*176,6*	*179,7*	*184,5*	*189,3*	*193,5*	*199,1*	*211,9*	*216,6*	*217,6*
T 07	Minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier.....	S	224,8	224,3	211,1	199,8	181,5	172,0	164,6	160,5	154,5	146,7
		NS	0,7	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
		T	*225,5*	*224,8*	*211,5*	*200,1*	*181,7*	*172,2*	*164,7*	*160,6*	*154,6*	*146,8*
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	S	61,7	63,3	71,5	72,5	73,0	73,0	70,9	70,4	67,1	64,5
		NS	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	*62,2*	*63,8*	*71,9*	*72,8*	*73,3*	*73,2*	*71,1*	*70,6*	*67,3*	*64,7*
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	S	204,7	201,5	197,1	191,1	187,2	185,3	177,5	171,2	160,8	150,4
		NS	10,4	10,3	10,0	9,9	9,5	9,3	8,9	8,5	8,1	7,9
		T	*215,1*	*211,8*	*207,1*	*201,0*	*196,7*	*194,6*	*186,4*	*179,7*	*168,9*	*158,3*

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 1)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
T 10	Industrie du verre	S	74,0	74,1	73,6	72,7	70,3	69,3	67,2	66,0	63,9	61,8
		NS	1,3	1,4	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4
		T	*75,3*	*75,5*	*74,9*	*74,1*	*71,7*	*70,8*	*68,6*	*67,4*	*65,3*	*63,2*
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	S	166,7	165,2	165,8	163,1	161,7	157,6	149,3	143,1	137,9	135,6
		NS	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5
		T	*167,7*	*166,1*	*166,6*	*163,9*	*162,5*	*158,3*	*150,0*	*143,7*	*138,5*	*136,1*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	S	183,5	181,5	182,1	180,6	178,5	176,6	173,2	174,2	175,0	175,2
		NS	2,5	2,2	2,0	1,8	1,7	1,5	1,4	1,3	1,2	1,0
		T	*186,0*	*183,7*	*184,1*	*182,4*	*180,2*	*178,1*	*174,6*	*175,5*	*176,2*	*176,2*
T 13	Fonderie et travail des métaux	S	509,8	512,5	500,8	479,5	479,5	474,2	455,9	449,8	425,3	406,7
		NS	30,7	29,7	28,6	27,5	26,4	25,6	24,2	22,8	21,6	20,4
		T	*540,5*	*542,2*	*529,4*	*507,0*	*505,9*	*499,8*	*480,1*	*472,6*	*446,9*	*427,1*
T 14	Construction mécanique	S	570,9	568,1	557,1	541,7	535,5	527,3	509,5	498,4	475,7	452,6
		NS	25,1	25,2	25,4	25,8	26,1	26,6	26,9	26,4	26,9	27,0
		T	*596,0*	*593,3*	*582,5*	*567,5*	*561,6*	*553,9*	*536,4*	*524,8*	*502,6*	*479,6*
T 15 A	Construction électrique et électronique, matériels électriques et électroniques professionnels	S	467,5	476,6	480,6	479,5	479,3	479,2	477,6	481,9	477,1	473,7
		NS	4,4	4,6	4,7	5,0	5,0	5,1	5,1	4,9	4,8	4,6
		T	*471,9*	*481,2*	*485,3*	*484,5*	*484,3*	*484,3*	*482,7*	*486,8*	*481,9*	*478,3*
T 15 B	Biens d'équipement ménager	S	104,3	103,8	98,9	94,3	90,3	85,3	79,6	78,5	77,0	73,6
		NS	1,0	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5
		T	*105,3*	*104,7*	*99,8*	*95,1*	*91,0*	*86,0*	*80,2*	*79,0*	*77,5*	*74,1*
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	S	508,0	533,9	533,9	532,5	521,4	500,9	470,9	465,5	454,6	434,0
		NS	2,8	2,7	2,5	2,4	2,3	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9
		T	*510,8*	*536,6*	*536,4*	*534,9*	*523,7*	*503,0*	*472,8*	*467,4*	*456,5*	*435,9*
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	S	235,2	231,9	223,6	216,4	217,7	219,8	225,5	228,9	224,2	219,4
		NS	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9
		T	*236,8*	*233,4*	*225,0*	*217,7*	*218,9*	*220,9*	*226,5*	*229,8*	*225,1*	*220,3*
T 18	Industrie textile et habillement	S	622,4	616,4	593,4	566,9	558,7	522,1	490,1	484,7	464,1	442,6
		NS	37,2	35,8	34,1	32,8	30,3	28,7	27,1	25,6	24,1	23,5
		T	*659,6*	*652,2*	*627,5*	*599,7*	*589,0*	*550,8*	*517,2*	*510,3*	*488,2*	*466,1*
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	S	124,7	120,9	118,1	112,7	113,4	109,0	102,1	101,3	97,8	92,4
		NS	6,9	6,2	5,8	5,7	5,3	5,1	4,9	4,6	4,4	4,2
		T	*131,6*	*127,1*	*123,9*	*118,4*	*118,7*	*114,1*	*107,0*	*105,9*	*102,2*	*96,6*
T 20	Bois, meubles, industries diverses	(1) S	338,0	346,1	349,1	345,0	346,6	340,0	330,1	322,1	305,8	289,1
		NS	41,6	43,2	44,5	46,8	48,3	50,3	51,5	50,4	49,0	48,0
		T	*379,6*	*389,3*	*393,6*	*391,8*	*394,9*	*390,3*	*381,6*	*372,5*	*354,8*	*337,1*
T 21	Industrie du papier et du carton	S	137,7	136,9	132,0	126,9	124,8	120,5	113,9	112,9	110,3	107,4
		NS	2,2	2,0	1,8	1,6	1,5	1,3	1,2	1,1	1,0	1,0
		T	*139,9*	*138,9*	*133,8*	*128,5*	*126,3*	*121,8*	*115,1*	*114,0*	*111,3*	*108,4*
T 22	Imprimerie, presse, édition	S	206,3	208,9	211,6	212,7	213,7	212,5	208,8	210,8	210,6	216,9
		NS	13,6	14,1	14,8	15,5	16,0	16,7	17,9	18,2	18,6	19,2
		T	*219,9*	*223,0*	*226,4*	*228,2*	*229,7*	*229,2*	*226,7*	*229,0*	*229,2*	*236,1*
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	S	219,6	227,4	228,9	226,9	230,2	226,4	218,4	217,1	209,1	201,1
		NS	3,3	3,2	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,5
		T	*222,9*	*230,6*	*232,0*	*229,9*	*233,1*	*229,2*	*221,1*	*219,7*	*211,6*	*203,6*

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 2)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	S	1.577,9	1.577,1	1.554,7	1.504,5	1.494,1	1.471,2	1.428,9	1.371,6	1.280,2	1.212,8
		NS	294,4	303,3	314,8	328,6	338,3	351,2	350,1	342,3	337,1	331,9
		T	*1.872,3*	*1.880,4*	*1.869,5*	*1.833,1*	*1.832,4*	*1.822,4*	*1.779,0*	*1.713,9*	*1.617,3*	*1.544,7*
T 25	Commerce de gros alimentaire	S	265,0	267,7	269,3	268,9	269,3	266,8	263,8	263,7	262,5	261,6
		NS	45,2	43,2	39,1	37,1	30,6	31,4	31,1	31,3	31,1	30,9
		T	*310,2*	*310,9*	*308,4*	*306,0*	*299,9*	*298,2*	*294,9*	*295,0*	*293,6*	*292,5*
T 26	Commerce de gros non alimentaire	S	518,8	541,8	561,7	572,3	595,2	614,4	623,0	624,9	617,6	614,1
		NS	41,8	43,3	46,2	46,6	44,3	42,3	42,2	40,8	40,5	40,1
		T	*560,6*	*585,1*	*607,9*	*618,9*	*639,5*	*656,7*	*665,2*	*665,7*	*658,1*	*654,2*
T 27	Commerce de détail alimentaire	S	404,1	418,9	431,7	438,3	443,9	454,2	463,9	477,3	484,5	490,6
		NS	222,7	211,3	199,4	199,4	198,2	195,3	190,0	181,0	176,1	170,9
		T	*626,8*	*630,2*	*631,1*	*637,7*	*642,1*	*649,5*	*653,9*	*658,3*	*660,6*	*661,5*
T 28	Commerce de détail non alimentaire	S	622,4	630,9	640,0	636,1	637,5	629,2	628,6	635,9	629,0	614,7
		NS	321,4	325,4	320,8	315,2	310,5	310,1	306,9	311,1	298,5	290,9
		T	*943,8*	*956,3*	*960,8*	*951,3*	*948,0*	*939,3*	*935,5*	*947,0*	*927,5*	*905,6*
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	S	296,1	310,3	323,0	324,5	328,5	326,2	328,6	335,1	333,7	322,4
		NS	79,6	76,1	77,7	85,8	86,8	85,2	82,4	78,9	76,6	74,4
		T	*375,7*	*386,4*	*400,7*	*410,3*	*415,3*	*411,4*	*411,0*	*414,0*	*410,3*	*396,8*
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	S	337,0	346,9	361,6	370,5	381,5	392,0	405,3	419,9	428,7	436,5
		NS	233,2	229,5	213,5	211,9	207,5	211,0	214,9	220,8	218,7	216,7
		T	*570,2*	*576,4*	*575,1*	*582,4*	*589,0*	*603,0*	*620,2*	*640,7*	*647,4*	*653,2*
T 31	Transports	S	801,8	813,6	816,2	816,8	820,4	818,9	820,7	840,5	838,3	832,2
		NS	56,9	60,3	62,3	59,2	65,7	63,3	63,9	61,0	60,9	60,9
		T	*858,7*	*873,9*	*878,5*	*876,0*	*886,1*	*882,2*	*884,6*	*901,5*	*899,2*	*893,1*
T 32	Télécommunications et postes	S	408,3	415,0	437,9	452,7	453,8	456,9	465,2	481,5	484,8	486,0
		NS	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	*408,9*	*415,5*	*438,4*	*453,1*	*454,2*	*457,3*	*465,5*	*481,8*	*485,1*	*486,3*
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	S	673,9	726,2	765,9	799,2	853,9	884,4	897,7	879,7	876,9	907,3
		NS	145,6	146,1	154,2	166,4	165,5	178,3	173,0	164,8	166,9	168,9
		T	*819,5*	*872,3*	*920,1*	*965,6*	*1.019,4*	*1.062,7*	*1.070,7*	*1.044,5*	*1.043,8*	*1.076,2*
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	S	1.317,5	1.399,6	1.467,2	1.526,0	1.546,3	1.559,7	1.589,0	1.639,3	1.666,2	1.672,7
		NS	294,1	306,4	323,9	314,7	326,4	317,7	338,7	340,9	330,0	319,0
		T	*1.611,6*	*1.706,0*	*1.791,1*	*1.840,7*	*1.872,7*	*1.877,4*	*1.927,7*	*1.980,2*	*1.996,2*	*1.991,7*
T 35	Location, crédit bail, immobilier	S	52,1	53,9	57,9	60,1	64,2	65,0	66,6	65,7	65,7	66,7
		NS	4,4	4,2	3,9	3,7	3,6	3,4	3,2	3,0	3,0	3,0
		T	*56,5*	*58,1*	*61,8*	*63,8*	*67,8*	*68,4*	*69,8*	*68,7*	*68,7*	*69,7*
T 36	Assurances	S	127,3	129,2	133,0	135,9	138,1	140,5	143,6	148,0	150,3	151,7
		NS	4,3	4,4	4,4	4,5	4,6	4,6	4,7	4,7	4,7	4,6
		T	*131,6*	*133,6*	*137,4*	*140,4*	*142,7*	*145,1*	*148,3*	*152,7*	*155,0*	*156,3*
T 37	Organismes financiers	S	385,6	394,4	404,0	411,3	417,4	422,2	427,1	435,9	440,9	443,2
		NS	1,3	1,1	0,9	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
		T	*386,9*	*395,5*	*404,9*	*412,1*	*418,0*	*422,7*	*427,5*	*436,3*	*441,3*	*443,5*
T 38	Services non marchands	S	3.398,0	3.478,0	3.535,1	3.593,9	3.643,0	3.689,4	3.758,9	3.866,6	3.934,0	3.970,0
		NS	17,6	15,4	13,6	11,9	10,4	9,1	8,0	7,2	7,2	7,1
		T	*3.415,6*	*3.493,4*	*3.548,7*	*3.605,8*	*3.653,4*	*3.698,5*	*3.766,9*	*3.873,8*	*3.941,2*	*3.977,1*
T 01 à T 38	**Total général**	**S**	**17.372,8**	**17.697,6**	**17.874,2**	**17.897,0**	**18.014,7**	**17.992,1**	**17.937,1**	**18.073,5**	**17.925,7**	**17.751,8**
		NS	**3.763,0**	**3.716,6**	**3.677,3**	**3.647,8**	**3.614,1**	**3.575,2**	**3.532,8**	**3.464,9**	**3.398,4**	**3.334,3**
		T (1)	**21.135,8**	**21.414,2**	**21.551,5**	**21.554,8**	**21.628,8**	**21.567,3**	**21.469,9**	**21.538,4**	**21.324,1**	**21.086,1**

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 3 et fin)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	Regroupements particuliers											
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires.....	S	514,1	516,8	529,7	532,1	537,7	538,2	540,4	543,1	541,7	538,5
		NS	103,9	99,2	98,5	93,8	87,8	86,9	86,7	86,8	88,2	89,2
		T	*618,0*	*616,0*	*628,2*	*625,9*	*625,5*	*625,1*	*627,1*	*629,9*	*629,9*	*627,7*
T 04 à T 06	Énergie.....	S	301,1	299,2	296,4	295,3	294,2	295,3	298,8	310,4	311,8	307,1
		NS	1,1	0,9	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4
		T	*302,2*	*300,1*	*297,1*	*295,9*	*294,7*	*295,8*	*299,1*	*310,7*	*312,1*	*307,5*
T 07 à T 11 T13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires.....	S	1.598,9	1.605,2	1.580,7	1.532,4	1.508,2	1.478,3	1.417,7	1.391,1	1.328,8	1.274,2
		NS	50,1	48,4	46,4	44,8	42,9	41,6	39,5	37,3	35,5	34,0
		T	*1.649,0*	*1.653,6*	*1.627,1*	*1.577,2*	*1.551,1*	*1.519,9*	*1.457,2*	*1.428,4*	*1.364,3*	*1.308,2*
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	S	1.885,8	1.914,3	1.894,2	1.864,3	1.844,1	1.812,5	1.763,2	1.753,2	1.708,5	1.653,3
		NS	35,0	34,8	34,7	35,2	35,2	35,6	35,4	34,7	35,0	34,9
		T	*1.920,8*	*1.949,1*	*1.928,9*	*1.899,5*	*1.879,3*	*1.848,1*	*1.798,6*	*1.787,9*	*1.743,5*	*1.688,2*
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	S	1.474,9	1.473,7	1.454,3	1.417,9	1.410,9	1.360,2	1.304,2	1.293,1	1.253,1	1.216,2
		NS	101,8	101,6	101,2	102,7	101,6	102,3	102,7	100,0	97,3	95,9
		T	*1.576,7*	*1.575,3*	*1.555,5*	*1.520,6*	*1.512,5*	*1.462,5*	*1.406,9*	*1.393,1*	*1.350,4*	*1.312,1*
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment.....	S	5.774,8	5.809,3	5.755,3	5.642,1	5.595,2	5.484,7	5.324,3	5.290,8	5.143,9	4.989,3
		NS	291,8	284,8	281,6	277,0	267,9	266,7	264,7	259,0	256,3	254,4
		T	*6.066,6*	*6.094,1*	*6.036,9*	*5.919,1*	*5.863,1*	*5.751,4*	*5.589,0*	*5.549,8*	*5.400,2*	*5.243,7*
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	S	7.352,7	7.386,4	7.310,1	7.146,6	7.089,3	6.955,8	6.753,2	6.662,4	6.424,1	6.202,1
		NS	586,2	588,2	596,3	605,6	606,1	617,9	614,8	601,4	593,3	586,3
		T	*7.938,9*	*7.974,6*	*7.906,4*	*7.752,2*	*7.695,4*	*7.573,7*	*7.368,0*	*7.263,8*	*7.017,4*	*6.788,4*
T 25 à T 28	Commerces.....	S	1.810,3	1.859,2	1.902,6	1.915,7	1.945,9	1.964,6	1.979,3	2.001,9	1.993,6	1.981,0
		NS	631,0	623,2	605,6	598,4	583,7	579,1	570,4	564,2	546,1	532,8
		T	*2.441,3*	*2.482,4*	*2.508,2*	*2.514,1*	*2.529,6*	*2.543,7*	*2.549,7*	*2.566,1*	*2.539,7*	*2.513,8*
T 31, T 32	Transports et télécommunications.....	S	1.210,1	1.228,6	1.254,1	1.269,5	1.274,2	1.275,8	1.285,9	1.322,0	1.323,1	1.318,2
		NS	57,6	60,8	62,7	59,6	66,1	63,6	64,2	61,3	61,2	61,2
		T	*1.267,7*	*1.289,4*	*1.316,8*	*1.329,1*	*1.340,3*	*1.339,4*	*1.350,1*	*1.383,3*	*1.384,3*	*1.379,4*
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands.....	S	2.624,6	2.783,1	2.917,6	3.020,3	3.110,2	3.162,3	3.220,6	3.273,9	3.305,5	3.338,9
		NS	752,5	758,0	769,3	778,9	786,1	792,2	809,0	805,5	792,3	779,0
		T	*3.377,1*	*3.541,1*	*3.686,9*	*3.799,2*	*3.896,3*	*3.954,5*	*4.029,6*	*4.079,4*	*4.097,8*	*4.117,9*
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	S	6.210,0	6.448,4	6.669,3	6.812,7	6.950,0	7.030,3	7.123,2	7.247,4	7.279,2	7.299,7
		NS	1.451,1	1.451,7	1.446,7	1.445,9	1.444,7	1.443,6	1.451,8	1.439,1	1.407,6	1.380,9
		T	*7.661,1*	*7.900,1*	*8.116,0*	*8.258,6*	*8.394,7*	*8.473,9*	*8.575,0*	*8.686,5*	*8.686,8*	*8.680,6*
T 25 à T 38	Tertiaire	S	9.608,1	9.926,4	10.204,4	10.406,6	10.593,1	10.719,7	10.882,1	11.114,0	11.213,2	11.269,7
		NS	1.468,7	1.467,1	1.460,3	1.457,8	1.455,1	1.452,8	1.459,9	1.446,3	1.414,8	1.388,0
		T	*11.076,8*	*11.393,5*	*11.664,7*	*11.864,4*	*12.048,2*	*12.172,5*	*12.342,0*	*12.560,3*	*12.628,0*	*12.657,7*
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	S	13.562,8	13.834,8	13.979,3	13.959,3	14.039,3	13.986,1	13.876,4	13.909,8	13.703,3	13.501,8
		NS	2.037,2	2.039,8	2.043,2	2.051,5	2.050,8	2.061,5	2.066,6	2.040,4	2.001,0	1.967,2
		T	*15.600,0*	*15.874,6*	*16.022,5*	*16.010,8*	*16.090,1*	*16.047,6*	*15.943,0*	*15.950,2*	*15.704,3*	*15.469,0*

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-5

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	1975		1976		1977		1978		1979	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	352,0	60,1	326,9	57,8	303,9	55,9	288,7	55,1	277,4	55,0
T 02	Industrie de la viande et du lait	115,2	45,6	116,6	47,0	120,0	49,7	121,9	51,4	124,2	53,9
T 03	Industrie des autres produits alimentaires	232,5	120,7	232,0	121,1	234,0	126,0	233,4	125,4	233,0	126,6
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	82,1	2,5	77,5	2,5	72,0	2,5	67,0	2,4	62,0	2,2
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	36,0	7,7	35,4	7,7	34,9	7,7	34,2	7,5	33,5	7,5
T 06	Électricité, gaz et eau	142,1	30,7	144,5	31,6	147,0	32,4	150,6	33,6	154,4	34,6
T 07	Minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier	207,2	17,6	206,4	17,8	194,1	16,9	183,6	16,1	166,9	14,6
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	51,4	10,3	53,0	10,3	59,6	11,8	61,1	11,4	61,9	11,0
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	174,3	30,4	171,2	30,4	166,4	30,7	160,8	30,4	157,4	29,8
T 10	Industrie du verre	59,6	14,4	59,5	14,6	59,1	14,5	58,4	14,2	56,6	13,7
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	137,6	29,1	136,4	28,8	136,3	29,5	133,9	29,2	132,1	29,6
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	101,3	82,3	101,0	80,5	101,0	81,1	100,6	80,0	99,3	79,2
T 13	Fonderie et travail des métaux	410,2	99,7	410,7	101,8	399,8	101,0	382,2	97,3	383,2	96,3
T 14	Construction mécanique	469,9	101,0	465,4	102,6	454,6	102,5	442,3	99,4	438,1	97,3
T 15 A	Construction électrique et électronique	296,0	171,6	301,1	175,5	305,3	175,4	306,1	173,4	308,0	171,3
T 15 B	Biens d'équipement ménager	58,1	46,2	56,8	47,0	54,4	44,5	52,3	42,0	49,7	40,6
T 16	Construction de véhicules automobiles	414,2	93,8	435,1	98,8	436,4	97,5	434,8	97,7	425,1	96,3
T 17	Construction navale et aéronautique armement	207,7	27,5	204,3	27,6	196,8	26,8	190,0	26,4	190,7	27,0
T 18	Industrie textile et habillement	199,3	423,1	194,3	422,0	186,2	407,2	176,2	390,7	172,3	386,4
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	52,5	72,2	49,9	71,0	48,5	69,6	45,2	67,5	44,5	68,8
T 20	Bois, meubles, industries diverses	231,4	106,6	236,0	110,1	237,4	111,7	236,2	108,8	238,2	108,4
T 21	Industrie du papier et du carton	92,3	45,4	91,9	45,0	88,5	43,5	85,6	41,3	84,7	40,1
T 22	Imprimerie presse édition	136,4	69,9	137,4	71,5	138,3	73,3	138,2	74,5	138,4	75,3
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	150,5	69,0	155,7	71,7	157,1	71,8	156,3	70,6	159,8	70,5
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.490,3	87,6	1.487,9	89,3	1.462,8	92,0	1.414,9	89,6	1.403,5	90,6
T 25	Commerce de gros alimentaire	185,9	79,1	187,9	79,8	188,4	80,9	188,7	80,2	189,1	80,2
T 26	Commerce de gros non alimentaire	347,9	170,9	362,3	179,5	374,7	186,9	381,3	191,1	396,9	198,3
T 27	Commerce de détail alimentaire	193,5	210,6	196,9	221,9	200,6	231,1	202,2	236,1	202,8	241,2
T 28	Commerce de détail non alimentaire	251,0	371,4	251,6	379,4	250,8	389,1	246,1	389,9	244,2	393,3
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	252,1	44,0	263,2	47,2	272,0	50,9	272,9	51,6	274,9	53,6
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	166,7	170,3	171,1	175,9	177,5	184,1	182,5	188,0	188,1	193,4
T 31	Transports	685,4	116,5	694,2	119,3	694,0	122,2	693,5	123,4	694,6	125,8
T 32	Télécommunications et postes	252,0	156,3	256,6	158,4	267,9	170,0	272,6	180,1	275,4	178,4
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	357,4	316,6	388,4	337,8	404,8	361,0	421,2	378,0	451,9	402,0
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	380,6	936,9	401,3	998,3	415,4	1.051,7	427,9	1.098,1	430,6	1.115,7
T 35	Location, crédit-bail immobilier	28,7	23,5	29,1	24,9	30,8	27,1	31,6	28,5	33,2	30,9
T 36	Assurances	57,0	70,3	57,4	71,8	58,9	74,1	59,7	76,2	60,8	77,3
T 37	Organismes financiers	196,9	188,8	201,1	193,3	206,0	198,0	209,9	201,5	212,8	204,6
T 38	Services non marchands	1.563,4	1.834,6	1.595,8	1.882,2	1.614,5	1.920,6	1.636,7	1.957,2	1.654,4	1.988,6
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**10.818,3**	**6.554,5**	**10.943,8**	**6.753,7**	**10.950,9**	**6.923,3**	**10.881,5**	**7.015,5**	**10.904,6**	**7.110,1**
	Regroupements particuliers :										
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	347,7	166,3	348,6	168,2	354,0	175,6	355,3	176,8	357,2	180,5
T 04 à T 06	Énergie	260,2	40,9	257,4	41,8	253,9	42,6	251,8	43,4	249,9	44,3
T 07 à T 11 T 13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	1.283,0	315,9	1.284,8	320,4	1.261,0	319,7	1.222,0	310,4	1.202,6	305,6
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	1.445,9	440,0	1.462,8	451,5	1.447,5	446,7	1.425,5	438,9	1.411,6	432,6
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	720,8	754,1	718,6	755,1	711,4	742,9	696,4	721,5	692,7	718,3
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	4.057,7	1.717,1	4.072,2	1.737,1	4.027,8	1.727,5	3.951,0	1.691,1	3.914,0	1.681,2
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	5.547,9	1.804,8	5.560,1	1.826,3	5.490,6	1.819,5	5.365,9	1.780,6	5.317,5	1.771,8
T 25 à T 28	Commerces	978,3	832,0	998,6	860,6	1.014,6	888,0	1.018,4	897,3	1.032,9	913,0
T 31, T 32	Transports et télécommunications	937,4	272,7	950,9	277,7	961,9	292,3	966,0	303,4	970,0	304,2
T 29, T 30, T 33, T 34	Services marchands	1.156,8	1.467,8	1.224,0	1.559,1	1.269,8	1.647,8	1.304,6	1.715,7	1.345,5	1.764,7
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	3.355,0	2.855,0	3.461,0	2.987,4	3.541,9	3.127,3	3.590,1	3.222,6	3.655,2	3.294,8
T 25 à T 38	Tertiaire	4.918,4	4.689,6	5.056,9	4.869,5	5.156,4	5.048,0	5.226,9	5.179,8	5.309,7	5.283,4
T 02 à T 37	Services marchands non agricoles	8.903,0	4.659,8	9.021,1	4.813,7	9.032,5	4.946,8	8.956,1	5.003,2	8.972,7	5.066,5
T 01 à T 38	Ensemble des activités	10.818,3	6.554,5	10.943,8	6.753,7	10.950,9	6.923,3	10.881,5	7.015,5	10.904,6	7.110,1

TABLEAU C.01-5 *(suite et fin)*

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	1980		1981		1982		1983	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	263,0	53,7	249,0	52,8	244,2	52,9	237,2	51,2
T 02	Industrie de la viande et du lait	125,1	55,2	125,8	57,7	127,1	58,3	127,3	58,1
T 03	Industrie des autres produits alimentaires	231,4	126,6	231,0	125,9	230,0	127,6	227,6	128,5
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	59,1	2,1	56,8	2,1	56,6	2,3	54,4	2,3
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	33,3	7,7	33,0	8,0	31,8	8,0	30,7	8,0
T 06	Électricité, gaz et eau	157,5	35,7	161,6	37,3	171,1	40,6	174,6	41,9
T 07	Minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier	157,9	14,1	151,0	13,6	146,8	13,6	141,1	13,4
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	62,1	10,9	60,5	10,4	60,0	10,5	56,9	10,1
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	155,3	30,0	148,8	28,8	143,4	27,8	134,9	25,9
T 10	Industrie du verre	55,7	13,6	54,2	13,0	53,4	12,7	51,6	12,3
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	128,0	29,6	122,4	26,9	117,1	26,0	112,8	25,1
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	98,2	78,4	96,2	76,9	96,3	77,9	96,3	78,6
T 13	Fonderie et travail des métaux	380,3	93,9	367,1	88,9	362,1	87,8	342,0	83,3
T 14	Construction. Mécanique	432,5	94,9	419,4	90,1	410,1	88,3	389,6	86,2
T 15 A	Construction électrique et électronique	310,7	168,5	312,2	165,5	315,1	166,9	312,4	164,7
T 15 B	Biens d'équipement ménager	47,4	37,8	43,9	35,8	43,3	35,2	42,6	34,4
T 16	Construction de véhicules automobiles	408,7	92,2	385,0	85,9	380,8	84,7	372,5	82,0
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	191,5	28,3	196,1	29,4	198,1	30,8	193,6	30,6
T 18	Industrie textile et habillement	163,8	358,4	155,1	335,0	152,7	331,9	147,4	316,6
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	42,2	66,8	39,8	62,3	39,3	62,0	38,0	59,7
T 20	Bois, meubles, industries diverses	234,3	105,6	229,3	100,7	223,9	98,2	212,9	92,9
T 21	Industrie du papier et du carton	82,2	38,4	78,2	35,6	77,9	35,0	76,4	33,9
T 22	Imprimerie, presse, édition	136,8	75,7	133,7	75,1	134,1	76,7	133,4	77,2
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	157,9	68,5	152,9	65,5	152,0	65,1	146,0	63,0
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.380,6	90,6	1.338,8	90,0	1.280,5	91,1	1.190,4	89,8
T 25	Commerce de gros alimentaire	187,2	79,7	185,4	78,4	184,9	78,8	184,0	78,5
T 26	Commerce de gros non alimentaire	409,4	205,0	414,5	208,5	416,1	208,8	409,1	208,5
T 27	Commerce de détail alimentaire	204,1	250,1	206,6	257,3	210,0	267,3	211,4	273,2
T 28	Commerce de détail non alimentaire	237,8	391,4	234,1	394,5	233,8	402,1	228,3	400,7
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	271,7	54,5	272,8	55,8	276,4	58,6	273,7	60,0
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	193,1	198,9	200,5	204,8	209,3	210,6	214,2	214,5
T 31	Transports	691,3	127,6	689,0	131,7	701,2	139,3	695,6	142,6
T 32	Télécommunications et postes	278,4	178,5	283,7	181,5	289,6	192,0	291,0	193,8
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	458,0	426,4	456,0	441,7	435,5	444,2	425,3	451,6
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	430,7	1.129,0	436,9	1.152,1	450,6	1.188,7	455,3	1.210,8
T 35	Location crédit-bail immobilier	33,4	31,6	34,1	32,5	33,2	32,5	32,9	32,8
T 36	Assurances	61,3	79,2	62,5	81,1	63,3	84,7	64,3	86,1
T 37	Organismes financiers	215,0	207,3	217,1	210,0	220,8	215,1	222,6	218,3
T 38	Services non marchands	1.670,7	2.018,7	1.697,3	2.061,6	1.747,2	2.119,4	1.771,8	2.162,2
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**10.837,2**	**7.155,0**	**10.732,3**	**7.204,9**	**10.719,5**	**7.354,0**	**10.522,1**	**7.403,5**
	Regroupements particuliers :								
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	356,4	181,8	356,8	183,6	357,1	185,9	355,0	186,7
T 04 à T 06	Énergie	249,9	45,5	251,4	47,4	259,4	50,9	259,6	52,2
T 07 à T 11									
T 13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	1.179,4	299,0	1.135,0	282,7	1.112,6	278,5	1.061,7	267,0
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	1.390,8	421,8	1.356,6	406,6	1.347,5	405,8	1.310,7	397,8
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	675,3	684,9	654,1	650,1	646,4	646,7	628,1	625,1
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	3.851,7	1.633,0	3.754,0	1.570,3	3.723,0	1.567,8	3.615,1	1.528,8
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	5.232,3	1.723,5	5.092,8	1.660,4	5.003,5	1.658,9	4.805,5	1.618,7
T 25 à T 28	Commerces	1.038,4	926,2	1.040,6	938,8	1.044,8	957,1	1.032,7	960,9
T 31, T 32	Transports et télécommunications	969,7	306,0	972,7	313,2	990,8	331,3	986,7	336,4
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands	1.353,5	1.808,8	1.366,2	1.854,4	1.371,8	1.902,1	1.368,6	1.937,0
T 25 à T 37	Transports, Services, Commerces	3.671,1	3.359,0	3.693,1	3.430,0	3.724,6	3.522,8	3.707,7	3.571,5
T 25 à T 38	Tertiaire	5.342,0	5.377,8	5.390,4	5.491,7	5.471,8	5.642,2	5.479,5	5.733,7
T 02 à T 37	Services marchands non agricoles	8.903,5	5.082,6	8.785,9	5.090,4	8.728,1	5.181,7	8.513,2	5.190,5

N.B. — La cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale près en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordinateur.

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

(Ensemble, industrie, bâtiment, génie civil et agricole, tertiaire)
Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* %

Taille de l'établissement	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Ensemble										
1 à 9 salariés	18,8	18,4	18,4	19,1	19,6	20,2	20,8	21,4	21,6	22,2
10 à 49 salariés	24,0	24,6	24,7	25,1	25,3	25,7	26,1	26,4	26,5	26,9
50 à 199 salariés	21,5	22,2	22,3	22,1	22,0	22,1	21,9	22,0	22,0	21,8
200 à 499 salariés	13,9	14,1	14,0	13,5	13,2	13,1	13,0	12,9	12,8	12,6
500 salariés et plus	21,8	20,7	20,6	20,2	19,9	18,9	18,2	17,3	17,1	16,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs (en milliers)	13.203	13.138	13.144	13.176	13.246	13.351	13.321	13.197	*r* 13.193	12.976
dont : Industrie (1)										
1 à 9 salariés	●	6,3	6,4	6,7	6,8	7,1	7,4	7,8	7,9	8,3
10 à 49 salariés	●	16,6	16,5	16,9	17,1	17,6	17,9	18,3	18,5	18,8
50 à 199 salariés	●	22,7	22,7	22,6	22,7	22,9	22,8	23,0	23,2	23,4
200 à 499 salariés	●	18,8	18,8	18,6	18,4	18,5	18,7	18,7	18,5	18,2
500 salariés et plus	●	35,6	35,6	35,2	35,0	33,9	33,2	32,2	31,9	31,3
Ensemble	●	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs (en milliers)	●	5.603	5.588	5.494	5.410	5.356	5.234	5.065	*r* 5.016	4.857
dont : Bâtiment génie civil et agricole										
1 à 9 salariés	●	23,1	23,4	24,5	25,9	26,7	27,3	28,1	28,8	30,3
10 à 49 salariés	●	31,1	31,5	32,1	32,7	33,2	33,3	33,5	33,7	34,4
50 à 199 salariés	●	25,7	25,8	25,1	24,1	23,6	23,2	22,8	22,9	22,1
200 à 499 salariés	●	12,1	11,8	11,1	10,6	10,3	9,8	9,7	9,0	8,6
500 salariés et plus	●	8,0	7,5	7,2	6,7	6,2	6,4	5,9	5,6	4,6
Ensemble	●	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs (en milliers)	●	1.637	1.641	1.612	1.574	1.564	1.544	1.498	*r* 1.438	1.340
dont : Tertiaire										
1 à 9 salariés	●	28,3	28,1	28,8	28,9	29,3	29,7	30,0	30,0	30,5
10 à 49 salariés	●	30,3	30,3	30,5	30,5	30,6	30,9	30,9	31,0	31,2
50 à 199 salariés	●	20,8	21,0	20,9	21,1	21,3	21,1	21,2	20,9	20,7
200 à 499 salariés	●	10,2	10,3	9,7	9,4	9,4	9,2	9,3	9,4	9,3
500 salariés et plus	●	10,4	10,3	10,1	10,1	9,4	9,1	8,6	8,7	8,3
Ensemble	●	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs (en milliers)	●	5.796	5.854	6.024	6.219	6.400	6.504	6.592	*r* 6.700	6.740

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-7

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat au 31 décembre 1980, par statut

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie

Unité : Agent

	Titulaires	Non-titulaires	Ouvriers d'État	Militaires (1)	Ensemble	*dont :* temps partiel	
						mi-temps ou plus	Moins de mi-temps
Métropole :							
État	1.729.261	305.337	107.837	286.845	2.429.280	89.086	58.839
dont : ministère de la Défense	31.011	10.891	92.652	286.161	420.715	1.083	—
Établissements publics nationaux (2)	31.946	129.614	1.926	69	163.555	8.647	12.258
Ensemble	1.761.207	434.951	109.763	286.914	2.592.835	97.733	71.097
DOM-TOM (tous budgets)	40.251	10.509	2.383	11.428	64.571	1.279	852
Étranger (tous budgets)	17.696	19.584	5.450	23.625	66.355	209	302
Métropole, DOM-TOM, étranger :							
État	1.785.800	330.801	115.670	321.743	2.554.014	90.298	59.525
dont : ministère de la Défense	31.816	13.444	100.194	315.934	461.388	1.096	—
Établissements publics nationaux (2)	33.354	134.243	1.926	224	169.747	8.923	12.726
Ensemble	1.819.154	465.044	117.596	321.967	2.723.761	99.221	72.251
Enseignement privé (3)	503	108.809	—	7	109.319	17.632	3.738
dont : métropole	487	106.740	—	—	107.227	17.516	3.724

(1) Militaires de carrière (277.873), militaires *engagés* servant au-delà de la durée légale et pendant la durée légale (41.544), personnels effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques (2550). — (2) Y compris l'office national des Forêts (14.188) mais non compris les autres établissements industriels et commerciaux classés avec les entreprises par la Comptabilité nationale. — (3) Personnels enseignants.

TABLEAU C.01-8

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut de 1975 à 1982

Métropole, DOM-TOM et étranger *(non compris agents employés à moins de mi-temps)*

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* Agent

Ministères	Titulaires et militaires de carrière					Autres personnels					Ensemble				
	Mai 1975	Déc. 1976	Déc. 1978	1980	*p* 1982	1975	1976	1978	1980	*p* 1982	1975	1976	1978	1980	*p* 1982
Éducation	656.965	714.811	753.099	771.628	803.814	167.660	127.096	132.309	111.336	117.115	824.625	841.907	885.408	882.964	920.929
Universités	41.899	42.480	43.873	44.937	60.112	25.602	22.233	24.575	26.295	27.779	67.501	64.713	68.448	71.232	87.891
Jeunesse, Sports et Loisirs	21.910	23.364	25.492	27.004	4.488	7.422	3.566	4.197	3.901	4.908	29.332	26.930	29.689	30.905	9.396
Ensemble	**720.774**	**780.655**	**822.464**	**843.569**	**868.414**	**200.684**	**152.895**	**161.081**	**141.532**	**149.802**	**921.458**	**933.550**	**983.545**	**985.101**	**1.018.216**
dont :															
Enseignements 1er degré	●	*265.292*	*274.324*	*298.165*	...	●	*18.404*	*12.645*	*6.307*	...	●	*283.696*	*286.969*	*304.472*	...
Enseignements 2e degré	●	*352.964*	*384.804*	*391.880*	...	●	*95.792*	*107.557*	*92.627*	...	●	*448.756*	*492.361*	*484.507*	...
Enseignements supérieurs	●	*51.634*	*53.727*	*54.685*	...	●	*23.518*	*25.739*	*27.037*	...	●	*75.152*	*79.466*	*81.722*	...
Postes et Télécommunications	312.924	331.187	403.912	415.977	440.150	72.321	73.393	44.726	34.432	37.398	385.245	404.580	448.638	450.409	477.548
dont :															
Postes	●	*218.544*	*257.375*	*261.228*	...	●	*50.062*	*33.227*	*27.572*	...	●	*268.606*	*290.602*	*288.800*	...
Télécommunications	●	*109.121*	*142.237*	*150.228*	...	●	*22.315*	*10.844*	*6.353*	...	●	*131.436*	*153.081*	*156.581*	...
Économie, Finances et Budget	146.936	154.238	163.579	169.373	176.527	34.902	25.389	26.983	22.039	14.703	181.838	179.627	190.562	191.412	191.230
dont :															
Services extérieurs Impôts	●	*72.071*	*76.435*	*78.820*	...	●	*8.549*	*11.827*	*9.587*	...	●	*80.620*	*88.262*	*88.047*	...
Services extérieurs Trésor	●	*47.555*	*51.499*	*53.785*	...	●	*9.002*	*8.044*	*5.975*	...	●	*56.557*	*59.543*	*59.760*	...
Services extérieurs Douanes	●	*18.886*	*18.837*	*19.102*	...	●	*245*	*300*	*304*	...	●	*19.131*	*19.137*	*19.406*	...
INSEE	●	*5.659*	*6.308*	*6.829*	...	●	*1.515*	*1.267*	*769*	...	●	*7.174*	*7.575*	*7.598*	...
Intérieur et DOM-TOM	125.332	129.774	130.964	134.051	143.807	6.589	7.594	6.487	4.501	3.978	131.921	137.368	137.451	138.552	147.785
dont :															
Police nationale	●	*104.682*	*105.037*	*109.271*	...	●	*5.330*	*4.555*	*2.932*	...	●	*110.012*	*109.592*	*112.203*	...
Services des préfectures	●	*17.041*	*17.541*	*18.562*	...	●	*721*	*769*	*579*	...	●	*17.762*	*18.310*	*19.141*	...
DOM-TOM	*3.669*	*3.493*	*3.924*	*1.579*	*1.694*	*452*	*898*	*645*	*498*	*415*	*4.121*	*4.391*	*4.569*	*2.077*	*2.109*
Équipement et Transport	68.014	74.850	77.874	81.609	83.934	32.044	30.192	29.080	28.410	28.183	100.058	105.042	106.954	110.019	112.117
dont :															
Équipement	*58.320*	*63.954*	*66.642*	*69.980*	*71.934*	*28.214*	*26.514*	*25.490*	*25.052*	*24.576*	*86.534*	*90.468*	*92.132*	*95.032*	*96.510*
Transports	*9.694*	*10.896*	*11.232*	*11.629*	*12.000*	*3.830*	*3.678*	*3.590*	*3.358*	*3.607*	*13.524*	*14.574*	*14.822*	*14.987*	*15.607*
Justice	25.591	28.813	32.904	37.743	42.200	5.856	4.686	4.338	3.165	2.990	31.447	33.499	37.242	40.908	45.190
dont :															
Services judiciaires	●	*13.111*	*15.518*	*18.942*	...	●	*2.716*	*2.368*	*1.218*	...	●	*15.827*	*17.886*	*20.160*	...
Services pénitentiaires	●	*10.075*	*11.875*	*10.884*	...	●	*351*	*407*	*396*	...	●	*10.426*	*12.282*	*11.280*	...
Éducation surveillée	●	*4.101*	*3.785*	*5.926*	...	●	*1.016*	*1.009*	*1.002*	...	●	*5.117*	*4.794*	*6.928*	...
Agriculture	14.360	16.100	17.556	18.517	20.032	13.950	14.231	13.244	13.040	12.225	28.310	30.331	30.800	31.557	32.257
dont :															
Services extérieurs	●	*9.478*	*10.199*	*10.593*	...	●	*7.813*	*7.319*	*7.690*	...	●	*17.291*	*17.518*	*18.283*	...
Enseignement agricole	●	*5.623*	*6.222*	*6.616*	...	●	*5.760*	*5.210*	*4.611*	...	●	*11.383*	*11.432*	*11.227*	...
Santé et Travail	15.334	17.122	18.983	22.239	24.400	4.848	3.650	5.369	3.675	3.791	20.182	20.772	24.352	25.914	28.191
dont :															
Services extérieurs Santé	●	*10.795*	*11.980*	*13.274*	...	●	*1.781*	*2.431*	*1.859*	...	●	*12.576*	*14.411*	*15.133*	...
Services extérieurs Travail	●	*4.194*	*4.666*	*6.561*	...	●	*1.268*	*2.369*	*1.242*	...	●	*5.462*	*7.035*	*7.803*	...
Relations extérieures	21.614	21.543	19.350	19.310	19.394	16.367	17.540	17.978	16.064	14.845	37.981	39.083	37.328	35.374	34.239
dont :															
Affaires étrangères	*15.160*	*15.050*	*12.384*	*11.849*	*11.933*	*11.114*	*10.763*	*12.110*	*10.329*	*9.091*	*26.274*	*25.813*	*24.494*	*22.178*	*21.024*
Coopération	*6.454*	*6.493*	*6.966*	*7.461*	*7.461*	*5.253*	*6.765*	*5.868*	*5.735*	*5.754*	*11.707*	*13.270*	*12.834*	*13.196*	*13.215*
Culture	4.328	5.542	6.238	5.888	8.001	3.947	3.360	4.032	2.331	2.956	8.275	8.902	10.270	8.219	10.957
Industrie, Commerce	2.954	3.097	3.330	3.721	3.939	2.106	1.903	1.841	1.865	3.954	5.060	5.000	5.171	5.586	7.893
Anciens combattants	4.544	4.554	4.573	4.580	4.531	961	656	785	800	920	5.505	5.210	5.358	5.380	5.451
Services du Premier ministre	750	784	799	780	834	1.504	1.582	2.841	3.890	2.643	2.254	2.366	3.640	4.670	3.477
Ensemble ministères civils	**1.463.455**	**1.568.259**	**1.702.526**	**1.757.357**	**1.836.163**	**396.079**	**337.071**	**318.785**	**275.744**	**278.388**	**1.859.534**	**1.905.330**	**2.021.311**	**2.033.101**	**2.114.551**
Défense	294.142	301.783	304.421	306.243	310.447	156.675	147.409	150.233	155.145	155.145	450.817	449.192	454.654	461.388	465.592
Tous ministères	**1.757.597**	**1.870.042**	**2.006.947**	**2.063.600**	**2.146.610**	**552.754**	**484.480**	**469.018**	**430.889**	**433.533**	**2.310.351**	**2.354.522**	**2.475.965**	**2.494.489**	**2.580.143**

TABLEAU C.01-9

Agents de l'État par catégorie statutaire (A, B, C-D) et sexe

(Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* Agent

	Les deux sexes			Hommes			Femmes		
	1976	1978	1980	1976	1978	1980	1976	1978	1980
Tous agents	2.354.522	2.475.965	2.494.489	1.384.920	1.431.208	1.433.673	969.602	1.044.757	1.060.816
dont : A	523.093	560.167	591.289	324.147	343.336	361.572	198.946	216.831	229.717
B	866.552	902.970	885.839	475.996	492.880	478.437	390.556	410.090	407.402
C et D	951.530	1.005.273	1.008.019	575.495	592.304	588.190	376.035	412.969	419.829
dont : personnels enseignants (1)	790.547	817.638	814.137	328.954	339.979	338.291	461.593	477.659	475.846
dont : A	362.680	385.702	404.337	186.580	195.817	206.796	176.100	189.885	197.541
B	427.867	431.842	409.788	142.374	144.097	131.485	285.493	287.745	278.303
C et D	—	94	12	—	65	10	—	29	2
dont : personnels non enseignants	1.563.975	1.658.327	1.680.352	1.055.966	1.091.229	1.095.382	508.009	567.098	584.970
dont : A	160.413	174.465	186.952	137.567	147.519	154.776	22.846	26.946	32.176
B	438.685	471.128	476.051	333.622	348.783	346.952	105.063	122.345	129.099
C et D	951.530	1.005.179	1.008.007	575.495	592.239	588.180	376.035	412.940	419.827
dont : titulaires civils	1.595.189	1.729.924	1.785.800	840.003	896.679	911.794	755.186	833.245	874.006
dont : A	421.770	462.257	480.425	247.578	269.996	280.297	174.192	192.261	200.128
B	547.727	568.855	582.182	223.518	230.549	232.089	324.209	338.306	350.093
C et D	625.490	698.503	723.193	368.757	395.833	399.408	256.733	302.670	323.785
dont : militaires	316.929	316.901	321.743	304.476	303.152	305.398	12.453	13.749	16.345
dont : officiers	44.585	45.792	47.086	44.085	45.048	46.200	500	744	886
sous-officiers	207.517	209.743	206.356	196.333	198.304	195.065	11.184	11.439	11.291
hommes du rang	60.993	58.792	65.903	60.279	57.226	61.739	714	1.565	4.164

NB : Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux. — (1) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-10

Les effectifs féminins de l'État
Condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) — *Unité :* %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs à temps partiel		
	1976	1978	1980	1976	1978	1980	1976	1978	1980
Statuts :									
Titulaires civils	47,3	48,2	48,9	3,1	4,7	4,8	96,9	95,0	96,4
Non-titulaires civils (1)	45,7	46,1	44,1	12,8	19,6	19,1	64,1	72,4	69,0
Tous personnels civils	**47,0**	**47,8**	**48,1**	**5,1**	**7,6**	**7,1**	**76,5**	**82,3**	**82,1**
Militaires	3,9	4,3	5,1	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**41,2**	**42,2**	**42,5**	**5,1**	**7,5**	**7,0**	**76,5**	**82,3**	**82,1**
Catégories statutaires (civils) :									
A	41,5	42,0	42,0	●	●	9,3	●	●	79,8
B	57,6	57,5	58,3	●	●	5,0	●	●	77,5
C et D	42,1	43,5	44,1	●	●	7,4	●	●	87,6
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	60,7	60,8	61,0	3,8	7,3	7,0	81,0	83,0	81,6
PTT	36,6	37,5	37,5	10,7	9,1	7,6	73,0	81,7	85,0
Économie et budget	55,4	57,3	58,2	6,1	9,1	9,8	81,2	84,1	89,6
Intérieur	14,0	15,8	16,3	4,1	7,0	3,6	78,2	85,5	93,5
Équipement et transports	19,9	20,6	21,4	4,2	6,9	8,8	55,1	74,6	78,0
Justice	40,3	44,7	47,4	5,0	5,7	4,5	64,9	80,0	85,6
Agriculture	39,1	38,6	39,8	5,0	6,8	7,2	52,0	59,5	53,6
Santé et travail	73,2	75,3	75,8	6,4	13,4	7,7	90,2	75,9	92,1
Culture	40,8	43,1	46,5	4,7	12,5	8,7	45,7	63,7	74,0
Ensemble des ministères civils	**48,2**	**49,0**	**49,3**	**5,3**	**7,9**	**7,3**	**76,6**	**81,8**	**82,1**
Défense	11,4	12,0	12,7	1,3	1,6	1,5	65,3	75,9	79,4

(1) Y compris ouvriers d'État

TABLEAU C.01-11

Agents des collectivités territoriales, des hôpitaux, hospices et maisons de retraite publics

Sources : INSEE et MASSN (SESI)

Services	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non-titulaires	Total	Titulaires	Non-titulaires	Total	
A. Collectivités territoriales							
Situation au 31 décembre 1983							
1. *France métropolitaine :*							
Départements et régions (1)	66.170	51.768	117.938	7.312	7.828	15.140	133.078
Communes	460.749	85.933	546.682	45.226	105.548	150.774	697.456
Districts et communautés urbaines	25.231	2.145	27.376	657	1.167	1.824	29.200
Syndicats de communes	19.055	7.011	26.066	3.244	8.487	11.731	37.797
Services départementaux d'incendie (2)	10.251	914	11.165	20	22	42	11.207
Bureaux d'aide sociale et caisses des écoles	27.493	13.444	40.937	3.407	24.311	27.718	68.655
Chambres d'agriculture, de commerce et de métiers (3)	27.411	1.742	29.153	2.023	5.232	7.255	36.408
Autres établissements publics (4)	2.715	2.642	5.357	492	1.360	1.852	7.209
Organismes privés d'action locale	510	7.897	8.407	107	6.003	6.110	14.517
Ensemble :							
Hommes	349.718	76.248	425.966	11.458	25.566	37.024	462.990
Femmes	289.867	97.248	387.115	51.030	134.392	185.422	572.537
Les deux sexes	**639.585**	**173.496**	**813.081**	**62.488**	**159.958**	**222.446**	**1.035.527**
dont *Paris : Département*	*3.236*	*1.989*	*5.225*	*77*	*1.951*	*2.028*	*7.253*
Sapeurs-pompiers	*5.312*	*730*	*6.042*	—	—	—	*6.042*
Commune (5)	*34.372*	*6.215*	*40.587*	*308*	*3.183*	*3.491*	*44.078*
BAS, caisses des écoles	*5.464*	*855*	*6.319*	*39*	*2.040*	*2.079*	*8.398*
2. *Départements d'outre-mer*	7.833	21.152	28.985	380	9.609	9.989	38.974
dont : *Services départementaux et régionaux*	*3.457*	*3.494*	*6.951*	*7*	*118*	*125*	*7.076*
Services communaux et intercommunaux	*4.376*	*17.658*	*22.034*	*373*	*9.491*	*9.864*	*31.898*
B. Hôpitaux, hospices, maisons de retraite							
Situation au 31 décembre 1982							
Hôpitaux généraux publics (6)	...	...	544.753	...	...	72.980	617.733
Hospices et maisons de retraite publics	...	...	33.430	...	...	4.203	37.633
Centres hospitaliers spécialisés publics :							
— psychiatrie	...	...	79.753	...	...	4.488	84.241
— tuberculose (Estimation)	...	...	*e* 3.000	...	...	...	*e* 3.000
Ensemble	...	...	**660.936**	...	...	**81.671**	**742.607**
dont : *Médecins et pharmaciens* (6)	...	...	*39.839*	...	...	*52.660*	*92.499*

(1) Y compris 17.768 assistantes maternelles à domicile (non titulaires) dont 15.843 classées en temps complet. — (2) Y compris sapeurs-pompiers de Paris (6.042) et marins-pompiers de Marseille (1.281). — (3) Sont classés en titulaires les personnels sous statut des services administratifs et les personnels sous convention collective des services industriels et commerciaux. — (4) Y compris les établissements publics nationaux suivants : syndicat des transports parisiens (51), agences financières de bassin (973) et centres régionaux de la propriété forestière (264). — (5) Y compris budget spécial de la ville de Paris, géré par la préfecture de Police. — (6) Y compris 17.044 étudiants hospitaliers à temps partiel (DCEM III, IV et V) et stagiaires internés. Les internes (médecine, pharmacie, psychiatrie) sont classés en temps complet.

TABLEAU C.01-12

Effectifs des personnels communaux et intercommunaux, hors Paris, de 1969 à 1983 (1)

(Condition d'emploi, statut et sexe)

Source : INSEE

	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non-titulaires	Total	Titulaires	Non-titulaires	Total	
1. France métropolitaine, hors Paris							
1er mars 1969 :							
Les deux sexes	209.755	82.450	292.205	...	...	128.633	420.838
Hommes	149.232	45.433	194.665	...	...	53.910	248.575
Femmes	60.523	37.017	97.540	...	...	74.723	172.263
1er janvier 1973 :							
Les deux sexes	263.197	94.000	357.197	46.360	83.358	129.718	486.915
1er janvier 1977 :							
Les deux sexes	337.686	96.988	434.674	52.682	102.585	155.267	589.941
1er janvier 1980 :							
Les deux sexes	408.709	84.513	493.222	53.213	129.911	183.124	676.346
Hommes	244.423	38.455	282.878	20.805	38.150	58.955	341.833
Femmes	164.286	46.058	210.344	32.408	91.761	124.169	334.513
31 décembre 1983 :							
Les deux sexes	492.692	101.463	594.155	52.187	134.290	186.477	780.632
Hommes	285.147	46.645	331.792	10.555	19.494	30.049	361.841
Femmes	207.545	54.818	262.363	41.632	114.796	156.428	418.791
2. Départements d'outre-mer							
1er mars 1969 :							
Les deux sexes	2.108	3.600	5.708	—	3.361	3.361	9.069
Hommes	1.395	2.152	3.547	—	623	623	4.170
Femmes	713	1.448	2.161	—	2.738	2.738	4.899
1er mai 1976 :							
Les deux sexes	3.038	12.903	15.941	23	6.518	6.541	22.482
1er janvier 1981 :							
Les deux sexes	3.824	14.315	18.139	262	7.820	8.082	26.221
Hommes	2.383	7.472	9.855	182	569	751	10.601
Femmes	1.441	6.843	8.284	80	7.251	7.331	15.615
31 décembre 1983 :							
Les deux sexes	4.376	17.658	22.034	373	9.491	9.864	31.898
Hommes	2.637	9.070	11.707	139	1.285	1.424	13.131
Femmes	1.739	8.588	10.327	234	8.206	8.440	18.767

(1) La commune et le département de Paris ont été créés par une loi du 31 décembre 1975; auparavant, la capitale était une collectivité dotée d'un statut spécial. Le tableau concerne les personnels employés par les communes, les communautés urbaines, les districts, les syndicats de commune, les bureaux d'aide sociale et les caisses des écoles.

TABLEAU C.01-13

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*p* 1983
Nombre d'établissements	2.129	2.596	2.742	2.993	3.373	3.664	3.585	2.883	2.677
Effectifs salariés (1) [en milliers] :									
Ensemble	108,3	146,2	154,4	178,3	203,3	196,8	176,7	123,2	106,7
Hommes	75,0	104,5	110,4	127,9	149,2	140,8	124,1	82,6	68,4
Femmes	33,3	41,7	44,0	50,4	54,1	56,0	52,6	40,6	38,3

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU C.01-14

Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1er trimestre	299.570	329.429	359.128	422.265	574.836	519.417	507.432	542.667	492.372
2e trimestre	363.323	364.178	416.839	513.169	608.145	537.264	506.085	538.511	565.679
3e trimestre	396.502	432.628	486.126	617.733	668.500	634.104	560.450	580.092	631.706
4e trimestre	309.667	353.390	407.743	519.835	522.745	498.486	472.971	478.459	531.147
Contrats conclus sur l'ensemble de l'année	**1.369.062**	**1.479.625**	**1.669.836**	**2.073.002**	**2.374.226**	**2.189.271**	**2.046.938**	**2.139.729**	**2.220.904**
Équivalent en Personnes-Années-Travail (1)	140.150	158.438	189.637	205.176	237.782	198.098	142.157	113.425	...

(1) Obtenu en divisant le nombre de « semaines-travail » par 45, nombre moyen de semaines de travail permanent effectif dans l'année.

TABLEAU C.01-15

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et âge	Avril-mai 1982			Mars 1983			Mars 1984		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Moins de 25 ans	30.750	80.678	1.469.369	26.517	57.221	1.427.731	25.492	54.944	1.286.708
25 à 39 ans	32.301	63.499	4.837.624	27.680	45.263	4.901.356	23.538	51.317	4.896.142
40 ans et plus	15.082	25.665	4.228.187	14.379	25.089	4.150.979	11.784	20.023	4.040.959
Total	**78.133**	**169.842**	**10.535.180**	**68.576**	**127.573**	**10.480.066**	**60.814**	**126.284**	**10.223.809**
Femmes :									
Moins de 25 ans	20.648	69.808	1.264.260	18.713	70.260	1.228.482	12.682	64.967	1.134.884
25 à 39 ans	18.546	47.876	3.378.833	18.597	46.444	3.504.399	22.914	50.577	3.586.940
40 ans et plus	10.168	18.699	2.799.152	7.034	18.799	2.699.215	6.131	14.335	2.696.969
Total	**49.362**	**136.383**	**7.442.245**	**44.344**	**135.503**	**7.432.096**	**41.727**	**129.879**	**7.418.793**

TABLEAU C.01-16

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et catégorie socioprofessionnelle	Avril-mai 1982			Mars 1983			Mars 1984		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	12.077	33.523	3.580.910	10.830	31.906	3.703.509	9.175	31.444	3.721.315
Employés	6.059	22.074	1.439.540	7.061	14.112	1.415.898	5.381	14.990	1.400.507
Ouvriers	59.997	114.245	5.514.730	50.685	81.555	5.360.659	46.258	79.850	5.101.987
Total	**78.133**	**169.842**	**10.535.180**	**68.576**	**127.573**	**10.480.066**	**60.814**	**126.284**	**10.223.809**
Femmes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	5.094	20.441	1.945.227	4.359	23.083	2.010.573	4.397	26.335	2.079.842
Employés	32.672	77.293	4.131.419	24.304	68.941	4.125.943	26.431	73.533	4.102.726
Ouvriers	11.596	38.649	1.365.599	15.681	43.479	1.295.580	10.899	30.011	1.236.225
Total	**49.362**	**136.383**	**7.442.245**	**44.344**	**135.503**	**7.432.096**	**41.727**	**129.879**	**7.418.793**

TABLEAU C.01-17

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et grand secteur d'activité économique

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et secteur d'activité économique	Avril-mai 1982			Mars 1983			Mars 1984		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Industrie	39.473	56.859	3.703.703	33.504	43.106	3.638.125	30.784	36.034	3.515.486
Bâtiment, travaux publics	13.696	33.600	1.293.107	7.904	20.221	1.264.317	8.405	19.554	1.144.774
Tertiaire	23.335	67.215	5.242.987	26.481	59.163	5.322.782	21.300	63.607	5.302.877
Total (1)	**78.133**	**169.842**	**10.535.180**	**68.576**	**127.573**	**10.480.066**	**60.814**	**126.284**	**10.223.809**
Femmes :									
Industrie	17.860	41.954	1.544.481	18.224	42.160	1.532.340	14.978	30.304	1.458.317
Bâtiment, travaux publics	1.323	2.749	107.654	1.987	2.224	100.339	2.361	908	89.810
Tertiaire	28.259	87.718	5.656.445	23.203	85.490	5.721.629	23.845	93.630	5.791.782
Total (1)	**49.362**	**136.383**	**7.442.245**	**44.344**	**135.503**	**7.432.096**	**41.727**	**129.879**	**7.418.793**

(1) Y compris agriculture et activité indéterminée.

TABLEAU C.01-18

Importance du recours à la main-d'œuvre temporaire selon le secteur d'activité *(NAP regroupement au « niveau 40 »)*

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Activité	Effectifs salariés recensés par l'UNEDIC (1) au 31 décembre 1983 (millier)	Milliers de semaines-travail prestées par les travailleurs temporaires		
			1981	1982	1983
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche (1)	(1) 16,1	46,0	24,6	7,2
T 02	Industries de la viande et du lait	140,2	90,4	70,6	84,2
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	356,0	321,5	176,3	136,0
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction (1)	0,3	0,4	2,8	2,3
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	36,0	65,2	48,2	29,3
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau (1)	(1) 29,2	45,1	46,9	49,3
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	152,8	108,4	32,9	43,2
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	61,4	63,4	65,0	42,4
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers (1)	(1) 161,0	84,2	42,6	41,4
T 10	Industrie du verre	62,0	15,3	12,8	8,0
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	131,2	90,7	110,5	119,3
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	187,4	166,1	120,7	121,8
T 13	Fonderie et travail des métaux	444,8	430,9	418,7	268,3
T 14	Construction mécanique	478,3	721,9	600,9	386,8
T 15	Construction électrique et électronique	572,4	581,5	423,8	269,5
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	451,8	357,8	272,1	175,7
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	170,3	291,0	129,9	45,3
T 18	Industries textile et de l'habillement	488,6	135,9	94,8	51,2
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	101,9	4,5	4,8	7,0
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	289,7	116,3	73,5	64,9
T 21	Industrie du papier et du carton	113,9	81,6	81,2	49,9
T 22	Imprimerie, presse, édition	210,1	114,8	100,0	52,1
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	217,6	144,3	115,4	81,1
T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	1.340,5	2.413,5	1.387,2	1.513,5
T 25	Commerce de gros alimentaire	254,0	57,1	51,3	32,8
T 26	Commerce de gros non alimentaire	694,5	224,6	317,1	161,7
T 27	Commerce de détail alimentaire	511,3	31,2	50,5	30,7
T 28	Commerce de détail non alimentaire	722,6	125,6	67,6	46,7
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	349,8	112,7	67,6	30,3
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	454,2	131,1	64,7	34,8
T 31	Transports (1)	(1) 498,8	355,1	275,0	272,8
T 32	Télécommunications et postes (1)	(1) 5,7	8,5	12,7	1,6
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	1.018,2	419,7	300,7	216,9
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers (2)	951,6	293,0	221,3	140,3
T 35	Location et crédit bail immobiliers	31,5	5,7	3,1	2,4
T 36	Assurances	138,4	54,7	35,4	35,3
T 37	Organismes financiers (1)	(1) 353,1	119,9	86,2	67,8
T 38	Services non marchands (1)	(1) 755,9	79,6	56,4	60,7
T 39	Activités exercées à l'étranger	—	190,7	46,6	44,7
	Activité indéterminée	23,1	214,4	284,7	274,9
	Ensemble des activités (3)	**12.976,4**	**8.914,5**	**6.397,1**	**5.104,2**

(1) Secteur non couvert ou couvert partiellement par l'UNEDIC. L'UNEDIC ne recouvre pas les domaines suivants : le secteur public administratif en totalité : État, collectivités locales; les entreprises semi-publiques à caractère administratif, industriel et commercial : Charbonnages de France (Houillères du Nord - Pas-de-Calais et de Lorraine), Mines de potasse d'Alsace, EDF-GDF, SEITA, Ports autonomes (Le Havre, Nantes - Saint-Nazaire, Paris, Bordeaux, Dunkerque, Marseille, Rouen et Strasbourg), SNCF, RATP, les sept entreprises issues de l'ex-ORTF, Banque de France, Crédit d'équipement des PME, Commissariat à l'énergie atomique. La grande majorité du secteur agricole (salariés des exploitations agricoles du secteur coopératif agricole, en particulier la Mutualité agricole, le Crédit agricole, les coopératives, les SICA). — (2) Non compris services domestiques (poste 98 de la NAP 100). — (3) Non compris représentation diplomatique étrangère en France et organismes internationaux (poste 99 de la NAP 100).

TABLEAU C.01-19

Indicateurs de chômage

Moyennes annuelles

Sources : INSEE (enquête emploi de mars)
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle
UNEDIC

Unité : Millier

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Chômage BIT :										
Hommes (*r*)	396,2	406,0	469,0	514,6	581,5	596,6	737,2	843,7	884,0	1.071,4
Femmes (*r*)	515,7	585,5	652,8	691,2	790,2	873,9	992,2	1.075,9	1.076,8	1247,3
Ensemble	**911,9**	**991,5**	**1.121,8**	**1.205,8**	**1.371,7**	**1.470,5**	**1.729,4**	**1.919,6**	**1.960,8**	**2.318,7**
Demandes d'emploi en fin de mois :										
Hommes	427,4	443,5	499,0	549,6	632,4	658,4	859,2	1.004,8	1.041,0	1.209,4
Femmes	412,3	490,0	572,7	613,4	717,4	792,2	913,7	1.003,0	1.000,5	1.100,1
Ensemble	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**	**2.041,5**	**2.309,5**
Chômage indemnisé (1)	///	///	///	///	///	762,6	1.031,1	1.168,1	1.042,0	1.169,9
soit : *allocation de base (3)*	///	///	///	///	///	*470,7*	*631,1*	*705,8*	*582,8*	*656,6*
allocation spéciale	///	///	///	///	///	*127,9*	*177,1*	*164,2*	*92,1*	*75,8*
allocation de fin de droit	///	///	///	///	///	*87,1*	*117,2*	*142,6*	*214,7*	*228,8*
allocation forfaitaire (4)	///	///	///	///	///	*76,9*	*105,7*	*140,4*	*124,1*	*161,3*
allocation de secours exceptionnel (5)	///	///	///	///	///	///	///	*15,1*	*28,3*	*47,4*
Ancienneté moyenne de chômage [en mois] (2)	7,6	9,0	9,5	10,4	11,1	11,7	11,8	13,3	13,8	14,6
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	16,7	24,0	24,7	27,6	29,8	32,1	32,0	37,9	41,3	40,7

(1) Données sous-estimées du fait du nombre élevé de dossiers en instance donnant lieu à paiement rétroactif. — (2) A l'enquête emploi de mars. — (3) Y compris allocation de base exceptionnelle depuis le 1er avril 1984. — (4) Y compris allocation d'insertion depuis le 1er avril 1984. — (5) Y compris allocation de solidarité spécifique depuis le 1er avril 1984.

TABLEAU C.01-20

Autres indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. UNEDIC

Unité : Millier

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Bénéficiaires de la garantie de ressources	49,0	66,4	86,8	95,0	100,6	///	186,1	267,9	358,8	428,5	419,7
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	///	///	///	///	///	///	///	11,6	38,4	72,6	99,3
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle de solidarité	///	///	///	///	///	///	///	///	(1) 20,0	*r* 148,1	165,0
Licenciements pour cause économique	5,6	21,7	17,7	24,2	26,7	22,7	25,8	30,4	26,3	30,5	34,3
Chômage partiel indemnisé:											
Effectifs concernés	88,5	299,4	132,5	202,6	177,5	113,1	179,4	320,3	200,8	237,5	273,6
Journées indemnisables	325,7	1.245,2	583,2	843,9	710,4	422,3	845,1	1.451,0	1.019,8	1.214,0	1.262,8
Offres d'emploi en fin de mois	204,6	109,2	123,9	103,9	87,0	88,2	89,0	69,2	83,8	79,9	46,3

(1) Sur neuf mois.

TABLEAU C.01-21

Indicateurs trimestriels de flux (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1976	1977	1978	1979	■ 1980	1981	1982	1983	1984
Demandes d'emploi enregistrées :									
1er trimestre	565,7	606,3	606,7	681,3	712,5	775,5	788,5	798,1	824,9
2e trimestre	488,0	562,8	583,7	615,1	625,8	704,1	749,8	740,2	750,7
3e trimestre	706,3	786,3	831,2	842,5	895,1	999,2	1.052,6	1.022,9	1.124,2
4e trimestre	717,7	724,1	800,0	841,8	894,5	972,7	■ 979,3	984,1	998,6
Demandes satisfaites :									
1er trimestre	595,3	602,1	667,4	679,6	744,3	728,5	807,6	935,8	841,3
2e trimestre	580,6	587,6	616,1	678,8	722,4	719,8	821,9	879,8	859,4
3e trimestre	526,4	558,7	578,1	641,3	655,2	693,9	802,0	815,3	845,2
4e trimestre	643,5	738,4	747,1	787,1	776,5	852,6	■ 973,8	911,3	934,3
dont : placements :									
1er trimestre	132,8	127,3	101,7	113,6	129,1	121,8	128,5	146,5	95,9
2e trimestre	142,9	124,9	120,4	124,9	136,1	143,6	148,3	136,1	103,5
3e trimestre	129,8	117,4	108,2	120,9	127,7	130,4	146,3	116,5	106,0
4e trimestre	135,8	112,0	115,8	126,2	126,0	119,5	■ 131,0	103,8	89,7
annulations :									
1er trimestre	462,5	474,8	565,7	566,0	615,2	606,7	679,1	789,3	745,4
2e trimestre	437,7	462,7	495,7	553,9	586,3	576,2	673,6	743,7	755,9
3e trimestre	396,6	441,3	469,9	520,4	527,5	563,5	655,7	698,8	739,2
4e trimestre	507,7	626,4	631,3	660,9	650,5	733,1	■ 842,8	807,5	844,6
Taux de sortie des demandeurs entrés au cours des trois derniers mois :									
1er trimestre	34,5	34,2	33,8	32,2	32,5	24,6	24,0	28,7	21,6
2e trimestre	32,1	32,3	34,1	31,9	32,8	25,2	24,3	25,9	20,1
3e trimestre	28,2	25,4	25,9	25,3	24,1	18,5	17,9	19,1	17,9
4e trimestre	33,7	32,5	31,2	30,5	24,1	22,0	■ 20,2	20,9	23,7

(1) Avant 1980, flux trimestriels obtenus par somme des flux mensuels. Au 4e trimestre, nouvelle rupture de série liée à la réforme des statistiques du marché du travail (novembre 1982).

TABLEAU C.01-22

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1974	1975	1976	1977	1978	■ 1979	1980	1981	1982	1983	1984
Métiers regroupés :											
Métiers primaires	6,8	11,7	14,2	16,5	17,9	(1) 20,2	22,6	28,4	35,6	37,9	44,5
Métiers de l'industrie	201,8	358,5	373,3	450,8	470,1	420,2	449,6	564,1	613,0	607,6	684,8
Métiers du bâtiment et des travaux publics	21,5	55,2	53,8	60,1	72,5	124,1	119,8	171,4	225,1	250,3	301,1
Métiers tertiaires	267,6	414,3	492,2	544,3	602,5	785,3	858,6	1.009,0	1.134,1	1.145,7	1.279,1
Ensemble	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**	**2.041,5**	**2.309,5**
Qualification professionnelle :											
Manœuvre ordinaire	84,2	128,0	112,4	116,9	116,6	130,5	135,8	172,4	201,7	199,5	211,4
Personnel spécialisé	174,7	284,7	321,4	366,2	389,9	455,7	494,8	597,7	674,2	675,5	750,4
Personnel qualifié	193,7	353,6	415,0	493,1	555,6	652,4	709,1	884,3	1.008,0	1.046,6	1.215,6
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	45,1	73,4	84,7	95,5	100,9	111,2	110,9	118,5	123,9	119,9	132,1
Ensemble	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**	**2.041,5**	**2.309,5**

(1) Rupture entre 1978 et 1979 sur la classification par métiers (passage au code ROME).

TABLEAU C.01-23

Population totale et population active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE									
Les deux sexes :									
Population totale	327.002	1.488	109.726	33.711	53.642	39.093	29.692	25.029	34.621
dont : *Actifs*	*121.826*	*568*	///	*7.885*	*39.043*	*30.959*	*22.125*	*16.152*	*5.094*
Activité non déclarée	*4.166*	///	///	*1.922*	*985*	*383*	*280*	*239*	*357*
Taux d'activité	///	///	///	23,4	72,8	79,2	74,5	64,5	14,7
Sexe masculin :									
Population totale	160.112	699	55.441	17.010	27.109	18.519	14.169	11.846	15.319
dont : *Actifs*	*69.158*	*324*	///	*4.687*	*20.987*	*17.387*	*12.916*	*9.670*	*3.187*
Activité non déclarée	*2.097*	///	///	*979*	*541*	*185*	*143*	*124*	*125*
Taux d'activité	///	///	///	27,6	77,4	93,9	91,2	81,6	20,8
Sexe féminin :									
Population totale	166.890	789	54.285	16.701	26.533	20.574	15.523	13.183	19.302
dont : *Actifs*	*52.668*	*244*	///	*3.198*	*18.056*	*13.572*	*9.209*	*6.482*	*1.907*
Activité non déclarée	*2.069*	///	///	*943*	*444*	*198*	*137*	*115*	*232*
Taux d'activité	///	///	///	19,1	68,1	66,0	59,3	49,2	9,9
GUYANE									
Les deux sexes :									
Population totale	73.012	238	25.229	5.618	14.248	11.425	6.704	4.473	5.077
dont : *Actifs*	*31.183*	*111*	///	*1.259*	*10.365*	*9.432*	*5.404*	*3.327*	*1.285*
Activité non déclarée	*668*	///	///	*224*	*152*	*81*	*64*	*38*	*109*
Taux d'activité	///	///	///	22,4	72,7	82,6	80,6	74,4	25,3
Sexe masculin :									
Population totale	38.448	133	12.842	2.781	7.996	6.168	3.646	2.450	2.432
dont : *Actifs*	*19.594*	*69*	///	*730*	*6.274*	*5.973*	*3.476*	*2.185*	*887*
Activité non déclarée	*352*	///	///	*110*	*79*	*49*	*32*	*22*	*60*
Taux d'activité	///	///	///	26,2	78,5	96,8	95,3	89,2	36,5
Sexe féminin :									
Population totale	34.564	105	12.387	2.837	6.252	5.257	3.058	2.023	2.645
dont : *Actifs*	*11.589*	*42*	///	*529*	*4.091*	*3.459*	*1.928*	*1.142*	*398*
Activité non déclarée	*316*	///	///	*114*	*73*	*32*	*32*	*16*	*49*
Taux d'activité	///	///	///	18,6	65,4	65,8	63,0	56,5	15,0
MARTINIQUE									
Les deux sexes :									
Population totale	326.717	717	100.978	34.945	55.612	37.340	31.247	27.256	38.622
dont : *Actifs*	*128.072*	*230*	///	*9.196*	*41.821*	*30.844*	*23.786*	*17.203*	*4.992*
Activité non déclarée	*2.710*	///	///	*909*	*559*	*256*	*187*	*169*	*630*
Taux d'activité	///	///	///	26,3	75,2	82,6	76,1	63,1	12,9
Sexe masculin :									
Population totale	158.415	346	51.021	17.539	28.297	17.169	14.568	12.834	16.641
dont : *Actifs*	*69.779*	*129*	///	*5.383*	*21.881*	*16.089*	*13.156*	*10.191*	*2.950*
Activité non déclarée	*1.283*	///	///	*462*	*311*	*127*	*86*	*80*	*217*
Taux d'activité	///	///	///	30,7	77,3	93,7	90,3	79,4	17,7
Sexe féminin :									
Population totale	168.302	371	49.957	17.406	27.315	20.171	16.679	14.422	21.981
dont : *Actifs*	*58.293*	*101*	///	*3.813*	*19.940*	*14.755*	*10.630*	*7.012*	*2.042*
Activité non déclarée	*1.427*	///	///	*447*	*248*	*129*	*101*	*89*	*413*
Taux d'activité	///	///	///	21,9	73,0	73,2	63,7	48,6	9,3
RÉUNION									
Les deux sexes									
Population totale	515.798	437	186.271	56.796	88.308	62.114	48.825	35.172	37.875
dont : *Actifs*	*172.828*	*216*	///	*17.396*	*60.108*	*42.799*	*30.835*	*18.119*	*3.355*
Activité non déclarée	*1.279*	///	///	408	267	202	128	84	190
Taux d'activité	///	///	///	30,6	68,1	68,9	63,1	51,5	8,9
Sexe masculin :									
Population totale	252.997	244	93.768	28.764	42.758	30.725	24.074	17.021	15.643
dont : *Actifs*	*110.818*	*154*	///	*10.138*	*35.609*	*28.531*	*21.229*	*12.808*	*2.349*
Activité non déclarée	*610*	///	///	*205*	*118*	*103*	*64*	*50*	*70*
Taux d'activité	///	///	///	35,2	83,3	92,9	88,2	75,2	15,0
Sexe féminin :									
Population totale	262.801	193	92.503	28.032	45.550	31.389	24.751	18.151	22.232
dont : *Actifs*	*62.010*	*62*	///	*7.258*	*24.499*	*14.268*	*9.606*	*5.311*	*1.006*
Activité non déclarée	669	///	///	*203*	*149*	*99*	*64*	*34*	*120*
Taux d'activité	///	///	///	25,9	53,8	45,5	38,8	29,3	4,5

(1) Ayant un emploi ou non, de 16 ans ou plus, ou personnes d'âge inconnu mais ayant répondu à la question sur le type d'activité, par sexe et âge (génération) au recensement de 1982.

N.B. — Pour le calcul des taux d'activité, les personnes d'activité non déclarée ont été classées comme inactives.

TABLEAU C.01-23 *(suite et fin)*

Population totale et population active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON								
Les deux sexes :									
Population totale	6.037	—	1.755	487	975	914	660	498	748
dont : *Actifs*	*2.380*	—	///	*127*	*779*	*655*	*451*	*293*	*75*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	26,1	79,9	71,7	68,3	58,8	10,0
Sexe masculin :									
Population totale	2.981	—	871	253	508	477	347	246	279
dont : *Actifs*	*1.624*	—	///	*73*	*487*	*461*	*337*	*220*	*46*
Activité non déclarée	—	///	///	—	—	—	—	—	—
Taux d'activité	///	///	///	28,8	95,9	96,6	97,1	89,4	16,5
Sexe féminin :									
Population totale	3.056	—	884	234	467	437	313	252	469
dont : *Actifs*	*756*	—	///	*54*	*292*	*194*	*114*	*73*	*29*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	23,1	62,5	44,4	36,4	29,0	6,2

TABLEAU C.01-24

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer (1)
(Pour la population en âge d'activité)

Source : INSEE

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Taux d'activité (en pourcentage) :					
Hommes	74	81	74	76	86
Femmes	55	57	58	41	43
Ensemble	64	70	66	58	65
Taux de chômage (en pourcentage) :					
Hommes	22	13	27	31	9
Femmes	29	21	32	34	13
Ensemble	25	16	29	32	10

(1) Recensement de la population 1982, population 16 à 59 ans.

TABLEAU C.01-25

Dépenses pour l'emploi en France

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Comptes de l'emploi (1)

Unité : Million de francs courants

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Indemnisation du chômage total	2.636,3	6.867,3	9.577,3	12.500,1	17.231,9	22.875,3	26.412,1	39.164,5	49.347,8	45.532,4
Incitation au retrait d'activité	2.021,9	2.695,8	3.280,9	3.988,3	5.912,8	7.964,8	10.966,3	17.884,7	28.759,5	47.115,5
Maintien de l'emploi	469,4	792,5	993,5	1.079,2	1.461,2	2.348,7	2.361,1	3.141,6	3.861,4	4.680,5
Promotion de l'emploi et créations d'emplois	633,8	669,9	831,9	1.881,8	2.083,2	2.021,5	2.669,5	4.260,4	4.274,9	4.691,7
Incitation à l'emploi	95,3	136,6	178,2	255,8	791,6	1.050,7	1.384,4	1.864,2	2.300,0	2.659,6
Formation professionnelle	7.243,2	8.552,4	10.087,1	12.629,7	16.612,7	17.302,9	19.812,9	22.750,2	27.329,8	28.884,2
Perfectionnement du marché du travail	329,8	397,4	494,2	605,8	730,5	854,6	1.070,1	1.325,7	1.720,1	1.999,2
Total	**13.429,7**	**20.111,9**	**25.443,1**	**32.940,7**	**44.823,9**	**54.418,5**	**64.676,4**	**90.211,3**	**117.593,5**	**135.563,1**

(1) Cf. sources de documentation.

1. Publications de l'INSEE.

Économie et statistique, INSEE :

— N° 78, mai 1976 : « Les sources statistiques sur l'emploi » (J. Vacher);
— N° 94, novembre 1977 : « Emploi et activité entre 1968 et 1975 » (M. Huet);
— N° 115, octobre 1979 « Combien d'actifs d'ici l'an 2000 ? » (F. Eymard-Duvernay);
— N° 123, juillet 1980 : « Le chômage : un phénomène de file d'attente » (R. Salais);
— N° 130, février 1981 : « Emploi et chômage : bilan fin 1980 » (O. Marchand et J.P. Revoil);
— N° 134, juin 1981 : Dossier sur le thème : « L'entrée des jeunes dans la vie active »;
— N° 137, octobre 1981 : « Chômage et sous-emploi dans les DOM » (H. Domenach et J.P. Guingant);
— N° 138, novembre 1981 : « Les secteurs de l'industrie et leurs ouvriers » (F. Eymard-Duvernay);
— N° 145, juin 1982 : « La progression de l'activité féminine est-elle irréversible ? » (M. Huet);
— N° 147, septembre 1982 : « D'un choc pétrolier à l'autre : le point sur le chômage » (O. Marchand). — « L'ampleur des emplois précaires » (N. Coëffic);
— N° 151, janvier 1983 : « Emploi et chômage en avril-mai 1982 » (M. Cézard, N. Coëffic, P. Laulhé);
— N° 152, février 1983 : « Les nouvelles catégories socio-professionnelles » (A. Desrosières, A. Goy et L. Thévenot);
— N° 154, avril 1983 : « La concentration des emplois féminins » (M. Huet). — « Des 40 aux 39 heures : processus et réactions des entreprises » (O. Marchand, D. Rault et E. Turpin);
— N° 160, novembre 1983 : « Le nombre des chômeurs » (O. Marchand et C. Thélot);
— N° 160, novembre 1983 : « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » (M. Cézard);
— N° 166, mai 1984 : « L'emploi en 1982-1983 : simple répit dans la divergence entre demande et offre » (O. Marchand);
— N° 167, juin 1984 : « Les effectifs des agents de l'État de 1975 à 1982 » (A. Brenot-Ouldali et D. Quarré);
— N° 169, septembre 1984 : « Succès et échecs des recherches d'emploi : les chômeurs de mars 1983 sept mois plus tard » (N. Coëffic);
— N° 171-172, novembre-décembre 1984 : Dossier « Population active, emploi, groupes sociaux »;
— N° 176, avril 1985 : « 200 000 emplois à nouveau perdus en 1984 » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff);
— N° 178, juin 1985 : « Des changements dans la nature des embauches » (D. Depardieu et M. C. Laulhé).

Les collections de l'INSEE, série D :

— N° 67 : « RP 75, Population active »;
— N° 68 : « Enquêtes sur l'emploi de 1968 à 1975 », série redressée;
— N° 78 : « Bilan formation-emploi 1977 »;
— N° 87 : « Enquête sur l'emploi de mars 1981 »;
— N° 89 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1981 »;
— N° 91 : « Mobilité professionnelle. Enquête formation qualification professionnelle de 1977 »;
— N° 92 : « Structure des emplois en 1980 »;
— N° 93 : « Formation. Mobilité sociale. Salaires. Enquête formation qualification professionnelle de 1977 »;
— N° 99 : « Structure des emplois en 1981 »;
— N° 100 (ou volume bordeaux du RP 82) : « Population active »;
— N° 105 : « Enquête sur l'emploi de 1984 » (résultats détaillés).

Archives et Documents :

— N° 13 : « Les personnels départementaux en 1976 et 1979 »;
— N° 17 : « Les personnels des organismes divers d'action locale, mai 1978, février 1979 »;
— N° 20-21 : « La population active non salariée du commerce »;
— N° 38 : « Les catégories socio-professionnelles et leur repérage dans les enquêtes »;
— N° 63 : « Les emplois précaires en 1980 »;
— N° 76 : « Affectations des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;
— N° 77 : « Catégories et emplois des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;
— N° 78 : « Bilans formation-emploi. Années 1977 à 1980 »;
— N° 84 : « La concentration des emplois féminins. Ampleur. Analyse. Évolution »;
— N° 118 : « Les personnels communaux en 1980 »;
— N° 120 : « Enquêtes sur l'emploi de 1982 et 1983. Résultats redressés »;
— N° 127 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1980 ».

Ouvrages :

— *Données sociales.* Édition 1984;
— Recensement général de la population de 1982. Principaux résultats — sondage au 1/20. (Plaquette « boulier » RP 82/4). France métropolitaine;
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/4, population, emploi, ménages, familles, logements, France métropolitaine (par catégorie de commune);
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/20. Population active. (Série bordeaux ou *collections* D. 101).

2. Publications du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Service des Études et de la Statistique 1, place de Fontenoy, 75700 Paris - Tél. : (1) 45 67 55 44.

— *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* et ses suppléments;
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (8 à 10 numéros par an);
— *Revue française des affaires sociales,* publication trimestrielle;
— Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi, édition 1980;
— *Travail et emploi,* revue publiée depuis 1980. Études sur les problèmes du travail et d'emploi (trimestriel);
— Pour une politique du travail. Ensemble de rapports de constat et proposition présentés à Monsieur le ministre du Travail sur les différents domaines d'intervention de l'État en faveur de l'emploi, 1980;
— « Bilan de l'Emploi 1983 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 3-4. Paris, juin 1984. La documentation française;
— *Comptes de l'emploi,* données physico-financières 1973-1980 Paris, 1982-1981/82, Paris 1984. La documentation française.

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

— Suppléments au Bulletin mensuel de *Statistique du travail,* n°s 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée);
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 2 (travail intérimaire).

● *Main-d'œuvre étrangère :*

— Suppléments au Bulletin mensuel de *Statistique du travail,* n°s 15, 31, 78, 94 et 107 (enquêtes sur la main-d'œuvre étrangère de 1971, 1973, 1976, 1979 et 1982), n° 106 (n° spécial sur l'immigration clandestine);
— *Travail et emploi* n° 8 : « Le redéploiement actuel de la main-d'œuvre étrangère, passé le premier choc de la crise » O. Villey;
— *Travail et emploi* n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant » Y. Moulier et R. Silberman.

3. Autres publications.

— Rapport du groupe de travail « Emploi-Formation », Commissariat général du Plan, préparation du VIII[e] Plan;
— Rapport de la commission « Emploi et relations du travail », Commissariat général du Plan, préparation du VIII[e] Plan;
— « Chômage et politiques », 1980, Collection *Les cahiers français,* n° 180, édité par La documentation française;
— « Les limites de la vie active et de la retraite » (A. Monnier), *Population,* juillet-octobre 1979;
— Rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales en 1980 : « Protection sociale et mutations socio-économiques »;
— *Bulletin de liaison de l'UNEDIC,* n° 94, septembre-octobre 1984;
— « Le travail ouvrier », 1983, Collection *Les cahiers français,* n° 209, édité par La documentation française;
— Collection des projets de la loi de Finances, Présentation du budget du Travail et de la Santé, sous forme de budget programme. Paris, Imprimerie nationale.

enquête sur l'emploi de 1984

résultats détaillés

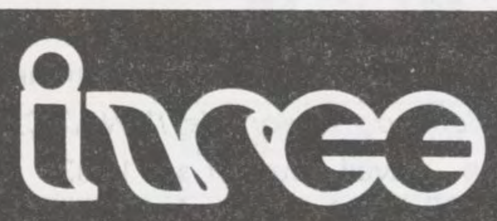
Entre les recensements généraux de la population, on ne dispose, en ce qui concerne l'emploi et le chômage que d'informations fragmentaires provenant de différentes sources (ministère du Travail, Assedic, Ursaff, etc.)

Les enquêtes sur l'emploi permettent de compléter ces différentes sources et améliorent la connaissance de l'évolution des structures de la population active intercensitaire.

Les collections de l'INSEE, Série D « Démographie et emploi » n° 105 - volume broché, format 21 × 29,7, 276 pages, 62 F.

CONSULTATION, VENTE : P 710

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.



institut national de la statistique
et des études économiques

Chapitre C.02

Conditions de travail et relations professionnelles

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée
2. Maladies professionnelles et accidents du travail
3. Conflits du travail
4. Élections aux comités d'entreprise
5. Les conditions de travail des salariés

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée

Les données sur la *durée hebdomadaire* du travail de la main-d'œuvre salariée sont établies à partir de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre dans les établissements occupant plus de neuf salariés. La durée du travail relevée dans ces enquêtes est la durée hebdomadaire moyenne constatée pendant la première semaine du trimestre et jugée « normale », c'est-à-dire notamment sans jours fériés; cette durée moyenne prend en considération les horaires divers éventuellement pratiqués, quels qu'en soient les motifs : heures supplémentaires exceptionnelles, chômage partiel, ou chômage total provisoire.

La nomenclature d'activités adoptée est le regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits) utilisé en comptabilité nationale (tableau 1).

La répartition du personnel salarié « ouvriers » d'une part, « employés » d'autre part (toutes activités réunies), selon la durée hebdomadaire habituelle de travail, est présentée au tableau 2.

Le *travail à temps partiel* connaît une importance croissante; des données sur ce phénomène, issues de l'enquête emploi réalisée annuellement en mars par l'INSEE, sont présentées aux tableaux 3 et 4.

La *durée annuelle* du travail de la main-d'œuvre salariée est moins bien connue. Plusieurs sources permettent cependant d'approcher cette grandeur. L'enquête de l'INSEE sur le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie, les commerces, les banques et les assurances (1), de périodicité triennale, fournit des chiffres sur la durée annuelle de travail des salariés des établissements d'au moins 10 salariés. Par ailleurs, une enquête sur le repos hebdomadaire et les congés, effectuée en 1976 par le ministère du Travail, permet d'évaluer le nombre de jours travaillés dans l'année. Une enquête analogue a été réalisée en 1981 et en 1982.

2. Maladies professionnelles et accidents du travail

21. Maladies professionnelles

Le tableau 5 donne le nombre de cas déclarés annuellement pour les principales maladies professionnelles, dans le *régime général de Sécurité sociale*.

Ce chapitre a été établi en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique-travail-emploi.

1. Cette enquête est décrite au chapitre C.03 ci-après. Les résultats détaillés ont été publiés en « Collections de l'INSEE » M 105.

Il s'agit des cas de maladies professionnelles pour lesquels un avantage financier (indemnité journalière ou rente) *a été versé pour la première fois* au cours de l'année.

22. Accidents du travail

Les statistiques présentées aux tableaux 6 et 7 : taux de fréquence (nombre d'accidents avec arrêt de travail pour 1.000.000 d'heures travaillées) et taux de gravité (nombre de journées perdues par incapacité consécutive à un accident, pour 1.000 heures travaillées), sont établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), sur la base des déclarations d'accident du travail effectuées auprès des caisses primaires. Les taux sont donnés pour 14 des 15 comités techniques nationaux d'accidents du travail (2) du régime général de Sécurité sociale — qui couvre environ les 4/5 des salariés; le quinzième comité en effet, « eau-gaz-électricité », ne représente qu'un très faible nombre de salariés du régime général et les résultats correspondants, peu significatifs, ne figurent donc pas dans les tableaux.

Il convient de noter que ces ratios — taux de fréquence et taux de gravité — ne peuvent être tout à fait précis, car leur dénominateur (nombre d'heures travaillées) est évalué à partir de sources statistiques nationales sur l'emploi ou la durée du travail, dans le cadre de nomenclatures qui s'ajustent imparfaitement avec celle des comités techniques nationaux; c'est donc leur évolution qui doit surtout être observée.

3. Conflits du travail

Les données statistiques sur les conflits du travail présentées au tableau 8 sont issues de relevés mensuels établis par les inspecteurs du Travail (ou par les personnes qui en remplissent les fonctions). Publiée dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* (du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale) d'une part et dans le *Bulletin mensuel de statistiques* (de l'INSEE) d'autre part, la statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en Métropole, à l'exclusion de l'agriculture et des agents de l'État et des Collectivités locales.

L'année 1983 introduit une discontinuité dans la méthode de mesure : une nouvelle fiche de conflit a été mise en place, remplie pour chaque *établissement*; auparavant, le conflit était observé au niveau de l'*entreprise* et le nombre des établissements concernés était évalué à partir de l'entreprise. La nouvelle procédure rend inutile la distinction entre nombre de conflits observés et nombre d'établissements concernés. Mais la continuité de la série des journées individuelles non travaillées — qui est l'indicateur de conflictualité le plus fréquemment utilisé — n'est pas affectée par ce changement de méthode.

Par ailleurs, des totaux annuels de conflits, d'effectifs ayant cessé le travail, sont dépourvus de signification, car un même conflit peut durer au-delà de la fin du mois et donc être compté deux fois (ou davantage) dans l'année; c'est pourquoi le tableau présente des moyennes mensuelles (moyenne arithmétique des 12 valeurs mensuelles de l'année).

4. Élections aux comités d'entreprise (3)

Les résultats des élections aux comités d'entreprise sont présentés au tableau 9 en pourcentages de voix (par rapport aux suffrages exprimés) obtenus par les divers syndicats et par les non syndiqués.

Cette statistique (publiée annuellement en supplément au *Bulletin mensuel de statistiques du travail*) repose sur l'envoi, par les entreprises concernées — environ 15.000 chaque année —, à la section d'Inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections survenues.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : employés et ouvriers d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25; si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts; un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres. Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences sensibles de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit être comparé à ceux des années de même parité.

5. Les conditions de travail des salariés (enquêtes complémentaires aux enquêtes emploi de l'INSEE)

Les tableaux 10 et 11 présentent une première série de résultats tirés des deux enquêtes nationales sur les conditions de travail menées auprès d'un échantillon représentatif de 18.000 salariés. Ces enquêtes ont eu lieu en octobre 1978 et en mars 1984 (4).

Définies sur un tiers de l'échantillon des ménages touchés par l'enquête emploi de l'INSEE, elles ont été réalisées sous la forme d'un questionnaire complémentaire, soumis individuellement à l'ensemble des salariés de ces ménages.

Les thèmes abordés ici portent exclusivement sur l'aménagement du temps de travail. Des résultats concernant d'autres aspects de cette enquête seront donnés dans la prochaine édition.

---

2. Organismes paritaires chargés d'assurer la gestion financière du risque accident du travail.
3. Sur les conditions d'existence, de mise en place et les attributions des comités d'entreprise, cf. articles L. 431-1 et suivants du Code du travail et décrets 83-469 et 83-470 du 8 juin 1983.
4. Le service des Études et de la Statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle a publié l'ensemble des résultats de l'enquête d'octobre 1978 (*Statistiques du travail,* supplément au bulletin mensuel n° 71-1979 et n° 84-1980) et a entamé en 1985 la publication des résultats de l'enquête de mars 1984 (Dossiers statistiques du travail et de l'emploi en 1985).

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (5) a été inaugurée lors du recensement de la population de 1982; elle est utilisée depuis dans le traitement des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE et constitue donc la grille de classement des salariés de l'enquête de mars 1984, complémentaire à l'enquête « emploi » à la même date.

Il n'existe pas de correspondance rigoureuse entre les postes de cette nouvelle nomenclature (PCS) et ceux de l'ancienne « deux chiffres ».

Néanmoins, un double codage suivant l'ancienne et la nouvelle nomenclature a été réalisé lors du recensement de 1982; le résultat de cette opération a permis d'affecter à chaque individu de l'échantillon, repéré par un numéro à quatre chiffres de la nouvelle nomenclature, un numéro à un chiffre de l'ancienne nomenclature.

Grâce à cette équivalence, admise au prix de quelques approximations, il a été possible de réaliser des comparaisons entre les résultats de l'enquête d'octobre 1978 et ceux de l'enquête de mars 1984, par grande catégorie socioprofessionnelle de l'ancienne nomenclature.

---

5. Concernant cette nouvelle nomenclature, voir : *Économie et statistique* n° 152, février 1983; n^{os} 171-172, novembre-décembre/ 1984; *Guide des catégories socioprofessionnelles,* INSEE, 1re édition, 1983.

*
* *

TABLEAU C.02-1

Durée hebdomadaire du travail de l'ensemble des salariés (ouvriers et employés) selon le groupe d'activités

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Moyennes annuelles (heures)

Activités (NAP-niveau 40)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
U 02 à U 06. INDUSTRIE (non compris le BGCA)	41,55	41,47	41,12	*r* 40,86	40,69	*r* 40,55	40,30	39,30	38,86	38,70
dont :										
T 02. Viandes et produits laitiers	44,15	43,37	42,63	42,01	41,50	41,08	40,69	39,48	39,15	39,08
T 03. Autres produits des industries agricoles alimentaires	42,74	42,30	41,89	41,52	41,22	41,04	40,93	39,73	39,39	39,27
T 04. Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	38,51	38,36	38,35
T 05. Pétrole brut, gaz naturel et produits pétroliers raffinés	40,29	40,34	40,20	40,12	40,11	40,00	39,90	38,94	38,74	38,58
T 06. Électricité, gaz et eau	40,00	40,00	40,00	40,00	40,00	40,00	39,88	38,63	38,00	38,00
T 07. Minerais et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	41,40	41,30	40,21	40,30	40,63	40,70	40,54	39,33	38,36	37,76
T 08. Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	40,83	41,03	40,94	40,56	40,45	40,34	40,01	39,14	*r* 38,48	38,37
T 09. Matériaux de construction et minéraux divers	43,31	42,80	42,05	41,64	41,44	41,24	40,90	39,60	39,17	39,04
T 10. Produits de l'industrie du verre	40,23	40,43	40,55	40,40	40,31	40,05	39,84	39,09	38,86	38,72
T 11. Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	39,85	40,01	40,10	40,04	40,03	39,97	39,96	39,00	38,18	37,98
T 12. Produits de la parachimie et de la pharmacie	40,22	40,23	40,18	40,14	40,11	40,08	40,03	39,10	*r* 38,49	38,40
T 13. Produits de la fonderie et du travail des métaux	42,18	42,14	41,67	41,25	41,09	40,93	40,42	39,38	38,92	38,83
T 14. Produits de la mécanique	42,12	41,98	41,55	41,14	40,93	40,77	40,47	39,33	38,91	38,77
T 15 A. Matériels électriques et électroniques professionnels	41,21	41,14	40,94	40,64	40,35	40,32	40,16	39,18	*r* 38,60	38,41
T 15 B. Biens d'équipement ménager	41,34	41,45	40,99	40,44	40,27	40,20	40,01	39,19	38,68	38,42
T 16. Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre	41,56	41,33	41,16	41,05	40,87	40,72	40,23	39,22	38,88	38,72
T 17. Produits de la construction navale et aéronautique, matériels d'armement	42,41	41,87	41,38	40,89	40,59	40,62	40,66	39,61	39,01	38,10
T 18. Produits textiles, articles d'habillement	40,40	40,74	40,47	40,41	40,37	40,12	39,90	39,31	39,11	39,02
T 19. Cuirs et chaussures	41,61	41,51	41,10	40,83	40,80	40,48	40,32	39,57	*r* 39,25	39,13
T 20. Bois, meubles, produits des industries diverses	42,30	42,31	41,77	41,32	41,07	40,79	40,33	39,50	39,16	39,06
T 21. Papier, carton	40,30	40,44	40,25	40,22	40,17	40,04	39,91	39,07	38,81	38,69
T 22. Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	41,46	41,36	41,20	40,94	40,65	40,48	40,18	39,19	38,87	38,78
T 23. Caoutchouc et matières plastiques	41,56	41,65	41,27	40,82	40,60	40,49	40,28	39,31	*r* 38,85	38,87
U 07. BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	45,27	44,28	43,07	42,36	42,03	41,85	41,49	40,17	39,82	39,66
U 08. COMMERCE	*r* 42,05	*r* 41,79	*r* 41,45	*r* 41,16	*r* 40,97	*r* 40,83	*r* 40,70	39,50	39,19	39,12
dont :										
T 25. Commerce de gros alimentaire	43,38	42,93	42,33	41,93	41,67	41,40	41,14	39,86	39,53	39,45
T 26. Commerce de gros non alimentaire	42,11	41,92	41,60	41,28	41,05	40,90	40,73	39,63	*r* 39,26	39,17
T 27. Commerce de détail alimentaire	42,19	41,66	41,23	40,91	40,74	40,66	40,66	39,16	38,83	38,79
T 28. Commerce de détail non alimentaire	41,34	41,27	41,08	40,90	40,78	40,64	40,52	39,47	39,25	39,20
U 09. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	42,05	*r* 41,97	41,66	41,55	41,42	41,35	41,11	*r* 39,73	39,53	39,50
dont :										
T 31. Transports	42,02	42,32	42,01	41,84	41,66	41,55	41,31	40,15	39,83	39,79
T 32. Services des télécommunications et postes	42,13	41,31	41,00	41,00	41,00	41,00	40,75	39,00	39,00	39,00
U 10 et U 11. SERVICES MARCHANDS NON FINANCIERS	*r* 41,62	*r* 41,37	*r* 41,16	*r* 40,99	*r* 40,81	*r* 40,68	40,57	39,64	*r* 39,33	39,25
dont :										
T 29. Réparation et commerce de l'automobile	44,10	43,69	42,96	42,40	41,96	41,70	41,36	40,14	39,85	39,73
T 30. Services des hôtels, cafés, restaurants	43,57	43,13	42,98	42,95	42,71	42,44	42,18	41,34	*r* 40,81	40,59
T 33. Services marchands rendus principalement aux entreprises	41,27	41,19	41,04	40,89	40,75	40,63	40,58	39,58	39,23	39,05
T 34. Services marchands rendus principalement aux particuliers	40,73	40,52	40,39	40,27	40,14	40,06	39,99	39,13	38,91	38,91
T 35. Location et crédit-bail immobiliers	41,51	41,27	41,06	40,92	40,77	40,62	40,54	39,48	39,17	39,12
U 12. ASSURANCES	39,90	39,96	39,94	39,93	39,86	39,71	39,68	38,55	38,31	38,23
U 13. ORGANISMES FINANCIERS	40,03	40,01	39,99	39,97	39,97	39,93	39,86	38,90	38,88	38,86
Ensemble	**42,06**	**41,81**	**41,40**	**41,12**	**40,94**	***r* 40,80**	**40,60**	**39,52**	***r* 39,17**	**39,06**

TABLEAU C.02-2

Répartition des ouvriers et employés selon la durée hebdomadaire du travail offerte

(Non compris les grandes entreprises nationales)

Situation au 1er janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* En %

	Moins de 39 heures	39 heures	Plus de 39 heures à moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures à moins de 42 heures	42 heures et plus	Durée hebdomadaire moyenne (en heures)
Ouvriers :							
1976		4,7		31,6		63,7	42,5
1977		3,3		37,0		59,7	42,0
1978		4,6		42,6	11,3	41,5	41,5
1979		3,6		48,3	13,1	35,0	41,2
1980		3,3		51,3	14,4	31,0	41,1
1981		4,2		56,2	14,0	25,6	40,8
1982		8,4		62,8	11,0	17,8	40,5
1983	21,4	48,5	3,3	10,9	8,5	7,4	39,3
1984	28,7	46,5	2,5	8,7	7,6	6,0	39,1
1985	30,3	47,5	3,1	8,0	5,9	5,2	39,0
Employés :							
1976		2,0		56,6		41,4	41,1
1977		1,9		63,5		34,6	40,9
1978		2,4		65,7	11,1	20,8	40,7
1979		2,4		69,3	10,9	17,4	40,6
1980		2,5		72,0	11,4	14,1	40,5
1981		3,0		74,6	10,9	11,5	40,4
1982		12,9		70,3	8,8	8,0	40,2
1983	19,3	63,3	3,4	6,6	4,3	3,1	39,1
1984	26,2	59,7	3,0	4,9	3,5	2,7	39,0
1985	28,3	59,1	2,7	4,3	3,1	2,5	38,9

TABLEAU C.02-3

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et statut

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Individu

Statut	Hommes		Femmes		Ensemble	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984
	Effectifs / Taux de temps partiel	Effectifs / Taux de temps partiel	Effectifs / Taux de temps partiel	Effectifs / Taux de temps partiel	Effectifs / Taux de temps partiel	Effectifs / Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	77.547 / 3,6	71.212 / 3,3	95.246 / 16,4	100.368 / 17,2	172.793 / 6,3	171.580 / 6,2
Aides familiaux	29.035 / 21,3	33.320 / 25,0	276.124 / 35,0	282.439 / 35,1	305.159 / 33,0	315.759 / 33,7
Salariés des services domestiques	3.944 / 25,2	5.733 / 34,7	198.529 / 65,7	197.771 / 66,7	202.473 / 63,7	203.504 / 65,0
Autres salariés du secteur privé	144.729 / 1,9	155.885 / 2,2	718.788 / 17,5	750.145 / 18,3	863.517 / 7,5	906.030 / 8,1
Salariés de l'État	37.799 / 2,6	41.095 / 2,8	224.934 / 15,0	257.393 / 17,1	262.733 / 8,9	298.488 / 10,1
Salariés des collectivités locales	26.703 / 4,1	30.999 / 4,8	187.542 / 17,8	201.006 / 18,8	214.245 / 12,7	232.005 / 13,5
Salariés des services publics	5.948 / 0,6	6.078 / 0,7	59.941 / 12,7	60.347 / 13,4	65.889 / 4,6	66.425 / 4,9
Ensemble	**325.705 / 2,5**	**344.322 / 2,7**	**1.761.104 / 20,0**	**1.849.469 / 21,0**	**2.086.809 / 9,7**	**2.193.791 / 10,3**

(1) Taux de temps partiel = rappport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-4

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : Individu

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	1983		1984		1983		1984		1983		1984	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
U 01. Agriculture	70.243	6,1	73.799	6,2	230.149	35,1	229.819	34,3	300.392	16,6	303.618	16,3
U 02. Industries agricoles et alimentaires	5.299	1,3	5.849	1,5	26.793	12,4	29.152	13,3	32.092	5,1	35.001	5,7
U 03. Énergie	1.581	0,7	609	0,3	8.276	16,4	7.442	15,0	9.857	3,6	8.051	2,9
U 04. Industrie des biens intermédiaires	5.871	0,5	8.370	0,8	23.924	9,3	19.395	7,9	29.795	2,2	27.765	2,2
U 05. Industrie des biens d'équipement	12.333	0,9	10.849	0,8	25.891	6,1	28.625	7,2	38.224	2,1	39.474	2,2
U 06. Industrie des biens de consommation	15.472	2,3	10.352	1,6	67.638	10,0	62.415	9,8	83.110	6,2	72.767	5,6
U 02 à 06. Industries	*40.556*	*1,1*	*36.029*	*1,0*	*152.522*	*9,4*	*147.029*	*9,5*	*193.078*	*3,5*	*183.058*	*3,5*
U 07. Bâtiment, génie civil et agricole	19.722	1,3	21.427	1,5	45.856	32,9	52.897	39,4	65.578	3,8	74.324	4,7
U 08. Commerce	38.615	2,8	39.182	2,9	248.727	20,2	252.235	20,6	287.342	11,0	291.417	11,4
U 09. Transports et télécommunications	12.487	1,3	13.545	1,4	57.515	17,8	62.102	19,7	70.002	4,9	75.647	5,9
U 10. Services marchands	79.695	4,3	85.975	4,6	389.222	18,0	420.392	19,2	468.917	11,7	506.367	12,5
U 11 à 13. Institutions financières	2.992	0,9	4.110	1,2	44.246	13,0	48.228	13,7	47.238	7,1	52.338	7,7
U 14. Services non marchands	59.527	3,5	68.756	4,1	586.219	25,5	628.215	26,8	645.746	16,2	696.971	17,3
U 08 à 14. Tertiaire	*193.316*	*3,1*	*211.568*	*3,4*	*1.325.929*	*20,9*	*1.411.172*	*22,0*	*1.519.245*	*12,1*	1.622.740	12,9
Activités indéterminées	1.868	4,6	1.499	3,8	6.648	25,2	8.552	28,0	8.516	12,6	10.051	14,4
Total	**325.705**	**2,6**	**344.322**	**2,7**	**1.761.104**	**20,0**	**1.849.469**	**21,0**	**2.086.809**	**9,7**	**2.193.791**	**10,3**

(1) Taux de temps partiel = rapport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-5

Principales maladies professionnelles : nombre de cas déclarés

Source : Caisse nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Saturnisme	199	164	129	125	91	87	51	46	40	33	43
Benzolisme	85	108	108	68	68	76	64	71	65	71	53
Affections causées par les ciments	1.593	1.508	1.422	1.371	1.115	964	833	784	803	712	598
Ulcérations causées par l'acide chromique	151	167	136	129	124	71	66	77	74	77	67
Affections dues aux dérivés chlorés de l'éthylène	210	171	156	156	133	136	118	94	107	95	64
Affections provoquées par les amines aromatiques	103	111	102	107	98	115	101	95	92	101	86
Brucelloses	121	133	127	144	135	140	158	151	129	131	72
Pneumoconioses consécutives à l'inhalation de silice (1)	607	594	616	671	629	591	643	548	553	541	551
Affections provoquées par les poussières d'amiante	24	41	37	54	77	100	127	149	159	190	179
Dermatoses par lubrifiants	230	230	182	166	163	227	184	193	196	163	149
Affections provoquées par les bruits	147	133	168	223	217	184	256	248	286	(2) 670	(2) 1.296
Hépatites virales	533	653	740	746	581	483	597	497	438	381	295
Dermites provoquées par les résines époxydiques	100	82	98	108	108	108	95	81	86	78	86
Hygromas du genou	174	209	212	282	248	283	266	287	428	433	649
Dermites eczématiformes de mécanisme allergique	●	●	●	●	19	59	84	86	137	120	162

(1) Il convient de tenir compte ici des salariés n'appartenant pas au régime général, et donc d'ajouter les silicoses déclarées dans le régime minier (768 en 1981). — (2) Variations dues probablement à une extension du champ.

TABLEAU C.02-6

Accidents du travail : taux de fréquence des accidents avec arrêt (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1955	1965	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*p* 1983
Métallurgie	81	64	56	53	51	50	47	46	44	45	41
Bâtiment et travaux publics (2)	94	86	77	75	73	75	73	74	76	80	76
Bois	67	58	54	54	53	55	54	54	53	54	53
Chimie	51	38	32	32	31	31	30	29	28	28	25
Pierres et terres à feu	90	77	63	63	61	60	60	58	57	58	55
Caoutchouc, papier, carton	51	50	47	47	44	44	44	42	40	42	41
Livre	21	25	23	23	22	24	22	22	21	22	20
Textiles	30	29	30	31	31	30	30	30	29	30	29
Vêtement	12	14	16	16	16	17	16	16	16	17	16
Cuirs et peaux	25	22	23	21	22	21	21	21	21	23	21
Alimentation	43	43	42	41	40	42	41	40	41	43	41
Transports et manutention	70	61	52	51	48	50	50	48	49	52	48
Commerces	24	24	22	22	22	20	19	19	19	20	19
Interprofessionnel	16	14	15	15	15	16	16	16	16	16	15
Ensemble des activités	**53**	**47**	**40**	**39**	**37,4**	**37,4**	**35,7**	**34,9**	**34,5**	**35,6**	**33,5**
Nombre total d'accidents avec arrêt dans le régime général (3) de Sécurité sociale (millier)	1.011,8	1.154.4	1.113,1	1.072,3	1.026,0	1.014,1	979,6	971,3	923,1	930,5	852,6
dont : Nombre d'accidents mortels	1.795	2.123	1.986	1.907	1.709	1.567	1.484	1.423	1.423	1.359	1.282

(1) Taux de fréquence $= \frac{\text{Nombre d'accidents avec arrêt}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times 1.000.000$. — (2) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris. — (3) Les accidents dont sont victimes des salariés affiliés à d'autres régimes (EDF, GDF, Mines, SNCF, RATP, salariés agricoles, etc.), sont évalués, pour 1981, à 100.000 accidents avec arrêt, dont 200 mortels (sans compter les chiffres, sans doute peu importants, des accidents survenus aux agents des administrations publiques).

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail : taux de gravité des incapacités temporaires (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1955	1965	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*p* 1983
Métallurgie	1,36	1,33	1,29	1,24	1,18	1,20	1,10	1,08	1,07	1,11	1,02
Bâtiment et travaux publics (2)	1,93	2,08	2,48	2,48	2,42	2,61	2,49	2,52	2,67	2,87	2,81
Bois	1,33	1,39	1,44	1,42	1,38	1,45	1,39	1,37	1,41	1,44	1,38
Chimie	1,08	0,94	0,89	0,88	0,85	0,86	0,83	0,81	0,81	0,79	0,74
Pierres et terres à feu	1,74	1,82	1,84	1,84	1,72	1,79	1,70	1,67	1,73	1,74	1,66
Caoutchouc, papier, carton	1,15	1,28	1,32	1,25	1,22	1,23	1,16	1,12	1,11	1,14	1,12
Livre	0,42	0,57	0,63	0,62	0,60	0,69	0,63	0,59	0,58	0,63	0,59
Textiles	0,61	0,74	0,76	0,75	0,76	0,76	0,74	0,73	0,74	0,76	0,72
Vêtement	0,22	0,30	0,35	0,35	0,34	0,37	0,35	0,36	0,37	0,39	0,40
Cuirs et peaux	0,48	0,51	0,58	0,52	0,53	0,54	0,50	0,50	0,52	0,54	0,52
Alimentation	0,85	0,96	1,05	1,03	0,98	1,05	1,00	0,98	1,02	1,07	1,03
Transports et manutention	1,80	1,74	1,81	1,76	1,69	1,78	1,72	1,65	1,72	1,84	1,75
Commerces	0,50	0,57	0,61	0,60	0,60	0,57	0,55	0,53	0,54	0,57	0,56
Interprofessionnel	0,36	0,36	0,43	0,43	0,43	0,46	0,44	0,44	0,45	0,48	0,47
Ensemble des activités	**1,09**	**1,09**	**1,11**	**1,08**	**1,04**	**1,07**	**1,00**	**0,98**	**1,00**	**1,05**	**1,00**
Nombre total de journées perdues par incapacité temporaire consécutive à un accident du travail, régime général [million] (3)	19,8	21,0	30,8	29,9	28,5	29,1	27,6	27,3	26,8	27,3	25,5

(1) Taux de gravité $= \frac{\text{Nombre de journées perdues}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times 1.000$. — (2) Voir note (2) du tableau 6. — (3) Pour les autres régimes voir note (3) du tableau 6. On évalue à 3 millions le nombre de journées perdues en 1981 (sans compter les chiffres, sans doute peu élevés, concernant les agents des administrations publiques).

TABLEAU C.02-8

Conflits du travail (conflits localisés)

Moyenne mensuelle (1)
(A l'exception des salariés de l'agriculture et des administrations publiques)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de conflits observés	332	386	440	333	267	351	253	254	315	■ /// (2)	250
Nombre d'établissements concernés	413	542	504	403	310	472	320	309	367	■ 280	
Effectifs ayant cessé le travail (en milliers)	142,7	87,0	89,4	56,3	41,4	62,3	33,3	32,9	44,6	37,8	42,2
Nombre de journées individuelles non travaillées (en milliers)	281,4	292,1	337,9	202,9	173,4	264,4	125,9	120,2	187,6	110	109

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) A partir de 1983, les conflits observés sont recensés sur la base de l'établissement et non plus de l'entreprise. La distinction « conflits observés/établissement » n'a donc plus de raison d'être.

TABLEAU C.02-9

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en % des suffrages exprimés)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	(2) 1983
A. Ensemble des salariés :											
CGT	40,8	42,7	38,1	41,5	37,4	38,5	34,4	36,5	32,0	32,3	28,5
CFDT	19,6	18,6	19,4	19,1	20,2	20,4	20,5	21,3	22,3	22,8	21,9
CFTC	2,6	2,6	2,6	2,7	3,0	2,7	3,1	2,9	2,9	2,9	4,0
FO	7,7	8,3	8,4	9,3	9,0	10,0	9,7	11,0	9,9	11,7	11,1
CGC	5,1	5,3	5,7	5,3	5,4	6,6	5,8	6,0	6,1	7,0	6,5
Autres syndicats	5,2	6,2	6,1	7,0	5,7	5,2	4,8	5,0	4,1	4,4	4,7
Non syndiqués	19,0	15,7	19,0	14,6	18,8	16,3	21,2	16,8	22,2	18,4	22,8
B. Ouvriers et employés (premier collège) :											
CGT	48,1	49,0	44,6	47,9	43,5	44,9	40,3	43,2	40,0	41,1	36,2
CFDT	20,3	19,4	20,2	19,8	21,0	21,1	21,3	21,7	23,6	24,0	23,2
CFTC	2,5	2,6	2,4	2,6	2,9	2,6	2,9	2,5	2,8	2,8	3,7
FO	7,7	8,1	8,6	9,0	9,0	9,6	9,8	10,7	10,4	11,8	12,1
CGG	—	0,4	0,4	0,4	0,6	0,9	0,7	0,4	0,3	0,4	0,6
Autres syndicats	4,6	5,7	5,3	6,1	4,6	4,8	4,3	4,9	3,9	4,4	4,0
Non syndiqués	16,8	14,3	18,2	13,9	17,8	15,7	20,3	16,2	18,7	15,0	19,6
C. Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collège (1)] :											
CGT	16,5	20,9	17,4	20,7	16,6	19,3	15,4	17,2	13,5	13,4	11,2
CFDT	17,2	15,9	16,9	17,1	17,5	18,3	18,1	20,2	19,9	20,8	18,3
CFTC	3,1	2,9	3,3	3,1	3,4	3,1	4,0	4,4	3,7	3,4	5,1
FO	7,8	8,9	8,1	10,3	8,8	11,3	*r* 8,7	11,7	9,4	12,3	9,6
CGC	22,2	22,3	23,1	21,5	21,8	23,7	22,3	22,8	23,4	25,1	24,0
Autres syndicats	7,9	9,8	9,3	10,4	9,6	6,2	6,2	5,5	5,0	4,7	6,4
Non syndiqués	25,3	20,3	21,9	16,9	22,3	18,1	27,3	18,7	25,0	20,0	25,4

(1) Troisième collège à partir du moment où il est constitué. — (2) Pour permettre la comparaison avec les années (impaires) précédentes, les chiffres de 1983 n'incluent pas les élections à la SNCF.

TABLEAU C.02-10

Salariés concernés par les principales contraintes liées aux horaires de travail

Par catégorie socioprofessionnelle (en nomenclature PCS 1982) en mars 1984

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (SES).
Enquêtes nationales sur les conditions de travail des salariés, octobre 1978, mars 1984

Unité : %

Catégorie socioprofessionnelle	Proportion de salariés qui commencent le travail avant 7 h	finissent le travail entre 20 h et moins de 24 h	ont une journée de travail de 11 h ou plus	travaillent au moins une nuit par an	travaillent plus de 75 nuits par an	n'ont pas 48 h de repos hebdomadaire	travaillent moins de 16 mercredis par an	
							Hommes	Femmes
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures	1,8	9,1	14,0	14,7	2,0	19,0	3,4	17,3
dont :								
32. Cadres de la Fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	1,2	9,0	9,8	20,2	3,3	28,5	6,9	24,1
36. Cadres d'entreprises	2,2	8,7	17,3	10,7	1,1	12,0	1,6	1,6
4. Professions intermédiaires	5,0	7,5	9,1	13,1	2,8	21,9	6,5	28,9
41. Professions intermédiaires de l'Enseignement, de la Santé et de la Fonction publique assimilée	3,8	8,2	8,6	15,8	4,1	33,9	22,1	38,5
46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	3,7	10,6	14,1	5,4	1,5	16,8	1,4	7,1
47. Techniciens	3,5	3,0	4,3	11,0	1,2	6,3	1,1	7,6
48. Contremaîtres et agents de maîtrise	12,4	6,0	8,1	19,7	3,0	12,6	0,6	4,8
5. Employés	7,4	7,9	9,7	11,1	4,6	23,4	4,9	11,4
51. Employés de la Fonction publique	13,6	9,3	11,8	22,1	8,7	26,7	4,9	13,6
54. Employés administratifs	1,9	1,7	1,8	3,0	1,2	6,2	2,1	5,6
55. Employés de commerce	6,5	9,4	11,5	2,8	1,5	45,3	4,8	12,4
56. Personnels de services directs aux particuliers	5,6	17,4	21,1	9,3	4,8	38,3	13,9	18,2
6. Ouvriers	16,2	7,7	6,1	15,1	6,1	12,4	2,0	5,0
61. Ouvriers qualifiés	15,8	7,2	7,2	17,6	6,6	12,7	2,0	7,0
66. Ouvriers non qualifiés	17,9	8,9	4,0	11,6	5,6	11,0	2,0	4,2
69. Ouvriers agricoles	4,6	3,8	8,5	12,3	2,6	22,7	2,1	5,3
Ensemble de catégories	**9,4**	**7,9**	**8,7**	**13,3**	**4,4**	**18,7**	**3,7**	**14,8**

TABLEAU C.02-11

Salariés concernés par les principales contraintes liées aux horaires de travail, par grande catégorie socioprofessionnelle en octobre 1978 et en mars 1984

Sources :Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (SES)
Enquêtes nationales sur les conditions de travail des salariés, octobre 1978, mars 1984

Unité : %

	Salariés agricoles	Cadres supérieurs	Cadres moyens			Employés			Ouvriers			Personnel de service	(1) Ensemble			Effectifs en milliers
	Total	Total	H	F	T	H	F	T	H	F	T	Total	H	F	T	
Proportion de salariés :																
Commençant leur travail avant 7 heures (2) :																
1978	4,9	2,6	4,4	3,8	4,1	12,9	2,7	6,1	17,1	13,9	16,4	9,0	12,4	6,4	10,0	1.761
1984	3,4	1,7	4,4	3,0	3,7	13,2	3,6	6,5	17,1	13,9	16,5	9,0	11,9	5,9	9,4	1.652
Finissant leur travail entre 20 heures et moins de 24 heures :																
1978	3,3	7,1	7,6	6,4	7,3	9,5	4,2	6,0	8,9	9,8	9,1	18,3	9,2	7,7	8,6	1.512
1984	2,3	8,0	7,3	6,6	6,9	8,4	3,3	4,8	7,6	9,8	8,0	16,1	8,5	7,1	7,9	1.386
Ayant une étendue de journée de travail de 11 heures ou plus (3) :																
1978	16,5	14,0	9,8	5,0	7,6	12,8	5,1	7,8	8,0	5,1	7,3	19,3	11,0	6,7	9,3	1.628
1984	8,5	14,6	10,1	5,5	7,8	9,3	4,1	5,6	6,1	6,2	6,1	19,7	10,0	6,9	8,7	1.531
Travaillant au moins une nuit par an (4) :																
1978	7,8	12,0	11,1	7,9	9,6	10,9	1,1	4,5	18,3	1,5	14,4	15,7	17,2	4,6	12,2	2.129
1984	8,8	14,1	11,7	10,7	11,2	9,1	1,1	3,4	19,5	2,2	16,1	16,7	19,0	5,5	13,3	2.347
Dont plus de 75 nuits par an :																
1978	0,4	1,4	2,2	1,8	2,0	5,2	0,5	2,1	6,7	0,5	5,3	7,8	5,6	1,5	4,0	698
1984	1,3	1,4	2,0	3,6	2,8	4,2	0,4	1,5	7,3	1,0	6,1	8,6	6,3	1,9	4,4	788
Travaillant au moins un samedi par an :																
1978	66,3	50,7	44,7	50,7	47,5	53,2	40,8	45,0	41,7	32,8	39,7	71,4	47,6	45,2	46,7	8.165
1984	53,7	68,5	43,1	52,6	47,8	49,6	40,6	43,2	38,4	28,8	36,5	69,5	45,7	45,5	45,6	8.034
Dont plus de 40 samedis par an :																
1978	*32,6*	*18,8*	*16,3*	*26,0*	*20,8*	*28,3*	*28,6*	*28,5*	*12,9*	*16,7*	*13,8*	*40,1*	*17,4*	*26,1*	*20,8*	*3.643*
1984	*17,0*	*17,1*	*14,3*	*27,1*	*20,7*	*26,6*	*26,8*	*26,8*	*10,9*	*13,6*	*11,5*	*36,2*	*15,0*	*25,8*	*19,6*	*3.442*
Travaillant au moins un dimanche par an :																
1978	27,9	23,5	17,6	18,2	18,0	19,1	9,3	12,7	16,3	7,2	14,2	42,6	21,0	15,5	18,8	3.289
1984	34,9	23,8	19,0	20,0	19,5	14,1	7,6	9,5	17,1	7,1	15,2	44,4	22,7	16,2	19,9	3.511
Dont plus de 40 dimanches par an :																
1978	*7,1*	*1,4*	*1,2*	*1,0*	*1,1*	*4,0*	*3,4*	*3,6*	*2,5*	*1,1*	*2,2*	*12,7*	*3,0*	*3,3*	*3,2*	*552*
1984	*5,6*	*1,3*	*1,0*	*1,2*	*1,1*	*2,6*	*2,4*	*2,5*	*2,4*	*1,8*	*2,3*	*12,3*	*2,9*	*3,2*	*3,0*	*536*

(1) Ensemble : y compris autres catégories. — (2) « Avant » est à comprendre au sens strict : les salariés commençant à 7 heures juste sont exclus. — (3) « L'étendue de la journée de travail » est la période qui sépare l'heure de début de travail de l'heure de fin de travail, non compris les éventuelles pauses et/ou interruptions entre deux périodes de travail. — (4) La définition du travail de nuit retenue est assez restrictive puisqu'on ne retient que le travail effectué (en totalité ou en partie) pendant la période de 0-5 heures.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des Études et de la Statistique, 1, place de Fontenoy, 75007 Paris. Tél. : (1) 45 57 55 44.

Publications :

— *Bulletin mensuel des statistiques du travail.*
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (nos 6 à 10).
— *Revue française des affaires sociales.*

- INSEE.

Données sociales, dernière édition, 1984.

Enquête sur l'emploi, Collections de l'INSEE, série D, derniers parus : résultats de 1984, n° D 105.

Chapitre C.03

Salaires et revenus

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales

2. Salaires dans la fonction publique

3. Revenus

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête non annuelle sur revenus fiscaux,...).

1. Entreprises industrielles et commerciales

Les tableaux 1 et 2 résultent de l'exploitation des DAS-2460 (déclarations annuelles de salaires adressées par les employeurs à l'administration fiscale). Le champ couvert par les DAS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DAS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DAS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Le tableau 1 concerne la répartition par activité économique de la masse des salaires bruts des années les plus récentes; le tableau 2 donne les salaires nets annuels moyens des années 1979 et 1980 par activité économique, sexe et catégorie socioprofessionnelle, et un rappel, sur les années antérieures, des salaires moyens par sexe et catégorie socioprofessionnelle.

Le tableau 3 donne l'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970]. Le SMIC varie en fonction de la hausse des prix et de plus peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1); cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations, indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales. Les effectifs concernés par le SMIC englobent la proportion des salariés des établissements industriels et commerciaux de 10 salariés et plus, bénéficiaires directs des décrets ou des arrêtés portant sur le relèvement de ce salaire aux différentes dates d'enquête.

L'évolution des gains mensuels des cadres, agents de maîtrise, techniciens, employés et ouvriers du secteur privé fait l'objet du tableau 4.

Les gains selon l'activité, en janvier 1984, sont présentés au tableau 5. Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport, des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes de fin d'année, les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

L'évolution de l'indice des taux de salaire horaire pour la France entière est présentée par activité économique au tableau 6, par catégorie professionnelle au tableau 7. Les taux de salaire horaire sont établis à partir de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre effectuée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle auprès des établissements occupant au moins 10 salariés. Le salaire observé est défini comme le salaire horaire moyen pratiqué dans l'établissement soumis à l'enquête pour les ouvriers âgés de plus de 18 ans, payés au temps, à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires et des primes individuelles (assiduité et ancienneté).

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimum en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite.

2. Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État. C'est l'objet du tableau 8 qui détaille ces informations par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe des personnels concernés.

Le tableau 9 présente les rémunérations mensuelles nettes extrêmes (déduction faite de la cotisation de Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) aux 2 niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé (indice majoré 810), au-delà duquel ne se trouvent que les emplois classés en échelles-lettres.

Le *minimum mensuel de rémunération* existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps, devenu par étapes successives l'indice brut 206 en janvier 1985 et 210 en juillet 1985 (soit, à cette date, l'indice majoré 215). Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'*échelle hiérarchique* des traitements fixée en 1948 en indices nets allant de 100 à 650, puis en 1956 en indices bruts allant de 100 à 1.000, est actuellement exprimée en indices majorés allant de 150 à 810. L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'*indemnité de résidence*, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, une partie de celle-ci étant alors intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui contribue à majorer les pensions de retraite actuelles et futures des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %) et dans quelques grandes villes (taux 1 %).

Aux mesures générales indiquées ci-dessus, s'ajoutent des *mesures catégorielles* propres à un seul corps de fonctionnaires (professeurs de collège d'enseignement secondaire, préposés des PTT, commis des administrations centrales et des services extérieurs) ou à toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes : plan Masselin reclassant les personnels d'exécution des catégories C et D de janvier 1970 à janvier 1974, plan Massenet reclassant les personnels de catégorie B de décembre 1972 à juillet 1976, reclassement des personnels d'encadrement (catégorie A) entre décembre 1974 et août 1977.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique est élaboré. Il est présenté dans les tableaux 10 concernant les traitements bruts et 11 concernant les traitements nets de retenue.

Sont publiés également les indices propres à chacune des quatre catégories statutaires A, B, C, D et au regroupement des catégories C + D, la catégorie D ne comprenant, pour les personnels titulaires de l'État, que des effectifs en nombre relativement trop faible pour mériter d'être isolés. Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

3. Revenus

31. L'enquête sur les revenus fiscaux des ménages

En France, la source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages est constituée par une exploitation périodique des déclarations fiscales que collecte la Direction générale des impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette source, pour être imparfaite, n'en est pas moins nettement plus précise que les réponses obtenues par interview directe auprès des ménages.

Cette exploitation, lourde (2), porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Des résultats sur les *revenus fiscaux des ménages* ont été présentés dans l'édition 1984 de cet annuaire.

32. Les revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, calés sur les comptes nationaux.

A partir de l'enquête sur les « revenus fiscaux » des ménages, et donc tous les cinq ans environ, l'INSEE procède à une répartition des revenus évalués dans les comptes nationaux, entre les ménages classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef. La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut. Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité et du patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise

2. L'INSEE effectue environ tous les cinq ans, depuis 1956, une telle exploitation (1956, 1962, 1965, 1970, 1975, 1979).

individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurances-dommage, et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale.

L'enquête « revenus fiscaux » fournit des clés de ventilation pour les salaires, les revenus d'entreprise, les revenus de la propriété, les retraites, l'impôt. Elle permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations familiales, le minimum vieillesse. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménages issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

La définition des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôts (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur l'épargne des ménages.

*
**

TABLEAU C.03-1

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE

Unités : Salaires : Million de francs
Effectifs : Millier de salariés

Numéros de la nomenclature (2)	Activité économique (2) (NAP. niveau 40)	Établissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (1)			Effectifs employés au 31 décembre		
		1978	1979	*r* 1980	1978	1979	*r* 1980	1978	1979	*r* 1980
T 01	Pêche	1.297	986	973	479	397	390	7,7	6,0	5,2
T 02	Industries viandes et lait	4.677	4.529	4.501	7.151	8.140	9.433	166,2	167,8	168,1
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	43.624	42.924	44.373	15.247	17.426	19.985	366,9	368,3	373,1
T 04	Production combustibles minéraux	28	32	34	3.692	4.001	3.551	68,0	62,2	47,5
T 05	Production pétrole et gaz naturel	366	390	314	3.378	3.579	3.898	40,7	38,9	38,4
T 06	Distribution électricité, gaz et eau	1.209	1.266	1.446	9.797	10.766	12.096	165,6	161,4	157,1
T 07	Production minerais et métaux ferreux	570	545	607	10.178	10.424	11.474	194,2	177,3	171,2
T 08	Production minerais, métaux non ferreux	426	473	467	3.756	4.289	4.973	67,8	70,0	68,9
T 09	Production matériaux de construction	8.652	8.485	8.282	8.637	9.633	10.627	195,2	191,0	183,6
T 10	Industrie du verre	983	968	986	3.725	4.007	4.440	72,8	69,3	67,2
T 11	Chimie de base	1.557	1.453	1.570	9.930	10.677	12.011	164,1	155,4	155,1
T 12	Industrie pharmaceutique	3.049	3.053	2.933	10.460	11.904	13.761	182,9	184,2	183,7
T 13	Travail des métaux	18.343	18.635	18.726	22.448	24.906	28.368	496,8	496,9	489,9
T 14	Construction mécanique	18.903	19.066	19.355	26.680	29.808	33.610	541,4	536,9	526,4
T 15	Construction électrique	7.595	7.630	7.811	29.879	33.781	37.981	579,8	580,0	576,6
T 16	Construction matériel transport	2.065	2.091	2.199	25.905	28.346	32.099	527,0	518,8	498,2
T 17	Construction navale et aéronautique	1.278	1.117	1.156	10.864	11.465	13.194	173,6	163,9	164,8
T 18	Industrie textile et habillement	20.751	20.303	19.290	20.524	22.526	24.422	601,8	590,8	549,0
T 19	Industrie cuir et chaussure	3.274	3.390	3.203	4.143	4.431	4.986	117,3	117,4	113,6
T 20	Industrie bois et ameublement	21.551	23.075	22.103	12.685	14.519	16.324	348,1	351,4	341,4
T 21	Industrie papier et carton	2.155	2.100	2.017	6.206	6.997	7.815	128,0	127,1	123,1
T 22	Imprimerie, presse, édition	11.108	11.356	11.876	11.939	13.531	15.467	232,9	234,1	237,7
T 23	Industrie du caoutchouc	4.423	4.569	4.323	10.276	11.460	13.013	240,5	240,4	231,0
T 24	Industrie bâtiment, génie civil	182.528	181.793	184.979	61.511	66.347	77.140	1.562,7	1.555,5	1.529,8
T 25	Commerce de gros alimentaire	24.597	24.699	24.926	11.801	13.270	15.000	273,5	275,3	270,9
T 26	Commerce de gros non alimentaire	54.594	56.500	57.826	35.172	39.908	46.912	675,7	689,8	709,2
T 27	Commerce de détail alimentaire	70.362	69.575	69.742	15.262	17.526	20.287	456,1	462,9	473,7
T 28	Commerce de détail non alimentaire	148.230	151.227	153.305	24.398	27.751	31.171	703,5	706,6	698,1
T 29	Réparation et commerce automobile	50.463	50.788	51.457	12.894	14.761	16.830	336,1	342,4	341,3
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	97.594	99.424	101.035	12.873	15.132	18.254	397,3	407,4	436,7
T 31	Transport	39.291	39.026	39.499	40.016	45.676	52.697	804,7	817,7	806,7
T 32	Télécommunications et postes	407	419	469	14.711	15.518	18.247	344,1	325,4	346,8
T 33	Services marchands-entreprises	114.840	121.193	122.187	46.277	55.278	65.318	1.022,1	1.144,2	1.150,7
T 34	Services marchands-particuliers	122.028	127.670	130.544	53.018	62.931	73.446	1.454,0	1.503,1	1.526,7
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	7.415	7.748	6.651	3.068	3.707	4.225	79,5	82,3	82,4
T 36	Assurances	2.560	3.021	3.153	7.429	8.373	9.982	134,0	135,0	137,6
T 37	Organismes financiers	7.872	8.370	8.802	25.415	28.254	33.912	400,6	409,0	429,8
T 38	Services non marchands	33.467	36.698	37.111	23.871	27.221	30.825	602,6	640,4	639,1
	Total	**1.134.133**	**1.156.587**	**1.170.235**	**655.694**	**738.666**	**848.165**	**14.926,0**	**15.106,4**	**15.050,1**

(1) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature. — (2) Non compris agriculture et administrations publiques. — (3) Dans l'édition précédente de l'annuaire, pour les années 1976 et 1977, le champ de l'enquête était le secteur privé à caractère industriel et commercial. Dans ce tableau, il recouvre les secteurs privé et semi-public.

TABLEAU C.03-2

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1980 *r*

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Numéros de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catégories	Salaire net annuel moyen								
			Ensemble			Catégories socioprofessionnelles					
						Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers		
			Les deux sexes (2)	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes
T 01	Pêche	5,3	53.109	59.053	24.630	129.548	64.999	33.461	57.569	23.276	52.285
T 02	Industries de la viande et du lait	161,4	49.401	54.629	37.220	144.900	73.174	43.170	45.680	33.938	42.425
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	330,9	48.327	54.390	35.991	151.159	75.611	39.072	45.191	33.897	42.464
T 04	Production combustibles minéraux	42,6	63.295	64.205	45.788	197.116	89.113	66.837	57.762	27.836	57.305
T 05	Production pétrole et gaz naturel	37,1	93.241	98.577	67.133	168.603	92.791	66.077	73.002	73.016	73.003
T 06	Distribution électricité, gaz et eau	149,5	68.890	71.918	54.305	143.824	71.730	51.294	59.269	52.237	58.941
T 07	Production minerais et métaux ferreux	172,2	56.500	57.509	45.633	159.559	70.011	51.728	51.153	35.663	50.658
T 08	Production minerais, métaux non ferreux	68,6	62.722	64.839	49.600	162.511	78.106	52.997	53.217	39.294	52.229
T 09	Production matériaux de construction	174,0	49.893	51.851	37.974	146.082	77.286	44.254	44.334	31.080	43.122
T 10	Industrie du verre	66,6	58.741	61.564	44.818	149.601	78.847	50.723	54.859	37.957	52.717
T 11	Chimie de base	145,6	69.739	73.213	52.494	170.622	78.837	52.780	59.293	43.270	57.840
T 12	Industrie pharmaceutique	172,3	66.156	78.571	50.560	154.663	81.079	51.841	52.472	41.620	47.641
T 13	Travail des métaux	463,5	51.151	53.874	39.114	147.131	72.331	44.190	45.686	33.484	43.902
T 14	Construction mécanique	509,3	56.065	58.714	43.020	138.590	72.284	46.317	47.325	35.370	46.063
T 15	Construction électrique	531,0	59.294	69.388	41.602	135.783	70.640	49.239	48.696	36.411	43.636
T 16	Construction matériel transport	462,1	52.994	55.808	41.631	144.053	74.187	51.084	48.430	37.209	46.425
T 17	Construction navale et aéronautique	156,2	71.379	73.701	52.987	143.735	80.647	54.481	58.061	43.005	57.060
T 18	Industrie textile et habillement	506,7	39.620	55.012	31.878	147.714	78.256	42.218	40.651	29.446	32.841
T 19	Industrie cuir et chaussure	104,0	38.960	49.313	31.838	128.018	87.857	41.860	39.155	30.080	33.564
T 20	Industrie bois et ameublement	317,3	42.978	46.732	34.674	135.232	70.756	42.085	38.546	30.514	36.321
T 21	Industrie papier et carton	121,1	54.678	61.307	39.820	154.843	85.419	49.701	51.651	35.083	47.033
T 22	Imprimerie, presse, édition	190,7	65.517	74.377	48.759	158.223	82.968	48.697	58.502	39.370	53.467
T 23	Industrie du caoutchouc	217,8	50.198	55.647	37.275	153.191	75.242	48.582	45.161	32.927	41.670
T 24	Industrie bâtiment, génie civil	1.433,4	43.825	43.909	42.180	129.090	69.103	41.208	38.621	28.232	38.560
T 25	Commerce de gros alimentaire	238,7	50.827	55.861	37.430	131.720	69.373	42.216	41.964	29.602	39.844
T 26	Commerce de gros non alimentaire	622,7	61.356	68.719	44.777	144.407	74.911	44.630	43.893	33.997	42.625
T 27	Commerce de détail alimentaire	383,1	41.209	48.842	33.539	115.101	69.317	36.390	38.568	30.357	37.222
T 28	Commerce de détail non alimentaire	540,2	45.688	57.367	37.078	110.974	61.979	36.289	39.529	30.200	36.448
T 29	Réparation et commerce automobile	312,1	45.350	46.112	40.713	130.970	70.033	43.953	36.900	32.171	36.822
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	336,5	39.872	44.583	33.365	103.540	54.574	36.715	38.054	28.309	35.622
T 31	Transport	747,1	59.359	60.939	49.601	141.561	76.087	49.804	50.745	38.978	50.419
T 32	Télécommunications et postes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
T 33	Services marchands-entreprises	767,4	62.572	75.334	45.825	146.385	71.358	42.716	39.847	31.615	38.364
T 34	Services marchands-particuliers	1.206,7	47.554	55.284	44.223	97.889	58.289	41.126	42.342	33.362	38.079
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	65,3	48.570	55.716	38.464	130.815	69.544	41.340	42.419	29.021	39.801
T 36	Assurances	122,9	65.477	80.654	52.499	148.910	79.371	49.797	57.929	50.902	54.790
T 37	Organismes financiers	379,8	74.156	87.433	59.487	151.350	82.466	54.699	63.030	35.282	51.690
T 38	Services non marchands	440,7	52.818	66.243	45.936	110.562	61.228	44.557	49.192	38.636	43.896
	Ensemble des activités	**12.705,1**	**52.724**	**58.258**	**42.100**	**136.279**	**70.279**	**44.163**	**44.661**	**33.161**	**42.367**
	Année 1979	*12.869,3*	*46.312*	*51.189*	*36.841*	*123.537*	*63.136*	*38.802*	*39.183*	*28.986*	*37.153*
	Année 1978	*12.574,7*	*42.647*	*47.383*	*33.464*	*114.548*	*58.269*	*35.811*	*36.425*	*26.472*	*34.401*
	Année 1977	*12.758,1*	*37.659*	*41.851*	*29.290*	*106.746*	*52.684*	*32.062*	*32.240*	*23.103*	*30.375*
	Année 1976	*12.423,9*	*34.141*	*38.037*	*26.295*	*99.321*	*48.444*	*29.084*	*29.277*	*20.683*	*27.527*
	Année 1975	*12.490,7*	*29.482*	*32.860*	*22.463*	*88.900*	*43.380*	*25.067*	*25.252*	*17.809*	*23.739*
	Année 1974	*12.367,4*	*25.742*	*28.782*	*19.322*	*82.185*	*39.481*	*21.877*	*22.261*	*15.456*	*20.872*
	Année 1973	*11.901,6*	*21.951*	*24.571*	*16.314*	*71.241*	*34.176*	*19.010*	*19.001*	*13.167*	*17.815*
	Année 1972	*11.614,3*	*19.580*	*21.841*	*14.548*	*65.771*	*31.237*	*16.757*	*16.837*	*11.628*	*15.811*
	Année 1971	*11.232,9*	*17.788*	*19.809*	*13.133*	*60.163*	*28.730*	*15.352*	*15.118*	*10.312*	*14.177*
	Année 1970	*10.783,9*	*16.046*	*17.782*	*11.853*	*54.559*	*26.657*	*13.880*	*13.694*	*9.261*	*12.855*

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.

TABLEAU C.03-3

Salaire minimum de croissance [SMIC] (1)

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Métropole (moyennes annuelles du salaire horaire) :											
SMIC	6,10	7,27	8,34	9,40	10,61	11,94	13,80	16,30	19,17	21,50	23,53
Minimum garanti	4,55	5,13	5,63	6,18	6,75	7,43	8,44	9,53	10,78	11,78	12,76
Départements d'outre-mer (au 1er janvier, secteur de l'industrie) :											
Antilles, Guyane	4,43	5,52	6,44	7,30	8,21	9,24	10,56	12,09	14,83	16,91	18,99
Réunion	3,62	4,52	5,36	6,18	7,09	8,14	9,49	11,08	13,84	15,78	17,72

(1) Depuis février 1982, deux montants mensuels du SMIC correspondent à un même SMIC horaire : l'un calculé sur la base de 40 heures par semaine, concerne les seuls ouvriers déjà présents dans leur entreprise le 1er février 1982, et qui ont droit de ce fait à une compensation totale de la réduction de la durée légale du travail; l'autre est calculé sur la base de 39 heures par semaine pour les ouvriers embauchés après le 1er février 1982. La réunification a été réalisée à compter de mai 1985 sur la base de 169 heures.

TABLEAU C.03-4

Indices des rémunérations des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 en octobre 1972

	1981			1982			1983			1984		
	Janv.	Avril	Oct.	Janv.	Avril	Oct.	Janv.	Avril	Oct.	Janv.	Avril	Oct.
Gains horaires des ouvriers (1)	316,7	326,0	349,7	367,8	385,4	394,6	417,0	427,9	445,4	452,8	464,6	473,4
Gains mensuels :												
Cadres	256,1	260,8	274,0	288,8	295,3	296,6	317,2	319,9	329,2	341,8	344,9	352,4
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	266,4	271,6	291,8	299,9	307,5	312,1	326,2	333,7	345,6	353,5	356,9	367,0
Employés	285,7	293,1	316,5	329,2	338,0	345,9	361,9	369,9	385,8	395,6	400,6	412,1
Ouvriers (2)	286,3	294,8	315,5	329,6	337,9	345,1	362,8	372,4	386,6	392,0	402,2	409,9
Ensemble des salariés	**277,6**	**284,6**	**304,3**	**317,3**	**325,4**	**331,2**	**348,6**	**356,1**	**369,4**	**377,6**	**384,2**	**393,1**

(1) Une série des gains horaires des ouvriers corrigée de la variation du nombre des jours ouvrés est en cours d'élaboration. — (2) Le gain mensuel des ouvriers est obtenu à partir du gain horaire des ouvriers en tenant compte de la durée du travail.

TABLEAU C.03-5

Gains selon l'activité des établissements en janvier 1984 (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

Activité économique	Gains horaires des ouvriers (2)	Gains mensuels			
		Employés	Agents de maîtrise, techniciens et dessinateurs	Cadres	Salariés non ouvriers
Industries de transformation (n. c. le bâtiment)	34,10	6.375	8.898	15.983	9.389
dont : Industries transformatrices des métaux	35,59	6.731	8.975	15.929	9.625
Bâtiment et génie civil	33,59	*r* 6.093	*r* 8.083	*r* 14.504	*r* 9.096
Ensemble de l'industrie (y. c. industries extractives, bâtiment et génie civil)	33,99	*r* 6.361	*r* 8.822	*r* 15.830	*r* 9.413
Transports (n. c. SNCF et RATP)	35,66	6.120	9.107	14.996	8.595
Commerces	31,92	5.379	8.077	14.874	7.118
Services	32,88	6.289	8.192	15.073	8.008
Ensemble (3)	**33,85**	**6.024**	**8.612**	**15.294**	**8.370**

(1) Par suite de modifications mineures de la chaîne de traitement, les valeurs en francs publiées ici ne sont pas exactement comparables à celles publiées antérieurement. — (2) Gains non corrigés de la variation du nombre des jours ouvrés. — (3) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-6

Indices des taux de salaire horaire par activité économique (France entière)

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — Base 100 au 1er janvier 1973

Activité économique (2)	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (3)	1984
Production et première transformation des métaux	170,8	190,2	213,7	238,0	273,4	309,6	359,1	397,2	425,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	173,1	194,6	218,6	248,6	287,1	330,0	379,8	418,4	449,5
dont : *Industrie du verre*	*166,2*	*185,8*	*209,1*	●	*270,2*	*306,8*	*349,1*	*382,6*	410,2
Industrie chimique	165,0	184,3	●	●	275,8	312,9	361,3	400,7	427,7
dont : *Fabrication de produits pharmaceutiques*	*163,5*	*185,6*	●	●	*279,8*	*323,6*	*371,0*	*410,7*	439,1
Fabrication d'ouvrages en métaux	171,2	184,4	220,3	248,6	284,8	326,6	377,8	420,0	453,1
Construction de machines et de matériel mécanique	170,5	194,1	219,5	249,8	286,5	327,8	376,0	416,5	446,3
Construction électrique et électronique	170,0	192,4	219,6	250,3	288,9	327,2	377,2	420,0	452,7
Construction d'automobiles et de pièces détachées	169,5	188,2	212,5	239,9	274,0	310,2	361,6	406,0	427,1
Construction d'autre matériel de transport	171,9	195,7	229,6	249,7	277,5	315,7	366,0	418,8	452,3
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	168,7	195,1	222,1	253,9	289,5	331,8	382,0	426,8	457,9
Industries des produits alimentaires, des boissons et du tabac	179,2	201,4	227,8	259,3	300,3	347,3	399,9	445,0	478,9
Industrie textile	173,4	194,2	217,4	243,0	277,4	316,9	363,4	405,8	439,7
Industrie du cuir	170,7	191,9	217,6	245,2	282,0	327,1	381,0	425,0	462,3
Industrie des chaussures et de l'habillement	173,6	194,8	220,0	247,1	285,5	329,7	381,5	428,9	462,1
dont : *Industrie des chaussures*	*171,8*	*194,5*	*220,9*	*248,9*	*290,8*	*332,9*	*382,3*	*422,6*	*458,2*
Industrie de l'habillement (sauf fourrures et peaux)	*173,8*	*194,3*	*219,4*	*246,3*	*283,6*	*328,5*	*380,8*	*430,3*	*462,7*
Industrie du bois et du meuble en bois	175,1	197,9	223,9	254,1	292,4	338,5	392,2	436,8	472,1
dont : *Industrie du bois*	—	*199,2*	*224,5*	*253,1*	*291,5*	*336,9*	*391,1*	*434,8*	*471,1*
Industrie du meuble en bois	—	*195,8*	*222,9*	*253,1*	*292,7*	*338,9*	*391,4*	*436,2*	*469,2*
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier	176,3	197,7	220,3	249,1	286,8	328,3	380,6	422,5	454,0
Imprimerie et édition	165,3	187,0	211,2	237,5	278,3	317,0	356,8	392,3	423,4
Industrie du caoutchouc	171,1	190,9	212,9	238,4	275,2	312,6	356,5	393,9	425,3
Transformation des matières plastiques	175,2	198,6	226,3	257,5	298,6	348,2	398,5	446,2	481,0
Autres industries manufacturières	170,6	192,4	219,4	250,9	290,5	335,9	385,2	428,4	468,7
Bâtiment et génie civil	175,1	197,4	218,8	245,4	286,5	333,1	406,1	428,0	459,6
dont : *Bâtiment*	*175,4*	*198,1*	*219,8*	*247,5*	*289,4*	*336,7*	*387,6*	*431,2*	*463,0*
Génie civil	*178,2*	*200,7*	*221,9*	*247,8*	*289,0*	*337,6*	*392,4*	*436,9*	*469,3*
Installation	*171,7*	*192,4*	*213,5*	*239,1*	*278,5*	*321,8*	*371,3*	*414,8*	*445,8*
Aménagement et parachèvement	*172,9*	*195,2*	*216,4*	*242,2*	*303,3*	*326,2*	*376,5*	*419,1*	*449,1*
Commerce de gros	173,9	197,0	222,1	250,1	287,5	330,4	381,4	425,1	460,2
Commerce de détail	171,7	196,0	221,7	250,2	286,3	329,0	378,5	417,6	449,3
Transports terrestres et auxiliaires	171,2	193,6	216,2	244,3	280,6	324,1	378,4	414,8	457,9
Autres transports et activités connexes	181,6	205,0	229,4	257,7	312,8	340,0	396,6	419,1	471,2
Hygiène	180,2	202,4	228,2	259,3	302,1	354,2	411,8	456,5	494,9
Industries de transformation (non compris bâtiment)	171,9	193,6	218,7	247,3	286,5	325,7	375,5	417,4	449,4
dont : *Industries transformatrices des métaux*	*170,5*	*192,8*	*218,6*	*247,6*	*283,9*	*340,0*	*372,9*	*415,8*	446,7
Industries de transformation (y compris bâtiment)	172,6	194,5	218,9	246,9	285,0	327,5	377,6	419,9	451,8
Transports (non compris SNCF et RATP)	173,0	195,5	218,5	246,6	282,9	326,7	381,3	425,7	459,9
Commerces	172,6	196,4	221,7	250,3	287,1	330,6	378,4	423,9	457,6
Ensemble	**172,8**	**194,8**	**219,3**	**247,7**	**285,5**	**328,4**	**379,1**	**421,5**	**453,4**

(1) Moyennes pondérées des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante). — (2) Nomenclature abrégée établie à partir de la nomenclature générale des activités économiques utilisée par la Communauté Economique Européenne. — (3) Le taux horaire est influencé en 1982 et 1983 par des phénomènes de compensation salariale qui ont pu jouer à un niveau très variable d'une branche à l'autre. — N. B. Le raccord avec la série précédente sur base 1er janvier 1956 = 100 et dans une nomenclature d'activités économiques différente est possible pour l'ensemble des activités, le coefficient de raccordement étant 410,1 au 1er janvier 1973. Les années 1973 et 1974 dans l'ancienne nomenclature ont été publiées dans l'édition 1976 de l'annuaire (chapitre « Salaires », tableau 2, p. 593).

TABLEAU C.03-7

Indices des taux de salaire horaire, par sexe et catégorie professionnelle. Moyennes annuelles

[*France entière* (1)]

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Base 100 au 1er janvier 1973

Année	Manœuvre		Ouvrier spécialisé		Ouvrier qualifié		Ouvrier hautement qualifié	*Indice général*	**Ensemble hommes + femmes**
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7		
Hommes :									
1975	155,1	152,9	150,6	150,1	148,5	148,9	147,7	*149,8*	**150,5**
1976	177,5	174,5	172,4	172,2	171,2	172,1	171,6	*172,3*	**172,8**
1977	200,7	196,7	194,4	194,3	193,5	193,6	193,6	*194,4*	**194,8**
1978	226,6	222,7	219,5	218,7	217,0	216,6	215,3	*218,4*	**219,3**
1979	256,4	252,0	247,5	246,8	244,1	243,6	242,4	*246,2*	**247,7**
1980	295,8	290,1	285,1	284,6	281,4	281,6	280,9	*284,0*	**285,5**
1981	344,5	333,9	327,3	325,8	322,5	324,1	322,4	*326,3*	**328,4**
1982	401,6	387,8	371,5	375,6	370,8	372,9	369,3	*376,4*	**379,1**
1983	448,3	432,1	421,1	417,3	411,5	413,8	408,8	*418,1*	**421,5**
1984	485,5	466,7	452,5	448,7	441,5	444,2	438,3	449,5	453,4
Coefficient de raccordement à la série 1er janvier 1956 = 100 (2)	406,2	409,4	407,8	///	412,2	///	419,0	///	**410,1**
Femmes :									
1975	157,2	154,4	152,1	150,9	149,6	149,3	146,7	*152,5*	
1976	179,4	175,0	173,8	173,4	171,2	172,1	172,3	*174,3*	
1977	201,8	197,2	195,8	195,5	192,9	192,4	191,0	*196,3*	
1978	227,8	223,8	222,2	221,1	218,2	216,4	214,5	*222,2*	
1979	258,6	254,0	252,0	250,1	246,2	244,4	242,1	*251,7*	
1980	298,7	292,8	290,5	287,9	283,4	280,8	280,4	*290,3*	
1981	348,5	337,3	334,8	331,4	325,9	321,8	318,6	*363,7*	
1982	404,8	391,1	*r* 387,6	381,7	374,0	369,8	361,8	*387,1*	
1983	452,3	436,6	432,9	*r* 426,1	*r* 415,6	413,3	///	*431,9*	
1984	489,9	470,8	466,7	458,7	447,7	444,8	///	*465,8*	
Coefficient de raccordement à la série 1er janvier 1956 = 100 (2)	402,0	414,2	413,1	///	426,9	///	///	///	

(1) Moyennes pondérées des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante). — (2) Le raccord avec la série précédente publiée sur base 1er janvier 1956 = 100 n'est possible que pour certaines qualifications et le coefficient de raccordement est alors rappelé sur cette ligne. [Les années 1973 et 1974 ancienne série ont été publiées dans l'édition 1976 de l'annuaire (chapitre « Salaires », tableau 3, page 593)].

TABLEAU C.03-8

Salaire annuel net moyen des agents de l'Etat (1) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Année 1980

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie 1980

Unité : Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles détaillées	Effectifs (nombre)	Ensemble			Titulaires			Non-titulaires		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	329.000	98,8	105,4	86,4	99,4	106,2	87,1	91,7	97,6	77,8
dont : Cadres	118.000	104,1	109,5	82,9	104,6	109,9	82,9	100,1	106,0	82,6
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	211.000	95,8	102,1	87,4	96,6	103,3	88,1	84,8	89,8	74,1
Professions intermédiaires	821.000	61,9	65,0	59,4	63,5	66,9	60,9	50,6	53,2	48,0
dont : Instituteurs, professeurs de collège et assimilés	553.000	60,9	63,8	59,1	63,1	67,2	60,8	47,7	48,9	46,5
Instituteurs	339.000	58,5	60,8	57,5	58,6	60,5	57,8	55,1	69,9	49,2
Professeurs de collèges et assimilés	183.000	68,6	71,1	66,1	73,6	76,2	70,9	51,5	52,6	50,5
Professions intermédiaires de la santé et du travail social, clergé (2)	13.000	60,5	62,3	59,5	61,0	63,0	60,0	53,1	52,7	53,4
Professions intermédiaires administratives, police	176.000	63,7	67,0	60,7	64,1	67,6	61,2	56,1	59,3	52,8
Professions intermédiaires techniques	51.000	68,4	69,1	62,6	68,2	68,8	60,7	70,2	72,0	65,8
Contremaîtres et agents de maîtrise	2.750	59,8	60,5	51,1	59,1	59,6	51,5	64,2	65,7	49,7
Employés et ouvriers	757.000	48,2	51,5	43,9	49,2	52,2	45,1	40,8	45,5	36,9
dont : Employés et agents de service	545.000	45,8	48,2	44,1	47,0	49,2	45,3	37,5	39,0	36,6
Employés	449.000	47,4	49,5	45,8	48,7	50,6	47,3	37,6	38,9	37,0
Agents de service	95.000	38,0	40,2	36,8	38,4	40,8	37,2	35,5	37,0	34,3
Personnels de police et de prison	94.000	64,6	64,7	53,9	64,6	64,7	54,1	45,8	46,0	44,7
Ouvriers	118.00	46,0	47,0	40,4	44,9	45,5	40,9	50,9	54,4	39,2
Toutes catégories	**1.907.000**	**62,8**	**68,0**	**57,1**	**64,3**	**69,2**	**58,7**	**51,6**	**58,0**	**45,1**

(1) Agents à temps complet des services civils en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger. — (2) Les membres du clergé des départements concordataires d'Alsace-Lorraine, qui ont un statut de fonctionnaires, sont classés ici.

TABLEAU C.03-9

Éventail des rémunérations mensuelles nettes des fonctionnaires (1)

Moyennes annuelles *(hors échelle-lettres)*

Source : INSEE — *Unité :* Franc

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Minimum mensuel de rémunération :												
— à Paris	934,79	1.050,36	1.212,87	1.553,96	1.818,29	1.988,32	2.202,8	2.456,8	2.818,3	3.230,5	3.532,2	3.850,3
— avec indemnité de résidence la plus basse (2)	860,65	872,38	1.138,65	1.471,93	1.719,97	1.884,80	2.090,7	2.335,8	2.684,3	3.077,2	3.366,4	3.688,0
Rémunération mensuelle nette à Paris pour l'indice hiérarchique maximum	4.759,20	5.162,42	5.857,56	6.614,98	7.205,74	7.879,66	8.752,7	9.437,4	11.486,0	12.007,2	13.252,7	14.164,7

(1) La rémunération mensuelle nette comprend le traitement, l'indemnité de résidence et la prime de transport sans supplément familial de traitement — en sont déduites les retenues pour pension et Sécurité sociale. Ne sont pas comprises les primes exceptionnelles et les primes de rendement, ainsi que les indemnités de fonction. — (2) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (ex « 1 % »).

TABLEAU C.03-10

Indice d'évolution des traitements bruts de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Base 100 :* Décembre 1969

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Indice d'ensemble	158,4	186,2	208,8	230,7	255,4	282,1	320,5	362,3	403,7	440,7	476,0
Indices par catégorie :											
Catégorie A	151,1	176,7	197,5	218,9	243,6	267,7	303,0	342,0	381,4	413,4	447,5
Catégorie B	155,6	181,8	204,9	226,5	249,9	275,6	312,4	353,0	393,3	429,8	466,0
Catégorie C	166,4	194,0	218,5	238,4	263,7	292,7	333,8	377,4	420,1	460,3	493,7
Catégorie D	162,7	210,2	238,7	263,5	292,0	325,1	372,7	422,9	473,9	521,3	565,4
Catégories C + D	165,8	196,8	220,3	242,7	268,5	298,2	340,4	385,1	429,1	470,5	505,6

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C.03-11

Indice d'évolution des traitements nets de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Base 100 :* Décembre 1969

	1974	1975	1976	1977	r 1978	1979	1980	1981	r 1982	r 1983	1984	Coefficient de raccordement à la série base 100 = moyenne 1962
Indice d'ensemble	r 157,9	185,5	r 206,5	r 227,2	251,5	275,8	311,2	r 354,2	390,5	422,9	451,7	164,8
Indices par catégorie :												
Catégorie A	150,6	176,0	195,3	215,5	239,7	261,0	r 293,3	r 333,4	367,8	394,9	422,6	160,7
Catégorie B	r 155,1	181,2	r 202,6	r 223,0	245,9	269,3	303,2	r 345,0	380,3	411,6	441,4	163,8
Catégorie C	166,0	193,4	214,3	235,0	259,8	286,7	324,8	369,8	407,2	443,2	470,2	167,1
Catégorie D	162,3	209,8	236,4	260,0	287,9	318,8	363,2	415,1	460,1	505,4	542,1	170,9
Catégories C + D	165,4	196,2	218,1	239,2	264,6	292,1	331,3	377,5	416,1	453,6	482,1	167,9

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C.03-12

Ressources des ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage en 1979

Source : INSEE

Unité : Million de francs (sauf indication contraire)

	Agriculteurs	Salariés agricoles	Indépendants non agricoles (1)	Cadres supérieurs	Cadres moyens (2)	Employés	Ouvriers	Inactifs (3)	Toutes catégories
Revenus du travail salarié	7.588	6.743	54.528	132.324	208.528	124.926	254.821	50.711	840.169
Revenus de la production hors entreprise individuelle	3.998	344	18.007	9.688	7.776	4.978	7.619	46.507	98.917
Revenus des entreprises individuelles agricoles	63.616	285	5.340	179	203	458	1.357	6.444	77.882
Revenus des entreprises individuelles non agricoles	3.909	216	175.653	7.475	8.309	3.665	7.763	15.237	222.227
Revenus de la propriété	5.470	277	41.939	14.159	7.715	5.090	7.070	34.169	115.889
Total des revenus primaires	*84.581*	*7.865*	*295.467*	*163.825*	*232.531*	*139.117*	*278.630*	*153.068*	*1.355.084*
Prestations sociales	17.334	3.718	22.794	16.849	42.696	37.023	110.064	281.662	532.140
Santé	7.821	1.678	10.087	7.904	20.360	15.999	51.040	66.315	181.204
Vieillesse	4.242	378	6.211	3.962	5.768	6.105	7.919	197.326	231.911
Maternité, famille	4.898	1.427	5.452	3.582	10.668	9.237	36.054	8.313	79.630
Emploi	298	220	912	1.313	5.678	5.500	14.634	9.178	37.733
Divers et ajustements	75	15	132	88	222	182	417	530	1.662
Assurance dommages	— 670	12	— 983	107	236	150	382	198	— 568
Autres transferts reçus	1.042	210	1.844	2.555	6.442	2.538	5.817	7.385	27.832
Total des revenus de transfert	*17.706*	*3.940*	*23.655*	*19.511*	*49.374*	*39.711*	*116.263*	*289.245*	*559.404*
Revenu brut avant impôt	102.287	11.805	319.122	183.336	281.905	178.827	394.893	442.313	1.914.488
Impôts sur le revenu	— 2.863	— 213	—28.876	— 16.965	— 16.062	— 7.613	— 10.789	— 17.580	— 100.960
Autres impôts directs	— 4.511	— 169	— 7.163	— 4.305	— 4.513	— 3.107	— 5.758	— 8.798	— 38.325
Total des impôts directs	— 7.374	— 382	— 36.039	— 21.270	— 20.575	— 10.720	— 16.547	— 26.378	— 139.285
Revenu disponible brut	**94.913**	**11.423**	**283.083**	**162.066**	**261.330**	**168.107**	**378.346**	**415.935**	**1.775.203**
Revenu disponible net (4)	**78.375**	**11.184**	**260.327**	**157.595**	**256.604**	**165.390**	**373.092**	**402.225**	**1.704.792**
Nombre de ménages (milliers)	859	173	1.520	1.007	2.539	2.091	4.792	6.084	19.061
Revenu disponible brut par ménage (francs)	110.460	66.100	186.290	160.900	102.910	80.400	78.960	68.370	93.120
Nombre de personnes par ménage	3,68	3,35	3,17	3,12	3,02	2,66	3,38	1,86	2,75
Revenu disponible brut par personne (en francs)	30.000	19.750	58.740	51.570	34.040	30.190	23.330	36.820	33.840

(1) Y compris professions libérales et présidents-directeurs généraux salariés. — (2) Y compris contremaîtres. — (3) Les chômeurs ayant déjà travaillé sont classés dans la catégorie de leur dernier emploi. — (4) Net de la consommation de capital fixe des entreprises individuelles et du logement.

TABLEAU C.03-13

Structure des ressources des ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage en 1979

Source : INSEE

En % du revenu disponible

	Agriculteurs	Salariés agricoles	Indépendants non agricoles (1)	Cadres supérieurs	Cadres moyens (2)	Employés	Ouvriers	Inactifs (3)	Toutes catégories
Revenus primaires	89,1	68,9	104,4	101,1	89,0	82,8	73,7	36,8	76,3
Revenus du travail salarié	8,0	59,0	19,3	81,7	79,8	74,3	67,4	12,2	47,3
Revenus d'entreprise individuelle	71,1	4,4	63,9	4,7	3,3	2,5	2,4	5,2	16,9
Revenus de la propriété et de la production hors entreprise individuelle	10,0	5,5	21,2	14,7	5,9	6,0	3,9	19,4	12,1
Revenus de transfert	18,7	34,5	8,3	12,0	18,9	23,6	30,7	69,5	31,5
Prestations sociales	18,3	32,6	8,0	10,4	16,3	22,0	29,1	67,7	30,0
dont :									
Santé	8,2	14,7	3,6	4,9	7,8	9,5	13,5	15,9	10,2
Maternité, famille	5,2	12,5	1,9	2,2	4,1	5,5	9,5	2,0	4,5
Vieillesse, survie	4,5	3,3	2,2	2,4	2,2	3,6	2,1	47,4	13,1
Autres	0,4	1,9	0,3	1,6	2,6	1,6	1,6	1,8	1,5
Revenu brut avant impôt	*107,8*	*103,4*	*112,7*	*113,1*	*107,9*	*106,4*	*104,4*	*106,3*	*107,8*
Impôts directs	— 7,8	— 3,4	— 12,7	—13,1	— 7,9	— 6,4	— 4,4	— 6,3	— 7,8
Revenu disponible brut	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Revenu disponible brut par ménage (en francs)	110.460	66.100	186.290	160.900	102.910	80.400	78.960	68.370	93.120

(1) Y compris professions libérales et présidents-directeurs généraux de sociétés salariés. — (2) Y compris contremaîtres. — (3) Les chômeurs ayant déjà travaillé sont classés dans la catégorie de leur dernier emploi.

TABLEAU C.03-14

Évolution du revenu primaire et du revenu disponible brut par ménage entre 1970 et 1979

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage	Revenu primaire par ménage			Revenu disponible brut par ménage			
						Évolution 1970-1979 (% par an)	
	1970 (francs)	1979 (francs)	Évolution 1970-1979 (% par an)	1970 (francs)	1979 (francs)	aux prix courants	aux prix de 1970
Agriculteurs exploitants	40.310	98.430	+10,4	43.230	110.460	+11,0	+1,6
Salariés agricoles	15.817	45.520	+12,5	21.230	66.100	+13,5	+3,9
Indépendants non agricoles	73.610	194.440	+11,4	70.980	186.290	+11,3	+1,9
Cadres supérieurs	67.510	162.650	+10,3	68.660	160.900	+9,9	+0,6
Cadres moyens	37.370	91.570	+10,5	41.840	102.910	+10,5	+1,2
Employés	26.280	66.530	+10,9	31.490	80.400	+11,0	+1,6
Ouvriers	22.150	58.150	+11,3	28.460	78.960	+12,0	+2,5
Inactifs	9.250	25.160	+11,8	20.770	68.370	+14,2	+4,5
Ensemble	*28.230*	*71.080*	*+10,8*	*34.500*	*93.120*	*+11,7*	*+2,2*

*
**

Salaires.

- Méthodologie :

— « Les salaires : indications rapides et observations approfondies », (*Économie et statistique,* n° 58, juillet-août 1974);
— « L'évolution individuelle des salaires en France. Nouvelle méthode d'étude. Premiers résultats » (*Collections de l'INSEE,* série M, n° 59, 1977);
— « La nouvelle chaîne d'exploitation des DAS » (*Courrier des statistiques,* n° 24, octobre 1982).

- Séries rétrospectives :

— « Les salaires en longue période » (*Économie et statistique,* n° 103, septembre 1978);
— « La dispersion et les disparités de salaires en France au cours des vingt dernières années » (*Économie et statistique,* n° 80, juillet-août 1976);
— « Les salaires de 1950 à 1975 » (*Économie et statistique,* n° 113, juillet-août 1979);
— « L'évolution du pouvoir d'achat des salaires depuis trente ans » (*Travail et emploi,* n° 9, juillet-septembre 1981);
— « Indices des traitements bruts et nets de la fonction publique de 1970 à 1984 » (*Bulletin mensuel de statistique,* Statistiques rétrospectives, n° 2, février 1985).

- Salaires annuels (enquêtes) :

— « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1974 : exploitation des déclarations annuelles de salaires (DAS-2460) (*Collections de l'INSEE,* série M, n° 76, 1979):
— « ...en 1975 », série M, n° 82, 1980;
— « ...années 1976 à 1979 » (*Archives et Documents,* n° 107, 1984);
— « ...en 1980 » (*Collections de l'INSEE,* série M, n° 113, 1985).

- Salaires annuels (actualisation) :

— « Les salaires en 1982 » (*Économie et statistique,* n° 154, avril 1983);
— « ...en 1983 », n° 163, février 1984;
— « ...en 1984 », n° 178, juin 1985.

- Études sur les salaires :

Les Collections de l'INSEE :
— « Salaires par groupe de métiers et conventions collectives », série M, n° 58, 1977;
— « Structure des salaires dans l'industrie et les services en 1978 », série M, n° 90-91, 1981;
— « L'évolution individuelle des salaires 1970-1975 », série M, n° 102-103, 1983.

Archives et Documents :
— « Les bas salaires 1970-1975 », n° 25, 1981.

Économie et statistique (*) :
— « Les écarts de salaires entre hommes et femmes », n° 59, septembre 1974;
— « Les bas salaires en juillet 1974 », n° 62, décembre 1974;
— « SMIC et masse salariale », n° 100, mai 1978;
— « Où chercher les disparités de salaire ? », n° 130, février 1981;
— « Vieillissement et salaire : une optique individuelle », n° 139, décembre 1981;
— « Du salaire au niveau de vie », n° 139, décembre 1981;
— « La hiérarchie des salaires : hypothèse de modification », n° 150, décembre 1982;
— « Évolution des salaires : normes collectives et facteurs individuels », n° 150, décembre 1982;
— « Travail en équipes, travail à la chaîne », n° 73, décembre 1975;
— « Primes occasionnelles et gains annuels dans les commerces, les banques et les assurances », n° 85, janvier 1977;
— « Revenu offert, prétentions salariales et activité des femmes mariées », n° 167, juin 1984;
— « Absentéisme : le poids des facteurs collectifs », n° 164, mars 1984;
— « Conditions d'emploi et salaires de la main-d'œuvre étrangère », n° 162, janvier 1984.
— « La boucle prix-salaires et l'inflation depuis 1970 », n° 169, septembre 1984.

Statistiques du travail (supplément au bulletin mensuel) :
— « Les primes en 1977 », n° 98, 1982.

Travail et emploi :
— « La pratique de la négociation collective. Négociations de branches et négociations d'entreprises de 1972 à1981 », n° 20, juin 1984.

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi :
— « Résultats de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises », n° 6, août 1984.

Courrier des statistiques :
— « L'enquête sur les conventions collectives », n° 24, octobre 1982.

- Comparaisons internationales :

— « Le point sur la dispersion des salaires dans les pays du Marché commun » (*Économie et statistique,* n° 93, octobre 1977);
— « Structure des salaires 1978-1979. Principaux résultats » (*Eurostat,* volume 2, France, 1983).

- Agriculture :

Collections de statistique agricole, série « Études » *:*
— « Les salaires et la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture en octobre 1978 », n° 190, juillet 1980;
« ...en octobre 1979 », n° 196, avril 1981;
« ...en octobre 1982 », n° 228, mai 1984.

- Fonction publique :

Les Collections de l'INSEE :
— « Les salaires des agents de l'État en 1976 », série M, n° 93, 1981;
— « ...en 1978 », série M, n° 98, 1982;
— « ...en 1980 », série M, n° 110, 1985.

Économie et statistique :
— « Comment mesure-t-on les rémunérations dans la fonction publique ? », n° 45, mai 1973;
— « L'indice des traitements de la fonction publique : méthode de calcul », n° 85, janvier 1977;
— « Bilan rapide des réformes catégorielles dans la fonction publique », n° 99, avril 1978;
— « Les salaires des agents de l'État », n° 167, juin 1984;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1984 », n° 178, juin 1985.

Coûts de la main-d'œuvre et coûts salariaux.

— « Un indice pour mesurer le coût de la main-d'œuvre » (*Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris,* n° 10, octobre 1982).

Les Collections de l'INSEE :
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1978 : dans l'industrie, le commerce, les banques et les assurances », série M, n° 96, 1982;
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1981 », série M, n° 105, 1983;

Économie et statistique :
— « Le coût de la main-d'œuvre dans les commerces, les banques et les assurances en 1974 », n° 83, novembre 1976;
— « Le coût d'un salarié de l'industrie en 1975 », n° 95, décembre 1977;
— « Les coûts salariaux », n° 133, mai 1981;
— « Trente pour cent de charges sociales dans les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.

- Comparaison internationale des coûts :

— « Conditions d'emploi et coût de la main-d'œuvre dans les économies européennes » (*Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982);

— « La France en position médiane pour les coûts salariaux » (*Économie et statistique,* n° 156, juin 1983);

— « Coûts de la main-d'œuvre en 1978 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat* (Office statistique des Communautés européennes), 1983;

— « Coûts de la main-d'œuvre en 1981 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat,* 1984.

Revenus.

- Enquêtes sur les revenus fiscaux :

— « Les revenus des ménages en 1970 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 40, 1974);

— « Les revenus fiscaux des agriculteurs en 1975 » (*Archives et Documents,* n° 3, 1980);

— « Les revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle en 1975 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 87, 1981);

— « Les revenus fiscaux des ménages en 1979 » (*Économie et statistique,* n° 166, mai 1984);

— « Une évaluation récente des revenus fiscaux des ménages » (*Économie et statistique,* n° 177, mai 1985).

- Études sur les revenus :

— « Les revenus fiscaux des foyers suivis de 1962 à 1968 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 53, 1976);

— « Remarques sur une étude de l'OCDE sur la répartition des revenus dans divers pays » (*Économie et statistique,* n° 84, décembre 1976);

— « Les ressources des familles de salariés de 1970 à 1976 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 67, octobre 1978);

— « Les revenus de la propriété » (*Économie et statistique,* n° 114, septembre 1979);

— « Héritages et donations immobilières » (*Économie et statistique,* n° 114, septembre 1979);

— « Le revenu des non-salariés : professions artisanales, commerciales et libérales » (*Documents du CERC,* n° 53, 1er trimestre 1980);

— « L'effet de l'impôt et des prestations familiales sur le revenu » (*Économie et statistique,* n° 139, décembre 1981);

— « Les revenus des Français : troisième rapport de synthèse » *[Documents du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC)],* n° 58, 2e trimestre 1981);

— « Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1981-1984 » (*Documents du CERC,* n° 76, 1985);

— « L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales » (*Économie et statistique,* n° 177, mai 1985);

— « Les revenus des ménages par catégorie sociale en 1979 » (*Économie et statistique,* n° 177, mai 1985).

(*) Articles cités par ordre chronologique de parution.

Chapitre C.04

Prestations sociales

1. Le compte de la protection sociale
2. Les différents régimes de couverture sociale en France
3. Organisation des régimes d'affiliation
4. Les différentes prestations
5. La mutualité

1. Le compte de la protection sociale

Le compte de la protection sociale - compte satellite du système de comptabilité nationale - constitue un cadre d'analyse détaillée des prestations sociales, de leur gestion et de leur financement. Articulé avec les comptes nationaux, ce compte est en outre entièrement compatible avec le « Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale », qui fournit des données comparables pour tous les pays de la Communauté européenne.

La protection sociale recouvre tous les mécanismes de prévoyance collective permettant aux personnes de faire face à certains « risques » : maladie, invalidité, accidents du travail, maternité et famille, réadaptation professionnelle et chômage, vieillesse. En sont exclus les aides directes entre personnes ainsi que les contrats d'assurance privés. L'éducation n'a pas été retenue parce qu'elle ne résulte pas directement d'un « risque ».

Sont pris en compte ici les transferts monétaires ainsi que la fourniture de biens ou de services et non pas l'ensemble des coûts occasionnés par la survenance d'un risque. Par exemple, les prestations de maladie retracent les remboursements de frais médicaux mais laissent de côté la part de dépenses restant à la charge du malade.

La protection sociale ne se limite pas à la Sécurité sociale, qui en constitue cependant une part importante (75 % des prestations versées). Elle s'exerce également par les mutuelles (1 % des prestations), les prestations directes d'employeurs, par exemple les retraites et prestations familiales des fonctionnaires (11 %), les systèmes d'aide des administrations centrales (8 %) et l'aide sociale des collectivités locales (5 %).

Le tableau d'ensemble de la protection sociale et de son financement décrit en emplois les transferts sociaux dont bénéficie la population et le coût de fonctionnement du système. On distingue les prestations sociales, versements de prestations ou remboursement de dépenses effectuées, les prestations de services sociaux représentées par les services sociaux gratuits offerts de façon non individualisée et les prestations fiscales qui retracent certains avantages fiscaux (1).

La contrepartie des dépenses consiste en cotisations sociales et en contributions diverses provenant pour l'essentiel du budget de l'État et des collectivités territoriales.

Les prestations sociales sont analysées selon le risque couvert. Au titre du risque maladie figurent essentiellement les indemnités journalières (et les compléments versés par l'employeur) et le remboursement par la Sécurité sociale ou l'aide sociale des dépenses de soins de santé quel qu'en soit le bénéficiaire dès lors qu'il ne s'agit pas d'un accident du travail.

Les prestations « invalidité-infirmité » comprennent les pensions d'invalidité (hors accidents du travail), les allocations aux handicapés et le remboursement des frais de séjour dans les établissements spécialisés et les établissements médico-sociaux. Les soins de santé remboursés à des invalides, même s'ils ont un caractère spécifique, sont classés en « maladie ».

1. Actuellement ce poste ne comprend que l'avantage constitué par le système du quotient familial.

Toutes les prestations relatives aux accidents du travail sont regroupées parce qu'elles découlent d'un système d'assurances particulier. On trouve sous cet intitulé à la fois des indemnités journalières, des rentes et des remboursements de soins de santé.

De la même façon, sous le risque « maternité » sont regroupées toutes les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement, indemnités journalières, allocations prénatales et postnatales (devenues à compter de janvier 1985 « allocation au jeune enfant »), remboursements du forfait accouchement. Les dépenses de soins de santé supplémentaires en cas de grossesse pathologique sont classées en maladie.

Les prestations sociales à la famille recouvrent la plupart des prestations des caisses d'allocations familiales (mais les allocations aux adultes handicapés, les allocations de maternité et les allocations d'orphelin sont reclassées avec les risques auxquels elles correspondent). Aux prestations légales s'ajoutent toutes les mesures d'aide sociale en faveur des familles ainsi que les suppléments de salaire pour enfants et les avantages fiscaux liés à la famille.

Les prestations associées au risque « emploi » comprennent, outre les allocations de chômage, les préretraites, les rémunérations des demandeurs d'emploi en stage de formation et les indemnités de licenciement.

Les risques « vieillesse » n'appellent pas de remarque particulière sinon que les dépenses de maladie des personnes âgées sont classées au risque maladie mais que les pensions d'invalidité converties en pension de vieillesse sont classées en risque vieillesse. En « survie » sont retracés tous les avantages de reversion, dans la mesure où ils sont bien isolés des avantages de droit direct dans les données fournies par les organismes de sécurité sociale.

La « dépense de protection sociale » est le financement collectif des dépenses de santé et d'action sociale. Elle comprend deux types de ressources : les cotisations et les contributions.

Les trois grands secteurs de l'économie que sont les administrations, les entreprises et les ménages participent à ce financement à la fois par des cotisations et des contributions. Les deux premiers secteurs prennent en charge la quasi-totalité des cotisations d'employeurs; les cotisations des personnes protégées sont entièrement à la charge des ménages.

En ce qui concerne les « contributions », le partage des charges est plus complexe et il comporte nécessairement certaines conventions. Les avantages fiscaux liés au quotient familial sont mis à la charge des ménages et donc analysés comme un transfert entre ménages. En revanche, les taxes affectées sont censées être à la charge des entreprises. Les contributions des administrations publiques reprennent tous les financements assurés par le budget de l'État et des collectivités territoriales. On y distingue d'une part les dépenses relatives aux régimes gérés par les administrations elles-mêmes, notamment l'aide sociale et l'indemnisation des victimes de guerre, d'autre part les contributions des finances publiques aux régimes de sécurité sociale, qu'il s'agisse d'une prise en charge de certains avantages ou bien de subventions destinées à combler le déficit de certains régimes.

2. Les différents régimes de couverture sociale en France

L'organisation administrative des régimes de Sécurité sociale en France est complexe et ceci pour des raisons essentiellement historiques. C'est pourquoi il est nécessaire de rappeler les grandes étapes qui ont conduit à la généralisation de la Sécurité sociale avant de décrire, pour les principales prestations, leurs modalités d'octroi, les effectifs concernés et l'évolution sur les dix dernières années des principaux barèmes.

21. La situation en 1945

A la fin de la guerre, le système français de Sécurité sociale était constitué par un ensemble de dispositions disparates :

- Le salarié ordinaire bénéficiait de dispositions concernant :
  - — la responsabilité de l'employeur en cas d'accident du travail (loi du 9 avril 1898);
  - — les assurances sociales pour les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse (loi du 30 avril 1930);
  - — les prestations familiales (loi du 11 mars 1932);
- Certaines catégories particulières de salariés bénéficiaient, pour des raisons historiques, de régimes spéciaux (pour les fonctionnaires, loi du 9 juin 1853) dont la liste avait été dressée par un décret-loi du 28 octobre 1935:
- Les personnes exerçant une activité professionnelle non salariée ne bénéficiaient que d'un droit aux prestations familiales.

L'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale avait prévu l'harmonisation des législations sociales déjà existantes et leur extension à des catégories nouvelles de bénéficiaires. Toutefois l'article 17 de l'ordonnance posait le principe de la survie « provisoire » des régimes spéciaux et celui de l'autonomie définitive du régime agricole (géré par la Mutualité sociale agricole). Mais la généralisation de la Sécurité sociale, définie par la loi du 22 mai 1946, ne s'est pas opérée, les décrets d'application n'ayant jamais été pris (l'obligation faite par la loi de cotiser à l'assurance vieillesse avait alors suscité des protestations de la part de certains groupes de professionnels non salariés).

22. Les principales mesures depuis 1948

L'extension de la Sécurité sociale s'est faite par la juxtaposition de mesures très ponctuelles.

Elles peuvent être classées en deux catégories :

- Amélioration de prestations existantes :

Prestations maladie :
  - — dispositions relatives à la longue maladie (20 mai 1955);

Prestations familiales :
  - — création de l'allocation de logement (1er septembre 1948);

Prestations vieillesse :
  - — création du Fonds national de solidarité (30 juin 1956) alimenté par des ressources fiscales et destiné à servir une allocation supplémentaire aux personnes âgées n'ayant que de faibles ressources;

— création de régimes de retraite dits « complémentaires » par des conventions collectives : régime de retraites des cadres, institué par une convention collective en date du 14 mars 1947, et accord du 8 décembre 1961 qui accorde le bénéfice des retraites complémentaires aux salariés non cadres;

● Extension des prestations à des catégories qui n'en bénéficiaient pas encore :

— extension de certaines prestations du régime général aux étudiants (23 septembre 1948), aux militaires de carrière (17 avril 1949), aux écrivains non salariés (21 juillet 1949), aux invalides, veuves et orphelins de guerre (29 avril 1954);
— extension aux agriculteurs exploitants de l'assurance vieillesse (loi du 10 juillet 1952 modifiée par la loi du 5 janvier 1955), de l'assurance maladie (21 janvier 1961 et de l'assurance contre les accidents du travail et maladies professionnelles (22 décembre 1966);
— extension aux non-salariés non agricoles (c'est-à-dire patrons et travailleurs indépendants des professions industrielles et commerciales, des professions artisanales et des professions libérales) de l'assurance vieillesse (17 janvier 1948) et de l'assurance maladie (loi du 12 juillet 1966);
— extension aux ministres des cultes et aux membres des congrégations et collectivités religieuses (loi n° 78-4 du 2 janvier 1978);
— reconnaissance à la personne qui vit maritalement avec un assuré social de la qualité d'ayant droit de l'assuré pour le droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité (art. 13 de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978).

On a assisté parallèlement à la multiplication et au développement des régimes de protection d'origine conventionnelle. La création et l'extension de ces régimes ont fait l'objet de divers textes réglementaires, notamment les ordonnances du 7 janvier et du 4 février 1959 qui prévoient la possibilité d'un agrément des accords, comme pour l'extension des conventions collectives. Cet agrément rend *obligatoires* les dispositions de l'accord pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application de cet accord, même s'ils n'ont pas été représentés à la conclusion de cette convention.

23. L'orientation récente

Une autre étape a consisté dans l'extension des régimes existants à des catégories *non encore couvertes* tandis que la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 confirmait le principe de la généralisation de la Sécurité sociale à toute personne résidant sur le territoire national.

Les possibilités de rattachement à un régime obligatoire pour la maladie-maternité ont été élargies; l'assurance-vieillesse a été étendue à toutes les professions indépendantes; l'*assurance personnelle* est devenue le régime de droit commun pour toute personne qui n'est pas affiliée à un régime obligatoire (décrets du 11 juillet 1980). Les chômeurs indemnisés et les personnes sans emploi (qui ne perçoivent pas d'allocation de chômage) sont désormais couverts, mais selon des modalités différentes, à compter de janvier 1980; les chômeurs non indemnisés sont couverts sans contrepartie de cotisation à compter de janvier 1982.

3. Organisation des régimes d'affiliation

L'actuelle répartition des salariés et des non-salariés entre les différents régimes obligatoires de protection sociale est présentée dans le tableau 7; le poids relatif des différents régimes est présenté dans le tableau 8.

La distinction entre régime général et régime spécial vise davantage les organismes de gestion administrative que les spécificités existant dans les modalités d'attribution des prestations. Divers régimes conventionnels à caractère obligatoire se sont d'ailleurs constitués pour assurer, tant en matière de maladie que de retraite, une indemnisation complémentaire à celle du régime général. Parfois c'est le régime spécial qui est chargé de gérer à la fois la couverture obligatoire du risque et une couverture facultative dont l'importance résulte des choix individuels des ressortissants du régime.

En outre, et le plus souvent pour des raisons d'équilibre démographique entre cotisants et allocataires, certains régimes spéciaux ont été progressivement pris en charge par le régime général pour tout ou partie des risques, sans qu'il soit toujours possible de continuer à les identifier dans les résultats d'ensemble. C'est dire que toute description rapide rend mal compte d'une réalité complexe. Les variations de champ seront dans la mesure du possible rappelées en note de chaque tableau.

En matière de maladie et de vieillesse, le terme régime général concerne essentiellement les travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et des services. En matière de prestations familiales, le régime général comprend, outre les salariés, la population non active (étudiants, chômeurs, retraités, veuves...) et les employeurs et travailleurs indépendants.

Le régime de sécurité sociale proprement dit comprend trois caisses nationales autonomes : la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, la Caisse nationale des allocations familiales (ordonnances du 21 août 1967).

Ces caisses sont alimentées par des cotisations versées par les employeurs et les salariés. Les cotisations étaient à l'origine perçues dans la limite d'un plafond (tableau 9); mais les problèmes croissants de financement ont conduit à un déplafonnement progressif de tout ou partie des cotisations. Les cotisations du régime général pour la vieillesse restent perçues dans la limite du plafond en raison de l'existence de régimes conventionnels de retraites complémentaires (pour les salariés cadres, les cotisations de ce régime s'appliquent au salaire *différentiel* compris entre le plafond de la Sécurité sociale et le plafond du régime, égal à quatre fois le plafond de sécurité sociale). Les cotisations d'allocations familiales sont également perçues dans la limite du plafond.

En outre et pour la couverture du risque maladie, des cotisations ont été prélevées à partir de fin 1979 à des dates et sous des modalités variables (tableau 11) sur des revenus de remplacement du salaire tels que retraites de base, retraites complémentaires, garantie de ressources (préretraites), allocations de chômage et allocations de formation.

La charge du recouvrement des cotisations est confiée depuis mai 1960 aux URSSAF (Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales), placées depuis 1967 sous l'autorité et le contrôle de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale

(ACOSS) qui assure la gestion de la trésorerie des caisses nationales.

Des régimes *conventionnels* rendus obligatoires par arrêté couvrent également le risques de chômage (UNEDIC) et partie du risque vieillesse (retraites complémentaires). Ces régimes perçoivent des cotisations (employeurs et salariés) qui s'ajoutent à celles perçues par les trois caisses nationales. Le montant total des cotisations retenues au salarié dans la limite d'un salaire sous plafond est présenté dans le tableau 12 qui donne l'évolution du rapport du salaire brut sous plafond au salaire net.

4. Les différentes prestations

Ce sont des prestations en espèces ou en nature, à caractère social, dont bénéficient les ménages et qui, en règle générale, sont liées au versement préalable d'une cotisation.

Elles comprennent :

— les prestations d'« assurances sociales » *maladie, maternité, invalidité, décès* liées à l'état de santé du bénéficiaire (remboursement de frais pharmaceutiques et de frais d'hospitalisation, de consultations médicales, indemnités journalières, etc.);

— les *prestations familiales*, prestations liées à la situation de famille du bénéficiaire ainsi que l'assurance veuvage;

— les prestations « vieillesse » ou les « retraites », c'est-à-dire les prestations liées à la qualité d'ancien travailleur (retraites du personnel civil et militaire de l'État, retraites versées par les organismes de Sécurité sociale y compris les allocations du Fonds national de solidarité). Les pensions d'anciens combattants et victimes de guerre sont comprises dans les revenus de transferts (cf. ci-après);

— les indemnisations d'*accidents du travail* (2);

— les *prestations de chômage* liées à la perte d'un emploi salarié;

— des prestations diverses versées directement à leur personnel par certaines entreprises.

41. Les prestations d'assurance sociale

411. Les prestations « maladie »

Elles ont pour rôle de :

— compenser, dans une certaine mesure, par un revenu de remplacement, qui prend la forme de prestations en espèces, la perte de salaire subie par l'assuré empêché de travailler par la maladie (ou l'accident non professionnel);

— permettre à l'assuré de faire face aux dépenses médicales et paramédicales nécessitées par sa maladie ou celle de ses proches à sa charge (ayants droit). Quoiqu'il s'agisse le plus souvent de remboursements, on parle cependant en ce cas de prestations en nature.

Ces prestations peuvent varier selon les régimes.

Depuis le 1er avril 1983, un *forfait journalier hospitalier* est laissé à la charge des malades hospitalisés (art. 4 à 7 de la loi du 19 janvier 1983).

Les frais pharmaceutiques, les honoraires des médecins et des auxiliaires médicaux, les frais d'hospitalisation sont remboursés dans la limite d'un *ticket modérateur* restant à la charge de l'assuré; le montant de celui-ci peut varier selon la nature du remboursement et la législation en vigueur.

4111. Régime général

Les *prestations en nature* prennent la forme d'un remboursement partiel, parfois total, des frais engagés par l'assuré pour son rétablissement ou le rétablissement de certains membres de sa famille (ayants droit).

Le versement de *prestations en espèces* (indemnités journalières) suppose que l'assuré social est provisoirement hors d'état de travailler. Il s'agit d'un substitut du salaire accordé pendant une durée maximum de trois ans. Elles sont fixées à la moitié du gain journalier de l'assuré, dans la limite d'un plafond. Un *délai de carence*, actuellement de trois jours, est cependant fixé pour chaque arrêt de travail, pendant lequel aucune indemnité journalière n'est versée.

La mensualisation des ouvriers, mise en œuvre en 1970 et généralisée à compter de janvier 1980, permet d'assurer, sous certaines conditions et pour une durée limitée, aux salariés du secteur privé le maintien de la totalité du salaire en cas de maladie.

4112. Régime des salariés agricoles

Les prestations sont les mêmes que celles du régime général.

4113. Régime des exploitants agricoles

(AMEXA : Assurance maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles)

Les prestations en nature sont les mêmes que pour les salariés du régime général. Pas de prestations en espèces.

4114. Professions indépendantes non agricoles

Les prestations servies sont uniquement des prestations en nature, c'est-à-dire des remboursements de frais exposés. La participation de l'assuré (ticket modérateur) varie selon la nature des affections et l'importance des actes effectués (cf. décrets n° 68-1009 du 19 novembre 1968 et n° 70-1282 du 23 décembre 1970).

4115. Régimes spéciaux des salariés non agricoles

Prestations en nature : le principe du libre choix du médecin subit quelques limitations dans certains régimes spéciaux, ces limitations étant alors compensées par la gratuité des soins.

Prestations en espèces : divers régimes spéciaux, s'inspirant directement de l'idée de garantie du salaire, continuent à verser à l'intéressé en état d'inactivité forcée son salaire ou son traitement pendant une période variable selon les régimes et les cas.

412. Les prestations « maternité »

Certains problèmes posés par l'accouchement sont très voisins de ceux posés par la maladie : problème d'un revenu de remplacement pendant la période de repos précédant et suivant l'accouchement, problème des frais médicaux et paramédicaux.

---

2. Pour la statistique des accidents du travail, voir chapitre C.02 « Conditions de travail ».

Toutefois, il n'y a pas transposition pure et simple des règles de l'assurance maladie : l'assurance maternité revêt une certaine spécificité (art. 296 et suivants du Code de la sécurité sociale).

Par ailleurs, l'assurance maternité n'a pas pour seul but de garantir une aide matérielle : elle s'inscrit dans l'ensemble des mesures axées sur la protection de la mère et de l'enfant.

4121. Régime général et assurances sociales des salariés agricoles

Prestations en nature : remboursement intégral (sur la base des tarifs légaux) des frais médicaux, pharmaceutiques, d'appareils et d'hospitalisation résultant de la grossesse, de l'accouchement et de ses suites.

Prestations en espèces : elles ne sont dues qu'à l'assurée qui subit une perte de salaire; elles sont égales désormais à 100 % du salaire net.

4122. Assurance maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles (AMEXA)

Mêmes prestations en nature qu'aux salariés du régime général, et indemnités de remplacement en espèces, si la femme travaille sur l'exploitation agricole.

413. Les prestations « invalidité »

La notion d'invalidité correspond à une incapacité qui ne résulte pas d'un accident du travail, et qui est probablement définitive ou, en tout cas, qui se prolonge au-delà des trois ans pendant lesquels les affections de longue durée sont susceptibles de donner éventuellement lieu au versement de prestations en espèces. Cette incapacité pourrait *a priori* faire l'objet de définitions très diverses, selon, notamment, que l'on se réfère à la condition physique ou à la situation professionnelle antérieure de l'intéressé.

Les assurances sociales retiennent une conception mixte : en vertu de l'article 2 du décret du 12 septembre 1960 (se substituant à l'ancien article 304 du Code de la sécurité sociale abrogé) est considéré comme invalide l'assuré social victime « d'une réduction des deux tiers de sa capacité de travail ou de gain », c'est-à-dire « mis hors d'état de se procurer un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait », appréciée par comparaison avec le salaire des travailleurs de la même catégorie dans la même région; l'appréciation de l'incapacité doit donc être faite en fonction du gain que l'intéressé pourra se procurer, non seulement dans sa profession antérieure, mais dans une profession quelconque.

Deux remarques :

— cette incapacité de travail doit présenter un caractère durable, c'est-à-dire une consolidation de l'état de l'intéressé;

— l'incapacité permanente qui trouve sa cause dans un accident du travail ou une maladie professionnelle fait l'objet de dispositions très différentes. L'indemnisation en matière d'accident du travail est plus favorable qu'en assurance maladie. L'indemnité journalière est versée dès le premier jour qui suit l'arrêt de travail (et donc sans délai de carence). En cas d'hospitalisation, la victime est exonérée du forfait journalier hospitalier. Les frais de prestations médicales, paramédicales et de réinsertion sociale et professionnelle sont entièrement pris en charge et l'assuré n'a normalement aucun frais à supporter. Il en va de même pour l'invalidité résultant d'une blessure de guerre.

La législation en matière d'invalidité est la suivante pour le régime général :

Pension d'invalidité :

— les invalides, qui malgré leur incapacité des 2/3 sont encore capables d'avoir une activité rémunérée, ont droit à une pension fixée à 30 % de leur salaire antérieur apprécié sur les dix meilleures années d'activité (maximum : 30 % du plafond);

— ceux qui sont incapables d'exercer une activité ont droit à 50 % de leur salaire (maximum : 50 % du plafond).

Autres avantages :

L'invalide peut bénéficier de plus, s'il remplit les conditions d'attribution :

— de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité;

— des prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance maternité.

414. L'assurance veuvage

Elle garantit selon l'article L. 364 du Code de la sécurité sociale une allocation de veuvage à caractère temporaire aux allocataires qui satisfont à certaines conditions d'âge, de ressources et de nombre d'enfants à charge ou élevés.

A compter de janvier 1981 et sous certaines conditions d'âge et de ressources, le conjoint survivant peut recevoir pendant trois années une allocation qui est dégressive, et gérée par la Caisse d'assurance vieillesse.

415. L'assurance décès

Aux termes de l'article 360 du Code de la sécurité sociale, cette dernière branche des assurances sociales garantit aux ayants droit de l'assuré social non retraité qui décède le paiement d'une allocation : le « capital décès ».

Le capital décès est fixé à 90 fois le gain journalier de base, tel qu'il est entendu pour le calcul des indemnités journalières de maladie.

42. Les prestations familiales

L'ensemble de la population active est susceptible de bénéficier des prestations familiales qui sont attribuées aux chefs de famille, salariés ou non.

Le montant des prestations familiales dépend non pas, sauf exception, de la nature de l'activité professionnelle des allocataires, mais exclusivement de la situation de famille. Il est uniforme pour toute la France depuis le 1er janvier 1973 (auparavant des abattements étaient appliqués qui variaient selon la taille de la commune de résidence de la famille). Ce montant est déterminé en appliquant un pourcentage, variable selon la nature de l'allocation, l'âge, le rang et le nombre d'enfants à charge, à une base mensuelle de calcul. Certaines prestations, comme l'allocation de salaire unique et l'allocation de la mère au foyer (remplacées par le complément familial et par l'allocation au jeune enfant), sont soumises depuis juillet 1972 à condition de ressources. Il en est de même pour l'allocation de rentrée scolaire créée par la loi du 16 juillet 1974.

La ventilation par taille de famille des bénéficiaires de prestations familiales est fournie dans le tableau 17. Le tableau 18 ventile par nature d'allocation et par régime, les prestations versées aux familles.

Le tableau 19 présente le montant des prestations familiales versées pour une famille de deux enfants, suivant qu'elle perçoit ou non l'allocation de salaire unique, et le complément familial. Le nombre de familles allocataires pour ces deux types de prestation est rappelé dans le tableau 20.

43. Les prestations vieillesse

L'assurance vieillesse, fondée sur un principe contributif, a pour objet de servir à l'assuré cessant définitivement son activité professionnelle une pension dont le montant est fonction du nombre d'années de cotisation.

Depuis le 1er avril 1983, la retraite est accordée au taux plein pour les salariés du régime général à l'âge de 60 ans et sous la condition de 37,5 années d'activité professionnelle (salariée et non salariée).

Le tableau 22 présente les taux de revalorisation des pensions du régime général de Sécurité sociale. Le tableau 23 donne les coefficients de revalorisation des salaires qui sont utilisés lors de la liquidation d'une pension de retraite pour déterminer les dix meilleures années sur les salaires desquels sera calculé le taux de la pension (décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972).

Le service de ces *pensions contributives* s'accompagne, pour les personnes ne disposant que de ressources inférieures à un certain minimum, du versement de diverses allocations non contributives, relevant d'un concept d'assistance plutôt que d'assurance.

Les *allocations non contributives* sont soumises, à la différence des pensions, à des conditions de ressources. Les principales allocations appartenant à cette catégorie sont :

— le montant minimum des avantages de base (pensions et rentes d'assurance vieillesse, pensions d'assurance invalidité, allocations de vieillesse des non-salariés, allocation aux vieux travailleurs salariés et allocation spéciale);

— l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS) destinée à compléter, si besoin est, les prestations d'invalidité ou de vieillesse déjà perçues.

Le minimum des avantages de base et l'allocation supplémentaire constituent le « minimum vieillesse » dont le montant annuel est périodiquement relevé par décret par les pouvoirs publics. Le tableau 21 donne l'évolution du minimum vieillesse.

Les *régimes complémentaires de retraites* ont été créés pour compléter les avantages de retraite prévus en faveur des salariés par la Sécurité sociale. Il en existe également pour les non-salariés.

En règle générale, ces régimes fonctionnent selon le système de la répartition, les allocations versées étant calculées en fonction du nombre de points acquis durant la période de cotisation.

Les principaux régimes complémentaires sont :

— le régime des cadres : les différentes institutions de retraite des cadres sont regroupées au sein de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC);

— le régime des salariés non cadres : 40 institutions, dont certaines sont elles-mêmes des groupements de caisses, adhèrent à l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO). Depuis le 1er janvier 1974, cet organisme regroupe également les caisses de retraites des cadres qui cotisent sur la fraction de leur salaire égale au plafond de la Sécurité sociale. Parmi les institutions adhérentes à l'ARRCO, les deux principales sont : l'Union nationale des institutions de retraites des salariés (UNIRS) et la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (CNRO);

— le régime des agents non titulaires de l'État : l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales (IRCANTEC), qui n'adhère pas à l'ARRCO, est gérée par la Caisse nationale de prévoyance, qui est un département de la Caisse des dépôts et consignations.

Les tableaux 24 et 25 présentent les effectifs des principaux régimes de retraites complémentaires et l'évolution de la valeur du point pour les mêmes régimes.

44. Les prestations de chômage

Le mode d'indemnisation du chômage varie suivant qu'il s'agit de chômage partiel ou de chômage total. Il y a *chômage partiel* quand la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail effectuée est inférieure à la durée légale (40 heures par semaine jusqu'en janvier 1982 inclus, 39 heures depuis) ou à la durée du travail rendue obligatoire pour toute une branche par avenant à la convention collective ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension. Lorsque l'accord de branche ou d'entreprise stipule qu'il peut y avoir modulation saisonnière de la durée du travail, ce qui est fréquent depuis février 1982, l'appréciation se fait sur une période de douze mois entre les semaines où la durée a été supérieure à la durée légale et celles où elle a été inférieure temporairement.

Le chômage partiel est indemnisé dans la limite d'un contingent annuel d'heures indemnisables.

L'employeur fait l'avance au salarié de l'*allocation forfaitaire d'aide publique* qui, depuis 1979, n'est plus soumise à clause de ressources et lui sera ultérieurement remboursée par l'État. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968, l'employeur verse en outre au salarié une *indemnisation complémentaire,* qui reste entièrement à sa charge et est égale à 50 % de la rémunération horaire diminuée du montant de l'allocation publique de chômage partiel. Toutefois, dans le cas de secteurs prioritaires dont la liste est fixée chaque année et pour prévenir d'éventuels licenciements économiques, l'État rembourse à l'employeur 80 % de l'indemnisation complémentaire (décret du 21 mars 1979).

Ce régime de double indemnisation, allocation d'aide publique versée par l'État et indemnisation complémentaire à la charge de l'employeur, est resté longtemps la règle en matière de chômage total, mais leur part respective a évolué au fur et à mesure que le nombre des chômeurs s'accroissait et que la durée moyenne du chômage s'allongeait.

Le *chômage total* est indemnisé par l'État depuis 1951, alors qu'auparavant son indemnisation relevait des seuls groupements professionnels ou des municipalités sous forme de caisses de secours. Les allocations d'aide publique étaient attribuées sur les critères des res-

sources familiales et du nombre de personnes à la charge du chômeur.

Un régime conventionnel a été institué par un accord du 31 décembre 1958, qui a été rendu obligatoire à partir de janvier 1968. L'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) qui fédère les ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), gère ce régime paritairement (confédérations patronales et syndicats de salariés), le financement étant assuré par une double cotisation patronale et salariale. Depuis 1979, et ce jusqu'au 31 mars 1984, l'UNEDIC assure l'ensemble de l'indemnisation du chômage total, les allocations d'aide publique étant depuis supprimées et l'État fournissant en contrepartie une contribution forfaitaire à l'équilibre financier de l'UNEDIC.

Le montant des allocations et leurs modalités d'attribution ont fréquemment varié, le principe général restant celui d'une indemnisation limitée dans le temps et fixée en référence au salaire antérieur (3). Dans un premier temps, le système d'indemnisation n'a concerné que des personnes ayant déjà travaillé et cotisé à l'UNEDIC (leur allocation dépendant de leur niveau de salaire). Par la suite, ce système a été étendu à de nouvelles catégories, également à la recherche d'un emploi, mais n'ayant pas encore cotisé (jeunes sortant du système scolaire et apprentis) ou ayant cessé depuis plusieurs années de travailler (veuves ou femmes ayant élevé leurs enfants) et qui, de ce fait, bénéficient d'allocations forfaitaires. D'autre part, l'allongement de la durée du chômage a amené à modifier progressivement les règles initiales en faveur des chômeurs arrivés en fin de droits sans avoir retrouvé de travail, et à élaborer pour eux un régime de transition jusqu'à la date à laquelle leur retraite pourrait être liquidée. Les allocations versées par l'UNEDIC procurent non seulement un revenu de remplacement (assurant la subsistance des allocataires), mais peuvent de plus permettre de suivre une formation, ou encore fournir une aide à la création d'entreprise.

L'*allocation chômage* avait été tout d'abord fixée à 35 % du salaire de référence pendant un an (durée prolongée suivant l'âge) pour les chômeurs âgés avec un taux majoré de 40,25 % pour certaines catégories d'allocataires. Elle a été complétée pour les chômeurs victimes d'un licenciement économique par l'*allocation supplémentaire d'attente* (ASA créée par un accord du 14 octobre 1974) qui se cumulait avec l'allocation de base et, éventuellement, l'allocation d'aide publique pour représenter 90 % du salaire brut moyen des trois derniers mois d'activité. Par l'accord du 16 mars 1979, l'*allocation de base* a été portée à 42 % du salaire brut auquel s'ajoute un montant forfaitaire; un minimum de l'allocation de base est fixé, dont l'évolution est présentée dans le tableau 27. L'ASA a été remplacée à la même date par une *allocation spéciale* (non cumulable) et dont le taux devient dégressif chaque trimestre, son montant ne pouvant être inférieur à 70 % du SMIC.

En outre, depuis juillet 1980 et dans le cadre de conventions passées entre les entreprises et le Fonds national de l'emploi (FNE) institué en 1963, lorsque la situation de l'emploi dans la région ou la profession est marquée par un grave déséquilibre, les salariés licenciés entre 55 et 60 ans peuvent percevoir jusqu'à l'âge de 60 ans une allocation du FNE qui complète l'allocation *conventionnelle* versée par l'UNEDIC (décret du 22 août 1979), prenant la forme d'une préretraite.

Il existe deux dispositifs particuliers pour les chômeurs âgés de 60 à 65 ans : l'allocation de *garantie de ressources licenciement* est versée, conformément à l'accord du 27 mars 1972, jusqu'à la liquidation de leur retraite aux salariés licenciés pour motif économique; l'allocation de *garantie de ressources démission,* mise en place par une convention temporaire du 13 juin 1977 (reconduite tous les deux ans jusqu'en avril 1983), concerne les salariés de la même catégorie d'âge mais ayant démissionné.

A compter d'avril 1983, date de l'entrée en vigueur des dispositions concernant l'abaissement à 60 ans des possibilités de départ en retraite à taux plein, il ne peut plus y avoir d'entrée directe dans ces allocations. Mais il y aura encore des entrées indirectes puisque les bénéficiaires de conventions FNE y auront accès sous certaines conditions. Après s'être stabilisé, le nombre de bénéficiaires des garanties de ressources devrait donc avoir tendance à diminuer progressivement.

L'allocation conventionnelle de solidarité bénéficie enfin aux salariés âgés de plus de 55 ans dont l'entreprise a signé un contrat de solidarité et qui ont été remplacés dans leur entreprise par des travailleurs nouvellement embauchés; cette possibilité a été supprimée fin 1983.

Les modalités d'attribution des prestations de chômage ont été profondément modifiées par les mesures d'économies prises en application du décret du 24 novembre 1982. Une nouvelle réforme a été mise en place à compter d'avril 1984, qui distingue à nouveau l'assurance de l'assistance. Les bénéficiaires de l'assurance chômage sont indemnisés par l'UNEDIC au titre de droits acquis par cotisation. Les autres personnes à la recherche d'un emploi (jeunes, femmes,...) reçoivent au titre de la solidarité des allocations forfaitaires, et les chômeurs de longue durée ne percevant plus d'allocations d'assurance bénéficient d'une allocation de solidarité spécifique, ces diverses allocations de solidarité étant versées par l'UNEDIC mais financées par l'État.

5. La mutualité

Les sociétés mutualistes sont des groupements qui, au moyen des cotisations de leurs membres, fixées le plus souvent forfaitairement et de manière uniforme, se proposent de mener dans l'intérêt de ceux-ci et de leurs familles, des actions de prévoyance, de solidarité et d'entraide. Elles assurent le versement de prestations en cas de maladie, maternité, vieillesse, accident, décès et elles gèrent un certain nombre d'œuvres sociales. Certaines, qui groupent au moins 100 membres, sont habilitées à jouer le rôle de correspondant de la Sécurité sociale.

---

3. Depuis la fin novembre 1982, la durée d'indemnisation est proportionnelle à la durée d'activité ayant précédé le chômage.

*
**

TABLEAU C.04-1

Comptes sociaux européens : prestations de protection sociale par principale fonction

Source : Office statistique des Communautés européennes

Pays	Prestations (en % du total)								Total par habitant en SPA (1)		
	Maladie		Vieillesse		Famille		Chômage				
	r 1982	*p* 1983	*r* 1982	*p* 1983	*r* 1982	*p* 1983	*r* 1982	*p* 1983	*r* 1975	*r* 1982	*p* 1983
République Fédérale d'Allemagne	27,1	27,0	29,8	29,8	6,8	6,5	6,5	7,1	1.320	3.110	3.340
France	25,1	24,9	33,7	34,0	9,7	9,6	9,4	9,8	1.000	2.930	3.200
Italie	23,3	22,5	34,0	34,7	7,1	6,9	3,2	3,2	760	2.070	2.330
Pays-Bas	26,7	25,6	27,2	27,0	8,3	8,1	10,8	12,7	1.200	3.180	3.510
Belgique	22,0	21,9	26,9	27,0	9,8	9,9	13,2	14,2	1.040	3.070	3.380
Luxembourg	23,7	22,8	26,7	26,7	7,7	7,6	2,3	3,1	1.120	2.860	3.070
Royaume-Uni	21,3	20,3	40,4	40,6	11,0	10,6	10,7	10,1	810	2.080	2.370
Irlande	30,8	29,0	25,4	24,9	9,5	9,4	11,6	13,1	510	1.360	1.670
Danemark	24,0	23,5	34,0	34,3	9,5	9,4	13,7	13,7	1.190	3.240	3.620
Europe des 9	*24,7*	*24,1*	*33,0*	*33,3*	*8,7*	*8,3*	*7,8*	*8,4*	*980*	*2.400*	*2.880*

(1) Le Standard de pouvoir d'achat est une unité de compte assurant entre les monnaies une parité de pouvoir d'achat (cf. chap. G.01).

TABLEAU C.04-2

Comptes sociaux européens : part relative du produit intérieur brut représentée par les dépenses de protection sociale (1)

Source : Office statistique des Communautés européennes

Pays	*r* 1970	*r* 1975	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*p* 1983
Pays-Bas	20,8	28,1	30,4	31,4	33,3	34,0
Belgique	18,7	24,2	28,1	30,0	31,4	31,9
République Fédérale d'Allemagne	21,5	29,8	28,5	29,4	28,9	28,9
Danemark	19,6	25,8	28,7	30,1	30,3	30,9
France	19,2	22,9	25,9	27,4	28,5	28,8
Luxembourg	15,9	22,3	25,9	27,8	28,9	29,3
Italie	17,4	22,6	22,8	25,3	25,8	27,3
Royaume-Uni	15,9	19,4	21,4	23,4	23,0	23,7
Irlande	13,2	19,7	21,0	21,9	23,8	24,6
Europe des 9	*e 19,0*	*24,2*	*25,8*	*27,2*	*27,6*	*28,0*

(1) Prestations de protection sociale, frais de fonctionnement, autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-3

Comptes sociaux européens

Structure des recettes de protection sociale (en % du total)

Source : Office statistique des Communautés européennes

Pays	Cotisations sociales				Contributions publiques courantes		Autres recettes courantes	
	D'employeur		De personne protégée					
	r 1982	1983	*r* 1982	1983	*r* 1982	1983	*r* 1982	1983
République Fédérale d'Allemagne	39,6	40,2	29,6	29,6	27,4	26,8	3,4	3,4
France	53,7	52,8	23,3	23,6	19,7	20,5	3,3	3,1
Italie	55,2	53,3	14,9	13,9	27,5	30,6	2,4	2,2
Pays-Bas	33,0	31,1	33,6	36,8	20,3	18,6	13,1	13,5
Belgique	43,1	39,2	17,9	16,8	34,8	39,8	4,2	4,2
Luxembourg	33,8	33,1	23,4	25,6	33,3	32,8	9,5	8,5
Royaume-Uni	32,1	31,8	16,1	15,9	43,0	43,4	8,8	8,9
Irlande	23,3	23,0	12,1	12,5	63,3	63,3	1,3	1,2
Danemark	9,2	10,0	2,8	3,7	84,0	81,5	4,0	4,8
Europe des 9 (1)	*42,6*	*41,8*	*22,5*	*22,5*	*30,0*	*30,6*	*4,9*	*5,1*

(1) Estimation pour 1982.

TABLEAU C.04-4

La protection sociale et son financement

Source : Compte satellite de la protection sociale — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*p* 1983	*p* 1984
Emplois (1) :							
Prestations sociales	495.534	574.265	665.910	792.862	945.957	1.059.468	1.162.819
Prestations de services sociaux	9.177	10.819	12.876	15.392	18.296	19.897	22.099
Prestations fiscales	15.600	18.000	20.405	24.000	29.800	37.500	43.000
Frais de gestion	23.728	26.932	31.365	36.813	42.606	48.345	52.355
Autres dépenses	4.654	5.389	5.980	7.755	9.879	12.746	12.705
Total	*548.693*	*635.405*	*736.536*	*876.822*	*1.046.538*	*1.177.954*	*1.292.878*
Épargne	6.045	22.014	31.415	2.944	7.874	37.336	32.540
Ressources :							
Cotisations d'employeurs	312.089	359.696	415.692	472.081	550.790	620.912	665.017
Effectives	251.802	293.193	339.840	385.150	450.643	511.119	546.793
Fictives	60.287	66.503	75.852	86.931	100.147	109.793	118.224
Cotisations des personnes protégées	112.001	144.170	178.069	196.548	238.523	275.029	315.338
Salariés	87.427	113.308	141.857	153.798	187.648	215.966	247.749
Non-salariés	24.574	30.862	36.212	42.750	50.875	59.063	67.589
Contributions fiscales (2)	20.766	21.595	23.433	29.177	37.236	58.324	82.128
Contrepartie des prestations fiscales	15.600	18.000	20.405	24.000	29.800	37.500	43.000
Autres	5.166	3.595	3.028	5.177	7.436	20.824	39.128
Contributions diverses	*r* 101.738	122.105	137.882	165.026	207.751	237.372	235.995
Des administrations (3)	93.985	112.961	127.630	153.472	194.119	218.985	217.928
Des entreprises et des ménages	7.813	9.144	10.252	11.554	13.632	18.387	18.067
Autres recettes courantes	8.084	9.853	12.875	16.934	20.112	23.653	27.040
Total	*r 554.678*	*657.419*	*767.951*	*879.766*	*1.054.412*	*1.215.290*	*1.325.518*

(1) Les prestations sociales qui figurent ici comprennent les prestations versées à des ménages non résidents. Les prestations de services sociaux sont des services de protection sociale fournis gratuitement ou à prix réduit sans qu'il soit possible de les individualiser (par exemple : service de placement de l'ANPE, actions de prophylaxie de certaines maladies, médecine scolaire, etc.). Les prestations fiscales sont les réductions d'impôts au titre du quotient familial. — (2) Les contributions fiscales comprennent, outre la contrepartie des prestations fiscales, des taxes affectées à certains régimes spéciaux professionnels et jusqu'en 1978, un transfert de recettes fiscales destiné à alléger la charge de la compensation démographique. — (3) Les contributions des administrations recouvrent d'une part le financement des régimes propres aux administrations comme l'aide sociale, d'autre part l'aide apportée par l'État à certains régimes déficitaires.

TABLEAU C.04-5

Prestations sociales reçues par les ménages ventilées selon le risque couvert

Source : Compte satellite de la protection sociale

Unité : Million de francs

	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	1983	1984
Santé :							
Maladie	130.238	149.795	170.989	200.751	235.564	263.289	293.851
Invalidité, infirmité	27.331	32.035	38.218	44.657	54.396	60.993	65.551
Accident du travail	19.006	21.127	23.297	26.079	29.597	31.798	33.690
Maternité - Famille :							
Maternité	9.150	10.858	13.372	16.439	18.650	19.008	20.861
Famille	63.126	72.572	84.355	95.555	117.225	129.038	137.165
Emploi (1)	29.760	37.733	46.758	70.535	93.259	108.945	123.498
Vieillesse	176.942	202.480	233.770	273.828	320.778	361.467	397.137
Survie (2)	34.300	41.208	48.064	56.109	65.995	73.671	78.621
Divers	1.626	1.662	1.916	2.279	2.190	2.405	2.632
Total reçu par les ménages résidents	**491.479**	**569.470**	**660.739**	**786.232**	**937.654**	**1.050.814**	**1.153.006**

(1) Allocations de chômage (y compris préretraite) et prise en charge par les administrations publiques du maintien du revenu lors des actions de formation professionnelle. — (2) Les prestations au titre de la survie sont en majorité des pensions de réversion.

TABLEAU C.04-6

La protection sociale selon les secteurs de financement

Source : Comptes de la protection sociale

Unité : Million de francs

Secteurs de financement	1978	*r* 1979	*r* 1980	*r* 1981	*1982	*1983	*1984
Administrations publiques	*166.289*	*192.252*	*218.234*	*258.704*	*321.644*	*358.971*	*370.394*
Soit : En tant qu'employeurs	70.134	79.291	91.744	105.232	127.525	139.986	152.466
Gestion de régimes particuliers	61.798	71.577	76.832	89.893	110.321	122.000	118.601
Contribution aux autres régimes	34.357	41.384	49.658	63.579	83.798	96.985	99.327
Entreprises	*243.741*	*282.661*	*326.308*	*370.137*	*428.434*	*488.441*	*535.512*
Soit : En tant qu'employeurs	239.564	277.697	320.738	363.154	418.946	476.192	507.486
Autres contributions	4.177	4.964	5.770	6.983	9.488	12.249	28.026
Ménages	*136.564*	*172.653*	*210.334*	*233.991*	*284.222*	*344.225*	*392.572*
Soit : En tant qu'employeurs	2.391	2.708	3.210	3.695	4.319	4.734	5.065
En tant qu'assurés	112.001	144.170	178.069	196.548	238.523	275.029	315.338
Autres contributions	22.172	25.775	29.055	33.748	41.380	64.462	72.169
Tous secteurs de financement	**546.594**	**647.566**	**755.076**	**862.832**	**1.034.300**	**1.191.637**	**1.298.478**

* Voir note tableau 4.

TABLEAU C.04-7

Régimes d'affiliation par catégorie sociale et type de prestation

Au 1er juillet 1985

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Catégorie socioprofessionnelle	Régime d'affiliation (1)					
	Maladie, maternité		Accidents du travail (2)	Invalidité vieillesse	Allocations familiales	
	Prestations en espèces	Prestations en nature			Financement	Service des prestations
A. SALARIÉS ET ASSIMILÉS						
Salariés de l'industrie, du commerce et des services	G	G	G	G	G	G
Agents non titulaires du secteur public	G	G	S	G	G	S
Salariés des régimes spéciaux :						
Fonctionnaires civils et ouvriers de l'État	S	G	S	S	G	S
Agents titulaires des collectivités territoriales	S	G	S	S	G	G
Militaires de carrière	S	S	S	S	G	S
Agents EDF et GDF	S	G	S	S	G	S
SNCF	S	S	S	S	G	S
RATP	S	S	S	S	G	S
Mines	S	S	S	S	G	G
Marine marchande	S	S	S	S	G	G
Clercs de notaire	S	S	G	S	G	G
Assimilés :						
Étudiants	///	G	///	///	G	G
Grands invalides, veuves et orphelins de guerre	///	G	///	///	G	S
Praticiens conventionnés	///	G	///	S	G	G
Assurés volontaires (3)	///	G	///	G	///	///
Assurance personnelle (4)	///	G	///	///	///	///
Salariés agricoles	S	S	G	S	S	S
B. NON-SALARIÉS						
Exploitants agricoles	///	S	///	S	S	S
Industriels et commerçants, artisans et professions libérales	///	S	///	S	G	G

(1) Le Code de la sécurité sociale précise que le régime *général* de la Sécurité sociale est applicable à tous les travailleurs qui ne sont pas assujettis à un régime *spécial* en vertu d'une loi ou d'un statut particulier. Par *régimes spéciaux*, il faut entendre ceux comportant réellement une organisation propre totalement indépendante de l'organisation générale de la Sécurité sociale et compétente pour l'ensemble des prestations (militaires de carrière, clercs et inscrits maritimes, mines, SNCF, Compagnie générale des eaux, Banque de France, clercs et employés de notaire, RATP, salariés agricoles). Par *régimes particuliers*, il faut entendre ceux comportant l'intervention partielle de l'organisation du régime général pour une partie des prestations : fonctionnaires de l'État, ouvriers de l'État, magistrats de l'ordre judiciaire, étudiants, EDF-GDF, théâtres nationaux, Crédit foncier, fonctionnaires des collectivités territoriales (régions, départements et communes), chemins de fer secondaires. — (2) Dans le cas des accidents du travail, S signifie que l'employeur est son propre assureur. — (3) Assurance volontaire (ordonnance du 21 août 1967). — (4) Assurance personnelle pour les personnes isolées et inactives ne pouvant bénéficier d'un régime obligatoire pour le risque maladie-maternité, que ce soit à titre personnel ou en qualité d'ayant droit (loi du 2 janvier 1978 et décrets du 11 juillet 1980).

TABLEAU C.04-8

Poids relatif des différents régimes de Sécurité sociale

(En % des dépenses consolidées de l'exercice 1983)

Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale — *Unité :* %

Régime	Poids
RÉGIMES DE BASE. Ensemble	**90,7**
Salariés	80,3
soit : régime général	*57,0*
régimes spéciaux (1)	*20,0*
régime des salariés agricoles	*3,3*
Non salariés (ou autonomes)	10,1
soit : régime des exploitants agricoles	*6,4*
régimes des travailleurs non salariés non agricoles (2)	*3,7*
Fonds spécial de vieillesse	0,3
RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES (3). Ensemble	**9,3**

(1) Fonctionnaires, SNCF, collectivités territoriales, EGF, marins, ouvriers des établissements industriels de l'État, militaires, RATP, Mines. — (2) Caisse nationale d'assurance maladie (CANAM, assurance maladie pour l'ensemble des indépendants); Caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (ORGANIC, assurance vieillesse des industriels et commerçants); Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA); Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL); Caisse nationale d'assurance vieillesse des barreaux français (CNBF); assurance maladie et vieillesse des cultes. — (3) Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO); ORGANIC; CANCAVA; CNAVPL; Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC); Caisse de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires (CPPOSS); Institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales (IRCANTEC).

TABLEAU C.04-9

Plafond des salaires du secteur privé et taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires							
			Salariés				Employeurs			
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Assurance veuvage	Vieillesse	Total salariés	Maladie, maternité, invalidité, décès	Vieillesse	Allocations familiales	Total employeurs (2)
1974 : 1er janvier	27.840	A	2,50	///	3,00	5,50	10,45	7,25	9,00	26,70
		B	1,00	///	///	1,00	2,00	///	///	2,00
1975 : 1er janvier	33.000	A	2,50	///	3,00	5,50	10,45	7,25	9,00	26,70
		B	1,00	///	///	1,00	2,00	///	///	2,00
1976 : 1er janvier	37.920	A	2,50	///	3,25	5,75	10,45	7,50	9,00	26,95
		B	1,50	///	///	1,50	2,50	///	///	2,50
— : 1er octobre	37.920	A	3,00	///	3,45	6,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	1,50	2,50	///	///	2,50
1977 : 1er janvier	43.320	A	3,00	///	3,45	6,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	1,50	2,50	///	///	2,50
1978 : 1er janvier	48.000	A	3,00	///	3,45	6,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	1,50	2,50	///	///	2,50
1979 : 1er janvier	53.640	A	1,00	///	4,70	5,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	3,50	///	///	3,50	4,50	///	///	4,50
— : 1er août	53.640	A	1,00	///	4,70	5,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	4,50	///	///	4,50
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	4,70	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	5,50	4,50	///	///	4,50
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	5,50	4,50	///	///	4,50
— : 1er février	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	4,50	///	///	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	///	///	5,50	8,00	///	///	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1984 : 1er janvier	97.320	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	101.880	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1985 : 1er janvier	104.760	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	108.720	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60

(1) A : Partie du salaire en dessous du plafond; B : Totalité du salaire. — (2) Il s'y ajoute la cotisation accidents du travail variable selon les professions et la taille de l'établissement.

TABLEAU C.04-10

Taux de cotisation des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Source : Journal officiel

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires				
						Salariés	Employeur (2)
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Pension de retraite	Contribution de solidarité	Total	Maladie
1974 : 1er janvier	27.840	A	1,75	///	///	1,75	7,00
		B	1,00	6,00	///	7,00	2,00
1975 : 1er janvier	33.000	A	1,75	///	///	1,75	7,00
		B	1,00	6,00	///	7,00	2,00
1976 : 1er janvier	37.920	A	1,75	///	///	1,75	7,00
		B	1,00	6,00	///	7,00	2,50
— : 1er octobre	37.920	A	2,25	///	///	2,25	7,50
		B	1,50	6,00	///	7,50	2,50
1977 : 1er janvier	43.320	A	2,25	///	///	2,25	7,50
		B	1,50	6,00	///	7,50	2,50
1978 : 1er janvier	48.000	A	2,25	///	///	2,25	7,50
		B	1,50	6,00	///	7,50	2,50
1979 : 1er janvier	53.640	A	0,25	///	///	0,25	5,50
		B	3,50	6,00	///	9,50	4,50
— : 1er août	53.640	A	0,25	///	///	0,25	5,50
		B	4,50	6,00	///	10,50	4,50
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	///	///	5,50
		B	4,75	6,00	///	10,75	4,50
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	///	///	///	5,50
		B	4,75	6,00	///	10,75	4,50
— : 1er février	68,760	A	///	///	///	///	5,50
		B	3,75	6,00	///	9,75	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er novembre	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1984 : 1er janvier	97.320	A	///	///	///	///	///
		B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	101.880	A	///	///	///	///	///
		B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
1985 : 1er janvier	104.760	A	///	///	///	///	///
		B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— 1er juillet	108.720	A	///	///	///	///	///
		B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70

(1) A : Partie du salaire en-dessous du plafond. — B : Totalité du salaire. — (2) En ce qui concerne les pensions de retraite, les prestations familiales, les accidents du travail, l'État est son propre assureur.

TABLEAU C.04-11

Taux des cotisations assurance maladie sur des revenus de remplacement du salaire : retraites, garantie de ressources (préretraite), allocations de chômage et de formation

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Unité : %

Date d'effet	Retraites (1)		Garantie de ressources (préretraite) (2)	Chômage (2)
	De base	Complémentaires		
1980 1er juillet	1,00	2,00	—	—
1982 1er juin	1,00	2,00	2,00	1,00
1983 1er avril	1,00	2,00	(3) 5,50	1,00
1984 1er janvier	1,00	2,00	(3) 5,50	1,00
1985 1er janvier	1,00	2,00	(3) 5,50	1,00

(1) Loi du 28 décembre 1979 et décrets du 24 avril 1980 concernant les retraites de base, les retraites complémentaires et la garantie de ressources démission (qui est assimilée aux retraites complémentaires). — (2) Loi du 4 janvier 1982 et décrets du 28 mai 1982 concernant les revenus de remplacement versés en cas d'absence totale ou partielle d'emploi (y compris les indemnités pour stages de formation), les avantages de préretraite ou de cessation d'activité anticipée ou progressive, les allocations conventionnelles de solidarité. — (3) Loi du 19 janvier 1983 et décrets du 2 mai 1983 alignant le taux des avantages de préretraite sur les cotisations maladie à la charge des salariés actifs dans le régime d'assurance maladie dont relève la dernière activité du préretraité.

TABLEAU C.04-12

Rapport du salaire brut sous plafond au salaire net 1973-1985

Moyennes annuelles

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Unité : En % du salaire sous plafond

Année		Cotisations salariales au régime général de Sécurité sociale (1)	Cotisations salariales chômage (2)	Cotisations salariales pour retraite complémentaire (3)	Total
1973	Moyenne	6,50	0,14	1,72	8,36
1974	Moyenne	6,50	0,16	1,76	8,42
1975	Moyenne	6,50	0,42	1,76	8,68
1976	Moyenne	7,43	0,48	1,76	9,67
1977	Moyenne	7,95	0,44	1,76	10,15
1978	Moyenne	7,95	0,56	1,76	10,27
1979	Moyenne	9,62	0,78	1,76	12,16
1980	Moyenne	10,20	0,84	1,76	12,80
1981	Moyenne	9,51	0,84	1,76	12,11
1982	Moyenne	10,30	0,91	1,76	12,97
1983	Moyenne	10,30	1,52	1,84	13,66
1984	Moyenne	11,30	(4) 1,87	1,84	15,01
1985	Janvier	11,30	1,92	1,84	15,06
	Juillet	11,30	1,92	1,84	15,06

(1) Cotisations pour les risques maladie, maternité, invalidité, décès, assurance veuvage, vieillesse. — (2) Cotisations à l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). — (3) Cotisations à l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires). — (4) Pour les salaires supérieurs au plafond de la Sécurité sociale, il s'ajoute une surcotisation égale à 0,50 % du salaire brut dans la limite du plafond du régime de retraite des cadres (convention du 24 février 1984).

TABLEAU C.04-13

Taux moyen des cotisations (salariés et employeurs) à l'AGIRC (retraite des cadres) et effectifs des cotisants

Source : Association générale des institutions de retraite des cadres

Année	Taux de cotisation sur le salaire différentiel (en %)			Effectifs cotisants (1) (non chômeurs)
	Art. 4 et 4 *bis* (2)	Art. 36 (2)	Total	
1984	13,91	(3) 12,93	13,84	2.238.120
1983	13,91	13,50	13,88	1.996.039
1982	13,85	13,26	13,81	1.974.705
1981	13,89	13,26	13,85	1.940.393
1980	14,00	13,22	13,94	1.821.631
1979	13,96	13,22	13,91	1.769.488
1978	14,10	13,17	14,03	1.724.862
1977	14,04	13,24	13,98	1.665.607
1976	14,10	13,22	13,94	1.600.917
1975	14,10	13,30	14,03	1.527.785
1974	14,34	13,18	14,24	1.467.916
1973	14,47	12,73	14,33	1.367.662
1972	13,97	12,84	13,87	1.267.379

(1) L'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres), perçoit depuis 1947 des cotisations pour retraites complémentaires sur le salaire différentiel (partie du salaire comprise entre le plafond de Sécurité sociale et le plafond de l'AGIRC égal à 4 fois le plafond de Sécurité sociale). Le taux de cotisation est choisi par l'entreprise entre un taux minimal de 8 % (2 % à la charge du salarié et 6 % à la charge de l'employeur) et un taux maximal de 16 % (4 % à la charge du salarié et 12 % à la charge de l'employeur). Le taux moyen effectivement pratiqué est indiqué dans le tableau ainsi que le nombre de cotisants actifs. Les cadres en chômage reçoivent à partir des attestations délivrées par les ASSEDIC des points gratuits de retraite, leurs effectifs ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. — (2) Dans la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres, l'article 4 concerne les ingénieurs et cadres, l'article 4 *bis*, les employés, techniciens et agents de maîtrise dont le coefficient hiérarchique est égal ou supérieur à 300, l'article 36, les collaborateurs dont le coefficient hiérarchique est au moins égal à 200. — (3) Intégration de l'IRCACIM (Institution de retraite complémentaire des chefs d'atelier, contremaîtres et assimilés des industries des métaux).

TABLEAU C.04-14

Assurance maladie : effectifs des cotisants des différents régimes

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Millier

Régime	Effectif des cotisants								
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Salariés (ou assimilés)	*18.636,9*	*18.962,3*	*19.332,7*	*19.532,4*	*19.674,3*	*19.757,1*	*19.877,0*	*20.053,0*	*20.746,0*
soit : Régime général et régimes rattachés	16.947,1	17.276,5	17.960,6	17.928,3	18.096,7	18.198,4	18.324,4	18.531,0	19.222,0
soit : Régime général	13.532,4	13.787,1	14.013,5	14.102,2	14.204,6	14.218,8	14.326,9	14.074,0	14.715,0
Assurés partiels	16,3	16,1	15,9	15,9	15,3	15,7	15,7	14,0	14,0
Assurés volontaires				168,0	140,0	113,4	35,0	32,0	
Assurés personnels	279,0	275,0	214,0	32,0	58,0	74,8	150,0	185,0	219,0
Adultes handicapés			100,0	161,0	206,3	238,5	250,5	297,0	297,0
Fonctionnaires civils, ouvriers de l'État, agents des collectivités territoriales	2.362,9	2.431,8	2.563,9	2.650,9	2.664,7	2.699,2	2.701,9	3.014,0	3.055,0
Agents de l'EDF-GDF	134,5	134,5	136,3	137,3	143,4	147,0	150,4	154,0	161,0
Étudiants	489,0	495,0	501,0	508,0	502,4	520,0	520,0	583,0	583,0
Praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés	133,0	137,0	146,0	153,0	162,0	173,0	176,5	178,0	178,0
Militaires de carrière	337,0	363,0	365,0	357,0	367,5	368,0	381,8	390,0	395,0
SNCF	272,0	269,0	264,0	262,0	257,0	253,0	249,0	254,0	252,0
RATP	36,0	36,5	37,1	37,5	37,4	36,2	37,0	38,0	40,0
Mines	125,0	119,5	112,8	107,0	100,3	95,9	91,8	91,0	87,0
Marine marchande	80,0	78,8	75,3	73,7	77,0	75,5	72,9	71,0	70,0
Clercs et employés de notaire	37,0	39,0	38,0	40,0	40,0	43,0	43,0	42,0	42,0
Banque de France	12,8	13,3	13,7	14,3	14,7	15,2	15,5	16,0	17,0
Compagnie générale des Eaux	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0
Chambre de commerce de Paris	2,8	2,9	2,9	3,1	3,1	3,2	3,3	3,0	3,0
Salariés agricoles	785,0	762,0	730,6	707,3	678,3	666,0	656,4	615,0	616,0
B. Non salariés	*2.743,1*	*2.961,6*	*2.647,1*	*2.610,0*	*2.586,0*	*2.603,0*	*2.561,0*	*2.449,0*	*2.372,0*
soit : Exploitants agricoles	1.381,0	1.346,0	1.299,0	1.269,0	1.243,0	1.258,6	1.217,3	1.121,0	1.055,0
Non salariés non agricoles	1.362,1	1.345,6	1.348,1	1.341,0	1.343,0	1.344,4	1.344,0	1.328,0	1.317,0
soit : Commerçants et industriels	689,0	670,0	662,0	654,0	650,0	640,7	641,0	631,0	625,0
Artisans	533,0	534,0	541,0	548,0	555,0	562,3	561,0	556,0	548,0
Professions libérales	106,0	109,0	109,0	112,0	117,0	124,3	129,0	132,0	137,0
Assurés volontaires	34,1	32,6	36,1	27,0	21,0	17,1	13,0	9,0	7,0
Ensemble (A + B)	**21.380,0**	**21.653,9**	**21.979,8**	**22.142,4**	**22.260,3**	**22.360,1**	**22.438,3**	**22.502,0**	**23.118,0**

TABLEAU C.04-15

Prestations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail par régime. — Année 1982

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

Régime	Maladie	Maternité	Invalidité	Décès	Accidents du travail	Total
CANAM (1)	9.910	180	—	—	—	10.090
Exploitants agricoles	14.941	136	620	—	—	15.697
Salariés agricoles	8.258	324	621	25	772	10.000
Assurance personnelle agricole	135	ε	—	—	—	135
Mines	3.559	30	219	62	2.925	6.795
SNCF	4.680	35	—	45	28	4.788
Militaires	3.526	92	—	—	—	3.618
Marins	1.137	13	131	2	225	1.508
RATP (coordination)	397	2	—	—	—	399
RATP (médical)	139	2	—	—	41	182
Clercs de notaire	301	45	25	3	—	374
Banque de France	170	6	—	—	—	176
Compagnie générale des Eaux	33	ε	—	ε	—	33
Chambre de commerce de Paris	23	2	1	ε	—	26
Total autres régimes	47.209	867	1.617	137	3.991	53.821
CNAMTS (2)	173.940	11.482	9.832	804	21.266	217.324
Total général	**221.149**	**12.349**	**11.449**	**941**	**25.257**	**271.145**

(1) Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. — (2) Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

TABLEAU C.04.16

Prestations accidents du travail et maladies professionnelles par type de prestation

(Ensemble des régimes. France entière)

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Incapacité temporaire (1)			Incapacité permanente (2)			
	Soins de santé	Indemnités journalières	Total	Rentes servies et rachetées au cours de l'année	Autres charges techniques	Total	Total général
1973	1.173,0	1.371,3	2.544,3	4.782,3	11,2	4.793,5	7.337,8
1974	1.419,5	1.683,6	3.103,1	5.548,9	10,9	5.559,6	8.662,9
1975	1.699,0	2.022,1	3.721,1	6.582,4	16,4	6.598,8	10.319,9
1976	1.909,2	2.186,2	4.095,4	7.990,6	16,7	8.007,3	12.102,7
1977	2.062,3	2.429,1	4.491,4	9.396,3	16,0	9.412,3	13.903,7
1978	2.305,4	2.724,0	5.029,4	10.854,7	16,8	10.871,5	15.900,9
1979	2.586,3	2.916,7	5.502,9	12.158,6	18,9	12.177,5	17.680,4
1980	2.869,5	3.214,3	6.083,8	13.518,3	20,8	13.539,1	19.622,9
1981	3.121,2	3.644,5	6.777,5	15.368,1	21,5	15.389,6	22.167,1
1982	3.454,0	4.187,7	7.647,2	17.585,8	24,1	17.609,9	25.257,1
1983	3.670,7	4.192,1	7.862,8	19.229,9	26,1	19.256,0	27.118,8

(1) Incapacité temporaire : remboursement des honoraires, frais de séjour, pharmacie et autres prestations en nature et indemnisation pour perte de salaire jusqu'à la consolidation de la blessure. — (2) Incapacité permanente : rentes versées aux assurés lorsque la blessure prend un caractère permanent, sinon définitif, tel qu'un traitement n'est plus en principe nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation; rentes versées aux ayants droit de la victime en cas de décès.

TABLEAU C.04-17

Prestations familiales : bénéficiaires des principaux régimes (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole — *Unité :* Millier

Composition des familles	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Ensemble	
						Effectif	%
Ménage sans enfant (3)	104	—	11	—	—	115	2,0
1 enfant	970	8	167	20	36	1.201	20,8
2 enfants	2.217	18	403	77	127	2.842	49,3
3 enfants	870	8	142	36	61	1.117	19,4
4 enfants	246	3	33	11	18	311	5,4
5 enfants	87	1	10	4	5	107	1,9
6 enfants et plus	60	1	6	3	2	72	1,2
dont : 2 enfants et plus	3.480	31	594	131	213	4.449	77,2
Effectif au 31 décembre 1983	**4.554**	**39**	**772**	**151**	**249**	**5.765**	**100,0**
Au 31 décembre 1982	*4.554*	*43*	*798*	*155*	*271*	*5.821*	
Au 31 décembre 1981	*4.487*	*47*	*796*	*159*	*294*	*5.783*	
Au 31 décembre 1980	*4.368*	*52*	*793*	*166*	*324*	*5.703*	
Au 31 décembre 1979	*4.311*	*58*	*824*	*174*	*346*	*5.713*	
Au 31 décembre 1978	*4.104*	*65*	*1.042*	*179*	*366*	*5.756*	
Au 31 décembre 1977	*3.843*	*71*	*1.035*	*180*	*381*	*5.510*	
Au 31 décembre 1976	*3.816*	*77*	*1.040*	*185*	*402*	*5.520*	
Au 31 décembre 1975	*3.815*	*84*	*1.065*	*191*	*420*	*5.575*	
Au 31 décembre 1974	*3.715*	*89*	*1.019*	*193*	*438*	*5.454*	
Au 31 décembre 1973	*3.631*	*96*	*986*	*197*	*457*	*5.367*	

(1) Non compris les familles allocataires des départements d'outre-mer, les familles d'allocataires étrangers résidant hors de France, les bénéficiaires de l'allocation différentielle, les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ne percevant que cette prestation. Sont également exclues les familles percevant l'aide personnalisée au logement (FNH) et l'allocation de logement à caractère social (FNAL). — (2) Estimation concernant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979); agents des services particuliers (SNCF, RATP, EDF-GDF, etc.). — (3) Les ménages sans enfant peuvent percevoir sous condition de ressources l'allocation logement.

TABLEAU C.04-18

Prestations familiales : prestations servies (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole — *Unité :* Million de francs

Nature des dépenses	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total tous régimes	%
Prestations liées à la maternité	*4.653*	*34*	*637*	*158*	*137*	*5.619*	*4,9*
Soit :							
Allocations prénatales	1.631	10	232	53	48	1.974	1,7
Allocations postnatales	2.673	19	365	91	89	3.237	2,8
Congés de naissance et d'adoption	349	5	40	14	—	408	0,4
Prestations spécifiques	*13.342*	*82*	*448*	*455*	*953*	*15.280*	*13,3*
Soit :							
Allocation d'orphelin	2.335	33	241	59	77	2.745	2,4
Allocation d'éducation spéciale	632	11	94	28	40	805	0,7
Allocation adultes handicapés	9.270	24	—	321	748	10.363	9,0
Allocation de rentrée scolaire	1.105	14	113	47	88	1.367	1,2
Prestations suppléments de revenus	*57.622*	*626*	*8.216*	*2.264*	*3.600*	*72.328*	*63,1*
Soit :							
Allocations familiales	39.221	458	6.208	1.599	2.621	50.107	43,7
Complément familial	16.248	162	2.000	647	941	19.998	17,4
Allocation de salaire unique, de mère au foyer, de frais de garde et majorations	69	1	7	5	17	99	0,1
Allocation de parent isolé	1.983	5	1	11	17	2.017	1,8
Supplément de revenu familial	*101*	—	—	*2*	*4*	*107*	*0,1*
Autres dépenses de prestations	*1.011*	*10*	*3*	*60*	—	*1.084*	*1,0*
Soit :							
Prestations hors métropole	797	9	1	60	—	867	0,8
Allocation différentielle	65	—	—	—	—	65	0,1
Dépenses techniques	149	1	2	—	—	152	0,1
Logement	*18.420*	*34*	*687*	*552*	*679*	*20.372*	*17,7*
Soit :							
Allocation de logement	10.936	33	661	331	444	12.405	10,8
Prime de déménagement	(3) 448	1	26	5	1	481	0,4
Aide personnalisée au logement	7.036	—	—	216	234	7.486	6,5
Total année 1983	**95.048**	**786**	**9.991**	**3.489**	**5.369**	**114.683**	**100,0**
Année 1982	*84.653*	*757*	*9.756*	*3.225*	*5.141*	*103.532*	
Année 1981	*65.833*	*692*	*8.144*	*2.616*	*4.320*	*81.605*	
Année 1980	*54.530*	*622*	*7.183*	*2.234*	*3.827*	*68.396*	
Année 1979	*45.074*	*586*	*7.657*	*1.999*	*3.488*	*58.804*	
Année 1978	*39.309*	*589*	*8.280*	*1.861*	*3.275*	*53.314*	
Année 1977	*32.168*	*550*	*7.028*	*1.633*	*2.890*	*44.269*	
Année 1976	*27.252*	*526*	*6.334*	*1.468*	*2.545*	*38.125*	
Année 1975	*24.759*	*515*	*6.081*	*1.390*	*2.423*	*35.168*	
Année 1974	*21.537*	*489*	*5.864*	*1.260*	*2.240*	*31.390*	
Année 1973	*19.339*	*484*	*5.254*	*1.174*	*2.094*	*28.345*	
Année 1972	*16.499*	*469*	*4.522*	*1.051*	*1.834*	*24.375*	

(1) Non compris le solde des prêts (prêts aux jeunes ménages, prêts pour l'amélioration de l'habitat), les prestations versés dans les DOM et l'allocation logement à caractère social (FNAL), et les majorations exceptionnelles versées sur le budget de l'État. — (2) Estimation couvrant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des services particuliers (SNCF, EDF-GDF, RATP, etc.); agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979). — (3) Soit : 229 millions versés sur le Fonds national des prestations familiales (FNPF) et 219 millions versés sur le Fonds national de l'habitation (FNH).

TABLEAU C.04-19

Évolution du montant mensuel des prestations familiales (1) pour une famille de deux enfants

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Unité : Franc

		Avec un enfant de moins de 3 ans (2)		Avec deux enfants entre 4 et 9 ans (3)
		Total	Dont complément familial	
1984	Janvier	1.089,28	616,00	473,28
	Février	1.114,40	630,00	484,40
	Mars	»	»	»
	Avril	»	»	»
	Mai	»	»	»
	Juin	»	»	»
	Juillet	»	»	»
	Août	1.140,78	645,00	495,78
	Septembre	»	»	»
	Ocotobre	»	»	»
	Novembre	»	»	»
	Décembre	»	»	»
	Total annuel	**13.479,58**	**7.621,00**	**5.858,58**
	Moyenne mensuelle	1.123,29	635,08	488,21
Moyenne mensuelle :				
	1983	1.062,00		460,00
	1982	944,91		395,49
	1981	760,73		279,06
	1980 (4)	652,09		232,09
	1979 (4)	576,07		204,99
	1978	534,09		190,43
	1977 (4)	470,10		169,34
	1976	431,19		153,43
	1975 (4)	393,01		140,12
	1974	348,41		122,23

(1) Prestations versées à terme échu, c'est-à-dire un mois *après* la date de relèvement de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et du complément familial s'il y a lieu. — (2) Famille de 2 enfants dont un de moins de 3 ans : famille de condition modeste bénéficiant des allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites + indemnité compensatrice (supprimée à compter de janvier 1978) + allocation de salaire unique (versée sous condition de ressources à compter de juillet 1972 et assortie à cette date d'une majoration pour les familles dont les ressources sont inférieures à un certain plancher); l'allocation de salaire unique et sa majoration ont été supprimées (ainsi que l'allocation pour frais de garde) lors de l'instauration du complément familial à compter de janvier 1978. — (3) Famille de 2 enfants ayant entre 4 et 9 ans ne percevant pas de majorations pour âge et ne bénéficiant pas d'allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites + indemnité compensatrice (jusqu'en décembre 1977) et allocation de salaire unique (jusqu'en juin 1972). — (4) Aux prestations présentées ci-dessus, il convient d'ajouter, s'il y a lieu, de 1975 à 1980 l'incidence d'allocations exceptionnelles (hors allocation aux adultes handicapés et hors allocation logement) qui sont financées par le budget de l'État et ne sont pas incluses dans les statistiques de la CNAF : *septembre 1975 :* 250,00 F par enfant ayant ouvert droit à des prestations familiales en août 1975; *septembre 1977 :* 300,00 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire (soumise à condition de ressources); *septembre 1979 :* 210,20 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire; 205,00 F pour majoration exceptionnelle du complément familial (soumis à condition de ressources); *février 1980 :* 150,00 F par enfant ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire en septembre 1979; 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date du complément familial; *septembre 1980 :* 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date de l'allocation de rentrée scolaire.

TABLEAU C.04-20

Nombre respectif de familles bénéficiant, dans le régime général, des allocations familiales et du complément familial (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Au 31 décembre de chaque année	Familles percevant des allocations familiales	Complément familial (2)	Allocation de salaire unique (3)	
				Dont à taux majoré
1983	3.480.302	2.201.103		
1982	3.457.317	2.245.979		
1981	3.415.703	2.182.993		
1980	3.353.772	2.545.630		
1979	3.270.250	2.687.063		
1978	3.094.515	2.709.190		
1977	3.031.931		2.175.442	850.352
1976	2.999.087		2.312.603	887.164
1975	2.990.507		2.454.240	916.665
1974	2.952.653		2.514.940	893.841
1973	2.906.581		2.581.295	827.475
1972	2.849.138		2.631.891	761.410

(1) Salariés + population non active + employeurs et travailleurs indépendants en métropole. L'intégration progressive des agents des collectivités locales entre 1979 et 1980 est incluse dans ces chiffres qui ne sont pas toujours rigoureusement comparables d'une année sur l'autre. — (2) Complément familial à compter de janvier 1978 : versé au taux plein ou comme allocation différentielle, y compris les allocataires au titre du maintien des droits (allocation de salaire unique, allocation de la mère au foyer avec et sans majoration et allocation pour frais de garde). — (3) Allocation de salaire unique (salariés) et allocation de la mère au foyer (non salariés) versées à compter de juillet 1972 sous condition de ressources et assorties à cette même date d'une majoration soumise à des conditions de ressources, d'âge et de nombre d'enfants plus strictes.

TABLEAU C.04-21

Pension minimum de vieillesse

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Unité : Franc

Date d'effet		Taux annuels				Plafond des ressources annuelles	
		Pension minimum (1) [AVTS]	Allocation supplémentaire (FNS)	Total			
				Personne seule	Ménage	Personne seule	Ménage
1974	1er janvier	2.450	2.750	5.200	10.400	6.400	10.400
	1er juillet	3.000	3.300	6.300	12.600	7.200	12.600
1975	1er janvier	3.250	3.550	6.800	13.600	7.700	13.600
	1er avril	3.500	3.800	7.300	14.600	8.200	14.600
1976	1er janvier	3.750	4.300	8.050	16.100	8.950	16.100
	1er juillet	4.000	4.500	8.500	17.000	9.400	17.000
1977	1er janvier	4.300	4.700	9.000	18.000	9.900	18.000
	1er juillet	4.750	5.250	10.000	20.000	10.900	20.000
	1er décembre	5.250	5.750	11.000	22.000	11.900	22.000
1978	1er juillet	5.800	6.200	12.000	24.000	12.900	24.000
1979	1er janvier	6.400	6.500	12.900	25.800	13.800	25.800
	1er juillet	7.000	6.800	13.800	27.600	14.700	27.600
	1er décembre	7.400	7.200	14.600	29.200	15.500	29.200
1980	1er juin	7.900	7.700	15.600		16.500	31.200
1981	1er janvier	8.500	8.500	17.000	34.000	17.900	34.000
	1er juillet	9.400	11.000	20.400	40.800	21.300	40.800
1982	1er janvier	10.100	13.900	24.000	44.400	24.900	44.400
	1er juillet	10.900	14.600	25.500	47.200	26.400	47.200
1983	1er janvier	11.300	15.200	26.500	49.000	27.400	49.000
	1er juillet	11.750	15.810	27.560	50.470	28.460	50.470
1984	1er janvier	11.960	16.090	28.050	51.380	28.950	51.380
	1er juillet	12.220	16.440	28.660	52.300	29.560	52.300
1985	1er janvier	12.640	17.000	29.640	53.870	30.540	53.870
	1er juillet	12.990	17.480	30.470	...	31.370	...

NB — AVTS = allocation aux vieux travailleurs salariés; FNS = Fonds national de solidarité. — (1) La pension minimum de vieillesse ou d'invalidité, la pension minimum allouée au conjoint survivant, l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui n'ont pu bénéficier de la Sécurité sociale sont majorées de 10 % si l'allocataire a élevé au moins trois enfants. Si le pensionné a un conjoint de plus de 65 ans à charge, celui-ci reçoit également une pension minimum et l'allocation supplémentaire, s'il y a lieu, puisque cette dernière est soumise à une clause de ressources. Depuis juillet 1974, le conjoint à charge de moins de 65 ans ne perçoit plus de majoration forfaitaire (50 F jusqu'à cette date). Depuis janvier 1982, le minimum vieillesse versé pour un ménage n'est plus le double de celui d'une personne seule.

TABLEAU C.04-22

Revalorisation des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse

(Salariés du régime général et du régime agricole)

Source : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

Date d'effet		Coefficient de revalorisation (1)	Date d'effet		Coefficient de revalorisation (1)
1974	Janvier	1,082	1980	Janvier	1,054
	Juillet	1,067		Juillet	1,064
1975	Janvier	1,063	1981	Janvier	1,067
	Juillet	1,096		Juillet	1,062
1976	Janvier	1,083	1982	Janvier	1,067
	Juillet	1,082		Juillet	1,074
1977	Janvier	1,086	1983	Janvier	1,040
	Juillet	1,071		Juillet	1,040
1978	Janvier	1,082	1984	Janvier	1,018
	Juillet	1,044		Juillet	1,022
1979	Janvier	1,065	1985	Janvier	1,034
	Juillet	1,040		Juillet	1,028

(1) Coefficient de revalorisation pour les *pensions* déjà liquidées fixé chaque année par arrêté avec effet du 1er avril jusqu'en 1973, et des 1er janvier et 1er juillet de chaque année à compter de 1974. La revalorisation correspondante des *rentes* d'accidents du travail prend effet un mois auparavant.

Ce coefficient était établi d'après le rapport du salaire moyen des assurés pour l'année écoulée et l'année considérée, tel qu'il résulte de la masse des cotisations encaissées et de l'effectif des assurés (art. 344 du Code de sécurité sociale). Dans le souci de rompre l'indexation sur les salaires, les coefficients de revalorisation ont été fixés forfaitairement depuis janvier 1983.

N.B. — Les assurés titulaires d'une pension de vieillesse au taux plein prenant effet à compter du 1er avril 1983 peuvent prétendre au nouveau *minimum de pensions contributives* institué par la loi du 31 mai 1983 et le décret du 30 août 1983 et fixé à 26.400 F par an au 1er avril 1983, soit 2.200 F par mois. Il est attribué sans condition de ressources et revalorisé aux mêmes dates et selon les mêmes taux que les pensions de vieillesse du régime général de la Sécurité sociale.

TABLEAU C.04-23

Coefficients de majoration des salaires servant de base au calcul des pensions de vieillesse liquidées à partir du 1er juillet 1985

Salariés du régime général et salariés agricoles

Source : Journal officiel et Liaisons sociales

Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire des cotisations versées	Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire des cotisations versées	Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire des cotisations versées
1930	1.278,9	1949	49,716	1968	6,268
1931	1.278,9	1950	43,632	1969	5,445
1932	1.278,9	1951	30,960	1970	4,942
1933	1.278,9	1952	25,832	1971	4,433
1934	1.278,9	1953	24,473	1972	3,996
1935	1.278,9	1954	23,881	1973	3,687
1936	1.149,5	1955	21,864	1974	3,254
1937	920,05	1956	19,589	1975	2,743
1938	834,60	1957	18,205	1976	2,334
1939	766,05	1958	16,011	1977	2,013
1940	766,05	1959	14,492	1978	1,811
1941	510,98	1960	13,501	1979	1,651
1942	328,31	1961	11,699	1980	1,458
1943	328,31	1962	10,069	1981	1,285
1944	265,22	1963	9,018	1982	1,150
1945	131,39	1964	8,128	1983	1,087
1946	108,16	1965	7,601	1984	1,028
1947	84,248	1966	7,183	1985	1,000
1948	58,823	1967	6,802		

N.B. — Pour la détermination du salaire annuel moyen servant de base au calcul des pensions de vieillesse et d'invalidité de Sécurité sociale dont l'entrée en jouissance est postérieure au 1er juillet 1984, il est appliqué aux salaires résultant des cotisations versées les coefficients de majoration ci-dessus résultant de l'arrêté du 17 janvier 1984. Ces coefficients sont modifiés chaque année par arrêté publié au *Journal officiel*. On détermine ainsi les dix meilleures années de salaire et la pension est fixée en pourcentage du salaire moyen de ces dix meilleures années (50 % pour 150 trimestres de cotisation, soit 37,5 ans, dans la limite du plafond de la Sécurité sociale).

TABLEAU C.04-24

Retraites complémentaires des salariés : effectifs des cotisants et des allocataires

Au 31 décembre 1983

Sources : AGIRC, ARRCO, IRCANTEC

Caisses	Cotisants	Allocataires	
		Assurés	Conjoints et orphelins
Caisses AGIRC (1)	1.996.000	394.763	252.043
Caisses ARRCO (2)	13.494.160	3.717.707	1.445.770
Caisse IRCANTEC (3)	1.700.000	481.410	101.479

(1) AGIRC : Association générale des institutions de retraites des cadres. — (2) ARRCO : Association des régimes de retraites complémentaires. — (3) IRCANTEC : Institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales.

TABLEAU C.04-25

Retraites complémentaires des salariés : valeur du point

Sources : AGIRC, UNIRS, IRCANTEC (Caisse des dépôts et consignations)

Unité : Franc

Date d'effet		Cadres (AGIRC)	Non-cadres (UNIRS)	IRCANTEC (2)
1974	Moyenne annuelle	0,6475	(1) 0,5720	0,559
1975	Moyenne annuelle	0,7380	(1) 0,6360	0,635
1976	Moyenne annuelle	0,8300	0,7380	0,732
1977	Moyenne annuelle	0,8970	0,8250	0,816
1978	Moyenne annuelle	0,9762	0,9740	0,893
1979	Moyenne annuelle	1,0670	1,0100	0,994
1980	Moyenne annuelle	1,1880	1,1640	1,121
1981	Moyenne annuelle	1,3450	1,3480	1,263
1982	Moyenne annuelle	1,4950	1,5180	1,454
1983	Moyenne annuelle	1,6150	1,6280	1,606
1984	1er janvier	1,7200	1,7200	1,701
	1er juillet	1,7360	1,7880	1,738
	Moyenne annuelle	1,7280	1,7540	1,720
1985	1er janvier	1,7900	1,8320	1,776
	1er juillet	1,8390	1,8800	1,813

(1) Moyennes annuelles incorporant les fractions du versement exceptionnel de 0,044 F par point payé le 1er juillet 1975 et afférentes aux exercices 1974 et 1975 de l'UNIRS. — (2) Avant janvier 1971, il existait pour la fonction publique deux régimes distincts IPACTE pour les cadres non titulaires et IGRANTE pour les personnels non titulaires non cadres.

TABLEAU C.04-26

Montant annuel des allocations de chômage et de préretraite et effectifs de bénéficiaires

Année 1984

Source : UNEDIC

	Montant annuel (millions de francs)	Bénéficiaires au 31 décembre
CHÔMAGE		
Allocation de base et allocation de base exceptionnelle (1)	37.941,3	787.991
— allocation de base : ancienne réglementation		300.308
nouvelle réglementation		440.257
— allocation de base exceptionnelle		42.233
— allocation spéciale		5.193
Allocation de fin de droits (2)	3.949,6	
— ancienne réglementation		62.335
— nouvelle réglementation		205.796
Allocation d'insertion (3)	3.198,0	
— allocation forfaitaire		86.093
— nouvelle réglementation		80.997
Allocation de solidarité spécifique (4)	1.145,6	
— aide de secours exceptionnel		1.628
— nouvelle réglementation		69.870
Total des allocations chômage :		
1984	46.234,5	1.294.710
1983	41.209,4	1.095.478
1982	44.937,4	///
1981	34.782,6	///
1980	20.894,0	///

	Montant annuel (millions de francs)	Bénéficiaires au 31 décembre
PRÉRETRAITE		
Allocation spéciale FNE (5)	6.649,2	117.347
Allocation conventionnelle de solidarité (6)	12.481,0	148.188
Garantie de ressources (7)	30.156,4	
— licenciement		187.068
— démission		221.192
Total des allocations de préretraite :		
1984	49.286,6	673.795
1983	39.843,8	694.575
1982	24.405,8	///
1981	14.164,8	///
1980	8.031,1	///
Autres allocations (8) :		
1984	2.715,4	20.449
1983	2.700,5	20.117
1982	2.985,0	///
1981	2.931,7	///
1980	3.875,8	///
Total des prestations versées :		
1984	98.236,5	1.988.954
1983	83.753,7	1.810.170
1982	72.328,2	///
1981	51.879,1	///
1980	32.800,9	///

De nouvelles prestations de chômage ont été créées dans le cadre du système d'indemnisation du chômage en vigueur depuis le 1er avril 1984. Cependant les chômeurs indemnisés antérieurement au titre de l'ancienne réglementation continuent à percevoir la même allocation jusqu'à épuisement des droits notifiés. L'ancienne et la nouvelle réglementations vont donc coexister jusqu'à disparition progressive de la première. A des fins de comparaison avec le passé, on a préféré regrouper ensemble les bénéficiaires d'allocations de même type dans les deux réglementations. — (1) Allocation de base et allocation de base exceptionnelle s'adressent toutes deux aux travailleurs involontairement privés d'emploi et elles correspondent à peu près à l'allocation de base du système antérieur. La première concerne les travailleurs ayant au moins six mois de référence de travail et est égale à 42 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. La seconde concerne les travailleurs ayant entre trois et six mois de référence de travail et est égale à 30 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. Pour les allocataires présentant des salaires de référence modestes, une allocation minimale est servie. L'allocation spéciale allouée aux chômeurs victimes d'un licenciement économique selon un taux plus avantageux figure dans cette rubrique. — (2) Allocation de fin de droits : il s'agit d'un montant journalier égal à la partie fixe de l'allocation de base et versé aux chômeurs ne pouvant plus bénéficier de l'allocation de base. Cette allocation, à quelques modifications près, est la suite de l'allocation de fin de droits de l'ancienne réglementation. Pour certains allocataires âgés (plus de 55 ans) et présentant vingt ans d'activité, le montant doublé. — (3) Allocation d'insertion : elle est à peu près la prolongation de l'allocation forfaitaire de l'ancien système et s'adresse à certaines catégories de personnes : jeunes à la recherche d'un premier emploi, femmes veuves, divorcées ou séparées à la recherche d'un emploi, anciens détenus. Cette allocation est un montant fixe et elle est financée par l'État dans le cadre du régime de solidarité. — (4) Allocation de solidarité spécifique : Cette allocation journalière est la suite de l'Aide de Secours Exceptionnel. Elle a un taux fixe et elle est financée par l'État. Elle est renouvelable tous les six mois sans limitation dans le temps jusqu'à l'atteinte de l'âge de la retraite. — (5) Allocation spéciale FNE : Elle appartient au domaine des préretraites État et le financement principal revient à l'État. Cette allocation est à quelques détails près la suite de l'allocation conventionnelle FNE de l'ancienne réglementation. Son montant est égal à 70 % pour les bénéficiaires entrés avant décembre 1982 et pour les suivants égal à 60 % du salaire journalier de référence dans la limite du plafond de sécurité sociale, plus 50 % de la part du salaire comprise entre ce plafond et le plafond de cotisation au régime de retraite complémentaire des cadres. Cette allocation concerne des allocataires licenciés âgés de 55 ans à moins de 65 ans et remplissant certaines conditions. L'accès à cette allocation est toujours ouvert. — (6) Allocation conventionnelle de solidarité : Cette allocation appartient aussi au domaine des préretraites État. Depuis janvier 1984, il n'y a plus de possibilité d'entrer en allocation conventionnelle de solidarité. Cette allocation s'adressait à des personnes démissionnaires sous certaines conditions, notamment d'âge (55 à moins de 60 ans). Son montant suit les mêmes règles que l'allocation précédente. — (7) Garantie de ressources : cette allocation est servie à des personnes licenciées ou démissionnaires. L'entrée directe n'est plus possible depuis la mi-1983. L'allocation reste ouverte aux personnes atteignant l'âge de 60 ans sous condition d'avoir accédé avant le 1er juillet 1983 aux préretraites servies entre 55 et 60 ans. Le taux d'indemnisation suit les mêmes règles que l'allocation spéciale FNE. Les personnes entrées en préretraite avant décembre 1982 sont indemnisables jusqu'à 65 ans. Les autres seront indemnisées jusqu'à l'âge de la retraite. — (8) A la rubrique « autres » figurent notamment :

— l'allocation complémentaire appartenant au régime de solidarité financée par l'État;
— l'allocation de préretraite progressive (ancienne ACC) financée par l'État;
— l'ancienne indemnité de formation financée par l'UNEDIC.

TABLEAU C.04-27

Chômage : montant des allocations journalières de chômage total

Moyennes annuelles

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, UNEDIC

Unité : Franc

	Allocation d'aide publique (1)	Allocation de base	Taux minimum UNEDIC (1)
1973	8,85		11,54
1974	10,00		13,94
1975	12,00		19,21
1976	13,50		22,62
1977	15,00		26,00
1978	16,25		29,65
1979 (2)	///		///
1980		61,50	
1981		72,82	
1982		85,21	
1983 (3)		95,25	
1984 (4) Ancien régime		100,58	

(1) Pendant les trois premiers mois de chômage. — (2) Une réforme de l'indemnisation de chômage est intervenue à compter de juillet 1979, une allocation de base minimale se substituant à l'allocation légale d'aide publique et à l'allocation minimum versée par l'UNEDIC. — (3) Le décret du 24 novembre 1982 a sensiblement modifié les conditions d'attribution des allocations de chômage. — (4) Une réforme est intervenue au 1er avril 1984 séparant nettement l'indemnisation des chômeurs ayant déjà cotisé à l'UNEDIC et percevant à ce titre un pourcentage de leur salaire antérieur (l'indemnisation minimale journalière étant celle figurant dans le tableau ci-dessus) et l'attribution à des demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé antérieurement (jeunes, femmes,...) d'indemnités forfaitaires dites d'insertion.

TABLEAU C.04-28

Indemnisation du chômage partiel

Moyennes annuelles

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, UNEDIC

	Nombre annuel d'heures indemnisables	Allocation publique (1)	Allocation complémentaire conventionnelle (2)	Plancher garanti (9)	Nombre total annuel de journées indemnisées	Effectifs
	Heures	F/h	F/h	F/h	En milliers	Moyenne mens.
1973 Moyenne	(3) 280	1,51675	2,19	///	*r* 828,3	15.082
1974 Moyenne	320	1,75	2,85	///	*r* 3.908,8	88.472
1975 Moyenne	470	(4) 2,33	(8) 50 %	7,00	*r* 14.941,8	299.417
1976 Moyenne	400	(5) 3,00-3,50 4,50	»	7,79	6.998,4	132.537
1977 Moyenne	»	»	»	8,63	*r* 10.126,8	202.574
1978 Moyenne	»	(6) 3,50-4,00 5,00	»	10,00	8.525,1	177.502
1979 Moyenne	»	4,380	(11) »	11,16	5.067,9	113.070
1980 Moyenne	»	5,621	»	12,70	*r* (7) 10.140,9	179.417
1981 Moyenne	(10) 600	6,332	»	14,71	*r* 17.411,6	320.311
1982 Moyenne	»	7,179	»	17,66	*r* 12.237,6	387.706
1983 Moyenne	»	8,026	»	19,45	14.567,8	237.459
1984 Moyenne	»	8,698	»	20,50	...	...
1985 Mai	»	»	»	22,75	...	...
Juillet	»	9,604	»	23,00	...	...

(1) Allocation publique : versée pour l'ensemble de la France à un taux uniforme jusqu'au 27 juillet 1975, puis, jusqu'à fin juin 1979, à un taux progressif, suivant la durée du chômage partiel; enfin, depuis juillet 1979, à un taux égal à 70 % du minimum garanti au 1er juillet de chaque année. — (2) Allocation complémentaire en application de l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968 s'appliquant aux entreprises relevant d'une branche d'activité appartenant au CNPF. Elle est versée à un taux uniforme jusqu'au 27 juillet 1975, puis à un taux tel que s'ajoutant, s'il y a lieu, à l'allocation publique, il soit égal à 50 % de la rémunération horaire. Un plancher minimum est fixé par avenant à l'accord paritaire et étendu par arrêté. — (3) Contingent annuel de 280 heures en janvier 1973, porté en juin à 320 heures pour l'année 1973. — (4) L'allocation publique varie à compter du 28 juillet 1975 entre 2,50 F et 4,50 F selon la tranche de durée (2,50 F pour les 80 premières heures de chômage partiel — 3,50 F de 81 à 160 heures — 4,50 F de 161 à 470 heures). La moyenne annuelle a été établie pour l'année 1975 en retenant le taux d'indemnisation de la première tranche. Les dates de modification du taux d'indemnisation se réfèrent au calendrier des quatorzaines établi par l'UNEDIC (et non au 1er jour du mois). — (5) A compter du 4 mars 1976. — (6) A compter du 1er mars 1978. — (7) Nouvelle série à compter d'avril 1980. — (8) Y compris l'allocation publique, soumise à clause de ressources jusqu'en juillet 1979, et dont le taux a varié de 1975 à 1979 selon le nombre d'heures de chômage partiel. — (9) Plancher garanti : allocation publique + allocation complémentaire. — (10) Contingent annuel de 400 heures porté à 600 heures à compter de juillet 1981. — (11) A compter de mars 1979, l'État prend en charge, à hauteur de 80 %, les indemnités complémentaires de chômage partiel versées par les entreprises en application d'un accord dûment agréé (dans la limite d'une indemnisation de 70 % de la rémunération horaire brute), lorsque le chômage partiel permet d'éviter des licenciements.

TABLEAU C.04-29

Mutualité

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de sociétés mutualistes	8.932	8.635	8.348	8.013	7.840	7.673	7.513	7.321	7.283	7.172	7.047
Prestations servies (en millions de F).....	2.549	2.795	3.268	4.120	4.657	5.163	6.315	7.346	8.446	10.019	11.564

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications statistiques périodiques :

- *Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, secrétariat d'État chargé de la Santé,* 14, avenue Duquesne, 75700 Paris;
- *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales,* 1982-1983 (rétrospectif 1970-1980); 1984 à paraître;
- *Annuaire statistique vieillesse,* 2e éd., 1985;
- *Santé-Sécurité sociale, statistiques et commentaires* (bimestriel), diffusé par La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07;
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés : *Statistiques des régimes d'assurance maladie* (annuel);
- *Statistiques nationales d'accidents du travail (annuel avec rétrospective sur trois années);*
- Caisse nationale des Allocations familiales : *Statistiques, résultats généraux* (annuel).
  CNAF : 23, rue Daviel, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 81 12 67;
- Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés : *Statistiques* (annuel);
- Union des caisses centrales de la Mutualité agricole : *La Mutualité sociale agricole, statistiques* (annuel).
  Caisses centrales de mutualité sociale agricole : 8-10, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 96 77 77;
- Association générale des institutions de retraites des cadres : *Bulletin d'information* (trimestriel).
  AGIRC : 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : (1) 45 01 53 20;
- Association des régimes de retraites complémentaires : *Bulletin d'information* (trimestriel). Rapport d'activité (annuel).
  ARRCO : 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : (1) 43 46 13 20;
  Principal régime : Union nationale des institutions de retraite des salariés. UNIRS : 16, place du Général-Catroux, 75017 Paris. Tél. : (1) 47 66 04 46;
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce : *Bulletin de liaison* (mensuel). UNEDIC : 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 96 16 51.

Articles et rapports :

- « Les comptes de la protection sociale, méthodes et séries 1959-1978 ». *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 82, 1979;
- « Le compte satellite de la protection sociale ». *Economie et statistique,* n° 122, juin 1980;
- « Les comptes de la protection sociale, séries 1977-1981 », *Archives et documents,* n° 62, décembre 1982;
- « Dix ans d'aide à la famille », *Économie et statistique*, n° 125, septembre 1980;
- « L'effet troisième enfant », *Économie et statistique*, n° 138, novembre 1981;
- « La sécurité sociale et la politique familiale en question », *Droit social*, janvier 1981, numéro spécial;
- « L'indemnisation du chômage en France et à l'étranger », *Documents du CERC*, n° 62, 1982;
- « Les revenus des personnes âgées » (les retraites et leur législation), *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 52, 1976;
- « Les retraités et leurs ressources », CREDOC, septembre 1983, 149 p.;
- « Comparaison des régimes de sécurité sociale (II); les régimes de retraite », *Documents du CERC*, n° 68, 1983;
- « L'inégalité sociale devant la mort », *Économie et statistique,* n° 162, janvier 1984;
- « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983;
- « Le vieillissement démographique et ses conséquences économiques et sociales », *JO; Avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 22, 13 décembre 1983;
- « Accidents du travail et maladies professionnelles », *Législation sociale,* n° spécial 5624, Liaisons sociales, mars 1985, 155 pages;
- « Les revenus du patrimoine sont très inégalement répartis », *Économie et statistique,* n° 180, septembre 1985.

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN 1984

Séries de la Comptabilité Nationale

Au sommaire de cet ouvrage :

- **Documentation des séries annuelles de consommation ;**
- **Évolution de la consommation ;**
- **Consommation par produit ;**
- **Consommation par fonction ;**
- **Consommation par durabilité ;**
- **Consommation par grand groupe de produits.**

Les collections de l'INSEE, Série M « Ménages » n° 112
volume broché - format 21 × 29,7 - 104 pages - 60 F.

CONSULTATION, VENTE P 713

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

D

Consommation et conditions de vie

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN 1984

Séries de la Comptabilité Nationale

Au sommaire de cet ouvrage :

- Documentation des séries annuelles de consommation ;
- Évolution de la consommation ;
- Consommation par produit ;
- Consommation par fonction ;
- Consommation par durabilité ;
- Consommation par grand groupe de produits.

Consommation et conditions de vie

Les collections de l'INSEE, Série M « Ménages » n° 112
Format 21 × 29,7 - 106 pages - 60 F

En vente aux Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de volume)

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre D. 01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale
2. Quantités consommées
3. Données d'enquêtes auprès des ménages

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution qui composent ce chapitre sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans les tableaux 1 et 2 sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité — SECN — base 1970) : leur addition forme exactement le total « consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente.

Dans les tableaux 1, les biens et services consommés sont répartis en sous-groupes de produits issus des quatre principaux groupes : produits alimentaires, énergie, produits industriels et services.

Dans les tableaux 2 est donnée une autre ventilation de la consommation, dite par durabilité : biens durables, biens semi-durables, biens non durables et services.

11. Définitions

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

111. Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

1. Voir le chapitre « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et aussi le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les *ménages ordinaires* (2) et la *population des institutions.* Les recensements de population permettent de connaître les effectifs de ces groupes. Ces effectifs étaient les suivants au recensement de 1982 :

Unité : millier

Population des ménages ordinaires....	53 031	97,6 %
Population des institutions.....	1 304	2,4 %
Population totale	**54 335**	**100,0 %**

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable (3). La population des institutions comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

112. La consommation finale du tableau Entrées-Sorties et la consommation finale du compte d'utilisation du revenu

Dans le système élargi de comptabilité nationale, on rencontre fréquemment deux types de consommation : la consommation sur le territoire et la consommation des résidents (consommation finale nationale).

La consommation sur le territoire se compose de la consommation finale des ménages résidents sur le territoire économique et de celle des non-résidents sur le territoire économique, la consommation des non-résidents étant principalement constituée par la consommation des touristes étrangers en France. La consommation sur le territoire est celle qui apparaît dans le tableau Entrées-Sorties. Comme elle est établie à partir d'équilibres ressources-emplois, on en connaît la ventilation par produit.

La consommation finale nationale (des résidents) est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde. C'est elle qui apparaît dans le compte d'utilisation du revenu. On n'effectue pas la ventilation par produits faute d'informations fines sur les consommations des non-résidents en France et des résidents français dans le reste du monde.

Cette consommation est liée au revenu disponible par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation des résidents + épargne.

L'avantage de cette définition est que l'épargne qui en résulte correspond à un groupe homogène, les ménages résidents, alors qu'une épargne liée à une consommation territoriale correspondrait à un groupe moins homogène. Ce traitement, s'il est logique, n'en est pas moins malcommode en raison du fait que la consommation qui apparaît dans le tableau Entrées-Sorties n'est pas celle qui apparaît dans le compte d'utilisation du revenu.

La consommation sur le territoire est égale au total de la consommation des résidents sur le territoire et de la consommation des non-résidents sur le territoire.

La consommation des résidents est égale au total de la consommation des résidents sur le territoire et de celle des résidents dans le reste du monde.

On peut schématiser comme suit ces égalités :

Lieu de consommation	Territoire économique	Type de ménage : Consommation finale des résidents sur le territoire	Type de ménage : + Consommation finale des non-résidents sur le territoire	= Consommation sur le territoire [TES] (1)
	Reste du monde	+ Consommation finale des résidents dans le reste du monde	–	–
		= Consommation finale des résidents [TEE] (2)	–	–

(1) TES : Tableau Entrées-Sorties.
(2) Tableau économique d'ensemble.

On voit que pour passer de la consommation sur le territoire, retracée dans le tableau Entrées-Sorties, à la consommation finale nationale des résidents, il faut lui retrancher la consommation finale des non-résidents sur le territoire et lui ajouter la consommation finale des résidents dans le reste du monde.

2. Sur la définition des ménages ordinaires, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
3. Sur la définition de la population réintégrable, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.

113. Consommation marchande et consommation non marchande

La consommation des ménages sur le territoire comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

En comptabilité nationale, le sens du mot consommation est plus large que dans son acception courante. La consommation comprend non seulement, comme on vient de le voir, les services non marchands, mais aussi, en plus des biens ou services achetés sur le marché, les loyers fictifs, la totalité de la consommation médicale, qu'il y ait ou non tiers payant et l'autoconsommation alimentaire.

Pour simplifier les statistiques, les ménages sont supposés, dans le cadre de leur *activité domestique,* consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc des biens durables (autos, matériel ménager,...) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fuel, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages.

Les biens durables achetés à tempérament sont également comptabilisés à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités ont fait l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de services sous forme de marges.

A l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réductions des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile » dans les hôpitaux d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations des produits « Services de santé » et « Hôtels, cafés et restaurants ».

Ces consommations sont marchandes. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre la consommation alimentaire des militaires du contingent est comptabilisée dans le produit « Hôtels, cafés et restaurants » et correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Lors d'établissements de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, vignette automobile, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurance au titre des indemnités d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple droits de scolarité.

114. L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires.

En pratique, l'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture...), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats. L'autoconsommation de bois de chauffage n'est pas évaluée parce que mal connue.

L'autoconsommation alimentaire est évaluée *au prix à la production*. On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

12. Sources et méthodes d'estimation

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :

— enquêtes directes auprès des ménages (générales ou spécialisées);
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

121. Les enquêtes de consommation auprès des ménages

Ces enquêtes, périodiques, sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux, car ayant un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :

— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs de biens durables;
— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement, sauf en 1975 et devenue bisannuelle à partir de 1982;
— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable; la dernière a été réalisée en 1984-1985;
— l'enquête habillement de 1971-1972; une nouvelle enquête a été réalisée en 1983;
— l'enquête logement de 1978;
— les enquêtes santé de 1970-1971 et 1980-1981;
— les enquêtes transports de 1973-1974 et 1981-1982.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique Sources de documentation à la fin de ce chapitre.

122. Les statistiques de production et du commerce extérieur

Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement pour l'établissement des indices de prix.

123. Les statistiques de distribution

Différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres Ressources-Emplois.

124. Estimation de la consommation par produit

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants) dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors toute TVA et les importations, augmentées des droits et taxes sur importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

125. La synthèse des estimations

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre les équilibres Ressources-Emplois nécessitent de faire une estimation des variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

126. Évolution et niveaux

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des trois sources déjà citées, dans le cadre des équilibres Ressources-Emplois.

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant des indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

2. Quantités consommées
(tableau 3)

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de *produits alimentaires* reproduites dans ce tableau ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution — ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les *produits non alimentaires et les services,* ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux — dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

3. Données d'enquêtes auprès des ménages

31. Équipement des ménages
(tableaux 4 et 5)

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

32. Consommation alimentaire
(tableaux 6 à 8)

Ces données sont tirées de l'enquête permanente sur la consommation alimentaire réalisée par l'INSEE depuis 1975 auprès d'un échantillon de quelque 11.000 ménages représentatif de l'ensemble des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain. Cette enquête, qui permet d'étudier les disparités de consommation alimentaire entre ménages, les structures de cette consommation, fournit également des informations sur les lieux d'achat des produits alimentaires et les repas pris à l'extérieur.

33. Les transports des ménages
(tableaux 9 et 10)

Sont présentés ici de premiers résultats de l'enquête sur les transports réalisée en 1981-1982 par l'INSEE avec le concours de l'IRT (Institut de recherche des transports).

Effectuée auprès d'un échantillon de quelque 8.000 ménages représentatif de la population totale, cette enquête fournit de nombreuses informations, notamment sur les déplacements quotidiens ou plus exceptionnels des personnes, sur les véhicules à moteur possédés par le ménage ou mis à sa disposition d'une manière permanente et sur les dépenses de transport.

Cette enquête de 1981 fait suite à d'autres enquêtes Transports réalisées antérieurement par l'INSEE (en 1967, en 1973-1974). Aussi peut-on établir, malgré les difficultés de comparaison entre deux sources non complètement identiques, quelques données d'évolution. Il a même été possible pour certains résultats d'apporter des éléments de comparaison provenant d'autres enquêtes qui avaient été réalisées à des époques différentes de celles des enquêtes Transports.

*
**

TABLEAU D.01-1.A

Consommation des ménages par produits : en valeur

(Séries homogènes à la base 1971)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Groupes et sous-groupes de produits	1975	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982*	*r* 1983*	1984*	Coefficients budgétaires (%) 1970	Coefficients budgétaires (%) 1984
1. *Produits alimentaires*	*206.847*	*233.325*	*263.123*	*290.854*	*322.546*	*358.667*	*409.092*	*464.899*	*513.124*	*558.246*	*25,6*	*20,2*
1.1. Produits à base de céréales	21.921	25.027	27.753	31.713	36.583	41.328	46.671	52.094	57.713	62.269	2,6	2,3
Pain et pâtisserie	15.079	17.673	19.673	22.739	26.497	29.686	33.305	36.912	40.512	43.467	1,8	1,6
Biscuiterie, pâtes et autres produits à base de céréales	6.842	7.354	8.080	8.974	10.086	11.642	13.366	15.182	17.201	18.802	0,8	0,7
1.2. Légumes et fruits frais	24.851	27.694	31.571	32.305	34.304	35.709	43.241	48.265	56.213	61.445	3,1	2,2
Légumes frais	13.952	16.456	18.169	17.426	19.917	20.018	25.505	27.994	33.630	37.675	1,8	1,4
Fruits frais	10.899	11.238	13.402	14.879	14.387	15.691	17.736	20.271	22.583	23.770	1,3	0,8
1.3. Viande, volaille, œufs, poisson	71.123	81.433	91.368	102.251	112.353	125.853	143.505	163.153	177.325	191.904	9,0	6,9
Viande, volaille, œufs	64.294	73.689	82.163	92.299	100.858	112.940	128.280	147.188	160.545	173.664	8,2	6,2
Produits de la pêche	6.829	7.744	9.205	9.952	11.495	12.913	15.225	15.965	16.780	18.240	0,8	0,7
1.4. Produits laitiers, n. c. beurre	23.046	26.181	29.222	32.873	37.717	43.309	50.358	59.065	65.841	72.945	2,6	2,7
1.5. Corps gras, y. c. beurre	11.145	11.295	12.585	14.116	15.219	15.746	17.918	19.641	20.425	22.949	1,4	0,8
1.6. Produits d'alimentation divers (1)	27.098	30.689	37.529	41.180	45.251	51.637	56.371	64.639	72.080	79.323	3,3	2,9
1.7. Boissons	27.663	31.006	33.095	36.416	41.119	45.085	51.028	58.042	63.527	67.411	3,6	2,4
dont : Vins	11.492	12.408	13.475	14.975	16.817	17.775	20.011	22.526	23.783	24.672	1,8	0,9
2. *Énergie*	*68.627*	*81.385*	*94.215*	*109.191*	*128.204*	*159.556*	*196.238*	*213.673*	*240.756*	*264.376*	*6,6*	*9,6*
2.1. Chauffage, éclairage et eau	38.498	46.479	52.430	61.485	73.028	93.994	108.964	125.469	144.501	159.382	3,6	5,8
Fiouls	11.448	13.872	15.029	17.699	21.337	28.841	31.457	33.623	35.739	36.872	1,0	1,4
Butane et propane	2.456	2.673	2.841	3.160	3.713	5.244	6.563	7.381	8.226	8.740	0,2	0,3
Électricité	10.727	13.950	16.627	19.727	23.553	29.532	34.326	41.974	51.516	59.300	1,0	2,1
Gaz	5.849	6.536	7.215	8. 642	9.729	13.231	16.901	20.668	24.873	28.103	0,5	1,1
Sylviculture, charbon, eau et chauffage urbain	8.018	9.448	10.718	12.257	14.696	17.146	19.717	21.823	24.147	26.367	0,9	0,9
2.2. Carburants et lubrifiants	30.129	34.906	41.785	47.706	55.176	65.562	77.274	88.204	96.255	104.994	3,0	3,8
3. *Produits industriels*	*294.707*	*339.998*	*369.681*	*421.490*	*479.842*	*542.139*	*613.881*	*712.295*	*764.706*	*797.725*	*32,5*	*29,0*
3.1. Textiles et cuirs	84.945	93.467	101.613	112.461	125.329	138.842	156.378	178.107	191.494	203.121	10,1	7,4
Textiles	67.604	74.020	80.146	88.199	97.409	107.578	121.667	138.790	149.460	159.264	8,3	5,9
Cuirs	17.341	19.447	21.467	24.262	27.920	31.264	34.711	39.317	42.034	43.857	1,8	1,5
3.2. Biens durables	75.178	94.784	101.177	118.323	136.113	150.406	168.399	203.238	210.333	207.608	7,3	7,5
3.2.1. Meubles	27.260	31.970	36.153	41.692	48.731	56.008	62.181	71.010	73.616	75.390	2,3	2,7
3.2.2. Équipement ménager	13.049	14.470	15.257	16.460	18.457	20.481	22.665	25.815	26.429	27.351	1,4	1,0
Réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle	4.566	5.123	5.299	5.570	6.143	6.827	7.660	9.041	9.065	8.983	0,6	0,4
Appareils de chauffage et de cuisine non électriques	1.789	1.963	1.918	2.118	2.779	3.370	3.328	3.482	3.225	3.216	0,3	0,1
Autres appareils électrodomestiques	6.694	7.384	8.040	8.772	9.535	10.284	11.677	13.292	14.139	15.152	0,5	0,5
3.2.3. Automobiles, cycles et motocycles, caravanes	25.301	37.144	37.011	45.325	52.625	55.991	62.889	81.533	86.455	80.563	2,8	3,9
dont : Automobiles	22.153	33.102	32.519	40.454	47.000	49.791	56.921	74.906	79.991	74.744	2,5	2,7
3.2.4. Matériel électronique ménager	9.568	11.200	12.756	14.846	16.300	17.926	20.664	25.180	23.833	24.304	0,8	0,9
Radio, téléviseurs	7.432	8.891	10.063	11.485	12.260	13.275	14.207	15.931	15.351	15.439	0,6	0,6
Appareils d'enregistrement et de reproduction du son	2.136	2.309	2.693	3.361	4.040	4.651	6.457	9.249	8.482	8.865	0,2	0,3

N.B. — .Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1.A *(suite et fin)*

Consommation des ménages par produits : en valeur

(Séries homogènes à la base 1971)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

Groupes et sous-groupes de produits	1975	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982*	*r* 1983*	1984*	Coefficients budgétaires (%) 1970	Coefficients budgétaires (%) 1984
3.3. Autres produits manufacturés	134.584	151.747	166.891	190.706	218.400	252.891	289.104	330.650	362.879	386.996	15,1	14,1
3.3.1. Quincaillerie.....	8.975	10.277	10.844	11.958	13.394	14.938	16.640	18.756	19.934	20.396	1,1	0,8
3.3.2. Matériel de précision et industries diverses.	29.262	34.362	38.524	44.757	52.941	61.106	67.488	73.645	78.818	80.043	2,9	2,9
3.3.3. Droguerie.....	16.698	18.601	20.226	22.240	25.926	30.436	35.631	41.489	46.391	50.752	1,8	1,8
3.3.4. Papeterie, presse et édition	18.621	21.187	23.843	26.953	30.587	35.758	41.542	49.127	55.351	60.268	2,1	2,2
Papeterie.....	3.506	3.879	4.188	4.794	5.459	6.541	7.639	8.845	9.967	10.891	0,4	0,4
Presse et édition	15.115	17.308	19.655	22.159	25.128	29.217	33.903	40.282	45.384	49.377	1,7	1,8
3.3.5. Pharmacie	21.219	21.979	22.988	27.560	30.490	35.420	42.782	49.242	54.499	60.397	2,5	2,2
3.3.6. Tabac	10.005	10.974	12.384	13.533	15.621	18.029	20.950	25.715	28.895	31.485	1,5	1,1
3.3.7. Autres produits industriels (2).....	29.804	34.367	38.082	43.705	49.441	57.204	64.071	72.676	78.991	83.655	3,2	3,1
4. Services.....	*324.830*	*382.461*	*439.289*	*507.271*	*587.042*	*682.290*	*796.587*	*915.377*	*1.032.476*	*1.136.908*	*35,3*	*41,2*
4.1. Loyers.....	84.275	98.421	112.550	127.280	147.114	172.780	203.612	232.297	263.750	292.864	9,5	10,6
4.2. Services de santé.....	75.684	91.907	105.147	124.835	147.044	171.292	200.891	234.609	265.197	293.760	6,9	10,6
4.3. Transport en commun et PTT	24.694	28.681	33.153	39.267	46.799	55.405	63.922	74.606	83.354	92.339	2,7	3,4
dont : Transports ferroviaires	4.917	5.441	5.971	6.965	7.707	8.783	9.887	11.691	13.052	14.277	0,6	0,6
Télécommunications, postes.....	6.628	7.847	9.726	12.096	15.071	18.391	21.576	25.409	28.526	32.797	0,6	1,2
4.4. Autres services	140.177	163.452	188.439	215.889	246.085	282.813	328.162	373.865	420.175	457.945	16,2	16,6
4.4.1. Services des hôtels, cafés et restaurants ..	57.061	67.191	78.377	88.891	100.294	115.056	133.046	152.888	172.867	187.541	6,7	6,8
4.4.2. Autres services marchands.....	72.915	84.601	97.052	112.543	129.629	149.257	174.284	197.241	221.514	243.100	8,4	8,8
dont : Réparations d'auto....	19.552	22.904	25.255	29.297	34.039	40.118	48.184	55.249	62.079	66.444	2,2	2,4
Assurances.....	9.250	10.407	12.308	14.384	15.379	16.532	17.974	18.780	22.392	27.657	1,2	1,0
4.4.3. Services non marchands.....	10.201	11.660	13.010	14.455	16.162	18.500	20.832	23.736	25.794	27.304	1,1	1,0
dont : Services domestiques.	8.712	9.968	11.082	12.237	13.645	15.626	17.555	19.927	21.609	22.824	0,9	0,8
Consommation finale des ménages résidents et non-résidents sur le territoire (3).....	**895.011**	**1.037.169**	**1.166.308**	**1.328.806**	**1.517.634**	**1.742.652**	**2.005.798**	**2.306.244**	**2.551.062**	**2.757.255**	**100,0**	**100,0**
moins : Consommation finale des ménages non-résidents sur le territoire (4).....	— 14.722	— 17.487	— 22.461	— 28.198	— 31.165	— 35.943	— 41.120	— 50.228	— 55.781	— 69.008	//	//
plus : Consommation finale des ménages résidents dans le reste du monde (5).....	+ 14.509	+ 17.716	+ 22.537	+ 21.521	+ 25.009	+ 29.265	+ 35.729	+ 37.047	+ 39.356	+ 41.423	//	//
Consommation finale des ménages résidents (6).....	**894.798**	**1.037.398**	**1.166.384**	**1.322.129**	**1.511.478**	**1.735.974**	**2.000.407**	**2.293.063**	**2.534.637**	**2.729.670**	//	//
Consommation par tête (en F) (7)	*r 16.979*	*r 19.607*	*r 21.947*	*r 24.770*	*r 28.196*	*r 32.219*	*36.920*	*42.090*	*46.313*	*49.678*	//	//

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus des comptes nationaux, sont sujets à révisions.

NB. — La liste des produits énumérés dans les notes ci-après n'est pas exhaustive; elle ne concerne que les principaux produits.

(1) Légumes secs, conserves, sucre, chocolat, café, condiments, potages. — (2) Verrerie, vaisselle, produits du travail du bois, pneus, articles en plastique, fleurs, graines et plantes, petit entretien du logement. — (3) Seule la consommation de l'ensemble des ménages résidents et non-résidents sur le territoire est ventilée par produit. Elle est désignée dans la nomenclature d'opérations du SECN par le symbole P3 B ou (P 31 + P 33). Cependant la consommation finale des ménages résidents, qu'elle ait lieu sur le territoire économique ou dans le reste du monde, est la seule valeur qui permette de passer du revenu disponible à l'épargne. C'est pourquoi on indique ici la valeur de la consommation finale des ménages non-résidents sur le territoire et celle des ménages résidents dans le reste du monde, qui permettent d'effectuer le passage de la consommation par produit à la consommation finale des ménages résidents. — (4) Symbolisé par P 33 dans la nomenclature d'opérations du SECN. — (5) Symbolisé par P 32 dans la nomenclature d'opérations du SECN. — (6) Symbolisé par P 3 A ou (P 31 + P 32). — (7) La prise en compte du recensement de population de 1982 dans les évaluations annuelles de population depuis 1975 a entraîné la révision des chiffres de population basés, dans les éditions précédentes de l'annuaire, sur le seul recensement de 1975; d'où rectification, ici, de la série consommation par tête depuis 1975.

TABLEAU D.01-1.B

Consommation des ménages par produits : en volume (1)

(Indices de volume, séries homogènes à la base 1971)

Source : INSEE — *Unité :* Base 100 année précédente

Groupes et sous-groupes de produits	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982*	*r* 1983*	1984*	Taux annuel moyen d'augmentation en % de 1970 à 1984
1. *Produits alimentaires*	*102,0*	*101,1*	*102,6*	*101,9*	*101,4*	*100,2*	*101,0*	*100,9*	*100,8*	*1,6*
1.1. Produits à base de céréales	102,3	100,6	102,4	100,5	100,8	100,2	99,6	99,8	99,8	1,5
Pain et pâtisserie	102,0	99,8	102,4	99,8	99,4	99,4	98,9	98,6	98,7	0,5
Biscuiterie, pâtes et autres produits à base de céréales	102,8	102,6	102,6	102,1	104,3	102,0	101,2	102,9	102,5	3,1
1.2. Légumes et fruits frais	96,3	101,9	103,8	96,4	96,8	99,7	101,5	100,2	100,2	— 1,3
Légumes frais	86,0	108,7	103,2	98,0	95,8	101,3	102,8	99,5	100,3	— 1,6
Fruits frais	109,6	92,0	104,7	94,5	98,2	97,7	99,6	101,3	100,0	— 1,0
1.3. Viande, volaille, œufs, poisson	102,3	102,8	102,7	102,6	102,1	100,7	99,9	101,2	101,5	2,0
Viande, volaille, œufs	102,4	102,7	103,1	102,4	102,4	100,6	100,6	101,6	101,7	2,1
Produits de la pêche	101,0	104,0	99,0	104,0	99,5	102,0	94,1	97,0	99,0	0,6
1.4. Produits laitiers, n. c. beurre	104,3	102,5	102,8	104,4	103,9	102,4	103,8	102,8	102,9	3,6
1.5. Corps gras, y. c. beurre	101,8	101,1	102,1	101,6	98,7	97,1	102,0	99,5	98,3	0,5
1.6. Produits d'alimentation divers (2)	102,8	98,1	104,0	104,4	103,6	99,4	101,7	101,0	99,8	2,4
1.7. Boissons	103,8	98,3	99,4	101,1	99,8	99,1	100,7	100,3	100,3	0,8
dont : Vins	98,9	98,3	96,8	99,9	101,7	100,5	98,0	99,0	98,6	— 1,3
2. *Énergie*	*106,7*	*102,6*	*106,7*	*101,7*	*99,8*	*99,0*	*99,4*	*103,1*	*101,7*	*3,7*
2.1. Chauffage, éclairage et eau	106,5	103,3	108,3	102,3	99,3	96,4	98,7	104,2	102,1	4,2
Fiouls	104,1	95,9	108,5	94,8	92,1	84,9	90,5	97,9	96,9	— 3,2
Butane et propane	103,1	101,0	105,5	103,8	103,9	95,9	96,4	99,6	99,4	1,5
Électricité	115,1	111,0	111,2	108,2	103,9	104,9	104,9	109,1	105,5	9,4
Gaz	105,3	104,7	113,1	105,2	105,1	99,8	102,0	108,8	105,3	6,3
Sylviculture, charbon, eau et chauffage urbain	100,3	102,7	101,9	101,0	97,1	98,8	98,7	101,4	100,2	0,4
2.2. Carburants et lubrifiants	107,0	101,6	104,6	101,0	100,5	102,7	100,4	101,7	101,0	3,1
3. *Produits industriels*	*107,4*	*101,9*	*104,4*	*103,1*	*99,5*	*101,9*	*105,4*	*98,7*	*97,1*	*3,7*
3.1. Textiles et cuirs	101,4	100,4	100,7	100,7	99,5	102,9	103,8	97,9	96,4	1,5
Textiles	101,2	100,3	100,6	100,0	99,6	103,3	103,7	98,0	96,7	1,4
Cuirs	102,0	100,8	101,2	103,4	99,0	101,5	104,2	97,8	95,5	2,0
3.2. Biens durables	116,9	100,5	108,7	105,1	99,4	102,0	110,6	96,2	92,9	5,6
3.2.1. Meubles	110,6	105,2	105,3	105,5	101,9	99,6	102,9	95,3	96,5	5,5
3.2.2. Équipement ménager	105,8	99,9	101,2	104,0	101,7	100,5	103,7	95,1	97,8	3,8
Réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle	108,6	99,5	100,1	103,4	101,7	102,3	107,9	92,2	94,1	3,5
Appareils de chauffage et de cuisine non électriques	101,6	91,0	105,1	120,1	109,0	88,0	93,0	88,0	94,0	— 2,4
Autres appareils électro-domestiques	105,0	102,6	101,0	100,5	99,5	103,5	104,0	99,0	101,0	6,4
3.2.3. Automobiles, cycles et motocycles, caravanes	130,1	93,1	113,7	104,4	93,9	101,0	117,8	98,0	86,1	3,5
dont : Automobiles	132,0	91,9	115,4	104,2	93,5	102,9	119,6	98,7	86,2	3,6
3.2.4. Matériel électrique ménager	115,3	112,0	112,4	107,6	107,0	114,1	119,5	93,9	101,5	11,6
Radio, téléviseurs	117,1	111,6	110,9	105,1	105,3	105,5	111,7	96,1	100,2	10,5
Appareils d'enregistrement et de reproduction du son	109,0	113,6	118,1	116,0	112,1	138,6	138,8	90,0	104,0	14,5

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1.B *(suite et fin)*

Consommation des ménages par produits : en volume (1)

(Indices de volume, séries homogènes à la base 1971)

Source : INSEE — *Unité :* Base 100 année précédente

Groupes et sous-groupes de produits	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982*	*r* 1983*	1984*	Taux annuel moyen d'augmentation en % de 1970 à 1984
3.3. Autres produits manufacturés	105,8	103,8	104,0	103,1	99,5	101,3	103,2	100,7	99,9	4,0
3.3.1. Quincaillerie	107,5	98,9	102,0	99,8	97,3	98,1	100,0	97,6	94,4	0,8
3.3.2. Matériel de précision et industries diverses	111,3	105,9	105,2	103,4	90,6	98,8	103,2	95,8	94,7	9,3
3.3.3. Droguerie	105,7	103,6	101,5	102,5	101,1	101,6	103,0	102,7	101,5	3,7
3.3.4. Papeterie, presse et édition	106,3	105,9	104,1	102,8	103,1	101,1	102,2	102,6	100,7	2,9
Papeterie	106,7	104,5	108,1	103,7	103,2	101,6	102,1	102,2	102,4	5,1
Presse et édition	106,3	106,1	103,3	102,6	103,0	100,9	102,3	102,6	100,3	2,4
3.3.5. Pharmacie	101,5	101,7	108,4	105,2	106,5	109,7	108,9	107,3	107,4	7,9
3.3.6. Tabac	101,3	105,0	99,8	105,8	102,5	101,4	102,2	102,9	102,6	3,1
3.3.7. Autres produits industriels (3)	104,3	103,0	103,5	102,3	101,3	99,7	101,2	98,8	98,5	2,2
4. *Services*	*105,5*	*105,2*	*105,6*	*104,3*	*103,0*	*102,9*	*102,9*	*102,0*	*102,6*	*4,5*
4.1. Loyers	106,3	105,3	105,0	104,6	104,5	104,3	104,0	103,5	103,1	5,0
4.2. Services de santé	107,3	105,9	108,7	108,0	105,2	105,4	105,6	102,7	105,1	6,8
4.3. Transports en commun et PTT	104,5	106,8	107,2	106,9	106,2	105,0	104,2	102,3	101,9	6,0
dont : Transports ferroviaires	100,5	101,6	102,5	100,0	101,5	101,5	102,2	102,7	103,0	2,7
dont : Télécommunications, postes	107,6	114,8	113,0	115,5	116,8	113,2	108,7	106,1	104,3	11,3
4.4. Autres services	104,3	104,5	104,0	101,5	100,3	100,2	100,4	100,6	100,8	2,6
4.4.1. Services des hôtels, cafés et restaurants	104,3	104,7	102,9	100,6	100,3	99,8	101,6	101,3	101,2	2,0
4.4.2. Autres services marchands	105,1	105,1	105,5	102,6	100,5	100,8	99,7	100,4	101,0	3,5
Réparation d'auto	104,5	102,0	102,3	103,0	102,6	103,9	102,0	101,5	100,5	3,0
Assurances	106,3	109,0	116,7	98,9	90,8	94,8	87,7	97,0	105,5	5,5
4.4.3. Services non marchands	98,8	98,9	99,2	98,7	98,1	98,0	97,8	97,7	97,1	— 1,1
dont : Services domestiques	98,1	98,1	98,2	98,2	97,7	97,7	97,2	97,2	96,7	— 1,7
Consommation finale des ménages résidents et non-résidents sur le territoire (4)	**105,4**	**103,0**	**104,6**	**103,2**	**101,3**	**101,7**	**102,9**	**100,9**	**100,5**	**3,5**
Consommation finale des ménages résidents (5)	**105,5**	**103,0**	**104,1**	**103,3**	**101,3**	**101,8**	**102,6**	**100,8**	**100,1**	**3,5**
Consommation par tête (6)	*105,1*	*102,6*	*103,6*	*102,8*	*100,8*	*101,2*	*102,1*	*100,3*	*99,7*	*2,9*

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus des comptes nationaux, sont sujets à révisions.

(1) Pour calculer les évolutions en volume, on a utilisé l'indice implicite des prix de la consommation des ménages sur le territoire économique, et non un indice de prix de la consommation finale nationale, qu'on ne peut calculer faute d'informations précises sur la structure de la consommation des ménages non-résidents sur le territoire et sur celle des ménages résidents dans le reste du monde. — (2) Légumes secs, conserves, sucres, chocolat, café, condiments, potages. — (3) Verrerie, vaisselle, produits du travail du bois, pneus, articles en plastique, fleurs, graines et plantes, petit entretien du logement. — (4) Seule la consommation de l'ensemble des ménages résidents et non-résidents sur le territoire est ventilée par produit. Elle est désignée dans la nomenclature d'opérations du SECN par le symbole P 3 B ou (P 31 + P 33). Cependant, la consommation finale des ménages résidents, qu'elle ait lieu sur le territoire économique ou dans le reste du monde, est la seule valeur qui permette de passer du revenu disponible à l'épargne. C'est pourquoi on indique ici la valeur de la consommation finale des ménages non-résidents sur le territoire et celle des ménages résidents dans le reste du monde, qui permettent d'effectuer le passage de la consommation par produit à la consommation finale des ménages résidents. — (5) Symbolisé par P 3 A ou (P 31 + P 32). — (6) Voir note 7 du tableau 1.A.

TABLEAU D.01-2A

Consommation des ménages classée par durabilité : en valeur aux prix courants

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Catégorie de biens et de services	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982*	*r* 1983*	1984*	Coefficients budgétaires (%) 1970	Coefficients budgétaires (%) 1984*
Automobiles	33.102	32.519	40.454	47.000	49.791	56.921	74.906	79.991	74.744	2,4	2,7
Téléviseurs	6.139	6.863	8.052	8.552	9.382	10.208	11.162	10.149	10.374	0,5	0,4
Réfrigérateurs congélateurs	2.454	2.486	2.605	2.801	3.154	3.488	4.253	4.270	4.048	0,3	0,1
Machines à laver	2.111	2.209	2.231	2.501	2.777	3.122	3.550	3.592	3.684	0,2	0,2
Lave-vaisselle	558	604	734	841	896	1.050	1.238	1.203	1.251	0,1	–
Meubles	31.970	36.153	41.692	48.731	56.008	62.181	71.010	73.616	75.390	2,3	2,7
Autres biens durables importants	18.450	20.343	22.555	25.687	28.398	31.429	37.419	37.512	38.117	1,5	1,4
Biens durables importants	*94.784*	*101.177*	*118.323*	*136.113*	*150.406*	*168.399*	*203.538*	*210.333*	*207.608*	*7,3*	*7,5*
Textiles cuirs	93.467	101.613	112.461	125.329	138.842	156.378	178.107	191.494	203.121	10,1	7,4
Autres biens semi-durables	58.234	64.153	73.283	84.764	96.968	107.486	118.920	127.398	131.084	5,2	4,8
Biens semi-durables	151.701	165.766	185.744	210.093	235.810	*263.864*	*297.027*	*318.892*	*334.205*	*15,3*	*12,2*
Biens non durables non alimentaires	174.898	196.953	226.614	261.840	315.479	367.856	425.403	476.237	520.288	16,5	18,8
soit : Énergie y compris sylviculture	81.385	94.215	109.191	128.204	159.556	186.238	213.673	240.756	264.376	6,6	9,5
Autres biens non durables non alimentaires	93.513	102.738	117.423	133.636	155.923	181.618	211.730	235.481	255.912	9,9	9,3
Alimentation	233.325	263.123	290.854	322.546	358.667	409.092	464.899	513.124	558.246	25,6	20,3
Biens non durables	408.223	460.076	517.468	584.386	674.146	*776.948*	*890.302*	*989.361*	*1.078.534*	*42,1*	*39,1*
Locations de logements	98.421	112.550	127.280	147.114	172.780	203.612	232.297	263.750	292.864	9,5	10,6
Services de santé	92.323	105.623	125.405	147.723	172.108	201.861	235.760	266.498	295.241	6,9	10,7
Transports en commun et PTT	28.681	33.153	39.267	46.799	55.405	63.922	74.606	83.354	92.339	2,7	3,3
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	67.191	78.377	88.891	100.294	115.056	133.046	152.888	172.867	187.541	6,8	6,8
Autres services	95.845	109.586	126.428	145.112	166.941	194.146	219.826	246.007	268.923	9,4	9,8
Services	382.461	439.289	507.271	587.042	682.290	*796.587*	*915.377*	*1.032.476*	*1.136.908*	*35,3*	*41,2*
Ensemble de la consommation marchande et non marchande	1.037.169	1.166.308	1.328.806	1.517.634	1.742.652	**2.005.798**	**2.306.244**	**2.551.062**	**2.757.255**	**100,0**	**100,0**

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus des comptes nationaux, sont sujets à révisions.

TABLEAU D.01-2B

Consommation des ménages classée par durabilité : en volume

Source : INSEE

Unité : Base 100 année précédente

Catégorie de biens et de services	1976	1977	1978	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982*	*r* 1983*	1984*	Taux d'évolution annuels moyens (%) De 1970 à 1984
Automobiles	132,0	91,9	115,4	104,2	93,5	102,9	119,6	98,7	86,2	3,6
Téléviseurs	110,7	110,1	113,7	103,9	106,6	106,3	109,1	92,3	102,9	9,5
Réfrigérateurs congélateurs	108,0	97,3	100,0	100,6	101,5	99,9	112,0	91,4	88,7	3,1
Machines à laver	106,2	100,7	96,0	104,9	102,0	102,5	103,0	94,0	98,6	2,7
Lave-vaisselle	121,5	104,5	115,7	108,3	101,2	109,9	109,0	90,0	100,0	8,1
Meubles	110,6	105,2	105,3	105,5	101,9	99,6	102,9	95,3	96,5	5,5
Autres biens durables importants	111,3	104,7	104,4	107,0	102,5	103,5	110,7	94,9	97,4	7,3
Biens durables importants	*116,9*	*100,5*	*108,7*	*105,1*	*99,4*	*102,0*	*110,6*	*96,2*	*92,9*	*5,6*
Textiles cuirs	101,4	100,4	100,7	100,7	99,5	102,9	103,8	97,9	96,4	1,5
Autres biens semi-durables	109,8	104,0	104,1	102,3	93,8	98,8	102,3	96,7	95,8	3,1
Biens semi-durables	*104,5*	*101,8*	*102,0*	*101,3*	*97,2*	*101,2*	*103,2*	*97,4*	*96,2*	*2,1*
Biens non durables non alimentaires	104,9	103,2	105,3	102,7	101,5	100,9	101,5	103,0	101,9	4,2
soit : Énergie y compris sylviculture	106,7	102,6	106,7	101,7	99,8	99,0	99,4	103,1	101,7	3,7
Autres biens non durables non alimentaires	103,5	103,7	104,0	103,7	103,1	102,9	103,7	103,0	102,1	4,4
Alimentation	102,0	101,1	102,6	101,9	101,4	100,2	101,0	100,9	100,8	1,6
Biens non durables	*103,3*	*102,0*	*103,7*	*102,3*	*101,4*	*100,5*	*101,2*	*101,9*	*101,3*	*2,7*
Locations de logements	106,3	105,3	105,0	104,6	104,5	104,3	104,0	103,5	103,1	5,0
Services de santé	107,3	105,9	108,7	108,0	105,2	105,4	105,6	102,7	105,1	6,8
Transports en commun et PTT	104,5	106,8	107,2	106,9	106,2	105,0	104,2	102,3	101,9	6,0
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	104,3	104,7	102,9	100,6	100,3	99,8	101,6	101,3	101,2	2,0
Autres services	104,3	104,4	104,8	102,2	100,2	100,5	99,5	100,1	100,6	3,0
Services	*105,5*	*105,2*	*105,6*	*104,3*	*103,0*	*102,9*	*102,9*	*102,0*	*102,6*	*4,5*
Ensemble de la consommation marchande et non marchande	**105,4**	**103,0**	**104,6**	**103,2**	**101,3**	**101,7**	**102,9**	**100,9**	**100,5**	**3,5**

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus des comptes nationaux, sont sujets à révisions.

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des enquêtes permanentes sur les consommations alimentaires et des séries de la comptabilité économique nationale, base 1971)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*p* 1983
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)											
Population intérieure moyenne	million	**52,50**	**52,70**	**52,90**	**53,10**	***r* 53,40**	***r* 53,60**	***r* 53,90**	***r* 54,20**	***r* 54,50**	**54,70**
Semoule de maïs et de blé dur	kg	1,35	1,43	1,46	1,38	1,38	1,41	1,44	1,46	1,45	1,46
Farine de froment	//	3,31	3,32	3,42	3,44	3,55	3,60	*e* 3,78	3,80	3,68	3,45
Produits amylacés : tapioca, fécule	//	0,19	0,19	0,19	0,17	0,16	0,14	0,14	0,13	0,12	0,12
Riz	//	2,56	2,67	2,92	2,98	3,09	3,24	3,41	3,55	3,53	3,54
Biscottes	//	2,08	2,06	2,06	2,06	2,12	2,15	2,12	2,07	1,96	1,93
Biscuits et pains d'épices	//	6,88	6,87	6,96	7,36	7,40	7,17	7,49	7,70	7,80	8,12
Farines simples et composées	//	1,31	1,42	1,48	1,37	1,41	1,50	1,58	1,70	1,79	1,81
Entremets et desserts instantanés	//	0,37	0,46	0,51	0,50	0,48	0,50	0,51	0,52	0,54	0,55
Pâtes alimentaires	//	6,15	5,76	6,25	6,02	5,96	6,08	6,23	6,24	6,25	6,16
Pain	//	75,21	77,09	73,31	71,41	71,91	71,91	70,90	69,91	68,65	67,28
Pommes de terre	//	89,89	89,77	73,14	79,30	77,65	78,50	67,74	66,03	67,23	66,49
Légumes frais*	//	68,75	68,69	67,00	69,87	73,50	72,40	67,55	64,17	66,42	66,84
Légumes surgelés	//	1,11	1,53	1,24	2,22	2,33	2,26	1,89	2,45	2,99	2,84
Légumes secs	//	2,20	2,10	1,97	2,04	1,93	1,88	1,89	1,73	1,64	1,55
Conserves de légumes	//	15,94	18,14	16,45	14,48	19,00	19,53	18,51	16,48	19,32	20,77
Bananes	//	7,80	7,79	7,29	8,07	8,03	7,09	7,08	7,30	7,22	6,74
Agrumes	//	16,32	16,28	17,16	17,51	17,03	16,59	16,64	15,77	17,15	16,83
Autres fruits frais*	//	41,15	41,52	42,97	31,34	39,63	40,26	40,03	38,52	35,00	36,09
Fruits surgelés	//	0,02	0,02	0,02	0,03	0,04	0,09	0,12	0,06	0,08	0,09
Fruits secs	//	1,81	2,12	2,39	2,26	2,17	2,19	2,09	2,05	2,14	2,16
Conserves de fruits	//	3,29	3,09	2,74	3,58	3,20	3,76	3,93	4,05	3,88	4,40
Confitures et gelées	//	2,11	1,97	2,09	2,03	2,06	2,30	1,87	2,01	1,97	2,03
Porc frais* (1)	//	8,64	8,83	9,12	9,19	9,60	9,76	9,88	10,13	10,07	10,14
Jambon (1)	//	4,41	4,60	4,79	4,86	5,15	5,31	5,34	5,49	5,54	5,59
Charcuterie (1)	//	9,08	9,43	9,65	9,71	10,10	10,21	10,39	10,72	10,72	10,78
Triperie* (1)	//	4,92	4,99	5,06	4,86	4,97	5,10	5,17	5,14	4,94	4,95
Conserves de viande (1)	//	0,99	1,03	1,04	1,09	1,13	1,17	1,20	1,23	1,25	1,29
Bœuf (1)	//	16,38	16,11	16,85	16,65	17,77	18,99	18,48	19,28	18,10	19,40
Veau (1)	//	4,81	4,88	5,23	5,40	5,63	5,73	5,45	5,16	5,27	5,26
Mouton, agneau (1)	//	2,50	2,63	2,72	2,71	2,78	2,97	2,92	2,97	3,06	3,12
Cheval (1)	//	1,06	1,05	1,12	1,16	1,16	1,15	1,05	0,95	0,88	0,85
Volailles*	//	14,58	14,38	14,98	15,39	16,21	16,62	17,05	17,17	17,29	17,49
Volailles, gibiers, viandes et abats surgelés	//	0,21	0,31	0,52	0,68	0,88	1,15	1,43	1,73	1,68	1,91
Lapin, gibier*	//	5,91	5,90	6,06	6,19	6,36	6,49	6,82	6,87	6,92	7,00
Œufs*	//	12,54	12,84	13,01	13,54	14,13	14,28	14,15	14,38	14,98	14,38
Poissons, crustacés, coquillages	//	10,12	10,60	10,61	11,29	10,76	11,56	11,76	12,03	11,43	10,86
Poissons et crustacés surgelés	//	0,91	0,90	0,96	1,30	1,50	1,31	1,41	1,49	1,55	1,61
Conserves de poisson	//	2,72	2,66	2,91	2,78	2,80	3,11	2,76	2,91	2,92	2,96
Lait frais*	//	76,12	87,69	93,65	93,03	93,48	96,66	99,39	99,39	103,74	104,78
Crème fraîche*	//	0,68	0,69	0,72	0,78	0,86	0,93	1,53	1,50	1,47	1,55
Yaourts	//	9,45	10,11	10,13	10,34	10,37	11,22	11,86	12,95	13,71	15,26
Fromages*	//	14,99	15,39	16,15	16,56	17,04	17,39	18,26	18,49	18,79	19,30
Lait concentré et en poudre	//	2,62	2,25	4,20	3,64	3,13	2,94	2,76	2,82	2,65	2,59
Beurre*	//	10,00	9,99	9,72	9,70	9,34	9,76	8,94	8,88	9,35	9,73
Huile*	//	8,17	8,28	9,62	9,84	10,54	10,58	10,84	9,88	9,45	9,57
Margarine et autres graisses végétales	//	1,98	2,00	2,07	2,11	2,16	2,16	2,31	2,36	2,36	2,30
Saindoux et autres graisses animales	//	0,24	0,24	0,25	0,26	0,27	0,27	0,28	0,27	0,27	0,27
Sucre	//	20,88	16,81	17,16	12,95	14,98	14,57	15,04	13,46	13,72	13,03
Chocolat et cacao	//	2,50	2,40	2,73	2,53	2,49	2,51	2,35	2,39	2,41	2,42
Confiserie de sucre	//	3,53	3,47	3,35	3,46	3,53	3,35	3,21	3,21	3,29	3,12
Confiserie de chocolat	//	0,97	1,01	1,10	1,21	1,42	1,60	2,34	2,13	1,99	1,85
Miel	//	0,30	0,31	0,32	0,34	0,35	0,36	0,36	0,37	0,39	0,38
Crèmes glacées	litre	3,06	3,54	4,08	3,75	4,39	4,79	4,79	5,37	5,71	6,04
Bouillons et potages	kg	0,89	0,84	0,92	0,82	0,92	0,87	0,87	0,84	0,82	0,83
Préparations diverses surgelées	//	0,73	0,53	0,92	1,09	1,28	1,57	1,71	1,99	2,12	2,37
Vins courants*	litre	89,77	87,51	84,05	80,92	78,44	79,07	73,70	70,48	68,72	63,52
Vins AOC*	//	8,48	11,26	11,03	10,90	10,24	11,05	12,49	13,38	14,49	16,11
Vins doux naturels	//	1,29	1,32	1,38	1,37	1,23	1,26	1,37	1,37	1,27	1,16
Champagne	//	1,15	1,43	1,75	1,88	1,98	1,92	1,81	1,62	1,51	1,61
Apéritifs et vins de liqueurs	//	4,27	4,24	4,28	4,22	4,18	4,49	4,88	4,48	4,49	4,20
Eaux de vie et liqueurs*	//	2,70	2,81	2,58	2,69	2,92	2,87	2,53	2,87	2,63	2,65
Bière	//	44,19	44,87	48,61	46,11	45,65	46,75	44,22	44,95	45,97	43,81
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant) *[suite]*											
Cidre*	litre	15,20	17,92	20,01	17,50	18,16	18,39	19,18	18,22	*r* 18,11	17,08
Eaux minérales	//	51,64	48,44	50,16	47,55	48,50	49,82	47,45	47,00	*r* 52,26	53,62
Boissons gazeuses	//	22,90	24,57	26,26	22,08	23,62	24,05	23,79	24,06	*r* 25,44	26,78
Jus de fruits	//	1,60	1,83	2,07	2,03	2,00	2,16	2,45	3,20	*r* 3,62	3,63
Café (2) (3)	kg	4,08	4,28	4,20	3,81	4,34	4,56	4,49	4,39	*r* 4,41	4,39
Thé (3)	//	0,09	0,10	0,12	0,12	0,11	0,13	0,16	0,15	0,14	0,17

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 *(suite et fin)*

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des enquêtes permanentes sur les consommations alimentaires et des séries de la comptabilité économique nationale, base 1971

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*p* 1983
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ensemble de la population)											
Biens durables :											
Réfrigérateurs (4) (5)	millier	1.415	1.350	1.620	1.550	1.530	1.570	1.670	1.620	1.820	1.710
Machines à laver (4) (5)	//	1.380	1.350	1.420	1.400	1.390	1.440	1.530	1.530	1.575	1.480
Lave-vaisselle	//	320	305	350	370	420	480	*r* 475	505	545	495
Récepteurs de télévision (4)	//	1.820	1.940	2.000	2.070	2.200	2.260	2.440	2.760	*r* 2.920	2.600
dont : télévision couleur (4)	//	670	850	1.000	1.200	1.450	1.560	1.720	1.950	2.170	2.000
Automobiles (6)	//	1.524	1.482	1.858	1.907	1.945	1.976	1.873	1.835	2.056	2.018
Chauffage et éclairage :											
Électricité (7)	milliard de kWh	33,0	38,2	43,1	47,5	53,9	58,2	61,6	64,3	67,5	75,1
Gaz de ville (8)	milliard de kWh	57,3	65,5	70,5	75,3	86,8	91,1	97,2	96,6	97,2	105,9
Butane, propane (9)	million de kWh	*r* 21,5	*r* 21,8	*r* 22,4	*r* 22,8	*r* 24,1	*r* 25,0	*r* 25,8	*r* 25,0	*r* 24,1	24,1
Charbon (10)	million de tonnes	6,8	5,6	5,3	4,8	5,0	4,8	4,1	3,6	3,4	3,7
Fioul domestique (11)	millier de m^3	37,9	35,5	36,6	35,5	38,6	36,6	33,7	28,7	26,0	25,5
Transports :											
Carburants (12)	millier de m^3	15.853	16.590	17.542	17.918	18.743	18.776	18.806	19.193	19.196	19.440
Chemins de fer (13) :											
Grandes lignes	milliard de voyag.-km	40,17	43,40	43,86	44,05	44,52	46,04	46,03	46,88	48,16	49,18	50,45
Banlieue de Paris (14)	//	7,13	7,30	7,64	7,03	7,30	7,46	7,55	7,61	7,50	7,67	7,97
Régie autonome des transports parisiens :											
Réseau ferré :											
Métropolitain et funiculaire Montmartre	million de voyageurs	1.044	1.057	1.051	1.082	1.105	1.109	1.095	1.111	1.132	1.158
Réseau express régional (15)	//	127	130	129	132	178	196	205	223	246	257
Réseau autobus (16)	//	513	578	695	727	727	765	754	730	747	779
Autres biens et services :											
Savon de ménage et savon mou	millier de tonnes	52,9	42,0	41,5	39,0	36,8	36,8	37,0	35,5	32,2	30,2
Savons de toilette, etc. (17)	//	34,2	32,3	34,2	32,7	31,5	31,9	32,9	31,8	31,7	31,5
Poudres à laver le linge ménagères	//	409,2	388,9	395,4	380,2	383,6	396,8	418,7	420,8	443,8	464,2
Cinéma	million de spectateurs	180,7	182,9	178,4	171,1	179,2	178,8	175,4	189,8	201,2	197,9
dont : format standard	//	179,4	181,7	177,3	170,3	178,5	*r* 178,1	174,8	189,2	200,5	197,1
Cigarettes (18)	million	78.155	82.209	81.268	83.899	82.478	85.727	85.650	85.416	86.370	87.915
Cigares et cigarillos (18)	//	1.345	1.546	1.697	1.886	1.835	1.826	1.927	1.864	1.726	1.613
Scaferlatis (18)	//	10.116	9.550	8.581	8.146	7.432	7.160	7.037	6.875	6.810	6.591
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS EN FIN D'ANNÉE											
Réfrigérateurs (19)	millier	16.200	16.800	17.300	18.400	18.800	19.550	19.900	20.100	20.700	21.000
Machines à laver (19)	//	12.300	13.400	14.150	14.500	15.000	15.950	16.200	16.600	17.500	17.500
Lave-vaisselle (19)	//	1.300	1.540	1.900	2.200	2.500	2.900	3.400	3.600	4.100	4.300
Récepteurs de télévision (19)	//	15.000	15.700	16.500	17.100	17.500	18.200	18.800	19.000	19.600	19.800
dont : télévision couleur (19)	//	1.800	2.700	3.600	4.700	5.800	7.400	*r* 8,700	10.000	11.500	12.650
Automobiles (19)	//	12.700	13.800	14.200	15.100	15.400	15.400	16.900	17.200	18.400	19.100

N.B. — Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : *a.* La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; *b.* L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; *c.* La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); *d.* Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.). — * Produits faisant l'objet d'une autoconsommation. — (1) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets). — (2) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que soit sa présentation : en grains, moulu ou soluble. — (3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages. — (4) Estimation des ventes aux ménages. — (5) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs. — (6) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT). — (7) Électricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par l'EDF et les distributeurs non nationalisés. — (8) Gaz pour usages domestiques, livré par le Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées. Depuis le 1er janvier 1978, l'unité est passée de milliard de thermies à milliards de kWh. — (9) Usages domestiques. Changement d'unité : million de kWh au lieu de million de tonnes, d'où rectification des chiffres 1974 à 1982 par rapport à l'édition précédente. — (10) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke. — (11) En acquitté total des factures des distributeurs. — (12) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole. — (13) Y compris les déplacements professionnels. A partir de 1976 (2e colonne) nouvelle définition de la banlieue de Paris et nouveau principe de décompte des voyageurs-km « carte orange ». — (14) A compter du 1er octobre 1972, la ligne Paris-Saint-Germain-en-Laye n'est plus exploitée par la SNCF, mais en partie par la RATP. En revanche, la ligne C du RER : Versailles RG ou Saint-Quentin-en-Yvelines-Dourdan et Saint-Martin-d'Étampes, ainsi que les lignes B nord vers Roissy-Ch.-de-Gaulle et Mitry-Claye sont exploitées par la SNCF. — (15) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir de juin 1982) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER. — (16) Y compris services touristiques et locations. — (17) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc. — (18) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée). — (19) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages.

TABLEAU D.01-4

Ménages équipés (1) par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE (2) — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (3)	Ensemble	Groupe socioprofessionnel (4)									Autres regroupements			
			Agriculteurs	Salariés agricoles *	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service *	Autres actifs *	Non actifs	Artisans, petits commerçants	Industriels, gros commerçants, professions libérales, cadres supérieurs	Contremaîtres, ouvriers qualifiés	Ouvriers spécialisés, manœuvres
			0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	2 sauf 21-26	21-26-3	60-61	6 sauf 60-61
Automobile (5)	Déc. 1969 ..	55,4	73,5	42,0	78,0	91,8	81,0	59,8	61,1	35,9	83,0	24,1	76,4	91,6	70,1	51,9
	Déc. 1973 ..	61,6	79,2	52,8	82,6	89,5	87,4	68,2	68,8	39,4	86,6	30,1	82,4	89,0	75,3	60,5
	Déc. 1979 ..	68,6	89,7	68,1	91,7	91,8	90,3	77,9	78,5	57,0	90,6	38,3	91,5	91,5	83,6	71,7
	Déc. 1981 ..	70,0	89,3	69,2	89,4	92,9	90,7	76,6	81,6	91,2	91,8	42,5	89,0	93,0	87,3	73,9
	Déc. 1983 ..	72,8	92,5	69,7	91,4	94,3	92,5	80,0	84,5	55,4	87,5	47,2	90,9	94,5	87,2	80,9
	Mi-1984	72,9	92,0	79,6	95,1	94,9	89,7	79,9	84,8	58,4	94,1	47,3	95,0	94,9	88,8	78,7
Téléviseur.....	Déc. 1969 ..	66,4	54,9	52,5	78,9	78,1	74,7	71,3	71,3	64,0	82,2	55,6	77,5	79,7	75,1	67,3
	Déc. 1973 ..	79,1	76,9	69,7	88,2	80,9	82,5	84,7	83,0	73,1	86,3	71,0	88,0	81,8	85,9	79,3
	Déc. 1979 ..	89,3	90,1	84,7	92,2	90,3	89,5	89,7	92,2	86,6	90,9	86,2	91,7	90,7	93,1	90,8
	Déc. 1981 ..	90,8	90,2	87,7	93,6	88,3	88,7	89,5	93,6	88,1	91,8	90,1	93,6	88,6	95,0	91,7
	Déc. 1983 ..	91,1	90,7	78,9	91,5	87,0	89,1	91,5	93,6	90,5	90,4	91,2	91,2	87,4	93,8	93,3
	Mi-1984	92,1	90,8	90,8	93,6	89,8	88,7	91,2	94,0	89,7	94,5	92,5	93,3	90,1	94,8	92,8
Téléviseur couleur..	Déc. 1973 ..	7,7	3,7	1,0	13,9	18,0	8,2	7,1	5,4	3,2	7,8	7,4	12,4	19,0	6,2	4,3
	Déc. 1979 ..	38,1	21,5	15,3	51,6	55,8	44,5	41,4	34,4	31,6	49,5	34,4	50,8	56,2	36,3	31,8
	Déc. 1981 ..	50,4	28,6	32,3	62,9	63,3	55,8	51,5	47,6	43,5	55,8	49,1	61,9	63,9	50,2	44,2
	Déc. 1983 ..	61,2	39,6	44,0	70,1	71,5	66,8	62,1	59,6	56,4	64,8	60,0	69,3	71,9	63,0	54,9
	Mi-1984	64,7	48,2	50,0	73,4	75,4	68,4	64,6	62,9	57,0	74,2	63,6	73,0	75,6	65,1	59,5
Réfrigérateur.....	Déc. 1969 ..	76,5	71,2	62,3	86,1	95,7	89,2	83,1	80,5	68,0	91,1	63,0	84,9	95,6	85,8	74,9
	Déc. 1973 ..	86,8	85,6	76,9	91,8	96,6	95,1	90,9	89,8	83,9	98,5	77,2	91,5	96,4	93,0	85,7
	Déc. 1979 ..	94,6	94,6	94,4	95,3	98,5	97,9	96,8	96,0	91,4	97,0	91,0	94,9	98,6	97,1	94,5
	Déc. 1981 ..	95,4	94,8	91,5	95,9	98,6	97,3	96,6	96,6	91,5	96,2	93,3	95,6	98,7	97,7	95,1
	Déc. 1983 ..	96,4	96,8	86,9	95,6	98,2	98,8	98,8	97,0	95,6	97,5	94,5	95,3	98,3	97,4	96,4
	Mi-1984	96,9	96,0	96,9	97,8	98,3	98,2	98,2	97,5	95,6	97,8	95,3	97,7	98,4	98,00	96,8
Congélateur.....	Déc. 1972 ..	7,4	32,2	9,5	11,7	9,7	5,0	3,7	6,0	3,1	8,2	3,1	10,9	10,5	5,2	6,9
	Déc. 1973 ..	10,1	39,7	11,8	15,1	13,4	7,5	7,5	10,0	5,0	9,2	4,3	15,3	13,4	9,9	10,1
	Déc. 1979 ..	25,3	73,2	36,1	38,2	25,7	25,7	18,4	29,4	13,2	26,1	15,0	38,4	26,2	30,0	28,5
	Déc. 1981 ..	29,3	74,1	44,6	42,5	28,0	30,8	24,0	34,5	15,3	31,9	19,1	41,9	29,1	36,2	32,3
	Déc. 1983 ..	33,1	78,5	45,8	43,4	35,7	30,3	28,1	39,6	22,7	33,9	23,2	42,4	36,7	40,3	38,5
	Mi-1984	33,8	80,8	50,0	42,8	35,0	33,6	26,5	41,0	19,6	42,1	23,8	41,3	36,2	41,8	39,9
Combiné réfrigérateur-congélateur.	Déc. 1981 ..	20,6	11,4	9,2	22,0	33,1	25,9	22,0	23,0	18,0	31,2	14,6	21,6	32,9	25,3	19,8
	Déc. 1983 ..	26,3	12,9	12,6	27,1	39,9	34,6	34,6	27,0	28,3	34,9	19,5	26,1	39,9	26,8	27,3
	Mi-1984	28,0	12,7	25,5	30,7	43,1	34,8	35,1	28,8	27,1	39,9	21,2	29,6	43,2	29,9	27,2
Lave-linge.....	Déc. 1969 ..	53,2	60,1	42,8	68,5	73,9	65,4	54,3	60,5	33,4	73,0	33,4	67,2	74,5	63,9	57,1
	Déc. 1973 ..	65,7	75,7	59,0	82,1	81,6	77,7	68,8	73,8	49,8	77,0	44,7	82,2	81,6	77,6	69,0
	Déc. 1979 ..	78,8	90,1	78,5	90,7	88,6	86,4	80,9	85,3	70,2	86,3	64,6	90,2	89,1	88,7	80,8
	Déc. 1981 ..	81,1	92,0	80,0	92,2	89,3	85,0	82,3	87,9	69,8	88,3	69,8	91,9	89,6	90,7	84,1
	Déc. 1983 ..	82,6	91,9	78,2	91,2	88,9	86,6	84,6	89,0	74,8	84,3	73,0	91,0	89,1	91,2	85,8
	Mi-1984	83,6	92,8	83,7	92,1	90,6	87,5	86,5	89,0	75,1	89,7	74,3	91,8	90,8	91,2	85,7
Lave-vaisselle	Déc. 1970 ..	2,4	1,3	1,0	6,3	14,1	3,7	1,6	0,7	0,2	3,5	0,8	4,5	14,9	1,0	0,3
	Déc. 1973 ..	5,3	3,5	2,0	14,9	27,7	9,5	3,8	1,4	1,8	4,8	1,4	13,3	28,0	2,1	0,5
	Déc. 1979 ..	14,9	18,0	8,3	33,7	52,4	26,1	12,9	8,2	7,4	16,4	4,9	32,1	52,6	10,9	4,6
	Déc. 1981 ..	17,6	19,3	10,0	39,6	54,1	30,8	16,1	11,9	8,1	18,3	7,1	37,8	54,5	14,9	7,7
	Déc. 1983 ..	20,5	27,7	12,6	42,6	56,7	33,2	23,4	15,2	10,3	24,3	8,1	40,6	57,2	17,5	12,1
	Mi-1984	22,1	28,3	14,3	42,6	59,1	37,2	24,3	16,5	9,3	34,7	9,7	40,6	59,6	19,6	11,8
Nombre de ménages [en millions] (6).....	Déc. 1983 ..	20,1	0,8	0,1	1,1	1,6	2,1	1,5	5,0	0,6	0,4	6,9	1,0	1,6	2,9	2,1

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) On pourra se reporter aux Collections de l'INSEE Série M, n° 104 *L'équipement des ménages en biens durables au début de 1983*. — (3) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier; à compter de 1984, les enquêtes ont lieu en mai et novembre. Les chiffres datés « mi-1984 » constituent la moyenne arithmétique des deux résultats. — (4) Code des catégories socioprofessionnelles (INSEE 1969) [N°* des groupes 0 à 9]. — (5) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (6) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de novembre 1982 et janvier 1983. — (*) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

TABLEAU D.01-5

Ménages équipés (1) par âge du chef de ménage et taille du ménage

Source : INSEE (2) — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (3)	Ensemble	Âge du chef de ménage (en années)									Taille du ménage (nombre de personnes)					
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus	1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (4)	Déc. 1969	55,4	58,9	78,3	76,4	71,8	65,0	56,0	42,4	32,3	16,4	14,4	49,8	72,3	79,0	78,4	68,2
	Déc. 1973	61,6	65,7	83,8	81,9	77,4	73,1	62,7	51,9	38,0	19,5	19,1	58,1	77,8	85,0	84,7	74,6
	Déc. 1979	68,6	71,3	84,1	88,5	82,3	76,4	73,0	62,0	49,6	26,9	28,0	67,0	86,6	90,6	85,7	81,0
	Déc. 1981	70,0	69,5	85,5	88,3	85,7	78,4	71,6	66,6	51,7	29,0	30,4	70,9	87,9	91,7	87,6	82,6
	Déc. 1983	72,8	67,9	87,0	88,6	86,9	83,1	77,5	68,6	56,1	33,1	33,9	74,6	89,8	93,6	91,9	84,0
	Mi-1984	72,9	70,0	85,5	89,0	87,3	81,8	78,6	67,3	60,3	34,4	34,5	75,8	89,8	94,2	91,8	79,7
Téléviseur	Déc. 1969	66,4	38,0	62,7	74,0	77,4	78,6	72,1	66,7	59,8	47,9	37,2	65,2	75,1	80,5	81,4	79,8
	Déc. 1973	79,1	54,1	73,6	84,8	87,9	87,9	86,8	81,0	78,6	65,2	54,7	78,9	86,2	90,4	91,1	91,6
	Déc. 1979	89,3	65,5	85,0	91,9	93,5	93,2	93,1	94,2	91,4	84,6	73,6	90,5	94,4	96,3	95,8	96,6
	Déc. 1981	90,8	69,6	85,7	91,9	94,5	94,2	93,7	94,2	94,8	88,8	77,6	92,4	95,5	96,6	97,5	96,6
	Déc. 1983	91,1	71,2	84,9	90,2	93,6	94,4	94,1	94,0	94,2	90,7	79,8	92,8	95,1	96,1	96,6	95,4
	Mi-1984	92,1	74,1	85,8	92,3	94,1	95,6	95,8	95,2	95,8	92,4	82,2	93,7	95,4	96,7	96,9	96,3
Téléviseur couleur	Déc. 1973	7,7	3,0	4,6	5,9	9,2	9,9	10,3	9,2	8,8	7,0	5,1	9,6	7,8	7,8	7,5	6,3
	Déc. 1979	38,1	16,2	30,0	43,7	42,6	40,8	42,7	43,0	38,1	32,4	24,6	40,4	41,9	45,7	41,5	36,1
	Déc. 1981	50,4	23,5	41,5	54,3	55,9	52,4	54,9	54,7	56,6	45,6	35,7	53,1	54,6	59,8	55,3	46,8
	Déc. 1983	61,2	29,3	51,9	66,1	66,7	65,7	63,8	64,4	65,4	57,1	45,2	62,9	67,2	70,9	69,2	57,3
	Mi-1984	64,7	38,1	52,9	68,9	70,2	68,5	69,7	68,1	69,8	60,7	49,7	67,3	70,2	74,0	70,6	60,6
Réfrigérateur	Déc. 1969	76,5	57,3	84,4	86,2	85,5	83,9	80,1	75,6	69,5	54,7	47,6	76,6	87,0	90,5	87,2	84,0
	Déc. 1973	86,8	73,8	92,7	93,0	92,8	91,0	92,4	87,4	85,0	71,7	64,8	88,5	93,7	96,1	95,4	92,8
	Déc. 1979	94,6	88,0	96,7	97,1	96,4	95,6	95,9	97,0	93,2	89,3	85,0	96,0	97,6	98,2	98,2	98,1
	Déc. 1981	95,4	87,8	96,2	97,9	97,1	95,8	96,0	97,1	95,5	91,5	87,6	96,6	93,5	98,5	98,9	97,4
	Déc. 1983	96,4	92,7	97,0	98,1	97,3	97,0	97,8	96,7	95,4	93,0	89,9	97,7	98,6	98,9	99,0	97,7
	Mi-1984	96,9	92,9	97,5	98,0	98,0	97,3	97,9	97,7	97,3	94,0	91,5	98,1	98,6	99,0	98,7	98,9
Congélateur	Déc. 1972	7,4	1,3	5,5	11,4	11,4	8,8	7,1	6,2	4,4	2,2	1,2	4,6	8,0	10,7	14,6	17,5
	Déc. 1973	10,1	2,4	8,7	14,8	15,9	13,8	8,8	9,1	5,9	2,6	1,2	7,4	10,6	14,7	19,6	24,9
	Déc. 1979	25,3	6,9	20,2	31,6	37,3	32,2	31,1	26,7	20,2	9,0	5,6	20,6	29,8	38,8	45,6	45,0
	Déc. 1981	29,3	7,7	20,1	37,6	41,8	37,6	36,0	30,9	24,4	12,4	7,0	26,7	33,8	44,6	49,8	52,8
	Déc. 1983	33,1	9,1	24,3	40,6	45,2	42,7	40,1	34,4	26,7	16,0	8,5	30,7	40,6	49,2	53,4	55,0
	Mi-1984	33,8	9,1	23,4	42,9	45,2	44,4	40,4	35,0	27,7	17,0	9,3	30,8	41,6	50,0	58,8	54,2
Combiné réfrigérateur-congélateur	Déc. 1981	20,6	19,8	28,1	24,7	22,9	18,7	22,0	21,8	16,1	11,1	9,7	21,2	27,0	25,7	22,8	22,3
	Déc. 1983	26,3	22,5	34,6	31,5	26,9	29,8	25,8	27,3	23,7	14,7	14,8	27,1	32,3	32,2	30,7	26,3
	Mi-1984	28,0	26,5	35,5	32,9	30,8	28,3	28,5	27,6	29,1	16,1	17,1	29,5	33,6	34,1	29,8	28,0
Lave-linge	Déc. 1969	53,2	32,8	59,7	69,9	71,1	61,1	52,3	45,4	36,3	25,4	16,1	43,6	68,9	75,2	81,4	84,6
	Déc. 1973	65,7	44,6	72,4	80,5	83,4	76,3	68,6	61,3	51,3	35,4	24,6	60,5	79,1	87,6	90,6	91,3
	Déc. 1979	78,8	56,1	80,7	89,0	88,8	87,3	85,3	81,3	74,7	55,4	42,2	80,2	92,0	95,5	95,5	94,4
	Déc. 1981	81,1	57,1	81,0	89,8	90,8	89,7	87,1	82,9	80,6	60,8	49,1	82,9	94,1	96,1	97,6	96,2
	Déc. 1983	82,6	55,4	81,0	90,3	91,9	90,2	88,5	86,6	80,2	64,2	50,6	86,2	94,7	97,7	96,3	96,5
	Mi-1984	83,6	60,2	81,8	91,1	91,5	91,0	88,6	88,0	85,2	66,2	54,2	87,3	94,8	97,7	97,3	95,0
Lave-vaisselle	Déc. 1970	2,4	0,5	1,8	4,1	3,9	3,0	2,1	0,9	1,2	0,7	0,5	1,1	2,3	4,4	5,5	4,7
	Déc. 1973	5,3	0,8	5,5	10,3	7,6	5,9	5,4	2,9	2,1	1,5	0,9	3,4	6,1	10,2	10,7	7,1
	Déc. 1979	14,8	2,4	11,8	27,1	21,5	14,5	15,1	10,8	6,4	4,1	3,0	10,0	18,6	27,8	26,1	18,5
	Déc. 1981	17,6	3,4	12,7	30,1	27,8	18,7	15,7	14,0	9,5	5,3	3,9	13,1	20,8	33,6	31,6	23,0
	Déc. 1983	20,5	3,2	13,3	33,7	34,0	22,0	18,7	17,8	10,3	4,7	4,9	13,6	26,5	39,3	38,0	25,1
	Mi-1984	22,1	3,7	15,1	35,6	35,7	23,2	21,1	18,5	15,3	6,0	5,9	16,0	28,5	41,0	39,4	26,7
Nombre de ménages [en millions] (5)	Déc. 1983	20,1	1,0	1,8	4,2	3,3	1,8	1,8	1,7	1,0	3,5	4,6	6,1	3,7	3,5	1,4	0,8

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Voir note (2) du tableau 4. — (3) Voir note (3) du tableau 4. — (4) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (5) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de novembre 1982 et janvier 1983.

TABLEAU D.01-6

Structure en valeur de la consommation alimentaire (1) à domicile

Source : INSEE [Enquêtes alimentaires] (2) — *Unité :* %

	1974	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Produits à base de céréales	9,9	10,0	9,8	10,2	10,8	11,0	*r* 11,0	10,9
Légumes	10,3	12,3	11,4	10,0	10,4	10,1	10,5	10,6
Fruits	6,4	6,8	7,2	7,6	7,0	7,2	7,1	7,4
Viandes, volailles, œufs, poissons	39,1	38,4	38,4	39,6	39,6	39,1	39,7	39,4
Lait et fromages	10,0	10,2	10,2	10,4	10,7	10,8	10,9	11,2
Corps gras	6,2	5,0	4,9	4,8	4,5	4,2	4,2	4,0
Produits alimentaires divers	4,0	4,4	4,4	4,6	4,8	4,9	4,8	4,7
Boissons	14,1	12,9	13,7	12,8	12,2	12,7	11,8	11,8
Ensemble des produits alimentaires	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris l'autoconsommation évaluée au prix du marché local. — (2) Pas d'enquête réalisée en 1975.

TABLEAU D.01-7

Répartition des achats de produits alimentaires (1) selon le poste de consommation et le type de point de vente

Source : INSEE (enquêtes alimentaires 1969-1980)

Unité : %

	Marché	Commerçant spécialisé	Alimentation générale				Grossiste coopérative et magasin d'entreprise	Achat à la ferme ou au producteur	Total
			Type traditionnel	Supermarché hypermarché	Autre libre-service	Vente ambulante			
Boulangerie, pâtisserie, confiserie :									
1969	2,4	67,9	12,2	6,5	8,0	2,3	0,6	0,1	100,0
1980	1,5	61,0	5,4	24,3	5,4	1,3	0,9	0,2	100,0
1982	1,4	59,4	4,6	27,1	5,3	1,3	0,6	0,3	100,0
Épicerie :									
1969	3,7	4,3	43,4	16,4	22,7	8,0	1,3	0,2	100,0
1980	1,7	5,9	14,3	59,0	13,2	3,1	2,7	0,1	100,0
1982	1,6	5,8	12,2	63,2	12,7	2,0	2,2	0,3	100,0
Crèmerie :									
1969	8,2	9,8	35,7	12,4	18,9	4,4	2,4	8,2	100,0
1980	6,8	7,8	13,3	49,7	12,8	2,7	1,9	5,0	100,0
1982	5,7	8,4	11,3	54,5	11,7	1,8	1,8	4,8	100,0
Fruits et légumes frais :									
1969	22,7	9,8	36,2	9,7	14,7	3,9	0,9	2,1	100,0
1980	26,4	10,9	14,9	31,0	10,9	2,5	0,7	2,7	100,0
1982	25,9	11,1	13,1	34,6	10,0	1,6	0,7	3,0	100,0
Charcuterie :									
1969	7,8	60,9	9,8	9,6	9,1	1,4	1,0	0,4	100,0
1980	6,7	49,0	4,3	30,4	5,7	1,5	1,7	0,7	100,0
1982	6,2	47,3	3,6	34,0	5,7	1,1	1,2	0,9	100,0
Boucherie :									
1969	6,7	79,1	1,5	6,5	5,1	0,6	0,4	0,1	100,0
1980	5,6	58,9	0,8	27,0	3,8	0,5	1,7	1,7	100,0
1982	5,8	58,2	0,8	28,5	4,1	0,7	1,0	0,9	100,0
Volailles, lapins, gibiers :									
1969	17,3	39,5	8,4	10,6	9,0	0,7	0,6	13,9	100,0
1980	15,6	31,3	2,5	33,2	4,6	0,9	0,7	11,2	100,0
1982	14,6	28,0	1,8	36,2	4,2	0,6	0,7	12,9	100,0
Poissons, crustacés, coquillages :									
1969	13,7	55,2	8,4	6,1	6,5	3,2	1,0	0,9	100,0
1980	24,7	42,3	2,5	20,9	2,4	3,7	1,0	2,5	100,0
1982	25,0	43,5	2,3	22,3	2,6	1,7	1,3	1,3	100,0
Produits surgelés :									
1980	1,9	15,7	6,5	48,3	10,4	6,6	10,6	0,0	100,0
1982	0,9	20,4	4,0	47,7	7,5	5,7	13,7	0,1	100,0
Boissons :									
1969	2,2	8,1	43,5	12,8	21,3	4,9	6,0	1,2	100,0
1980	0,3	5,6	12,5	54,4	13,3	2,1	6,3	5,5	100,0
1982	0,4	6,6	10,1	57,6	12,5	2,3	6,1	4,4	100,0
Ensemble des produits :									
1969	**8,6**	**35,5**	**24,2**	**10,4**	**13,6**	**3,5**	**1,7**	**2,5**	**100,0**
1980	**7,8**	**29,1**	**8,7**	**38,7**	**6,8**	**2,1**	**2,2**	**2,6**	**100,0**
1982	**7,6**	**28,9**	**7,3**	**41,8**	**8,3**	**1,6**	**2,0**	**2,5**	**100,0**

(1) A partir de 1978, les produits surgelés, jusque-là inclus dans les postes « boulangerie, pâtisserie, confiserie, sucrerie », « épicerie », « charcuterie », « boucherie », « volailles, lapins, gibiers » et « poissons, crustacés, coquillages » ont été isolés et regroupés dans un poste « produits surgelés ». — (2) Y compris les ventes ambulantes pratiquées par des commerçants spécialisés.

TABLEAU D.01-8

Repas pris à l'extérieur selon le type de repas

Source : INSEE (Enquêtes alimentaires)

Unité : nombre, par semaine et par personne

	(1) 1973	(1) 1974	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Restaurant : repas payé par un membre du foyer	0,30	0,24	0,30	0,30	0,32	0,30	0,31	0,32
Restaurant : repas payé par une personne extérieure au foyer	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Cantine ou restaurant d'entreprise	0,23	0,25	0,27	0,29	0,30	0,30	0,30	0,31
Cantine scolaire, réfectoire, restaurant universitaire	0,40	0,41	0,44	0,42	0,41	0,43	0,40	0,40
Casse-croûte dans un café	0,02	0,02	0,03	0,02	0,02	0,03	0,02	0,03
Casse-croûte emporté avec soi	0,11	0,11	0,13	0,12	0,13	0,13	0,16	0,16
Repas pris chez l'employeur ou comme hôte payant dans un autre foyer	0,15	0,12	0,11	0,11	0,13	0,12	0,12	0,11
Repas pris comme invité dans un autre foyer	0,67	0,65	0,83	0,86	0,88	0,89	0,98	0,94
Autres repas		0,12	0,06	0,10	0,14	0,12	0,13	0,17
Repas pris par des personnes absentes du logement durant la semaine d'enquête	0,17	0,11	0,19	0,14	0,10	0,13	0,12	0,13
Total	**2,09**	**2,07**	**2,41**	**2,41**	**2,48**	**2,50**	**2,59**	**2,62**

(1) La méthodologie retenue en 1973 et 1974 ayant été quelque peu différente de celle des autres enquêtes, les résultats obtenus peuvent ne pas être tout à fait comparable à ceux des autres années.

TABLEAU D.01-9

Déplacements quotidiens entre domicile et lieu de travail des actifs, étudiants, élèves et jeunes enfants selon la commune de résidence, la catégorie socioprofessionnelle, l'âge et le sexe

Année 1981

Source : INSEE (Enquête sur les transports 1981)

Caractéristiques de la population	Actifs (1)				Etudiants, élèves (1)				Jeunes enfants (1)			
	Effectifs (milliers)	%	Distance (kms)	Durée (mn)	Effectifs (milliers)	%	Distance (kms)	Durée (mn)	Effectifs (milliers)	%	Distance (kms)	Durée (mn)
Commune de résidence												
Commune rurale :												
— canton entièrement rural	2.300	60	9,2	42	1.000	98	6,9	49	400	48	2,1	26
— canton partiellement urbain .	3.200	70	11,3	47	1.500	97	7,4	47	600	63	4,8	31
Agglomération :												
— moins de 20.000 habitants..	3.400	75	7,9	43	1.600	100	4,2	43	700	64	1,3	30
— de 20 à 100.000 habitants..	2.750	87	6,7	47	1.550	100	2,4	42	650	59	1,5	32
— de plus de 100.000 habitants (hors agglomération de Paris).....	5.550	87	7,3	51	2.950	99	3,8	47	1.150	56	1,4	26
— banlieue parisienne	2.850	88	11,9	72	1.250	98	3,5	45	550	69	0,9	22
— Paris	1.200	82	7,7	61	450	97	3,3	53	150	53	1,1	27
Catégorie socioprofessionnelle												
De l'individu (actifs) ou du chef de ménage (étudiants, élèves, jeunes enfants) :												
— agriculteurs exploitants.....	1.600	25	3,5	47	450	98	9,1	54	100	58	3,9	29
— salariés agricoles	250	73	4,2	33	150	100	4,6	50	50	ns	ns	ns
— patrons de l'industrie et du commerce	1.700	28	6,1	41	850	98	4,3	45	250	51	1,5	25
— cadres sup. et professions libérales	1.800	89	13,6	60	1.200	98	3,7	44	400	62	1,5	25
— cadres moyens	3.100	91	10,1	55	1.250	98	4,1	44	650	72	2,4	23
— employés	3.700	92	8,5	55	850	99	3,9	43	400	60	2,2	31
— ouvriers.....	7.100	92	8,3	49	4.250	100	3,8	47	2.050	58	1,7	30
— personnels de service.....	1.600	76	5,3	45	250	99	3,2	42	50	ns	ns	ns
— autres catégories (artistes, clergé, armée, police)	350	69	10,7	48	250	100	3,2	38	150	63	1,2	27
— étudiants	—	—	—	—	250	94	14,1	61	ns	ns	ns	ns
— retraités et autres inactifs...	—	—	—	—	550	98	5,6	46	100	52	1,1	29
Age de l'individu												
Actifs :												
— moins de 30 ans.....	6.000	89	9,0	52	///	///	///	///	///	///	///	///
— 30 à 44 ans	8.200	80	9,3	51	///	///	///	///	///	///	///	///
— 45 à 59 ans	6.200	72	7,4	50	///	///	///	///	///	///	///	///
— 60 ans et plus.....	800	52	8,9	61	///	///	///	///	///	///	///	///
Etudiants, élèves :												
— moins de 14 ans.....	///	///	///	///	6.100	99	2,4	37	///	///	///	///
— 14 ans et plus.....	///	///	///	///	4.200	97	7,4	59	///	///	///	///
Sexe :												
— masculin	12.700	79	9,7	52	5.200	98	4,7	45	2.200	60	1,9	28
— féminin.....	8.500	80	7,2	51	5.100	99	4,1	46	2.000	60	1,9	28
Ensemble de la population.....	**21.200**	**79,3**	**8,7**	**51**	**10.300**	**98**	**4,4**	**46**	**4.200**	**60**	**1,9**	**28**

N.B. — ns = non significatif.

(1) Pour chaque catégorie — actifs, étudiants et élèves, jeunes enfants — on donne : les effectifs de la population; la proportion de la population ayant un lieu de travail, d'étude ou de garde, qui est fixe et différent du domicile; la distance domicile - lieu de travail (d'étude ou de garde) en kilomètres; le temps moyen par jour de travail passé en déplacements domicile - lieu de travail (d'étude ou de garde) en minutes. La catégorie « étudiants, élèves » comprend les écoliers (hormis la maternelle), collégiens, lycéens, apprentis, étudiants. Les élèves internes et les étudiants logés en cité ou foyer en sont exclus. La catégorie « jeunes enfants » comprend tous les enfants non encore à l'école primaire et qui peuvent donc être gardés au domicile, chez une nourrice ou un autre particulier, dans une crèche ou à l'école maternelle.

TABLEAU D.01-10

Détention du permis de conduire, pour les voitures automobiles et les deux roues à moteur, et pratique de la conduite (1), selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Année 1981

Source : INSEE (enquête sur les transports 1981)

	Voiture automobile				Deux roues à moteur		
					Conducteur principal		
	Effectifs des 18 ans et plus	Détention du permis	Conduite régulière ou occasionnelle	Conducteur principal ou exclusif	Effectifs des 14 ans et plus	moto ou vélomoteur	cyclomoteur
	(milliers)	%	%	%	(milliers)	%	%
Femmes	**20.200**	**47**	**41**	**21**	**21.850**	**ε**	**4**
14-29 ans					6.550	ε	7
18-29 ans	4.900	58	55	26			
30-44 ans	5.100	71	66	33	5.100	ε	2
45-59 ans	4.700	44	37	19	4.700	ε	5
60-74 ans	3.450	21	12	8	3.450	ε	3
75 ans et plus	2.050	11	4	3	2.050	ε	ε
Hommes	**18.650**	**80**	**75**	**60**	**20.450**	**2**	**12**
14-29 ans					6.700	5	16
18-29 ans	4.900	76	74	49			
30-44 ans	5.300	91	88	71	5.300	2	8
45-59 ans	4.600	85	82	70	4.600	ε	11
60-74 ans	2.750	68	59	53	2.750	ε	16
75 ans et plus	1.100	54	30	27	1.100	ε	7
Catégorie socioprofessionnelle individuelle							
Agriculteurs exploitants	1.600	76	74	47	1.600	1	8
Salariés agricoles	300	71	68	47	300	ε	25
Patrons de l'industrie et du commerce	1.750	89	84	58	1.750	2	2
Cadres supérieurs et professions libérales	1.850	98	96	76	1.850	3	2
Cadres moyens	3.200	93	89	66	3.200	2	3
Employés	4.100	80	75	46	4.100	1	4
Ouvriers	7.900	74	71	54	7.900	1	13
Personnels de service	1.800	48	43	25	1.800	1	7
Étudiants	1.650	46	43	14	4.900	2	17
Inactifs	14.300	38	30	19	14.500	ε	6
Autres catégories (artistes, clergé, armée, police)	400	94	92	73	400	2	4
Ensemble de la population étudiée							
Voiture : plus de 18 ans	**38.850**	**63**	**57**	**39**	///	///	///
Deux roues : plus de 14 ans	///	///	///	///	**42.300**	**1**	**8**

(1) On peut distinguer trois degrés d'accès à l'automobile : la détention du permis de conduire; la pratique régulière ou occasionnelle de la conduite; la conduite principale ou exclusive d'une voiture du ménage.

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. PUBLICATIONS CONCERNANT LES MÉTHODES ET LES RÉSULTATS D'ENSEMBLE.

— « Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 44-45, septembre 1979, dernière réédition parue en janvier 1985;

— *Rapports sur les comptes de la Nation* (publication annuelle). — dernier paru : « Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 117-118, juin 1984;

— Les comptes de patrimoine (1971-1972-1976). *Les Collections de l'INSEE,* série C, n^{os} 88-90, septembre 1980;

— Consommation des ménages : rapport sur les comptes de la Nation 1983, *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 106, juin 1984;

— Darmon (D.). — La consommation des ménages à moyen terme. Réestimation sur les données récentes des modèles de consommation et projection à 1990 », *Archives et documents,* n° 92, octobre 1983;

— Bilan annuel démographique, *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE : population (février 1985), ménages (février 1984);

— Beudaert (M.), Lori (L.) et Séruzier (M.). — « Rétropolation des comptes nationaux dans le nouveau système de comptabilité nationale française, séries 1959-1970 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n^{os} 67-68, 1978.

2. PUBLICATIONS DES RÉSULTATS D'ENQUÊTES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES.

20. Ensemble de la consommation :

— L'Hardy (Ph.) et Trognon (A.). — « Le mythe du nouveau consommateur », *Économie et statistique,* n° 123, juillet 1980;

— Trognon (A.). — Composition des ménages et système linéaire des dépenses, *Annales,* n° 41, 1982;

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « Les budgets des ménages », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;

— Glaude (M.). — « L'évolution du niveau de vie de 1966 à 1979 », *Économie et statistique,* n° 142, mars 1982;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1978-1979 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 97, décembre 1982;

— Bloch (L.) et Glaude (M.). — « Une approche du coût de l'enfant », *Économie et statistique,* n° 155, mai 1983;
— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « L'évolution des niveaux de vie en treize ans selon le milieu social », « Les budgets des ménages en 1979 », *Données sociales,* édition 1984;
— Glaude (M.). — « Diversité et cohérence des budgets », *Données sociales,* édition 1984.

21. Consommation alimentaire :

— Mercier (M.-A.). — « La consommation et les lieux d'achats des produits alimentaires en 1981 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 108, juillet 1984;
— Mercier (M.-A.). — « Les lieux d'achats des produits alimentaires », *Données sociales,* édition 1984;
— Mercier (M.-A.). — « L'importance croissante des repas à l'extérieur », *Économie et statistique,* n° 166, mai 1984;
— Mercier (M.-A.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1981 », *Premiers résultats,* n° 38, juin 1985;
— Beyer (M. N.) et Mercier (M.-A.). — « Consommation et lieux d'achat alimentaires en 1982 », *Premiers résultats,* n° 40 juin 1985.

22. Équipement en appareils ménagers et en véhicules :

— N'Guyen Huu (T.). — « L'automobile en France. Quelques résultats de l'enquête " Transports " 1973-1974 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 65-66, septembre 1978;
— Trognon (A.). — « Les ménages, la bicyclette et les moto-cycles en 1976 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 77, mai 1979;
— Trognon (A.). — « La percée de la télé-couleur », *Économie et statistique,* n° 110, avril 1979;
— Trognon (A.). — « Bocaux hier, congélateur aujourd'hui », *Économie et statistique,* n° 116, novembre 1979;
— Glaude (M.). — « Réalisation des intentions d'achats », *Économie et statistique,* n° 129, janvier 1981;
— Valdelièvre (H.). — « L'équipement des ménages en biens durables au début de 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 104, octobre 1983;
— Valdelièvre (H.). — « Les principaux biens d'équipement du logement fin 1983 », *Premiers résultats,* n° 20, juin 1984;
— « Enquête de conjoncture auprès des ménages en mai 1984 (enquête communautaire européenne) », *Informations rapides,* série A, n° 109, 13 juin 1984;
— Join-Lambert (E.). — « Les ménages roulent plus, les voitures roulent moins », *Économie et statistique,* n° 136, septembre 1981;
— Verger (D.). — « De la cuisine à la lingerie : équipement ménager et activités domestiques », *Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982;
— Roy (C.) et Verger (D.). — « Le point sur la télévision », *Économie et statistique,* n° 143, avril 1982;
— Verger (D.). — « Durée de vie des équipements ménagers », *Enjeux,* n° 25, 1982;
— Verger (D.). — « Les disparités d'équipement des ménages en biens durables (Enquête équipement ménager, 1979) », *Archives et documents,* n° 57, octobre 1982;
— Vadrot (F.). — « Du temps libre aux biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Dimension économique de la Bourgogne,* n° 27, 1982;
— Verger (D.). — « Le fusil de chasse : une affaire d'homme et de rural », *Économie et statistique,* n° 147, septembre 1982;
— Choquet (O.). — « L'automobile, un bien banalisé », *Économie et statistique,* n° 154, avril 1984;
— Lefol (J.-F.). — « Les déplacements quotidiens en 1981 », *Premiers résultats,* n° 27, novembre 1984;
— Lefol (J.-F.). — « Le phénomène automobile », *Premiers résultats,* n° 28, novembre 1984;
— Choquet (O.) et Valdelièvre (H.). — « Acquisition et utilisation de l'automobile (enquête de conjoncture auprès des ménages de mai à octobre 1982) ». *Archives et documents,* n° 123, mars 1985.

23. Logement :

— Conditions de vie : « 9 % des ménages déclarent disposer d'une résidence secondaire », *Économie et statistique,* n° 62, décembre 1974;
— Villac (H.), Balland (G.) et Touchard (L.). — « Les conditions de logement des ménages en 1978 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 85;
— Fabre (F.) et Nicol (C.). — « Les logements vacants ne sont pas tous disponibles », *Économie et statistique,* n° 107, janvier 1979;
— Marchand (O.). — « Le parc des logements en 1978 », *Économie et statistique,* n° 113, juillet-août 1979;
— Fabre (F.). — « Les locataires et leurs logements », *Économie et statistique,* n° 128, décembre 1980;
— IAURIF. — « Résultats de l'enquête " Amélioration " de 1979 », (Exploitation — réalisée par l'IAURIF pour le compte de la direction de la construction du ministère de l'Urbanisme et du Logement — d'une enquête effectuée par l'INSEE sur les travaux d'entretien ou d'amélioration des logements, en même temps que sur l'équipement);
— Choquet (O.). — « L'équipement du logement », *Données sociales,* édition 1984;
— Verger (D.). — « L'achat d'un logement ne va pas sans achats d'équipements », *Économie et statistique,* n° 161, décembre 1983.

24. Habillement :

— N'Guyen Huu (T.). — « les magasins spécialisés ont toujours la préférence des particuliers », *Économie et statistique,* n° 51, décembre 1973;
— N'Guyen Huu (T.). — « Les dépenses d'habillement des Français en 1971-1972 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 38, novembre 1974.

25. Santé :

— Charraud (A.). — « La consommation médicale de ville par sexe et âge dans l'enquête sur la santé et les soins médicaux » (avril 1980-mars 1981). Premiers résultats n° 459/453 du 23 février 1983;
— Devouassoux-Merakchi (J.) et Morel (B.). — « Les modes de protection sociale en cas de maladie en 1980. Premiers résultats de l'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 », *Informations rapides du SESI,* n° 14 du 15 mars 1983;
— Charraud (A.), Devouassoux (J.) et Morel (B.). — « La consommation médicale : évolution et disparité », *Données sociales,* édition 1984;
— Devouassoux (J.) et Morel (B.). — « Les modes de protection, en cas de maladie », *Données sociales,* édition 1984;
— Charraud (A.) et Valdelièvre (H.). — « La taille et le poids », *Données sociales,* édition 1984;
— Roy (C.). — « Les soins personnels », *Données sociales,* édition 1984;
— Charraud (A.). — « Formes et évolution de la consommation médicale de ville aux différents âges de la vie », *Économie et statistique,* n° 163, février 1984;
— Charraud (A.) et Choquet (O.). — « L'inégalité devant les incapacités physiques », *Économie et statistique,* n° 170, octobre 1984;
— Charraud (A.) et Mormiche (P.). — « Enquête santé 1980-1981. — Tableaux détaillés », *Archives et documents,* n° 126, avril 1985.

26. Vacances :

— Debreu (P.). — « Les vacances des Français en 1973 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 41, février 1975;
Depuis 1974, voir « Statistiques du Tourisme », nos 2, 6, 10, 14, 18. — *Regards sur les Statistiques du Tourisme,* n° 21. — *Regards sur l'Économie du Tourisme,* nos 26, 28 et *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme,* nos 3 et 4;
— Anfré (J.) et Rempp (J.-M.). — « Les vacances des Français », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978;
— Bertrand (M.). — « La France sous la tente », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978;
— Bertrand (M.). — « Vacances : en hiver aussi », *Économie et statistique,* n° 111, mai 1979;
— Bertrand (M.). — « Les vacances des Français en 1981-1982 », *Les Collections de l'INSEE,* M 109, octobre 1984;
— Choquet (O.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1982-1983 », *Premiers résultats,* n° 1, septembre 1983;
— Couder (M.). — « Les départs en vacances de l'été 1983, *Premiers résultats,* n° 6, décembre 1983;
— Couder (M.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1983-1984 », *Premiers résultats,* n° 26, octobre 1984;
— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les départs en vacances de l'été 1984 », *Premiers résultats,* n° 31, février 1985.

27. Loisirs. — Budgets-temps :

— Debreu (P.). — « Les comportements de loisirs des Français. Enquête 1967. Résultats détaillés », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 25, août 1973;

— Lemel (Y.). — « Les budgets-temps des citadins », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 33, mars 1974;

— Lemel (Y.) et Paradeise (C.). — « Appartenance et participation à des associations », *Économie et statistique,* n° 55, avril 1974;

— De La Godelinais (M.-C.). — « Quelques aspects de la vie sociale des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 71, octobre 1975;

— Huet (M.-Th.), Lemel (Y.) et Roy (C.). — « Les emplois du temps des citadins ». Résultats provisoires de l'enquête « Emplois du temps 1974-1975 », réédition. *Archives et Documents,* n° 59, octobre 1982;

— Lemel (Y.) et Paradeise (C.). — « Sociabilité d'après l'enquête loisirs 1967 », *Dossier rectangle*;

— Brasseur (A.), Debreu (P.) et Lemel (Y.). — « Typologie des loisirs », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 72, mars 1979;

— Roy (C.). — « Le point sur l'aide ménagère », *Économie et statistique,* n° 124, août 1980;

— Rousse (H.) et Roy (C.). — « Activités ménagères et cycle de vie », *Économie et statistique,* n° 131, mars 1981;

— Forse (M.). — « La sociabilité », *Économie et statistique,* n° 132, avril 1981;

— Roy (C.). — « Les emplois du temps des mères et pères de familles nombreuses », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;

— Chastand (A.). — « Activité professionnelle et domestique des femmes de milieu ouvrier », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;

— Roy (C.). — « La garde des enfants le soir », *Dossier rectangle,* août 1982;

— Lemel (Y.). — « Activités primaires et secondaires ». Analyse de contenu des dossiers de l'enquête « Emploi du temps 1974-1975 », *Dossier rectangle,* juillet 1983;

— Roy (C.). — « Le temps et les activités quotidiennes » *Données sociales,* édition 1984;

— Roy (C.). — « La journée des citadins », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983.

28. Épargne, assurance et patrimoine :

— Turc (A.). — « La clientèle de l'assurance-vie en 1970 », *Économie et statistique,* n° 49, octobre 1973;

— Vallet (D.). — « L'épargne à moyen terme : une approche économétrique », *Économie et statistique,* n° 66, avril 1975;

— L'Hardy (Ph.) et Turc (A.). — « Patrimoine des ménages : permanences et transformations », *Économie et statistique,* n° 76, mars 1976;

— L'Hardy (Ph.) et Turc (A.). — « L'enquête épargne 1973. Premiers résultats », *Dossier rectangle,* juillet 1976;

— Verger (D.). — « Le crédit à la consommation », *Données sociales,* édition 1984;

— Verger (D.). — « Les comportements des français en matière d'assurance », *Économie et statistique,* n° 174; février 1985.

29. Situations défavorisées :

— Borkowski (J.-L.). et Le Jeannic (Th.). — « L'arrivée en France des immigrés », *Économie et statistique,* n° 144, mai 1982;

— Borkowski (J.-L.). — Enquête « Situations défavorisées. Quelques résultats », *Archives et Documents,* n° 71, mars 1983;

— Borkowski (J.-L.). — « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983;

— Borkowski (J.-L.). — « Les conditions de travail : contraintes d'horaire et pénibilité », *Économie et statistique,* n° 174, février 1985.

Évolution des mariages en 1982 ?
Population de la France au 1er janvier 1982 ?
Évolution des naissances ?
Mouvements migratoires entre 1975 et 1982 ?

Des éléments de réponses à ces interrogations et à bien d'autres dans :

La situation démographique en 1982

Démographes et sociologues trouveront dans cet ouvrage un ensemble de données de base nécessaires à toute étude future sur la réalité dé la population française.

Les collections de l'INSEE, série D « Démographie et emploi » n° 106 - volume broché - format 21 × 29,7 - 232 pages - 75 F.

CONSULTATION, VENTE : P 726

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre D.02

Logement

1. Les recensements

2. Les enquêtes logement

3. Définitions générales

Les tableaux présentés dans ce chapitre sont issus, soit des *recensements*, soit des *enquêtes logement*. Les données les plus récentes proviennent de l'exploitation du recensement de 1982 (1).

1. Les recensements

Lors des recensements de population (RP), les principales caractéristiques des immeubles, telles que le type d'immeuble (ferme, immeuble d'habitation, etc.), l'année d'achèvement et le nombre d'étages, sont reportées sur le « bordereau de maison ». Les variables observées au niveau du logement figurent sur la « feuille de logement »; ce sont la catégorie du logement (vacant, résidence principale ou secondaire), le nombre de pièces, le statut d'occupation et les divers éléments de confort. Les données présentées (2) dans les tableaux 1 et 3 à 7 sont issues de l'exploitation des échantillons au 1/20 tirés dans les deux derniers recensements, qui ont eu lieu en février-mars 1975 et mars-avril 1982. S'ajoutent les données correspondantes des RP 1962 et 1968 dans le tableau 2.

2. Les enquêtes logement

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978. Une huitième enquête a été effectuée en 1984.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été réalisées par interview, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

La taille de l'échantillon était en 1973 de 58.395 logements, en 1978 de 31.093 logements; l'échantillon de la région Ile-de-France a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage (3).

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

3. Définitions générales

Les définitions des concepts les plus importants sont données ci-après. Elles sont communes aux recensements et aux enquêtes logement, à de rares exceptions près (accédants, locataires). En ce qui concerne les « ménages ordinaires » et la « personne de référence », les définitions sont explicitées au chapitre *B.01, État de la population.*

1. L'aspect production et financement du logement est abordé dans le chapitre « K-11, Bâtiment et Génie civil et agricole ».
2. Pour des résultats plus détaillés au niveau régional, on se reportera aux revues publiées par les observatoires économiques régionaux ou aux fascicules régionaux et départementaux.
3. Pour plus de précisions, se reporter aux volumes M 42 et M 85 des *Collections de l'INSEE.*

31. Logements d'habitation

Tout local séparé indépendant et fixe utilisé pour l'habitation constitue un logement d'habitation. Si ces logements sont occupés de manière permanente, ce sont des résidences principales; sinon, ce sont des résidences secondaires ou des logements vacants.

32. Résidences principales

Elles comprennent les logements ordinaires conçus pour l'habitation dans des conditions normales mais aussi les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans un hôtel ou une pension de famille, occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année ou qui n'ont pas d'autre résidence, les constructions provisoires à usage d'habitation et les habitations de fortune.

33. Résidences secondaires

Ce sont des logements qui ne sont occupés qu'une faible partie de l'année; les logements de vacances, en particulier les maisons et logements meublés loués pour des séjours touristiques, sont également recensés comme résidences secondaires.

34. Logements vacants

Ce sont des logements sans occupant à l'époque du recensement ou de l'enquête et qui ne sont pas utilisés comme résidences secondaires.

35. Nombre de pièces du logement

Les *pièces d'habitation* comprennent : les chambres à coucher, salles à manger, salles de séjour, salons, studios, etc., quelle que soit leur surface, ainsi que les chambres de service (ou autres pièces annexes) non cédées à des tiers.

Elles ne comprennent pas : les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, WC, buanderies, offices, etc., ni les pièces réservées à un usage uniquement professionnel.

La *cuisine* est comptée comme pièce d'habitation lorsqu'elle a plus de 12 m^2; lorsqu'un logement est constitué d'une seule pièce dans laquelle se trouvent des installations pour faire la cuisine, on compte cette pièce, que sa surface soit supérieure à 12 m^2 ou non. Il n'y a pas de logement de « zéro pièce ».

36. Indice de peuplement

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

· *On compte* :

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;
— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;
— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;
— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;
— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;
— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

37. Statut d'occupation (au sens du recensement)

Les *propriétaires accédants* sont ceux qui ont effectué, pour l'achat de leur résidence principale, un (ou plusieurs) emprunts qu'ils n'ont pas achevé de rembourser à la date du recensement.

Les *locataires* comprennent aussi les *sous-locataires.*

Les *ménages logés par l'employeur* comprennent des ménages logés à titre gracieux et des ménages logés à titre onéreux.

Les définitions retenues aux enquêtes logement sont différentes.

*
* *

TABLEAU D.02-1

Résidences principales, résidences secondaires et logements vacants par catégorie de commune (1)

Source : INSEE (recensements de 1975 et 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Catégorie de commune	Résidences principales		Résidences secondaires		Logements vacants		**Ensemble**	
	1975	1982	1975	1982	1975	1982	**1975**	**1982**
Communes rurales	4.556	4.916	997	1.280	598	593	**6.151**	**6.789**
%	*25,7*	*25,1*	*58,8*	*56,5*	*36,6*	*32,0*	***29,2***	***28,6***
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	4.926	5.624	443	644	415	519	**5.784**	**6.787**
%	*27,8*	*28,7*	*26,1*	*28,4*	*25,4*	*28,0*	***27,4***	***28,6***
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	4.997	5.562	176	240	373	445	**5.546**	**6.247**
%	*28,1*	*28,4*	*10,4*	*10,6*	*22,8*	*24,0*	***26,3***	***26,4***
Agglomération parisienne	3.265	3.488	79	101	248	297	**3.592**	**3.886**
%	*18,4*	*17,8*	*4,7*	*4,5*	*15,2*	*16,0*	***17,1***	***16,4***
Ensemble	17.744	19.590	1.695	2.265	1.634	1.854	21.073	23.709
%	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*

(1) Les résultats de 1975 sont donnés selon la définition des agglomérations au recensement de 1975; ceux de 1982 selon la définition de 1982.

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation par catégorie de commune (1)

Source : INSEE (recensements de 1975 et 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Catégorie de commune	Propriétaires		Locataires d'un local loué vide		Autres statuts d'occupation		**Ensemble**	
	1975	1982	1975	1982	1975	1982	**1975**	**1982**
Communes rurales	3.033	3.510	912	864	611	542	**4.556**	**4.916**
%	*66,6*	*71,4*	*20,0*	*17,6*	*13,4*	*11,0*	***100,0***	***100,0***
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	2.213	2.826	2.089	2.275	624	523	**4.926**	**5.624**
%	*44,9*	*50,2*	*42,4*	*40,5*	*12,7*	*9,3*	***100,0***	***100,0***
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	1.906	2.327	2.499	2.753	592	482	**4.997**	**5.562**
%	*38,1*	*41,8*	*50,0*	*49,5*	*11,9*	*8,7*	***100,0***	***100,0***
Agglomération parisienne	1.119	1.266	1.699	1.854	447	368	**3.265**	**3.488**
%	*34,3*	*36,3*	*52,0*	*53,1*	*13,7*	*10,6*	***100,0***	***100,0***
Ensemble	8.271	9.929	7.199	7.746	2.274	1.915	17.744	19.590
%	*46,6*	*50,7*	*40,6*	*39,5*	*12,8*	*9,8*	*100,0*	*100,0*

(1) Voir note tableau 1.

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le statut d'occupation par catégorie de commune (1)

Évolution 1962-1982

Source : INSEE (recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982, sondage au 1/20)

Catégorie de commune	Effectif (milliers)				% de propriétaires				% de locataires (local loué vide)			
	1962	1968	1975	1982	1962	1968	1975	1982	1962	1968	1975	1982
Communes rurales	5.076	4.519	4.556	4.916	57,5	61,6	66,6	71,4	27,2	23,9	20,0	17,6
En %	*34,9*	*28,7*	*25,7*	*25,1*								
Unités urbaines	6.668	8.303	9.923	11.186	34,7	37,6	41,5	46,1	47,5	47,1	46,2	44,9
En %	*45,9*	*52,6*	*55,9*	*57,1*								
Agglomération parisienne	2.794	2.956	3.265	3.488	29,0	31,3	34,3	36,3	53,5	51,9	52,0	53,1
En %	*19,2*	*18,7*	*18,4*	*17,8*								
Ensemble	**14.538**	**15.778**	**17.744**	**19.590**	**41,6**	**43,3**	**46,6**	**50,7**	**41,6**	**41,4**	**40,6**	**39,5**
En %	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*								

(1) La définition des catégories de commune est celle qui était utilisée à chacun des recensements.

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le confort

Source : INSEE (recensement de 1975 et 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Confort	Toutes résidences principales				Dont : parc achevé avant 1949			
	1975		1982		1975		1982	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sans eau	500	2,8	148	0,8	450	4,6	128	1,5
Eau seulement	3.260	18,4	1.838	9,4	3.090	31,6	1.695	19,7
Eau, W.-C., sans installations sanitaires	1.524	8,6	1.002	5,1	1.349	13,8	859	10,0
Eau, installations sanitaires, sans W.-C.	900	5,1	978	5,0	796	8,1	698	8,1
Eau, installations sanitaires, W.-C., sans chauffage central	3.102	17,5	3.355	17,1	1.887	19,3	2.128	24,7
Eau, installations sanitaires, W.-C., avec chauffage central	8.458	47,6	12.269	62,6	2.207	22,6	3.113	36,0
Ensemble	**17.744**	**100,0**	**19.590**	**100,0**	**9.779**	**100,0**	**8.621**	**100,0**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales et nombre moyen de pièces, selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (recensement de 1982, sondage au 1/20)

Année d'achèvement	Individuel		Collectif		Ensemble	
	Effectif (milliers)	Nombre moyen de pièces	Effectif (milliers)	Nombre moyen de pièces	Effectif (milliers)	Nombre moyen de pièces
Avant 1871	1.955	3,95	809	2,70	2.764	3,58
De 1871 à 1914	1.761	4,05	1.275	2,67	3.036	3,47
De 1915 à 1948	1.657	4,06	1.164	2,66	2.821	3,48
De 1949 à 1961	1.219	4,21	1.487	3,11	2.706	3,61
De 1962 à 1967	696	4,37	1.233	3,29	1.929	3,68
De 1968 à 1974	1.419	4,55	1.845	3,17	3.264	3,77
1975 ou après	1.877	4,56	1.193	2,94	3.070	3,93
Ensemble	**10.584**	**4,23**	**9.006**	**2,97**	**19.590**	**3,65**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (recensement de 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 personnes et plus	Ensemble
Sous-peuplement très accentué	398	897	319	265	99	45	2.023
Sous-peuplement prononcé	630	1.298	604	502	161	64	3.259
Sous-peuplement modéré	1.222	1.772	1.199	988	373	140	5.694
Peuplement normal	1.478	1.175	1.149	992	491	236	5.521
Surpeuplement modéré	1.089	380	329	335	243	226	2.602
Peuplement accentué	///	70	79	81	76	185	491
Ensemble	**4.817**	**5.592**	**3.679**	**3.163**	**1.443**	**896**	**19.590**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et selon le statut d'occupation

Source : INSEE (recensement de 1982, sondage au 1/20)

Unité : Millier

Catégorie socioprofessionnelle	Propriétaire non accédant	Propriétaire accédant	Locataire d'un local loué vide	Locataire en meublé hôtel, garni	Logé par l'employeur	Logé à titre gracieux	**Ensemble**
Agriculteurs exploitants	425	206	129	2	14	41	**1.817**
%	*52,0*	*25,2*	*15,8*	*0,2*	*1,7*	*5,1*	***100,0***
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	352	454	370	8	18	41	**1.243**
%	*28,3*	*36,5*	*29,8*	*0,6*	*1,5*	*3,3*	***100,0***
Cadres, professions intellectuelles supérieures	213	657	516	13	77	37	**1.513**
%	*14,1*	*43,4*	*34,1*	*0,9*	*5,1*	*2,4*	***100,0***
Professions intermédiaires	291	1.016	966	27	166	68	**2.534**
%	*11,5*	*40,1*	*38,1*	*1,1*	*6,5*	*2,7*	***100,0***
Employés	265	498	1.159	54	182	62	**2.220**
%	*11,9*	*22,4*	*52,3*	*2,4*	*8,2*	*2,8*	***100,0***
Ouvriers	657	1.386	2.442	95	218	123	**4.921**
%	*13,4*	*28,2*	*49,6*	*1,9*	*4,4*	*2,5*	***100,0***
Retraités	2.424	528	1.509	29	70	365	**4.925**
%	*49,2*	*10,7*	*30,7*	*0,6*	*1,4*	*7,4*	***100,0***
Autres personnes sans activité professionnelle	408	150	655	58	37	109	**1.417**
%	*28,8*	*10,6*	*46,2*	*4,1*	*2,6*	*7,7*	***100,0***
Ensemble	**5.034**	**4.895**	**7.746**	**286**	**784**	**845**	**19.590**
%	***25,7***	***25,0***	***39,5***	***1,5***	***4,0***	***4,3***	***100,0***

TABLEAU D.02-8

Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1974 et 1982)

Département		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)					
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur (3)	Source d'énergie utilisée principalement		Logements occupés par leurs propriétaires
						Pétrole (4)	Gaz butane (5)	
Guadeloupe								
1974	Nombre	76.752	24.405	42.108	26.684	18.085	45.754	49.589
	%	///	33,2	57,1	36,4	24,8	62,7	66,9
1982	Nombre	85.629	58.372	66.136	47.371	●	69.146	54.040
	%	///	69,5	80,6	57,7	●	84,3	65,9
Guyane								
1974	Nombre	15.647	7.386	11.237	7.446	632	11.223	5.933
	%	///	51,0	76,5	51,7	4,5	79,6	40,7
1982	Nombre	21.063	14.268	16.925	12.457	●	17.114	7.160
	%	///	68,8	83,3	61,2	●	82,5	34,5
Martinique								
1974	Nombre	76.135	30.545	34.501	28.083	22.984	39.056	45.381
	%	///	43,6	48,7	40,3	33,0	56,1	64,1
1982	Nombre	85.265	66.256	61.682	53.322	●	69.444	51.752
	%	///	78,6	73,2	63,3	●	82,4	61,4
Réunion								
1974	Nombre	103.962	33.719	48.570	33.534	23.718	37.050	59.955
	%	///	34,1	49,0	34,0	24,3	37,9	60,7
1982	Nombre	120.861	84.852	98.607	60.891	●	88.109	65.931
	%	///	70,6	82,1	50,7	●	73,3	54,9
Saint-Pierre-et-Miquelon								
1982	Nombre	1.760	1.754	1.757	1.746	●	...	1.360
	%	///	99,8	100,0	99,7	●	...	77,4

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté de tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) En 1982, il s'agit, plus généralement, des logements ayant l'éclairage. — (3) En 1982, il s'agit des seuls W.-C. avec chasse d'eau. — (4) Information absente au recensement de 1982. — (5) En 1982, la question posée était : « Y a-t-il le gaz dans le logement ? »

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ouvrages :

- Les conditions de logement des ménages en 1970. — *Les Collections de l'INSEE,* volume M 28;
- Les conditions de logement des ménages en 1973 :
  - résultats nationaux : *Les Collections de l'INSEE,* volume M 42,
  - résultats régionaux : *Les Collections de l'INSEE,* volume M 50;
- Les conditions de logement des ménages en 1978. *Les Collections de l'INSEE,* volume M 85;
- Principaux résultats du recensement de 1975 :
  - *Les Collections de l'INSEE,* volume D 52, chap. IV : « Immeubles, Logements »;
- Résultats du recensement de 1982 :
  - volume « Principaux résultats »,
  - volume « Logements-Immeubles »;
- Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/5 du RP 75);
- Volume « Logements-Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 75);
- Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 75);
- Projection du nombre de ménages 1975-2000. — *Les Collections de l'INSEE,* volume D 64;
- Les mutations annuelles du parc de logements 1975-1980. — *Archives et Documents,* n° 40;
- Mobilité résidentielle de 1973 à 1978. — *Archives et Documents,* n° 95;

Articles parus dans la revue « Économie et statistique » (INSEE) :

- Mars 1973, n° 43. — Fin 1970, 1/5e des logements loués relèvent de la loi de 1948 (P. Durif);
- Juillet-août 1973, n° 47. — Souhaite-t-on être propriétaire ou locataire de son logement ? (L. Stavridis);
- Avril 1974, n° 55. — Conditions de logement au centre des agglomérations (M. E. Hans);
- Mai 1974, n° 56. — Vie et mort des logements entre 1967 et 1970 (N. Seligmann);
- Décembre 1974, n° 62. — Le logement dans la région parisienne (enquête logement 1973, P. Baudry);
- Février 1975, n° 64. — Le parc de logements et son évolution depuis dix ans (N. Seligmann);
- Mars 1975, n° 65. — Les loyers en novembre 1973 (P. Durif);
- Avril 1975, n° 66. — L'accession à la propriété dans les pays de la Loire (Lemaitre);
- Décembre 1975, n° 73. — Les locataires des HLM en 1973 (P. Durif et O. Marchand);
- Janvier 1976, n° 74. — Les Français voient-ils objectivement leur logement ? (P. Durif);
- Juillet-août 1976, n° 80. — Recensement de 1975, détente du marché du logement ? (P. A. Audirac);
- Décembre 1976, n° 84. — Logement, qualité d'abord (G. Lattès);
- Avril 1977, n° 88. — Les nouveaux propriétaires (O. Marchand);
- Juin 1977, n° 90. — Le patrimoine en logements des Français en 1973 (O. Marchand);
- Septembre 1977, n° 92. — Recensement de 1975, 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements (P. A. Audirac);
- Décembre 1978, n° 106. — Le nombre de ménages d'ici à l'an 2000 (P. A. Audirac);
- Janvier 1979, n° 107. — Les logements vacants ne sont pas tous disponibles (F. Fabre et C. Nicol);
- Décembre 1980, n° 128. — Les locataires et leur logement (F. Fabre);
- Décembre 1980, n° 128. — Les habitations à loyer modéré avant la réforme de 1978 (J. M. Rempp);
- Mai 1981, n° 133. — Qui a déménagé entre 1973 et 1978, et pourquoi ? (F. Fabre et C. Taffin);
- Février 1982, n° 141. — Le patrimoine de logements en 1978 (C. Taffin);
- Mai 1983, n° 155. — 1975-1982, croissance ralentie, mais soutenue, du parc de logements (P. A. Audirac);
- Novembre 1983, n° 160. — L'endettement grève de 10 % le patrimoine en logement des ménages (C. Taffin);
- Mars 1985, n° 175. — Accession à la propriété et « rurbanisation » (C. Taffin);

* Voir aussi rubrique « Logement » des sources de documentation, fin de chapitre D.01 (Consommation et modes de vie des ménages).

Chapitre D.03

Santé
Aide sociale

1. État de la santé
2. Systèmes de soins
3. Dépense nationale courante de santé
4. Enquête décennale sur la santé
5. Aide sociale

1. État de la santé
(tableaux 1 à 4)

Les statistiques concernant l'état sanitaire de la population sont limitées aux données fondamentales systématiquement connues et suffisamment générales (1).

11. Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de 6 mois
(tableau 1)

Ces résultats sont extraits de l'*État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale.* Cet article précise qu'en cas de maladie de longue durée, ou en cas d'interruption de travail, ou en cas de soins de durée supérieure à six mois, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes *fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).*

12. Maladies professionnelles

L'information statistique relative aux maladies professionnelles est présentée au chapitre C.02 « Conditions de travail et relations professionnelles ».

13. Causes de décès
(tableaux 2 et 3)

La statistique des causes de décès (2) résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès (3). La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) est encore notable : de l'ordre de 8 %; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent moins de 2 % (4).

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (MASSN).

1. D'autres résultats utiles plus particuliers sont fournis dans les publications du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, SESI et de l'INSERM (cf., en fin de chapitre, *Sources de documentation).*

2. Les données démographiques sur la mortalité figurent dans le chapitre B.02 du présent annuaire.

3. Des statistiques provisoires mensuelles sommaires sont diffusées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ainsi que, sous une forme abrégée, dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE. Les statistiques définitives détaillées sont publiées par l'INSERM : *Causes médicales de décès,* un volume annuel (avant 1968, voir les volumes de l'INSEE : *Statistique des causes de décès*).

4. Proportions évaluées pour les résultats définitifs. Il importe de noter que la nomenclature internationale nosologique est appliquée dans toute sa rigueur, sans procéder à des interprétations probables des causes de décès insuffisamment définies et des diagnostics simplement symptomatiques.

Malgré ces motifs d'imprécision et à la condition de ne pas attacher une signification rigoureuse aux nombres, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le tableau 2 (tous âges) est complété par le tableau 3 qui fait connaître les principales causes de mortalité infantile [enfants âgés de moins de 1 an] (5).

Pour les tableaux des causes de décès, une nouvelle nomenclature (classification internationale des maladies, 9e révision) a été prise en compte à compter des données de l'année 1979.

2. Systèmes de soins
(tableaux 4 à 7)

21. Professions sanitaires et sociales

Dans le cadre des travaux de démographie médicale réalisés par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, paraît chaque année une statistique des professions sanitaires et sociales.

Elle est dressée grâce aux informations recueillies à partir des documents administratifs élaborés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales.

Les professions recensées sont celles réglementées par le Code de la santé publique, mis à part celle d'audioprothésiste.

La répartition des effectifs à cette date, ainsi que leur rapport à la population totale figurent dans le tableau 4.

Le tableau 5 indique les effectifs de personnel hospitalier ventilés en personnel médical et non médical pour les établissements d'hospitalisation publics et privés.

22. Équipement et mouvement hospitalier

Les établissements sanitaires et sociaux récapitulés dans le tableau 6 constituent un panorama pratiquement exhaustif de l'équipement public et privé dont on dispose actuellement. Il comporte à la fois le nombre d'établissements et, le cas échéant, le nombre de lits ou de places dont ceux-ci disposent.

Le tableau 7 porte sur le mouvement de la population hospitalière dans les établissements sanitaires publics et privés.

3. Dépense nationale courante de santé
(tableaux 8 à 10)

La dépense nationale courante de santé présentée dans le cadre des comptes nationaux de la santé correspond au financement global des activités caractéristiques suivantes : dépense médicale nationale, enseignement, recherche, prévention collective, gestion générale des activités de santé. Elle est analysée en fonction des opérations et secteurs de financement (tableau 8).

La consommation médicale finale, qui représente l'ensemble des achats de biens et services médicaux par les ménages correspond à environ 93 % de la dépense nationale courante de santé. Dans le cadre des comptes, elle est présentée, d'une part en fonction des unités de production du domaine de la santé : établissements, cabinets libéraux, dispensaires, etc. (tableau 9), d'autre part en fonction des opérations et secteurs de financement. L'évolution pendant la dernière décennie de la structure de financement retracée dans le tableau 10 fait apparaître l'importance accrue des prestations sociales dans le financement global.

4. Enquête décennale sur la santé
(tableau 11)

Sont présentés ici des résultats tirés de l'enquête décennale sur la santé et les soins médicaux.

La dernière enquête — 1980-1981 — a été réalisée par l'INSEE avec le concours du CREDOC, des ministères de la Santé et de la Solidarité nationale, et de l'INSERM.

Effectuée auprès d'un échantillon de quelque 7 400 ménages (21 000 individus) représentatif de la population totale, cette enquête fournit des indications originales sur les divers aspects de la consommation de soins médicaux et sur les disparités de protection en cas de maladie.

Les deux éditions précédentes de cet annuaire ont donné quelques résultats concernant les aspects soins et consommation médicale de ville d'une part, modes de protection en cas de maladie d'autre part. Est abordée ici la consommation médicale par catégorie socioprofessionnelle.

5. Aide sociale
(tableaux 12 à 16)

Les principaux régimes d'aide sociale légale (6) comprennent :

— *l'aide médicale,* complétée par *l'aide aux tuberculeux* et *l'aide aux malades mentaux*; cette aide comporte principalement la prise en charge des frais d'hospitalisation ou de « soins de ville » que ne peuvent supporter en totalité ou en partie les malades privés de ressources suffisantes (couverts ou non par la sécurité sociale) ainsi que le paiement des cotisations d'assurance maladie de certaines personnes non couvertes autrement (handicapés adultes notamment);

— *l'aide aux personnes handicapées;* jusqu'à la loi d'orientation dont les premiers effets se sont fait sentir en 1977, elle consistait essentiellement dans le versement d'allocations aux parents d'enfants handicapés ou

5. Les diverses composantes de la mortalité infantile sont présentées au chapitre B.02 « Mouvement naturel ».

6. Décrets : 29 novembre 1953 (législation sur l'aide sociale); 2 septembre 1954 (aide sociale aux personnes âgées et infirmes); 15 novembre 1954 (aide sociale); 30 novembre 1954 (aide médicale).

aux handicapés eux-mêmes et dans la prise en charge des frais d'hébergement des handicapés adultes en établissement spécialisé et de placement en milieu de travail protégé. Depuis la nouvelle loi, les caisses d'allocations familiales versent l'ensemble des allocations pour enfants et les allocations de base des adultes;

— *l'aide sociale aux personnes âgées* (de 65 ans au moins) dépourvues de ressources suffisantes, qui fournit une aide financière à domicile ou le placement dans un établissement ou une famille;

— *l'aide sociale à l'enfance* qui confie à la charge de l'État les enfants (pupilles de l'État) trouvés, abandonnés, moralement abandonnés, orphelins pauvres, et assure la protection d'autres enfants (non-pupilles placés sous la protection du service de l'aide sociale à l'enfance) qui sont recueillis temporairement, placés en garde, surveillés ou dont les parents (ou tuteurs) bénéficient d'une allocation pour aider à l'entretien de l'enfant.

51. Bénéficiaires

Le nombre de bénéficiaires de certaines formes d'aide présenté dans cet annuaire peut différer sensiblement des données publiées antérieurement. Les différences proviennent d'une mise à jour des statistiques envoyées par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales.

Pour certaines formes d'aide, la sommation du nombre de bénéficiaires n'a aucune signification; un individu peut, en effet, bénéficier de plusieurs aides à la fois. Cette remarque concerne l'aide médicale aux malades mentaux, l'aide sociale aux personnes âgées et l'aide sociale aux personnes handicapées.

52. Dépenses

Définitions : les *dépenses brutes* correspondent aux sommes avancées par le département sans déduction d'éventuelles recettes (elles sont inscrites au compte administratif en dépenses directes ou indirectes). Les *dépenses nettes* correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes (récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions, sécurité sociale et organismes mutualistes, etc.).

Les dépenses sont classées en trois « groupes », lesquels correspondent à des taux de prise en charge par l'État différents :

— groupe I : 85 % environ;
— groupe II : 62 % environ;
— groupe III : 40 % environ.

Ces taux n'ont pratiquement pas varié au cours des dix dernières années.

La nouvelle présentation des données permet de mettre en parallèle les bénéficiaires et les dépenses d'aide sociale.

*
**

TABLEAU D.03-1

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

Nouveaux cas annuels (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)

Source : CNAMTS

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1977	1978	1979	1980	1981	1982
4	Tuberculose de l'appareil respiratoire	15.839	14.926	13.597	12.283	11.538	10.460
5	Autres formes de tuberculose et séquelles	3.494	3.579	3.272	3.174	3.022	2.659
013*	soit : *Méningée*	*207*	*245*	*165*	*174*	*145*	...
014*	*Intestinale*	*264*	*307*	*254*	*250*	*232*	...
015*	*Ostéo-articulaire*	*502*	*495*	*396*	*447*	*394*	...
016*	*Génito-urinaire*	*1.028*	*978*	*905*	*858*	*747*	...
017*-018*	*Autres ou à foyers multiples*	*1.188*	*1.211*	*1.175*	*1.131*	*1.143*	...
019*	*Séquelles*	*305*	*343*	*377*	*314*	*361*	...
12	Encéphalites virales	88	83	74	84	90	42
13	Hépatite infectieuse	635	815	694	731	631	525
16	Syphilis et séquelles	187	195	246	212	168	116
19 (partie : 040*-044*)	Poliomyélite et séquelles	1.223	1.572	1.349	1.271	1.184	1.075
19 (partie : 135*)	Sarcoïdose	779	954	1.057	1.160	1.195	1.069
1, 2, 3, 6-11, 14, 15, 17-19 (reste)	Autres maladies infectieuses et parasitaires	2.612	2.863	2.604	2.395	2.320	1.311
20	Tumeurs malignes	85.777	88.028	92.329	92.801	94.374	92.103
140*-149*	soit : *Cavité buccale et pharynx*	*6.934*	*7.347*	*7.767*	*7.718*	*7.859*	*7.757*
150*-159*	*Appareil digestif et péritoine*	*19.075*	*19.027*	*19.481*	*19.691*	*19.686*	*19.156*
160*-163*	*Appareil respiratoire*	*11.041*	*11.493*	*12.390*	*12.613*	*12.364*	*12.209*
174*	*Seins*	*13.948*	*14.466*	*15.386*	*15.190*	*15.880*	*15.900*
180*-182*	*Utérus*	*6.128*	*6.410*	*6.638*	*6.684*	*6.585*	*6.087*
183*-189*	*Autres localisations génito-urinaires*	*9.844*	*10.120*	*10.647*	*10.801*	*11.286*	*10.856*
191*-192*	*Cerveau et autres parties du système nerveux*	*1.964*	*2.053*	*2.051*	*2.031*	*2.263*	*2.107*
170*-173*, 190*, 193*-199*	*Sièges autres ou non spécifiés*	*10.513*	*10.520*	*11.015*	*10.860*	*11.097*	*10.883*
200*-209*	*Leucémie, tumeurs, tissus lymphatiques et hémato-poïétiques*	*6.330*	*6.592*	*6.954*	*7.213*	*7.354*	*7.148*
21	Tumeurs bénignes ou de nature non précisée	1.801	2.079	2.101	1.989	2.154	2.591
225*-238.1*	soit : *Tumeurs cérébrales (non spécifiées malignes)*	*508*	*536*	*569*	*591*	*623*	*712*
210*-224*, 226*-228*	*Tumeurs bénignes*	*1.025*	*1.214*	*1.243*	*1.163*	*1.201*	*1.279*
230-238.0*, 238.2*-239*	*Tumeurs de nature non précisée*	*268*	*329*	*289*	*235*	*330*	*600*
22	Thyréotoxicose	1.223	1.492	1.738	1.687	1.559	1.438
23	Diabète sucré	46.120	49.778	45.304	43.719	43.109	37.176
26	Anémies	1.850	1.986	1.833	1.702	1.811	1.709
65 (partie : 286*-289*)	Autres maladies du sang et organes hématopoïétiques	1.107	1.226	1.149	1.155	1.246	931
27, C 65 (partie : 310*-315*)	Troubles mentaux	122.496	134.826	129.969	125.436	116.262	128.998
290*-299*	soit : *Psychoses*	*22.093*	*23.917*	*24.102*	*23.555*	*24.896*	*24.464*
303*	*Alcoolisme*	*6.631*	*7.544*	*7.858*	*7.922*	*7.766*	*7.768*
304*	*Dépendance à l'égard des drogues*	*492*	*437*	*465*	*509*	*543*	*528*
300*-302*, 305*-309*	*Autres troubles mentaux non psychotiques*	*81.765*	*89.416*	*85.369*	*82.598*	*83.057*	*79.206*
310*-315*	*Arriération mentale*	*11.515*	*13.512*	*12.175*	*10.852*	*10.729*	*9.474*
31 (partie : 320*-356*)	Maladies du système nerveux	18.329	21.025	20.114	20.342	21.987	14.295
320*-324*	soit : *Maladies inflammatoires du système nerveux central*	*704*	*819*	*676*	*721*	*726*	*610*
330*	*Myopathies, amyotrophies*	*1.177*	*1.330*	*1.194*	*1.112*	*1.095*	*1.002*
340*	*Sclérose en plaques*	*1.681*	*1.883*	*1.735*	*1.848*	*1.792*	*1.747*
342*	*Maladie de Parkinson*	*3.298*	*3.664*	*3.509*	*3.596*	*3.840*	*3.619*
344*	*Hémiplégies, paraplégies* (4)	*4.039*	*4.224*	*3.937*	*4.039*	*4.076*	*3.333*
345*	*Épilepsie*	*2.613*	*3.332*	*3.491*	*3.475*	*3.813*	*3.984*
331*-333*, 341*, 343* 346*-356*	*Autres maladies du système nerveux*	*4.817*	*5.773*	*5.572*	*5.551*	*6.645*	*7.558*
29	Cataracte	843	899	871	855	729	710
28, 31 (partie : 370*-373*, 375*-379*) 360-369	Maladies de l'œil	2.903	3.059	3.090	2.894	3.106	3.798

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.03-1 *(suite et fin)*

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

[*Nouveaux cas annuels* (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)]

Source : CNAMTS

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1977	1978	1979	1980	1981	1982
30	Otite moyenne et mastoïdite	377	441	443	441	484	483
31 (380*, 384*-389*)	Autres maladies de l'oreille	1.393	1.424	1.446	1.403	1.622	1.611
32	Rhumatisme articulaire aigu	1.158	936	846	885	739	445
33	Cardiopathies rhumatismales chroniques	1.773	1.981	2.094	2.244	2.394	2.371
34	Maladies hypertensives	25.224	31.798	29.668	27.566	28.811	28.899
35	Maladies ischémiques du cœur	53.025	54.762	51.541	54.203	52.287	48.217
36	Maladies cérébro-vasculaires (5)	48.322	55.054	51.985	48.513	50.733	45.561
37, 38	Autres maladies de l'appareil circulatoire	48.952	55.367	52.076	50.073	52.187	49.709
400*	soit : *Artériosclérose*	*17.994*	*21.324*	*20.738*	*19.278*	*20.352*	*19.271*
37	*Embolies et thromboses veineuses*	*2.211*	*2.688*	*2.795*	*2.661*	*3.000*	*3.208*
420*-429*, 441*-448*, 454*-458*	*Autres maladies des veines et lymphatiques*	*28.747*	*31.355*	*28.543*	*28.134*	*28.835*	*27.230*
42	Bronchite, emphysème, asthme	18.694	22.089	20.917	20.384	21.241	19.868
44	Pneumoconiose et maladies apparentées	214	121	119	112	94	181
39-41, 43, 45	Autres maladies de l'appareil respiratoire	7.806	8.954	7.438	6.000	7.014	7.412
47	Ulcère de l'estomac et du duodénum	3.897	5.614	6.631	6.506	6.341	5.847
50	Lithiase biliaire et cholécystite	1.441	1.400	1.286	1.120	962	770
51 (partie : 576*)	Autres maladies de la vésicule et voies biliaires	669	653	543	438	475	444
51 (partie : 571*)	Cirrhose du foie	3.979	4.282	4.120	4.167	4.216	3.427
51 (partie : 570*, 572* 573*)	Autres maladies du foie	760	880	815	633	646	677
49	Hernies	942	887	1.000	955	938	955
46, 48, 51 (reste)	Autres maladies de l'appareil digestif	6.343	6.947	6.817	*r* 6.841	6.793	7.004
52	Néphrites, néphroses	4.242	4.554	4.026	3.867	3.903	3.758
53	Lithiase urinaire	1.076	1.039	1.020	984	902	759
55 (partie : 590*, 591*, 593*, 595*-599*)	Autres maladies de l'appareil urinaire	2.115	2.170	2.277	2.236	2.232	1.903
54	Hypertrophie de la prostate	511	481	434	443	502	367
55 (partie : 601*-607*)	Autres maladies des organes génitaux de l'homme	495	606	2.515	2.542	1.973	1.461
55 (reste)	Maladies des organes génitaux de la femme	2.154	2.738	6.867	7.358	6.371	5.653
56, 57, 58	Complications grossesses, accouchement, état puerpéral	4.600	5.408	4.925	3.999	3.741	3.730
59, 60	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	2.686	2.938	3.030	2.983	2.966	2.846
61	Arthrite, spondylite	36.324	40.366	48.634	37.103	37.657	39.257
62	Autres maladies du système ostéo-musculaire, et tissu conjonctifs	12.506	14.232	15.342	16.064	17.034	16.650
63	Anomalies congénitales	8.631	9.797	9.990	9.907	9.936	9.469
Reste : 24, 25, 64	Autres maladies spécifiées	4.978	6.127	5.938	6.061	5.226	7.821
65 (reste : 780*-796*)	États morbides mal définis	10.615	12.211	13.696	11.076	8.276	6.834
66	Fractures	11.533	12.584	12.749	12.799	12.164	12.101
67	Traumatismes internes et intracrâniens	1.585	1.543	1.564	1.601	1.535	1.253
68	Brûlures	337	467	469	446	391	352
69, 70	Autres traumatismes et atteintes externes	2.447	2.904	3.008	3.359	3.439	3.617
	Total	**639.110**	**703.145**	**687.354**	**666.861**	**674.517**	**642.718**

(1) Maladies ayant fait l'objet, pour la première fois, de l'examen médical prévu à l'article 293 du Code de sécurité sociale. — (2) Régime général y compris les régimes rattachés, pour les soins de santé (fonctionnaires, étudiants, invalides, veuves et orphelins de guerre). — (3) Révision de 1975 : liste C complétée par plusieurs numéros signalés par un astéristique de la liste détaillée. — (4) Cette rubrique ne comprend pas les effets des lésions vasculaires cérébrales récentes (n° 36). — (5) Cette rubrique ne comprend pas les séquelles des lésions vasculaires cérébrales (n° 334*).

TABLEAU D.03-2

Décès de tous âges par cause principale

Sources : INSEE, INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1980			1981			1982		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
010-018	Tuberculose toutes formes	1.604	1.080	524	1.621	1.048	573	1.446	918	528
010-012	*dont : Tuberculose de l'appareil respiratoire*	*1.385*	*962*	*423*	*1.352*	*911*	*441*			
001-009, 219-139	Autres maladies infectieuses et parasitaires	5.374	2.662	2.712	5.520	2.701	2.819	5.455	2.574	2.881
140-208	Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	124.347	74.459	49.888	126.632	75.849	50.783	127.180	76.250	50.930
150-159	*dont : Tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine*	*43.728*	*25.212*	*18.516*	*43.678*	*25.160*	*18.518*	*43.446*	*25.026*	*18.420*
160-165	*Tumeur maligne de l'appareil respiratoire*	*22.319*	*19.825*	*2.499*	*23.192*	*20.564*	*2.628*	*23.904*	*21.203*	*2.701*
179-189	*Tumeur maligne des organes génito-urinaires*	*r 28.498*	*r 11.397*	*r 17.101*	*r 29.340*	*r 11.778*	*r 17.562*	*29.506*	*11.887*	*17.619*
204-208	*Leucémie*	*4.561*	*2.431*	*2.130*	*4.560*	*2.423*	*2.137*	*4.508*	*2.361*	*2.147*
210-239	Tumeur bénigne ou de nature non précisée	4.338	2.229	2.109	4.291	2.126	2.165	4.192	2.173	2.019
250	Diabète sucré	7.051	2.705	4.346	7.299	2.806	4.493	7.062	2.752	4.310
280-289	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2.305	1.109	1.196	2.313	1.061	1.252	2.290	1.057	1.233
291, 303	Alcoolisme et psychose alcoolique	3.367	2.688	679	3.423	2.731	692	3.339	2.690	649
342-344	Hémiplégie et autres syndromes paralytiques	4.366	1.790	2.576	4.350	1.817	2.533	3.840	1.590	2.250
320-341, 345-389	Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	7.088	3.646	3.442	7.402	3.875	3.527	7.371	3.898	3.473
390-429	Cardiopathies et maladies hypertensives	119.535	57.397	62.138	117.736	56.343	61.393	116.038	55.579	60.459
410-414	*dont : Maladies ischémiques du cœur*	*50.571*	*28.483*	*22.088*	*51.306*	*28.636*	*22.670*	*51.324*	*28.526*	*22.798*
430-438	Maladies cérébro-vasculaires	67.586	28.663	38.923	66.982	28.045	38.937	64.388	26.739	37.649
440-459	Autres maladies de l'appareil circulatoire	17.295	8.884	8.411	17.554	8.833	8.721	17.404	8.908	8.496
460-519	Maladies de l'appareil respiratoire	33.389	18.997	14.392	37.419	20.517	16.902	32.191	18.179	14.012
487	*dont : Grippe*	*1.034*	*393*	*641*	*2.942*	*1.041*	*1.901*	*595*	*233*	*362*
480-486	*Pneumonie*	*4.817*	*2.260*	*2.557*	*6.360*	*2.924*	*3.436*	*5.482*	*2.582*	*2.900*
490-493	*Bronchite chronique, emphysème et asthme*	*6.875*	*4.330*	*2.545*	*7.248*	*4.522*	*2.726*	*10.510*	*7.146*	*3.364*
571 partie	Cirrhose du foie	14.934	10.554	4.380	14.587	10.312	4.275	13.866	9.869	3.997
520-570, 571 autres, 572-579	Autres maladies de l'appareil digestif	20.735	9.507	11.228	20.885	9.653	11.232	19.948	9.223	10.725
580-629	Maladies des organes génito-urinaires	9.586	5.123	4.463	9.112	4.865	4.247	8.780	4.645	4.135
740-759	Anomalies congénitales	2.662	1.429	1.233	2.599	1.468	1.131	2.502	1.317	1.185
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.192	1.327	865	2.043	1.208	835	1.857	1.084	773
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	14.756	5.060	9.696	16.437	5.597	10.840	16.977	5.783	11.194
797	Sénilité sans mention de psychose	10.164	2.739	7.425	10.821	2.819	8.002	10.695	2.919	7.776
780-796, 798-799,8	Symptômes et autres états morbides mal définis	11.074	5.494	5.580	12.514	6.033	6.481	13.150	6.529	6.621
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	50.506	30.485	20.021	50.350	30.356	19.994	50.534	30.676	19.858
E 810-E 819 E 826-E 829	*dont : Accidents de la circulation routière*	*11.071*	*8.082*	*2.989*	*11.086*	*8.088*	*2.998*	*11.081*	*8.136*	*2.945*
E 950-E 959	*Suicides*	*10.405*	*7.361*	*3.044*	*10.580*	*7.537*	*3.043*	*11.359*	*8.072*	*3.287*
799,9	Causes non déclarées	12.853	7.454	5.399	12.933	7.551	5.382	12.599	7.308	5.291
	Total (toutes causes)	**547.107**	**285.481**	**261.626**	**554.823**	**287.614**	**267.209**	**543.104**	**282.660**	**260.444**

TABLEAU D.03-3

Décès des enfants de moins d'un an par cause principale (1)

Sources : INSEE, INSERM

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1979 Les deux sexes	1980 Les deux sexes	1981 Les deux sexes	1982 Les deux sexes
000-139	Maladies infectieuses et parasitaires	205	191	157	165
001-009	dont : *Maladies infectieuses intestinales*	*68*	*73*	*67*	*67*
038	*Septicémies*	*41*	*26*	*23*	*23*
320-323	Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	86	110	94	90
487	Grippe	5	8	5	
480-486	Pneumonie	42	44	60	50
740-759	Anomalies congénitales	1.565	1.782	1.747	1.654
740-742	dont : *Anomalies congénitales du système nerveux*	*211*	*237*	*251*	*215*
745-747	*Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire*	*832*	*940*	*900*	*867*
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.154	2.173	2.026	1.854
765	dont : *Prématurité*	*158*	*181*	*145*	*127*
768	*Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance*	*214*	*187*	*251*	*262*
769	*Syndrome de détresse respiratoire*	*357*	*388*	*340*	*327*
770	*Autres affections respiratoires du nouveau-né*	*488*	*459*	*419*	*333*
771	*Infections spécifiques de la période périnatale*	*287*	*307*	*293*	*259*
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	584	604	582	535
780-799	Symptômes et autres états morbides mal définis	2.262	2.380	2.463	2.623
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	679	718	689	571
	Total (toutes causes)	**7.582**	**8.010**	**7.823**	**7.542**

(1) Non compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux morts-nés). — (2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (CIM nos 000-139).

TABLEAU D.03-4

Professions sanitaires et sociales : effectif et densité

Situation au 31 décembre 1982

Source : MASSN (SESI)

Professions	Effectif	Densité (pour 100.000 habitants)	Nombre d'habitants par praticien
PROFESSIONS MÉDICALES			
Médecin en activité (1)	*e* 118.000	217,2	460
dont : Exerçant en clientèle privée	79.363	146,0	685
Chirurgien-dentiste (2)	33.048	60,8	1.645
Pharmacien (3)	43.662	80,3	1.245
Sage-femme	8.660	(4) 74,3	(5) 1.346
PROFESSIONS PARAMÉDICALES			
Infirmier	271.253	499,2	200
dont : Diplômé d'État et autorisé	211.393	389,0	257
Psychiatrique	59.860	110,2	908
Masseur-kinésithérapeute	33.341	61,4	1.630
Pédicure	6.167	11,3	8.811
Orthophoniste	7.769	14,3	6.994
Audioprothésiste	1.110	2,0	48.950
Orthoptiste	1.338	2,5	40.609
PROFESSION SOCIALE			
Assistant de service social	31.450	57,9	1.727

(1) Ensemble des médecins en activité figurant sur les listes établies par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qu'ils soient ou non inscrits à l'Ordre. Non compris les médecins militaires. — (2) Non compris les stomatologistes docteurs en médecine classés avec les médecins. — (3) Ensemble des pharmaciens en activité (on compte 21.811 pharmaciens d'officine, densité 40,1 pour 100.000 habitants; 1 pharmacien d'officine pour 2.494 habitants). — (4) Pour 100.000 femmes de 15 à 44 ans. — (5) Nombre de femmes de 15 à 44 ans par sage-femme.

TABLEAU D.03-5

Personnels hospitaliers. Situation des effectifs au 31 décembre 1982 (*)

Source : MASSN (SESI)

Catégorie de personnel	Secteur public (1)	Secteur privé	Ensemble
MÉDICAUX			
Médecins et biologistes	50.772	35.596	86.368
soit : plein temps	18.374	9.786	28.160
temps partiel	5.583	25.810	31.393
attachés	(2) 26.815	///	...
Internes plein temps	15.342	1.900	17.242
Internes temps partiel	...	933	...
Pharmaciens	...	1.516	...
soit : plein temps	...	198	...
temps partiel	...	1.318	...
Internes en pharmacie	...	///	...
Sages-femmes	4.683	2.712	7.395
soit : plein temps	4.276	2.431	6.707
temps partiel	407	281	688
Ensemble des personnels médicaux	...	**42.657**	...
dont : plein temps	...	14.315	...
NON MÉDICAUX			
Personnel des services médicaux	*268.300*	*77.502*	*345.802*
Infirmiers	121.335	37.985	159.320
soit : à plein temps	113.749	34.437	148.186
à temps partiel	7.586	3.548	11.134
Aides-soignants	120.339	32.233	152.572
soit : à plein temps	115.963	30.458	146.421
à temps partiel	4.376	1.775	6.151

Catégorie de personnel	Secteur public (3)	Secteur privé	Ensemble
NON MÉDICAUX *(suite)*			
Personnel technique	26.626	7.284	33.910
soit : à plein temps	24.909	6.059	30.968
à temps partiel	1.717	1.225	2.942
Personnel non sanitaire	*238.158*	*97.264*	*335.422*
Personnel de direction et administratif	54.741	25.866	80.607
soit : à plein temps	52.484	22.920	75.404
à temps partiel	2.257	2.946	5.203
Personnel des services généraux (4)	183.417	71.398	254.815
soit : à plein temps	180.496	66.043	246.539
à temps partiel	2.921	5.355	8.276
dont ; agents des services hospitaliers	96.398	15.416	111.814
soit : à plein temps	94.636	13.848	108.484
à temps partiel	1.762	1.568	3.330
Autres personnels (5)	*21.095*	*9.867*	*30.962*
soit : à plein temps	17.134	5.900	23.034
à temps partiel	3.961	3.967	7.928
Ensemble des personnels non médicaux	**527.553**	**184.633**	**712.186**
soit : à plein temps	504.735	165.817	670.552
à temps partiel	22.818	18.816	41.634

* Y compris les effectifs du personnel des 20 centres de lutte contre le cancer.

(1) Non compris les personnels médicaux des centres hospitaliers publics de lutte contre les maladies mentales et la tuberculose et des hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics. — (2) Y compris les médecins autorisés à exercer dans les hôpitaux locaux. — (3) Y compris le personnel des sections annexes, d'hospice et de maison de retraite des hôpitaux publics et non compris le personnel des centres hospitaliers publics de lutte contre les maladies mentales et la tuberculose et des hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics. — (4) Y compris les agents des services hospitaliers. — (5) Pour le secteur privé, on comptabilise dans la rubrique « Autres personnels » au 31 décembre 1982 : les psychologues (174 plein temps, 484 temps partiel); les assistantes sociales (304 plein temps, 214 temps partiel); les éducateurs spécialisés (885 plein temps, 143 temps partiel); les moniteurs spécialisés (1.300 plein temps, 329 temps partiel); les masseurs-kinésithérapeutes (2.837 plein temps, 2.609 temps partiel) et les diététiciens (400 plein temps, 188 temps partiel).

TABLEAU D.03-6

Établissements sanitaires civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : MASSN (SESI)

Établissements	Nombre d'établissements	Nombre de lits
1. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS (1, 2) [1983]		
Catégorie d'établissement :		
Centres hospitaliers régionaux	29	116.536
Centres hospitaliers : CH général, CH spécialisés dans une discipline autre que psychiatrique	214	141.764
Hôpitaux CH de secteur	291	118.002
Hôpitaux ruraux	357	54.462
Centres de moyen et long séjour	69	11.880
Total (tous établissements)	*960*	*442.644*
Lits par secteur		
A. *Secteur « hôpital »*		*318.917*
Médecines et spécialités médicales		119.700
Chirurgie et spécialités chirurgicales		69.204
Gynécologie-obstétrique		18.430
Psychiatrie		17.282
Autres (moyen et long séjour)		94.301
B. *Secteur « hospice » et Maison de retraite*		*115.548*
C. *Section « annexes » des hôpitaux*		*8.179*
A + B + C. Ensemble des lits		**442.644**
2. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (1982)		
Établissements de court séjour (médecine, chirurgie, gynécologie, obstétrique)	1.534	115.124
Centres de lutte contre le cancer	20	4.556
Maisons de repos, de régime, de convalescence	474	24.130
Centres de réadaptation fonctionnelle	177	16.337
Établissements de lutte contre les maladies mentales	306	18.689
Établissements de lutte contre la tuberculose	106	5.628
3. ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES (3, 4) [1982]		
Hôpitaux psychiatriques publics (CHS)	101	81.617
Hôpitaux publics comportant un ou plusieurs services de psychiatrie (5)	113	*e* 17.900
Hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpitaux publics	23	18.035
4. AUTRES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX		
A. Hospices et maisons de retraite publics autonomes (6) [1982]	1.145	102.085
Maisons de retraite privées (6) [1979]	2.100	134.934
B. Établissements concernant la Protection Maternelle et Infantile		
Pouponnières (7) [1982]		
à caractère social (8)	87	2.656
à caractère sanitaire (9)	47	2.020
à sections multiples (10)	16	703
Crèches (1983)		
collectives (11)		
traditionnelles	*p* 1.445	*p* 78.600
mini-crèches et crèches parentales	*p* 215	*p* 4.150
familiales (12)	*p* 682	*p* 43.700
Garderies, jardins d'enfants (13) [1982]	*p* 300	*p* 13.100
Autres garderies (14) [1982]	*p* 1.870	*p* 37.400
Maisons d'enfants à caractère social (1981)		
consultations prénatales et postnatales (15)	399	///
consultations infantiles (16)	5.975	///
Maisons maternelles (17) [1982]	31	550
Hôtels maternels (18) [1982]	11	294
Centres maternels (19) [1982]	56	1.644
Foyers de l'aide sociale à l'enfance (19) [1982]	142	10.995
C. Établissements sociaux en faveur de l'enfance et de l'adolescence		
Établissements d'éducation spéciale pour l'enfance handicapée	1.867	131.373
Foyers de jeunes travailleurs	...	...
D. Établissements sociaux en faveur des adultes et de la famille (1982)		
Ateliers protégés	51	2.965
Centres d'aide par le travail	738	49.049
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale agréés	437	20.586
Maisons familiales de vacances	...	...
Logements foyers	2.040	119.970
E. Centres et postes de transfusion sanguine (1983)	175	///

(1) Les établissements de l'Assistance publique à Paris, Lyon et Marseille, les centres hospitaliers régionaux étant respectivement comptés pour une seule unité. — (2) Y compris les lits des services de psychiatrie des hôpitaux généraux (ex-quartiers psychiatriques, § 3 B). — (3) Ycompris les places en hôpital de jour. — (4) Y compris DOM-TOM. — (5) Ex-quartiers psychiatriques des hôpitaux généraux; non compris les services de neurologie et de neuropsychiatrie des hôpitaux généraux (§ 1 A). — (6) Y compris les lits en section de cure médicale. — (7) Institution assurant la garde de jour et de nuit d'enfants âgés de moins de 3 ans et qui ne peuvent ni rester au sein de leur famille, ni bénéficier d'un placement familial surveillé (y compris les pouponnières des hôpitaux, § 1 C). — (8) Pour enfants sains. — (9) Pour enfants hypotrophiques (débilité physique notamment). — (10) Pouponnières mixtes, pour enfants sains ou débiles, mais avec services distincts. — (11) Établissements destinés à garder, pendant la journée, durant le travail de leur mère, des enfants bien portant âgés de moins de 3 ans. — (12) Placements de jour pour enfants en bonne santé de moins de 3 ans chez des assistantes maternelles par les services départementaux de l'Action sanitaire et sociale. Le nombre de lits est en fait le nombre d'enfants inscrits. — (13) Établissements ayant pour objet de garder, pendant la journée, des enfants bien portants âgés de 3 à 6 ans; les jardins d'enfants assurent en outre le développement des capacités physiques et mentales des enfants par des exercices et des jeux. — (14) Les halte-garderies reçoivent des enfants de 3 mois à 5 ans, pendant la journée, pour une durée limitée et de façon occasionnelle. — (15) Les centres de consultations reçoivent les futurs conjoints pour la pratique de l'examen prénuptial, les femmes enceintes ainsi que les mères après leur accouchement. — (16) Ces centres assurent la surveillance de la croissance et du développement des enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans. — (17) Établissements accueillant sans formalité des femmes enceintes (§ 1 C); nombre de lits pour les mères. — (18) Établissements accueillant sans formalité des mères avec leur nouveau-né; nombre de lits pour les mères. — (19) A l'exclusion des pouponnières et sections d'établissements recevant des enfants de moins de 3 ans.

(*) Ces chiffres sont inférieurs à la somme des nombres figurant dans les diverses disciplines, un certain nombre d'établissements dispensant des soins dans deux, voire plusieurs des disciplines indiquées.

TABLEAU D.03-7

Mouvement hospitalier

Source : MASSN, INSEE

Établissement et catégorie d'hospitalisés	Année	Nombre d'hospitalisés					Nombre de journées d'hospitalisation (en milliers)
		Présents au 1er janvier *(a)*	Admis dans l'année *(b)*	Soignés dans l'année *(c)*	Sortis dans l'année *(d)*	Décédés dans l'année *(e)*	
ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS							
A. HÔPITAUX GÉNÉRAUX (1) :							
1. Secteur hôpital (2)	1974	160.995	4.787.409	4.948.404	4.778.507	160.983	68.284
	1975	169.777	5.016.576	5.186.353	5.022.208	163.348	69.383
	1976	162.978	5.399.257	5.562.235	5.402.632	167.893	69.832
	1977	159.248	5.715.829	5.875.077	5.707.795	199.285	71.321
	1978	167.923	6.068.877	6.236.800	6.061.126	223.103	75.028
	1979	184.883	6.308.231	6.493.114	6.309.128	231.084	78.985
	1980	184.549	6.038.370	6.223.252	5.975.314	...	81.377
	(3) 1981	203.863	6.282.440	6.486.303	6.265.451	...	85.842
	1982	207.722	6.357.832	6.565.554	6.353.172	...	86.596
	1983	202.659	6.229.285	6.431.944	6.185.988	...	84.476
2. Secteur hospice et maison de retraite des hôpitaux publics	1974	237.467	146.323	383.789	146.202	26.525	85.882
	1975	237.071	151.846	388.917	151.515	27.562	85.641
	1976	237.019	156.273	393.292	157.255	27.987	85.359
	1977	235.723	155.174	390.897	157.607	25.161	84.741
	1978	230.896	156.168	387.064	159.404	25.388	82.683
	1979	225.257	163.127	...	...	...	81.065
	1980	216.055	156.369	...	...	...	77.363
	1982	108.607	101.110	209.717	98.249	...	39.241
	1983	105.231	92.381	197.612	91.418	...	37.525
B. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (4)	1974	120.219	3.279.467	3.399.686	3.264.003	14.364	53.561
	1975	121.319	3.472.819	3.594.138	3.454.999	15.820	54.462
	1976	122.663	3.491.483	3.614.146	3.478.735	17.414	54.686
	1977	117.997	3.596.154	3.714.151	3.571.197	22.954	55.533
	1978	120.000	3.721.596	3.841.596	3.693.597	27.999	58.826
	1979	120.000	3.800.703	3.920.703	3.799.203	28.114	56.998
	1980	121.500	3.928.394	4.049.894	3.926.644	27.912	57.361
	1981	123.250	4.033.915	4.157.165	4.034.854	28.038	57.374
	1982	123.200	4.088.961	4.212.161	4.084.614	28.072	57.600
C. ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES (5)	1974	109.293	155.000	264.293	147.742	6.551	40.500
	1975	110.000	228.249	338.249	221.077	6.463	39.762
	1976	110.709	252.148	362.857	249.460	5.897	38.949
	1977	107.500	266.092	363.592	239.506	5.648	34.763
	1978	106.720	280.000	386.780	276.140	6.473	35.000
	1979	104.241	284.851	389.092	268.136	6.855	36.544
	1980	*r* 99.794	258.273	358.067	249.304	7.953	34.025
	p 1982	94.545	283.813	378.358	280.623	7.012	32.866

Colonnes *(a)* et *(c)* : pour les établissements psychiatriques : y compris les malades en sortie d'essai qui restent inscrits sur les contrôles de l'établissement. — *(b)* Non compris les admissions par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les réintégrations après sorties d'essai ou après évasion. — *(c)* Ensemble des existants au 1er janvier *(a)* et des admis dans l'année *(b)*. — *(d)* Non compris les décédés *(e)* et les sorties par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les sorties d'essai; y compris les sorties d'essai transformées en sorties définitives et les évasions non suivies de réintégration. — *(e)* Pour les établissements psychiatriques : y compris les décès de malades en sortie d'essai.

(1) Établissements civils publics. — (2) Non compris les services hospitaliers de psychiatrie classés à C et les secteurs annexes (services d'hébergement non retenus dans le présent mouvement). — (3) En 1981, ont été recensés, en plus, 46 centres de moyen et/ou long séjour. — (4) Y compris les établissements de santé mentale et non compris les maisons de retraite et les 20 centres de lutte contre le cancer. Y compris également, à partir de 1973, les établissements de lutte contre la tuberculose. — (5) Hôpitaux psychiatriques, services hospitaliers de psychiatrie (ex-quartiers psychiatriques), établissements privés faisant fonction d'hôpitaux psychiatriques publics.

TABLEAU D.03-8

Dépense nationale courante de santé par activité et par opération de financement

Année 1982

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
INSEE — CREDOC. (Comptes nationaux de la Santé)

Unité : Million de francs

Opérations de financement / Activités	Prestations sociales						Subventions et autres transferts courants					
	Total	S 61 S 62 (1)	S 63 (1)	S 52 (1)	*Participations des ménages*	*Consommation finale des ménages*	*Total*	S 61 S 62 (1)	S 70 (1)	S 63 (1)	*Autres dépenses courantes*	**Total dépense nationale courante de santé**
Soins hospitaliers ou assimilés :												
Publics	*95.026*	3.099	90.865	1.062	*6.527*	*101.553*	*51*	51	—	—	—	**101.604**
Privés	*34.994*	702	33.896	396	*3.455*	*38.449*	—	—	—	—	—	**38.449**
Transport des malades	*2.783*	8	2.775	—	*104*	*2.887*	—	—	—	—	—	**2.887**
Total	*132.803*	3.809	127.536	1.458	*10.086*	*142.889*	*51*	51	—	—	—	**142.940**
Soins ambulatoires et à domicile :												
Services médicaux marchands	*52.905*	1.155	46.879	4.871	*28.618*	*81.523*	—	—	—	—	—	**81.523**
Médecine systématique et dépistage	—	—	—	—	—	—	*4.613*	4.613	—	—	2.441	**7.054**
Commerce de détail de biens médicaux	*36.219*	666	32.038	3.515	*21.224*	*57.443*	—	—	—	—	—	**57.443**
Activités médicales associées	—	—	—	—	—	—	*1.332*	1.332	—	—	1.100	**2.432**
Divers non ventilables	*250*	—	250	—	—	*250*	—	—	—	—	—	**250**
Total activités médicales	*222.177*	5.630	206.703	9.844	*59.928*	*282.105*	*5.996*	5.996	—	—	3.541	**291.642**
Prévention collective	—	—	—	—	—	—	*1.111*	620	—	491	—	**1.111**
Enseignement et formation des personnels sanitaires	—	—	—	—	*145*	*145*	*2.529*	2.489	40	—	—	**2.674**
Recherche médicale	—	—	—	—	—	—	*4.307*	4.094	213	—	—	**4.307**
Gestion générale de la santé	—	—	—	—	*3.323*	*3.323*	*1.328*	780	—	548	—	**4.651**
Total dépense nationale courante de santé	*222.177*	5.630	206.703	9.844	*63.396*	*285.573*	*15.271*	13.979	253	1.039	3.541	**304.385**

(1) En nomenclature des secteurs et sous-secteurs institutionnels de la comptabilité nationale, S 52 : sociétés mutualistes; S 61 : administrations publiques centrales; S 62 : administrations publiques locales; S 63 : administrations de Sécurité sociale; S 70 : administrations privées.

TABLEAU D.03-9

Consommation médicale finale par secteur de production

Année 1984

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
INSEE - CREDOC. (Comptes nationaux de la Santé)

Unité : Million de francs

Activités	Secteurs de production										**Ensemble des établissements**
	Établissements hospitaliers ou assimilés	Médecins	Dentistes	Auxiliaires médicaux	Analyses	Dispensaires et centres de soins	Transports de malades	Commerce de détail de biens médicaux	Cures thermales	Divers	
Soins hospitaliers ou assimilés	*165.420*	*8.886*	*11*	*350*	///	///	*3.951*	///	///	///	**178.618**
soit : Hospitalisation publique	127.875	///	///	///	///	///	///	///	///	///	**127.875**
Hospitalisation privée	37.545	8.886	11	350	///	///	///	///	///	///	**46.792**
Frais de séjour	(37.004)	///	///	///	///	///	///	///	///	///	**(37.004)**
Honoraires	(541)	(8.886)	(11)	(350)	///	///	///	///	///	///	**(9.788)**
Transport des malades	///	///	///	///	///	///	3.951	///	///	///	**3.951**
Soins ambulatoires	*3.729*	*44.978*	*29.696*	*11.140*	*7.834*	*4.098*	///	///	*2.199*	///	**103.674**
soit : Soins de médecins	3.214	44.978	///	///	///	1.383	///	///	///	///	**49.575**
Soins d'auxiliaires	86	///	///	11.140	///	561	///	///	///	///	**11.787**
Analyses	349	///	///	///	7.834	370	///	///	///	///	**8.553**
Soins de dentistes	80	///	29.696	///	///	1.784	///	///	///	///	**31.560**
Cures thermales	///	///	///	///	///	///	///	///	2.199	///	**2.199**
Commerce de détail de biens médicaux	///	///	///	///	///	///	///	*71.214*	///	///	***71.214***
soit : Pharmacie	///	///	///	///	///	///	///	64.047	///	///	**64.047**
Lunetterie	///	///	///	///	///	///	///	4.976	///	///	**4.976**
Orthopédie	///	///	///	///	///	///	///	2.191	///	///	**2.191**
Divers non ventilables	///	///	///	///	///	///	///	///	///	*270*	***270***
Ensemble des biens et services médicaux	**169.149**	**53.864**	**29.707**	**11.490**	**7.834**	**4.098**	**3.951**	**71.214**	**2.199**	**270**	**353.776**

TABLEAU D.03-10

Structure de financement par activité de la consommation médicale finale

Sources : Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
INSEE — CREDOC. (Comptes nationaux de la Santé)

Unité : %

Activités	Administrations publiques centrales et locales			Prestations sociales — Administrations de la Sécurité sociale			Prestations sociales — Mutuelles			Participation des ménages			Tous secteurs de financement
	1978	1981	1982	1978	1981	1982	1978	1981	1982	1978	1981	1982	
Soins hospitaliers ou assimilés	*4,4*	*3,2*	*2,7*	*88,2*	*89,3*	*89,3*	*1,3*	*1,1*	*1,0*	*6,1*	*6,4*	*7,0*	*100*
Hospitalisation publique	5,0	3,5	3,1	87,9	90,3	89,5	1,2	1,1	1,0	5,9	5,1	6,4	100
Hospitalisation privée	3,4	2,5	1,8	87,5	88,0	88,2	1,5	1,3	1,0	6,6	7,9	9,0	100
Transports de malades	0,4	0,3	0,3	94,1	75,2	96,1	—	—	—	5,5	24,5	3,6	100
Soins ambulatoires	*1,1*	*1,4*	*1,4*	*57,6*	*58,1*	*57,5*	*6,3*	*6,0*	*6,0*	*35,0*	*34,5*	*35,1*	*100*
Soins de médecins	1,5	2,2	2,2	62,3	63,0	64,2	7,0	6,4	6,4	29,2	28,4	27,2	100
Soins d'auxiliaires	1,0	1,2	1,1	85,3	87,0	85,2	5,8	5,5	5,5	7,9	6,3	8,2	100
Analyses	0,2	0,2	0,2	80.2	82,6	84,6	8,9	8,1	8,2	9,7	9,1	7,0	100
Soins de dentistes	0,2	0,3	0,3	35,5	35,7	32,6	4,7	4,9	4,8	59,6	59,1	62,3	100
Cures thermales	6,7	6,1	5,3	45,9	49,2	31,6	5,5	6,1	6,3	41,9	38,6	56,8	100
Biens médicaux	*1,6*	*1,2*	*1,2*	*54,6*	*55,2*	*55,8*	*6,4*	*6,1*	*6,1*	*37,4*	*37,5*	*36,9*	*100*
Pharmacie	1,6	1,3	1,3	56,3	57,3	57,9	6,3	6,0	6,0	35,8	35,4	34,8	100
Lunetterie-orthopédie	0,9	—	0,9	36,9	35,5	35,5	7,6	7,0	7,2	54,6	57,5	57,3	100
Consommation médicale finale	**2,8**	**2,3**	**2,0**	**71,8**	**73,3**	**73,3**	**3,9**	**3,5**	**3,5**	**21,5**	**20,9**	**21,2**	**100**

TABLEAU D.03-11

Consommation médicale de ville selon le milieu social (1) du chef de ménage

Année 1980

Source : INSEE

Unité : Nombre moyen de séances par personne et par an

Type de consommation	Milieu social (1) — Agriculteur exploitant (2)	Industriels artisans commerçants (2)	Catégories supérieures (2)	Catégories moyennes (2)	Employés (2)	Ouvriers (2)	Autres jeunes (3)	Autres adultes (4)	Autres personnes âgées (5)	Ensemble
Séances de dentistes	1,22	1,14	1,90	1,72	1,50	1,32	3,12	1,45	0,21	1,43
Séances de généralistes	4,07	3,38	2,72	3,53	3,90	3,70	2,52	3,00	6,85	3,64
Séances de spécialistes non radiologues	0,81	1,30	2,52	1,97	1,99	1,34	1,50	1,14	1,10	1,57
Séances de radiologie, analyse, examens, traitements	1,53	1,86	2,14	2,05	2,39	1,83	2,34	1,37	3,03	1,95
Séances d'auxiliaires médicaux	3,69	3,76	4,08	3,49	4,74	3,99	0,58	2,68	7,68	3,99
Produits pharmaceutiques individualisables sans ordonnance (non compris appareils)	1,66	2,70	3,13	2,76	3,07	1,84	2,35	2,09	3,12	2,34
Produits pharmaceutiques individualisables avec ordonnance (non compris appareils)	27,21	21,63	19,79	21,21	25,66	22,10	14,22	18,56	49,34	22,92
Séances de praticiens	11,33	11,45	13,36	12,75	14,52	12,18	10,06	9,63	18,88	12,59
Toute la pharmacie et les appareils	30,73	26,09	26,66	26,32	30,90	25,74	18,03	21,82	54,30	27,36
Toutes séances de praticiens libéraux	11,96	12,23	13,30	12,95	14,56	12,28	11,18	10,09	19,91	12,82
Toutes séances de praticiens du secteur public	0,66	0,74	1,64	1,50	1,75	1,39	0,89	0,78	1,05	1,34
Toutes séances de prévention	0,49	0,58	0,99	1,23	1,04	0,83	0,69	0,34	0,79	0,87
Séances liées à grossessen contraception, IVG	0,10	0,41	0,76	0,72	0,73	0,76	3,50	0,31	0,01	0,66
Séances liées à un accident	0,41	0,36	0,72	0,46	0,64	0,91	0,35	0,67	0,92	0,69
Ensemble de la consommation médicale de ville	**44,27**	**39,98**	**43,10**	**42,03**	**48,32**	**40,10**	**30,98**	**33,25**	**76,20**	**42,46**

(1) Il s'agit d'un code regroupé de la catégorie socioprofessionnelle présente ou ancienne du chef de ménage. — (2) Tous âges. — (3) 15 à 29 ans. — (4) 30 à 64 ans. — (5) 65 ans et plus.

TABLEAU D.03-12 A

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine

Source : MASSN (SESI - ST7)

Nature de l'aide	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*p* 1983
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y compris sous condition)	38.051	32.436	28.132	25.755	24.055	23.358	21.769	20.623	18.722	16.804	●
Enfants en garde	113.801	110.447	96.511	92.718	89.496	84.156	80.787	77.455	75.609	70.602	●
Recueillis temporaires.....	72.611	68.797	68.952	64.475	63.513	60.553	58.594	57.338	56.199	54.189	●
Sous-total pupilles et assimilés	*224.463*	*211.680*	*193.595*	*182.948*	*177.064*	*168.067*	*161.150*	*155.416*	*150.530*	*141.595*	●
Enfants secourus	214.678	179.912	194.750	202.488	205.179	183.524	180.783	215.292	219.516	226.412	●
Enfants sous protection conjointe	●	54.569	48.287	43.276	42.906	39.897	39.469	36.712	35.191	36.520	●
Enfants AEMO (1).....	67.314	109.602	107.689	111.802	110.058	110.197	108.657	108.490	109.436	108.734	●
Aide sociale à la famille :											
Nombre d'enfants ouvrant à l'allocation.....	96	9	6	42	29	23	6	7	2	1	—
Aide médicale générale :											
Aide à domicile.....	585.308	599.459	587.041	568.202	568.871	590.859	583.178	574.503	●	●	●
Aide hospitalière.....	462.376	474.026	469.919	464.955	430.497	450.682	402.712	367.616	369.734	363.878	342.049
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle.....	29.392	100.947	106.973	96.815	93.409	84.834	88.754	90.601	52.128	53.472	51.560
Aide médicale aux tuberculeux.....	13.834	11.850	10.738	9.613	8.569	6.740	5.336	3.260	2.216	1.620	1.375
Aide médicale aux malades mentaux :											
Hospitalisations.....	31.760	32.143	31.109	28.641	30.180	28.932	27.172	22.799	19.088	17.690	17.053
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	///	21.760	26.826	29.033	22.726	14.109	10.670	7.131	4.553	3.897	3.241
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés.....	///	///	///	///	121.596	168.660	207.924	251.700	285.651	305.805	331.875
Interruption volontaire de grossesse	///	///	///	●	●	●	20.748	22.052	26.098	31.021	14.562
Contraception	///	///	///	●	●	●	●	●	●	●	●
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement.....	193.485	194.398	197.372	202.840	199.942	195.899	194.862	197.537	191.690	179.392	179.986
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples.....	1.574	1.676	1.530	1.455	1.525	1.650	1.793	2.553	3.987	4.096	5.119
Allocations représentatives de services ménagers.....	12.987	12.979	12.106	11.729	11.031	11.576	11.379	11.272	11.971	10.531	7.575
Services ménagers	25.011	27.516	30.840	31.909	34.234	46.537	58.876	67.720	79.631	122.044	138.464
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement.....	74.450	76.900	85.049	90.146	92.348	94.169	96.976	99.097	113.579	119.915	123.368
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère.....	2.973	4.656	3.419	3.448	6.950	8.506	●	●	●	6.826	7.175
Allocation compensatrice	///	///	///	///	///	●	32.377	64.570	102.955	126.441	142.020
Autres allocations	262.322	269.953	289.027	261.392	186.766	●	75.220	55.779	46.453	30.440	23.014
Aide sociale en matière d'hébergement ..	26.217	32.429	41.761	60.550	83.812	110.814	119.027	100.578	106.213	110.037	114.181
soit :											
Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	26.217	32.429	41.761	60.550	57.640	67.816	76.499	78.504	81.857	86.072	92.237
Réfugiés et rapatriés.....	—	—	—	—	26.172	42.998	42.528	22.074	24.356	23.965	21.944
Allocation de loyer	572	396	291	224	173	156	138	105	93	78	60
Allocations militaires.....	12.806	8.023	7.437	6.721	5.615	5.671	5.069	4.783	7.248	8.167	6.589
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	136.928	143.854	158.652	119.436	56.521	30.828	15.684	6.479	6.528	5.997	4.234

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'allocations.

TABLEAU D.03-12 B

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : MASSN (SESI - ST7)

Nature de l'aide	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*p* 1983
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y. c. sous condition)	39.932	34.467	29.625	27.248	25.460	24.558	22.765	21.569	19.557	17.662	●
Enfants en garde	116.222	112.947	99.093	95.300	92.114	86.642	82.580	79.316	77.724	72.628	●
Recueillis temporaires	75.608	72.154	72.340	67.863	66.528	63.805	61.587	59.956	58.484	56.520	●
Sous-total pupilles et assimilés	*231.762*	*219.568*	*201.058*	*190.411*	*184.102*	*175.005*	*166.932*	*160.841*	*155.765*	*146.810*	●
Enfants secourus	222.273	208.805	261.758	269.496	269.424	243.930	235.561	261.318	265.645	270.043	●
Enfants sous protection conjointe	●	54.990	●	43.536	43.207	40.247	39.728	36.997	36.096	36.986	●
Enfants AEMO (1)	67.808	111.242	●	113.753	111.899	112.307	111.693	110.212	111.451	111.009	●
Aide sociale à la famille :											
Nombre d'enfants ouvrant droit à l'allocation	80.995	79.742	86.805	81.037	44.423	23.230	20.771	17.716	12.702	13.101	8.017
Aide médicale générale :											
Aide à domicile	837.824	824.117	933.429	894.738	944.148	938.926	907.083	913.944	●	●	●
Aide hospitalière	560.182	609.815	574.101	562.575	529.902	529.439	483.345	450.335	463.355	463.039	444.245
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	29.392	160.972	111.306	100.851	97.115	87.988	92.546	94.558	55.883	58.220	60.757
Aide médicale aux tuberculeux	16.022	13.526	12.432	11.902	9.551	7.748	6.994	4.750	3.584	2.487	2.916
Aide médicale aux malades mentaux :											
Hospitalisations	39.035	37.029	39.788	36.863	36.704	36.906	35.051	30.617	26.318	25.981	23.985
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	///	21.897	26.953	29.190	22.930	14.322	10.911	7.337	4.680	4.017	3.361
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	126.388	178.220	218.078	266.345	302.642	324.203	348.631
Interruption volontaire de grossesse	///	///	///	●	●	●	23.133	24.364	28.388	33.780	16.856
Contraception	///	///	///	●	●	●	●	●	●	●	●
Aide sociale aux personnes agées :											
Hébergement	194.614	195.244	197.979	203.463	201.000	197.389	196.271	199.432	193.502	181.019	181.926
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples	7.814	7.983	8.112	8.187	8.211	8.257	9.283	9.860	10.855	10.988	11.775
Allocations représentatives de services ménagers	12.987	12.979	12.106	11.729	11.031	11.576	11.296	11.272	11.971	10.533	7.586
Services ménagers	25.011	27.551	30.894	31.967	34.307	46.608	58.938	67.780	79.692	122.160	139.281
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement	78.697	81.370	85.913	91.046	93.413	95.614	98.539	101.059	114.675	121.222	125.990
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère	2.974	4.662	3.419	3.456	6.954	8.512	●	●	●	6.826	7.175
Allocation compensatrice	///	///	///	///	///	●	32.377	64.570	102.955	126.441	142.020
Autres allocations	284.096	292.266	307.474	284.215	201.159	●	82.028	60.797	49.878	34.389	28.286
Aide sociale en matière d'hébergement	26.217	32.429	41.761	60.550	83.812	111.531	119.800	101.519	106.430	110.271	114.370
soit :											
Toutes catégories (n. c. réfugiés et rapatriés)	26.217	32.429	41.761	60.550	57.640	68.009	76.700	78.849	82.074	86.300	92.426
Réfugiés et rapatriés	—	—	IND	IND	26.172	43.522	43.100	22.670	24.356	23.971	21.944
Allocation de loyer	572	396	291	224	173	156	138	105	93	78	60
Allocations militaires	14.531	9.800	8.418	7.858	6.697	6.986	5.860	5.786	8.496	9.464	7.425
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	155.716	164.440	181.921	142.233	70.865	42.146	24.297	13.382	18.614	17.118	13.962

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'allocations.

TABLEAU D.03-13 A

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine

Source : MASSN (SESI - ST7)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*p* 1983
A. Dépenses à la charge de l'État et des collectivités locales											
Aide sociale à l'enfance (1)	2.930,9	3.517,6	4.308,2	5.184,0	5.883,4	7.118,9	8.209,7	9.247,2	10.891,4	12.765,3	14.248,7
Aide sociale à la famille (3)	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
Aide médicale générale (3)	1.482,7	1.707,0	1.922,7	2.268,5	2.521,6	2.742,1	2.770,0	2.929,9	2.670,5	2.676,4	2.879,2
soit : Aide à domicile	*334,4*	*345,0*	*373,1*	*427,4*	*424,3*	*515,3*	*478,6*	*511,4*	*578,2*	*719,3*	*762,3*
Aide hospitalière	*905,9*	*1.020,4*	*1.228,7*	*1.491,6*	*1.750,1*	*1.943,4*	*1.964,1*	*2.020,3*	*1.883,7*	*1.746,5*	*1.858,4*
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	*242,4*	*341,6*	*320,9*	*349,5*	*347,2*	*283,4*	*327,3*	*398,2*	*208,6*	*214,6*	*258,5*
Aide médicale aux tuberculeux (2)	95,5	94,9	101,6	108,6	111,7	117,3	103,5	87,1	74,8	68,2	61,4
Aide médicale aux malades mentaux (2)	241,9	763,3	1.154,0	1.214,1	1.206,0	954,1	835,7	582,3	412,3	376,5	439,5
soit : Hospitalisations	*241,9*	●	*440,3*	*492,0*	*529,7*	*602,5*	*548,5*	*400,5*	*305,0*	*294,4*	*367,9*
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	///	●	*713,7*	*722,1*	*676,3*	*351,6*	*286,6*	*181,8*	*107,3*	*82,1*	*71,6*
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	89,1	487,4	756,5	1.065,6	1.313,6	1.677,5	2.173,2
Interruption volontaire de grossesse (2)	///	///	0,5	4,4	8,7	10,7	11,7	11,7	16,3	22,5	15,6
Contraception (1)	///	///	///	///	0,1	0,1	0,3	0,4	0,6	0,8	1,1
Aide sociale aux personnes âgées (3)	1.299,6	1.522,3	1.899,9	2.320,5	2.714,0	3.070,4	3.591,2	4.156,5	4.810,2	5.573,8	6.686,0
soit : Hébergement	*1.178,6*	*1.374,8*	*1.710,0*	*2.098,5*	*2.453,3*	*2.722,1*	*3.092,9*	*r 3.573,3*	*4.023,6*	*4.243,7*	*4.725,6*
Aide à domicile	*121,0*	*147,5*	*189,9*	*222,0*	*260,7*	*348,3*	*498,3*	*583,2*	*786,6*	*1.330,1*	*1.960,4*
Aide sociale aux personnes handicapées (3)	1.731,7	2.050,9	2.558,3	3.231,3	3.515,8	3.948,6	4.551,7	5.434,8	6.770,6	8.455,9	10.002,7
soit : Placement en établissement	*731,3*	*926,6*	*1.237,6*	*1.677,9*	*2.047,1*	*2.466,8*	*2.804,1*	*3.209,6*	*3.902,0*	*4.825,6*	*5.697,1*
Aide à domicile	*1.000,4*	*1.124,3*	*1.320,7*	*1.553,4*	*1.468,7*	*1.481,8*	*1.747,6*	*2.225,2*	*2.868,6*	*3.630,3*	*4.305,6*
Aide sociale en matière d'hébergement (2)	51,9	75,9	148,0	347,8	438,8	517,7	583,2	671,8	862,9	1.150,2	1.358,9
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*51,9*	*73,6*	*124,6*	*151,8*	*204,0*	*316,0*	*433,4*	*511,1*	*677,5*	*911,8*	*1.121,1*
Réfugiés et rapatriés	—	*2,3*	*23,4*	*196,0*	*234,8*	*201,7*	*149,8*	*160,7*	*185,4*	*238,4*	*237,8*
Allocation de loyer (2)	4,7	1,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Prévention et réadaptation sociale (1)	7,6	9,3	11,1	8,9	12,0	12,8	15,8	20,0	22,8	28,5	35,2
Service social (1)	///	///	///	///	489,6	611,0	775,0	950,6	1.191,5	1.422,8	1.671,4
Frais d'administration et de contrôle (2)	121,7	151,5	180,8	217,2	285,1	325,7	383,1	441,1	545,1	656,5	775,5
Total A	**7.968,3**	**9.894,0**	**12.285,4**	**14.905,5**	**17.276,1**	**19.917,0**	**22.586,9**	**25.599,1**	**29.582,7**	**34.875,0**	**40.348,5**
B. Dépenses intégralement à la charge de l'État											
Allocations militaires	7,0	5,0	4,4	8,6	11,0	12,2	11,1	10,4	10,0	9,4	8,7
Allocations suppl. (INS art. 23) : Dépenses brutes	407,6	504,2	767,1	691,1	427,6	300,4	62,5	93,4	57,3	67,3	213,6

(1) Groupe I. — (2) Groupe II. — (3) Groupe III.

TABLEAU D.03-13 B

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : MASSN (SESI-ST7) — *Unité :* Million de francs

Nature de l'aide	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*p* 1983
A. Dépenses à la charge de l'État et des collectivités locales											
Aide sociale à l'enfance (1)	3.002,6	3.609,4	4.453,5	5.371,4	6.086,9	7.351,3	8.495,6	9.541,6	11.240,2	13.193,8	14.765,5
Aide sociale à la famille (3)	8,3	7,5	12,1	13,1	7,9	6,4	6,6	7,2	5,9	6,8	5,5
Aide médicale générale (3)	1.709,1	1.997,4	2.284,6	2.724,2	3.002,6	3.316,0	3.465,9	3.598,1	3.496,5	3.568,9	3.821,9
soit : Aide à domicile	*387,1*	*409,6*	*455,8*	*521,2*	*541,1*	*647,1*	*638,3*	*672,9*	*764,9*	*917,2*	*977,5*
Aide hospitalière	*1.078,1*	*1.229,4*	*1.498,2*	*1.841,1*	*2.099,4*	*2.373,9*	*2.486,3*	*2.516,3*	*2.500,3*	*2.414,7*	*2.542,6*
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	*243,9*	*358,4*	*330,6*	*361,9*	*362,1*	*295,0*	*341,3*	*408,9*	*231,3*	*237,0*	301,8
Aide médicale aux tuberculeux (2)	109,3	110,2	118,6	133,9	134,0	139,9	131,1	107,3	96,6	87,6	75,2
Aide médicale aux malades mentaux (2)	287,4	816,7	1.211,7	1.309,2	1.307,6	1.062,8	949,9	706,7	543,3	520,4	608,0
soit : Hospitalisations	●	●	*496,0*	*582,2*	*620,0*	*706,3*	*658,8*	*520,2*	*432,8*	*434,3*	*533,8*
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	●	●	*715,7*	*727,0*	*687,6*	*356,5*	*291,1*	*186,5*	*110,5*	*86,1*	74,2
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	90,2	506,7	782,7	1.116,9	1.403,3	1.767,1	2.313,5
Interruption volontaire de grossesse (2)	///	///	0,5	5,1	10,3	11,7	12,7	12,4	17,8	24,4	17,6
Contraception (1)	///	///	///	///	0,6	0,6	0,9	1,0	1,3	1,7	2,0
Aide sociale aux personnes âgées (3)	1.322,1	1.547,3	1.929,5	2.365,8	2.757,9	3.115,3	3.651,8	4.223,9	4.901,8	5.671,3	6.811,2
soit : Hébergement	*1.192,8*	*1.392,9*	*1.732,7*	*2.137,4*	*2.491,5*	*2.763,4*	*3.148,7*	*3.636,8*	*4.105,5*	*4.328,7*	*4.833,6*
Aide à domicile	*129,2*	*154,4*	*196,8*	*228,4*	*266,4*	*351,9*	*503,1*	*587,1*	*796,3*	*1.342,6*	*1.977,6*
Aide sociale aux personnes handicapées (3)	1.788,4	2.109,9	2.627,8	3.315,4	3.594,5	4.026,3	4.638,0	5.528,4	6.877,2	8.572,3	10.142,8
soit : Placement en établissement	*750,1*	*953,8*	*1.275,5*	*1.731,7*	*2.102,3*	*2.531,9*	*2.875,6*	*3.294,0*	*4.003,3*	*4.934,9*	*5.829,1*
Aide à domicile	*1.038,3*	*1.156,1*	*1.352,3*	*1.583,7*	*1.492,2*	*1.494,4*	*1.762,4*	*2.234,4*	*2.873,9*	*3.637,4*	4.313,7
Aide sociale en matière d'hébergement (2)	51,9	75,9	148,0	347,8	440,1	525,3	591,5	674,1	862,9	1.151,4	1.361,6
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*51,9*	*73,6*	*124,6*	*151,8*	*204,1*	*316,0*	*433,4*	*512,0*	*677,5*	*913,0*	*1.123,8*
Réfugiés et rapatriés	—	*2,3*	*23,4*	*196,0*	*236,0*	*209,3*	*158,1*	*162,1*	*185,4*	*238,4*	*237,8*
Allocation de loyer (2)	4,7	1,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Prévention et réadaptation sociale (1)	7,6	9,3	11,1	8,9	12,0	13,1	16,5	20,0	22,8	28,5	35,2
Service social (1)	///	///	///	///	496,4	636,1	805,2	981,5	1.229,4	1.469,4	1.727,2
Frais d'administration et de contrôle (2)	135,0	168,2	200,4	238,4	310,6	362,1	427,3	494,0	609,1	730,1	861,6
Total A	**8.426,4**	**10.453,0**	**12.998,1**	**15.833,4**	**18.251,7**	**21.073,8**	**23.975,8**	**27.013,2**	**31.308,2**	**36.793,8**	**42.548,7**
B. Dépenses intégralement à la charge de l'État											
Allocations militaires	7,5	5,5	4,9	9,9	*r* 13,2	*r* 13,4	*r* 12,3	*r* 12,6	11,0	10,3	9,7
Allocations suppl. (FNS art. 23) :											
Dépenses brutes	●	●	874,1	811,5	570,1	430,4	293,3	208,2	171,9	219,5	351,3
Dépenses nettes	460,7	580,3	335,7	311,5	286,1	170,1	193,9	120,9	137,5	186,6	342,6

(1) Groupe I. — (2) Groupe II. — (3) Groupe III.

TABLEAU D.03-14

Professions sociales : effectif, densité et taux d'accroissement de 1976 à 1982

Source : MASSN (SESI-ST3)

Profession	Effectif		Densité pour 100.000 habitants		Taux d'accroissement annuel moyen de la dentiste
	1976	1982	1976	1982	
Assistant de service social	25.662	31.450	48,4	57,9	+ 3,1
Éducateur spécialisé (1)	21.000	*e* 29.800	39,6	54,9	+ 5,6
Éducateur de jeunes enfants	5.900	(3) *e* 9.200	11,1	16,9	+ 7,3
Technicien supérieur en économie sociale et familiale (2)	3.700	*e* 7.000	7,0	12,9	+ 10,7
Moniteur-éducateur (1)	16.000	(3) *e* 18.250	30,2	33,6	+ 1,8
Total	**72.262**	**95.700**	**136,3**	**176,2**	**+ 4,4**

(1) Y compris les non-diplômés en activité. — (2) Y compris les conseillers en économie sociale familiale. — (3) Source de budget de programme.

TABLEAU D.03-15

Personnel des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté

Situation au 31 octobre 1983

Source : MASSN (SESI - ST7)

Catégorie de personnel	Temps plein	Temps partiel		Total équivalent temps plein
		Nombre de personnes	Équivalent temps plein	
Directeurs, directeurs-adjoints, économes	5.826	2.069	817,7	6.643,7
Éducateurs, chefs de service	2.956	239	109,3	3.065,3
Chefs d'ateliers	666	22	9,3	675,3
Total fonction direction	*9.448*	*2.330*	*936,4*	*10.384,4*
Personnels des services administratifs et généraux	*41.144*	*14.053*	*6.547,8*	*47.691,8*
Éducateurs spécialisés	21.126	2.340	1.293,4	22.419,4
Éducateurs de jeunes enfants	1.457	151	85,3	1.542,3
Moniteurs-éducateurs	13.490	1.309	690,2	14.180,2
Aides médico-psychologiques	5.030	509	263,3	5.293,3
Formations en cours d'emploi	5.420	289	158,8	5.578,8
Contrats formation	754	19	9,0	763,0
Autre personnel éducatif	7.482	987	398,8	7.880,8
Total fonction éducation	*54.759*	*5.604*	*2.893,8*	*57.657,8*
Assistants de service social	1.559	1.418	668,8	2.227,8
Animateurs socioculturels et socio-éducatifs	815	193	86,0	901,0
Autres animateurs	1.046	460	179,4	1.225,4
Total fonction animation	*3.420*	*2.071*	*934,1*	*4.354,1*
Enseignants	8.733	1.790	696,2	9.429,2
Éducateurs techniques spécialisés	2.676	90	48,7	2.724,7
Éducateurs techniques	7.473	411	202,3	7.680,3
Total fonction enseignement-travail	*18.887*	*2.291*	*947,2*	*19.834,2*
Infirmiers	2.753	1.304	580,0	3.333,0
Masseurs kinésithérapeutes	679	1.221	450,0	1.129,0
Ensemble personnel médical et paramédical (1)	6.446	16.110	5.703,3	12.149,3
Personnel d'aide aux soins	1.232	321	159,1	1.441,1
Total fonction soins	*11.160*	*18.956*	*6.892,2*	*18.052,2*
Total	*138.830*	*45.318*	*19.157,4*	*157.987,4*

(1) Ensemble intégrant les orthophonistes, précédemment comptés à part.

TABLEAU D.03-16

Activité des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté

Situation au 31 octobre 1983

Source : MASSN (SESI-ST7)

Catégorie d'établissements	Nombre d'établissements	Capacité	Effectifs présents au 31 octobre 1983	Taux d'occupation (%)
Établissements d'éducation spécialisée pour enfants handicapés	1.376	127.929	115.508	90,5
soit : Déficients mentaux	1.285	88.106	79.545	90,3
Arriérés profonds	49	4.059	3.822	94,2
Polyhandicapés	10	461	418	90,7
Enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement	231	13.083	12.466	95,3
Handicapés moteurs	135	8.563	7.909	92,4
Déficients sensoriels	142	13.123	11.135	85,2
Établissements expérimentaux	9	173	157	90,8
Foyers d'hébergement	15	361	306	84,8
Services pour l'enfance handicapée	690	///	///	///
soit : Services de soins et d'éducation spécialisée à domicile	82	1.610	1.358	84,4
Centres médico-psycho-pédagogiques	462	///	///	///
Centres d'action médico-sociale précoce	111	///	///	///
Placement familial	35	1.272	1.128	88,7
Établissements pour adultes handicapés	1.826	96.554	93.888	97,3
soit : Centres d'aide par le travail	809	53.430	53.246	99,6
Ateliers protégés	62	3.846	3.552	92,4
Centres de rééducation professionnelle	71	8.057	6.859	85,1
Centres de réentraînement par le travail	5	109	103	94,5
Foyers d'hébergement	665	22.026	21.263	96,6
Maisons d'accueil spécialisées	68	2.691	2.597	96,5
Foyers de vie pour handicapés	124	5.689	5.569	97,9
Établissements expérimentaux	22	706	699	99,0
Placement familial d'adultes handicapés	6	183	166	90,6
Établissements sociaux pour l'enfance handicapée	1.247	60.611	51.564	35,0
soit : Établissements ASE (1) mères et enfants	63	2.560	2.110	32,4
Établissements ASE (1) enfants	809	43.923	36.916	84,0
Pouponnières à sections multiples	8	390	283	72,6
Établissements double tutelle	261	8.134	7.327	90,1
Internats de rééducation	67	3.669	3.254	88,7
Maisons d'enfants non conventionnés	30	1.661	1.396	84,0
Établissements expérimentaux	9	274	278	101,5
Services sociaux pour l'enfance handicapée	525	///	///	///
soit : Protection de l'enfance (État)	32	///	///	///
Protection de l'enfance (départements)	437	///	///	///
Placement familial enfance-adolescence	56	5.658	5.237	92,6
Établissements pour adultes en difficulté	545	27.133	24.752	91,1
soit : Centres d'hébergement de réadaptation sociale	508	24.480	22.245	90,8
Autres établissements pour adultes en difficulté	26	1.864	1.720	92,3
Centres de vie pour cas lourds	2	185	183	98,9
Établissements expérimentaux	9	604	604	100,0
Services pour familles en difficulté	18	///	///	///

(1) ASE : Aide sociale à l'enfance.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale. Secrétariat d'État chargé de la santé.

Service études, statistiques et systèmes d'informations (SESSI), 14, avenue Duquesne, 75700 Paris, Tél. : (1) 45 67 55 44 :

— *Informations rapides;*

— *Santé et sécurité sociale, statistiques et commentaires* (numéros bimestriels faisant suite au bulletin mensuel de statistiques sociales, paru jusqu'en 1971, et au bulletin de statistiques, de 1972 à 1974);

— Revue *Économie et santé* supplément à statistiques et commentaires (périodicité irrégulière);

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales,* 1983-1984;

— *Tableaux santé et sécurité sociale* (arêtés en 1976);

— *Chiffres repères de la santé* (semestriels);

— *Répertoire des établissements d'hospitalisation publics et privés* 1re édition en 1978);

— *Comptes de la santé* (volume annuel) publication conjointe entre *Les Collections de l'INSEE,* série C et « *Économie et santé* ».

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) :

— *Statistiques des causes médicales de décès* (volume annuel depuis 1968; pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la statistique des causes de décès de l'INSEE);
— *Statistique médicale des établissements psychiatriques* (annuel);
— *Rapport sur l'état de santé de la population française* (annuel).

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés :

— *Revue médicale de l'assurance maladie* (trimestrielle);
— *Indicateur statistique* (annuel);
— *Statistiques nationales d'accidents du travail.* Ces statistiques font également connaître les maladies professionnelles (annuelles) [voir aussi chapitre C.02 « Conditions de travail », § « Accidents du travail » — et chapitre C.04 « Prestations sociales ».

Union des caisses centrales de la mutualité sociale agricole :

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles*;
— *Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

— *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la Défense :

— Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer (trois volumes annuels).

Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports :

— *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes, SETRA) [voir aussi chapitre L.02 « Transports routiers », § « Accidents de la circulation ».

Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation :

— *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

— *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriels).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) :

— *Consommation* (trimestriel);
— *Monographies;*
— « Les comptes de la santé en 1980 », Commission des comptes de la Santé, Ministère de la santé et de la Sécurité sociale, 1981. Diffusé par le centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation (CREDOC), 75013 Paris.

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) :

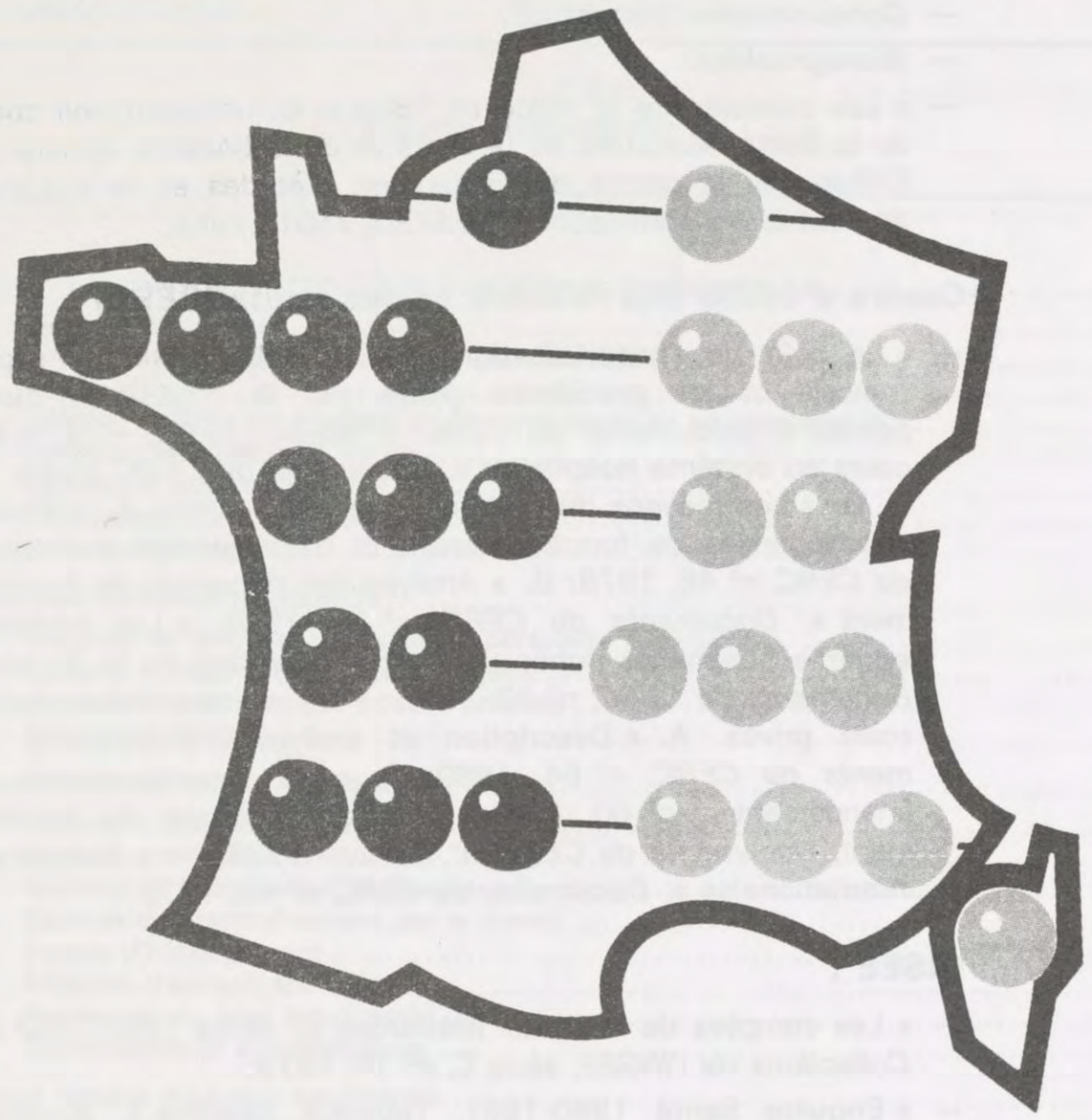
— « Le coût de l'hospitalisation ». — 1. « Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses », *Documents du CERC,* n° 35-36, 1977. — 2. « Le recours au système hospitalier », *Documents du CERC,* n° 45, 1978. — 3. « Les moyens du système hospitalier public. A. « Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement », *Documents du CERC,* n° 46, 1978; B. « Analyse des dépenses de fonctionnement », *Documents du CERC,* n° 50, 1979; « Les moyens du système hospitalier public : note récapitulative de la 3e partie », *Documents du CERC,* n° 52, 1979. — 4. « Les établissements de soins privés. A. « Description et analyse d'ensemble », *Documents du CERC,* n° 54, 1980; B. « Les investissements et le financement », n° 60, 1981; C. « Les dépenses de fonctionnement, *Documents du CERC,* n° 65, avril 1983. — « Comparaisons internationales », *Documents du CERC,* n° 48, 1979.

INSEE :

— « Les comptes de la santé. Méthodes et séries 1950-1977 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 74, 1979;
— « Enquête Santé 1980-1981. Tableaux détaillés », *Archives et Documents,* n° 126, avril 1985;
— « La consommation médicale des Français (quelques résultats de l'enquête santé 1970-1971) », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 57, mars 1977;
— « Les comptes de la santé en 1979 », *Économie et statistique,* n° 123, juillet 1980;
— L'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 : « Premiers résultats ». Note n° 459/453 (février 1983);
— « *Données sociales* », Édition 1984;

* Voir aussi rubrique « Santé » des Sources de documentation, fin de chapitre D.01 (Consommation et modes de vie des ménages).

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982



nuptialité

fécondité

L'INSEE, dans la série boulier, publie les principaux résultats de **l'enquête sur les familles.**

Cette enquête a pour but d'étudier la fécondité et de mieux connaître les familles, leur état actuel, leur calendrier de constitution ainsi que la liaison entre l'activité professionnelle des femmes et leur fécondité.

Dans cet ouvrage, des réponses à des questions telles que :

A quel âge se marie une femme ?
Les aînées restent-elles plus souvent célibataires ?
Où trouve-t-on les familles nombreuses ?
Quelle situation familiale ont connu les enfants, depuis leur naissance jusqu'à l'époque actuelle ?

et bien d'autres.

Série boulier - RP7 - volume broché - format 21 × 29,7 - 140 pages - 70 F.

INFORMATION, VENTE : P 716
Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

E

Communication, culture et loisirs

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1982

L'INSEE, dans la série boulier, publie les principaux résultats de l'enquête sur les familles.

Cette enquête a pour but d'étudier la fécondité et de mieux connaître les familles, leur mode actuel, leur calendrier de constitution ainsi que la liaison entre l'activité professionnelle des femmes et leur fécondité.

Dans cet ouvrage, des réponses à des questions telles que :

A quel âge se marie une femme ?
Les ainées restent-elles plus souvent célibataires ?
Où trouve-t-on les familles nombreuses ?
Quelle situation familiale ont connu les enfants, depuis leur naissance jusqu'à

... et bien d'autres.

Format 21 x 29,7 - 140 pages - 70 F.

P 716

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre E.01

Communication

1. Presse

2. Audiovisuel

1. Presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le *Service juridique et technique de l'Information* (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole + DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

L'enquête détaillée, qui permet de déterminer, par type de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les éléments d'exploitation, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, n'est désormais effectuée qu'auprès des titres de la *presse éditeur*.

Appartiennent à l'ensemble *« presse éditeur »* les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à deux au moins des quatre critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant quatre types : « presse d'information générale et politique nationale », « presse d'information générale et politique locale », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle ».

Les autres publications, constituant l'ensemble *« presse de groupements »* (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtées depuis 1982.

11. Définitions concernant le tirage des publications périodiques

Tirage au numéro : nombre d'exemplaires tirés d'un numéro donné du titre concerné.

Tirage moyen au numéro : moyenne arithmétique annuelle des tirages au numéro du titre concerné.

Tirage annuel : somme des tirages au numéro de l'ensemble des parutions d'une année civile déterminée.

Tirage total au numéro (d'une catégorie de publication ou de périodicité donnée) : somme des tirages moyens au numéro des titres appartenant à la catégorie étudiée.

Tirage moyen par titre : moyenne arithmétique des tirages moyens au numéro des titres de la catégorie étudiée.

Tirage total annuel : somme des tirages annuels des titres appartenant à la catégorie de publications ou de périodicité étudiée.

12. Les résultats

Les résultats figurant dans ce chapitre ne concernent donc que la presse éditeur et ne sont pas comparables aux séries présentées antérieurement à l'édition 1984 de l'annuaire. D'autre part, la nomenclature de classification par sujet utilisée pour la présentation des tableaux est celle adoptée par le SJTI, qui ne coïncide pas nécessairement avec celle de l'UNESCO.

2. Audiovisuel

La loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 a organisé l'ensemble du champ de la communication audiovisuelle, et affirmé le principe de la liberté de la communication audiovisuelle, consacrée par l'abandon du monopole de programmation.

La loi précise l'organisation du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision. Il est composé de :

— un établissement public de diffusion (TDF), chargé de la diffusion des programmes, de la répartition des fréquences et du contrôle de leur utilisation, du contrôle technique des signaux et des équipements de diffusion, de la recherche et de la fixation de normes techniques;

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service juridique et technique de l'Information du Secrétariat d'État chargé des Techniques de la communication.

— un institut national de la communication audiovisuelle (INA), qui a pour mission la conservation, l'exploitation commerciale des archives, la formation et la recherche;
— une société nationale de programme de radiodiffusion sonore (Radio France) chargée de concevoir, de programmer et de faire diffuser des émissions du service public national de la radiodiffusion sonore ainsi que d'assurer la gestion et le développement de formations musicales (Orchestre national de France, Nouvel orchestre philharmonique, chœurs et maîtrise de Radio France). Elle est à l'origine de la création des sociétés régionales de radiodiffusion sonore et des stations locales;
— des sociétés nationales de programme de télévision créées par décrets : il en existe deux en 1983 : TF 1 et Antenne 2. Elles sont chargées de concevoir, programmer et faire diffuser les émissions du service public national de la télévision;
— une société nationale de programme ayant une double vocation radiophonique et télévisuelle, chargée de créer et de diffuser des émissions du service public national de la télévision et de coordonner l'activité des sociétés régionales de télévision (FR 3);
— une société nationale de programme chargée de la coordination des sociétés régionales et territoriales de radio et de télévision d'outre-mer (RF 0);
— une société nationale de production (SFP) chargée de la production d'œuvres et de documents audiovisuels;
— une société nationale de radiodiffusion sonore à vocation internationale (RF I) orientée vers la diffusion internationale;
— une société de commercialisation des œuvres audiovisuelles, chargée de la commercialisation à l'étranger, de la participation à l'action culturelle à l'étranger, ainsi qu'à la conclusion des accords de coproduction et de commercialisation (France Media International).

Enfin la loi organise la communication audiovisuelle hors du service public en permettant à des personnes privées ou publiques d'éditer un message audiovisuel à destination du public. Trois régimes sont institués pour l'essentiel :

— *le régime de la déclaration,* qui est celui notamment des services de télématique (jusqu'au 31 décembre 1985);

— *le régime de l'autorisation préalable,* qui est celui notamment des radios locales privées;

— *le régime de la concession par l'État,* qui est celui prévu pour « Canal Plus ».

*
* *

TABLEAU E.01-1

Presse éditeur : données économiques d'ensemble

Source : Service juridique et technique de l'Information

	Unité	1981					1982				
		Type de presse					Type de presse				
		Information générale			Presse spécialisée		Information générale			Presse spécialisée	
		Politique nationale	Politique locale	Grand public	Technique et professionnelle	Total	Politique nationale	Politique locale	Grand public	Technique et professionnelle	Total
Titres	Nombre	102	514	1.310	*r* 1.158	*r* 3.084	88	554	1.339	1.165	3.146
Tirage total annuel	Million d'ex.	*r* 1.247,6	2.776,0	3.346,1	362,4	*r* 7.732,1	1.212,9	2.744,0	3.696,1	428,3	8.081,3
Consommation de papier	Millier de tonnes	177	385	514	59	1.135	●	●	●	●	●
Chiffre d'affaires [hors TVA] (1)	Million F	*r* 5.231,7	8.382,5	*r* 11.446,2	*r* 2.771,3	*r* 27.921,7	5.930,7	9.665,7	13.733,1	3.757,0	33.086,5
soit : Recettes ventes	Million F	*r* 3.152,7	4.807,8	*r* 7.652,8	*r* 1.214,3	*r* 16.827,6	3.428,2	5.571,6	8.891,6	1.823,3	19.714,7
Recettes publicité (2)	Million F	*r* 2.169,0	3.574,7	*r* 3.793,4	*r* 1.557,0	*r* 11.094,1	2.502,5	4.094,1	4.841,5	1.933,7	13.371,8

(1) Les recettes comprennent les diverses commissions versées aux agents de la vente, aux régies d'abonnement ainsi que les rémunérations d'intermédiaires pour la publicité. — (2) Publicité commerciale et petites annonces

TABLEAU E.01-2

Titres de la presse éditeur par périodicité

Année 1982

Source : Service juridique et technique de l'Information

Catégorie du sujet principal	Nombre de titres	Périodicité (1)				
		Q	H	M	T	A
Presse d'information générale et politique nationale	*88*	*11*	*35*	*32*	*9*	*1*
Information générale et politique	16	11	3	2	—	—
Opinion	60	—	23	27	9	1
Magazines illustrés d'information	12	—	9	3	—	—
Presse d'information générale et politique locale	*554*	(2) *106*	*373*	*56*	*16*	*3*
Information générale et politique; opinion	443	(2) *106*	*300*	*28*	*7*	*2*
Magazines régionaux	38	—	—	28	9	1
Annonces judiciaires et légales	73	—	73	—	—	—
Presse spécialisée grand public	*1.339*	*4*	*382*	*674*	*264*	*15*
Presse, TV, spectacles	35	—	27	7	1	—
Bande dessinée	172	—	3	106	63	—
Presse du cœur	25	—	1	10	14	—
Maison et décoration	31	—	1	12	17	1
Presse familiale et sociale	36	—	4	25	6	1
Presse à sensation	21	—	9	11	1	—
Presse masculine	10	—	—	9	1	—
Presse féminine	54	—	10	30	12	2
Presse des jeunes	29	—	5	19	5	—
Presse culturelle	53	—	1	32	19	1
Presse des loisirs	275	—	6	176	87	6
Presse économique	22	2	6	11	3	—
Presse sportive	96	2	21	62	10	1
Vulgarisation scientifique et technique	21	—	—	17	4	—
Petites annonces	442	—	288	136	16	2
Divers	17	—	—	11	5	1
Presse spécialisée technique et professionnelle	*1.165*	*22*	*151*	*579*	*378*	*35*
Agriculture, sylviculture, pêche	137	1	50	68	17	1
Industrie agricole et alimentaire	44	2	4	31	7	—
Production et distribution d'énergie	27	2	1	15	5	4
Location et crédit-bail immobilier	15	—	—	11	4	—
Industrie des biens intermédiaires	42	1	1	27	13	—
Industrie des biens d'équipement	56	—	4	31	19	2
Industrie des biens de consommation courante	72	3	8	34	23	4
Assurances	8	—	1	5	2	—
Organismes financiers et boursiers	11	6	1	2	2	—
Industrie de mise en œuvre du bâtiment, génie civil et agricole	59	—	4	30	21	4
Transport et télécommunication	26	1	7	12	3	3
Services non marchands	105	—	5	32	62	6
Commerce	74	—	4	49	21	—
Services marchands	260	3	34	144	71	8
Presse médicale	229	3	27	88	108	3
Ensemble	**3.146**	**143**	**941**	**1.341**	**667**	**54**

(1) Périodicité : Q = quotidien. H = hebdomadaire. M = mensuel. T = trimestriel. A = autres périodicités. — (2) Se répartissant en 80 quotidiens et 26 journaux du 7e jour édités par les quotidiens et diffusés en fin de semaine.

TABLEAU E.01-3

Tirage et diffusion de la presse éditeur

Source : Service juridique et technique de l'information

	Type de presse						
	Information générale et politique nationale		Information générale et politique locale		Périodiques grand public	Périodiques techniques professionnels	Ensemble
	Total	Dont quotidiens	Total	Dont quotidiens			
Année 1981							
Nombre de titres	102	*10*	514	*80*	1.310	*r* 1.158	*r* **3.084**
Tirage :							
Total au numéro (millier d'ex.)	9.206	*2.791*	16.945	*7.541*	116.608	14.622	**157.381**
Moyen par titre (millier d'ex.)	90,3	*279*	33,0	*94*	89,0	12,6	**51,0**
Total annuel (millier d'ex.)	*r* 1.247.608	*855.686*	2.776.010	*2.343.622*	3.346.086	362.375	*r* **7.732.079**
Pourcentages de diffusion :							
Numéro	55	*58*	57	*65*	(1) 56	4	(1) **53**
Abonnement	19	*15*	27	*21*	(1) 21	66	(1) **26**
Année 1982							
Nombre de titres	88	*11*	554	*80*	1.339	1.165	**3.146**
Tirage :							
Total au numéro (millier d'ex.)	10.352	*2.741*	17.384	*7.457*	119.947	14.866	**162.549**
Moyen par titre (millier d'ex.)	117,6	*249*	31,4	*93*	89,6	12,8	**51,7**
Total annuel (millier d'ex.)	1.212.931	*846.322*	2.744.010	*2.287.079*	3.696.111	428.236	**8.081.288**
Pourcentages de diffusion :							
Numéro	54	*58*	55	*63*	(1) 56	3	(1) **55**
Abonnement	19	*15*	29	*23*	(1) 21	67	(1) **24**

(1) Hors périodiques gratuits d'annonces.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne nationale

Tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'Information — *Unité :* Millier d'exemplaires

Titres	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Information générale et politique :						
Matin :						
L'Aurore	292	●	●	*e* 70	●	40
Le Figaro	406	394	391	414	431	453
L'Humanité	218	192	199	198	181	169
Libération	58	—	—	78	109	141
Le Matin	181	191	218	252	●	224
Le Parisien libéré	438	430	427	426	424	426
Le Quotidien de Paris	●	●	●	70	*r* 95	90
Soir :						
La Croix	128	127	129	128	125	130
France-Soir	669	634	587	569	548	550
Le Monde	549	568	552	563	513	492
Présent	///	///	///	///	12	12
Quotidiens sportifs :						
L'Équipe	320	314	330	310	327	318
Paris Turf	219	216	206	199	●	197
Quotidiens économiques :						
Le Nouveau Journal	36	58	—	48	—	●
Les Échos	66	65	—	81	86	86

TABLEAU E.01-5

Presse quotidienne régionale et départementale. Classement par tranche de tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'Information

Classe de tirages (en milliers d'exemplaires)	Fréquences absolues — Nombre de titres (1)	
	1981	1982
0 à moins de 5.....	3	4
5 à moins de 15.....	12	14
15 à moins de 50.....	31	29
50 à moins de 100.....	14	13
100 à moins de 250.....	9	11
250 à moins de 400.....	8	6
400 à moins de 800.....	3	3
Total.....	**80**	**80**

(1) Journaux du 7e jour non compris.

TABLEAU E.01-6

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Redevance.....	3.142,8	3.624,8	4.090,5	5.073,6	5.804,0	6.591,3	6.769,2
Publicité.....	1.319,6	1.529,4	1.754,3	2.206,6	2.668,7	2.868,5	3.208,7
soit : Publicité de marque.....	*1.255,0*	*1.434,0*	*1.613,0*	*2.025,0*	*2.438,0*	*2.612,0*	*2.965,7*
Publicité collective.....	*64,6*	*95,4*	*141,3*	*181,6*	*230,7*	*256,6*	*243,0*
Services rendus aux administrations.....	113,6	126,0	(2)	152,3	168,9	49,3	138,0
Recettes commerciales.....	148,7	173,7	107,0	128,6	196,4	135,0	475,7
Divers.....	47,9	94,1	(3) 320,1	302,8	336,4	492,0	301,6
Ensemble.....	**4.772,6**	**5.548,0**	**6.271,9**	**7.863,9**	**9.174,4**	**10.136,1**	**10.893,2**

(1) Prévisions de financement. — (2) Inclus dans le poste divers. — (3) Y compris services rendus aux administrations.

TABLEAU E.01-7

Comptes de redevance

Source : Service de la Redevance

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre de comptes (en milliers) (1) :											
Télévision noir et blanc.....	11.822,4	11.478,9	10.867,2	10.002,2	9.197,9	8.347,9	7.781	6.791	5.108	3.888	...
Télévision couleur.....	2.255,7	3.115,6	4.035,6	5.217,1	6.264,2	7.474,5	8.814	10.168	10.244	11.418	...
Magnétoscope.....	///	///	///	///	///	///	///	///	437	1.000	...
Taux de redevance de la télévision (en francs) (2) :											
Télévision noir et blanc.....	155	155	162	178	207	221	238	280	311	331	346
Télévision couleur.....	210	235	243	267	310	331	358	424	471	502	526
Magnétoscope.....	///	///	///	///	///	///	///	///	471	612	641

(1) Situation au 31 décembre. — (2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-8

Effectifs du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
TF 1	1.169	1.208	1.204	1.209	1.566	1.504	1.444	1.420
A 2	1.112	1.179	1.209	1.207	1.362	1.374	1.354	1.335
FR 3	3.500	3.567	3.602	3.677	3.937	3.343	3.373	3.374
Radio-France	2.293	2.335	2.344	2.387	2.659	2.945	2.965	2.969
TDF	3.313	3.365	3.465	3.436	3.658	3.754	3.754	3.822
INA	1.020	946	912	882	895	969	949	951
SFP	2.964	2.665	2.448	2.339	2.505	2.581	2.561	2.549
RFI	///	///	///	///	///	309	359	375
RFO	///	///	///	///	///	814	834	771
FMI	///	///	///	///	///	///	///	27
GIA (ex GIRATEV)	///	///	///	///	///	178	178	178
Ensemble	**15.371**	**15.265**	**15.184**	**15.137**	**16.582**	**17.771**	**17.771**	**17.771**

(1) Il s'agit du seul personnel permanent. Des dizaines de milliers de « cachetiers » participent chaque année, pour des durées variables, à la réalisation des programmes de radio et télévision.

TABLEAU E.01-9

Emetteurs et réémetteurs de radiodiffusion

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Émetteur à modulation d'amplitude (1) :							
Nombre (2)	**38**	**39**	**59**	**58**	**58**	**56**	**56**
Soit : France-Inter	13	13	14	13	12	12	13
France-Culture	20	20	20	20	20	20	20
FIP et divers	5	6	6	6	7	5	4
Ondes décamétriques	—	—	19	19	19	19	19
Puissance en kW (3)	**6.270,1**	**6.293,0**	**11.511,1**	**10.911,1**	**10.861,1**	**10.860,1**	**10,860,1**
Soit : France-Inter	3.291,0	3.310,0	3.431,0	3.231,0	3.131,0	3.131,0	3.181,0
France-Culture	2.957,0	2.960,0	2.957,0	2.957,0	2,957,0	2,957,0	2.997,0
FIP et divers	22,1	23,0	23,1	23,1	(5) 73,1	72,1	22,1
Ondes décamétriques	—	—	5.100,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.700,.
Émetteurs à modulation de fréquence (4) :							
Nombre (2)	**260**	**281**	**297**	**306**	**323**	**350**	**370**
Soit : France-Inter	79	86	87	90	90	92	97
France-Culture	78	85	89	92	96	99	101
France-Musique	79	86	90	93	97	100	101
FIP et divers	24	24	23	23	22	22	16
Radios locales de service public	—	—	8	8	18	36	55
Radios locales privées	///	///	///	///	—	1	104
Puissance en kW (3)	**961,6**	**986,7**	**1.000,4**	**1.059,3**	**1.087,9**	**1.110,2**	**1.172,2**
Soit : France-Inter	315,1	323,6	313,0	329,7	316,2	316,4	329,4
France-Culture	312,9	321,3	325,2	342,2	346,6	347,1	349,1
France-Musique	315,1	323,6	327,2	344,0	348,4	348,8	348,9
FIP et divers	18,5	18,2	18,5	18,7	18,6	18,6	17,4
Radios locales de service public	—	—	16,5	24,7	58,1	78,8	127,5
Radios locales privées	///	///	///	///	—	0,5	39,4
Réémetteurs à modulation de fréquence :							
Nombre	**129**	**147**	**173**	**239**	**352**	**449**	**481**
Soit : France-Inter	42	48	57	79	108	137	150
France-Culture	42	48	57	79	112	140	148
France-Musique	44	50	58	80	113	140	149
FIP et divers	1	1	1	1	1	1	4
Radios locales de service public	—	—	—	—	18	30	50

(1) Sur ondes kilométriques (ondes longues) ou sur ondes hectométriques (ondes moyennes). — (2) A ces réseaux s'ajoutent 20 émetteurs à modulation d'amplitude sur ondes décamétriques, diffusant les programmes de Radio-France internationale. — (3) Le principe du rayonnement des émetteurs de fréquence est différent de celui des émetteurs à modulation d'amplitude; les puissances mises en jeu avec l'un et l'autre des deux procédés pour desservir une même zone ne sont pas comparables. — (4) Sur ondes métriques.

TABLEAU E.01-10

Émetteurs et réémetteurs de télévision

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Réseau 1 (Programme TF 1 noir et blanc) :							
Nombre d'émetteurs	71	70	69	65	52	///	///
Puissance crête image totale [en kW] (1)	404,7	402,5	401,3	389,3	285,3	///	///
Nombre de réémetteurs	1.877	1.928	1.859	1.558	1.302	///	///
Réseau 1 *bis* (Programme TF 1 couleur) :							
Nombre d'émetteurs	35	53	85	112	112	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	622,0	1.021,3	1.297,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5
Nombre de réémetteurs	323	582	957	1.777	2.222	2.401	2.648
Réseau II (Programme A 2) :							
Nombre d'émetteurs	109	110	113	112	112	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.519,8	1.477,8	1.478,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5
Nombre de réémetteurs	1.587	1.809	1.989	2.230	2.452	2.590	2.683
Réseau III (Programme FR 3) :							
Nombre d'émetteurs	110	112	115	116	116	116	116
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.537,8	1.497,8	1.498,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5
Nombre de réémetteurs	874	1.160	1.437	1.758	2.121	2.317	2.540
Réseau IV (Programme Canal plus) :							
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	30
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	///	94,5
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	27
TMC :							
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	3
Puissance	///	///	///	///	///	///	10,5
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	—
Réseau spécialisé :							
Nombre d'émetteurs	—	—	—	—	4	4	3
Puissance crête image totale [en kW] (1)	—	—	—	—	10,3	10,3	10,5
Ensemble des émetteurs	**325**	**345**	**382**	**405**	**396**	**344**	**376**
Ensemble des réémetteurs	**4.661**	**5.479**	**6.242**	**7.323**	**8.097**	**7.308**	**7.898**

(1) La puissance porteuse de l'émetteur son est égale au huitième de la puissance crête de l'émetteur image.

TABLEAU E.01-11

Volume annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les chaînes nationales (1)

Source : Radio-France — *Unité :* Heure

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
France-Inter GO (2)	8.760	8.760	●	8.552	8.760	8.500	8.576
France-Inter MF (3) (2)	372	318	●	624	391	6.860	8.472
France-Culture MF (4)	6.609	6.208	6.224	6.207	6.211	6.205	6.222
France-Musique	6.886	6.916	6.954	6.935	6.951	6.947	8.472
Radio Bleue (5)	—	—	—	—	1.190	1.252	1.252
FIP MF (6)	—	—	—	—	5.108	5.110	5.124
Ensemble	**22.627**	**22.202**	●	**22.318**	**28.611**	**34.874**	**38.118**

(1) Non compris : les productions de Radio-France internationale, la radio scolaire, les émissions universitaires et de Radio-Sorbonne. — (2) Au 1er juillet pour l'année 1981. — (3) Le volume total de programmes diffusés par France-Inter MF est supérieur à ce chiffre puisque ce canal diffuse la plus grande partie du temps des programmes repris de France-Inter GO. — (4) Le réseau B en ondes moyennes relaie France-Culture de façon fragmentée et en volume variable, assujetti au rythme de l'activité scolaire et universitaire. — (5) Destiné aux personnes âgées, ce programme est diffusé le matin sur le réseau B en ondes moyennes. — (6) Programme musical diffusé par France-Inter Paris et repris par FIB (Bordeaux), FICA (Côte-d'Azur), FIL (Lorraine), FIL (Lille), FILA (Loire-Atlantique), FIL (Lyon), FIM (Marseille), FIR (Reims), FIT (Toulouse), et FIS (Strasbourg).

TABLEAU E.01-12

Volume annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les stations décentralisées de Radio-France

Source : Radio-France — *Unité :* Heure

	Date de la première émission	1982	1983	1984
Radio 7	2 juin 1980	7.737	8.760	8.784
Fréquence Nord	19 mai 1980	6.661	6.845	6.588
Radio Mayenne	16 juin 1980	6.205	6.205	6.380
Radio Seine-et-Marne	11 septembre 1980	6.518	6.518	6.693
Radio Berry Sud	23 avril 1982	4.265	6.188	6.170
Radio Vaucluse	29 juin 1982	3.415	6.240	6.274
Radio Bretagne Ouest	3 août 1982	2.567	6.153	6.381
Radio La Creuse	5 septembre 1982	2.057	6.344	6.979
Radio Côte d'Azur	19 octobre 1982	1.342	6.570	6.029
Radio Périgord	26 octobre 1982	1.130	5.715	6.231
Radio Belfort	14 décembre 1982	313	6.569	6.325
Radio Puy-de-Dôme	19 avril 1983	///	3.176	6.398
Radio Landes	17 mai 1983	///	3.383	6.536
Radio Drôme	18 juillet 1983	///	2.816	6.222
Radio Isère	16 décembre 1983	///	273	5.910
Radio Bordeaux-Gironde	24 décembre 1983	///	143	6.554
Radio Corse Fréquenza Mora	3 mai 1984	///	///	3.188
Radio Hérault	20 novembre 1984	///	///	1.521
Total		**42.210**	**81.898**	**109.163**

TABLEAU E.01-13

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1979	1980	1981	■ (11) 1982	1983	1984
1. Émissions destinées aux étrangers résidant en France						
Durée totale des émissions (1)	545	602	562	552,00	592,00	523,85
soit :						
En arabe	115	120	120	118,20	118,45	118,45
En espagnol	46	48	48	48,10	51,10	51,15
En italien	38	40	40	36,00	15,30	—
En polonais (2)	130	130	130	130,00	183,00	130,00
En portugais	115	120	120	118,20	118,45	118,45
En turc	24	48	24	23,30	25,20	28,00
En serbo-croate	46	48	48	47,20	47,30	47,30
Pour Africains francophones (3)	15	24	16	15,40	15,40	15,40
Pour Cambodgiens (3)	8	8	8	8,10	8,00	7,50
Pour Laotiens (3)	4	8	4	3,45	3,55	3,55
Pour Vietnamiens (3)	4	8	4	4,05	3,55	4,05
2. Émissions destinées aux auditeurs de l'étranger						
Durée totale des émissions (4)	15.125	15.207	15.207	17.073	18.473	19.906,6
soit :						
Émissions spécifiques en français vers l'Afrique	3.192	2.830	2.737	4.562	4.745	6.916
Émissions de service pour les stations africaines (coopération)	300	425	425	600	620	620
Programmes nationaux vers l'Afrique	2.830	3.192	3.285	1.825	1.574	1.131
Émissions en anglais vers l'Afrique	365	365	365	365	494	666,3
Émissions en portugais vers l'Afrique (5)	///	///	///	365	365	667
Émissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	///	///	///	730	365	365
Émissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365	365
Émissions en portugais vers le Portugal (6)	365	365	365	365	365	365
Émissions en polonais vers la Pologne (7)	///	///	///	46	456	365
Émissions en allemand	365	365	365	—	365	365
Émissions en russe	///	///	///	///	92	///
Émissions vers l'Asie du Sud-Est	///	///	///	///	90	///
Émissions en roumain	///	///	///	///	///	94,3
Émissions spécifiques vers l'Amérique latine (8)	///	///	///	276	1.095	1.331
Programmes nationaux vers l'Amérique du Nord (9)	1.868	1.825	1.825	1.825	2.190	494
Programmes nationaux vers l'Est	5.110	4.745	5.110	3.467	1.825	1.118
Programmes spécifiques en français vers l'Est (10)	365	730	365	2.281	3.467	4.992
Programmes nationaux vers l'Amérique latine	///	///	///	///	///	52

(1) En ondes hectométriques. — (2) Émission régionale diffusée par l'émetteur de Lille. — (3) Depuis octobre 1976. — (4) En ondes décamétriques. — (5) Depuis le 1er octobre 1982. — (6) Depuis le 7 mars 1977; même programme que vers l'Afrique, depuis le 1er octobre 1982. — (7) Une demi-heure par jour depuis le 1er octobre 1982. — (8) Une demi-heure en français, une heure en espagnol, une heure en portugais chaque jour, depuis le 1er octobre 1982. — (9) Depuis le 16 février 1976. — (10) Depuis le 1er avril 1977; en 1982, reprise du service mondial Afrique. — (11) A partir de 1982, nouvelle gestion permettant d'obtenir des chiffres plus précis de la durée des émissions.

TABLEAU E.01-14

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Émissions enregistrées distribuées par les ambassades de France aux stations étrangères						
Productions spécifiques	197	231	239	161	82	71
soit :						
En français	66	77	84	60	36	39
En anglais	56	64	71	47	23	16
En espagnol	75	90	84	54	23	16
Volume annuel de programmes	12.940	13.035	15.208	10.412	7.450	7.861
Programmes nationaux enregistrés (1)	5.516	5.521	5.420	4.881	4.216	4.281
2. Émissions enregistrées distribuées dans le cadre de la coopération						
Émissions spécifiques destinées aux stations africaines et de l'océan Indien	424	422	435	455	460	498
Heures d'antennes des émissions spécifiques et programmes nationaux	19.000	18.805	19.573	21.468	23.000	23.565

(1) Non compris dans le volume annuel des programmes.

TABLEAU E.01-15

Structure quantitative des programmes des trois sociétés nationales de télévision. Année 1982

Sources : Service juridique et technique de l'information — Service d'observation des programmes

	TF 1		Antenne 2		FR 3		Total	
	heure	%	heure	%	heure	%	heure	%
Durée totale	**4.192**	**100**	**4.478**	**100**	**2.225**	**100**	**10.895**	**100**
Durée des programmes nationaux	4.081	97,4	4.355	97,2	2.067	92,1	10.503	96,4
Durée du programme régional (1)	111	2,6	123	2,8	158	7,9	392	3,6
Répartition en catégories								
1. Information (2)	939	22,4	861	19,2	575	25,9	2.375	21,8
2. Documentaire	476	11,4	949	21,2	272	12,2	1.697	15,6
3. Fiction (hors cinéma)	624	14,9	598	13,3	265	11,9	1.487	13,7
4. Cinéma	210	5,0	267	6,0	407	18,3	884	8,1
5. Musique et divertissement	714	17,0	751	16,8	365	16,4	1.830	16,8
6. Émissions sportives (hors informations)	366	8,7	421	9,4	—	—	787	7,2
7. Émissions pour la jeunesse	317	7,6	267	6,0	202	9,0	786	7,2
8. Autres émissions	399	9,5	206	4,6	139	6,3	744	618
9. Autres éléments	147	3,5	158	3,5	—	—	305	218

(1) Émissions produites par FR 3 et diffusées sur les trois chaînes. — (2) Y compris les émissions du programme régional.

TABLEAU E.01-16

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information — *Unité :* Film

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Ensemble	**524**	**537**	**527**	**500**	**475**	**450**	...
TF 1	146	157	150	129	129	130	...
Français	73	●	86	82	72	79	...
Étrangers	73	●	64	47	57	51	...
A 2	131	133	129	132	125	111	...
Français	57	●	70	77	67	67	...
Étrangers	74	●	59	55	58	44	...
FR 3	247	247	248	239	221	209	...
Français	114	●	136	124	140	138	...
Étrangers	133	●	112	115	81	71	...

(1) Ces chiffres concernent l'ensemble des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

TABLEAU E.01-17

Répartition de l'écoute de la radiodiffusion entre les stations

Sources : Service juridique et technique de l'Information. Centre d'études d'opinion

Unité : %

	1980	1981	1982	1983	1984
France-Inter	19,1	18,5	15,2	13,9	14,2
France-Musique	2,3	2,5	2,2	2,2	2,1
France-Culture	1,1	1,0	1,1	0,9	1,2
FIP	2,8	2,4	2,1	1,7	1,3
Autres stations Radio-France (1)	///	1,6	2,1	1,9	2,5
Total Radio-France (1)	25,0	25,7	22,2	20,6	21,3
Trois stations périphériques (2)	72,4	69,8	66,6	62,4	60,8
Autres stations de radio (1)	3,0	4,6	11,4	16,9	18,0
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) De mai 1980 à mars 1981, les stations nouvelles de Radio-France ont été comptabilisées dans « Autres stations de radio » et non dans « Radio-France ». — (2) Europe 1, RTL et RMC.

TABLEAU E.01-18

Audience cumulée de la radio et de la télévision

(proportion de la population ayant écouté le média considéré au moins un quart d'heure au cours de la journée)

Sources : Service juridique et technique de l'Information. Centre d'études d'opinion

Unité : %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Radiodiffusion	60,0	62,1	58,6	60,7	58,6	57,2	57,0
France-Inter	18,4	18,6	17,3	17,5	14,5	13,3	13,2
Europe 1	20,3	22,0	20,2	20,9	19,3	16,5	15,0
RTL	21,3	21,8	20,2	20,6	21,3	20,9	20,9
RMC	10,2	10,0	8,3	8,2	6,3	5,3	5,4
Télévision	69,8	69,9	73,6	77,0	73,7	73,0	74,5
TF 1	52,4	49,3	52,5	55,3	51,6	46,6	44,2
Antenne 2	38,4	40,5	43,0	44,8	46,7	52,4	53,5
FR 3	23,0	24,4	26,7	25,4	24,8	21,9	22,0

TABLEAU E.01-19

Durée d'écoute quotidienne par individu

Sources : Service juridique et technique de l'information. Centre d'études d'opinion

Unité : Minute

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Radiodiffusion	111	112	91	92	90	88	84
France-Inter	21	22	17	17	14	12	12
Europe 1	27	28	23	24	20	17	15
RTL	38	38	31	30	32	31	29
RMC	18	17	12	12	8	6	6
Télévision	131	124	131	134	130	132	138
TF 1	66	58	62	62	55	50	54
Antenne 2	42	42	45	49	52	61	63
FR 3	21	22	23	21	20	17	18

- Secrétariat d'État chargé des techniques de la Communication. Service juridique et technique de l'Information, 69, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : (1) 45 56 80 00.
- Télédiffusion de France, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge.
- Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16.
- Radio-France internationale, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris.
- Télévision française 1, 17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris Cedex 15.
- Antenne 2, 5-7, rue de Monttessuy, 75341 Paris Cedex 07.
- France-Région 3, 5, avenue du Recteur-Poincaré, 75782 Paris Cedex 16.
- Service de la Redevance radio-télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.
- Centre d'études d'opinion (CEO), 9, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris.
- Service d'observation des programmes, 9, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris.
- Institut national de la communication audiovisuelle (INA), 23, boulevard Jules-Ferry, 75011 Paris.

Publication :

- *Presse et statistiques.* Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

La base de références bibliographiques

En 27 domaines et 17 niveaux géographiques, SPHINX, les références de la vie économique, démographique et sociale.
Parmi ces domaines : l'emploi, l'industrie et l'artisanat, l'agriculture, l'élevage et la pêche, le commerce et la distribution, la démographie, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'économie générale, l'enseignement, l'éducation et la formation, les affaires sociales, la consommation, la condition de vie et l'épargne.
Au niveau géographique :
la France, la région, le département, la commune, différents échelons infra-nationaux (bassin d'emploi, région agricole...), étranger (comparaison avec la France).

COMMENT AVOIR ACCÈS A SPHINX

- en vous rendant dans l'un des Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE ou à sa Direction Générale : un documentaliste l'interrogera pour vous.
- en l'interrogeant vous-même, dans vos locaux, à l'aide d'un terminal raccordé à un serveur* par l'intermédiaire du téléphone.

* actuellement :
G. CAM serveur, Tour-Montparnasse - 75015 PARIS - Tél. : (1) 538.10.10.

OÙ CONSULTER LES DOCUMENTS

Dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE. Les documents non disponibles sur place peuvent être rapidement mis à votre disposition par un système de prêt inter-observatoires.

INFORMATION : P 464
Pour Paris, OEP - Tour Gamma A, 195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12
Pour la province : dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE.

Chapitre E.02

Culture

1. Archives
2. Monuments historiques
3. Archéologie
4. Musées
5. Musique, art lyrique et chorégraphie
6. Art dramatique
7. Cinéma
8. Livres
9. Enseignement artistique
10. Pratiques culturelles

Les données statistiques du présent chapitre émanent du ministère de la Culture.

Seules des données globales ont été retenues. Par ailleurs le champ couvert, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, déborde largement le domaine d'action de l'administration de la Culture.

Il englobe, outre les activités liées à la conservation du patrimoine national, des activités spécifiquement culturelles comme par exemple la musique ou le théâtre dramatique, ainsi que des activités relevant du domaine industriel, telles l'édition de livres ou de disques, l'activité cinématographique.

Les principales sources d'information sont les directions du département ministériel responsable de la culture, les sociétés de protection du droit d'auteur, ainsi que des fédérations nationales d'organismes professionnels ou sociaux qui participent du domaine culturel.

Dans de nombreux domaines, les données sont incomplètes, en particulier en ce qui concerne les activités non contrôlées par le ministère de la Culture. Elles sont également de fiabilité inégale, et sont progressivement améliorées.

1. Archives
(tableaux 1 à 3)

Les archives sont tous les *documents produits par l'administration et la gestion des affaires publiques ou privées,* et conservés en raison de leur utilité administrative ou historique. Leur conservation et leur utilisation font l'objet de la loi du 3 janvier 1979, et des décrets promulgués le 3 décembre 1979.

Les archives publiques proviennent des activités de l'État, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public. Les minutes et répertoires des notaires et des autres officiers publics ou ministériels sont également des archives publiques.

En dehors du dépôt légal mis sous la responsabilité de la Bibliothèque nationale, l'ensemble des archives de France relève (à l'exception des archives des Affaires étrangères et des Armées) de la Direction des Archives de France. Sur le total des documents conservés, les 9/10e datent de l'époque contemporaine.

Ce chapitre a été établi par le Service des études et recherches du ministère de la Culture.

La Direction des Archives de France gère également la conservation des bandes magnétiques fournies par l'Administration.

Outre leur mission de conservation du patrimoine archivistique, les Archives de France ont en charge de le communiquer aux administrations, aux chercheurs et aux citoyens. Aux termes de la loi du 3 janvier 1979, les archives étant la propriété commune des citoyens, leur sont accessibles (sous réserve, toutefois, de délais de longueur variable suivant leur nature pour certaines d'entre elles).

2. Monuments historiques
(tableaux 4 à 6)

21. Protection des monuments historiques

En un siècle et demi, l'État a mené une action importante afin de constituer pour la nation un patrimoine monumental légal. La loi du 31 décembre 1913, plusieurs fois modifiée et complétée, a posé les règles essentielles qui aujourd'hui encore s'appliquent à la catégorie prestigieuse des « monuments classés », c'est-à-dire aux « immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Elle a également prévu la création d'un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles « qui sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Le nombre global, depuis l'origine, des arrêtés de classement et d'inscription a dépassé 12.000 pour les premiers et 20.000 pour les seconds.

La progression annuelle du parc classé est d'environ 120 édifices par an dans la dernière décennie.

Afin de mieux suivre l'état des monuments pour lesquels il a une responsabilité particulière, le ministère de la Culture a mis en place depuis 1975, un fichier informatique pour ces monuments. Les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France y formulent leur diagnostic sur les besoins en travaux et sur le degré d'urgence de ces besoins : état de conservation du monument, risque de dégradation au cours des cinq années à venir, menace de disparition d'éléments précieux, enfin danger encouru par le public.

22. Fréquentation des monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques. Les visites gratuites donnent seulement lieu à des estimations, et les visites payantes sont comptabilisées par les divers organes ou associations qui les organisent.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de la Culture, assure l'accueil du public dans un ensemble de 81 monuments publics, dont les plus célèbres sont le Mont-Saint-Michel, l'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame de Paris et de la Cathédrale de Chartres, et Chambord.

3. Archéologie
(tableau 7)

On distingue plusieurs types d'opérations de fouilles terrestres.

Un *sondage* est une opération, limitée en étendue, destinée uniquement à reconnaître l'existence et la nature d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Les *fouilles de sauvetage* s'effectuent lorsque des travaux (urbanisme, équipements, agriculture,...) mettent au jour ou menacent de destruction des vestiges archéologiques.

Un sauvetage urgent est décidé par le directeur régional des Antiquités lorsque la destruction imminente et imprévue d'un gisement nécessite une intervention immédiate.

Les *sauvetages programmés* sont des opérations préventives décidées par le ministre, après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique, en raison de l'existence d'une menace à moyen terme pesant sur des sites d'importance scientifique reconnue. Ils sont dirigés par le personnel des circonscriptions ou confiés à des chercheurs extérieurs.

Les fouilles programmées sont poursuivies, sur des sites non menacés, par des chercheurs qui en ont fait la demande et obtenu l'autorisation du ministre de la Culture après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Le nombre de ces fouilles, qui s'inscrivent dans de grands programmes de recherche, est volontairement limité pour permettre la concentration des moyens sur des chantiers d'intérêt national ou régional.

Les prospections (terrestres et aériennes) contribuent aux actions de prévention mais ne comportent ni fouilles ni sondages.

4. Musées
(tableaux 8 à 10)

Le nombre de musées en France est estimé à 2.100 environ. A côté des musées relevant du droit public, de nombreux musées « privés », appartenant à des particuliers, des associations, des entreprises sont difficiles à recenser, et l'utilisation du terme musée n'est pas réglementée.

Les musées gérés ou contrôlés par l'État, relèvent de structures complexes : ils appartiennent à l'État ou aux collectivités locales ou encore à des établissements publics ou à des associations.

Les musées français offrent des collections infiniment variées. Les créations de musées expriment les préoccupations de la société. La multiplication, au cours de ces dernières années, des musées ethnographiques et archéologiques témoigne d'un intérêt pour la redécouverte d'un passé local, de même que l'apparition des écomusées s'inscrit dans les préoccupations concernant l'environnement.

Mais les musées sont aussi largement tributaires de conditions historiques et le nombre et l'importance des musées, le prestige de leurs collections, leur fréquentation par le public ne vont pas toujours de pair avec

l'importance actuelle des villes qui en sont propriétaires.

A côté de leur mission traditionnelle et fondamentale de conservation des collections nationales, les musées tendent depuis plusieurs années à développer leur fonction éducative et à s'intégrer dans la vie quotidienne comme lieux d'accueil et de loisirs culturels.

5. Musique, art lyrique et chorégraphique
(tableaux 11 à 16)

51. Activités musicales, lyriques et chorégraphiques

La vie musicale française est animée par un grand nombre de formations musicales professionnelles ou amateurs de taille et de vocation très diverses. Une idée du nombre de ces formations est donnée par la Confédération musicale de France qui regroupe près de 6.000 associations musicales, auxquelles il faut ajouter les compagnies lyriques, plusieurs milliers d'orchestres de bals et un nombre difficile à estimer de formations de variétés.

Les statistiques établies par la SACEM (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) constituent une information globale et unique sur les différents canaux de diffusion de la musique. C'est auprès d'elle que les « entrepreneurs de spectacle » doivent s'adresser pour obtenir l'autorisation de diffuser des morceaux de musique du répertoire qu'elle protège, aussi bien pour la musique vivante que pour la musique enregistrée, en contrepartie du versement du « droit d'auteur » dont le montant est déterminé par contrat préalable.

Les spectacles lyriques et chorégraphiques sont montés et présentés dans des lieux très divers (Opéra de Paris, maisons de la Culture, théâtres lyriques de province, salles des fêtes municipales, ...).

L'État prend en charge une partie des activités lyriques et chorégraphiques grâce, notamment, au financement du théâtre national de l'Opéra de Paris et aux subventions accordées aux 13 théâtres lyriques municipaux adhérant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF) et à des compagnies lyriques et chorégraphiques indépendantes.

52. Édition musicale

La France a été le premier pays (1925) à inclure dans sa législation, le dépôt légal des œuvres phonographiques.

Ce dépôt s'applique « aux enregistrements sonores de toute nature quel que soit le genre (musique, diction, éditions publicitaires), quel que soit le support matériel (disque, bande gravée, bande magnétique, cassette) et quel que soit le procédé technique utilisé ».

En 1938, une *Phonothèque nationale* est créée pour recevoir le dépôt légal des phonogrammes. En 1975, elle devient le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.

Les données du dépôt légal reprises ici constituent une première approche de l'édition musicale, dans la mesure où elles donnent une information sur le nombre de titres musicaux édités chaque année.

L'édition de disques, bandes, cassettes et cartouches est une activité industrielle qui relève du ministère du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur.

Les statistiques présentées dans ce chapitre proviennent donc essentiellement de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des maisons d'édition assurée par la Fédération nationale de la musique (FNM) pour le compte du ministère du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur. Elles doivent être interprétées avec prudence dans la mesure où le champ couvert par l'enquête (nombre d'entreprises et d'établissements) diffère d'une année à l'autre.

Les entreprises répondant à l'enquête assurent la presque totalité de la production et du chiffre d'affaires.

6. Art dramatique
(tableau 17)

Les systèmes d'exploitation des théâtres sont variés : ils vont de l'entreprise subventionnée à l'entreprise commerciale ou à des formes nouvelles qui ne veulent se réclamer ni de l'État ni du commerce.

Parallèlement aux théâtres nationaux, aux entreprises relevant du secteur privé ou de la décentralisation dramatique, il existe un grand nombre d'animateurs indépendants, amateurs ou professionnels, metteurs en scène de compagnies théâtrales fixes ou itinérantes se produisant dans des lieux très divers.

Le lieu théâtral où sont présentés les spectacles est souvent indépendant de l'entreprise théâtrale qui les produit. De nombreuses entreprises théâtrales n'ont en effet pas de salles à leur disposition pour présenter leurs productions et de nombreuses salles de théâtre restent vides ou ne sont que partiellement occupées. On ne peut parler du lieu théâtral sans noter enfin que l'une des tendances actuelles de l'expression théâtrale est de sortir des théâtres traditionnels pour investir des lieux non théâtraux.

7. Cinéma
(tableaux 18 à 23)

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture : le *Centre national de la cinématographie* (CNC) créé en 1946.

Un décret ministériel en date du 19 juin 1969 définit le rôle du Service des archives du film en chargeant le Centre national de la cinématographie (CNC) « d'assurer la conservation des films cinématographiques qui lui sont confiés en dépôt ou dont il acquiert la propriété ». Ce service reçoit dans les locaux appropriés dont il a la gestion à Bois-d'Arcy les films déposés volontairement par leurs détenteurs. Il conserve aussi depuis 1977 et sur délégation de la Bibliothèque nationale les films reçus au titre du dépôt légal.

L'industrie cinématographique se subdivise en trois branches : la production, la distribution, l'exploitation.

La production cinématographique française est caractérisée par l'existence d'un grand nombre de sociétés de production de longs et courts métrages dont seulement 10 % environ exercent une activité régulière.

La distribution cinématographique est assurée par des *sociétés de distribution* qui proposent des films en location aux exploitants. Les statistiques concernent uniquement la distribution de films de long et court métrages de format standard.

L'activité des sociétés de distribution se mesure en termes de films distribués par les sociétés qui ont enregistré des résultats d'exploitation en cours d'année.

Quant à l'exploitation cinématographique, le domaine couvert par les données correspond aux salles d'exploitation commerciale, qu'il s'agisse des salles utilisant les formats standard (projection en 35 mm) ou substandard (projection en 16 mm).

8. Livres
(tableaux 24 à 27)

81. Édition de livres

Depuis 1958, le Syndicat national de l'édition effectue, pour le compte du ministère du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur, une enquête statistique annuelle auprès des maisons d'édition de livres du secteur privé, membres ou non du syndicat, quels que soient leur importance et leur mode de distribution. Les organismes publics, les centres de recherche, etc., sont également inclus dans l'enquête, chaque fois qu'ils mettent en vente publique des ouvrages qu'ils éditent. Sans méconnaître les difficultés d'aboutir à des données certaines, cette enquête annuelle permet néanmoins de dégager des indications serrant d'assez près la réalité.

Les statistiques présentées ne concernent que les maisons d'édition dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à un certain seuil.

A côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font plus ou moins occasionnellement *acte d'édition* mais ne représentent, en marge de l'édition, qu'un chiffre d'affaires très faible (moins de 1 % de l'ensemble).

82. Bibliothèques
(tableaux 28 et 29)

821. Bibliothèques centrales de prêt

Les *bibliothèques centrales de prêt* sont des *bibliothèques de lecture publique.*

A partir d'un dépôt central situé généralement au chef-lieu du département, les bibliothèques centrales de prêt diffusent, dans les communes de moins de 20.000 habitants, livres, disques, revues et matériel audiovisuel.

Deux modes de prêt existent : le prêt par dépôts et le prêt direct dans les communes à partir de bibliobus. Les dépôts se font pour les 2/3 dans les écoles.

Les données statistiques proviennent de la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture, qui procède à une enquête annuelle auprès des bibliothèques centrales de prêt.

822. Bibliothèques municipales

Les statistiques des *bibliothèques municipales* sont élaborées à partir des rapports annuels envoyés par les communes à la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture.

Les données relatives aux activités des bibliothèques municipales sont exploitées annuellement, celles concernant leurs fonds ne le sont que tous les trois ans. Le nombre de réponses des communes peut varier d'une enquête à l'autre, c'est pourquoi les statistiques sont présentées par habitant des communes desservies.

Si les activités traditionnelles des bibliothèques municipales sont décrites ici, celles concernant la fonction documentaire, les activités d'animation (heures du conte, expositions, ...), très difficilement quantifiables, ne sont pas retracées, bien que de grande importance; il en est de même pour les bibliothèques centrales de prêt.

9. Enseignement artistique
(tableaux 30 et 31)

Des formations existent dans tous les domaines artistiques et culturels. Elles sont parfois délicates à identifier, étant donné les finalités de culture générale ou de formation professionnelle, l'enchevêtrement des techniques, la disparité et la dispersion des lieux d'enseignement.

Ceux-ci sont de quatre types :

a. Les établissements publics relevant complètement de l'État (ministères de la Culture et de l'Éducation nationale essentiellement);

b. Les établissements publics subventionnés ou contrôlés par l'État;

c. Les établissements publics dépendant uniquement des collectivités locales;

d. Les établissements privés dont certains sont subventionnés et contrôlés par l'État.

L'information donnée ici se limite, pour l'instant, à deux domaines : musique d'une part, arts plastiques et histoire de l'art d'autre part.

L'enseignement artistique non spécialisé n'est pas repris ici. Il se limite jusqu'à la fin du 1er cycle du second degré à une heure de dessin et de musique par semaine, mis à part les établissements possédant des classes à horaires aménagés, classes créées en 1973 en collaboration avec le ministère de la Culture, dans lesquelles l'emploi du temps permet la poursuite d'études générales et musicales approfondies.

Dans le second cycle, l'enseignement artistique devient facultatif pour tous les élèves qui n'optent pas pour les baccalauréats A 6 (option « Musique ») et A 7 (option « Arts plastiques »).

Les chiffres figurant ici ne concernent que les établissements relevant de l'État ou contrôlés par lui. Par ailleurs, la formation continue n'est pas évoquée.

91. Musique

911. Établissements relevant du ministère de la Culture

Cet enseignement comporte des établissements de plusieurs niveaux :

— deux établissements publics : les conservatoires nationaux supérieurs de musique (CNSM) de Paris et de Lyon (créé en 1979) dispensent un enseignement de haut niveau à finalité professionnelle;

— les écoles de musique contrôlées par l'État sont toutes des établissements municipaux; elles reçoivent (sauf les écoles agréées) une subvention d'État dont le montant s'est notablement accru au cours des dernières années. Ces établissements comprennent : les conservatoires nationaux de région (CNR), les écoles nationales de musique (ENM) et les écoles de musique agréées (EMA).

S'il existe au moins un conservatoire national de région par région, les écoles nationales de musique et les écoles de musique agréées sont distribuées plus irrégulièrement sur le territoire. Par ailleurs, 4.000 communes déclarent posséder au moins une école de musique.

Toutes ces écoles municipales forment essentiellement des amateurs, et s'adressent en général à une population d'âge scolaire.

912. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale

Vingt-deux universités dispensent un enseignement musical : le premier cycle délivre un *diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de lettres et musique*. Le second cycle est sanctionné par une *licence d'éducation musicale* à laquelle fait suite une *maîtrise d'éducation musicale*. Il délivre aussi une maîtrise de musicologie et une maîtrise spéciale de sciences et techniques (MST) en histoire de la musique. Le troisième cycle est sanctionné par un diplôme d'études approfondies (DEA) et un doctorat.

Parallèlement sont préparés les concours de recrutement des enseignants en éducation musicale : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) et agrégation.

L'enseignement technique du second degré est dispensé dans des sections spécialisées des lycées menant au baccalauréat de technicien F 11 et F 11′, en collaboration avec le ministère de la Culture (la partie musicale de l'enseignement est assurée par les CNR ou les ENM). D'autre part, il existe deux brevets de techniciens (BT) et plusieurs certificats d'aptitude professionnelle (CAP) musicaux, préparant aux métiers de la musique et à la facture instrumentale (1).

1. Préparés dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP).

92. Arts plastiques et histoire de l'art

921. Établissements relevant du ministère de la Culture

L'enseignement des arts plastiques est dispensé, au plus haut niveau, par deux écoles ayant le statut d'établissement public : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) qui délivre le *diplôme supérieur des arts plastiques* (DSAP) et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD).

Par ailleurs, des écoles publiques d'art dispensent à la fois un enseignement supérieur à temps plein sur lequel le ministère de la Culture exerce un contrôle pédagogique, un enseignement péri et postscolaire à temps partiel et, dans certains cas, des formations spécifiques.

Ces établissements sont les écoles nationales d'art gérées par le ministère de la Culture (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy, Nice et l'École nationale de la photographie d'Arles créée en 1982), et 70 écoles régionales et municipales.

En outre, plus de 400 communes possèdent une école d'art non habilitée par l'État.

L'enseignement contrôlé par le ministère de la Culture comporte deux filières : un cycle long de préparation au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) et un cycle court conduisant au diplôme national d'arts et techniques (DNAT). La plupart des élèves sont des bacheliers.

L'école du Louvre est un établissement public qui dispense un enseignement d'histoire de l'art, d'archéologie et de muséologie original et de haut niveau. Outre les élèves suivant la scolarité à temps plein, l'école accueille un très grand nombre d'auditeurs.

922. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale

Onze universités délivrent un enseignement d'arts plastiques, conduisant au DEUG (lettres et arts, mention « arts plastiques »), à la licence, à la maîtrise, au DEA et au doctorat d'arts plastiques, ainsi qu'au CAPES et à l'agrégation.

Dix-neuf universités comportent tout ou partie des trois cycles d'histoire de l'art et archéologie.

En outre, il existe une maîtrise des sciences et techniques de « Conservation et restauration des œuvres d'art, sites et objets archéologiques et ethnologiques ».

L'enseignement technique supérieur est dispensé essentiellement dans quatre écoles nationales supérieures d'arts appliqués (ENSAA) : Boulle, Duperré, Estienne, Olivier-de-Serres, qui délivrent à la fois leurs diplômes spécifiques et des brevets de techniciens supérieurs.

L'enseignement professionnel du second degré conduit à des brevets de techniciens (20 spécialités environ) et à de très nombreux CAP de métiers d'art et d'arts appliqués (tailleur de pierre, graveur, tailleur sur cristaux, dessinateur en art graphique, sculpteur sur bois, relieur, bronzier, serrurier d'art...).

En outre, une préparation au baccalauréat de technicien F 12, option « Arts appliqués », existe depuis l'année scolaire 1982-1983.

10. Pratiques culturelles
(tableaux 32 et 33)

Les données sur les pratiques culturelles en 1973 et 1981 sont issues de deux enquêtes réalisées par le ministère de la Culture à partir d'un échantillon de 2.000 personnes en 1973 et 4.000 en 1981.

Le champ des enquêtes est la population métropolitaine âgée de quinze ans et plus, vivant dans les ménages ordinaires (à l'exclusion de la Corse).

*
* *

TABLEAU E.02-1

Fonds conservés dans les archives nationales et départementales

Source : Ministère chargé de la Culture — *Unité :* Km de rayonnages occupés

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Archives nationales	377	387	403	403	417	420	441	457	454	456	460
Archives départementales	1.002	1.049	1.066	1.082	1.114	1.135	1.163	1.257	1.220	1.283	1.325
Ensemble	**1.379**	**1.436**	**1.469**	**1.485**	**1.531**	**1.555**	**1.604**	**1.714**	**1.674**	**1.739**	**1.785**

TABLEAU E.02-2

Collections de microfilms (originaux et copies) des archives nationales et départementales (1)

Sources : Ministère chargé de la Culture — *Unité :* Km de films

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Archives nationales :											
soit : Dépôt principal (2)	420	440	460	485	511	559	591	622	649	671	704
Section Outre-Mer (3)	●	●	●	●	●	●	●	12	13	15	15
Espeyran (4)	491	661	859	1.018	1.434	1.552	1.679	1.795	1.885	2.007	2.150
Aix (5)	52	61	70	77	78	82	88	93	102	122	140
Archives départementales	1.966	2.013	2.059	2.102	2.139	2.196	2.251	2.303	2.390	2.470	2.570
Ensemble	**2.929**	**3.175**	**3.448**	**3.682**	**4.162**	**4.389**	**4.609**	**4.825**	**5.039**	**5.285**	**5.579**

(1) En 1949, un service photographique a été créé aux Archives nationales, qui dispose actuellement à Paris (rue des Francs-Bourgeois) de plus de 700.000 mètres de microfilms originaux, soit quelque 17 millions de vues. Parallèlement, les Archives départementales, dont la moitié dispose d'ateliers bien équipés, ont accumulé plus de deux millions de mètres de microfilms, équivalant à environ 55 millions de pages d'archives. — (2) A Paris, rue des Francs-Bourgeois. Chiffre correspondant à l'unique exemplaire des microfilms réalisés, conservé sur place. Des exemplaires de sécurité sont systématiquement réalisés et envoyés à Espeyran. — (3) A Paris, rue Oudinot. Dépôt créé en 1960. Chiffres non disponibles avant 1980. — (4) Dépôt créé en 1973. Il reçoit un exemplaire de sécurité de tout microfilm exécuté par les services d'archives nationales et départementales. — (5) Dépôt créé en 1966.

TABLEAU E.02-3

Lecteurs des services d'archives nationales et départementales

Source : Ministère chargé de la Culture — *Unité :* Lecteur

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Archives nationales	7.730	9.693	7.953	11.614	13.088	12.084	10.377	11.890	12.755	12.987
Archives départementales	39.201	49.665	49.326	52.563	57.535	66.595	80.804	89.970	91.841	98.918
Ensemble	**46.931**	**59.358**	**57.279**	**64.177**	**70.623**	**78.679**	**91.181**	**101.860**	**104.596**	**111.905**

TABLEAU E.02-4

Arrêtés de protection des monuments historiques

(Nombres cumulés en fin d'année)

Source : Ministère de la Culture — *Unité :* Arrêté

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Classements (1)	11.465	11.590	11.724	11.857	12.021	12.180	12.239	12.362	12.535	12.807
Inscriptions	18.769	19.047	19.503	19.824	20.145	20.467	20.737	21.005	21.240	22.090
Ensemble	**30.234**	**30.637**	**31.227**	**31.681**	**32.166**	**32.647**	**32.976**	**33.367**	**33.775**	**34.897**

(1) Le nombre des arrêtés de classement à la fin de chaque année est supérieur au nombre des édifices classés comptabilisés à la même date par le fichier informatique. La différence s'explique par des extensions de classements d'édifices déjà protégés.

TABLEAU E.02-5

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Situation au 1er avril 1985

Source : Ministère chargé de la culture

Catégorie de monuments	Type de propriétaire (en %)							Nombre
	Commune	Propriétaire privé	État	Département	Établissement public	Non ventilé	Ensemble	
Antiquités préhistoriques	18,5	58,9	8,3	0,5	0,5	13,3	100,0	1.306
Antiquités historiques	47,5	31,3	8,8	3,7	0,9	7,8	100,0	464
Châteaux	19,6	66,9	7,1	4,0	2,2	0,3	100,0	1.283
Architecture militaire	70,4	16,1	12,3	0,8	—	0,4	100,0	473
Cathédrales	—	—	100,0	—	—	—	100,0	89
Églises	97,9	1,5	0,4	0,1	0,1	—	100,0	4.237
Chapelles	76,6	18,6	2,0	1,0	1,0	0,8	100,0	590
Monastères	38,2	42,9	9,0	7,2	2,6	0,1	100,0	469
Édifices civils publics	60,5	12,6	14,9	4,2	7,3	0,5	100,0	522
Édifices civils privés	19,2	74,0	4,4	0,4	1,5	0,5	100,0	1.112
Divers	71,4	16,3	8,2	2,6	0,5	1,0	100,0	1.309
Ensemble	**61,5**	**28,0**	**5,9**	**1,6**	**1,0**	**2,0**	**100,0**	**11.854**
Nombre de monuments	*7.286*	*3.323*	*694*	*186*	*122*	*243*	///	*11.854*

TABLEAU E.02-6

Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* Millier de visiteurs

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	(1) 1983	1984
Ensemble	**5.594**	**5.734**	**6.352**	**6.577**	**6.452**	**6.591**	**7.018**	**7.130**	**5.624**	**7.222**
dont :										
Abbaye de Brou	109	110	119	118	108	104	98	104	86	98
Abbaye de Cluny	75	81	90	96	90	98	101	102	92	101
Abbaye de Fontevrault	73	82	86	95	93	102	106	104	86	98
Abbaye de Jumièges	34	41	46	48	54	49	49	58	51	62
Abbaye du Mont-Saint-Michel	539	565	587	584	582	594	623	713	570	728
Abbaye du Thoronet	53	55	68	77	74	79	78	83	71	78
Arc de Triomphe	511	516	529	560	507	503	630	637	529	712
Cathédrale de Notre-Dame de Paris (tours)	350	427	482	482	458	437	578	608	501	590
Château d'Angers	124	136	154	156	155	152	167	158	129	161
Château d'Azay-le-Rideau	270	283	314	329	322	345	335	343	275	335
Château de Chambord	350	388	443	449	473	491	502	534	418	528
Château de Chaumont	105	108	121	117	117	156	117	132	111	130
Château de Haut-Koenigsbourg	390	518	548	548	534	521	497	541	388	502
Château d'If	124	139	125	128	121	121	130	138	82	91
Château de Pierrefonds	60	115	110	111	111	135	120	119	74	100
Cité de Carcassonne	138	142	154	154	182	193	209	217	149	193
Conciergerie	154	153	168	188	168	159	190	222	167	219
Crypte archéologique de Notre-Dame de Paris	///	///	///	///	///	96	170	86	82	92
Église abbatiale de Saint-Denis	58	89	106	101	104	112	115	99	83	100
Fort de Salses	27	33	42	53	59	63	67	78	60	80
Fouilles de Glanum à Saint-Rémy	77	95	103	103	95	81	67	80	57	82
Palais du Tau à Reims	33	38	45	56	63	57	54	58	50	57
Panthéon	146	132	165	175	161	167	210	189	190	182
Remparts d'Aigues-Mortes	123	131	169	177	191	179	184	187	136	191
Sainte-Chapelle	419	452	508	546	508	514	565	410	257	537
Trophée d'Auguste à la Turbie	61	48	49	51	51	57	64	64	62	72

(1) Le ticket spécial d'entrée pour les jeunes a été supprimé pour 1983. Il en résulte une diminution apparente de la fréquentation.

TABLEAU E.02-7

Opérations de fouilles terrestres *(Archéologie)*

Source : Ministère chargé de la Culture — *Unité :* Opération de fouille

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Sondages	287	230	207	184	200	236	176	191	203	238	309
Sauvetages	461	577	548	597	654	740	662	845	856	897	1.006
Fouilles programmées	346	354	368	327	348	390	390	375	375	416	423
Ensemble	**1.094**	**1.161**	**1.123**	**1.108**	**1.202**	**1.366**	**1.228**	**1.411**	**1.434**	**1.551**	**1.738**

TABLEAU E.02-8

Fréquentation des musées nationaux (Entrées payantes)

Source : Ministère de la Culture — *Unité :* Millier

	1980	1981	(3) 1982	(3) 1983	1984
Ensemble (1)	**5.824**	**6.031**	**5.088**	**5.163**	**6.874**
soit :					
Paris	*2.825*	*2.938*	*2.373*	*2.455*	*3.683*
dont :					
Palais de Tokyo	64	99	75	62	84
Arts africains et océaniens	89	81	75	62	97
Arts et traditions populaires	38	37	32	28	31
Cluny	105	107	90	89	113
Delacroix	13	14	19	18	22
Guimet	61	45	34	43	43
Jeu-de-Paume	564	639	560	570	701
Louvre	1.610	1.632	1.247	1.310	1.901
Monuments français	25	28	22	25	39
Moreau	14	12	11	11	14
Orangerie	///	///	///	///	198
Rodin	221	232	201	235	434
Région parisienne	*2.484*	*2.553*	*2.265*	*2.300*	*2.694*
dont :					
Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	50	43	44	40	49
Ecouen	29	36	32	26	29
Fontainebleau	318	330	273	267	319
Malmaison - Bois-Préau	119	109	98	96	109
Sèvres	23	21	18	19	25
Versailles (1)	1.940	2.010	1.796	1.847	2.158
Château	1.699	1.763	1.537	1.607	1.908
Grand Trianon	204	195	166	172	188
Petit Trianon et musée des voitures	37	52	93	68	62
Province	*515*	*540*	*450*	*408*	*497*
dont :					
Adrien Dubouché (Limoges)	13	19	16	18	19
Chagall (Nice)	50	59	45	48	72
Compiègne	94	94	85	65	87
Les Eyzies	114	118	97	99	117
L'île d'Aix (musée napoléonien)	18	20	17	17	21
Maison Bonaparte (Ajaccio)	70	73	61	49	56
Pau	109	107	90	90	102
Vallauris (2)	27	27	19	///	///

(1) Y compris pour Versailles les billets vendus par les agences de voyage, non compris les billets des agences de voyage non ventilés : 59.000 en 1980, 37.000 en 1981, non communiqués en 1982, 1983 et 1984. — (2) Musée fermé depuis 1983. — (3) En 1982 et 1983, l'entrée dans les musées nationaux était gratuite le mercredi.

TABLEAU E.02-9

Fréquentation des musées de la ville de Paris *(Présentations permanentes et expositions temporaires)*

Source : Ville de Paris — *Unité :* Millier

	1970	1975	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Art moderne (1)	79,6	228,5	206,1	182,0	99,4	455,7	236,7	243,5	283,7
Balzac	6,4	11,2	11,0	17,1	8,2	8,6	30,5	18,3	24,5
Bourdelle	8,4	6,9	14,0	10,3	9,8	7,6	14,2	13,0	14,1
Carnavalet	72,7	97,1	96,7	128,2	65,5	60,8	200,9	218,3	281,9
Cernuschi	15,7	12,1	14,7	24,1	15,1	22,6	20,1	34,7	20,9
Cognacq-Jay	5,2	12,3	10,7	12,9	7,5	9,0	14,5	16,8	20,7
Mode et costume	22,7	(2) ///	32,7	55,1	36,0	32,1	81,2	65,9	77,3
Pavillon des arts	///	///	///	///	///	///	///	///	74,3
Petit Palais	206,3	135,8	219,5	194,2	67,7	272,1	593,5	272,8	180,0
Victor-Hugo (3)	32,8	76,8	70,6	67,7	28,6	27,3	87,3	86,2	105,4
Zadkine (4)	///	///	///	///	///	///	7,9	6,1	9,5
Renan-Scheffer (5)	///	///	///	///	///	///	///	6,1	13,7
Guernesey (6)	///	///	///	///	///	17,2	20,6	22,7	26,6
Ensemble	**449,8**	**580,6**	**676,0**	**691,6**	**337,8**	***r* 913,0**	***r* 1.307,4**	***r* 1.004,4**	**1.132,6**

(1) En 1981 chiffre très important dû essentiellement à l'exposition Modigliani. — (2) Musée fermé. — (3) En 1980 et 1981 fermeture pour travaux de certaines salles. — (4) Ouvert le 19 avril 1982. — (5) Musée géré par la ville de Paris depuis 1982, appelé à devenir une annexe du musée Carnavalet. — (6) Maison de Victor-Hugo, gérée par la ville de Paris.

TABLEAU E.02-10

Expositions organisées par ou avec le concours de la réunion des musées nationaux, dans les établissements parisiens

Source : Réunion des musées nationaux

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 Ensemble	1984 Plus de 100.000 visiteurs (1)
Nombre total d'expositions	18	18	21	13	20	20	15	21	21	5
dont : Expositions payantes	3	10	14	9	12	15	11	13	14	5
Visiteurs des expositions payantes (en milliers)	1.633	1.011	1.391	1.524	1.246	1.409	884	2.183	1.529	1.215

(1) 1984 : nombre d'entrées payantes (en milliers) pour les expositions ayant reçu plus de 100.000 visiteurs : Watteau : 433; Douanier Rousseau : 396; Trésor de Saint-Marc : 152; Peinture américaine : 119; La Rime et la raison : 115.

TABLEAU E.02-11

Entreprises ayant des contrats d'abonnés avec la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Entreprise

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Spectacles avec danse (1) (3)	4.623	12.455	12.817	13.204	12.893	12.987	12.960	12.978	12.970
Spectacles sans danse (2)	556	614	694	772	815	892	968	1.184	1.305
Cinémas (4)	4.429	4.997	5.006	4.964	4.992	5.956	5.575	6.187	6.756
Entreprises diverses	167.475	179.546	180.063	188.466	189.029	192.760	195.996	200.448	205.516
Ensemble	**177.083**	**197.612**	**198.580**	**207.406**	**207.729**	**212.595**	**215.499**	**220.797**	**226.547**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Y compris, à partir de 1977, les municipalités qui organisent des spectables. — (4) Le fichier a été mis à jour en 1981.

TABLEAU E.02-12

Séances occasionnelles déclarées à la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Séance

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Spectacles avec danse (1)	143.238	153.885	167.303	179.619	182.464	175.259	173.343	173.595	182.766
Spectacles sans danse (2)	69.476	75.603	82.595	88.985	92.228	91.860	92.988	95.591	101.536
Cinémas	6.679	6.498	5.594	5.586	5.387	5.122	4.547	4.066	5.402
Divers	3.940	4.083	4.187	3.524	3.490	3.806	3.616	4.120	4.445
Ensemble	**223.333**	**240.069**	**259.679**	**277.714**	**283.569**	**276.047**	**274.494**	**277.372**	**294.149**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-13

Droits d'auteur perçus par la SACEM pour la diffusion publique du répertoire protégé

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — *Unité :* Millier de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Spectacles avec danse (1)	122.951,6	145.174,1	155.934,7	174.498,8	194.531,1	219.202,7	254.361,9	274.779,3	298.205,9
Spectacles sans danse (2)	40.187,8	48.658,5	50.665,7	59.299,5	67.712,3	79.044,3	88.827,7	101.619,8	108.847,1
Cinémas	23.544,5	24.242,8	28.364,9	30.364,4	35.976,8	43.185,2	54.638,4	58.506,9	60.812,1
Entreprises diverses	74.121,7	81.925,1	99.546,3	106.705,4	123.648,0	135.325,1	146.153,1	161.640,7	176.714,5
Ensemble	**260.805,6**	**300.000,5**	**334.511,6**	**370.868,1**	**421.868,2**	**476.757,3**	**543.981,1**	**596.546,7**	**644.579,6**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-14

Activités lyriques

Source : Ministère chargé de la Culture

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
Orchestres subventionnés par le ministère de la Culture								
Orchestre de Paris :								
Concerts	80	80	104	93	98	91	116	107
Auditeurs [en milliers]	182	226	221	181	117	200	205	205
Orchestres régionaux :								
Concerts	1.000	820	860	970	1.100	1.000	1.050	1.100
Auditeurs (1) [en milliers]	560	590	517	574	602	690	740	760
Associations symphoniques parisiennes :								
Auditeurs (2) [en milliers]	69	84,5	80	81,5	69,5	73	70	70
Théâtre national de l'Opéra de Paris								
Représentations lyriques et chorégraphiques (3)	219	242	247	242	319	227	169	227
Spectateurs (3) [en milliers]	484	426	374	299	471	334	242	337
Théâtres lyriques municipaux (4)								
Spectacles	250	293	214	283	235	208	354	205
Représentations	952	987	958	913	956	875	1.099	970
Spectateurs [en milliers]	772	985	852	834	857	900	913	815

(1) Données incomplètes. — (2) Uniquement pour les concerts donnés dans le cadre de la convention passée entre ces associations et le ministère de la Culture soit 48 concerts an 1980/81, 43 en 1981/82 et 46 en 1982/83. — (3) Non compris les concerts et les tournées en province et à l'étranger. Y compris les spectacles de l'Opéra donnés à la salle Favart, au Palais des Congrès, au théâtre des Champs-Élysées, dans la Cour carrée du Louvre. — (4) Appartenant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF).

TABLEAU E.02-15

Dépôts au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale — En unités

	Nombre de supports (1)				Nombre de titres			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Disques	*10.860*	*10.702*	*9.889*	*10.308*	*9.135*	*8.966*	*8.368*	*8.736*
30 cm	8.652	8.522	7.661	7.527	6.944	6.791	6.143	5.980
25 cm	31	40	11	9	31	40	11	9
17 cm	2.177	2.140	2.217	2.348	2.160	2.135	2.214	2.334
12 cm compact	///	///	///	424	///	///	///	413
Cassettes	*3.449*	*3.999*	*3.616*	*3.562*	*3.215*	*3.639*	*3.219*	*3.227*
Ensemble	**14.309**	**14.701**	**13.505**	**13.870**	**12.350**	**12.605**	**11.587**	**11.963**

(1) Un support correspond à un document (une unité), disque ou cassette. Un titre peut nécessiter plusieurs supports et plusieurs titres peuvent se trouver sur un même support.

TABLEAU E.02-16

Édition de disques

Source : Fédération nationale de la musique (enquête annuelle d'entreprise)

Unités : Personnel en unité
Production : million de disques et cassettes
Sommes en millions de F

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre d'entreprises ayant répondu à l'enquête	108	89	82	83	90	71	77	94
Nombre d'établissements correspondant	117	96	92	92	100	81	87	102
Fabrication de phonogrammes par les entreprises de pressage :								
Disques	154,5	166,9	186,5	(1) 151,3	107,5	127,9	164,1	156,5
Cassettes	12,8	18,6	21,4	27,1	17,3	24,1	31,6	23,5
Chiffre d'affaires (toutes taxes comprises)	2.321,1	2.744,4	3.357,7	3.504,2	3.836,0	4.153,6	4.720,2	4.512,3
Taxes (T.V.A.)	542,6	640,5	781,6	824,5	886,9	982,6	1.120,0	1.060,9
Chiffre d'affaires (hors taxes)	1.778,5	2.103,9	2.576,2	2.679,7	2.949,1	3.171,0	3.600,2	3.451,4
Droits versés par les maisons d'édition de disques	228,1	282,7	349,7	416,7	529,6	401,8	...	...
soit : Droits d'auteur	122,3	138,9	174,6	218,5	236,1	191,2	246,8	...
Redevances payées aux artistes	105,8	143,8	175,1	198,2	293,5	210,6	...	...
Personnel employé :								
Effectif du personnel permanent	6.296	6.177	6.336	6.191	5.161	4.698	4.593	4.251
Nombre de journées de travail du personnel intermittent (2) et à domicile (3)	30.025	28.745	26.842	21.927	16.764	(4) 6.130	...	...
Salaires distribués :								
Personnel permanent	258,5	281,2	325,7	334,9	360,1	372,3	410,8	445,7
Personnel intermittent et à domicile	11,4	12,0	12,7	16,8	16,1	(4) 8,0	16,9	...

(1) Non compris 34,7 millions de microdisques souples pour l'exportation. — (2) Artistes musiciens. — (3) Musiciens copistes. — (4) Certaines entreprises n'ont pas été en mesure de fournir des réponses à ces questions.

TABLEAU E.02-17

Activités théâtrales

Source : Ministère de la Culture

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84
Théâtres nationaux									
Comédie française (1) :									
Représentations	328	320	381	391	388	386	398	396	374
Spectateurs (en milliers)	244	247	271	296	298	289	296	289	231
Théâtre national de l'Odéon (2) :									
Représentations	346	338	426	405	505	382	404	353	313
Spectateurs (en milliers)	122	126	136	136	187	157	136	129	96
Théâtre national de Chaillot :									
Représentations	248	250	304	285	232	242	453	451	461
Spectateurs (en milliers)	57	74	134	107	93	46	130	106	114
Théâtre de l'Est parisien :									
Représentations	288	253	362	262	278	385	406	303	412
Spectateurs (en milliers)	71	75	81	88	87	132	131	83	84
Théâtre national de Strasbourg (3) :									
Représentations	198	191	202	283	150	160	92	155	157
Spectateurs (en milliers)	94	78	63	72	51	80	95	77	91
Centres dramatiques nationaux (4)									
Représentations	2.841	3.525	2.548	3.815	4.568	4.643	4.616	5.568	5.426
Spectateurs (en milliers)	923	1.030	686	1.130	1.273	1.348	1.393	1.538	1.531
Théâtres parisiens (5)									
Représentations	13.150	11.203	10.816	11.504	(6)	11.535	10.600	11.287	12.253
Spectateurs (en milliers)	3.411	2.470	2.560	3.363	(6)	3.384	3.037	3.787	4.359

(1) Pour les seules représentations de la salle Richelieu; non compris les représentations données à l'Odéon, dans d'autres salles parisiennes, en province ou à l'étranger. — (2) Y compris les représentations à l'Odéon de la Comédie française. — (3) Spectacles à Strasbourg et hors Strasbourg. — (4) Activités dramatiques uniquement; sont exclues les autres activités (danse, cinéma, variétés, animations scolaires) des centres nationaux. A partir de 1979, les statistiques fournies comprennent les Centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse. Les spectacles en tournées et les spectacles invités sont inclus. — (5) Résultats donnés pour l'ensemble de l'année. Théâtres privés proprement dits, théâtres municipaux parisiens non subventionnés, spectacles donnés dans les salles ou espaces (Palais des Congrès...) accueillant occasionnellement des spectacles vivants. — (6) Par suite du réaménagement des programmes informatiques des sociétés d'auteurs qui sont la source des statistiques habituellement communiquées, les données pour 1979 ne sont pas disponibles.

TABLEAU E.02-18

Le service des archives du film (1)

Source : Centre national de la cinématographie

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de déposants	533	585	637	689	739	804	865	925	972	988
Nombre de bobines déposées (2)	218.657	250.273	282.252	309.105	353.808	401.157	441.842	526.987	564.802	605.324
Nombre de films déposés	21.516	24.784	28.265	33.763	42.354	49.880	57.007	65.496	72.871	77.315

(1) En nombres cumulés. — (2) Il convient d'ajouter à ce chiffre les dépôts effectués dans le cadre de conventions passées avec deux sociétés d'actualités (Pathé et Gaumont) et l'Institut national de l'audiovisuel, soit environ 70.000 bobines.

TABLEAU E.02-19

Production française de films

Source : Centre national de la cinématographie

En unités

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Sociétés de production de long métrage (1) :											
Autorisées	389	435	486	517	535	574	616	657	688	722	764
Actives (2)	169	190	185	164	162	162	188	174	192	169	137
Sociétés de production de court métrage :											
Autorisées	891	903	990	1.037	1.014	1.135	1.232	1.337	1.433	1.433	1.642
Actives (2)	150	152	204	180	198	208	203	329	219	182	228
Réalisateurs actifs de long métrage (3)	137	150	148	135	141	129	134	128	133	119	113
Soit, ayant participé à la réalisation :											
D'un film	121	126	120	116	110	118	119	114	113	...	...
De 2 films	15	17	16	6	15	9	13	8	9	...	...
De 3 films	1	5	8	6	5	2	1	4	3	...	...
De plus de 3 films	—	2	4	7	11	—	1	2	8	...	...
Réalisateurs actifs de court métrage recensés	150	240	310	276	331	326	282	282	369	327	845
Production de films de long métrage (4)	181	191	162	156	144	160	174	189	231	164	131
Films intégralement français	85	101	101	112	112	116	126	144	186	134	101
Films de coproduction	96	90	61	44	32	44	48	45	45	30	30
A majorité française	54	41	36	20	19	19	26	16	22	15	17
A majorité étrangère	42	49	25	24	13	25	22	29	23	15	13
Production de films de court métrage (5)	254	320	461	432	484	509	355	429	474	438	501

(1) Long métrage : film de plus de 1.600 m. — (2) Ayant effectivement participé à la production d'au moins un film ayant accès au soutien financier de l'État. — (3) Ayant effectivement réalisé des films français ayant accès au soutien financier de l'État. — (4) Ne sont pris en considération que les longs métrages ayant accès au soutien financier de l'État, à l'exclusion des films pornographiques et d'incitation à la violence. — (5) Commerciaux exclusivement.

TABLEAU E.02-20

Activité des sociétés de distribution de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Sociétés autorisées (en unités)	193	192	206	216	243	253	254	271	294	269
dont : Ayant enregistré des résultats d'exploitation	133	138	151	159	177	184	179	190	178	171
Distributeurs spécialisés « Art et essai »	35	40	45	49	63	63	58	68	64	58
Nombre de films distribués (1)	7.961	8.303	8.552	8.578	8.577	8.523	8.417	8.422	8.493	8.234
Chiffre d'affaires des sociétés de distribution (en millions de F)	549,6	643,5	720,8	757,3	886,2	984,8	1.061,9	1.346,1	1.633,7	1.718,3
soit : Distributeurs diffusant en majorité des films français	332,9	396,8	436,3	492,5	554,8	664,9	740,2	988,3	1.180,6	1.428,1
dont : Spécialisés « Art et essai »	21,6	31,5	29,1	31,8	33,6	47,7	47,5	68,0	57,9	57,9
Distributeurs diffusant en majorité des films américains	216,7	246,7	284,5	264,8	331,4	319,9	321,7	357,8	453,1	290,2

(1) Certains films sont comptabilisés plusieurs fois car ils peuvent être distribués par plusieurs distributeurs régionaux.

TABLEAU E.02-21

Exploitation cinématographique

(Format standard 35 mm et format substandard)

Source : Centre national de la cinématographie

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Format standard (35 mm)											
Équipement :											
Nombre de salles (1) [en unités]	4.250	4.286	4.328	4.443	4.448	4.464	4.523	4.540	4.572	4.709	4.894
Nombre de fauteuils (en milliers)	1.870,8	1.817,0	1.775,6	1.684,7	1.601,4	1.522,8	1.472,4	1.408,8	1.342,7	1.316,4	1.311,5
Programmation :											
Films projetés (en unités)	4.449	4.710	4.715	4.866	5.064	5.084	5.189	5.256	5.357	5.493	5.293
Français	1.365	1.390	1.454	1.507	1.637	1.701	1.753	1.763	1.841	1.936	1.863
Étrangers	3.084	3.320	3.261	3.359	3.427	3.383	3.436	3.493	3.516	3.557	3.430
dont : Américains	1.224	1.275	1.209	1.281	1.277	1.255	1.338	1.344	1.396	...	...
Spectateurs (en millions)	176,0	179,4	181,7	177,3	170,3	178,5	178,1	174,8	, 189,2	200,5	197,1
Recettes (en millions de francs)	1.174,8	1.359,2	1.572,7	1.756,7	1.838,6	2.110,8	2.308,9	2.474,8	3.061,7	3.629,7	3.868,6
% films français dans la recette	61,8	56,1	52,4	52,5	47,3	46,5	51,1	47,7	50,5	53,7	47,0
Format substandard (16 mm)											
Nombre total de points de projection autorisés [en unités] (2)	1.589	1.558	1.438	1.100	938	858	811	807	807	964	1.410
soit : Autorisations d'ouverture d'un premier point	721	715	651	337	275	230	203	185	163	166	193
Autorisations d'extension	868	843	787	763	663	628	608	622	644	798	1.217
Résultats d'exploitation :											
Nombre de spectateurs (en millions)	1,4	1,3	1,2	1,1	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8
Recettes (en millions de francs)	5,6	6,2	6,4	6,4	5,3	4,8	5,2	4,6	5,0	6,6	8,5

(1) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 39 établissements en 1979, 40 établissements en 1980, 1981, 1982 et 1983 — (2) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 301 établissements en 1982, 302 établissements en 1983.

TABLEAU E.02-22

Décomposition de la recette des exploitants de cinéma *(Format standard)*

Source : Centre national de la cinématographie — *Unité :* En %

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Taxe sur la valeur ajoutée [TVA] (1) (2)	14,4	14,3	15,0	14,9	15,0	■ 13,3	6,9	6,7	6,9	6,9
Exploitation	49,1	49,2	48,2	48,1	47,5	47,8	50,7	50,2	49,4	48,9
Production-distribution (3)	34,8	34,9	35,3	35,5	36,1	37,5	40,9	41,7	42,3	42,9
Droits d'auteur	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4
Presse filmée	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	ε	ε	ε

(1) La diminution de la TVA par rapport à l'année 1978 s'explique par la modification du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, ramenée de 17,6 % à 7 % à compter du 1er novembre 1979. — (2) A partir de 1980, compte tenu de la perception au taux majoré de la TVA s'appliquant aux programmes pornographiques ou d'incitation à la violence. — (3) En 1980, la TVA affectant le film est exclue. La part brute « production - distribution » (les actualités et la TVA affectant le film incluses) est de 1,646,3 millions de F en 1982 et de 1.781,4 millions en 1983.

TABLEAU E.02-23

Contrats enregistrés pour la cession de films français à l'étranger

Source : Centre national de la cinématographie — En unités

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de contrats	2.101	2.261	2.082	2.081	1.995	2.267	2.053	1.978	1.829
Long métrage	1.806	1.960	1.813	1.875	1.799	1.993	1.794	1.709	1.650
Court métrage	235	239	218	143	109	185	131	146	111
Films TV	60	62	51	63	87	89	108	123	68

TABLEAU E.02-24

Ventes de livres par les éditeurs (1)

(Marché intérieur et exportation)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Million de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Branche :								
Livres scolaires	464,9	531,8	577,6	632,8	700,2	839,4	976,8	1.080,4
Livres scientifiques, professionnels et techniques	248,7	261,7	297,9	330,2	341,7	399,1	412,0	516,7
Livres pratiques	490,7	566,2	522,5	613,1	661,7	851,3	1.046,3	1.033,4
Livres de sciences humaines	307,9	338,5	385,7	409,5	448,4	501,6	578,0	645,1
Littérature	947,3	1.045,8	1.195,7	1.337,4	1.462,0	1.559,4	1.815,2	2.004,0
Encyclopédies et dictionnaires	796,6	908,9	1.011,1	1.059,2	1.249,7	1.224,9	1.293,4	1.366,1
Beaux-arts et beaux livres	267,8	288,4	305,2	362,1	437,6	443,9	528,4	574,8
Livres pour la jeunesse	323,7	372,0	455,7	522,5	551,0	618,1	726,0	753,0
Divers non ventilés	62,8	108,7	84,3	109,5	126,7	129,8	95,0	68,2
Total des ventes (2)	**3.910,4**	**4.422,0**	**4.835,7**	**5.376,3**	**5.979,0**	**6.567,5**	**7.471,1**	**8.041,7**
soit : Marché intérieur	3.418,9	3.887,3	4.243,1	4.742,9	5.272,5	5.781,5	6.623,3	7.113,5
Exportations	491,4	534,7	592,6	633,4	706,5	786,0	847,8	928,2
Cession de droits	**93,0**	**101,2**	**130,1**	**123,0**	**214,4**	**170,7**	**202,4**	**271,3**
soit : Marché intérieur	43,8	49,4	72,6	64,6	145,0	93,2	107,1	153,3
Exportations	49,2	51,8	57,5	58,4	69,4	77,5	95,3	118,0
Ensemble (1)	**4.003,4**	**4.523,2**	**4.965,8**	**5.499,3**	**6.193,4**	**6.738,2**	**7.673,5**	**8.313,0**

N.B. — Il convient de signaler qu'une partie non négligeable des exportations passe par les diffuseurs et les grossistes et de ce fait se trouve reprise dans le marché intérieur. — (1) Maisons d'édition dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Non compris les cessions de droits.

TABLEAU E.02-25

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Maison d'édition

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
100 millions et plus					11	13	15	18	21
De 50 à moins de 100 millions	40	43	49	50	11	10	13	18	18
De 20 à moins de 50 millions					32	36	41	35	28
De 10 à moins de 20 millions	18	27	28	34	43	40	36	41	43
De 5 à moins de 10 millions	42	48	52	53	58	51	51	54	58
De 2 à moins de 5 millions	83	74	88	80	76	77	72	72	74
De 1 à moins de 2 millions	63	70	67	62	52	48	57	57	68
De 0,5 à moins de 1 million	62	61	66	57	71	72	65	55	54
De 0,2 à moins de 0,5 million	72	63	66	64	50	49	55	48	45
Ensemble (1)	**380**	**386**	**416**	**400**	**404**	**396**	**405**	**398**	**409**

(1) Ensemble des maisons ayant répondu à l'enquête et ayant un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975 et 200.000 F à partir de 1976.

TABLEAU E.02-26

Chiffre d'affaires de l'édition par circuit de distribution

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* En %

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Vente aux libraires, grossistes, commissionnaires et grandes surfaces	37,5	37,5	37,9	36,8	36,4	37,3	38,6	38,8
Vente aux diffuseurs	33,4	34,7	33,9	35,5	37,4	36,1	33,7	34,0
Vente directe au consommateur par correspondance	15,4	14,0	15,0	15,2	13,7	13,8	13,5	13,5
Vente directe au consommateur par courtier	10,4	10,1	9,5	9,0	8,9	8,6	9,9	9,5
Vente aux clubs	1,3	1,1	1,2	1,0	1,1	1,3	1,2	1,3
Vente aux collectivités et administrations	1,0	1,3	1,3	1,0	1,1	1,3	1,7	1,3
Autres circuits	1,0	1,3	1,2	1,5	1,4	1,6	1,4	1,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.02-27

Production de livres par branche (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : Titre
Millier d'exemplaires

Branche	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983			
								Nouveautés	Nouvelles éditions (2)	Réimpressions (3)	Total
Nombre de titres produits											
Livres scolaires	3.147	3.281	3.325	3.207	3.150	3.139	3.270	971	137	2.468	3.576
Livres scientifiques, professionnels et techniques	1.496	1.752	1.831	1.823	1.847	1.791	1.987	1.093	262	756	2.111
Livres pratiques	1.895	2.180	1.905	2.022	2.115	2.732	2.744	927	721	1.244	2.892
Sciences humaines	3.362	3.735	3.440	3.550	3.601	3.380	3.572	2.096	276	1.383	3.755
Littérature générale	8.558	8.934	9.603	9.367	8.860	8.472	8.518	4.127	535	3.846	8.508
Encyclopédies et dictionnaires	488	477	667	673	458	476	456	126	23	360	509
Beaux-arts	764	1.000	1.018	1.106	1.182	1.080	1.027	524	52	495	1.071
Livres pour la jeunesse	3.653	4.464	4.795	4.939	4.549	4.532	4.774	1.959	51	2.916	4.926
Total	**23.363**	**25.823**	**26.584**	**26.687**	**25.762**	**25.602**	**26.348**	**11.823**	**2.057**	**13.468**	**27.348**
Nombre d'exemplaires produits											
Livres scolaires	50.699	58.114	59.513	59.856	55.350	53.452	53.988	17.162	1.778	36.251	55.191
Livres scientifiques, professionnels et techniques	5.854	6.665	7.465	7.538	6.655	6.806	6.487	3.511	978	2.677	7.166
Livres pratiques	37.621	41 236	40.507	41.610	40.535	43.674	46.977	9.219	21.208	11.222	41.649
Sciences humaines	20.477	21.918	20.883	19.619	18.080	18.127	19.890	8.470	2.202	7.803	18.475
Littérature générale	136.068	138.277	148.880	157.763	168.036	145.281	152.048	88.525	19.998	50.087	158.610
Encyclopédies et dictionnaires	11.137	12.772	12.556	11.021	11.905	10.339	10.213	3.026	879	6.979	10.884
Beaux-arts	5.607	7.582	8.792	8.230	8.641	6.490	6.368	3.467	239	3.168	6.874
Livres pour la jeunesse	57.599	*r* 64.747	75.992	74.951	69.558	61.754	65.750	26.708	589	38.992	66.289
Total	**325.062**	**351.311**	**374.588**	**380.588**	**378.760**	**345.923**	**361.721**	**160.088**	**47.871**	**157.179**	**365.138**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Ouvrages comportant des modifications par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (3) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédente édition.

TABLEAU E.02-28

Bibliothèques centrales de prêt

Source : Ministère de la Culture

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de bibliothèques centrales de prêt (en unités)	71	72	73	76	76	78	94
Nombre de communes desservies (en unités)	17.893	18.347	18.875	19.118	19.463	20.454	21.597
Population desservie (en milliers)	18.578	18.945	19.451	19.673	19.937	20.955	23.433
Personnel (en unités)	7652	805	846	859	880	1.023	1.128
dont : Personnel scientifique (en unités)	92	95	100	100	102	121	124
Collections :							
Nombre de disques et cassettes (en milliers d'unités)	39,2	42,0	51,2	61,0	*e* 67,0	81,0	184,0
Nombre de volumes (en milliers)	7.636	8.213	8.884	9.446	*e* 9.980	11.250	12.329
Nombre de bibliobus (en unités)	186	195	204	209	210	247	262
Prêt par dépôt :							
Nombre de lieux desservis (1) [en unités]	25.392	26.240	26.935	27.291	27.387	29.279	30.551
Nombre de dépôts effectués (en unités)	70.902	72.649	75.936	74.149	75.101	83.533	84.628
Nombre de livres déposés (2) [en milliers de volumes]	7.849	8.223	8.942	9.016	9.431	10.179	11.199
Prêt direct :							
Nombre de communes desservies (en unités)	920	1.019	1.131	1.280	1.411	1.488	1.608
Nombre de livres prêtés dans les communes (en milliers de volumes)	2.363	2.496	2.475	2.682	2.724	2.784	2.871
Nombre de classes desservies dans les établissements scolaires (en unités)	10.094	10.635	9.524	10.870	(3) 9.440	9.207	9.249
Nombre de livres prêtés dans les établissements scolaires (en milliers de volumes)	1.594	1.703	1.587	1.564	1.424	1.422	1.420

(1) Il s'agit essentiellement de mairies, écoles, foyers éducatifs. Les dépôts effectués et renouvelés régulièrement sont gérés en général de manière bénévole par des secrétaires de mairie, des instituteurs. — (2) On estime le nombre de livres prêtés à 2,5 fois le nombre de livres déposés. — (3) Deux bibliothèques centrales de prêt sur 17 pratiquant le prêt direct dans les établissements scolaires n'ont pas répondu.

TABLEAU E.02-29

Bibliothèques municipales - Activités de prêt (1)

Unités : Communes : En unités
Population : En milliers
Prêts : Pour 1.000 habitants

Source : Ministère de la Culture

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Communes possédant une bibliothèque municipale	842	905	948	870	921	930	992	1.029
Population desservie	25.793	26.401	26.908	26.790	27.404	27.659	28.245	28.414
Prêt à domicile (pour 1.000 habitants)								
Livres :								
Emprunteurs inscrits	74	78	86	91	97	100	107	114
Volumes prêtés	175	181	196	203	213	219	225	242
Disques et autres enregistrements :								
Emprunteurs inscrits (2)	●	●	11,3	12,3	13,0	13,0	15,1	16,2
Disques prêtés (2)	●	●	235	240	279	272	312	360

(1) Non compris les prêts par dépôt. — (2) Des communes possédant ce type de collection.

TABLEAU E.02-30

Enseignement de la musique

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

Sources : Ministère de la Culture, ministère de l'Éducation nationale

Unité : Élève

	Année scolaire					
	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984
Établissements contrôlés par le ministère de la Culture :						
Conservatoires nationaux supérieurs de musique (1)	1.174	1.204	1.277	1.398	1.450	1.508
Conservatoires nationaux de région [CNR] (2) (3)	36.093	39.332	35.210	43.304	44.128	44.151
Écoles nationales de musique [ENM] (2) (3)	37.864	39.431	42.685	50.273	62.122	63.304
Écoles de musique agréées (2) (4)	27.165	37.099	35.676	38.315	49.429	...
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale :						
Université (2) :						
1er cycle	3.261	3.284	3.229	3.326	3.354	3.239
2e et 3e cycles	722	1.307	1.386	1.517	1.586	1.689
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long) :						
Préparation au BTn F11 et F11′	1.125	1.268	1.297	1.244	1.201	1.120
Préparation au BT (5)	66	119	59	55	61	59

(1) Y compris années préparatoires et cycle de spécialisation (CNSM de Paris). En 1979 création d'un deuxième établissement à Lyon. — (2) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (3) Il y avait en 1980-1981 : 30 CNR, 62 ENM, 83 écoles agréées; on compte en 1982-1983 : 31 CNR, 76 ENM, 104 écoles agréées. Il y a, en outre, 2 ENM outre-mer dont les effectifs ne sont pas inclus ici. — (4) Chaque établissement a été classé dans la catégorie à laquelle il appartenait à une date donnée. A compter de 1981, il n'y a plus qu'une seule catégorie d'écoles agréées, la majeure partie des écoles du second degré ayant été promues ENM. — (5) Brevets de techniciens des métiers de la musique et de la facture instrumentale.

TABLEAU E.02-31

Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

Source : Ministère de la Culture

Unité : Élève

	Année scolaire					
	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984
Établissements relevant du ministère de la Culture						
École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA)	2.292	2.158	2.165	2.158	2.259	2.120
École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD)	691	764	839	903	1.009	995
Écoles d'art (1) :						
Nationales	1.198	1.181	1.257	1.327	1.282	...
Régionales et municipales (2) (3)	7.976	8.397	8.751	9.164	8.666	...
École du Louvre :						
Élèves	2.749	3.137	3.200	3.045	2.743	2.992
Auditeurs (4)	11.358	12.011	11.636	10.771	11.952	13.509
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale						
Universités (3) :						
Arts plastiques :						
1er cycle	3.199	3.017	2.759	2.549	2.823	2.925
2e et 3e cycles	2.146	2.315	2.295	2.447	2.458	2.493
Histoire de l'art et archéologie :						
1er cycle	3.325	3.784	4.181	4.321	4.627	4.628
2e et 3e cycles	3.025	2.598	2.781	3.408	3.797	4.192
Sections de techniciens supérieurs (3) (5)	715	731	733	811	864	867
Préparation au BTn F 12	///	///	///	///	341	726
Préparation au BT (5)	2.508	2.657	2.569	2.089	2.324	2.763

(1) Ensemble des effectifs, à l'exclusion de ceux des enseignants péri et post-scolaires. — (2) Non compris les établissements dispensant uniquement un enseignement péri et post-scolaire (écoles de 3e classe). — (3) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fournis leurs effectifs. — (4) Il s'agit ici du nombre d'inscriptions et non du nombre d'individus. — (5) BTS et BT d'arts appliqués.

TABLEAU E.02-32

Pratiques culturelles : genres de livres lus le plus souvent

Source : Ministère de la Culture (Enquête sur les pratiques culturelles)

Unité : %

	Ensemble de la population étudiée	
	1973	1981
Genres de livres lus le plus souvent :		
Romans (autres que policiers ou d'espionnage)	22,7	28,6
Livres sur l'histoire	10,7	9,6
Romans policiers ou d'espionnage	19,7	9,1
Livres scientifiques, techniques, professionnels	11,8	7,4
Essais politiques, philosophiques, religieux, ouvrages de psychologie, etc.		5,5
Ouvrages pratiques tels que livres de cuisine, décoration, bricolage, jardinage, etc.	(1)	6,9
Œuvres de la littérature classique	9,7	6,8
Albums de bandes dessinées	(1)	5,4
Dictionnaires ou encyclopédies	3,6	5,0
Livres-reportages d'actualité	(1)	3,9
Livres de poésie	1,9	1,7
Livres d'art	1,4	1,4
Autres « beaux livres » illustrés de photographies	(1)	1,4
Livres pour enfants	2,6	0,8

(1) Cette catégorie de livres ne figurait pas dans la liste présentée aux personnes interrogées en 1973.

TABLEAU E.02-33

Pratiques culturelles : lecture de livres suivant les catégories socio-démographiques (1)

Source : Ministère de la Culture (Enquête sur les pratiques culturelles)

Unité : %

	Ont lu					N'ont pas lu
	Moins de 10 livres	De 10 à 24 livres	25 livres et plus	Non précisé	Ensemble	
Ensemble	**28**	**25**	**19**	**2**	**74**	**26**
Sexe :						
Hommes	29	25	19	2	75	25
Femmes	27	26	18	2	73	27
Age :						
15 à 19 ans	30	35	26	2	93	7
20 à 24 ans	32	30	26	1	89	11
25 à 39 ans	30	28	22	3	83	17
40 à 59 ans	29	23	14	2	68	32
60 ans et plus	21	19	13	3	56	44
Catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé :						
Agriculteurs (exploitants et salariés)	32	15	5	2	54	46
Petits commerçants et artisans	29	15	20	4	68	32
Gros commerçants et industriels	23	48	29	—	100	—
Cadres supérieurs et professions libérales	20	35	39	4	98	2
Cadres moyens	24	37	32	2	95	5
Employés	31	33	21	3	88	12
Ouvriers qualifiés et contremaîtres	34	25	16	2	77	23
Ouvriers spécialisés, manœuvres, personnel de service	34	19	14	1	68	32
Élèves et étudiants	21	41	34	1	97	3
Femmes sans profession de moins de 60 ans	31	25	17	2	75	25
Inactifs de 60 ans et plus	20	19	13	3	55	45
Diplômes de fin d'études :						
Pas de diplôme	24	16	9	2	51	49
CEP	32	17	11	3	63	37
Brevet ou CAP	32	31	21	2	86	14
Baccalauréat	22	41	33	2	98	2
Études supérieures	18	36	41	3	98	2

(1) Taux calculé pour 100 personnes de chaque groupe.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Ministère de la culture.**

— Service des études et de la recherche, 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. : (1) 42 33 99 84.

Publications :

Annuaire statistique de la culture :

— Données 1960 à 1970, La documentation française, 1977;
— Données 1970 à 1974, La documentation française, 1978.
— Fascicules : livre (1981), cinéma (1981), musique, art lyrique et danse (1981), musées (1983), bibliothèques (1983), enseignement des arts plastiques (1984), livre (1984) de l'*Annuaire statistique de la Culture*, Ministère de la culture, 1982 à 1984.

Des chiffres pour la culture, La documentation française, 1980.
Des chiffres pour le patrimoine, La documentation française, 1981.
Atlas culturel 1977, La documentation française, 1977.

Pratiques culturelles des français, descriptions socio-démographiques, 1973-1981 — Dalloz 1982.

— Direction des archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, et 87, rue Vieille-du-Temple, 75141 Paris Cedex 03.

Publication :

La Gazette des archives (trimestriel), Association des archivistes français.

— Direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01.

Publication :

Fichier informatique des monuments historiques (immeubles classés).

— Direction des musées de France, Palais du Louvre, pavillon Mollien, 75041 Paris Cedex 01.

Publication :

Musées et collections publiques de France (bulletin trimestriel de l'association générale des conservateurs des collections publiques de France).

— Direction du livre et de la lecture, 1, rue de la Banque, 75002 Paris.

Publications :

Bulletin des bibliothèques de France (mensuel) publié par la direction du livre et le service des bibliothèques.

Statistiques annuelles des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires.
Bibliothèques municipales. Statistiques 1974-1975; Statistiques 1977; Statistiques 1980.

— Direction de la musique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

— Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel Béthune, Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

— Réunion des musées nationaux, pavillon Mollien, Palais du Louvre, 75041 Paris Cedex 01 et 10, rue de l'Abbaye.

— Centre national de la cinématographie, 12, rue de Lubeck, 75784 Paris Cedex 16.

Publications :

Bulletin d'information du CNC (trimestriel) avec une annexe statistique annuelle.

— Bibliothèque nationale, département de la phonothèque et de l'audiovisuel, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris.

- **Mairie de Paris, Direction des affaires culturelles.**

— Service technique des bibliothèques de la ville de Paris, 57-57 *bis*, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Publication :

Les bibliothèques de la ville de Paris en 1976, 1977, 1978.

- **Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique**, 225, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine, Cedex.
- **Confédération musicale de France**, 121, rue Lafayette, 75010 Paris.
- **Fédération nationale de la musique**, 57, avenue de Villiers, 75017 Paris.
- **Syndicat national des éditeurs**, 117, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Publication :

Données statistiques sur l'édition de livres en France (annuel).

Chapitre E.03

Tourisme

1. Le touriste

2. L'offre

3. La demande

1. Le touriste

Une définition du touriste a été proposée par l'UIOOT devenue l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), à la conférence des Nations unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963) :

« On appelle *touriste* toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle pour y effectuer un séjour d'au moins vingt-quatre heures ou (une nuitée au moins) et dont les motifs de voyage peuvent être classés en :

— loisirs (agrément, vacances, santé, études, religions et sports);
— affaires, famille, mission, réunion,

à l'exclusion du motif consistant à exercer dans le pays visité une profession rémunérée dans le pays même. »

Une telle définition s'applique au tourisme international. La Direction du Tourisme a été conduite à la généraliser en élargissant sa portée au tourisme national. Toutefois celle-ci a été assortie d'une contrainte supplémentaire — celle d'une durée maximale de séjour de quatre mois — afin d'éliminer concrètement certaines catégories de voyageurs, et notamment étudiants, voyageurs en mission de longue durée... qu'il convient de considérer davantage comme résidents temporaires que comme touristes.

Largement extensive par rapport à la seule notion de « tourisme agrément », une telle définition offre l'avantage de reposer sur un critère simple : celui du déplacement assorti d'une nuit au moins passée hors du domicile principal.

La définition retenue est la suivante :

« Doit être considérée comme *touriste,* toute personne en déplacement hors de sa résidence principale pour une durée d'*au moins vingt-quatre heures* et *inférieure à quatre mois* et pour l'un des motifs suivants :

a. Agrément (vacances et séjours de fin de semaine);
b. Santé (thermalisme, thalassothérapie...);
c. Mission ou réunion de toutes sortes (manifestations sportives, congrès, séminaires, pèlerinages...);
d. Voyage d'affaires;
e. Voyage scolaire à l'occasion de la « transplantation » de classes (classe de mer, classe de neige...).

Ne sont pas considérés comme touristes :

a. Les personnes dont la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures (excursionnistes);
b. Les personnes arrivant dans une région avec ou sans contrat de travail pour y occuper un emploi ou exercer une activité professionnelle;
c. Les autres personnes venant fixer leur domicile dans la région;
d. Les étudiants, jeunes gens dans des pensionnats ou écoles ainsi que les militaires du contingent;
e. Les personnes se rendant (ou séjournant) dans un établissement hospitalier;
f. Les parents ou amis se déplaçant à l'occasion d'un événement familial (maladie ou décès) dans les limites des congés légaux.

2. L'offre

21. Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAP 74 09).

22. Hôtellerie

· *L'hôtellerie homologuée comprend les hôtels, les motels et les relais de tourisme.*

« L'*hôtel de tourisme* est un établissement commercial d'hébergement classé, qui offre des chambres ou des appartements meublés en location soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour

---

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la Direction du Tourisme.

caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Il peut comporter un service de restauration; il est exploité toute l'année en permanence ou seulement une ou plusieurs saisons » (arrêté ministériel du 16 décembre 1964, art. 1er).

« Le *motel de tourisme* » est un établissement commercial d'hébergement classé, situé à proximité d'un axe routier, hors des agglomérations ou à leur périphérie; il comporte des unités de logement isolées sous forme de pavillons ou groupées en un lotissement de plain-pied » (arrêté du 27 mars 1973, art. 1er).

« Le *relais de tourisme* est un établissement commercial d'hébergement classé, doté d'un parc ou d'un jardin situé en général hors des agglomérations; il offre obligatoirement un service de restauration à caractère gastronomique avec un choix de menus régionaux » (arrêté du 27 mars 1973, art. 1er).

Hôtels, motels et relais sont respectivement classés en 2e, 3e et 4e catégories par arrêté préfectoral après avis de la commission départementale d'action touristique.

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Les *hôtels non homologués de tourisme,* parfois improprement appelés hôtels non classés ou de préfecture, sont des établissements ne remplissant pas les conditions pour être homologués de tourisme. Ils sont classés dans l'une des catégories prévues dans l'arrêté n° 77-3/P du 31 janvier 1977.

Les *hôtels rattachés de tourisme,* créés par arrêté du 7 mars 1978, sont des établissements classés en une catégorie, en fonction de normes moins contraignantes que celles des hôtels de tourisme.

23. Autres hébergements

Les *terrains de camping-caravanage* aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 22 juin 1976.

Les statistiques ci-après (tableau 3) ne comprennent pas les terrains déclarés en mairie (dont le camping à la ferme), les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

« Est considéré comme *village de vacances* tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels », (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

L'agrément est facultatif et réservé aux villages de vacances classés et à but non lucratif. Il porte sur l'équipement et non le gestionnaire et permet à celui-ci de bénéficier de diverses aides publiques.

Les *auberges de jeunesse* sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales. La fréquentation des auberges de jeunesse fait l'objet du tableau 16.

Les *maisons familiales de vacances* sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit, qui, tout en offrant des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles, doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

3. La demande

31. Les départs en vacances des Français

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête bi-annuelle (mai et octobre) réalisée auprès d'un échantillon d'environ 7.000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 avril de l'année *n*.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année *n* et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année *n,* il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année *n*.

Les Français : il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires résidant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Les vacances : ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

Le taux de départ : c'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances, rapporté à la population totale, estimée d'après l'enquête.

32. Le tourisme d'affaires

Figurent dans le tableau 17, les statistiques d'entrées dans quelques foires importantes dont le comité d'organisation adhère à l'office de justification des statistiques.

D'autre part, il convient de noter que le visiteur d'une foire, s'il se déplace hors de son domicile pendant moins de vingt-quatre heures, n'est pas considéré, selon les termes de l'OMT comme un touriste.

33. La fréquentation étrangère
Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera au tableau 19 les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de *transactions* (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de *règlements* (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

1. Cf. au chapitre 0.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux *transactions* et aux *règlements*.

*
* *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409)

Année 1983

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise services — *Unité :* Sommes en millions de F

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Effectif non salarié	Chiffre d'affaires (hors taxes)	Marge (1) (hors taxes)	Valeur ajoutée (hors taxes)	Investissements
Hors tranche (2)	69	159	55	194	— 30	— 68	4
0 à 5 salariés	785	1.756	963	1.319	489	327	18
6 à 19 salariés	378	3.601	387	3.142	926	666	29
20 à 49 salariés	88	2.629	49	2.023	595	374	20
50 à 99 salariés	20	1.358	9	1.307	310	188	6
100 salariés et plus	26	8.960	9	7.727	3.389	1.941	159
Total	**1.366**	**18.463**	**1.472**	**15.712**	**5.679**	**3.428**	**236**

(1) Marge : Chiffre d'affaires + variations des stocks — (achats pour revente + sous-traitance, prestations rétrocédées). — (2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif ou chiffre d'affaires nul.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction du tourisme

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1 étoile :											
Hôtels	9.197	9.425	9.696	9.888	10.161	10.218	10.274	10.289	10.273	10.266	10.253
Chambres	167.884	169.633	173.552	174.097	177.017	176.907	177.011	177.189	175.816	175.087	174.146
2 étoiles :											
Hôtels	4.613	4.832	4.937	5.076	5.371	5.613	5.783	5.798	6.173	6.386	6.660
Chambres	124.576	129.420	136.578	138.197	146.224	151.316	156.138	156.628	166.655	172.267	180.334
3 étoiles :											
Hôtels	1.521	1.658	1.738	1.771	1.826	1.861	1.890	1.890	1.916	1.935	1.986
Chambres	65.355	72.481	75.126	78.471	79.769	80.092	80.950	80.950	81.754	82.811	84.129
4 étoiles :											
Hôtels	280	296	309	321	340	360	364	364	358	352	350
Chambres	22.121	23.672	23.250	22.778	23.108	24.531	24.952	24.952	24.409	24.053	24.223
Luxe 4 étoiles :											
Hôtels	66	77	91	99	124	127	131	131	134	134	135
Chambres	10.856	12.301	15.051	15.010	17.138	17.169	17.513	17.513	17.980	20.451	18.213
Total :											
Hôtels	**15.677**	**16.288**	**16.771**	**17.155**	**17.822**	**18.179**	**18.442**	**18.472**	**18.854**	**19.073**	**19.384**
Chambres	**390.792**	**407.507**	**423.557**	**428.553**	**443.256**	**450.015**	**456.564**	**457.232**	**466.614**	**474.669**	**481.045**

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du tourisme

Unités : Nombre d'établissements
Millier de lits

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre d'installations										
Terrains de camping (1)	5.494	5.278	■ 6.215	6.362	6.535	6.746	7.015	7.612	7.765	8.373
Villages de vacances agréés	327	368	●	●	443	●	537	552	●	564
Auberges de jeunesse	195	200	202	●	209	●	194	284	●	330
Maisons familiales de vacances	●	571	633	●	605	●	632	741	●	840
Places disponibles (ou lits)										
Terrains de camping (1)	1.403,8	1.409,4	■ 1.623,0	1.705,9	1.776,6	1.870,2	1.993,0	2.164,4	2.241,3	2.340,8
Villages de vacances agréés	136,8	144,9	*e* 150,0	*e* 150,0	171,5	●	193,7	196,5	●	199,2
Auberges de jeunesse	12,2	12,2	12,4	●	14,0	●	14,7	15,5	●	17,8
Maisons familiales de vacances	●	51,3	61,6	●	62,9	●	67,0	79,7	●	85,9

(1) À partir de 1976, en raison d'un apurement du fichier, série non parfaitement comparable avec celle des années antérieures.

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année : généralités

Source : INSEE

Unité : Million

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Effectif de la population des ménages ordinaires *d'après l'enquête* (1)	49,7	49,8	49,7	50,6	51,5	52,9	52,2	52,2	52,5	53,6	54,3
Nombre de personnes parties en vacances	24,9	26,1	26,8	27,0	27,9	29,6	29,3	29,9	30,4	31,2	31,1
Taux de départ (2) [en %]	50,1	52,5	54,0	53,3	56,0	56,2	57,2	57,2	57,8	58,3	57,3
Nombre de séjours de vacances	39,1	41,7	43,9	43,9	48,8	51,5	52,8	54,0	55,4	56,4	57,7
Soit : en France	33,5	35,2	37,4	36,6	40,6	43,8	44,8	45,7	47,0	48,3	48,9
à l'étranger	5,6	6,5	6,5	7,3	8,2	7,7	8,0	8,3	8,4	8,1	8,8
Nombre de journées de vacances	746	785	817	796	861	886	866	882	895	920	921
Soit : en France	622	649	682	651	696	733	718	724	740	766	759
à l'étranger	124	136	135	145	165	153	148	158	155	154	162

(1) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : *cette estimation,* obtenue à partir de l'échantillon, nécessairement différente de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ. — (2) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE — *Unité :* %

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Taux de départ pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires.	**50,1**	**52,5**	**54,0**	**53,3**	**56,0**	**56,2**	**57,2**	**57,2**	**57,8**	**58,3**	**57,3**
Suivant l'âge :											
0-13 ans	56,1	60,0	61,8	58,8	60,8	64,0	62,5	66,2	66,0	67,9	65,0
14-19 ans	51,5	55,7	57,5	54,3	55,9	58,0	58,3	57,4	59,9	61,0	59,2
20-24 ans	54,4	55,4	56,8	57,3	54,9	55,7	57,5	58,4	60,5	59,8	55,5
25-29 ans	59,8	61,7	64,5	63,9	62,1	64,8	62,1	65,0	63,2	63,1	60,6
30-39 ans	61,4	62,3	64,6	63,1	65,1	65,3	66,4	67,1	67,6	68,4	65,3
40-49 ans	50,9	53,3	53,8	53,2	54,9	57,6	58,3	59,3	59,4	58,9	62,5
50-54 ans	44,3	47,7	49,7	50,6	50,6	53,2	51,1	50,5	51,3	50,7	50,8
55-59 ans	46,9	48,4	45,9	48,7	50,5	47,7	51,7	49,6	51,4	50,1	51,0
60-64 ans	39,4	39,2	42,4	46,4	46,4	46,3	47,6	48,0	51,3	49,6	47,3
65-69 ans	33,6	36,5	39,3	36,6	36,1	40,8	44,5	42,4	45,1	45,7	50,9
70 ans et plus	24,5	26,2	25,9	30,1	30,1	28,0	32,1	31,2	30,8	30,0	34,1
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :											
Exploitants et salariés agricoles	13,5	14,7	16,8	19,3	24,1	19,0	16,9	21,5	22,8	25,2	24,9
Patrons industrie et commerce	55,2	58,1	50,4	56,6	58,7	56,4	64,8	63,4	60,4	59,7	60,4
Cadres supérieurs, professions libérales	85,9	89,6	87,1	90,4	89,2	90,0	85,2	86,5	88,2	89,1	88,0
Cadres moyens	79,2	82,2	81,3	78,7	78,1	80,5	80,7	80,4	81,2	81,3	82,6
Employés	62,4	64,9	66,2	65,7	66,3	67,5	69,3	69,8	67,7	72,7	70,6
Ouvriers	47,4	50,3	53,4	48,8	50,3	54,9	52,6	55,4	55,7	54,8	52,8
Personnels de service	52,4	49,9	53,1	50,2	54,0	55,3	57,9	51,8	58,7	53,0	53,1
Autres actifs	65,9	71,8	76,8	81,4	72,9	76,2	85,0	73,6	76,6	76,5	71,4
Inactifs	33,5	34,9	35,9	38,5	37,6	37,7	40,6	39,3	41,0	42,1	41,8
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :											
Communes rurales	25,5	27,5	30,1	30,1	32,5	31,9	35,7	36,8	38,1	39,6	39,3
Agglomérations de — de 20.000 habitants	43,6	47,4	48,2	43,9	45,7	48,3	51,7	50,3	51,3	54,7	50,7
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	52,4	57,0	54,3	56,6	61,8	62,4	57,1	59,5	62,3	59,1	61,4
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	61,2	63,0	64,9	62,5	61,6	63,8	64,1	65,6	64,8	66,5	65,7
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	79,0	78,1	82,2	83,6	78,7	83,2	78,8	82,6	81,7	79,7	76,9
Paris	79,2	82,6	83,1	85,7	81,2	83,9	85,3	80,8	85,5	83,1	83,5

(1) Selon les délimitations du recensement de 1968 pour les résultats des années antérieures à 1977; selon les délimitations des recensements de 1968 et 1975 pour les résultats de 1977; selon les délimitations du recensement de 1975 pour les résultats des années postérieures à 1977.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : nombre moyen de journées par personne partie

Source : INSEE — *Unité :* Journée

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre moyen de journées pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**29,9**	**30,0**	**30,3**	**29,4**	**30,7**	**29,7**	**29,4**	**29,5**	**29,5**	**29,5**	**29,6**
Selon l'âge :											
0 à 13 ans	31,4	33,2	32,7	32,6	33,6	32,0	31,5	31,3	31,7	31,6	30,9
14 à 19 ans	30,9	31,1	33,3	30,9	32,6	30,8	30,0	29,8	30,8	31,1	31,2
20 à 24 ans	28,1	28,1	28,8	27,1	27,4	27,2	25,6	27,0	26,2	26,3	28,9
25 à 29 ans	27,8	27,1	27,6	26,6	27,4	27,0	23,1	26,3	25,2	25,5	26,1
30 à 39 ans	27,2	28,5	28,8	28,3	29,7	28,5	27,5	27,5	27,4	27,3	26,5
40 à 49 ans	26,9	27,4	27,5	26,0	27,6	26,8	27,1	27,6	26,8	27,1	27,2
50 à 54 ans	27,4	26,5	26,0	25,6	26,2	25,6	25,6	25,1	27,0	26,2	26,7
55 à 59 ans	28,3	26,8	28,1	27,3	27,7	28,2	27,7	28,0	28,5	28,2	30,4
60 à 64 ans	31,4	30,3	30,0	29,1	28,3	32,8	35,1	34,5	33,2	31,7	36,0
65 à 69 ans	40,0	35,1	34,8	35,1	36,9	35,2	34,2	35,8	38,0	39,1	37,9
70 ans et plus					39,2	37,3	38,1	39,8	37,9	38,9	34,0
Selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :											
Exploitants et salariés agricoles	17,1	17,4	16,9	19,2	17,5	16,9	15,3	16,1	15,0	15,9	15,8
Patrons de l'industrie et du commerce	25,5	27,6	20,1	23,9	24,7	23,6	23,2	23,0	22,3	22,7	20,6
Cadres supérieurs et professions libérales	37,7	40,6	41,2	40,1	40,4	38,7	38,4	39,1	37,7	38,2	37,0
Cadres moyens	32,6	32,6	32,4	31,0	34,5	32,3	30,4	31,1	31,7	31,6	31,2
Employés	27,6	26,8	28,6	26,1	26,8	27,9	28,3	26,3	27,6	27,1	27,3
Ouvriers	25,6	25,9	26,2	25,3	25,7	24,7	24,7	24,1	24,5	24,6	25,0
Personnel de service	25,8	24,6	27,7	28,0	28,2	28,2	24,0	25,3	24,7	26,1	25,1
Autres actifs	32,4	33,8	33,0	32,3	33,6	33,9	31,2	33,1	38,9	33,7	35,8
Inactifs	36,5	33,4	34,1	32,2	35,7	34,9	36,5	36,5	35,7	34,9	35,7

TABLEAU E.03-7

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances passées en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Selon le genre de vacances :											
Circuit	3,0	3,4	3,5	3,5	3,7	3,6	3,8	3,5	3,6	3,6	3,4
Campagne	30,8	29,0	29,5	28,9	29,2	28,5	28,3	28,7	26,5	26,3	25,2
Mer	41,0	41,4	41,4	41,2	40,8	41,8	46,5	39,8	42,4	42,9	42,4
Montagne	17,8	20,1	19,9	19,9	19,8	19,4	17,2	20,5	19,6	20,7	21,2
Ville	7,4	6,1	5,7	6,5	6,5	6,7	4,2	7,5	7,9	6,5	7,8
Ensemble	**100,0**	**100,**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	7,8	8,1	7,7	7,7	7,1	6,8	7,2	7,0	6,7	6,3	5,9
Location	15,8	15,6	16,6	15,8	14,8	16,5	14,9	13,6	14,4	14,6	16,0
Résidence secondaire possédée	12,4	12,4	12,4	13,0	13,9	12,0	13,5	14,5	13,5	13,4	13,7
Résidence principale parents ou amis	31,4	28,6	29,4	29,0	30,2	30,5	30,3	30,2	30,1	30,2	30,3
Résidence secondaire parents ou amis	8,1	7,8	7,0	9,0	8,2	7,5	8,2	8,8	8,9	9,5	9,1
Tente, caravane	18,5	20,4	19,5	17,0	18,1	18,2	17,5	17,7	18,5	17,0	17,4
Autres	6,0	7,1	7,4	8,5	7,7	8,5	8,4	8,2	7,9	9,0	7,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-8

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours de vacances des Français à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Pays de destination	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Espagne (1)	2.410	2.260	1.967	2.156	1.762	1.783	1.760	1.769	1.831	1.597
Portugal			623	674	832	748	844	945	821	938
Italie	1.010	1.040	1.043	1.191	1.132	1.176	1.287	1.329	1.287	1.269
Suisse	440	360	393	359	334	354	375	284	331	294
Allemagne fédérale, Autriche	270	280	414	389	471	566	569	642	511	669
Benelux, Scandinavie	280	330	363	354	364	349	314	414	311	284
Iles britanniques	350	370	621	566	475	515	430	403	462	562
Pays de l'Est	●	●	208	177	178	178	189	183	177	205
Algérie, Maroc, Tunisie	●	●	647	978	931	960	1.069	972	963	1.162
Autres pays méditerranéens (2)	●	●	531	648	639	650	668	680	518	589
Autres pays (3) (4)	1.740	1.830	494	530	460	540	538	535	626	681
Total (4)	**6.500**	**6.470**	**7.304**	**8.022**	**7.578**	**7.819**	**8.043**	**8.156**	**7.838**	**8.250**

(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Grèce, Turquie, Liban, Israël. — (3) Autres pays : Afrique, Asie, Amérique. — (4) La différence constatée, à partir de 1978, entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée; ceux-ci étaient, avant 1978, inclus dans « Autres pays ».

TABLEAU E.03-9

Les vacances sur l'ensemble de l'année : journées de vacances des Français à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* Million

Pays de destination	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Espagne (1)	53,0	56,4	50,0	40,4	42,7	35,8	33,0	31,9	30,0	31,1	30,1
Portugal				17,3	20,0	22,2	21,9	23,9	25,4	23,6	23,8
Italie	20,7	19,9	19,0	20,4	26,2	20,2	21,8	20,3	22,0	22,8	22,2
Suisse	6,6	5,7	5,6	5,4	4,4	3,8	5,1	4,1	3,0	3,0	2,8
Allemagne fédérale, Autriche	3,1	5,1	4,0	6,5	5,8	6,8	6,9	7,2	7,2	6,0	7,2
Benelux, Scandinavie	3,0	4,1	4,8	4,5	5,7	4,3	5,0	4,5	4,6	4,0	3,0
Iles britanniques	5,1	6,3	6,9	8,7	9,7	7,6	6,9	6,6	5,5	7,0	6,8
Pays de l'Est	●	●	●	3,8	2,6	3,0	3,1	3,9	2,6	2,2	2,1
Algérie, Maroc, Tunisie	●	●	●	15,0	24,5	25,0	21,6	24,9	23,9	26,8	32,2
Autres pays méditerranéens (2)	●	●	●	10,7	12,0	11,7	11,5	14,3	13,8	9,5	10,4
Autres pays (3) (4)	32,0	39,2	44,0	12,1	13,1	12,7	11,7	12,7	11,2	13,4	14,0
Total (4)	**123,5**	**136,7**	**134,3**	**144,8**	**165,7**	**153,1**	**148,5**	**154,3**	**149,2**	**149,4**	**154,6**

(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Grèce, Turquie, Liban, Israël. — (3) Autres pays : Afrique, Asie, Amérique. — (4) La différence constatée, à partir de 1981, entre ce total et le nombre de journées à l'étranger donné au tableau 4 est due au fait que la destination des séjours correspondants n'a pas été précisée; avant 1981, ces journées étaient comptabilisées dans « Autres pays ».

TABLEAU E.03-10

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances à l'étranger

Source : INSEE — *Unité :* %

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Selon le genre de vacances :											
Circuit	13,7	15,7	17,5	20,1	16,8	17,8	18,7	16,4	15,1	13,4	16,2
Campagne	19,6	19,4	17,2	17,8	20,0	18,5	22,4	21,8	20,4	20,3	19,3
Mer	39,4	36,9	38,6	37,2	40,9	34,7	37,2	35,3	35,8	36,9	37,8
Montagne	13,2	12,9	10,8	10,5	10,8	10,3	7,5	8,2	10,9	10,0	8,1
Ville	14,1	15,1	15,9	14,4	11,5	18,7	14,2	18,3	17,8	19,4	18,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	19,9	22,0	21,8	24,8	20,5	21,2	23,7	20,1	23,5	20,3	19,8
Location	11,9	10,8	9,9	9,0	8,6	8,9	6,8	7,3	8,1	8,6	7,9
Résidence secondaire possédée	4,2	7,6	4,6	4,5	6,2	4,8	5,5	4,4	7,3	4,9	7,5
Résidence principale parents ou amis	45,0	40,5	43,1	41,3	43,9	45,6	45,6	48,1	44,2	49,7	47,6
Résidence secondaire parents ou amis	5,0	3,8	3,2	2,7	3,9	4,4	4,0	3,7	3,3	3,1	3,6
Tente ou caravane	9,7	10,4	10,1	10,7	11,9	7,8	8,0	9,2	7,2	5,8	7,1
Autres	4,3	4,9	7,3	6,0	5,0	7,3	6,4	7,2	6,4	7,6	6,5
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-11

Les vacances d'été : généralités

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de personnes parties en vacances d'été	24,0	25,0	25,6	25,7	26,6	28,2	27,8	28,4	28,6	29,6	29,2
Taux de départ en été (1) [en %]	48,2	50,2	51,6	50,7	51,7	53,3	53,3	54,3	54,5	55,2	53,9
Nombre des séjours	28,1	30,1	30,5	31,3	33,3	35,3	35,3	36,3	36,9	37,8	37,0
— en France	23,6	24,9	25,6	25,7	27,2	29,5	29,5	30,1	31,0	32,2	30,7
— à l'étranger	4,5	5,2	4,9	5,6	6,1	5,8	5,8	6,2	5,9	5,6	6,3
Nombre de journées de vacances	626	661	672	659	702	722	692	705	706	732	723
— en France	518	542	557	538	563	594	572	572	583	608	588
— à l'étranger	108	119	115	121	139	128	120	133	123	124	135

(1) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-12

Répartition des journées de vacances par mois d'été (1)

Source : INSEE — *Unités :* En %
Million de journées

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Mai	2,6	2,7	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,3	2,9	2,6	3,8
Juin	10,4	10,8	10,2	5,3	4,5	4,9	5,0	5,2	5,5	5,6	10,8
Juillet	39,7	39,4	44,8	36,4	34,8	32,8	32,0	29,8	31,9	35,5	46,5
Août	42,2	42,8	38,7	48,0	49,8	52,0	50,6	50,9	51,2	49,3	34,1
Septembre	5,1	4,3	3,7	8,3	8,8	8,2	9,8	11,8	8,5	7,0	4,8
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Ensemble des journées	**626**	**660**	**668**	**641**	**694**	**714**	**692**	**697**	**698**	**724**	**721**

(1) Seuls les séjours ayant démarré et fini dans les limites mai-septembre ont été comptabilisés pour cette répartition.

TABLEAU E.03-13

Les vacances d'été : répartition des séjours en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Selon le mode de transport :											
Train	12,7	12,2	11,4	12,5	11,2	11,8	11,0	●	10,2	10,7	10,2
Auto	81,8	81,9	83,4	82,1	83,3	81,7	83,0	●	82,9	82,1	83,3
Car	2,9	3,3	2,7	2,9	2,8	3,1	2,8	●	2,7	2,4	2,7
Avion	1,1	1,3	1,1	1,1	1,1	1,9	1,8	●	2,1	2,4	2,2
Autre	1,5	1,3	1,4	1,3	1,6	1,5	1,4	●	2,1	2,4	1,6
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	●	**100**	**100**	**100**
Selon le genre de vacances :											
Circuit	4,1	4,6	5,1	4,5	5,0	5,0	5,0	5,1	5,2	4,8	4,3
Mer	43,4	44,2	44,3	44,2	45,0	45,6	44,8	43,6	46,0	46,0	46,4
Montagne	17,1	17,9	17,4	17,4	16,9	16,7	17,2	17,4	17,3	18,0	17,8
Campagne	29,6	27,5	27,8	27,8	27,2	27,0	27,0	27,1	25,0	25,3	24,6
Ville	5,8	5,8	5,4	6,1	5,9	5,7	6,0	6,8	6,5	5,9	6,9
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	10,5	10,6	10,0	10,3	9,5	9,4	9,7	9,5	9,1	8,1	7,7
Location	14,8	14,2	15,0	14,5	13,5	14,9	14,1	12,4	13,6	13,9	14,8
Résidence secondaire	8,1	8,3	8,2	9,2	9,4	8,2	9,0	10,0	8,9	8,5	8,7
Résidence principale des parents et amis	30,8	28,7	29,0	28,2	29,6	29,7	28,0	30,2	28,9	29,8	29,6
Résidence secondaire des parents et amis	7,8	7,3	7,2	9,1	8,6	7,8	9,1	8,8	8,8	9,8	9,8
Tente ou caravane	22,5	23,8	23,1	20,1	22,0	21,8	21,7	20,8	22,9	20,6	21,5
Autres	5,5	7,1	7,5	8,6	7,3	8,2	8,4	8,2	7,8	9,3	7,9
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

TABLEAU E.03-14

Les vacances d'hiver : généralités

Source : INSEE — *Unité :* Million

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	8,0	8,7	9,4	9,4	10,8	11,7	12,2	12,6	13,3	13,1	14,3
Taux de départ en hiver (1) [en %]	16,2	17,1	18,1	17,9	20,6	22,1	22,7	23,8	24,6	24,3	26,2
Nombre de séjours de vacances	11,0	11,6	13,4	12,6	15,5	16,2	17,5	17,7	18,5	18,6	20,7
— en France	9,9	10,3	11,8	10,9	13,4	14,3	15,3	15,6	16,0	16,1	18,2
— à l'étranger	1,1	1,3	1,6	1,7	2,1	1,9	2,2	2,1	2,5	2,5	2,5
Nombre de journées de vacances	119	124	145	137	159	164	174	177	189	188	198
— en France	104	107	125	114	133	139	146	152	157	158	170
— à l'étranger	16	17	20	23	26	25	28	25	32	30	28

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.

TABLEAU E.03-15

Les vacances d'hiver : répartition des séjours en France

Source : INSEE — *Unité :* %

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Selon le mode de transport :											
Train	23,1	20,4	22,0	20,6	19,9	17,6	17,4	18,1	16,4	16,2	16,7
Auto	72,7	75,4	72,5	64,4	74,9	75,7	77,7	75,8	75,8	77,2	77,0
Car	2,1	2,1	3,6	9,7	3,5	3,3	3,2	2,9	3,8	2,7	2,6
Avion	1,2	1,4	1,5	3,5	1,3	1,7	1,3	2,3	2,8	2,9	2,8
Autre	0,9	0,7	0,4	1,8	0,4	1,7	0,4	0,9	1,2	1,0	0,9
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Selon le genre de séjour :											
Circuit	2,1	1,4	1,8	2,5	3,2	2,4	2,1	1,8	1,8	2,0	2,4
Mer	16,1	14,1	17,1	16,2	15,8	17,3	14,3	15,8	18,2	18,3	16,1
Montagne	28,8	33,4	32,6	35,1	34,1	34,6	34,7	34,3	35,6	37,2	37,7
Campagne	33,8	35,3	35,2	29,6	31,4	30,8	32,4	33,0	30,0	29,9	28,0
Ville	19,2	15,8	13,3	16,6	15,5	14,9	16,5	15,1	14,4	12,6	15,8
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	12,6	14,5	13,2	12,5	13,2	10,9	11,4	10,2	10,8	11,3	10,4
Location	6,8	8,3	9,9	10,7	9,6	12,8	9,7	10,9	11,0	14,2	15,1
Résidence secondaire	15,8	13,3	14,5	11,6	13,7	12,2	13,0	14,0	14,0	13,4	12,8
Résidence principale des parents et amis	49,5	48,5	45,4	46,9	44,1	42,5	46,6	43,4	41,5	42,5	42,7
Résidence secondaire des parents et amis	8,8	9,3	8,3	9,8	8,6	9,0	8,4	10,6	10,9	8,9	8,6
Tente et caravane	1,2	1,6	2,0	1,5	2,1	2,3	1,7	2,3	2,4	1,9	2,1
Autres	6,3	4,5	6,7	7,0	9,7	10,3	9,2	8,6	9,4	7,8	8,3
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

TABLEAU E.03-16

Tourisme de jeunes : auberges de jeunesse

Sources : Fédération unie des auberges de jeunesse
Ligue française des auberges de jeunesse

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nuitées (en milliers)	1.304,9	1.297,2	1.350,5	1.323,4	1.405,8	1.322,9	1.291,0	...

TABLEAU E.03-17

Tourisme d'affaires : entrées dans quelques foires importantes (1) par région

Source : Office de justification des statistiques — *Unité :* Millier d'entrées

Région	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	Principales villes de foire	1982	1983
Ile-de-France	1.144,3	1.258,7	1.152,8	1.080,9	1.085,8	1.025,5	1.063,3	Paris	1.025,5	1.063,3
Champagne - Ardenne	291,9	299,5	322,8	329,7	344,5	328,2	315,7	Châlons-sur-Marne	110,3	110,0
Picardie	41,9	42,6	34,2	44,1	42,6	40,2	44,7	Beauvais	40,2	44,7
Haute-Normandie	173,6	164,1	163,6	178,1	166,5	185,5	194,7	Rouen	185,5	194,7
Centre	202,9	189,9	179,3	164,0	116,2	133,7	113,7	Orléans	111,6	113,7
Basse-Normandie	274,8	286,3	229,5	273,3	254,1	260,8	322,2	Caen	194,0	259,4
Bourgogne	328,5	426,2	401,6	445,1	418,3	482,8	416,0	Dijon	321,8	300,4
Nord - Pas-de-Calais	393,7	435,6	380,9	412,1	353,8	365,5	371,7	Lille	310,6	311,5
Lorraine	407,8	387,1	323,0	362,2	292,3	342,3	275,5	Nancy	152,2	148,5
Alsace	521,2	543,4	519,9	665,7	803,2	835,6	844,9	Strasbourg	493,2	476,7
Franche-Comté	117,6	111,7	130,6	148,0	152,4	138,3	119,2	Besançon	112,1	88,9
Pays de la Loire	455,8	427,7	479,9	427,2	489,0	401,9	504,4	Nantes	152,7	154,3
Bretagne	414,2	407,3	494,7	516,5	523,2	542,7	544,6	Rennes	321,1	301,2
Poitou - Charentes	269,8	275,5	316,1	342,9	368,6	349,6	364,4	Niort	138,3	140,9
Aquitaine	594,1	598,2	643,2	712,7	713,2	677,3	753,3	Bordeaux	346,0	348,5
Midi - Pyrénées	302,6	357,5	356,0	372,9	387,6	420,0	448,7	Toulouse	202,7	199,4
Limousin	94,2	188,1	100,9	105,6	192,1	103,1	113,2	Limoges	103,1	113,2
Rhône - Alpes	864,0	1.001,9	1.007,8	1.040,5	1.113,0	1.234,1	1.324,3	Lyon	417,2	431,0
Auvergne	●	●	120,3	92,1	87,2	143,3	110,3	Clermont-Ferrand	91,6	68,5
Languedoc - Roussillon	274,5	282,6	285,7	271,4	276,3	273,3	273,3	Montpellier	216,0	202,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	800,2	884,9	934,6	937,5	907,1	1.046,4	1.044,1	Marseille	654,4	618,7
Corse	—	—	—	-	27,0	26,6	—	Bastia	26,6	—
France	**7.967,6**	**8.568,8**	**8.576,4**	**8.922,5**	**9.114,1**	**9.356,8**	**9.562,2**			

(1) Total des entrées enregistrées comprenant à la fois des touristes et des visiteurs (déplacement hors du domicile pendant moins de 24 heures). Le champ des foires déclarées varie d'une année à l'autre.

TABLEAU E.03-18

Thermalisme : nombre de cures réalisées par région (1)

Sources : Compagnie française de thermalisme (CFT)
Syndicat national des établissements thermaux (SNET)
Union nationale des établissements thermaux (UNET)

Région	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*p* 1983
Ile-de-France	2.851	2.817	3.590	3.579	3.594	3.725	4.026	4.286	4.607	4.512	4.670
Champagne - Ardenne	8.496	8.579	9.145	9.700	10.109	11.347	11.613	12.675	13.615	14.635	14.823
Haute-Normandie	188	293	282	254	235	227	241	202	213	180	—
Basse-Normandie	17.225	17.321	17.685	18.193	18.026	18.263	17.656	16.876	16.472	16.433	16.258
Bourgogne	6.730	8.323	8.831	8.956	8.616	8.783	9.093	9.346	9.643	*r* 9.653	9.468
Nord - Pas-de-Calais	1.184	1.121	1.160	1.502	1.532	1.576	1.627	1.681	1.699	1.924	2.021
Lorraine	20.334	20.158	20.367	20.458	20.628	20.030	19.357	20.356	21.262	*r* 21.451	21.527
Alsace	664	7.024	828	10.006	6.401	840	875	880	887	884	832
Franche-Comté	371	5.200	5.249	5.008	4.896	4.861	4.829	4.937	5.270	*r* 5.538	5.457
Poitou - Charentes	7.702	8.051	8.587	9.655	9.419	9.838	*r* 10.094	10.296	*r* 10.653	11.471	12.022
Aquitaine	24.446	29.993	31.150	32.263	37.396	38.941	50.542	*r* 52.250	*r* 54.515	*r* 57.819	59.891
Midi - Pyrénées	67.865	69.888	74.491	78.591	80.743	81.914	72.257	84.551	*r* 87.324	89.698	89.914
Limousin	1.534	1.563	1.588	1.527	1.507	1.584	1.642	1.625	1.687	1.789	1.856
Rhône - Alpes	85.216	89.414	93.471	97.169	95.676	98.027	102.358	99.817	105.000	*r* 107.695	107.419
Auvergne	111.955	114.945	116.129	115.870	114.317	113.984	114.561	112.806	*r* 112.133	*r* 118.682	116.211
Languedoc - Roussillon	33.335	35.307	40.764	45.703	48.345	27.619	32.419	56.901	*r* 61.628	69.896	73.602
Provence - Alpes - Côte d'Azur	19.161	19.835	21.800	26.274	27.445	10.609	25.629	28.675	*r* 31.244	37.386	39.655
Corse (2)	●	●	●	●	●	●	●	●	●	211	217
France métropolitaine	**409.257**	**439.832**	**455.117**	**484.708**	**488.885**	**452.168**	**478.819**	***r* 518.160**	***r* 537.852**	***r* 569.857**	**575.843**

(1) Curistes libres ou assurés sociaux. — (2) Pour la Corse, chiffres non connus avant 1982.

TABLEAU E.03-19

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France — *Unité :* Million de francs

Pays (1)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Recettes									
Communauté économique européenne (3)	5.992	6.546	8.491	11.290	12.048	15.764	■16.498	18.196	19.973
dont : Allemagne Fédérale	2.460	2.819	3.739	4.889	4.997	5.795	5.937	6.916	7.529
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	1.548	1.607	2.013	2.763	3.394	3.943	2.468	3.924	4.240
Grande-Bretagne, Irlande	1.227	1.446	1.963	2.703	2.444	4.449	4.861	4.953	5.439
Italie	707	614	712	860	1.121	1.454	1.721	2.171	2.525
Canada	201	232	241	236	246	248	392	531	611
Espagne, Portugal (2)	1.030	■1.251	1.718	1.499	1.570	1.373	1.308	1.452	1.479
États-Unis	3.004	4.164	5.085	5.087	5.446	5.519	8.085	1.142	15.023
Suède	119	128	126	141	162	189	279	315	343
Suisse	2.255	2.307	3.148	4.751	4.927	5.710	4.911	6.494	8.969
Dépenses									
Communauté économique européenne (3)	4.502	5.664	6.515	6.529	7.884	9.332	■10.544	11.415	10.079
dont : Allemagne Fédérale	1.018	1.231	1.408	1.375	1.554	1.680	2.086	2.199	2.068
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	947	1.067	1.113	1.122	1.435	1.602	1.592	2.088	1.852
Grande-Bretagne, Irlande	943	1.302	1.870	1.645	1.869	2.918	2.701	2.996	2.512
Italie	1.546	2.023	2.073	2.288	2.935	3.071	3.094	3.560	3.196
Canada	115	162	142	138	156	185	289	312	259
Espagne, Portugal (2)	2.451	■2.912	3.607	3.971	3.354	4.042	3.952	5.157	5.112
États-Unis	1.876	2.797	3.306	3.729	4.083	4.509	6.251	7.629	7.308
Suède	47	80	69	74	67	104	108	124	109
Suisse	1.111	1.311	1.617	1.182	1.729	1.664	2.985	2.316	2.493
Solde de la balance touristique									
Ensemble des pays	**1.739**	**984**	**2.267**	**7.379**	**6.969**	**9.268**	**7.908**	**12.121**	**22.444**

(1) Faute de renseignements suffisants quant au pays de résidence effectif des touristes étrangers, on enregistre soit le pays dont la devise est utilisée, soit le pays de résidence des titulaires de comptes « étrangers » débités ou crédités. — (2) Espagne seulement jusqu'à 1975 inclus. — (3) Jusqu'à 1980 inclus, Europe des neuf; à partir de 1981. Europe des dix.

- Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, secrétariat d'État au Tourisme, direction du Tourisme, bureau des Statistiques et Enquêtes, 17, rue de l'Ingénieur-Robert-Keller, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.

Publications :

La *Revue trimestrielle de la direction du Tourisme* a revêtu plusieurs titres qui sont rappelés ci-dessous :
— de 1950 à 1963 : *Le tourisme en France*;
— de 1963 à 1973 : *Bulletin statistique*;
— de 1974 à 1978 : *Statistiques du tourisme*;
— de 1978 à 1980 : *Regards sur l'économie du tourisme*;
— depuis 1981 : *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* ont connu une numérotation continue de 1 à 29.

Les n° 4 (décembre 1982) et n° 8 (décembre 1983) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*).

A l'exception des numéros épuisés, le reste de la collection commencée en 1974 peut être commandé à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : (1) 48 34 92 75.

Les numéros les plus récents peuvent être achetés à la librairie de la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 61 50 10.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, 1re édition en 1983) contient la totalité des données disponibles par région et département depuis dix ans.

- INSEE, département « Population ménages ». Division « Conditions de vie des ménages ».

Publications (vacances) :

Debreu (P.). — « Les vacances des Français en 1973 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 41, février 1975.

Statistiques du tourisme, nos 2, 6, 10, 14, 18.

Regards sur les statistiques du tourisme, n° 21.

Regards sur l'économie du tourisme, nos 26, 28.

Objectifs temps libre, l'économie du tourisme, nos 3 et 4.

Anfré (J.) et Rempp (J.-M.). — « Les vacances des Français », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978.

Bertrand (M.). — « La France sous la tente », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978.

Bertrand (M.). — « Vacances : en hiver aussi », *Économie et statistique,* n° 111, mai 1979.

Bertrand (M.). — « Les vacances des Français en 1982 ». *Premiers résultats,* note n° 323/453 du 10 février 1983.

Choquet (O.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1982-1983 ». *Premiers résultats,* n° 1, septembre 1983.

Couder (M.). — « Les départs en vacances de l'été 1983 ». *Premiers résultats,* n° 6, décembre 1983.

Couder (M.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1983-1984 ». *Premiers résultats,* n° 26, octobre 1984.

Christine (M.) et Samy (Chr.). « Les départs en vacances de l'été 1984 ». *Premiers résultats,* n° 31, février 1985.

— Microfiches disponibles dans les Observatoires économiques régionaux « Vacances d'été, vacances d'hiver » chaque année depuis 1976.

- Autres.

Publications diverses :

Conseil économique et social : *Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques* (*JO* RF avis et rapport du Conseil économique et social, n° 18 du 4 août 1982, séances des 25 et 26 mai 1982).

LES FRANÇAIS EN VACANCES :

Qui sont-ils ?

Combien sont-ils ?

Quand partent-ils ?

Où vont-ils ?

Où logent-ils ?

Ces thèmes et bien d'autres, parmi lesquels : **l'incidence du milieu social sur le mode d'hébergement choisi, les sports d'hiver, les séjours à l'étranger, les voyages organisés** sont traités en 148 pages de tableaux et commentaires tirés des enquêtes de 1981 et 1982 sur les vacances des Français.

Cette enquête est réalisée deux fois par an : en mai pour étudier les vacances d'hiver et les sports d'hiver, en octobre pour étudier les vacances d'été.

LES VACANCES DES FRANÇAIS EN 1981 ET 1982

Les collections de l'INSEE, série M, « Ménages » nº 109. Un volume broché, format 21 × 29,7, 148 pages.

CONSULTATION, VENTE P 689

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

Insitut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Éducation populaire

2. Jeunesse

3. Sports

4. Équipements sportifs, de jeunesse et de loisir

1. Éducation populaire

11. Promotion de l'éducation populaire
(tableau 1)

Cette action s'effectue soit directement par les services du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, soit par une aide aux associations, aux collectivités et aux organismes concernés. Plusieurs axes d'action sont retenus, dont :

— aide aux actions d'animation engagées par les associations et les collectivités locales;
— aide au développement de la vie associative.

12. Formation de cadres
(tableaux 2 à 4)

121. Formation d'animateurs diplômés (BASE, CAPASE, DEFA)

Cette formation a principalement pour objet de valoriser les fonctions d'animateur professionnel (CAPASE: *certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives,* remplacé en 1980 par le DEFA : *diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur*), mais aussi d'animateur bénévole (BASE : *brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative).*

Le BASE, délivré par une commission départementale de la promotion socio-éducative (CODEPSE), sanctionne une expérience pratique d'animation. L'animateur titulaire du BASE intervient dans le domaine éducatif ou social, pour encadrer un groupe, gérer un établissement ou un équipement, ou animer un secteur géographique particulier.

La préparation du CAPASE s'effectuait par des stages courts donnant droit à l'attribution d'unités de valeur, auxquels s'ajoutaient des contrôles de connaissances et des épreuves d'aptitude.

Pour le DEFA qui remplace ce certificat, deux cursus de formation ont été prévus :

— en cycle continu de trois ans dans un centre de formation agréé;
— en sessions discontinues sur une durée minimale de trois ans.

Les conditions d'accès sont les suivantes :

— justifier de trois ans d'activité professionnelle;
— ou de trois ans de responsabilité d'animation non professionnelle;
— ou être titulaire du BASE.

La formation comprend cinq unités de formation de cent soixante heures minimum chacune, suivies d'un contrôle de connaissances.

Les candidats doivent ensuite effectuer un stage pratique en situation de quatre à huit mois, puis une expérience d'animation de neuf mois, comportant un stage de deux cent quarante heures d'adaptation à la fonction, à l'issue duquel le DEFA est attribué.

122. Formation professionnelle continue

· *Formation professionnelle continue de longue durée.*

Les animateurs professionnels peuvent suivre des stages de promotion de longue durée variant de un à deux ans, soit dans des centres privés dépendant d'associations ayant passé des conventions de formation professionnelle avec le ministère, soit dans des centres publics de formation.

· *Loi « Congé-Cadre-Jeunesse ».*

Cette loi vise à favoriser le recrutement, la formation et le perfectionnement de cadres et d'animateurs bénévoles. Elle accorde un congé non rémunéré de six jours ouvrables par an aux jeunes travailleurs salariés et apprentis âgés de 18 à 25 ans désireux d'assumer des responsabilités au sein d'organismes qualifiés.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (mission informatique de gestion, études et statistiques — MIGES).

2. Jeunesse

21. Loisirs de vacances Loisirs quotidiens
(tableaux 1, 4 et 5)

L'objectif est de développer les activités de loisirs socio-éducatifs sur les lieux de vie et pendant les vacances en faveur des jeunes. Cette intervention s'effectue soit directement par les services du ministère, soit en apportant une aide aux associations nationales ou locales agréées et subventionnées, aux collectivités locales et aux établissements scolaires.

Les grands axes d'action sont :

— la promotion des activités de loisirs quotidiens en faveur des enfants et des adolescents;
— l'accroissement de l'aide en faveur des centres de vacances;
— le développement de l'aide à la vie associative;
— le développement des actions favorisant une meilleure protection et une meilleure insertion des jeunes.

A cet effet sont prévus des stages « jeunes volontaires » pour des jeunes de 18 à 25 ans, sans emploi ou désirant changer d'emploi, mais n'étant pas en cours de formation. Ces stages, de six mois à un an (plus de 11 000 stages en 1983), sont rattachés à ceux de la formation professionnelle; ils sont proposés par des organismes du secteur non marchand :

— l'aide à l'initiative des jeunes;
— l'accroissement des échanges internationaux de jeunes.

22. Formation des cadres de Centres de vacances
(tableau 6)

Une habilitation est accordée par le ministère à des associations, pour l'organisation de sessions de formation d'animateurs et de directeurs.

Le BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur en centres de vacances) comporte trois étapes :

— une session de formation théorique de huit jours;
— un stage pratique dans un centre de vacances de quinze à vingt-quatre jours suivant le type de centre;
— une session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation de cinquante heures de travail en six jours.

Le BAFA peut être suivi du BAFD (*brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances*). Il prévoit :

— une session de formation de dix jours;
— un stage pratique effectué en qualité de directeur de centre de vacances ou de loisirs en situation de responsabilité totale;
— une session de perfectionnement de six jours;
— un deuxième stage qui permet d'établir un bilan d'ensemble de la formation.

3. Sports

31. Pratique sportive pour le plus grand nombre

Une des actions engagées par le ministère en matière de sport est de développer la pratique sportive pour le plus grand nombre en faisant connaître les bienfaits de la pratique sportive et en donnant les moyens de pratiquer sans chercher à atteindre le haut niveau. Dans ce but le ministère apporte :

— des moyens en personnel (conseillers techniques, collaborateurs saisonniers, moniteurs itinérants, assistants sportifs);
— des moyens en matériel technique et pédagogique. Il verse des subventions sous des formes diverses, en provenance de son budget et du fonds national pour le développement du sport (section sport de masse).

32. Sport de haute compétition
(tableaux 7 à 11)

La promotion du sport de haute compétition est un objectif reconnu pour la force d'attraction que les champions sportifs exercent sur la masse et donc sur le développement d'une pratique sportive pour tous. Elle est en outre nécessaire à la bonne représentation du sport français dans les grandes compétitions internationales.

Les fédérations sportives organisent les compétitions, sélectionnent les athlètes et établissent les programmes d'entraînement. L'aide de l'État dans ce domaine prend la forme de subventions versées aux fédérations à partir du budget du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports et des ressources du fonds national pour le développement du sport (section sport de haut niveau).

De plus le ministère recrute du personnel technique hautement qualifié (directeurs techniques nationaux, entraîneurs nationaux et conseillers techniques) qu'il met à la disposition des fédérations sportives.

Afin d'offrir à des espoirs sportifs des conditions de scolarisation leur permettant une poursuite normale de leurs études secondaires et supérieures, en même temps qu'un entraînement physique adapté à la pratique sportive de haut niveau et la participation aux compétitions, une action en faveur des sections « sport-études » est poursuivie, en coordination avec plusieurs administrations et organismes.

33. Formation de cadres : les brevets d'État à trois degrés d'éducateur sportif
(tableau 12)

Le brevet d'État à trois degrés permet d'exercer la profession d'éducateur physique ou sportif. Les examens pour l'obtention de ce brevet intéressent la plupart des activités sportives et sanctionnent une formation commune à tous les sports et une formation spécifique à la discipline intéressée. Cette formation doit permettre de

donner ainsi à tous les groupements sportifs un personnel d'encadrement qualifié.

34. Médecine du sport
(tableau 13)

La médecine du sport a pour but de favoriser les effets bénéfiques de la pratique des activités physiques et sportives à tous les stades du développement de l'homme et de protéger les pratiquants contre les nuisances dues à une activité sportive insuffisante, excessive ou inadaptée.

Les deux axes de cette politique sont :
— d'une part, des actions de recherche, d'enseignement et de formation;
— d'autre part, un accroissement de l'effort en faveur de l'exercice de la médecine dans le domaine du sport; cet effort porte :

· *Dans le cadre des activités sportives générales :*
  — sur le contrôle médical sportif : médecine préventive;
  — sur la médecine de soin : traumatologie et réadaptation.

· *Dans celui de la haute compétition :*
  — sur la surveillance médicale de l'entraînement des athlètes de haut niveau, hygiène sportive et psychologie du sport;
  — sur la lutte antidopage.

4. Équipements sportifs, de jeunesse et de loisir
(tableaux 14 et 15)

41. Équipements de jeunesse et de loisir

Les moyens en équipements de jeunesse, de tourisme et de loisir qui peuvent être subventionnés par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports comprennent les installations suivantes :
— locaux d'activités socio-éducatives;
— centres de vacances et de loisirs;
— bases de plein air et de loisirs;
— locaux d'accueil;
— centres d'information jeunesse;
— établissements de la jeunesse et des sports.

42. Équipements sportifs

L'État ne construit pour son propre compte que dans quelques cas particuliers, notamment pour les établissements de formation des cadres. Dans les autres cas, il subventionne les opérations entreprises au bénéfice des collectivités intéressées.

Les installations sportives comprennent :
— les terrains de plein air;
— les installations sportives couvertes;
— les piscines;
— les équipements sportifs particuliers : patinoires, frontons de pelote basque, tremplins de saut à ski, stands de tir,...

A ces installations s'ajoutent les établissements régionaux de formation de cadres (UEREPS, CREPS) et des établissements nationaux (INSEP, écoles nationales de ski et d'alpinisme, de ski de fond et de saut, de voile, d'équitation).

*
**

TABLEAU E.04-1

Associations de jeunesse et d'éducation populaire

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Associations agréées :											
Nationales	219	221	227	239	263	271	277	295	327	*r* 331	339
Régionales et locales	12.508	12.852	13.395	13.899	14.507	17.874	18.876	19.535	19.791	21.886	...

TABLEAU E.04-2

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	Année scolaire										
	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
BASE (1) [diplômes délivrés]	1.341	1.221	1.326	1.386	1.619	1.842	1.799	1.346	1.001	1.295	1.479
CAPASE (2) (3) :											
— admis à la session d'ouverture	720	772	822	825	890	1.074	632	///	///	///	///
— diplômes délivrés	46	99	249	395	416	296	334	///	///	///	///
DEFA :											
— candidats en cours de formation	///	///	///	///	///	///	///	5.099	6.773	*r* 8.325	8.561
— diplômes délivrés	///	///	///	///	///	///	///	18	26	136	256

(1) Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative. — (2) Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives. — (3) La formation d'animateurs CAPASE a été supprimée en 1980 et remplacée par le DEFA (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur).

TABLEAU E.04-3

Formation professionnelle continue de longue durée d'animateurs

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Stagiaires pris en charge	425	520	697	797	1.088	1.130	1.070	1.054	843
Nombre de conventions passées	14	23	26	28	31	30	30	31	31
Centres publics organisant des stages de formation professionnelle continue de longue durée (INEP, CREPS)	4	5	5	5	5	5	5	5	7
Centres privés de formation (fonctionnant avec convention depuis 1971)	12	18	20	26	26	28	31	33	31

TABLEAU E.04-4

Bourse congé-cadre jeunesse

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de bourses congé-cadre jeunesse accordées	3.428	3.571	3.256	3.256	3.256	3.256	3.385	3.344	3.316
Montant de la bourse (en francs)	500	500	500	500	500	500	630	630	630

TABLEAU E.04-5

Centres de vacances : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports — *Unité :* Millier d'enfants

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984			
	Été	Été	Été	Été	Été	Été	Été	Été	Noël 83/84	Février	Pâques	Été
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	20,3	21,6	22,0	20,6	21,5	20,2	22,4	19,1	1,3	1,4	4,9	21,4
Centres de vacances (6-12 ans)	754,5	727,2	683,7	659,9	660,7	644,0	623,9	564,9	30,8	83,9	103,1	531,5
Centres de vacances (12-18 ans)	262,7	279,5	307,1	291,6	281,7	284,0	312,2	299,5	28,9	68,5	71,1	303,0
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	100,5	98,3	93,9	98,1	96,7	102,9	102,1	99,7	2,5	4,3	8,7	103,9
Ensemble	**1.138,0**	**1.126,6**	**1.106,7**	**1.070,2**	**1.060,6**	**1.051,1**	**1.060,6**	**983,2**	**63,5**	**158,1**	**187,8**	**959,8**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU E.04-6

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*e* 1983	1984
B.A.F.A. (1) [animateurs]	17.763	26.350	26.953	27.503	29.200	29.684	32.863	33.500	34.085
B.A.F.D. (2) [directeurs]	1.409	1.306	1.486	1.722	1.540	1.756	1.865	1.950	1.753

(1) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur. — (2) Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

TABLEAU E.04-7

Licences sportives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

Année	Fédérations olympiques	Fédérations non olympiques	Groupements nationaux multisports	Groupements nationaux scolaires et universitaires	Total
1949	869.641	398.841	409.177	186.859	1.864.518
1950	909.391	400.112	440.756	331.102	2.081.361
1951	1.129.132	414.941	338.529	338.024	2.220.626
1952	1.131.421	441.461	336.167	382.005	2.291.054
1953	951.962	440.977	386.234	400.832	2.180.005
1954	980.360	449.984	384.360	425.835	2.240.539
1955	932.551	466.708	394.982	469.879	2.264.120
1956	923.690	490.909	393.327	494.271	2.302.197
1957	858.226	519.883	401.708	554.212	2.334.029
1958	907.677	600.460	401.464	589.293	2.498.894
1959	987.854	603.351	446.635	659.819	2.697.659
1960	1.035.552	601.677	505.751	729.901	2.872.881
1961	1.106.552	659.816	549.466	838.082	3.153.916
1962	1.186.826	671.363	575.849	892.185	3.326.223
1963	1.228.336	659.420	585.446	853.575	3.326.777
1964	1.319.999	723.003	619.198	922.556	3.584.756
1965	1.468.901	755.788	581.110	1.013.317	3.819.116
1966	1.606.399	717.248	620.766	1.079.241	4.023.654
1967	1.759.683	861.900	737.533	1.150.481	4.499.597
1968	1.864.420	921.232	778.682	1.156.873	4.721.207
1969	2.084.683	944.250	683.124	1.192.047	4.904.104
1970	2.252.655	989.221	696.770	1.297.452	5.236.098
1971	2.409.958	1.053.705	741.132	1.443.644	5.648.439
1972	2.668.271	1.176.153	884.922	1.681.894	6.411.240
1973	2.754.151	1.266.148	921.892	1.734.605	6.676.796
1974	2.877.938	1.371.155	946.642	1.865.746	7.061.481
1975	2.994.693	1.463.819	1.061.285	1.861.857	7.381.654
1976	3.087.003	1.704.476	1.104.303	1.950.081	7.845.863
1977	3.347.569	1.871.283	1.175.495	2.117.637	8.511.984
1978 (1) (2)	3.567.163	1.892.585	945.297	2.163.570	8.568.615
1979	3.750.190	2.269.404	1.050.416	2.035.564	*r* 9.105.574
1980	3.824.608	2.478.802	1.108.093	2.089.673	9.501.176
1981	*r* 4.989.680	*r* 2.554.250	*r* 1.103.288	2.176.422	*r* 10.823.640
1982 (3)	5.310.997	*r* 2.205.283	1.148.736	*r* 2.294.786	*r* 10.959.802
1983	5.620.054	2.190.713	1.218.487	2.338.059	11.367.313

(1) En 1978, non compris les licences de la FF twirling-bâton, de la FF de montagne, de la FF des pêcheurs en mer, de la FF de sauvetage et secourisme. — (2) En 1978, non compris les licences de l'Union sportive des travailleurs. — (3) A partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques.

TABLEAU E.04-8

Sports olympiques ; nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club; licence

Sports olympiques	Sections de clubs				Licences				
							1983		
	1980	1981	1982	1983	1981	1982	Total	Hommes	Femmes
Fédération française d'athlétisme	1.555	1.593	1.610	1.610	104.000	107.202	105.089	71.145	33.944
Fédération française de basket	4.586	4.720	4.893	4.911	314.902	327.144	341.131	180.329	160.802
Fédération française de boxe	479	483	482	468	13.473	13.424	14.511	14.177	334
Fédération française de canoë-kayak	547	541	558	560	23.322	24.030	27.290	20.283	7.007
Fédération française de cyclisme	2.099	2.284	2.290	2.294	98.700	96.885	91.478	88.568	2.910
Fédération équestre française	1.055	1.083	1.121	1.558	137.605	140.259	142.637	56.205	86.432
Fédération française d'escrime	632	680	682	697	30.901	31.776	32.107	23.950	8.157
Fédération française de football	20.411	20.938	21.292	22.020	1.577.796	1.605.915	1.707.517	1.682.892	24.625
Fédération française de gymnastique	1.125	1.153	1.098	1.163	107.364	105.856	106.674	35.649	71.025
Fédération française d'haltérophilie et musculation	524	475	436	441	17.532	17.399	18.488	18.488	—
Fédération française de hand-ball	2.363	2.383	2.420	2.438	151.990	159.760	163.648	108.375	55.273
Fédération française de hockey	110	113	116	117	7.715	8.034	8.063	6.264	1.799
Fédération française de judo	4.672	3.873	5.312	4.582	363.932	387.886	365.143	292.076	73.067
Fédération française de lutte	274	256	245	252	8.595	9.133	9.985	9.081	904
Fédération française de natation	1.197	1.198	1.246	1.208	92.628	94.494	98.055	55.145	42.910
Fédération française de pentathlon moderne	7	9	9	11	155	165	168	129	39
Fédération française de ski	2.373	2.373	2.469	2.447	590.867	693.797	748.762	447.138	301.624
Fédération française des sociétés d'aviron	195	204	*r* 215	221	18.619	19.770	21.901	16.524	5.377
Fédération française des sports de glace	196	200	209	211	24.435	24.843	24.817	12.482	12.335
Fédération française de tennis (1)	///	///	6.492	7.195	///	1.058.995	1.189.616	761.089	428.527
Fédération française de tennis de table (1)	///	///	4.062	4.084	///	92.753	96.659	85.643	11.016
Fédération française de tir	1.701	1.818	1.873	1.922	103.840	114.877	122.258	111.722	10.536
Fédération française de tir à l'arc	798	829	1.082	1.103	16.231	16.508	21.281	16.716	4.565
Fédération française de volley-ball	1.670	1.637	1.670	1.637	63.645	65.846	63.861	37.792	26.069
Fédération française de voile	1.169	1.233	1.241	1.338	90.270	94.176	98.915	81.097	17.818
Totaux	**49.738**	**50.076**	**63.123**	**64.488**	**3.958.517**	**5.310.997**	**5.620.054**	**4.232.959**	**1.387.095**

(1) A partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques.

TABLEAU E.04-9

Sports dits non olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club; licence

Sports non olympiques	Sections de clubs			Licences				
						1983		
	1981	1982	1983	1981	1982	Total	Hommes	Femmes
Association nationale de tourisme équestre (ANTE)	///	///	512	///	///	12.723	●	●
Fédération française d'aéromodélisme	///	///	441	///	///	9.105	●	●
Fédération française d'aéronautique	///	///	536	///	///	44.063	●	●
Fédération française de badminton	97	112	131	3.979	4.477	5.142	3.171	1.971
Fédération française de ballon au poing	37	39	35	735	631	621	619	2
Fédération française de base-ball	21	21	27	928	3.081	4.103	3.547	556
Fédération française de billard	375	360	372	9.064	9.176	9.605	9.481	124
Fédération française de boxe française	403	476	440	14.433	18.357	18.494	16.711	1.783
Fédération française de char à voile	34	38	40	1.039	1.043	1.364	1.134	230
Fédération française de course camarguaise (2)	116	120	121	186	208	208	207	1
Fédération française de course d'orientation	168	201	196	3.085	6.037	9.054	6.976	2.078
Fédération française de course landaise (2)	12	182	●	1.886	1.946	2.190	2.059	131
Fédération française de cyclotourisme (2)	2.365	2.453	2.534	84.478	86.890	89.404	●	●
Fédération française de danse, art chorégraphique (2)	268	309	466	23.487	28.441	35.771	●	●
Fédération française d'éducation physique, gymnastique volontaire (2)	4.293	4.820	5.075	252.840	274.966	308.834	21.326	287.508
Fédération française d'études et sports sous-marins	1.055	1.074	1.150	66.120	68.961	74.486	60.529	13.957
Fédération française de golf	186	191	225	41.405	46.060	53.709	34.240	19.469
Fédération française de jeu à XIII	290	294	297	22.248	23.480	24.217	23.881	336
Fédération française de jeu de balle au tambourin	●	18	23	●	752	764	713	51
Fédération française de jeu de paume	18	18	19	291	332	572	572	—
Fédération française de joutes et sauvetage nautique	74	75	73	2.892	2.924	2.845	2.568	277
Fédération française de karaté et arts martiaux	1.951	2.178	2.369	68.397	*r* 70.791	93.255	77.438	15.817
Fédération française de longue paume	42	42	43	1.527	1.529	1.521	1.364	157
Fédération française de montagne	186	197	304	113.193	117.873	119.773	●	●
Fédération française de motocyclisme	825	843	916	14.405	13.780	12.948	12.713	235
Fédération française de motonautique	34	33	37	*r* 2.416	2.590	2.662	●	●
Fédération française de parachutisme	298	294	261	10.124	10.487	36.286	29.140	7.146
Fédération française de patinage à roulettes	126	156	177	6.608	8.443	9.565	●	●
Fédération française des pêcheurs en mer	159	157	138	10.577	10.255	10.210	9.626	584
Fédération française de pelote basque	173	196	185	8.064	8.968	9.984	●	●
Fédération française de pétanque et jeu provençal	6.929	7.072	7.221	443.463	455.717	474.417	444.261	30.156
Fédération française de randonnée pédestre	///	///	300	///	///	224.115	●	●
Fédération française de rugby	1.707	1.715	1.723	197.703	209.144	211.688	211.688	—
Fédération française de ski nautique	129	130	148	5.629	6.465	7.531	5.358	2.173
Fédération française de spéléologie (2)	445	447	498	5.751	6.046	6.390	●	●
Fédération française de sports automobiles	214	217	209	21.844	23.326	23.435	21.788	1.647
Fédération française de sports de boules	3.646	3.633	3.506	159.229	155.966	151.398	148.745	2.653
Fédération française de sports de quilles	475	507	520	15.877	17.993	18.484	16.224	2.260
Fédération française de squash raquettes	97	129	165	7.262	10.117	17.652	●	●
Fédération française de surf et skate	52	49	42	1.064	1.188	1.477	1.392	85
Fédération française de tchouck-ball	///	///	3	///	///	2.565	●	●
Fédération française de tennis (1)	6.069	(1)	(1)	941.141	(1)	(1)	(1)	(1)
Fédération française de tennis de table (1)	3.874	(1)	(1)	90.022	(1)	(1)	(1)	(1)
Fédération française de trampoline	36	50	56	4.829	5.598	4.974	●	●
Fédération française de twirling-bâton (2)	743	734	717	24.539	*r* 22.235	20.319	—	20.319
Fédération française de viet-vo-dao (2)	82	80	167	3.501	3.015	5.674	●	●
Fédération française de vol libre	138	142	83	4.757	5.502	5.915	●	●
Fédération française de vol à voile	121	130	143	8.682	10.086	11.201	●	●
Totaux	**38.363**	**29.932**	**32.644**	**2.699.700**	***r* 1.754.876**	**2.190.713**	●	●

(1) A partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques. — (2) Fédérations non olympiques agréées, les autres étant des fédérations non olympiques agréées et habilitées.

TABLEAU E.04-10

Fédérations et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Fédérations et groupements multisports affinitaires	Sections de clubs			Licences				
	1981	1982	1983	1981	1982	1983		
						Total	Hommes	Femmes
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	1.857	1.979	2.069	128.985	129.076	135.486	26.052	109.434
Éducation par le sport des handicapés mentaux	48	72	148	9.950	4.569	7.330	4.588	2.742
Fédération des sourds de France	64	67	60	2.728	2.703	2.404	2.021	383
Fédération de handisport	161	222	212	7.304	7.608	8.131	5.463	2.668
Fédération sportive et culturelle de France	2.110	2.195	2.195	183.678	187.829	186.796	99.148	87.648
Fédération sportive et gymnique du travail	3.846	3.946	4.083	318.637	331.678	378.300	●	●
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	9.759	10.128	10.451	442.012	461.855	464.553	322.585	141.968
Union sportive des travailleurs	●	320	546	●	21.426	35.487	23.136	12.351
Ensemble	**17.845**	**18.929**	**19.764**	**1.093.294**	**1.146.744**	**1.218.487**	●	●

TABLEAU E.04-11

Sections « sports-études »

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	Année scolaire										
										1984-1985	
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	Sections sports-études	Sections promo-tionnelles
Nombre de sections ouvertes	101	124	127	136	145	151	162	181	182	169	289
Effectif	2.204	2.437	2.726	3.059	3.204	3.208	3.633	4.040	4.096	4.321	5.780
Nombre de spécialités enseignées	22	22	22	22	22	23	25	25	25	26	26

TABLEAU E.04-12

Formation des cadres sportifs : brevet d'État d'éducateur sportif

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Unités : Candidat

	Réussite à la formation commune	Réussite à la formation spécifique	Nombre de brevets d'État ou diplômes d'État délivrés
1977	2.300	2.790	5.484
1978	3.119	4.060	4.260
1979	4.037	3.641	3.192
1980	2.329	5.165	4.681
1981	2.091	6.286	5.606
1982	*r* 3.414	*r* 7.228	5.301
1983	3.693	6.943	5.826

TABLEAU E.04-13

Médecine du sport

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	*e* 1984
Candidats reçus aux certificats d'études spécialisées de biologie et de médecine du sport	673	1.161	1.455	1.500	1.300	*r* 1.113	1.200
Centres médico-sportifs	331	364	390	390	390	*r* 444	450
Commissions médicales fédérales	42	43	44	44	46	49	51
Instituts régionaux de médecine du sport	3	6	10	12	17	20	21
Sujets examinés en médecine préventive sportive	516.700	562.588	597.280	615.900	*e* 650.000	*e* 680.000	680.000
Sportifs de haut niveau examinés	3.058	3.694	3.200	3.200	3.480	*e* 3.600	3.600
Examens pratiqués dans les sections sport-études	2.512	2.891	3.098	3.614	4.500	*e* 4.500	6.400
Contrôles antidopage effectués	1.247	1.473	894	1.236	1.500	*r* 1.434	1.600

TABLEAU E.04-14

Création d'équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir financés par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	*e* 1984
Terrains de plein air	545	596	885	842	810	750	*r* 900	900
Installations sportives couvertes	439	337	425	418	399	380	400	400
Piscines	100	53	31	29	28	21	20	20
Équipements sportifs particuliers	36	36	35	33	26	23	*r* 30	30
UEREPS-CREPS	1	1	1	2	1	2	1	5
Locaux d'activité socio-éducatifs	156	143	165	141	173	180	180	160
Centres de vacances	6	7	5	6	4	5	5	5
Centres de loisir sans hébergement	—	9	11	10	21	25	25	23
Locaux d'accueil	18	10	13	12	10	9	9	9

TABLEAU E.04-15

Équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir (stock)

Source : Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*r* 1983	*e* 1984
Terrains de plein air	52.354	53.798	55.741	61.384	64.578	67.341	71.962	75.615
Installations sportives couvertes	12.912	13.407	14.091	15.494	16.492	17.481	18.824	19.824
Piscines	3.079	3.152	3.204	3.383	3.439	3.494	3.546	3.596
Équipements sportifs particuliers	2.743	2.817	2.914	3.144	3.192	3.240	3.586	3.716
Locaux d'activités socio-éducatives	6.738	6.985	7.242	7.699	8.153	8.610	9.098	9.548
Centres de vacances	5.997	6.034	6.077	6.106	6.176	6.244	6.270	6.310
Centres de loisir sans hébergement	1.536	1.604	1.644	1.815	1.900	1.953	2.177	2.307
Locaux d'accueil	774	788	816	903	929	957	988	1.018

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports : Mission informatique de gestion, Etudes et statistiques (MIGES), 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 48 28 40 00.

Publications :

— Annuaire 1984.
— Licences 1983.

Une série INSEE présentant les résultats de travaux ou d'études spécialisés

Archives & Documents

Pour permettre à des utilisateurs spécialisés de disposer aisément et rapidement de résultats d'études qui n'entraient pas dans le champ général d'édition des **« Collections de l'INSEE »,** l'INSEE a créé, en 1980, la série **« Archives et Documents ».** Elle regroupe, dans des ouvrages à tirage limité, de présentation modeste, des informations chiffrées allant à un plus grand niveau de détail que celles publiées dans les « Collections », des études particulières réservées à un public de spécialistes, des résultats de travaux spécifiques...

Derniers numéros parus :

Ascendance et formes de vie (n° 115, 143 pages, 35 F).

Recueil Bloc Notes de l'observatoire économique de Paris - Édition 1984 (n° 116 pages, 62 pages, 35 F).

Données sur les grands établissements industriels (n° 117, 139 pages, 45 F).

Les personnels communaux en 1980 (n° 118, 125 pages, 45 F).

Le travail temporaire en 1982 - Enquête Annuelle d'Entreprise dans les services - résultats détaillés (n° 119, 57 pages, 30 F).

Enquête sur l'emploi de 1982 et 1983 - résultats redressés (n° 120, 187 pages, 65 F).

L'ingénierie en 1982 - Enquête Annuelle d'Entreprise dans les services - résultats détaillés (n° 121, 91 pages, 37 F).

Liste par secteur des principales concentrations réalisées dans l'industrie française - 2e semestre 1984 (n° 122, 95 pages, 33 F).

A la différence des *Collections de l'INSEE*, il n'est pas prévu d'abonnement à cette série.

CONSULTATION, VENTE P 687

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE et chez les libraires spécialisés.

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Courses de chevaux, pari mutuel

2. Loterie nationale

3. Jeux de casinos

4. Navigation maritime de plaisance

1. Courses de chevaux, pari mutuel

11. Organisation des courses

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de 282 sociétés, dont 5 sociétés parisiennes, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 29 avril 1979 modifié.

12. Enjeux et prélèvements

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).

Les sommes engagées en paris sur les courses font l'objet :

— d'un prélèvement de base, d'une TVA répartie entre les sociétés et les parieurs (33 1/3 % au 1er janvier 1984);
— d'un droit de timbre de 3 %.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 10 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor.

L'article 15 de la loi de finances pour 1965, modifié par l'article 7 de la loi de finances pour 1979, avait autorisé le Gouvernement à faire verser par chaque société parisienne la moitié de l'excédent de ses recettes nettes par rapport aux recettes nettes de l'exercice précédent.

2. Loterie nationale

21. Modalités générales de fonctionnement

La Loterie nationale a été instituée par l'article 136 de la loi de finances du 31 mai 1933. Sa forme et son mode de fonctionnement ont été arrêtés par décrets. Depuis le 1er janvier 1979, l'organisation et l'exploitation de la Loterie nationale et des tirages supplémentaires de la Loterie nationale dénommés Loto national sont confiés à une société d'économie mixte, la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Les billets sont vendus par l'intermédiaire des comptables publics et de douze organismes émetteurs de dixièmes de billets agréés par la Loterie nationale.

Avant le tirage de chaque tranche, les billets et dixièmes de billets en excédent peuvent être repris dans certaines conditions par la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Conformément à l'article 2 du décret du 8 septembre 1933, le droit au paiement des lots d'une tranche se prescrit dans un délai de six mois à compter du jour du tirage. Pour ce qui est des dixièmes de billets, le délai de prescription est de douze mois.

22. Tirages et résultats

La Loterie nationale a procédé au tirage de 82 tranches en 1983 et de 100 tranches en 1984, se répartissant ainsi :

1983	1984	
26	—	tranches à 65 F le billet
53	97	tranches à 92 F le billet
3	3	tranches à 230 F le billet

Pendant cette période, le montant du gros lot a varié, selon la tranche, de 2 à 5 millions de F.

Le tableau 4 fait apparaître, pour chacune des années 1973 à 1983, le nombre de tranches, le nombre de billets placés, le placement brut correspondant aux billets vendus par la Loterie nationale sans déduction du montant des billets rachetés, le placement net et le montant global des lots payés.

23. Tirages supplémentaires (Loto national)

Depuis mai 1976, un tirage supplémentaire est effectué chaque semaine, à l'occasion du tirage d'une tranche de la Loterie nationale, par extraction au hasard de 6 boules plus une 7e d'un appareil contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer à ces tirages supplémentaires, le joueur choisit 6 numéros qu'il coche sur un bulletin. Il fait valider ce bulletin dans un centre agréé par la Société de la Loterie nationale et du Loto national contre versement d'une mise s'élevant à 1 F pour chaque ensemble de 6 numéros.

Tout ensemble comportant au moins 3 numéros sur les 6 sortis au tirage est gagnant.

Depuis le 10 mars 1984, un second tirage supplémentaire hebdomadaire est organisé : les seuls bulletins pris en considération pour ce tirage sont ceux validés pour le premier tirage supplémentaire de la semaine.

3. Jeux de casinos

En application de la loi du 15 juin 1907 et du décret n° 59-1489 du 22 décembre 1959 modifié, réglementant les jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques, l'État et les communes exercent un prélèvement progressif sur le produit brut des jeux après abattement forfaitaire de 25 %. Le barème des prélèvements actuellement en vigueur a été fixé par le décret n° 81-476 du 8 mai 1981, pour application à compter du 1er janvier 1981.

En vertu des dispositions de la loi de finances du 7 février 1953, les communes où sont implantés des casinos bénéficient d'une somme égale à 10 % du montant du prélèvement progressif opéré par l'État dans la limite de 5 % des ressources ordinaires de la commune.

Par ailleurs, la loi du 27 avril 1946 prévoit en son article 44 un second prélèvement au profit des communes en vertu des clauses des cahiers des charges imposés aux établissements de jeux, dans la limite de 15 % du produit brut des jeux.

La somme des prélèvements opérés par l'État et par la commune ne peut dépasser 80 % du produit considéré.

Enfin, l'article 72 de la loi de finances pour 1962 prévoit la possibilité pour les casinos de bénéficier d'un abattement supplémentaire de 10 % maximum du produit brut des jeux correspondant au déficit résultant des manifestations artistiques de qualité qu'ils organisent et aux dépenses d'équipement et d'entretien à caractère immobilier qu'ils prennent en charge dans les établissements hôteliers ou thermaux situés dans le département du siège du casino ou dans les départements limitrophes.

4. Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de ce paragraphe sont établies par le bureau de la navigation de plaisance et le centre administratif des Affaires maritimes.

En ce qui concerne l'effectif de la flotte, chaque direction des affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées.

D'autre part, la production ou la facturation des bateaux de plaisance et des planches à voile sont données au chapitre K-10 « Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses ».

*
* *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux

Répartition appliquée depuis le 1er janvier 1985 (4)

Source : Ministère de l'Agriculture (Service des haras)

En %

Bénéficiaire	Hippodromes			PMU		
	Paris (1)	Région parisienne (2)	Province (3)	Paris (1)	Région parisienne (2)	Province (3)
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret						
Sociétés de courses (HT)	7,521	7,521	11,13	9,763	9,763	9,809
Budget général	1,750	0,625	—	1,8695	0,7445	0,443
dont : Ville de Paris	1,500	—	—	1,500	—	—
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,275	2,275	—	1,445	1,445	1,457
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	1,821	2,946	2,59	0,5375	1,6985	2,084
Fonds national pour le développement du sport	0,236	0,236	—	0,254	0,254	0,236
Fonds national pour le développement de la vie associative	0,064	0,064	—	0,069	0,069	0,064
Total	13,667	13,667	13,720	13,938	13,974	14,093
2. Prélèvements fiscaux						
Timbre	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
TVA sur prélèvements sociétés	2,507	2,507	3,710	3,136	3,136	3,151
Ensemble	**19,174**	**19,174**	**20,430**	**20,074**	**20,110**	**20,244**

(1) Auteuil, Longchamp, Vincennes. — (2) Enghien, Évry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud. — (3) Autres hippodromes. — (4) Pour les prélèvements antérieurs, voir les annuaires 1975, 1982, 1983 et 1984.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

Barèmes des décrets n° 60-227 du 2 mars 1960 pour le PSP ordinaire et n° 67-421 du 12 janvier 1967 pour le PSP sur le tiercé, n° 84-527 du 27 juin 1984 à partir du 1er juillet 1984

Source : Ministère de l'Agriculture (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs	1.026,0	1.226,8	1.232,7	1.407,2	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8	2.217,0	2.598,1	2.696,8

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Montant des entrées	28,09	28,97	30,21	32,92	35,97	42,00	46,00	53,23	57,21	61,49	69,68
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	1.712	1.913	2.095	2.363	2.481	2.689	2.939	3.171	3.393	3.549	3.707
Sommes engagées au pari mutuel urbain.	10.090	11.825	12.157	13.562	15.186	16.686	18.954	19.902	22.093	24.750	26.436
dont : *tiercé et quarté* (1)	*6.108*	*7.132*	*6.845*	*7.139*	*7.792*	*9.182*	*10.636*	*11.413*	*12.449*	*13.683*	*14.567*

(1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul.

TABLEAU E.05-4

Loterie nationale : billets placés, placement brut, placement net et lots payés

Source : Société de la Loterie nationale et du Loto national

Unité : Millier de francs

Année	Nombre de tranches	Nombre de billets placés	Placement brut	Placement net	Montant global des lots payés (1)
1974	61	17.334.535	659.823	587.871	372.092
1975	61	16.003.576	739.700	638.264	466.307
1976	61	14.900.584	760.307	658.081	561.952
1977	60	12.301.471	698.922	568.196	448.555
1978	59	10.097.826	615.947	494.021	421.019
1979	59	8.272.568	586.297	440.003	405.014
1980	68	8.775.444	576.041	445.299	323.172
1981	84	10.499.280	655.930	497.172	346.878
1982	81	9.053.662	762.517	537.116	451.055
1983	82	8.905.108	754.164	526.591	396.976
1984	100	21.962.279	2.040.888	1.708.268	1.164.897

(1) Ces résultats correspondent aux sommes effectivement versées au cours de l'année civile.

TABLEAU E.05-5

Loto national : montant des mises et prélèvement de l'État

Source : Société de la Loterie nationale et du Loto national

Unité : Millier de francs

Année	Montant des mises	Prélèvement au profit de l'État (1)
1976	134.630	31.503
1977	2.154.812	504.226
1978	3.578.259	855.039
1979	4.539.908	1.130.437
1980	6.146.290	1.538.474
1981	7.234.497	1.816.427
1982	7.755.118	2.179.188
1983	8.375.789	2.353.596
1984	10.976.876	3.232.612

(1) TVA non comprise.

TABLEAU E.05-6

Revenus des jeux de casinos (1)

(France métropolitaine - Départements et territoires d'outre-mer)

Source : Direction du tourisme

Unité : Millier de francs

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Produit brut des jeux	447.064,1	530.612,4	616.034,7	546.864,5	629.819,6	597.237,4	720.762,0	725.716,2	858.798,7
Part de l'État	●	185.269,0	217.623,3	190.157,2	220.785,1	180.375,9	226.996,9	226.796,6	284.022,9

(1) La saison de l'année (*n*) s'étend du 1er novembre de l'année (*n*) — 1) au 31 octobre de l'année (*n*).

TABLEAU E.05-7

Flotte de plaisance

Situation au 30 septembre

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Unité : Navire

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
France métropolitaine :										
Voiliers	132.605	142.250	152.916	162.566	173.101	183.840	192.740	199.590	205.226	209.931
soit : 2 tonneaux et moins	96.188	99.900	104.259	107.706	111.132	114.539	117.409	119.353	120.819	122.120
Plus de 2 tonneaux	36.417	42.350	48.657	54.860	61.969	69.301	75.331	80.237	84.407	87.811
Navires à moteurs	223.893	245.359	267.129	289.500	313.960	337.523	359.174	379.838	399.497	416.369
soit : 2 tonneaux et moins	182.908	200.597	218.896	237.357	256.772	275.771	293.369	310.909	327.263	341.080
Plus de 2 tonneaux	40.985	44.762	48.233	52.143	57.188	61.752	65.805	68.929	72.234	75.289
Ensemble des navires	**356.498**	**387.609**	**420.045**	**452.066**	**487.061**	**521.363**	**551.914**	**579.428**	**604.723**	**626.300**
soit : 2 tonneaux et moins	279.096	300.497	323.155	345.063	367.904	390.310	410.778	430.262	448.082	463.200
Plus de 2 tonneaux	77.402	87.112	96.890	107.003	119.157	131.053	141.136	149.166	156.641	163.100
Départements d'outre-mer (1) :										
Voiliers	1.841	1.902	1.981	2.028	944	1.216	1.068	1.117	1.154	1.196
Navires à moteurs	4.322	4.753	5.079	5.794	4.387	4.695	5.085	5.313	5.637	5.943
Territoires d'outre-mer (2) :										
Voiliers	263	283	289	335	361	408	466	507	575	627
Navires à moteurs	5.211	5.139	5.353	5.570	5.867	6.285	6.597	6.837	7.100	7.219

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon. — (2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine

Résultats par période annuelle *(1er octobre - 30 septembre)*

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Saint-Servan	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total	Le Havre	Saint-Servan	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total
						1977-1978						
2 tonneaux et moins	416	593	961	379	776	3.125	3.382	2.104	3.233	1.798	7.237	17.754
Plus de 2 à 5 tonneaux	473	476	913	478	956	3.296	456	281	456	491	1.419	3.103
Plus de 5 à 10 tonneaux	332	208	539	305	879	2.263	82	35	139	73	316	645
Plus de 10 à 25 tonneaux	87	41	132	76	279	615	20	5	19	8	95	147
Plus de 25 tonneaux	2	1	4	4	7	18	1	—	—	—	3	4
Ensemble	**1.310**	**1.319**	**2.549**	**1.242**	**2.897**	**9.317**	**3.941**	**2.425**	**3.847**	**2.370**	**9.070**	**21.653**
						1978-1979						
2 tonneaux et moins	423	844	915	354	707	3.243	3.419	2.383	3.056	1.965	7.784	18.607
Plus de 2 à 5 tonneaux	540	648	1.061	602	1.165	4.016	493	394	534	640	1.861	3.922
Plus de 5 à 10 tonneaux	334	230	581	254	969	2.368	102	38	150	116	412	818
Plus de 10 à 25 tonneaux	112	43	128	63	337	683	29	7	29	34	158	257
Plus de 25 tonneaux	4	—	5	2	6	17	2	—	5	2	18	27
Ensemble	**1.413**	**1.765**	**2.690**	**1.275**	**3.184**	**10.327**	**4.045**	**2.822**	**3.774**	**2.757**	**10.233**	**23.631**
						1979-1980						
2 tonneaux et moins	387	754	875	476	733	3.225	3.103	2.165	3.132	1.924	7.662	17.986
Plus de 2 à 5 tonneaux	503	646	972	681	1.068	3.870	496	346	505	583	1.693	3.623.
Plus de 5 à 10 tonneaux	313	252	650	298	1.087	2.600	67	41	99	98	347	652
Plus de 10 à 25 tonneaux	142	45	155	101	372	815	31	1	37	24	157	250
Plus de 25 tonneaux	9	—	6	4	28	47	2	—	2	2	33	39
Ensemble	**1.354**	**1.697**	**2.658**	**1.560**	**3.288**	**10.557**	**3.699**	**2.553**	**3.775**	**2.631**	**9.892**	**22.550**
						1980-1981						
2 tonneaux et moins	279	704	915	282	524	2.704	2.903	1.920	3.172	1.759	6.924	16.678
Plus de 2 à 5 tonneaux	354	442	786	495	829	2.906	414	286	404	540	1.473	3.207
Plus de 5 à 10 tonneaux	247	221	491	258	886	2.103	49	44	85	72	319	569
Plus de 10 à 25 tonneaux	120	37	188	127	462	934	24	5	25	17	134	205
Plus de 25 tonneaux	7	—	3	4	23	37	2	—	4	—	23	34
Ensemble	**1.007**	**1.404**	**2.383**	**1.166**	**2.724**	**8.684**	**3.392**	**2.255**	**3.780**	**2.388**	**8.878**	**20.693**
						1981-1982						
2 tonneaux et moins	225	474	524	251	363	1.837	3.086	1.999	2.784	1.824	6.897	16.590
Plus de 2 à 5 tonneaux	311	355	539	396	598	2.199	369	231	356	475	1.185	2.616
Plus de 5 à 10 tonneaux	242	162	488	260	759	1.911	34	26	44	39	202	345
Plus de 10 à 25 tonneaux	99	39	171	111	331	751	15	9	11	13	78	126
Plus de 25 tonneaux	—	5	3	5	9	22	2	—	—	—	19	21
Ensemble	**877**	**1.035**	**1.725**	**1.023**	**2.060**	**6.720**	**3.506**	**2.265**	**3.195**	**2.351**	**8.381**	**19.698**
						1982-1983						
2 tonneaux et moins	166	264	366	281	304	1.381	2.833	1.709	2.710	1.788	6.428	15.468
Plus de 2 à 5 tonneaux	227	284	469	350	463	1.793	394	205	421	576	1.078	2.674
Plus de 5 à 10 tonneaux	191	117	373	247	545	1.473	38	26	59	73	225	421
Plus de 10 à 25 tonneaux	110	44	223	105	356	838	11	7	18	15	110	161
Plus de 25 tonneaux	7	1	4	7	15	34	1	1	1	—	18	21
Ensemble	**701**	**710**	**1.435**	**990**	**1.683**	**5.519**	**3.277**	**1.948**	**3.209**	**2.452**	**7.859**	**18.745**
						1983-1984						
2 tonneaux et moins	125	201	335	306	250	1.217	2.122	1.629	2.374	1.605	5.258	12.988
Plus de 2 à 5 tonneaux	152	171	375	284	366	1.348	350	171	390	568	926	2.405
Plus de 5 à 10 tonneaux	144	90	333	214	494	1.275	38	22	66	73	230	429
Plus de 10 à 25 tonneaux	74	31	164	101	354	724	14	8	16	17	107	162
Plus de 25 tonneaux	3	2	7	9	18	39	—	—	1	1	20	22
Ensemble	**498**	**495**	**1.214**	**914**	**1.482**	**4.603**	**2.524**	**1.830**	**2.847**	**2.264**	**6.541**	**16.006**

TABLEAU E.05-9

Immatriculation des navires de plaisance. — Départements d'outre-mer

Résultats par période annuelle *(1er octobre 1983 - 30 septembre 1984)*

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

	Moins de deux tonneaux (1)			Plus de deux tonneaux (1)			Total général
	Voiliers	Moteurs	Ensemble	Voiliers	Moteurs	Ensemble	
Guadeloupe	1	40	41	18	35	53	94
Guyane	—	122	122	1	17	18	140
Martinique	6	83	89	4	8	12	101
Réunion	2	28	30	7	3	10	40
Saint-Pierre-et-Miquelon	7	19	26	3	1	4	30
Total	**16**	**292**	**308**	**33**	**64**	**97**	**405**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

TABLEAU E.05-10

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions. France métropolitaine

Résultats par période annuelle *(1er octobre - 30 septembre)*

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Nature des événements	1982			1983			1984		
	Nombre d'événements	Nombre de personnes à bord	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes à bord	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes à bord	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	4	10	—	7	13	2	8	15	2
Échouements	221	577	—	227	659	1	204	593	—
Heurts	14	34	—	16	46	1	17	54	4
Chavirements	123	279	31	125	270	26	89	222	25
Incendies, explosions	38	77	—	27	66	—	20	54	—
Voies d'eau (envahies par l'eau)	51	165	3	50	208	1	43	107	1
Disparitions inexpliquées	5	8	8	8	15	7	3	8	4
Pannes et avaries	619	1.828	—	544	1.527	4	478	1.324	2
Hommes à la mer	31	52	14	36	84	22	35	90	20

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de l'Agriculture, service des Haras et de l'Équitation, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. : (1) 43 80 49 37;

— Société de la Loterie nationale et du Loto national, 20, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 65 74 50;

— Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, direction de la Comptabilité publique, 151, rue Saint-Honoré, 75056 Paris :

- Renseignements législatifs et réglementaires. Statistiques des jeux de casino.

— Secrétariat d'État chargé de la Mer :

- Centre administratif des Affaires maritimes, B.P. 130, 35408 Saint-Malo Cedex.
- Bureau de la plaisance, 3, place de Fontenoy, 75700 Paris.

Publication :

Statistique plaisance (annuel).